



HAL
open science

La concurrence géopolitique dans l'espace baltique de l'Entre-deux-guerres (1919-1940)

Luc Mora

► **To cite this version:**

Luc Mora. La concurrence géopolitique dans l'espace baltique de l'Entre-deux-guerres (1919-1940). Histoire. 2021. dumas-03234778

HAL Id: dumas-03234778

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03234778>

Submitted on 25 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université Bordeaux Montaigne

Master de recherche en Histoire moderne et contemporaine

Parcours géopolitique et relations internationales du XVIe siècle au XXIe siècle

Mémoire de recherche de master 2

La concurrence géopolitique dans l'espace baltique de l'Entre-deux-guerres (1919-1940)

Luc Mora

Sous la direction de monsieur le Professeur Philippe Chassaingne

Soutenu le 04.05.2021

Je tiens à remercier mon directeur de recherche monsieur Philippe Chassaigne, qui m'a suggéré de m'intéresser à la Baltique et a répondu aux interrogations qui ont rythmé mes recherches.

Avant-propos

La région baltique ayant un passé très multiculturel, beaucoup de noms de villes et autres toponymes se déclinent dans différentes langues. Pour des raisons de neutralité, nous avons fait le choix d'employer le plus souvent les noms en usage actuel dans notre développement, bien que nous laissions apparaître leurs variantes linguistiques et orthographiques dans le cadre des citations.

Nous conservons cependant l'usage des noms d'époque lorsque leurs équivalents contemporains nous paraissent trop anachroniques. Nous ferons donc référence à Vilna et Königsberg plutôt qu'à Vilnius et Kaliningrad.

Concernant les noms de personnes, nous privilégions l'orthographe de leur langue d'origine, sauf lorsque l'usage prévoit un équivalent traduit en français. Quant aux noms russes, nous avons opté pour une translittération phonétique.

Introduction générale

Au mois de juin 1940, alors que l'attention internationale est rivée sur les fulgurants progrès de la campagne de France, l'URSS envoie un ultimatum aux États baltes. Ces derniers sont accusés de conspiration, et de trahison de leur alliance soviétique signée moins d'un an auparavant¹. Faute de moyens de défense suffisants, les trois pays sont contraints d'accepter la destitution de leurs gouvernements et l'occupation de leur territoire par l'Armée Rouge. En juillet 1940, les nouveaux gouvernements de la Baltique demandent un à un l'adhésion de leurs Républiques à l'URSS, requêtes évidemment acceptées par le Kremlin dans les jours qui suivent². De petites puissances telles que la Lettonie ou l'Estonie ne pouvaient certes pas espérer de victoire frontale face à l'Union soviétique. En revanche, leur isolement diplomatique reste plus difficile à expliquer. Perçue comme un enjeu stratégique, mais aussi comme instable, morcelée et susceptible de voir naître un nouveau conflit d'ampleur, la Baltique ne laisse pas les grandes puissances indifférentes. En Occident notamment, dès la fin de la Grande Guerre, on se méfie de ces « Balkans du nord³ ». Après tout, il est vrai que la Seconde Guerre mondiale commence effectivement sur les rivages de la Baltique, avec l'invasion de la Pologne permettant à Berlin d'annexer Danzig. Il apparaît donc qu'après plusieurs années d'investissement et de rivalité avec les révisionnistes, les défenseurs du *statu quo* ont échoué à sauver les petits États de l'Est. Repenchons-nous donc sur la genèse du problème baltique.

¹ « Въ одномъ изъ ближайшихъ засѣданіи правительства – ратификація латвійско-совѣтскаго пакта [Dans l'une des prochaines séances du gouvernement – ratification du pacte soviéto-letton] », *Сегодня*, n°278, Riga, 08.10.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL12|issueType:P>, [Consulté le 14.04.1939] ; « Эстонскій нейтралитетъ и договоръ о взаимной помощи съ СССР [La neutralité estonienne et le pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS] », *Сегодня*, no278, Riga, 08.10.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7Cissuetype:P>, [Consulté le 14.04.2020].

² « Латвийская ССР принята в состав Союза Советских Социалистических Республик [La RSS de Lettonie est acceptée au sein de l'Union des Républiques Socialistes Sociétiques] », *Для Вас*, n°33, Riga, 11.08.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pp|issue:/p_003_d|va1940s01n33|article:DIVL24|page:2|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

³ GUESLIN (J.), *La France et les petits États baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat sous la direction de Robert FRANCK, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 2004, p.136, p.141, <<tel-00126331>>, [Consulté le 29.01.2020].

À l'heure où les peuples baltes décident de se saisir de leurs destins, les grandes puissances européennes sont encore mobilisées par la Grande Guerre. En 1918, soumis à l'administration militaire allemande depuis la paix de Brest-Litovsk, des mouvements nationaux se forment autour des figures de Konstantin Päts, Kārlis Ulmanis et Antanas Smetona. Les mouvements baltiques, matérialisés par des troupes populaires, prennent une réalité concrète à mesure que les troupes allemandes et austro-hongroises évacuent chaotiquement l'Europe de l'Est suite à l'Armistice de Compiègne⁴. Dans toute l'Europe orientale en effet, la retraite allemande laisse place à un immense *no man's land* rapidement revendiqué par une multitude de factions. En Occident cependant, l'enjeu des indépendances baltiques n'est alors pas perçu comme une épopée nationaliste au même titre que celles de Pologne ou de Finlande. La raison en est simple, l'existence même des peuples baltes échappe en grande partie à l'opinion publique de l'ouest du continent⁵. Il faut dire que même les termes d'« Estonie » et surtout de « Lettonie » sont quasiment des néologismes en français ou en anglais, là où pendant des siècles on se référait au terme de « Livonie » pour désigner un ensemble plus topographique qu'ethnographique⁶.

À Paris ou à Londres, les factions lettone et estonienne sont perçues comme le résultat naturel mais éphémère du chaos de la fragmentation de la Russie. Le regard est légèrement différent pour la Lituanie en raison de son antériorité historique, mais on peine globalement à la dissocier de la Pologne. Cela étant, une perception pour le moins nébuleuse n'empêche ni le Quai d'Orsay ni le *Foreign Office* de prendre en compte les factions baltiques dans l'espace exsangue qui sépare l'abîme révolutionnaire du reste de l'Europe. En effet en fin d'année 1918, les armées rouges avancent dans les territoires perdus à Brest-Litovsk dans une poussée générale vers l'Europe centrale. Dans les provinces baltiques, les forces nationalistes sont rudement éprouvées. Cherchant à contenir la révolution, Français et

⁴ ЛААМАНЬ (Э.), « “Балтійские ворота на Востокъ” [Les portes de l'Est par la Baltique] », *Сегодня*, n°174, Riga, 26.06.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n174_3|article:DIVL147|issueType:P>, [Consulté le 22.09.2020].

⁵ GUESLIN (J.), « La France, la naissance des États baltes (Estonie, Lettonie) et le problème de l'influence germanique au début des années vingt », *Nordiques*, Paris : Institut Choiseul ; Caen : Bibliothèque de Caen, Association Norden, 2007, p.1, ([hal-01405401](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01405401)), [Consulté le 29.01.2020].

⁶ Il existe d'ailleurs à cette époque un débat en France pour trancher entre les termes « Latvie » ou « Lettonie ». Quant à l'orthographe, on rencontre aussi bien Esthonie qu'Estonie, Lithuanie que Lituanie.

Britanniques front pression auprès de l'Allemagne pour maintenir voire redéployer des troupes dans les provinces baltiques⁷.

De leur côté, les Allemands sont divisés mais n'ont pas dit leur dernier mot. Avec la politique d'Octobre en 1918⁸, les socialistes cherchent à sécuriser une influence politique et économique de long terme dans les futurs États baltes, se reposant sur une politique favorable à la communauté des Barons⁹. Cependant il y a aussi les défenseurs acharnés du *Baltikum* (la Baltique germanique). C'est notamment le cas du général von der Goltz, à la tête des *Freikorps*, qui mène une véritable campagne militaire, aussi bien contre les nationalistes que les bolchéviques¹⁰. Ainsi, au commencement de l'année 1919, *Freikorps* et armées rouges envahissent les territoires baltiques, se disputant la région pendant les derniers instants de flou séparant la guerre de la paix. Quant aux Occidentaux, opposés aussi bien à une germanisation qu'à une soviétisation de la région, ils soutiennent finalement les factions baltes tentant de repousser les envahisseurs. Londres envoie une flotte militaire dans la mer Baltique sous le commandement d'Edwin Sinclair dès novembre 1918¹¹. En avril 1919, la France envoie une division navale sous le commandement de Jean Joseph Brisson pour combattre aux côtés des forces pro-Ulmanis¹². Non sans surprise, et en partie grâce au soutien occidental, les forces baltes l'emportent contre toutes les autres factions¹³, ouvrant la voie à des traités de paix fondant leur existence juridique¹⁴. Débarrassés des menaces immédiates à leur existence, les États baltes, à l'aube des années 1920, cherchent à trouver leur place dans la nouvelle Europe.

Bien que faisant figure d'épicentre des tensions à plusieurs reprises, la Baltique n'est pas la seule à s'embraser au cours des six mois séparant l'Armistice de la paix de Versailles.

⁷ « The Bolshevik Bugbear, Lettish Military Complications – a German Armistice Dispute », *The Manchester Guardian*, Manchester, 08.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476234104/citation/6CD57E70427347F4PQ/15>>, [Consulté le 04.12.2019] ;

« Germany, the Armistice, and the Bolsheviks », *The Manchester Guardian*, Manchester, 09.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476202179/citation/6CD57E70427347F4PQ/17>>, [Consulté le 04.12.2019].

⁸ HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

⁹ Les nobles allemands de la Baltique, grands propriétaires terriens, sont appelés « Barons baltes ».

¹⁰ HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

¹¹ STOKER (D.), *Britain, France and the Naval Arms Trade in the Baltic, 1919-1939: Grand Strategy and Failure*, Londres, F. Cass, 2003.

¹² *Ibid.*

¹³ Les Baltes repoussent les armées rouges mais aussi les *Freikorps* de von der Goltz. Ce dernier finit par combiner ses forces avec le général russe blanc Bermond-Avalov pour assiéger Riga, mais ils sont finalement repoussés par les forces d'Ulmanis.

¹⁴ Les États baltes sont reconnus *de facto* par les Occidentaux, puis au traité de Versailles. Cependant, ce sont bien les traités de paix soviéto-baltes qui constituent les premières reconnaissances *de jure*.

Le démembrement de l'Empire habsbourgeois s'accompagne de grandes instabilités avec notamment l'éruption d'un mouvement communiste en Hongrie¹⁵. L'Allemagne elle-même n'est pas épargnée par la fièvre révolutionnaire, faisant face au mouvement spartakiste puis aux séditions de Bavière¹⁶. L'Europe de l'est, quant à elle, est entièrement plongée dans un chaos similaire à celui que connaît la Baltique. Une guerre civile éclate entre Rouges et Blancs en Finlande dès 1918, au cours de laquelle les Allemands interviennent du côté blanc, notamment von der Goltz¹⁷. Plus au sud, les troupes polonaises franchissent le Niémen en mars 1919 dans le but de conquérir les *kresy*, les confins de l'ancienne République des deux Nations. Progressant vers l'est, les Polonais s'emparent de Vilna puis de Minsk. Piłsudski lance une nouvelle offensive et s'empare de Kiev en mai 1920. Dès le mois de juin cependant, la situation s'inverse avec l'intervention du général soviétique Simon Boudionny.

D'abord engagés dans la lutte contre von der Goltz et les révolutionnaires bolchéviques, les Occidentaux font face à un dilemme. L'indépendance des pays baltes, l'agrandissement de la Pologne et même les questions finnoise et bessarabienne¹⁸ entrent en contradiction avec la pleine restauration impériale de leur allié russe. Ainsi, au début des années 1920, outre l'instauration de l'ordre de Versailles, les grandes puissances de l'Ouest doivent définir la nature de leurs intérêts, et la politique qu'elles veulent mener en Europe de l'Est. Quant à Weimar et Moscou, une fois la paix de Versailles proclamée, leurs politiques se voient rapprochées par la recherche commune d'une révision du *statu quo*. C'est dans ce contexte que se lance une concurrence générale entre les grandes puissances pour l'espace baltique, chacune cherchant à asseoir une influence plus ou moins hégémonique dans la région. Cette concurrence, qui constitue notre objet d'étude dans ce mémoire, sera abordée en parallèle avec l'analyse des choix politiques des États locaux et leurs évolutions. Afin de clarifier notre démarche autant que possible, procédons sans plus tarder à la définition des termes clefs de notre sujet, ses enjeux et ses limites.

Tout d'abord, notre travail est focalisé sur les questions géopolitiques. C'est au travers de ce prisme que ladite concurrence entre les grandes puissances sera abordée. Nous pouvons

¹⁵ MACDONALD (R.), « Hungary's Revolution – Its Lesson to the Peace Conference », *The Observer*, Londres, 26.03.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476175377/citation/C1CEF58ABFA43F5PQ/1>>, [Consulté le 14.01.2020].

¹⁶ BROUÉ (P.), *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, Les éditions de minuit, 1971.

¹⁷ GARELLI (F.), *La Baltique : d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Rive droite, 1997.

¹⁸ Les forces roumaines envahissent la Bessarabie en mars 1918, évitant l'occupation allemande après Brest-Litovsk.

reprendre une définition du géographe français Yves Lacoste selon laquelle la géopolitique est l'ensemble des rivalités de pouvoir sur des territoires mettant en jeu des acteurs aux représentations contradictoires. La géopolitique est donc fondamentalement liée à l'analyse des relations internationales, mais toujours en rapport à un territoire. Dans notre cas, il s'agira du territoire baltique, théâtre d'influences en friction. La lutte entre ces influences constitue en soi un rapport de force. Bien que celui-ci ne soit pas nécessairement militaire, nous pensons pouvoir affirmer, au moins dans le cadre de notre sujet d'étude, qu'il y a toujours rapport de force là où il y a concurrence d'influences, et donc enjeu géopolitique. Ainsi, l'objet de notre travail sera l'analyse des rapports de force dans l'espace. Naturellement, nous ne saurions prétendre à une observation exhaustive ni même sommaire de tous les aspects de la géopolitique balte. Nous nous restreindrons donc principalement aux acteurs nationaux, qui représentent certes encore les plus importants à notre époque d'intérêt¹⁹. Nous aborderons des problématiques géopolitiques sur le plan diplomatique pur, à travers les jeux d'alliances et de relations internationales plus ou moins marquées par le droit ou l'idéologie de ses acteurs. Cependant, nous pourrons aussi, de manière moins systématique, avoir une approche plus orientée sur la géostratégie, ou la géoéconomie. En ce sens, nous entendons les considérations ayant trait au rapport de force tactique, et les rivalités économiques entre puissances.

À propos des acteurs de la géopolitique balte, nous observerons une séparation entre les grandes puissances, qui sont des acteurs externes, et les puissances baltes en elles-mêmes, beaucoup plus modestes. Par « grandes puissances » nous entendons les nations européennes de premier rang, à savoir la France, la Grande-Bretagne, la Russie soviétique et l'Allemagne. Cela nous amène à écarter certains États au rôle pourtant majeur en Europe tels que l'Italie. Pour des raisons évidentes cependant, nous ne traiterons que des acteurs impliqués dans notre territoire géopolitique. Par l'appellation « États baltes », ou « pays baltes », nous regrouperons l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, bien que l'Estonie n'appartienne pas au groupe balte selon les considérations linguistiques. Par métonymie, nous pourrons faire référence à ces trois États *via* le terme « la Baltique ». Toute référence aux États scandinaves se fera directement. Enfin, entre les grands et les petits acteurs du jeu baltique, il nous a semblé impossible, au fil de nos recherches, d'exclure la Pologne de notre sujet. Nous la distinguerons naturellement des pays baltes, mais ne pourrons éviter un certain nombre de

¹⁹ Nous pourrions évoquer le poids de certains acteurs non-étatiques tels que l'opinion publique, les organismes internationaux, et autres groupes commerciaux ou industriels, mais ils ne constituent pas le cœur de notre étude.

développements à son égard, tant ceux-ci sont fondamentaux pour la compréhension de certaines questions baltiques.

Il nous semble désormais utile d'accorder quelques lignes à la définition de notre espace d'étude. Indubitablement, la région baltique est un espace réellement stratégique. Bénéficiant de conditions climatiques favorables à la navigation, les littoraux estoniens et lettons sont perçus à raison comme une plaque tournante, une zone de contacts privilégiée entre Est et Ouest. Prenons donc quelques instants pour expliquer en quoi cette région est si cruciale selon les points de vue des grandes puissances. Pour la Russie, éternelle enclave, la Baltique ne représente rien de moins que la seule ouverture viable sur la mer. Cela peut paraître paradoxal pour un pays si grand, mais l'accès à la mer n'est pas tant défini par la côte que par les ports en eux-mêmes. Or les ports russes en mer Noire, en particulier Sébastopol, certes bien développés, ne permettent une véritable ouverture maritime qu'avec le bon vouloir des maîtres du Bosphore, adversaires historiques des tsars. Les ports russes d'Extrême-Orient, notamment Vladivostok, donnent également sur une mer partiellement fermée dont les portes de sortie sont sous contrôle japonais. Quant aux ports du grand nord, Mourmansk et Arkhangelsk notamment, ils sont difficiles à mettre en valeur, sujets au gel une grande partie de l'année et peu irrigués par l'infrastructure ferroviaire. Certes, la mer Baltique est elle aussi, décidément, une mer fermée dont la seule issue passe par les détroits du Sund²⁰. Il s'agit cependant de la meilleure ouverture maritime pour la Russie, car le Danemark ne présente pas d'hostilité particulière au passage de ses navires. En conséquence, la Baltique est fondamentale pour la Russie comme pour le reste de l'Europe voulant avoir des contacts avec elle. Bien sûr, les échanges par voie terrestre restent possibles, mais les distances à parcourir pèsent souvent sur leur rentabilité. Pour ne rien arranger, les normes d'écartement de rails sont différentes en Russie et dans le reste de l'Europe, ainsi les zones de contact sont pour les flux, pareilles à des entonnoirs. Il apparaît donc que les provinces baltiques ne constituent rien de moins que la principale, sinon la seule zone de contact possible avec la Russie pour toute puissance européenne cherchant à mettre la main sur ses ressources.

Nous ne saurions nous passer, à présent, de relever les intérêts stratégiques de notre territoire d'étude, non seulement pour des raisons méthodologiques, mais aussi car il s'agit d'un point critique reconnu comme tel par les contemporains de l'Entre-deux-guerres. Le

²⁰ Ou par le canal de Kiel, sous contrôle allemand.

littoral balte compris entre Klaipėda et Tallinn est un véritable tremplin, un espace décisif sur le plan économique et commercial, nous aurons tout le loisir d'y revenir dans nos développements sur la concurrence économique anglo-allemande. Il s'agit également d'un enjeu clef sur le plan géopolitique, capable de déverrouiller aussi bien une stratégie défensive qu'offensive sur le théâtre est-européen. Ce point revêt une importance fondamentale dans les approches françaises et soviétiques, nous aurons là aussi, l'occasion d'y revenir en détail dans ce mémoire. L'analyse de la géopolitique balte ne pouvant toutefois se passer d'une compréhension plus globale, nous estimons indispensable de mener notre réflexion sur trois échelles géographiques. La plus réduite et la plus fondamentale sera donc celle des trois États baltes. Notre échelle intermédiaire, à laquelle on recourra plutôt souvent, sera celle de l'Europe de l'Est. On considérera l'Europe de l'Est comme l'ensemble compris entre ; la péninsule balkanique au sud, la mer Baltique au nord, l'Allemagne et l'Autriche à l'ouest, et l'URSS à l'est. Enfin, il sera plus rarement nécessaire de recourir à une échelle continentale pour traiter de phénomènes larges mais pas moins essentiels. Bien entendu, nous ne nous focaliserons que sur ce qui a un rapport ou un intérêt direct pour notre regard géopolitique du territoire baltique.

Nous plaçons nos limites chronologiques du 1^{er} janvier 1919 au 6 août 1940. La première date est fixée en début d'année par commodité, mais permet de couvrir entièrement la période d'existence des États baltes, bien que leurs luttes commencent au stade embryonnaire en 1918. Si nous abordons les aléas de la campagne baltique dans l'introduction, le cœur de notre sujet prend son sens *après* les affrontements, soit au début des luttes d'influences à proprement parler. La date de fin de notre chronologie correspond à la disparition officielle du dernier État balte indépendant, il s'agit de l'intégration de la RSS d'Estonie à l'URSS.

Avant de continuer, un bref rappel de l'histoire balte nous semble utile. Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'existence même des États baltes représente une nouveauté historique, car seule la Lituanie a une antériorité en tant que telle. Celle-ci peut être retracée jusqu'au Moyen-Âge, avec la fondation d'une première principauté lituanienne issue de plusieurs tribus au XI^e siècle. Formant alors un continuum dialectal de la Prusse à la Lettonie, les « peuples baltes » au sens strict sont tous païens, ce qui ne manque pas de provoquer l'expansionnisme des catholiques allemands. Lors des croisades baltes, lancées en 1193, le peuple de Prusse est totalement éradiqué, et remplacé par les croisés et autres colons

allemands. C'est là la naissance de la Prusse germanique. Échouant à conquérir le duché de Lituanie, les chevaliers allemands envahissent les territoires plus au nord, à cheval sur l'Estonie et la Lettonie. Dans leur entreprise, les croisés ne se contentent pas d'évangéliser les populations : ils colonisent, construisent et féodalisent ce que l'on appelle dès lors le duché de Livonie. La fine côte nord faisant face à la Finlande, appelée Estonie, est envahie par les Danois, mais l'Ordre de Livonie finit par l'annexer tout comme la Courlande. Les envahisseurs exploitent, développent et mettent en valeur les territoires conquis, fondant la plupart des villes dont Tallinn et Riga. Étant parvenue à repousser les chevaliers teutoniques, la Lituanie finit tout de même par se convertir au catholicisme. Du moins, c'est ce que fait son souverain Ladislas II Jagellon pour effectuer un mariage royal avec Hedwige de Pologne. Dès lors, Pologne et Lituanie ne forment qu'une puissance, avec un certain ascendant culturel polonais auquel s'assimile profondément la noblesse lituanienne²¹. Après plusieurs siècles de domination germanique (puis suédoise), la Livonie est annexée par la Russie à l'issue de la Grande guerre du Nord en 1721. Quant à la Lituanie ayant lié son sort à celui de la Pologne, elle est également absorbée par la Russie lors de l'ultime partage de la République des deux Nations en 1795. Au sein de l'Empire de Saint-Pétersbourg, les provinces baltiques et en particulier la Livonie connaissent une politique de russification au XIXe siècle. Enfin, les pays baltes sont fortement touchés par la Première Guerre mondiale ; d'abord au niveau démographique suite aux conscriptions dans les armées russes ; puis au niveau matériel lorsque le front traverse la région en 1917. Par exemple, les destructions sont importantes à Riga, et la population passe de 518 000 habitants en 1913 à 181 000 en 1920²².

Il apparaît que le passé médiéval de la Baltique revêt encore une importance centrale au cours des années 1920 qui nous concernent. En effet, dès les premiers temps de l'indépendance en Estonie et en Lettonie, un certain nombre de problèmes politiques et économiques tournent autour de la communauté des *Baltendeutsche*²³. Parmi eux, les nobles propriétaires fonciers, que l'on appelle les Barons baltes, ont directement hérité du rang et du

²¹ « Lithuania and Poland: Will the Former Union Be Restored ? », *The Manchester Guardian*, Manchester, 04.03.1919, < <http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476195543/citation/A1F018BC29E44274PQ/15>>, [Consulté le 13.01.2020].

²² PLASSERAUD Yves, « Riga : la cohabitation de sociétés rivales », *Revue germanique internationale*, 24 juin 2010, n°11, p.143.

²³ Les Allemands accordent beaucoup d'importance et de précision à la qualification de leur identité germanique en Europe. En effet, leur conception nationale est essentiellement ethnolinguistique, ainsi outre les habitants du Reich (*Reichsdeutsche*) sont considérés « Allemands » tous les allemands ethniques (*Volksdeutsche*). C'est le cas des Allemands de la Baltique (*Baltendeutsche*). Il existe encore une catégorie intermédiaire, ayant la citoyenneté du Reich mais vivant à l'extérieur de celui-ci : ce sont les *Auslandsdeutsche*.

statut de leurs ancêtres chevaliers. Commerçants de tradition depuis l'époque de la Hanse, ils sont aussi propriétaires de l'essentiel des terres de Courlande, Livonie et Estonie.

Exempte de ce superstrat germanique, la Lituanie a un héritage différent de ses deux voisins du nord. Au cours de leur longue existence fusionnelle, Pologne et Lituanie ont tendu à s'interpénétrer autour de leurs zones de frontières, qui étaient alors tout à fait virtuelles. Quant aux grandes villes, la plupart sont devenues hautement cosmopolites. Cependant, au cours des années 1920, la ligne de démarcation entre les deux pays peine à suivre une réalité ethnolinguistique discontinue, tandis que la ville de Vilna est paradoxalement à majorité polonaise²⁴. Il s'agit pourtant de la capitale historique de la Lituanie, et le mythe de sa fondation revêt une importance symbolique cruciale pour l'identité nationale lituanienne. La question vilnoise, que nous aborderons largement dans ce mémoire, constitue sans aucun doute le plus long et le plus grave contentieux de la géopolitique balte. En réalité, de Vilnius aux réformes agraires en passant par la Hanse, une part évidemment importante des phénomènes de l'Entre-deux-guerres prennent leur source, ou trouvent une explication dans le passé parfois lointain de la région.

Voici donc comment se profilent les choses au début de notre période de travail : les États baltes cherchent naturellement à assurer leur survie. Toutefois, comme pour suivre la dynamique ayant prévalu pendant les siècles précédents, Estonie et Lettonie (ancienne Livonie) suivent un chemin différent de la Lituanie. Nous développerons en détail les politiques de ces trois États, mais affirmons d'ores et déjà que la Baltique suit globalement deux logiques séparées. Tallinn et Riga penchent pour une politique d'équilibre, tandis que Kovno, acculée par la Pologne, est contrainte à un comportement plus risqué.

Menacés par l'instabilité de la paix, l'indépendance des États baltes trouve un soutien à l'Ouest mais il apparaît rapidement que Londres et Paris n'ont pas les mêmes objectifs. La France cherche à ériger un bloc géopolitique entre Allemagne et Russie, un projet bien engagé jusqu'aux accords de Varsovie en 1922, mais qui se solde finalement par un échec. Le Royaume-Uni au contraire, voit la Baltique comme un sous-espace de la Russie, et opère une confusion entre ses objectifs russes et baltes, tous liés plus ou moins directement à la prospérité du commerce. Quant à Weimar et Moscou leurs objectifs sont inverses : ils cherchent à réviser les traités, à effectuer un nouveau partage de l'Europe que celui de

²⁴ WEEKS (T.), « Vilna, Wilno, Vilnius 1863-1939: Une étude de cas sur les cultures parallèles et sur "l'Autre" invisible », *Revue germanique internationale*, 2010, vol.11, p.83.

Versailles, dans lequel elles se sentent lésées. L'Allemagne déploie une politique économique précoce et efficace, renouant avec ses circuits hanséatiques traditionnels. L'URSS ne parvenant pas à utiliser le commerce à son avantage, oscille entre deux tendances. L'une adopte une politique de propagation révolutionnaire, l'autre s'efforce de déployer une stratégie diplomatique classique.

Cette lutte d'influences, qui change d'aspect à mesure que les objectifs des acteurs se redéfinissent, poussent la Pologne à adhérer d'abord au camp du *statu quo*, pour basculer finalement dans un révisionnisme de plus en plus assumé. L'ensemble de notre période de travail se découpe assez clairement en trois phases, lecture adoptée dans une bonne partie des réflexions menées par l'historiographie. Après la Grande Guerre s'ouvre notre première phase, période de rude concurrence entre les grands acteurs. Les accords de Locarno (octobre 1925) ou leur ratification (décembre 1925) peuvent servir de démarcation entre la première et la deuxième période. Assurément, les accords de Locarno constituent une rupture dans la géopolitique balte. Conséquence d'un compromis à l'ouest, les grandes puissances et en particulier la France et l'Allemagne cessent de se livrer une concurrence aussi frontale en Europe orientale. Les Baltes, à la fois rassurés et inquiétés par cette accalmie cherchent à établir un système de sécurité sur leur partie du continent. Les initiatives multilatérales et les recherches de compromis se multiplient, non sans porter de fruits, mais la poursuite du « Locarno oriental » n'aboutit jamais. La troisième phase est celle de la rupture de l'équilibre, que nous pouvons faire commencer en 1934 avec l'accord germano-polonais et la mort de Louis Barthou. Au cours de cette ultime période, le Royaume-Uni puis la France échouent à maintenir leur influence à l'Est, tandis que les États baltes eux-mêmes perdent pied sur le plan géopolitique. Les années 1939 et 1940 constituent pour notre sujet une forme d'épilogue, qui nous le verrons, ne manque pas d'abonder dans le sens de notre compréhension du fonctionnement géopolitique que nous aurons tenté de révéler au cours de notre travail.

À l'issue de notre modeste temps d'investigation, il nous semble que le champ baltique de la recherche historique soit relativement peu dense. Les territoires voisins que sont la Scandinavie, la Pologne ou la Russie ont vraisemblablement capté davantage d'attention. Invisibilisée au cours de l'histoire par l'absence de pouvoir souverain endémique, la Baltique a certes souvent été une périphérie plus ou moins mise en lumière dans l'analyse de telle ou telle puissance extérieure. Notre période d'investigation, l'Entre-deux-guerres, constitue donc en ce sens un épisode exceptionnel. Après leur phagocytose par l'Union

soviétique en 1940, la Baltique indépendante ne renaît qu'en 1991. Parmi ceux qui se sont penchés sur cet espace aux confins de l'Europe, on pourrait citer avant tout le Français Julien Gueslin²⁵ dont la thèse plutôt récente porte sur la place des États baltes dans l'opinion publique française, mais aussi sur ses liens culturels avec la France. Julien Gueslin consacre par ailleurs une part importante de son travail sur des questions plus proches de la géopolitique, telle que la place et le rôle des petits États dans le système européen de l'Entre-deux-guerres. Le travail de M. Gueslin constitue sans aucun doute un des piliers de notre bibliographie. Toujours dans la recherche francophone, nous pouvons citer les thèses de Sophie Vilks-Battaia²⁶ et Mati Lukas²⁷, achevées peu avant les années 2000. Ces derniers travaillent plus spécifiquement sur un État en particulier, la Lettonie pour Sophie Vilks et l'Estonie pour Mati Lukas. Malheureusement, en partie à cause des restrictions liées au COVID-19, nous n'avons pas été en mesure de consulter les travaux de M. Lukas, et espérons ne pas avoir tenté de traiter des problématiques qu'il aurait éventuellement déjà résolues. Dans sa thèse, Mme Vilks propose un récit de l'Entre-deux-guerres selon le point de vue letton, son travail nous a naturellement été précieux, d'autant plus qu'il s'appuie sur un large éventail de sources lettophones. Ses démonstrations au sujet des Baltes et de la SDN, de l'Occident, et des projets fédéraux nous ont éclairés. Les autres travaux de recherche francophone que nous avons consultés relèvent soit d'une approche plus généraliste, soit d'éclairages ponctuels sur des questions très circonspectes au travers d'articles. Les ouvrages généraux de Suzanne Champonnois et François Labriolle²⁸, ainsi que de François Garelli²⁹ nous ont été particulièrement utiles. Bien que nous ne l'ayons pas beaucoup utilisé car il s'agit d'un travail très général, nous mentionnons l'existence d'un mémoire de recherche soutenu très récemment à Sciences Po Grenoble par Jérémy Delaplagne³⁰. Il s'agit d'une réflexion menée sur la construction des relations franco-lettones en un siècle. Ses apports sur l'Entre-deux-guerres tiennent donc une place relativement marginale dans la totalité de son

²⁵ GUESLIN (J.), *La France et les petits États baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat sous la direction de Robert FRANCK, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 2004, [tel-00126331](tel:00126331), [Consulté le 29.01.2020].

²⁶ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée : La Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, 393p.

²⁷ LUKAS (M.), *La place des États baltes dans le système international européen pendant l'Entre-deux-guerres*, Thèse de doctorat sous la direction de René Girault, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 1998.

²⁸ CHAMPONNOIS (S.), LABRIOLLE (F.), *La Lettonie, de la servitude à la liberté*, Paris, Editions Karthala, 1999, 346p.

²⁹ GARELLI (F.), *La Baltique : d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Rive droite, 1997, 231p.

³⁰ DELAPLAGNE (J.), *La diplomatie des confins – La place de la Lettonie dans la diplomatie française (1918-2018)*, Mémoire de recherche sous la direction de Franck PETITEVILLE et Sylvie LEMASSON, Institut d'Études Politiques de Grenoble, 2017, <dumas-01892083>, [Consulté le 01.04.2021].

étude. En revanche, nous avons abondamment utilisé des travaux plus précis relevant de domaines connexes, notamment sur la Russie soviétique³¹ sur la Pologne³² et sur l'histoire des relations internationales elles-mêmes³³.

Sans rien retirer aux excellents travaux français, en particulier les récentes thèses, il semble que l'historiographie anglophone soit nettement plus abondante sur les questions baltiques, sans pour autant regorger d'auteurs. Les principaux noms reviennent souvent, à travers de nombreuses publications. Nous pourrions citer le Britannique John Hiden, dont les recherches ont constitué l'une des principales fondations de notre bibliographie. Ce dernier a consacré une thèse sur les relations germano-baltes³⁴ en particulier concernant les années 1920. Les questions géopolitiques et économiques y sont analysées avec finesse et profondeur. Moins spécialisé dans les questions baltiques au sens strict, mais non moins pertinent sur la géopolitique est-européenne, le Britannique Anthony Heywood est l'auteur d'articles sans lesquels nous n'aurions pu comprendre certaines mécaniques centrales de notre sujet³⁵. En outre, il existe aussi une historiographie scandinave relativement fertile à propos de l'histoire balte, en particulier en Suède et en Finlande. On peut citer notamment la thèse de la spécialiste finnoise en histoire navale Merja-Liisa Hikkanen-Lievonen³⁶. Comme celle de John Hiden, il s'agit d'une thèse plutôt ancienne, mais ces travaux sont loin d'être obsolètes à l'échelle du lent rythme de la recherche sur la Baltique. Leurs études sont toujours citées dans les recherches les plus récentes. Toujours sur les questions navales, l'étatsunien Donald Stoker traite notamment des politiques française et britannique vis-à-vis des États baltes³⁷. Il y détaille une relation ambiguë entre les deux puissances sur laquelle nous reviendrons assurément dans nos propres réflexions. En outre, de la même façon qu'avec les

³¹ WERTH (N.), *Histoire de l'Union soviétique : De l'Empire russe à la Communauté des États Indépendants (1900-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, 588p.

³² PADYCH (C.), « La frontière entre la Lituanie et la Pologne pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001, n°1, p.7-22, <<https://carin.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2001-1-page-7.htm>> [Consulté le 23.08.2020].

³³ RENOUVIN (P.), DUROSELLE (J.-B.), *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand-Colin, 1991 ; GUIEU (J.-M.), « Du Concert européen au concert mondial, 1815-2015 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2015, vol.42., n°2, pp.9-20, p.17, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin-1-2015-2-page-9.htm>>, [Consulté le 26.10.2020].

³⁴ HIDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

³⁵ HEYWOOD (A.), « The Baltic Economic 'Bridge' : Some Early Soviet Perspectives », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.63-85.

³⁶ HIKKANEN-LIEVONEN (M.-L.), *British Trade and Enterprise in the Baltic States: 1919-1925*, Suomen Historiallinen Seura, 1984.

³⁷ STOKER (D.), *Britain, France and the Naval Arms Trade in the Baltic, 1919-1939: Grand Strategy and Failure*, Londres, F. Cass, 2003, 242p.

auteurs français, nous avons allègrement élargi nos lectures à des recherches connexes à la nôtre, telles que celles menées sur le commerce germano-soviétique³⁸, sur Locarno³⁹, ou encore sur le cas complexe de la Pologne⁴⁰.

L'historiographie germanophone semble plutôt riche sur l'histoire de la Baltique. Malheureusement, nous n'avons su en profiter car nous ne maîtrisons pas la langue allemande. Même problème pour les productions des historiens baltes en eux-mêmes, sauf lorsque ceux-ci s'expriment en russe ou en anglais. Outre certaines publications estoniennes en anglais⁴¹, nous avons ainsi eu l'occasion de lire une (infime) partie des travaux des historiens letton Aivars Stranga⁴², et lituanien Algimantas Kasparavičius⁴³, noms importants de la recherche sur la politique intérieure des pays baltes. Dans le cas de Kasparavičius, ses analyses sur le pacte lituano-soviétique sont réputées pour défendre une position minoritaire dans l'historiographie⁴⁴. Hélas, nous n'avons pas pu nous procurer une traduction anglaise ou russe de ses recherches sur la question. Quoi qu'il en soit, nous avons porté un certain intérêt sur la recherche russophone. Bien que nous n'ayons pas trouvé de grands travaux similaires aux thèses françaises ou anglophones, nous avons su apprécier certains articles menant des recherches plutôt poussées et originales sur les questions baltiques. On peut citer Maria Sergueïevna Pavlova, spécialiste de la Pologne, mais qui a travaillé sur les accords

³⁸ ERICSON (E.), *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Westport Connecticut, Praeger, 1999 ; HAIGH (R.), MORRIS (D.), PETERS (A.), *German-Soviet Relations in the Weimar Era : Friendship From Necessity*, Aldershot, Angleterre, Gower Publishing Company Limited, 1985, 206p.

³⁹ HEYWOOD Anthony et CAMERON David, « Germany, Russia and Locarno: The German-Soviet Trade Treaty of 12 October 1925 », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.84-100 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020] ; JACOBSON Jon, « Locarno, Britain and the Security of Europe », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.8-22 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

⁴⁰ SAKWA (G.), « The "Renewal" of the Franco-Polish Alliance in 1936 and the Rambouillet Agreement », *The Polish Review*, 1971, vol.16, n°2, pp.45-66, <<http://www.jstor.org/stable/25776974>> [Consulté le 12.10.2020].

⁴¹ TÖNU (T.), AIN (M.), TÖNIS (L.) et alii, *History of Estonia*, Tallinn, Avita, 2002, 335p ;

VALGE Jaak, « The Tartu Peace Treaty and the Economic Development of the Republic of Estonia », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.177-191.

⁴² STRANGA (A.), « Latvian-Russian Economic Relations and Soviet Foreign Policy, 1920-1932 », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.157-175 ;

СТРАНГА (А.), « Политическая система режима Карлиса Ульманиса в Латвии (1934-1940) [Le système politique du régime de Karlis Ulmais en Lettonie (1934-1940)] », *Берегиня 777 Сова*, 2015, №3(26), Москва-Воронеж, ISSN 2077-6365.

⁴³ KASPARAVIČIUS (A.), « Views of Western Countries on the 1926 Coup d'Etat in Lithuania », *Lithuanian Historical Studies*, 2007, n°12, pp. 113-140.

⁴⁴ KASPARAVIČIUS (A.), *Didysis X Lietuvos užsienio politikoje : 1926 metų Lietuvos ir Sovietų sąjungos nepuolimo sutarties sudarymo analizė*, Lietuvos istorijos institutas, 1996, 400p.

bilatéraux lituano-soviétiques des années 1920⁴⁵. À de nombreux égards, il nous apparaît que certaines réflexions développées dans l'historiographie russe échappent en grande partie aux thèmes débattus par les auteurs francophones ou anglophones. En ce sens, nous saluons particulièrement les réflexions du spécialiste de la politique est-européenne Constantin Constantinovitch Hudoleï⁴⁶ et de l'historien et ancien diplomate soviétique Alexandre Guérasimovitch Dongarov⁴⁷ dont les approches et enjeux sont tout à fait singuliers.

En fin de compte, il semble que l'histoire de la Baltique de l'Entre-deux-guerres soit encore un terrain de recherche en friche. Malgré l'existence d'excellentes thèses et de quantité de réflexions plus précises, beaucoup de travail reste encore à effectuer. Tout d'abord, il est assez clair que les années 1920 ont bénéficié de beaucoup plus d'intérêt que les années 1930, période où l'intérêt se reporte volontiers sur des puissances moins marginales. Par-dessus tout, nous n'avons pas encore trouvé d'analyse présentant un travail relativement égal et continu sur les deux décennies, en dehors évidemment de la thèse de Sophie Vilks. En outre, les recherches ont naturellement été menés sur un plan en particulier, qu'il s'agisse d'une approche navale, géoéconomique, politique et culturelle, ou de politique intérieure, la plupart sont bilatérales. Julien Gueslin traite en profondeur des relations franco-baltes, John Hiden des relations germano-baltes, Merja-Liisa Hikkannen-Lievonen des relations anglo-baltes, mais finalement, rares sont les travaux cherchant à mettre en valeur la concurrence plus ou moins directe entre les grandes puissances dans la Baltique à travers des regards multiples. En ce sens, il existe toutefois quelques travaux intéressants, tels que le très riche et récent ouvrage de Paul N. Hehn, ayant indubitablement une approche plus similaire à la notre, quoique pas spécialisé sur la région baltique⁴⁸. Pour notre cas, faisant le choix d'un travail centré sur cet espace, mené au travers du prisme de l'analyse géopolitique et ayant pour objectif de décrypter l'évolution des rapports de force entre grands et petits acteurs dans l'arène baltique, nous nous plaçons confortablement à cheval entre le connu et l'innovant. En

⁴⁵ ПАВЛОВА (М.), «Советско-литовский договор о ненападении 1926 г.: обстоятельства подготовки и ратификации» [Le pacte de non-agression soviéto-lituanien de 1926 : circonstances d'élaboration et de ratification], *Петербургский исторический журнал* [Journal d'Histoire de Saint-Pétersbourg], №2, 2014, pp.153-166.

⁴⁶ ХУДОЛЕЙ (К.), «Балтийский нейтралитет и советский фактор в 1920-1930-е годы» [La neutralité baltique et le facteur soviétique dans les années 1920-1930], *Вестник Санкт-Петербургского Университета* [Le messenger de l'Université de Saint-Pétersbourg], 2012, vol.6, №3, pp.88-102.

⁴⁷ ДОНГАРОВ (А.), «СССР и страны прибалтики (август 1939 — август 1940)» [L'URSS et les pays baltes (août 1939 – août 1940)], *Россия и современный мир* [La Russie et le monde contemporain], 2010, №2, pp.157-167.

⁴⁸ НЕХН (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, 495p.

définitive, le champ des possibles dans la recherche sur les États baltes nous semble encore immense, en particulier si l'on se place du point de vue de la recherche francophone. Comparativement à d'autres sujets d'études, il est aisé de constater que les grands travaux ne se bousculent pas, et qu'il y a assurément beaucoup de place pour de nouvelles productions se plaçant plus ou moins dans la lignée des recherches existantes.

Parmi les auteurs français, nous constatons que Julien Gueslin, Sophie Vilks et Mati Lukas maîtrisent manifestement l'allemand, le letton et l'estonien (respectivement). Un travail exploitant des sources russophones nous a donc semblé potentiellement pertinent. Concernant les sources diplomatiques cependant, les documents soviétiques, accessibles depuis 1990 semblent avoir fait l'objet d'une véritable ruée de la part des historiens, en particulier anglophones. En réalité, la plupart des références bibliographiques sur lesquelles nous nous reposons, reposent elles-mêmes largement sur ces sources. Au contraire, l'étude de la presse balte russophone nous a semblé quasi-totalement absente de l'ensemble des travaux que nous avons pu consulter. Nous avons par conséquent décidé d'en faire notre angle d'attaque principal. Notre source la plus importante est donc le quotidien⁴⁹ letton russophone *Сегодня* (Aujourd'hui). Il apparaît et disparaît globalement en même temps que l'État letton indépendant de l'Entre-deux-guerres, ses dates exactes sont 17.08.1919 et 21.06.1940. Les fondateurs du journal, I. Brams et B. Poliak lui donnent une orientation politique nationaliste. Les revenus de *Сегодня* proviennent des publicités qu'il contient⁵⁰. Ni vraiment pro-occidental, ni pro-allemand (mais certes anticommuniste), le journal défend toujours les intérêts de l'État et du peuple lettons, sans se revendiquer d'une quelconque autre idéologie. Restant toujours fidèle à sa ligne éditoriale droite et patriote, *Сегодня* refuse de devenir un organe médiatique communautaire russe. Parlant de la patrie, on y entend toujours la Lettonie, utilisant le mot « notre » toujours pour ce qui est letton⁵¹. *Сегодня* touche donc un public large, on rappelle que la Baltique de l'Entre-deux-guerres est hautement polyglotte, et que nombreux sont les Allemands, Juifs, Lettons, Polonais, Lituaniens et Estoniens qui parlent et lisent le russe. Le journal connaît même un certain succès au-delà des frontières de la Lettonie. Dans de nombreux articles, la parole est donnée à des intervenants estoniens, lituaniens, ou d'autres nations voisines. En outre, il s'agit d'un journal clairement spécialisé

⁴⁹ Le journal *Сегодня* paraît tous les jours sauf le lundi.

⁵⁰ ЧМЫХУН (Э.), «Газета "Сегодня" в контексте печати Латвии 1919-1940 гг» [Le journal "Aujourd'hui " dans le contexte de la presse lettone 1919-1940], *Филологические науки [Sciences philologiques]. Вопросы теории и практики [Questions de théorie et de pratique]*, 2017, vol 10, n°76, pp.43-45.

⁵¹ *Ibid.*

sur les relations internationales. Il traite de la géopolitique balte, mais aborde régulièrement des sujets extérieurs à la région. Globalement, le son de cloche porté par *Сегодня* retranscrit bien les appréciations locales et leur opinion publique⁵², du moins pour leur frange la plus consensuelle et la plus compatible avec l'État. La majorité des rédacteurs du journal sont des Baltes voire des Lettons ethniques (et non des Russes de la Baltique). Ils connaissent bien l'histoire de la région et se montrent régulièrement capables de démonstrations brillantes sur la situation internationale.

Сегодня dispose de sa propre imprimerie à partir du 1^{er} octobre 1926. En 1929, après dix ans d'existence, il est indubitablement l'un des principaux journaux lettons, voire l'un des principaux journaux baltiques traitant des relations internationales⁵³. Son auditoire et son influence sont très larges dans l'Europe du Nord-Est. Il entretient des correspondants en France, Allemagne, États-Unis et URSS. Le journal est frappé en 1934 par le coup d'État d'Ulmanis et le passage de la Lettonie au régime autoritaire⁵⁴. Sous la pression de la censure, le journal perd de sa verve et de sa pertinence. Il se livre dès lors à un culte de la personnalité du guide, du *vadonis*. En outre, *Сегодня* souffre de la mort de l'un de ses meilleurs intervenants : le rédacteur en chef Maxime Ganfman meurt le 16 novembre 1934. Lorsque les troupes soviétiques s'installent en Lettonie suite à la conclusion des pactes d'assistance mutuelle de 1939, Brams et Poliak, les fondateurs du journal, s'exilent à New-York⁵⁵. De nombreux rédacteurs s'expatrient progressivement. Les autorités soviétiques finissent par démanteler les organes de presse russophone en 1940, quel que soit leur ligne politique. Les archives de ce quotidien sont alors récupérées par les autorités soviétiques et conservées dans un « bureau de sauvegarde spéciale⁵⁶ ». L'ouverture de ces archives dans le cadre de la politique de transparence soviétique (*Glasnost*) donne lieu aux premières analyses, notamment de la part de Youri Abyzov. Ses travaux ne sont cependant pas comparables à notre approche dans ce mémoire. En réalité, les archives de ce journal restent largement en attente d'étude. Une grande partie des numéros est disponible sur le site internet de la Bibliothèque Nationale de Lettonie. Nous avons mené nos recherches à partir de cette plateforme. La base de données n'est cependant pas complète, voire plutôt lacunaire après

⁵² Il retranscrit surtout la vision estonienne et lettone.

⁵³ ЧМЫХУН (Э.), «Газета “Сегодня” в контексте печати Латвии 1919-1940 гг» [Le journal "Aujourd'hui " dans le contexte de la presse lettone 1919-1940], *Филологические науки [Sciences philologiques]. Вопросы теории и практики [Questions de théorie et de pratique]*, 2017, vol 10, n°76, pp.43-45.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Отдел Специального Хранения.

1934. Il y a cependant quantité de numéros disponibles jusqu'en 1940, les plus gros trous ne couvrant au pire que quelques mois.

En dehors de *Сегодня*, nous avons recouru à d'autres sources de presse. Ayant échoué à trouver des archives complètes de journaux soviétiques et ne lisant pas l'allemand, nous nous sommes contentés de sources occidentales. Parmi les journaux français accessibles sur Gallica, le quotidien *Le Temps* a l'avantage d'accorder un intérêt plutôt régulier à la Baltique. En outre, l'hebdomadaire *L'Europe Nouvelle* publie généralement des articles beaucoup plus poussés et thématiques, certes en lien avec l'actualité internationale, mais proposant davantage de réflexion et d'argumentation politique que *Le Temps*. *L'Europe Nouvelle* publie une bonne quantité d'articles sur la géopolitique balte tout au long de l'Entre-deux-guerres. Du côté de la presse anglophone, nous avons eu la chance de bénéficier d'un accès aux archives du CADIST de l'Université de Lille, que nous remercions. Nous avons par conséquent utilisé le *Manchester Guardian*, ainsi que *The Observer*, et dans une moindre mesure, le *Times* et l'*Irish Times*. Ces périodiques étant assurément mieux connus que notre journal letton, nous nous épargnerons de trop longs développements à leur sujet.

Le Temps est un journal fondé en 1861 qui cesse d'être publié en 1942. Il couvre donc la totalité de notre période de travail. À l'origine, le journal voit sa ligne éditoriale influencée par l'orientation libérale protestante de son fondateur Auguste Nefftzer. Il parvient cependant à conquérir une large audience, se forgeant une bonne réputation sur sa rigueur et sa qualité. En 1880, il s'agit du premier journal en France. Sur les questions qui nous concernent, le journal se fait globalement le relai fidèle des positions du Quai d'Orsay, en particulier après 1934. *Le Temps* consacre régulièrement quelques rubriques courtes sur la Baltique et son actualité.

L'Europe Nouvelle, hebdomadaire spécialisé sur les affaires internationales fondé par Louise Weiss en 1918, publie son dernier numéro en 1940. Il s'agit donc d'un journal de l'Entre-deux-guerres au sens strict. Au travers d'articles travaillés, ce journal dévoile dans les questions internationales un point de vue certes français, mais résolument engagé dans le volontarisme multilatéral et légaliste. Se faisant le relai de discours favorables à la SDN puis à sa réforme, à la détente franco-allemande, *L'Europe Nouvelle* propose des analyses et expose des avis selon un caractère humaniste sans excès d'internationalisme.

Le Manchester Guardian est un quotidien britannique fondé en 1821 par un marchand de coton puritain, John Edward Taylor. Initialement produit pour propager un avis

minoritaire sur l'adoption des *Corn Laws* dans le Royaume-Uni, le *Guardian* connaît plusieurs évolutions dans sa ligne éditoriale au cours de sa longue existence. Depuis la fin du XIXe siècle et jusqu'au début du XXe, il s'affirme dans la presse libérale soutenant William Gladstone. Au cours de l'Entre-deux-guerres, le discours du *Guardian* soutient globalement la politique extérieure du Royaume-Uni sur les questions baltes. L'intérêt porté à cette région y est justement retranscrit, et les critiques sur la politique française ne manquent pas, en particulier au début des années 1920.

Encore plus ancien que le *Guardian*, l'*Observer* est fondé en 1791 par W. S. Bourne. Après de longues périodes de difficultés face à un succès tout à fait relatif, le journal connaît un second souffle en réaffirmant sa ligne politique sous James Louis Garvin en 1908, avant de se stabiliser sur une position légèrement conservatrice à partir de 1911. Sur les questions baltes, l'*Observer* s'avère très similaire au *Guardian*, adoptant systématiquement les mêmes positions.

Outre la presse, nous aurons l'occasion de nous reposer sur certaines productions académiques d'époque ayant donc valeur de source. En outre, nous recourons plutôt souvent à des sources de droit international, principalement les traités de paix, accords commerciaux ou autres pactes contractés entre les différents acteurs du jeu baltique. Pour cela, nous utilisons la base de données du site internet de l'Université de Perpignan. Par ailleurs, nous avons jugé utile de consulter des sources diplomatiques. Pour des raisons pratiques, notre démarche reste quelque peu limitée, mais la consultation des Documents Diplomatiques Français publiés par le ministère des Affaires Étrangères s'est avérée décisive. Il est naturellement regrettable que nous n'ayons pas pu nous livrer à une approche comparative de ces documents vis-à-vis de leurs équivalents britanniques, allemands, soviétiques ou même baltes⁵⁷. Il s'agit là d'un autre point faible de notre travail, malheureusement mené sur une courte période. Enfin, de manière marginale voire anecdotique, nous utilisons des sources parlementaires britanniques. Leur consultation nous a permis ponctuellement de comprendre les positions de Londres lorsque nos sources de presse ne le permettaient pas.

L'essentiel ayant désormais été clarifié, penchons-nous sans plus tarder sur nos principaux axes de réflexion. L'objet de notre travail est avant toute chose de déterminer les

⁵⁷ Comme évoqué auparavant, les archives diplomatiques soviétiques et allemandes ont été plus densément analysés par les historiens. Outre les archives baltes, les DDF se trouvent être les moins traités par l'historiographie sur l'histoire balte, qui rappelons-le, est avant tout anglophone (et germanophone).

véritables motivations des divers acteurs du jeu Baltique et leurs évolutions. De cette tâche émergeront naturellement certaines questions, qui formeront nos premières problématiques : comment se fait-il que l'instauration du système de Versailles ne mette pas fin à la *Realpolitik* dans l'Europe du Nord-Est ? Et pourquoi les puissances de l'Ouest s'opposent-elles dans leur recherche commune de la paix tandis que les puissances prédatrices s'entendent finalement le mieux ? Nous souhaitons démontrer que le système wilsonien, loin d'être efficacement imposé au monde, souffre d'un terrible manque de réalisme, permettant la perpétuation de la loi du plus fort dans certaines régions instables. Un autre groupe de problématiques portera donc sur le système versaillais, sur la SDN et les mesures d'arbitrage. En effet, notre travail pose la question de l'efficacité du droit international et de sa capacité à être coercitif. Force est de constater, bien que nous ayons à en apporter la démonstration, que la disparition du concert européen permet aussi bien l'émergence et la survie des États baltes que l'instauration du jeu d'influences. Il sera par ailleurs impossible de ne pas remarquer à quel point notre sujet constitue une illustration permanente du triomphe de l'initiative bilatérale sur toute autre forme de combinaison géostratégique. Parallèlement à ce constat et au besoin de l'expliquer, nous tenterons également d'identifier la cause de l'échec répété du multilatéralisme dans toutes ses formes. En outre, ayant à jongler entre puissances passives et actives, nous ne saurions nous empêcher de poser la question de la pertinence de la neutralité en géopolitique. En définitive, l'enjeu de notre étude tend à rechercher et identifier les ressorts de la paix. Notre hypothèse est que celle-ci repose sur un constant rapport de force et sur son équilibre, tout comme la guerre est une conséquence de sa rupture.

Le cœur de notre mémoire se divise en trois parties, que nous avons voulues chronologiques. Logiquement, leur partition se rapproche du découpage de notre période abordé plus haut. Bien que le fait de suivre l'évolution du temps présente un avantage évident d'ergonomie, nous nous sommes parfois permis, pour le bien de nos argumentations, de poursuivre certains développements au-delà des grands tronçons. Il pourra par exemple nous arriver de consacrer une section débordant sur les années 1930 dans la première partie. Nous estimons que ce compromis est le meilleur, et qu'il ne gêne aucunement la bonne compréhension des enjeux de cette étude.

Notre première partie a pour fonction de définir et exposer un certain nombre d'informations. En ce sens, elle sera légèrement plus longue que les deux autres. Naturellement, notre travail se doit de comporter une part de récit, car tout ne saurait être dit

en introduction. C'est la raison pour laquelle nous aborderons l'un après l'autre l'établissement de chacune des stratégies des acteurs de la géopolitique baltique, les raisons et les circonstances de leur définition, ainsi que leurs objectifs profonds. Plutôt que d'observer une scission entre défenseurs du *statu quo* et révisionnistes, nous prenons le parti de regrouper les grandes puissances selon leur mode opératoire dans la Baltique, certains misant surtout sur leurs atouts économiques, les autres sur leurs atouts diplomatiques. Enfin, nous proposerons dans un troisième temps une analyse des États baltes, acteurs comme terrain d'étude. Nous aborderons leur politique et situation intérieure, ainsi que leurs choix stratégiques en eux-mêmes. Cette partie se divise donc en trois chapitres, globalement centrés sur les années 1920 et en particulier sur la période pré-locarnienne, à l'exception du chapitre sur la Baltique, qui est une réflexion portant sur les deux décennies. Outre l'apport d'une vision d'ensemble des enjeux de départ de la géopolitique balte qui nous épargnera de nouveaux développements dans les chapitres suivants, cette première partie devra répondre à nos deux premières problématiques exposées précédemment.

La deuxième partie de notre mémoire s'attaque plus directement aux questions profondes de l'ordre européen. Toujours au service de la compréhension géopolitique de notre territoire, nous expliquerons pourquoi le système wilsonien n'est pas viable à l'est, et quelle en est la principale conséquence. Dans un premier chapitre porté sur les années 1920, nous verrons que l'échec de Versailles laisse l'Europe du Nord-Est se stabiliser sur une absence totale de compromis et une rivalité pure entre tous les grands acteurs. Incarnée par la lutte de deux blocs, cette concurrence atteint un point d'équilibre précaire, seule caution de la paix. La situation évolue à l'approche de 1925 avec Dawes et Locarno qui entérinent la fracture du continent entre Est et Ouest. Nous expliquerons l'ambivalence des conséquences de Locarno, en quoi il pousse la France à changer de mode opératoire, et comment il sape les fondations de l'un des deux blocs en jeu dans la concurrence de départ. Enfin, nous aurons un développement sur la dernière partie des années 1920, période durant laquelle la géopolitique balte se réinvente totalement. Il sera notamment question des diverses tentatives multilatérales, des premiers grands projets de fédéralisme, de sécurité et d'arbitrage. Dans cette partie, un second chapitre sera quant à lui focalisé sur le premier tiers des années 1930. Nous y verrons en quoi l'échec patent des nouvelles tentatives politiques donne lieu à une profonde mutation de l'écosystème de l'Europe du Nord-Est. Il sera question principalement du changement de cap de la Pologne, et de l'évolution de la relation germano-soviétique. Notre objectif sera, à l'issue de cette deuxième partie, d'avoir répondu à toute la série de

problématiques portant sur la pertinence du droit international, et sa manifeste incapacité à s'imposer.

La troisième partie de ce mémoire sera intégralement consacrée aux deux derniers tiers des années 1930. Un premier chapitre aura pour fonction de répondre aux problématiques restantes, notamment sur le multilatéralisme, le bilatéralisme, et la neutralité. Nous reviendrons sur des notions qui nous paraissent essentielles, telles que les rapports de force, la pression de l'opinion publique, et la capacité à faire preuve de fiabilité sur le plan géostratégique. Notre chapitre final, centré sur les deux dernières années de l'Entre-deux-guerres, aura autant pour fonction de conclure notre étude et notre récit que d'apporter une ultime confirmation de la plupart des hypothèses formulées jusqu'alors, tant la densité des événements tend à entériner les mécanismes des vingt ans de géopolitique précédents.

Première partie : La région baltique, stratégies et enjeux

Chapitre I – L’approche économique

Introduction de chapitre

Il nous semble intéressant de commencer notre travail par un tour d’horizon des grandes, puis des petites puissances impliquées dans l’espace concurrentiel baltique de l’Entre-deux-guerres. Dans ce premier chapitre, nous tenterons de mettre en lumière les intérêts du Royaume-Uni et de l’Allemagne dans les États baltes. Pour Londres, nous verrons que les intérêts sont essentiellement économiques, liés au potentiel commercial local. Nous nous attarderons également sur la limite que les Britanniques souhaitent donner à leur engagement dans l’Europe du Nord-Est. Pour Weimar, nous pourrions constater que les incontestables intérêts économiques servent également un ultime objectif politique. Cherchant toutes deux à renouveler leurs échanges avec la Russie soviétique, Londres et Weimar développent un même concept de « tremplin » autour des États baltes. En concurrence permanente les uns contre les autres, nous verrons comment Allemands et Britanniques s’imposent dans la région au moyen d’une approche essentiellement économique.

1. *British Trade and Banking*

a. L'implication des Britanniques dans la Baltique

Exténué par les efforts de la Grande Guerre, le Royaume-Uni se sent en sécurité en ce début d'année 1919. Il était certes nécessaire de mater l'Allemagne, cette puissance commerciale et navale en essor qui menaçait d'instaurer une hégémonie sur le continent. Cette menace étant évacuée, les premiers temps de l'après-guerre ne sont pas des plus calmes. Depuis la révolution bolchévique, les Britanniques regardent attentivement à l'Est, où un conflit ouvert s'éternise entre une multitude de factions. Revenons donc brièvement sur les modalités de l'engagement britannique auprès des Baltes. Comme nous l'avons vu dans l'introduction générale, Londres se déclare favorable à l'apparition de ces nouveaux États dès 1918. Outre les motivations préventives de préserver l'Europe de la révolution, pour l'historien russe Evguény Iouriévitch Sergueïev, les raisons de cette prise de position dans la Baltique sont pour les Britanniques on ne peut plus évidentes :

L'intérêt britannique lié à l'investissement de capitaux et à un potentiel commerce en expansion dans le bassin baltique a certainement pesé dans les décisions. [...] En faisant la partition de la Baltique orientale, la Grande-Bretagne repoussait la Russie dans son arrière-pays, en essayant de faire de la Baltique un "lac commercial britannique"⁵⁸.

Il semble donc que le soutien aux mouvements indépendantistes soit justifié par les motivations habituelles de Londres : en repoussant la Russie vers l'intérieur, la libre-circulation dans la Baltique ne serait que mieux garantie, et la formation de nouveaux États permettrait au commerce anglais de se développer sans opposition bolchévique. L'objectif est d'obtenir une Russie faible, quelle que soit sa couleur tant qu'elle reste ouverte au commerce anglais et libre de toute domination allemande⁵⁹. Ainsi, bien que la guerre fasse encore rage, les Britanniques prévoient surtout l'après, les rendant moins zélés que les Français pour combattre les Rouges. Certes les opérations sont en cours,⁶⁰ mais Lloyd

⁵⁸ « The British interest about capital investment and potential expanding trade in the Baltic basin certainly weighted on the decisions. [...] While partitioning the Eastern Baltic, Britain was pushing back Russia to her mainlands, and trying to turn the Baltic into a "British commercial lake" ».

SERGEEV (E.), « Anglo-Soviet Relations in the Context of the Baltic Problem, 1918-1922 », *Lithuanian Studies*, 2017, vol.21, n°1, p.66.

⁵⁹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée, la Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, p.81.

⁶⁰ Les soldats britanniques combattent encore contre les Rouges sur d'autres théâtres d'opération.

Voir, entre autres « Allies Campaign in North Russia », *The Manchester Guardian*, Manchester, 09.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476202179/citation/6CD57E70427347F4PQ/17>>, [Consulté le 04.12.2019].

George, et l'opinion publique britannique en général, penchent plutôt pour l'arrêt des combats sur ce front gourmand⁶¹. Bénéficiant de l'aval idéologique de Washington, le *Manchester Guardian* relaie les discours allant dans le sens de l'opinion⁶². Les interventions auprès du mouvement Blanc (contre-révolutionnaire) ne seraient pas nécessaires. En effet, si le bolchévisme est inopérant, y lit-on, il ne saurait que s'effondrer de lui-même⁶³.

Pour autant, ces considérations ne sont pas clairement tranchées au gouvernement. Plusieurs personnalités sont encore favorables à un franc soutien des forces blanches. C'est notamment le cas de Churchill et Curzon, qui dépêchent une aide au général blanc Ioudenitch alors stationné en Estonie⁶⁴. Cela étant dit, la ligne Lloyd George reste toutefois dominante à Londres. Le soutien au mouvement blanc en Russie n'est donc pas la priorité de l'Angleterre, contrairement aux indépendances des nouveaux États. À ce propos, les Britanniques déploient leur flotte dans la mer Baltique pour soutenir les mouvements nationalistes, fournissant du matériel militaire aux troupes au sol, et interdisant toute opération amphibie de la part des bolchéviques. À la grande satisfaction de Londres, les rebelles baltes l'emportent progressivement sur les forces rouges et allemandes. La conférence de paix de Paris accorde aux trois pays une reconnaissance *de facto* le 19 mai 1919⁶⁵. Le *Guardian* commente : « Les États Baltes ont mené une campagne coûteuse et prolongée contre les bolchéviques. Ils ont lutté pour servir nos intérêts, et nous devons leur rendre⁶⁶ ».

Il nous semble néanmoins que la justesse de ce narratif ne doit pas être surévaluée, ne serait-ce que parce que le résultat de la guerre civile russe n'est pas si décisif pour Londres.

⁶¹ « Towards a Russian Truce – British Proposals to Allies », *The Manchester Guardian*, Manchester, 13.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476230898/citation/6CD57E70427347F4PQ/23>>, [Consulté le 04.12.2019].

⁶² SOSKICE (D.), « The Allied Policy in Russia – a New Departure », *The Manchester Guardian*, Manchester, 26.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/480935469/citation/20FAAA083A3E4215PQ/45>>, [Consulté le 14.12.2019].

⁶³ « If Bolshevism as we see it to-day in Russia is founded on error [...] it will, left to itself, inevitably fail. But then what a pity to spoil this demonstration by the application of external force ».
« The "Humanité's" Revelation », *The Manchester Guardian*, Manchester, 14.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476159029/citation/9D410CBD199E489FPQ/26>>, [Consulté le 13.12.2019].

⁶⁴ SERGEEV (E.), *Anglo Soviet ... loc.cit.*, p.67.

⁶⁵ *Ibid.*, la Lituanie n'est reconnue qu'un an plus tard.

⁶⁶ « the Baltic States have kept up a protracted and costly campaign against the Bolsheviks. They struggled to serve our ends and we owed them some return ».
« Britain and the Baltic States », *The Manchester Guardian*, Manchester, 27.09.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476231926/citation/6C4A6828FA4345ADPQ/9>>, [Consulté le 15.01.2020].

Avec la fin des combats dans la Baltique en revanche, la situation se stabilise rapidement, rendant bientôt possible les premiers accords commerciaux avec les Britanniques. De toute évidence, il s'agissait là du principal objet des interventions de la marine royale. Or, si le Royaume-Uni accorde tant d'intérêt au commerce avec les provinces baltes, c'est à l'idée de reprendre les échanges d'avant-guerre, particulièrement florissants. Depuis des siècles en effet, les caractéristiques géographiques et climatiques avantageuses des littoraux baltes ont contribué à en faire la façade d'échanges privilégiée de l'Empire russe. Les ports de Tallinn, Riga, Ventspils et Liepāja sont libres de glaces toute l'année⁶⁷. L'Empire des tsars développait donc prioritairement les ports de sa façade baltique, tout comme les lignes ferroviaires qui les irriguent : Riga-Moscou, Riga-Volgograd, Ventspils-Moscou, et à travers Moscou, le transsibérien⁶⁸. Voilà ce que les Anglais ont en tête quand ils pensent à la Baltique en 1919 : les fenêtres du commerce russe, qui assuraient au total un tiers des échanges d'import et d'export de l'Empire de Saint-Pétersbourg en 1914⁶⁹. Pour les Britanniques c'est une évidence, la Baltique servira de « tremplin » pour reprendre le commerce avec la Russie. En outre, les provinces baltes ont également un intérêt commercial intrinsèque, grâce à leur production de ressources. Il s'agit principalement du lin, du bois, des fourrures, mais aussi du seigle, des œufs, et du beurre⁷⁰. Bien que l'Angleterre ne soit pas sujette aux pénuries, la Baltique est un marché relativement proche, et offrant des produits de qualité élevée⁷¹. Cependant, et cela est très important, l'intérêt de la région est surtout perçu pour son potentiel rôle de pont commercial entre l'Occident et la Russie centrale. Sur ce point, la presse britannique, et en particulier le *Manchester Guardian*, relaient des analyses favorables destinées à encourager l'entreprise britannique malgré une situation de départ encore en friche⁷².

Par ailleurs, notons que les Baltes eux-mêmes sont parfaitement conscients de leur intérêt géographique pour le commerce, et participent directement à encourager les contacts avec Londres. Dès l'été 1918 en effet, le Letton Zigfrīds Meierovics s'est rendu en Angleterre

⁶⁷ En réalité, il arrive que l'eau gèle superficiellement dans les ports baltes, mais il est possible de maintenir le transit grâce aux brise-glaces. Au niveau de Saint-Pétersbourg en revanche, la banquise est trop épaisse.

Voir annexe 11.

⁶⁸ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.55.

⁶⁹ HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p.65.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Le Canada exporte des produits équivalents à ceux que les Baltes peuvent fournir, mais les distances sont nettement plus importantes, en particulier avec la façade portuaire de la Colombie britannique.

⁷² GOODE (W.) « The Stricken Baltic Provinces – Commercial Suffocation », *The Manchester Guardian*, Manchester, 27.05.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476190131/citation/6C4A6828FA4345ADPQ/16>>, [Consulté le 15.01.2020].

dès 1918 pour convaincre la Grande-Bretagne de tout l'intérêt que peuvent représenter des États baltes indépendants. « Je peux vous assurer, Monsieur, que le Conseil national letton est prêt à garantir toutes les facilités aux pays désireux d'utiliser les ports lettons pour le trafic⁷³ ». Cependant, Curzon clarifie une chose à Meierovics : les États baltes ne doivent pas compter sur l'aide des Britanniques en cas de menace sérieuse de la part des Rouges⁷⁴.

En réalité, il s'agit là d'un point absolument crucial pour comprendre l'approche des Britanniques dans les pays baltes. Leur niveau d'engagement se définit quasi immédiatement sur un degré très restreint, voire nul concernant les engagements politico-militaires. Malgré tout l'enthousiasme que peut manifester la presse anglaise envers les trois petits États, Londres refuse de s'engager localement en dehors de stricts contacts commerciaux, faisant des interventions de 1919 un épisode exceptionnel. Le *Foreign Office* est même défavorable à une reconnaissance *de jure* des États baltes, de peur d'être contraints de les défendre en cas d'agression. Ainsi, lorsque Lloyd George se range sur la position de Paris le 26 janvier 1921⁷⁵, il le fait contre l'opinion majoritaire au *Foreign Office*. En effet, contrairement à la France, l'Angleterre ne souhaite pas avoir un rôle prépondérant en Europe de l'Est. De plus, en dehors des relations économiques, il est devenu traditionnel pour les Britanniques de ne pas se lier aux affaires houleuses du continent. Assurément, tout autant que les perspectives de profit, le soin de se mettre à l'abri de toute escalade conflictuelle est une priorité de l'Angleterre.

Il faut dire que la région Baltique n'inspire pas confiance en Occident. La multiplicité des conflits qui sévissent en marge de la paix de Versailles contribuent à forger à cet espace une réputation d'instabilité. À Paris comme à Londres, on se méfie de ces « Balkans du Nord⁷⁶ ». La guerre soviéto-polonaise, les guerres entre les Baltes et la RSFSR, le problème de Vilna, les tensions autour de Danzig et Klaipėda, tous ces désagréments et toutes ces failles dans le nouvel ordre européen⁷⁷ participent de la frilosité de Londres. De toutes façons, l'opinion publique britannique rend impossible toute approche interventionniste. En juillet 1921, le Royaume-Uni déclare officiellement mettre fin à son soutien matériel aux États

⁷³ Propos de Meierovics à Arthur Balfour, rapportés dans VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée...* *op.cit.*, p.79.

⁷⁴ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.89.

⁷⁵ Paris et Londres reconnaissent ensemble les trois États baltes *de jure*.

⁷⁶ GUESLIN (J.), *La France et les petits États baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Robert FRANCK, Université Paris I, 2007, p.136,141.

⁷⁷ Voir *infra*, chapitre IV.

baltes, clarifiant bien son retrait de toute responsabilité politico-militaire dans la région⁷⁸. Pour autant, cela ne signifie pas que Londres n'a plus aucun intérêt géopolitique dans la Baltique. Une soviétisation des nouveaux États, bien que perçue comme inéluctable, serait évidemment regrettable pour les perspectives britanniques. L'intérêt des Anglais est donc de voir l'indépendance baltique durer aussi longtemps que possible. On peut d'ailleurs observer quelques sursauts lors des périodes de forte pression. Par exemple, après la tentative de putsch soviétique en Estonie en décembre 1924⁷⁹, l'Angleterre décide de rétablir une surveillance locale en envoyant ponctuellement deux destroyers à Tallinn⁸⁰. Le *Foreign Office* déclare toutefois à l'Amirauté le 1^{er} janvier 1925 qu'il convient de fournir aux Estoniens « un support moral et une preuve de sympathie, qui ne sont pas incompatibles avec une politique de stricte non-intervention⁸¹ ». Les choses sont donc claires, et la Grande-Bretagne sait observer et maintenir la distance qui lui paraît salutaire avec cette région au potentiel intéressant.

De manière générale, cette politique de distance fait règle du côté de Londres. Même pour la défense d'intérêts de nature économique, le *Foreign Office* se garde bien de prendre parti dans l'imbroglio balte. On peut citer le contentieux polono-lituanien qui bloque le flottage du bois sur le Niémen et la Daugava, et dans lequel le Royaume-Uni n'intervient pas, quitte à accepter la réduction de son accès aux ressources forestières polonaises⁸². Dans tous les cas, quel que soit l'intérêt économique de la région, il n'est jamais suffisant pour prendre le risque d'un conflit. Pour le *Foreign Office* cela ne fait aucun doute, les États baltes disparaîtront. Lutter contre cette évidence ne ferait qu'entraîner le pays dans un affrontement avec la Russie soviétique. En 1927, le ministre des Affaires Étrangères britannique Austen Chamberlain déclare à son homologue letton Fēlikss Cielēns que la limite de l'engagement britannique en Europe se situe sur le Rhin⁸³. En effet, au fur et à mesure que se définissent et se confirment les stratégies politiques des grandes puissances en Europe, la Grande-Bretagne se désintéresse progressivement de l'Est. Rapidement, et pour le reste de notre période,

⁷⁸ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.92.

⁷⁹ L'URSS organise un putsch pour renverser le gouvernement Estonien en décembre 1924. Pour plus de détails, voir *infra*, chapitre II.

⁸⁰ Reuter, « British Fleet's Visit to Baltic Ports », *The Manchester Guardian*, Manchester, 29.05.1925, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477036660/citation/926B92438B3245F1PQ/4>>, [Consulté le 04.02.2020]. Il s'agit, bien évidemment, d'un acte purement symbolique.

⁸¹ « such moral support and evidence of sympathy as are not incompatible with a policy of strict non-intervention ». HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.93.

⁸² HARLEY (J.H.), « Poland and Klaipėda », *The Manchester Guardian*, Manchester, 16.10.1923 <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476793296/citation/4A2F3A00D9414756PQ/2>> [Consulté le 04.02.2020]. Voir *infra*.

⁸³ Il s'agit d'une référence à Locarno, voir *supra*, chapitre IV.

l'Europe de l'est reste perçue comme instable et dépourvue d'intérêt politique, et ne représente dans le cas de la Baltique, qu'un intérêt économique (modéré) via ses liens avec la Russie centrale.

b. L'obsession du *Russian Trade*

Pour les Britanniques, le premier objectif est d'avoir un pied à terre commercial dans la Baltique, afin d'amorcer les échanges, mais surtout d'être bien implanté lorsque les flux du commerce russe reprendront⁸⁴ ; car en effet, le *Russian Trade* est une obsession. Au début des années 1920, la Russie rouge est sur le point de s'ouvrir au commerce, un fait qui ne cesse d'alimenter les spéculations et les fantasmes en Europe de l'ouest. Il y a de quoi être fébrile en effet : avant la guerre, la Russie était l'un des premiers exportateurs de ressources, et son marché constituait un débouché intéressant pour les productions industrielles. Les importations et exportations totales de l'Empire des tsars représentaient alors respectivement 4,2% et 3,6% de l'import et de l'export mondiaux⁸⁵. Les nations industrielles de l'ouest ne sont d'ailleurs pas les seules à espérer profiter du commerce avec Moscou. Dans toute l'Europe du nord, en Finlande, au Danemark, on se prépare à accueillir les flux, on développe les ports, on espère prendre part au bénéfice⁸⁶. Les États baltes font largement leur propre publicité à ce sujet, vantant la qualité de leurs ports, de leurs infrastructures, de leurs liens avec la Russie⁸⁷. La Lituanie fait office d'exception car elle ne dispose d'aucun port développé, bien qu'elle revendique clairement Klaipėda⁸⁸.

Les Britanniques n'attendent pas la conclusion d'un accord commercial avec Moscou pour se lancer dans les échanges. Dès la nouvelle de la levée du blocus en janvier 1920⁸⁹, les commerçants anglais cherchent à contourner l'interdiction de l'Entente de commercer avec la RSFSR. Les marchands britanniques rencontrent les comités des coopératives russes de Londres pour convenir d'un mode opératoire. Certains représentants sont même envoyés à

⁸⁴ L'industrie britannique a besoin des ressources baltes et convoite le marché russe à travers la Lituanie. « Baltic Trade », *The Irish Times*, Dublin, 17.02.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/517115448/citation/B4A062A0E1154202PQ/1>>, [Consulté le 18.01.2020].

⁸⁵ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.113.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ HEYWOOD (A.), « The Baltic Economic 'Bridge': Some Early Soviet Perspectives », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, p.64.

⁸⁸ Reuter, « Lithuanian Claim to Klaipėda », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.02.1920 <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476315745/citation/8BCC95C124854175PQ/1>> [Consulté le 19.01.2020].

Les Lituaniens obtiennent la ville portuaire de Klaipėda et sa région en 1923. Voir *infra*.

⁸⁹ La levée du blocus connaît quelques délais mais on peut estimer qu'elle s'effectue entre janvier et février 1920. Voir « Relaxing on Russian Blockade: Hostilities Over? », *The Manchester Guardian*, Manchester, 19.01.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476288563/citation/7485BB42D7904602PQ/7>> [Consulté le 19.01.2020] ; « The Blockade of Russia – No Instructions to the Baltic Fleet », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.02.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476335683/citation/1D7AFC94DF014521PQ/17>>, [Consulté le 19.01.2020].

Moscou et Pétrograd pour se renseigner sur les ressources à exporter. Ainsi, malgré la théorique interdiction du commerce, certains marchands parviennent à faire des échanges à Londres avec les structures russes locales. Quant à l'import et l'export entre l'Angleterre et la Russie soviétique, il ne s'agit théoriquement que de transports d'articles entre les Soviétiques et leurs propres coopératives londoniennes⁹⁰. De telles initiatives témoignent assurément de la volonté des Anglais pour accéder au marché russe.

Rapidement, les échanges sont permis à une échelle plus importante. Alors que des négociations soviéto-britanniques sont en cours, les traités de paix balto-soviétiques ouvrent de nouvelles possibilités dès 1920. Le premier d'entre eux, signé le 2 février 1920 à Tartu entre l'Estonie et la RSFSR, jette les bases de ce que les Britanniques appellent le « tremplin balte ». D'un côté, le libre-échange est rétabli entre la RSFSR et l'Estonie. De l'autre, le commerce est possible entre le Royaume-Uni et l'Estonie. L'opportunité réjouit toutes les parties : les Britanniques qui n'attendent que cela ; les États baltes qui espèrent profiter du transit anglo-soviétique ; et les Soviétiques eux-mêmes. Lénine le déclare personnellement : « Cette paix [la paix de Tartu] est une fenêtre vers l'Europe [...] [une fenêtre qui] nous ouvrira l'opportunité de commencer à échanger des biens avec les pays de l'ouest⁹¹ ». Les hommes d'affaires britanniques se rendent instinctivement en Estonie où ils effectuent leurs échanges avec les Baltes, et à travers eux, avec les Soviétiques. L'Estonie jouit de l'avantage d'être le premier pays balte en paix avec la RSFSR, mais en fin d'année, la Lettonie s'impose comme le numéro un du transit commercial grâce à la multiplicité de ses ports⁹². Contre toute attente cependant, le commerce de transit à travers ce fameux tremplin balte s'avère plutôt faible⁹³. Prenons par exemple le secteur du bois : on peut voir que pour l'année 1920, le Royaume-Uni réduit ses importations américaines (principalement pin du Québec, chêne du Québec et des USA, et bouleau du Canada), mais ne parvient pas à augmenter

⁹⁰ « Russia and the Allies Trading Plan », *The Manchester Guardian*, Manchester, 20.01.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476328862/citation/7485BB42D7904602PQ/19>>, [Consulté le 19.01.2020]. ; ЭЛЪЯШОВЪ (М.), « Снятие блокады », *Сегодня*, n°27, 03.02.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1920n27/article:DIVL10|issueType:P>, [Consulté le 31.01.2020].

⁹¹ « This peace is a window into Europe [...] [a window which would] open up an opportunity of us to begin exchanging goods with the countries of the West ».

HEYWOOD (A.), *The Baltic Economic 'Bridge' ... loc.cit.*, p.63.

⁹² L'Estonie ne compte que deux ports bien développés : celui de Tallinn, et celui de Narva, qui se trouve relativement « loin » dans le golfe de Finlande, et est donc plus sujet au gel que les autres ports baltes. Au contraire, les ports lettons de Liepāja, Ventspils et Riga sont tous très concurrentiels.

⁹³ HEYWOOD (A.) *The Baltic Economic 'Bridge' ... loc.cit.*, p.64.

significativement les arrivées de la Baltique. Cela est dû au fait que les importations de bois balte (épicéa et pin, principalement) atteignent un plateau, et qu'il n'y a finalement que peu de bois russe qui transite par Tallinn ou Riga. Des réserves de sapin, épicéa et bouleau russe sont en attente dans la région d'Arkhangelsk, mais les estimations indiquent que même avec un accord commercial direct, les importations de bois russe seraient inférieures à ce qui a pu être commandé aux seules régions sous autorité blanche en 1919⁹⁴. Des rumeurs contradictoires se propagent sur la viabilité du *Russian Trade*. Ici ou là, on entend dire que la Russie a été dévastée, qu'elle n'est plus qu'une terre sauvage et dépourvue de biens à exporter. Auquel cas, pour la Grande-Bretagne, le commerce russe pourrait être un cheval de Troie. Cependant, on entend aussi l'inverse : les réserves de ressources amassées en Russie seraient en attente de rassasier les besoins de l'industrie européenne. L'optimisme semble l'emporter malgré les signes avant-coureurs d'une déception⁹⁵. Les négociateurs britanniques qui parlementent sur l'élaboration de l'accord commercial avec la RSFSR voient dans le commerce russe une corne d'abondance⁹⁶.

La reprise du commerce avec la Russie soviétique est pleinement autorisée par l'Entente à la conférence de *San Remo*, en avril 1920. En théorie donc, après *San Remo*, les marins britanniques sont libres d'exporter vers la Russie avec une licence, mais en pratique, le *Board of Trade* refuse de délivrer lesdites licences⁹⁷. Le Trésor anglais veut décourager toute reprise du commerce direct avant qu'un accord définitif ne soit signé avec les Russes. En effet, l'ouverture au commerce direct n'est pas anodine, et les Britanniques tiennent à se prémunir d'éventuelles activités subversives sur leur sol. En attendant, le commerce de transit garde donc toute sa pertinence. N'oublions pas non plus que les conservateurs sont opposés au commerce direct, bien que Lloyd George parvienne à avoir le dernier mot en faisant peser sur eux la pression du chômage grimant. En effet, le chômage en Angleterre augmente dangereusement en 1920, passant de 2,6% à 7,9% entre le milieu et la fin de l'année⁹⁸. Outre la culpabilisation des conservateurs, Lloyd George fait reposer toute une théorie sur le commerce avec les Soviets. Les ressources relanceront la production britannique, et le

⁹⁴ « The Timber Trade », *The Manchester Guardian*, Manchester, 25.01.1921, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476434786/citation/926B92438B3245F1PQ/9>>, [Consulté le 04.02.2020].

⁹⁵ FARBMAN (M.), « Trade with Russia – The Broad and the Narrow View », *The Manchester Guardian*, Manchester, (17.12.1920), <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476426736/citation/7485BB42D7904602PQ/9>>, [Consulté le 19.01.2020].

⁹⁶ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.118.

⁹⁷ *Ibid.*, p.126.

⁹⁸ *Ibid.*

marché russe permettra de déverser les produits. De plus, le commerce entre l'Allemagne et la RSFSR devrait enrichir Berlin, lui permettant de payer les réparations et assurer paisiblement sa reconstruction. Le *Russian Trade* devient pour ainsi dire la réponse salvatrice aux principaux problèmes de stabilité et de prospérité en Europe.

L'accord commercial anglo-soviétique est finalement signé le 16 mars 1921, il prend donc effet en même temps que la NEP⁹⁹ en Russie (promulguée par décret le 21 mars). Néanmoins, et contre toute attente une fois de plus, le commerce est décevant. Le journal letton russophone *Сегодня* publie à ce sujet un article cinglant¹⁰⁰. « En fait, les résultats du commerce extérieur de la Russie soviétique pour l'année 1921 se sont avérés tout à fait déplorable¹⁰¹. » Les chiffres du commerce sont donnés par le journal soviétique *Новый Путь* : la RSFSR importe en 1920 pour 248,5 millions de roubles-or, et exporte pour une valeur de 20 millions de roubles-or¹⁰². Autrement dit, l'exportation soviétique se limite à 8% de la valeur de ses importations. L'auteur letton ironise « Où sont donc les réserves inépuisables de matières premières et d'articles divers, dont les bolchéviques parlaient tant l'année dernière¹⁰³ ? » Certes, les plus lésés à ce stade ne sont pas les Britanniques, qui ont manifestement bénéficié de l'ouverture du marché russe. Leur regret reste de ne toujours pas avoir accès aux ressources qu'ils espéraient tant importer. Cependant, le déficit commercial de la RSFSR est si colossal que les vannes sont rapidement coupées car les Soviets arrivent tout simplement à court de moyens de paiement¹⁰⁴.

Mais les fonds d'or, comme le stock de ressources, sont déjà épuisés, ainsi le commerce extérieur devra naturellement choir, de par le manque de moyens de paiement pour les articles importés¹⁰⁵.

⁹⁹ La Nouvelle Politique Économique marque la fin de ce que l'on appelle le communisme de guerre dans l'histoire de la Russie soviétique. Certaines des mesures de collectivisation les plus extrêmes sont abandonnées, poussant les Occidentaux à y voir un virage libéral, ce que la NEP n'est pas. Voir notamment WERTH (N.), *Histoire de l'Union soviétique : De l'Empire russe à la Communauté des États Indépendants (1900-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

¹⁰⁰ ЗИВЪ (В.), « Мы торгуемъ очень плохо [Nous commerçons très mal] », *Сегодня*, n°61, Riga, 16.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1922n61|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 29.03.2020].

¹⁰¹ « На самомъ дѣлѣ, итоги внѣшной торговли Сов. Россіи за 1921 г. оказались весьма плачевными ». *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ « Гдѣ же неисчерпаемые запасы сырья и разныхъ товаровъ, о которомъ такъ трубили большевики въ прошломъ году ? ».

Ibid.

¹⁰⁴ La Russie soviétique exerce un monopole d'État sur le commerce extérieur. Nous revenons sur cette caractéristique plus en profondeur dans le deuxième chapitre de ce mémoire (l'échec du nouveau système géopolitique).

¹⁰⁵ « Но золотой фондъ, как и запасы сырья, уже изсякли, и поэтому обороты внѣшной торговли естественно должно сокращаться, а въ виду отсутствія платежныхъ средствъ за ввозимые товары ». ЗИВЪ (В.), « Мы торгуемъ очень плохо [Nous commerçons très mal] » *loc.cit.*

Ainsi les importations de la RSFSR s'effondrent au niveau de leurs exportations, faisant du *Russian Trade* un secteur négligeable du commerce britannique total dès la fin d'année 1920¹⁰⁶. À mesure que le temps passe, il apparaît de plus en plus que les Britanniques se sont ouverts aux Russes pour rien, ou plutôt, pour très peu. De plus, les Soviétiques n'ont aucune intention de respecter leurs engagements sur la propagande établis dans le texte de l'accord commercial¹⁰⁷. Supporter les exactions des Soviets, étant donné l'état des échanges, est dès lors injustifié.

Pour autant, Lloyd George n'accepte pas la défaite et tente de relancer le commerce à la conférence de Gênes du printemps 1922. Malheureusement, les Soviétiques ne se rendent à Gênes que dans un état d'esprit opportuniste, pour obtenir des prêts destinés à relancer leur économie. Français et Anglais, au contraire, veulent régler la question des dettes russes, et si possible obtenir les droits de l'entreprise privée en Russie, au moins pour les étrangers¹⁰⁸. La rencontre évolue rapidement en un dialogue de sourds sur la question des dettes, ouvrant la voie à l'accord de Rapallo signé en parallèle¹⁰⁹. Lloyd George est conscient que céder sur les dettes n'est pas une option s'il veut que les relations économiques avec la Russie puissent renaître un jour.

Ce qui comptait pour ces firmes [ayant investi en Russie], peut-être même plus que l'ampleur des pertes, était le principe impliqué. Dans les yeux des Britanniques, la sacralité des contrats et des codes des affaires universellement admis et honorés, avaient été brisés par le gouvernement soviétique de manière absolument choquante¹¹⁰.

Par leur comportement, les Soviets montrent aux Occidentaux qu'ils ne sont pas dignes de confiance, s'interdisant toute possibilité d'obtenir un prêt. Dans l'absolu, un accord aurait sûrement pu être atteint avec les Anglais sur cette question si ces derniers acceptaient de verser des réparations par rapport à leurs interventions lors de la guerre civile russe. Cependant il est impossible de s'entendre sur les dettes sans pousser la RSFSR à reconnaître celles qu'elle doit à la France. Or les dettes russes envers la France sont trop importantes pour

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ « The Russian Trade Agreement – Full Text », *The Manchester Guardian*, Manchester, 17.03.1921, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476452197/citation/66AE018D99634ED7PQ/2>>, [Consulté le 04.02.2020].

¹⁰⁸ HAIGH (R.), MORRIS (D.), PETERS (A.), *German-Soviet Relations in the Weimar Era: Friendship from Necessity*, Aldershot (Angleterre), Gower Publishing Company Limited, 1985, pp.77-78.

¹⁰⁹ Voir *infra*, chapitre V.

¹¹⁰ « what mattered to those firms perhaps even more than the actual amount of losses was the principle involved. In British eyes the sanctity of contracts and universally accepted and honoured codes of business conduct has been breached by the Soviet government in an absolutely shocking manner ».

HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.129.

que les Soviétiques acceptent de les assumer¹¹¹. D'autre part, la NEP est globalement décevante pour les Occidentaux, car elle ne leur apporte pas la liberté économique qu'ils espéraient obtenir en Russie¹¹². Malgré la déconfiture, le mythe du *Russian Trade* est coriace. Les conservateurs y sont toujours opposés, mais les travaillistes y sont toujours enthousiastes. L'opinion publique est partagée. Dans les milieux d'affaires, il reste beaucoup de volontaires, probablement peu disposés à enterrer le rêve d'un « *el Dorado* » pour reprendre les termes de l'historienne finlandaise Merja Liisa Hikkannen-Lievonen. Toutes les occasions sont bonnes pour faire repartir leurs élans d'enthousiasme. Les réformes monétaires et financières de 1922 et 1923 en URSS renouvellent ponctuellement l'intérêt. En septembre 1923, le bruyant retour d'une expédition commerciale britannique à Moscou¹¹³ suffit à relancer la fièvre. Des slogans aberrants se propagent « Le communisme n'existe plus en Russie¹¹⁴ ». De toute évidence, les entrepreneurs britanniques ont plusieurs fois voulu croire des rumeurs qu'ils espéraient fondées. L'exemple de septembre 1923 n'en demeure pas moins l'un des derniers. En effet, les réalités économiques des entreprises britanniques à l'est¹¹⁵ ne manquent pas de tasser rapidement chaque envolée d'espoir, poussant finalement la plupart des marchands à abandonner leurs chimères.

En définitive, malgré une lente évolution entre 1921 et 1925, le commerce soviétique avec la Grande-Bretagne reste extrêmement faible, dépassant à peine le niveau du commerce anglo-finnois en 1924, puis celui du commerce anglo-suédois en 1925¹¹⁶. En revanche, les effets négatifs du commerce avec les Soviétiques s'avèrent nettement plus sensibles. L'échec de Lloyd George à Gênes en 1922 est suivi d'un changement de gouvernement au profit des conservateurs. Bonar Law et Stanley Baldwin accordent une importance accrue aux questions de sécurité et ne nourrissent pas d'espoirs infondés sur les perspectives commerciales avec Moscou. Leur avis sur le *Russian Trade* est fortement critique. En 1923, Curzon manque de peu, dans sa Note du mois de mai, de rompre l'accord commercial en raison de la propagande

¹¹¹ Les dettes russes à la France s'élèvent à 489 000 000€.

¹¹² HEYWOOD (A.) *The Baltic Economic 'Bridge' ... op.cit.*, p.64 ; HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade... op.cit.*, p.132.

¹¹³ « The Prospects of Russian Trade », *The Manchester Guardian*, Manchester, 04.09.1923, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/476784571/BA1BB96EEFAD48FAPO/1?accountid=14563>>, [Consulté le 05.11.2020].

¹¹⁴ « Communism was no longer existing in Russia », Mission commerciale *Becos Traders*. HIKKANEN- HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.132.

¹¹⁵ Voir *infra*.

¹¹⁶ HIKKANEN- HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.133.

communiste¹¹⁷. La chambre des Communes, y reste toutefois opposée, après quoi le gouvernement bascule de nouveau en faveur des travaillistes. En 1924, MacDonald estime qu'une reconnaissance *de jure* de l'URSS permettrait au *Russian Trade* de décoller, ce qu'il fait dès février. MacDonald entame ensuite des négociations rapides afin d'aboutir à un nouvel accord commercial avec l'URSS. L'accord est signé, mais il n'est pas ratifié avant l'épisode de la lettre de Zinoviev¹¹⁸ qui ramène les conservateurs au pouvoir. Les relations anglo-soviétiques sous le gouvernement Baldwin restent infructueuses et tendues. Suite à des suspicions grandissantes d'activités subversives de la part des Soviets, une Note sévère est envoyée en début d'année 1927¹¹⁹. Les relations finissent par se rompre totalement à l'issue de la crise d'Arcos de mai 1927¹²⁰.

¹¹⁷ « The Witches' Cauldron – The Russian Crisis », *The Observer*, n°6885, Londres, 13.05.1923, p.12 <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/481089933/201303C73EA45C7PQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 05.11.2020].

¹¹⁸ La « lettre de Zinoviev » fait référence à un document publié par le *Daily Mail* en période électorale d'octobre 1924. Le document appelle le parti communiste britannique à se livrer à nombre d'activités subversives, et à encourager les contacts avec l'URSS, le tout, signé Grégory Zinoviev (membre du Politburo). Les Soviets prétendent que le document est un faux, mais en l'absence de preuves, l'opinion publique britannique est partagée. Quoiqu'il en soit de l'authenticité de la lettre, il semble que les services secrets britanniques aient été à l'origine de sa publication dans la presse britannique. Depuis les années 1920, ils interceptent des télégrammes soviétiques dont certains ont fuité dans le *Daily Mail* et dans *Morning Post*. En 1924, les services secrets, qui penchent pour la plupart pour les *tories*, décident de révéler le document au public, provoquant la chute des travaillistes. Voir ANDREW (C.), « The British Secret Service and Anglo-Soviet Relations in the 20s Part I: From the Trade Negotiations to the Zinoviev Letter », *The Historical Journal*, 1977, vol.20, n°3, p.673-706.

¹¹⁹ « Что послѣдуетъ за нотой Англии [Qu'est-ce qui suivra la note de l'Angleterre ?] », *Сегодня*, n°46, Riga, 26.02.1927, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1927n046|article:DIVL48|issueType:P>>, [Consulté le 29.04.2020].

¹²⁰ Après des années d'hostilité entre les conservateurs et les soviétiques, une perquisition est effectuée en mai 1927 dans locaux de la délégation commerciale soviétique à Londres ainsi que des Arcos (All-Russian Cooperative Society). Les agents soviétiques détruisent des documents en hâte pendant que la perquisition a lieu. Les Britanniques, avec les documents saisis lors de la perquisition, sont en mesure de prouver que les agents de Moscou espionnent et perpétuent des actions subversives de manière chronique en Grande-Bretagne. Malheureusement, les documents trouvés ne permettent pas de prouver la complicité de la mission diplomatique soviétique avec Arcos, bien que le *Foreign Office* détienne déjà à ce sujet des preuves confidentielles. La rupture totale des relations anglo-soviétiques qui s'ensuit est davantage dommageable pour les Soviets que pour les Britanniques. Voir HARRIETTE (F.), « The Arcos Raid and the Rupture of Anglo-Soviet Relations, 1927 », *The Journal of Contemporary History*, 1977, vol.12, n°4, pp.707-723.

c. Les nouvelles perspectives

Avant la signature de l'accord anglo-soviétique, l'action britannique dans les États baltes a une certaine efficacité. Les Estoniens achètent une grande variété de produits soviétiques, et les revendent efficacement aux sociétés britanniques¹²¹ bien que certains secteurs fonctionnent mieux que d'autres. C'est avant tout la conclusion de l'accord anglo-soviétique qui porte un coup au rôle de Tallinn et Riga. En effet, puisque le commerce direct est autorisé à partir de 1921, les détours par les États baltes sont dès lors dépourvus d'intérêt hors période de gel. Le déploiement d'agents commerciaux dans la Baltique est alors de plus en plus superflu. Pourtant, plusieurs raisons poussent les Britanniques à ne pas abandonner leur établissement en Estonie et Lettonie, en dépit de l'évolution décevante du commerce. S'il apparaît effectivement que le commerce russe est en panne, le fameux « tremplin balte » devrait servir lorsque celui-ci finirait par décoller. Car certes, un géant tel que la Russie, communiste ou pas, redeviendra forcément à terme un grand exportateur. Par ailleurs, l'accès soviétique direct à la Baltique se limitant au port de Saint-Pétersbourg, plus les échanges sont importants (ce que les Britanniques espèrent), plus le recours aux ports baltes sera nécessaire et prépondérant. En outre, la Baltique est un poste d'observation pour être au fait des offres commerciales et de conjoncture économique locale.

Malheureusement, les années passent et ce décollage du commerce soviétique ne semble pas se profiler à l'horizon. Les Britanniques remettent en question progressivement le bien-fondé de leur présence sur place. Au bout de cinq ans d'efforts en 1925, après le tassement de la plupart des espoirs, le *Department of Overseas Trade* reconnaît finalement que les États baltes ne constituent pas un tremplin satisfaisant pour le commerce avec la Russie¹²². Ne nous méprenons pas, le transit du commerce russe par la Baltique n'est pas nul. Il connaît même une croissance linéaire avec le temps, mais il n'est jamais à la hauteur des espoirs de le voir fleurir une fois pour toutes. Entre 1920 et 1924, le transit du commerce russe en Estonie passe de 3 517 à 143 700 tonnes, puis baisse sévèrement en 1925. La Lettonie connaît des courbes plus élevées mais aux évolutions identiques, passant d'un transit russe de 300 000 tonnes en 1924 à environ 150 000 en 1925¹²³. Le transit russe en Lituanie

¹²¹ « Russian Imports Through Esthonia », *The Manchester Guardian*, Manchester, 18.12.1920, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/476425960/4B425032702647E5PQ/2?accountid=14563>>, [Consulté le 04.11.2020].

¹²² HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.136.

¹²³ *Ibid.*, p.138.

est quasi inexistant avant l'utilisation du port de Klaipėda à partir de 1924. Dès lors, il suit sa propre courbe, plus durable, atteignant son apogée en 1930. Globalement, les Britanniques n'en profitent que peu car le transit lituanien concerne principalement les échanges germano-soviétiques¹²⁴.

La présence britannique dans les États baltes au cours des années 1920 se traduit par la banqueroute progressive de ses entreprises. Confrontés à la réalité du pétard mouillé que constitue le transit du commerce russe, les firmes britanniques en surnombre sont condamnées. On peut compter 44 000 entreprises en 1924 contre 36 000 en 1925. Les entreprises qui survivent durablement, à l'image de *Becos Traders*, sont celles qui acceptent la réalité de la situation et se concentrent donc essentiellement sur le commerce anglo-balte¹²⁵. L'échec du commerce anglo-soviétique permet donc le regain de l'intérêt porté aux États baltes en eux-mêmes. Dès la deuxième moitié des années 1920, les Britanniques développent un intérêt pour l'une des nouvelles ressources estoniennes : l'huile de schiste¹²⁶. Bien que l'intérêt du marché balte en lui-même ait été pris en compte depuis le départ, le deuil des espoirs de transit russe permet aux Britanniques de se focaliser sur ce qui a réellement un potentiel. Or sur ce point, ils savent qu'ils se lancent dans une concurrence avec Weimar.

Le Britannique McKenna, ancien chancelier de l'Échiquier et président de la *Midland Bank*, fait un discours à Londres en juillet 1921 dans lequel il annonce une concurrence économique certaine avec l'Allemagne. McKenna fait l'inventaire des principales sources de richesse allemande : d'une part les bénéfices de son commerce extérieur, d'autre part les revenus de ses banques, compagnies d'assurance et flotte marchande. Lorsqu'il prend en compte les colossales réparations de guerre que l'Allemagne doit verser chaque année, McKenna arrive à une conclusion en deux éventualités. La première est que l'Allemagne ne saurait tarder à interrompre le paiement des réparations, mais elle irait ainsi aux devants du courroux français, et replongerait donc l'Europe dans le chaos. Sinon, « si l'Allemagne s'avère en mesure de remplir toutes ses obligations, elle le fera au détriment du commerce

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ « Estonian Oil Shale : Development of British Concession », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.11.1926, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477324125/84A96452CA8E4BDFPQ/2?accountid=14563>>, [Consulté le 05.11.2020].

extérieur britannique¹²⁷ ». En réalité les deux éventualités de McKenna se réalisent. Weimar cherche donc effectivement à maintenir une forte exportation dans la Baltique, un point sur lequel elle s'avère effectivement imbattable. Il faut dire que les Allemands profitent de certains avantages de taille par rapport aux Britanniques. Les liens commerciaux entre l'ancienne Livonie et la Prusse orientale sont séculaires. Bon nombre de contacts entre la Baltique et la Prusse se font entre Allemands (entre *Reichsdeutsche* et *Baltendeutsche*). Néanmoins, tout ne joue pas en faveur des Allemands, à commencer par l'opinion publique balte. Contrairement aux Prussiens, les Anglais n'ont pas asservi les peuples locaux. Au contraire, ils ont soutenu leurs indépendances en 1919, ce qui leur octroie un bénéfice moral conséquent.

Le secteur bancaire et financier de la Baltique n'est pas non plus délaissé par les investisseurs britanniques. Il s'agit de l'autre perspective de développement envisagée lorsque Londres se penche spécifiquement sur les États baltes. Rapidement, des banques commerciales britanniques parfois créées pour l'occasion investissent dans le commerce anglo-balte, et cherchent à se réserver l'accès aux ressources¹²⁸. Hélas, les Allemands sont encore avantagés sur le plan monétaire car l'*Ostmark* est initialement la devise la plus fiable utilisée dans la Baltique¹²⁹. Au cours des premières années de l'Entre-deux-guerres, les Britanniques doivent acheter des *Ostmark* pour passer commande sur place. Sur le plan des financements et des crédits, là aussi, la concurrence allemande est rude, voire mal engagée. La présence des *Baltendeutsche* constitue un avantage considérable pour Weimar. D'ailleurs, la plus grande banque privée de la Baltique, *G. Scheel & Co.*, est dirigée par un *Auslandsdeutsche* Estonien¹³⁰. Globalement, les Allemands sont capables de meilleurs investissements dans l'industrie balte, bien que les Britanniques parviennent à se défendre

¹²⁷ « Если Германия окажется способной выполнить всё свои обязательства, она сделает это за счёт британской международной торговли ».

« Конкуренция между британской и германской торговлей [La concurrence entre le commerce britannique et allemand] », *Сегодня*, n°159, Riga, 17.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1921n159|article:DIVL170|issueType:P>, [Consulté le 07.03.2020].

¹²⁸ « Anglo-Baltic & Mediterranean Bank, Ltd – Scheme for Financing of Raw Materials », *The Manchester Guardian*, Manchester, 10.03.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476323238/citation/BA140F869094AEFPQ/1>>, [Consulté le 18.01.2020].

¹²⁹ HIDEN (J.), « Banking in the Baltic: The Anglo-German Experience after 1919 », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, p.308.

¹³⁰ Il s'agit de Klaus Scheel.

sur certains points. Le textile, les céramiques, et le secteur du semi-luxe sont les branches dans lesquelles le capital britannique surpasse le capital allemand. En dehors de cela, les Allemands dominent, en particulier dans les secteurs industriels, chimique et mécanique. John Hiden commente :

Les marchands allemands avaient de meilleures connaissances locales et de meilleurs contacts que leurs homologues britanniques, et ont cherché à établir des arrangements de crédit privé de manière plus agressive. Derrière eux, il y avait le gouvernement allemand, et les banques¹³¹.

Toutefois, les Britanniques projettent quelque chose de plus ambitieux à travers le directeur de la *National Metal Bank*, Richard Tilden-Smith. Son objectif est tout simplement de créer une banque centrale dans chaque État balte, avec des fonds britanniques¹³². En échange du capital, le groupe Tilden-Smith bénéficierait de monopoles sur le bois balte et son traitement, ainsi que sur le lin, pour une durée de 15ans¹³³. Le projet échoue en raison de ses prétentions monopolistiques qui ne manquent pas de provoquer l'hostilité des marchands français. En outre, Tilden-Smith est concurrencé par d'autres projets britanniques souvent plus raisonnables. En Estonie par exemple, bien que les négociations avancent sur plusieurs points, un contrat signé par la société britannique *Malcolm* devance le projet de monopole de Tilden-Smith¹³⁴.

Malgré tout, des banques nationales finissent par s'établir dans les pays baltes. La banque d'Estonie (*Eesti Pank*) comme la banque de Lettonie sont fondées grâce aux ressources aurifères nationales, principalement grâce à la participation des citoyens et de leur or¹³⁵. L'une et l'autre demandent le transfert et la gestion de cet or par la banque d'Angleterre. En échange, la Lettonie et l'Estonie s'engagent à effectuer leurs opérations financières en Grande-Bretagne, principalement avec la *Bank of England*, ainsi que d'y maintenir un compte de 25 000£ minimum¹³⁶. Les banques nationales de la Baltique se lient donc d'elles-mêmes à l'Angleterre en fin de compte. Les Baltes ne sont pas experts dans la gestion bancaire, et

¹³¹ « German traders had better local knowledge and contacts than their British counterparts and pursued the setting up of private credit arrangements more aggressively. Behind them were the German government and banks ».

HIDEN (J.), *Banking in the Baltic ... loc.cit.*, p.309.

¹³² « First Aid to Baltic States – British Banking Effort », *The Manchester Guardian*, Manchester, 17.01.1920, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/476275840/4DBFD6906F584076PQ/2?accountid=14563>>, [Consulté le 05.11.2020].

¹³³ HIDEN (J.), *Banking in the Baltic... loc.cit.*, p.308.

¹³⁴ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.152-158.

¹³⁵ HIDEN (J.), *Banking in the Baltic... loc.cit.*, p.311.

¹³⁶ *Ibid.*

ils reconnaissent volontiers le besoin d'obtenir des conseils de la part de spécialistes britanniques. L'historien anglais John Hiden fait le commentaire suivant :

Fréquemment, le personnel de *Threadneedle Street* était exaspéré lorsque confronté à des exemples de pratiques bancaires estoniennes, et il y a quelque chose d'irrésistiblement comique dans les archives des rapports de la Banque d'Angleterre¹³⁷.

Dans le cas de l'Estonie en particulier, la Grande-Bretagne maintient un conseiller bancaire permanent à l'*Eesti Pank*, et dirige un programme d'aide de la SDN pour aider Tallinn à surmonter sa crise financière de 1924¹³⁸. Au moyen d'un prêt de 1 000 000£, la Banque d'Angleterre devient la principale détentrice des fonds de l'*Eesti Pank*¹³⁹. Malgré l'existence de quelques tensions, les Britanniques instaurent sinon un contrôle, une puissante influence sur le haut secteur financier des pays baltes¹⁴⁰.

¹³⁷ « Frequently, the staff at Threadneedle Street were exasperated when faced with examples of Estonian banking practice and there is an irresistibly comic element in some of the reports in the Bank of England Archive ».

Ibid., p.315.

¹³⁸ Voir entre autres HIDEN (J.), *Banking in the Baltic... loc.cit.*, et TÖNU (T.), AIN (M.), TÖNIS (L.), *et alii*, *History of Estonia*, Tallinn, Avita, 2002, p.224.

¹³⁹ « Money and Stocks: The Esthonian Loan », *The Manchester Guardian*, Manchester, 16.06.1927, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477422382/1DE91E5F3E364CB6PQ/4?accountid=14563>>, [Consulté le 05.11.2020].

¹⁴⁰ HIDEN (J.), *Banking in the Baltic... loc.cit.*

d. L'évolution du commerce britannique

Le commerce anglo-balte est divisible en deux phases : les années 1920 et les années 1930, la deuxième phase étant plus prospère que la première. En outre, ce commerce est marqué par une concurrence avec l'Allemagne pour l'accès aux ressources et au marché Baltique. Nous l'avons vu, les premiers accords commerciaux entre le Royaume-Uni et les États baltes sont précoces, le premier est signé le 20 juillet 1920 avec l'Estonie¹⁴¹. En réalité, puisque Londres ne reconnaît pas encore l'Estonie *de jure*, il s'agit d'un simple échange de Notes accordant la clause NPF¹⁴² aux deux parties. Même chose avec la Lituanie le 6 mai 1922¹⁴³. L'accord commercial définitif anglo-estonien est signé le 18 janvier 1926¹⁴⁴. Avec la Lettonie, un véritable accord est signé le 22 juin 1923¹⁴⁵. Pourtant, dès 1919, on reçoit des informations au *Foreign Office*, selon lesquelles les Allemands seraient en avance dans la course commerciale dans la Baltique¹⁴⁶. Effectivement, les Allemands progressent vite, et les analyses statistiques démontrent clairement leur supériorité dans les importations des trois pays baltes¹⁴⁷. La Lituanie est la plus concernée par cette prépondérance commerciale allemande, dès 1920. Estonie et Lettonie basculent rapidement dans la même situation. La Grande-Bretagne ne repasse devant l'Allemagne qu'en 1935 dans les importations lituaniennes. Le Royaume-Uni ne parvient jamais à être le premier fournisseur du marché balte, confirmant l'évolution prévue par McKenna¹⁴⁸.

Ainsi, Britanniques et Allemands s'imposent sur leurs secteurs forts, ne laissant presque aucune place aux rebondissements. Londres maintient sa deuxième place dans le marché balte, représentant environ 10% des importations au cours des années 1920¹⁴⁹. Concernant l'exportation des pays baltes, la Grande-Bretagne est à la première place. Pour

¹⁴¹ Voir *supra*.

¹⁴² Lorsque deux parties conviennent de suivre la « clause de la nation la plus favorisée », cela signifie que chacune s'engage à accorder à l'autre tout avantage qu'elle accorde à une tierce partie. Cela concerne principalement les tarifs douaniers, et les taxes et impôts internes qui touchent à la production, la transformation ou la distribution des produits importés. Nous utiliserons fréquemment les initiales NPF pour nous référer à cette clause.

¹⁴³ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.143.

¹⁴⁴ [Article 13 - Sans titre], *The Manchester Guardian*, Manchester, 20.01.1926, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477164919/2874811AA8554C9DPQ/7?accountid=14563>>, [Consulté le 04.11.2020].

¹⁴⁵ HIKKANEN-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.143.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Voir les annexes 2 et 3 sur les importations et exportations baltes.

¹⁴⁸ Voir *supra*.

¹⁴⁹ *Idem.*

aller vite, les Anglais se saisissent des ressources baltes, tandis que les Allemands accaparent le marché. La domination allemande se déclare dès 1923, et les Britanniques ne parviennent jamais à la supplanter. Si le commerce anglo-balte ne représente pas un échec pour Londres, il reste clairement à la traîne par rapport au commerce anglo-finnois par exemple. Certes, pour Londres, la balance commerciale avec les Baltes dans les années 1920 est négative en permanence, mais après tout, la Grande-Bretagne est déficitaire dans la plupart de ses relations commerciales. Or ce n'est pas le déficit balte qui pèse le plus lourd dans le bilan total. En outre, sur le plan de l'importation, où les Britanniques dominent, les ressources de la Baltique représentent un intérêt suffisant pour justifier le commerce. Prenons donc pour exemple le secteur du bois¹⁵⁰ : les Britanniques n'ont pas grand mal à s'imposer comme les premiers importateurs des produits estoniens et lettons. Naturellement, la Grande-Bretagne reste globalement fidèle à son principe de non-intervention dans la Baltique¹⁵¹ même lorsque ses intérêts commerciaux sont atteints, comme dans le cadre de la guerre entre Pologne et Lituanie, qui crée quelques difficultés au niveau de l'acheminement du bois polonais et russe vers les ports Baltes¹⁵². Dans tous les cas, l'accès aux ressources, qu'il s'agisse du lin, du bois, ou de produits alimentaires, n'est globalement pas un problème. Quant aux débouchés du marché balte, si Londres doit se contenter d'une deuxième place, elle reste infiniment mieux placée que la France ou la Russie soviétique¹⁵³.

Le commerce baltique est sévèrement frappé par la grande crise de la fin de la décennie. Entre 1928 et 1930, les exportations estoniennes et lettones chutent de 60% et 70%, tandis que les exportations lituaniennes chutent de 40%¹⁵⁴. Leurs importations sont réduites en conséquence. Cependant, un nouvel essor se déclare immédiatement après, et le commerce avec Londres devient plus satisfaisant que celui des années 1920¹⁵⁵. En réalité, le renouveau du commerce anglo-balte connaît une croissance supérieure au commerce entre Londres et

¹⁵⁰ Le bois balte est de très bonne qualité, et moins coûteux que les importations américaines. Il s'agit en majeure partie de sapin, de pin, de hêtre, et de tremble.

¹⁵¹ Londres fait pression sur le plus faible des deux États pour mettre fin au conflit. Les Britanniques cherchent à rétablir l'internationalisation du Niémen, mais ne décident jamais de s'impliquer réellement dans la région. Ils se contentent donc de quelques mesures économiques punitives destinées à faire couler la Lituanie. Voir ПАВЛОВА (М.), «Советско-литовский договор о ненападении 1926 г.: обстоятельства подготовки и ратификации [Le pacte de non-agression soviéto-lituanien de 1926 : circonstances d'élaboration et de ratification]», *Петербургский исторический журнал*, n°2, 2014, pp.153-166, p.156.

¹⁵² НИККАНЕН-LIEVONEN (M.L.), *British Trade ... op.cit.*, p.172-173.

¹⁵³ Voir les annexes 2 et 3 sur les importations et exportations baltes.

¹⁵⁴ LANE (T.A.), « The Winding Down of British Trade with the Baltic States, 1939-1940: The View from the Whitehall », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, p.292.

¹⁵⁵ *Ibid.*

ses *dominions* après les accords d'Ottawa de 1932¹⁵⁶. La première raison de cette renaissance est que les États baltes eux-mêmes connaissent une récupération économique rapide. Entre 1933 et 1938, les exportations britanniques vers l'Estonie triplent, et les importations britanniques d'Estonie doublent. Même la balance commerciale, le gros point noir de la Grande-Bretagne, est en nette amélioration par rapport aux années 1920. Sir Kenneth Stewart, membre de la chambre du Commerce et de retour d'une expédition dans les États baltes en septembre 1936 s'exprime ainsi :

Les relations commerciales [de la Lituanie] avec le Royaume-Uni sont excessivement amicales et satisfaisantes. En 1931 nous prenons 32 pour cent des exportations lituaniennes et fournissons 7 pour cent de leurs importations. En 1935 ces pourcentages avaient été améliorés à 46 pour cent et 37½ pour cent¹⁵⁷.

La Grande Bretagne parvient à vendre une quantité croissante de machines à la Lituanie, qui cherche à développer le port de Klaipėda, aussi bien que ses productions de bois destinées à l'exportation. Si l'Allemagne, mais aussi, dans une moindre mesure, la France et l'URSS privilégient la Lettonie par rapport aux autres États baltes, ce n'est pas le cas de l'Angleterre, ni dans les années 1920, ni selon ce que nous dit sir Stewart¹⁵⁸. En 1936, selon lui, l'étalon-or de la monnaie lettone pose problème (les deux autres États sont sur le standard sterling)¹⁵⁹. C'est envers l'Estonie cependant, que la balance commerciale est la plus déficitaire, assez pour déranger Londres. Le Royaume-Uni finance des études sur le schiste bitumeux, la ressource exclusive de l'Estonie qui lui permet une totale indépendance énergétique. Le processus de raffinement du schiste pour obtenir du pétrole (de schiste) semble expliquer le manque d'intérêt de la part des Britanniques. Selon le rapport de sir Stewart en effet, il implique 80% de pertes. L'année suivante, en 1937, les exportations estoniennes et lituaniennes vers la Grande-Bretagne connaissent une croissance de 148% et 220% respectivement¹⁶⁰. Les principaux produits vendus sont le lin, le beurre, le lard, les œufs, le

¹⁵⁶ Les accords d'Ottawa servent à instaurer une préférence commerciale dans le *Commonwealth*, en créant un système au sein duquel les droits de douane sont abaissés, et à l'extérieur duquel ils sont élevés.

¹⁵⁷ « Trade relations with the United Kingdom are exceedingly friendly and satisfactory. In 1931 we took 32 per cent of the Lithuanian exports and supplied 7 per cent of the imports. In 1935 these percentages had improved to 46 per cent and 37½ per cent ».

STEWART (K.), « Trade with the Baltic States », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.09.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484087369/citation/A8271AE367FB43FDPO/3>> [Consulté le 04.02.2020].

¹⁵⁸ STEWART (K.), « Trade with the Baltic States – Latvia and Estonia », *The Manchester Guardian*, Manchester, 03.09.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484090645/citation/A8271AE367FB43FDPO/1>>, [Consulté le 04.02.2020].

¹⁵⁹ Les devises du bloc sterling connaissent des dévaluations coordonnées qui évitent tous désavantages compétitifs.

¹⁶⁰ LANE (T.), *The Winding Down ... loc.cit.*

bois et ses dérivés. Les Baltes augmentent leurs importations de produits britanniques en conséquence.

En fait, selon Thomas Lane, les accords passés avec les États baltes, mais aussi avec le Danemark, la Finlande et la Suède témoignent du fait que la Grande-Bretagne cherche à maintenir un commerce approfondi dans la Baltique, en dehors du *Commonwealth*. L'accord anglo-estonien de 1934, par exemple, pousse Tallinn à favoriser Londres pour ses importations¹⁶¹. Le commerce anglo-balte prend fin brusquement avec le début de la Seconde Guerre mondiale, entre 1939 et 1940. Les Britanniques ne sont pas en mesure de sécuriser les navires dans la mer Baltique, et décident de ne pas insister car un détournement des flux pourrait servir l'effort de guerre allemand.

Contre toute attente, les années 1930 connaissent également un renouveau inespéré du *Russian Trade*, pourtant si désastreux pendant les années 1920. La reprise des contacts est encouragée par le deuxième gouvernement MacDonald. Un accord est signé en 1930, accordant la clause NPF aux deux parties et une immunité diplomatique aux deux têtes de la délégation commerciale soviétique à Londres¹⁶². Au vu du passif de la relation, ces concessions provoquent l'incompréhension d'une large partie de l'opinion en Occident. Le journal *Le Temps* exprime une posture dubitative dans son numéro du 20 avril 1930¹⁶³ : manifestement, les raisons de MacDonald sont idéologiques, liées à l'internationale socialiste et à un désir de se rapprocher de l'« État soi-disant prolétarien¹⁶⁴ ». Assurément continue l'article, le premier ministre britannique nourrit une « illusion¹⁶⁵ » autour des effets que ce commerce aurait sur le chômage. « L'expérience faite depuis 1922 devrait pourtant convaincre les dirigeants anglais que dans ce domaine ils ne peuvent aller qu'au devant des plus cruelles déceptions¹⁶⁶ ». L'article du *Manchester Guardian* défend la position inverse : ni l'accord de 1921 avec ses clauses politiques, ni l'affaire Arcos, ni même la rupture totale

¹⁶¹ *Ibid.*, p.293.

¹⁶² « The Russian Trade Agreement », *The Manchester Guardian*, Manchester, 19.04.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478050815/4C77603E27654D9CPQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 29.08.2020].

¹⁶³ « Bulletin du jour – L'Angleterre et les Soviets », *Le Temps*, n°25078, Paris, 20.04.1930, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k247841h>>, [Consulté le 30.08.2020].

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ *Ibid.*

des relations n'ont pu arrêter la propagande communiste en Angleterre. « Puisque nous avons la propagande, autant avoir aussi le commerce, si nous le pouvons¹⁶⁷ ».

Le résultat de l'accord commercial de 1930 est inverse à celui de 1921. Comme en atteste le président du *Board of Trade* Mr. Runciman à la chambre des Communes le 1^{er} mars 1934, le commerce est irrégulier, et la balance commerciale est gravement déficitaire pour Londres.

Si le Comité regarde le volume du commerce dans les cinq ans de 1929 à 1933 inclus, il verra que la valeur totale des importations au Royaume-Uni en provenance de Russie [...] arrive à environ 124 000 000£, tandis que, d'autre part, ce que nous vendons à la Russie atteint un total d'environ 40 000 000£. [...] Cette énorme prépondérance d'un seul côté du commerce a naturellement donné lieu à une quantité considérable de contrariété dans ce pays, et chaque effort effectué pour redresser la balance a échoué jusqu'à il y a environ un an. Même les chiffres de 1932 restaient des plus insatisfaisants¹⁶⁸.

Runciman explique par ailleurs que les exportations britanniques sont probablement plus proches de 50 000 000£, mais cela reste près de trois fois inférieur au chiffre des importations. Les Britanniques sont néanmoins optimistes, car manifestement, les échanges sont redevenus possibles avec l'URSS. En 1934, un accord commercial temporaire est signé entre Londres et Moscou pour fixer des ratios dans les échanges¹⁶⁹. Malheureusement, les résultats ne suivent pas : le seigneur de Strabolgi en témoigne dans son intervention à la Chambre des *Lords* en février 1935¹⁷⁰ : les chiffres du commerce de 1934 sont de 17 200 000£ contre 3 600 000£. La différence entre exportations et importations britanniques va du simple au quintuple. Les chiffres des années suivantes ne comportent aucune amélioration car les Russes ont trouvé une faille dans l'accord leur permettant d'en respecter nominalement les termes sans pour autant redresser la balance commerciale¹⁷¹. « Par

¹⁶⁷ The Russian Trade, *The Manchester ... loc.cit.*

¹⁶⁸ « If the Committee will look at the volume of trade in the five years from 1929 to 1933 inclusive, they will see that the total value of the imports into the United Kingdom from Russia, [...] came to a total of about £124,000,000, whereas, on the other side, what we sold to Russia came to a total of roughly about £40,000,000. [...] That enormous preponderance of trade on one side naturally gave rise to a considerable amount of dissatisfaction in this country, and every effort which was made to redress the balance had so far failed up to a year ago. Even the figures of 1932 still remained most unsatisfactory ».

Parlement du Royaume-Uni, chambre des Communes, *Revenue Departments*, 01.03.1934, vol.286, colonnes 1290-1291, intervention de RUNCIMAN (W.), <<https://bit.ly/3ldLV0t>>, [Consulté le 09.11.2020].

¹⁶⁹ « Anglo-Russian Trade 1934-1938 », *The Manchester Guardian*, Manchester, 07.11.1938, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/484525108/8D9A387D8FAB44F7PQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 09.11.2020].

¹⁷⁰ Parlement du Royaume-Uni, chambre des Lords, *Export Credit Facilities*, 13.02.1935, vol.95, colonne 915, intervention de Lord STRABOLGI, <<https://bit.ly/32r2ePY>>, [Consulté le 09.11.2020].

¹⁷¹ Les ratios mentionnés dans l'accord sont basés sur les paiements et non sur les imports/exports en eux-mêmes. L'URSS utilise les bénéfices de son excédent pour acheter des produits industriels bon marché sur les

conséquent l'échange de biens entre les deux pays s'est développé dans une direction qui n'est absolument pas satisfaisante pour le marchand britannique¹⁷² ».

Il est possible d'expliquer cette évolution du commerce soviétique : en 1921, lorsque la RSFSR conclut un accord avec Londres, elle importe énormément, car il s'agit plus ou moins de son seul partenaire commercial industrialisé. Nous l'avons expliqué précédemment, l'assèchement du commerce est le résultat d'une double défaillance de la part de Moscou : manque de production, et manque de moyens de paiement. Dans les années 1930, seul un de ces deux paramètres est réglé, la production. Les efforts des Soviétiques dans ce domaine sont d'ailleurs considérables, assez pour effrayer une partie de l'Ouest. En France mais aussi en Grande-Bretagne, on craint le « dumping russe » et ses conséquences sur les producteurs occidentaux¹⁷³. En ne prenant aucune mesure protectionniste, Londres s'expose à un déferlement : le Royaume-Uni absorbe un tiers des exportations soviétiques au cours des années 1930. Pour ce qui est des moyens de paiement, les Soviétiques sont toujours en difficulté, ainsi ils sont plutôt précautionneux dans leurs achats. La plupart sont rendus possibles grâce aux bénéfices de leur exportation, ce qui signifie qu'ils n'ont aucun intérêt à équilibrer leur balance commerciale, au grand dam de Londres.

marchés de Londres et Liverpool, bien qu'il ne s'agisse pas forcément de produits britanniques. Cela ne profite évidemment que très peu à l'Angleterre, et n'agit quasiment pas sur son taux d'emploi.

¹⁷² « Anglo-Russian Trade 1934-1938 », *The Manchester Guardian ... loc.cit.*

¹⁷³ Malgré les tentatives des conservateurs, la Grande-Bretagne décide de ne pas se protéger contre les productions soviétiques.

« Soviet "Dumping": Moscow and the Campaign Abroad », *The Manchester Guardian*, Manchester, 04.10.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478145844/572C8B4351D4FF9PQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 30.08.2020] ; « "Dumping" debated in Commons », *The Manchester Guardian*, Manchester, 27.11.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478134210/D9148BF5A5124665PQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 30.08.2020]. En France, un décret est promulgué pour interdire toutes les importations à prix « anormaux », ce qui entraîne une réaction de Moscou : « Anti-Dumping Mesures: Soviet Reprisals – New Decree Directed Against France », *The Manchester Guardian*, Manchester, 23.10.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478130838/1258162C208D4E1BPQ/3?accountid=14563>>, [Consulté le 30.08.2020]. L'isolation de la France rend le protectionnisme désavantageux, mais le comportement du Kremlin laisse présager qu'un front plus large aurait pu être très efficace : « Москва угрожаетъ Германии [Moscou menace l'Allemagne] », *Сегодня*, n°267, Riga, 27.09.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1930n267|article:DIVL67|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 29.08.2020]. Voir aussi GIRAULT (R.), « Les relations franco-soviétiques devant la crise économique de 1929 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol.27, n°2, 1980, pp.237-257.

2. L'*Ostpolitik* de Weimar

a. L'Allemagne à la conquête de la Baltique.

Outre la Grande-Bretagne, l'Allemagne fait aussi partie des grandes puissances qui font reposer leur stratégie baltique sur le plan économique. C'est le cas, du moins, si on considère l'Allemagne comme une grande puissance, une question discutable en 1919. En effet, au début de l'Entre-deux-guerres, le « *Kaiserreich* », l'Empire allemand, n'existe plus¹⁷⁴. Quant au traité de Versailles, il confirme la déchéance de l'Allemagne de son rang de grande puissance. Pour aller vite, l'Allemagne est désarmée, diminuée géographiquement¹⁷⁵, elle s'engage à payer de lourdes réparations, et sa marge de manœuvre géopolitique est temporairement paralysée¹⁷⁶. D'un autre côté, en dépit de ce bilan certes catastrophique, l'Allemagne connaît un sort bien meilleur que son ancien allié autrichien¹⁷⁷. Elle reste un grand pays européen, elle conserve d'ailleurs des territoires aujourd'hui polonais (Poméranie orientale, régions de Olsztyn, Kwidzyn, Wrocław et Opole), et son industrie et virtuellement intacte. Par conséquent, si l'Allemagne peut paraître relativement faible à de nombreux égards au début des années 1920, elle n'en est pas moins en mesure de mener une politique économique ambitieuse et efficace dans la Baltique, que John Hiden¹⁷⁸ appelle dans sa thèse *Randstaatenpolitik*.

Cette « politique des États frontaliers » vise à effectuer une profonde pénétration économique allemande dans les pays baltes, et bien-sûr, à exploiter le fameux « tremplin balte ». Comme les Britanniques, les Allemands cherchent à rétablir le commerce avec la Russie par cette voie. Cependant, contrairement aux Britanniques, les intérêts des Allemands

¹⁷⁴ Fin 1918, l'Allemagne consent à instaurer un parlement dans son régime, conformément aux exigences de Wilson. Ils espèrent alors que celui-ci pourrait empêcher une fragmentation de leur nation voulue par la France. Cependant, l'institution d'un Reichstag ne s'avère être que la première étape de la désintégration de l'Empire. La révolution de novembre marque le début de la République de Weimar. D'autres crises, considérées comme faisant partie intégrante de la révolution allemande. L'ordre n'est rétabli en Allemagne qu'après la fin de la révolte spartakiste et la destruction des séparatistes communistes bavarois en 1919. Voir BROUÉ Pierre, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, Les éditions de minuit, 1971.

¹⁷⁵ L'Allemagne perd la Posnanie, la Prusse orientale, une partie de la Haute-Silésie, Dantzig, Klaipėda et sa région. Certains territoires sont perdus par le traité de Versailles, d'autres par référendums locaux. Voir DUROSELLE (J.B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001.

¹⁷⁶ Voir *infra*.

¹⁷⁷ Le grand Empire austro-hongrois est éclaté en sept parties (Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie) dont aucune ne devient une grande puissance, ni même une puissance moyenne.

¹⁷⁸ HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Université de Cambridge, 1987, p.119.

ne se limitent pas au profit. En réalité, Londres fait figure d'exception parmi les quatre grandes puissances qui agissent autour de la Baltique, car Weimar, Paris et Moscou ont toutes des objectifs géopolitiques à défendre. Nous avons placé l'Allemagne dans la catégorie des pays qui optent pour une approche économique dans la Baltique, mais ses motivations sont d'ordre géopolitique avant tout.

Les difficultés auxquelles sont confrontés les Allemands dans la Baltique sont multiples. Faisons-en l'inventaire. En 1919, les cercles politiques allemands sont encore divisés par leurs perceptions de la Baltique¹⁷⁹. Les défenseurs jusqu'au-boutistes du *Baltikum* entrent en contradiction frontale avec les représentants des intérêts économiques. Pour Schneemann¹⁸⁰, l'occupation de la Courlande est une épine dans le pied aux efforts de pénétration commerciale. En effet, cette occupation ne contribue qu'à exacerber la germanophobie lettone déjà très forte. Le 25 septembre, le journal *Сегодня* énumère les auteurs lettons « en camp de concentration¹⁸¹ ». Or la libération de la Courlande n'est déjà qu'une question de temps¹⁸². Schneemann en est convaincu, si l'Allemagne ne prépare pas de terrain favorable dans la Baltique « les portes de la Russie seront fermées, et outre nos échecs militaires et politiques, nous nous retrouverons avec une politique commerciale catastrophique dans la Baltique¹⁸³ ». Lorenz-Meyer¹⁸⁴ prévoit de déployer des réseaux d'hommes d'affaires et de voyageurs sous noms d'emprunt pour contourner la mauvaise image des Allemands¹⁸⁵.

¹⁷⁹ On rappelle qu'une quantité importante de troupes allemandes est stationnée dans les États baltes en 1919. Leur présence, initialement motivée par les Occidentaux pour repousser les Rouges (voir *supra*) commence à poser problème lorsqu'elle se chance en conquête militaire de la Baltique. « The Baltic Provinces », *The Manchester Guardian*, Manchester, 25.06.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476244670/citation/6C4A6828FA4345ADPO/4>>, [Consulté le 15.01.1919].

¹⁸⁰ Membre de la commission de la Trésorerie allemande dans la Baltique en 1919.

¹⁸¹ « Латвия – Списокъ латышей, находящихся въ концентраціонномъ лагерѣ [Lettonie – liste des Lettons se trouvant en camp de concentration] », *Сегодня*, n°10, Riga, 25.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppissue:/p_001_sego1919n10|article:DIVL191|page:3|block:P3_TB00003|issueType:P>, [Consulté le 23.12.2019].

¹⁸² « Латвия – Къ уходу германскихъ войскъ изъ Курлядіи [Lettonie – Vers l'évacuation des soldats allemands de Courlande] », *Сегодня*, n°10, Riga, 25.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppissue:/p_001_sego1919n10|article:DIVL191|page:3|block:P3_TB00003|issueType:P>, [Consulté le 23.12.2019].

¹⁸³ « the door to Russia will be closed and in addition to our military and political failures we shall finish up with a catastrophic trade policy setback in the Baltic ».

HIDEN (J.), *The Baltic States ... op.cit.*, p.70.

¹⁸⁴ Attaché commercial allemand dans la Baltique.

¹⁸⁵ HIDEN (J.), *The Baltic States ... op.cit.*, p.69.

Autre problème majeur : les réformes agraires. Comme nous avons pu l'évoquer en introduction, l'ancien duché de Livonie au cours de l'Entre-deux-guerres est pareil à un territoire colonial en phase de décolonisation. Les *Baltendeutsche* sont les colons initiaux du pays, ceux qui ont féodalisé, découpé et développé le territoire. Par conséquent, l'essentiel des terres (90%¹⁸⁶) appartient à une noblesse allemande de la Baltique que l'on appelle les « barons Baltes ». Les Estoniens et les Lettons, autochtones de la Livonie, affrontent leurs anciens maîtres en 1919, et effectuent leurs propres découpages. Premièrement, le découpage entre Estonie et Lettonie, deuxièmement, le découpage interne entre les citoyens. La réforme agraire est similaire dans les deux pays : les propriétaires (essentiellement allemands) sont dépossédés de leurs terres, lesquelles sont éclatées en une multitude de lopins distribués aux citoyens¹⁸⁷. Les lois de la réforme agraire sont votées en Estonie en octobre 1919 et en Lettonie en septembre 1920¹⁸⁸. Un processus similaire est perpétué en Lituanie vis-à-vis des propriétaires polonais. Nous revenons sur les réformes agraires dans le troisième chapitre. En outre, les Baltes cherchent aussi à se prémunir d'une domination économique de la part de Weimar. L'Estonie instaure un système de licence strict, ne permettant que l'importation de produits de première nécessité. Des restrictions similaires sont adoptées en Lettonie le 12 décembre 1918, et valables jusqu'en 1921¹⁸⁹.

Cela nous amène au troisième type d'obstacle auquel l'Allemagne doit faire face, les contraintes légales. Pour commencer, en raison du traité de Versailles, le rythme de reprise du commerce extérieur allemand est déterminé par son habilité à payer les réparations de guerre aux vainqueurs. Cependant, il y a aussi des clauses plus spécifiques destinées à réduire la capacité de l'Allemagne à commercer. Par exemple, dans ses échanges avec les puissances de l'Entente, les Allemands doivent accorder la clause NPF sans recevoir la réciproque, pour une durée de cinq ans¹⁹⁰. Il est aussi interdit à l'Allemagne de négocier ses tarifs douaniers avec un quelconque partenaire commercial¹⁹¹. Enfin, le traité de Versailles oblige aussi

¹⁸⁶ *Ibid.*, p.36.

¹⁸⁷ « États baltes – La propriété foncière en Lettonie », *Le Temps*, Paris, 09.04.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k244340r>>, [Consulté le 02.02.2020].

¹⁸⁸ GUESLIN (J.), « La France, la naissance des États baltes (Estonie, Lettonie) et le problème de l'influence germanique au début des années vingt », *Nordiques*, Paris : Institut Choiseul ; Caen : Bibliothèque de Caen, Association Norden, 2007, 1, p.4 ([hal-01405401](https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2445246)) [Consulté le 29.01.2020] ; « Lettonie – La réforme agraire et la Constituante », *Le Temps*, Paris, 11.10.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2445246>>, [Consulté le 03.02.2020].

¹⁸⁹ HIDEN (J.), *The Baltic States ... op.cit.*, p.70.

¹⁹⁰ *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.276. <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles10.htm>> [Consulté le 09.09.2020].

¹⁹¹ *Ibid.*, art.268.

l'Allemagne à reconnaître tous les accords signés entre l'Entente et les pays de l'ancien Empire russe¹⁹². Autrement dit, l'Allemagne sera forcée de reconnaître les États baltes *de jure* dès que l'Entente le fera, mais aussi et surtout, elle se trouve dans l'incapacité de signer des pactes avec eux tant que ceux-ci ne sont pas reconnus *de jure*. Les trois principaux obstacles à la mise en place de la politique des États frontaliers sont donc la campagne baltique et toutes ses répercussions, l'opposition des Baltes à une résurgence de l'hégémonie allemande, et les barrières juridiques érigées par Versailles contre le développement commercial de Weimar. Autant de handicaps qui relativisent des avantages sociaux, démographiques et monétaires¹⁹³ intéressants.

¹⁹² *Ibid.*, art.117.

¹⁹³ Pour rappel, il s'agit de la présence de l'*Ostmark* dans la Baltique, et de la dépréciation du mark allemand, ce qui le rend beaucoup plus avantageux que la livre britannique.

b. La « table rase » pour débloquer le commerce germano-balte

Compte tenu de la situation, la seule façon pour l'Allemagne de rétablir un minimum sa puissance commerciale est de conclure des accords commerciaux bilatéraux avec les États baltes incluant la clause NPF et ménageant les droits des *Auslandsdeutsche*. Sur ce point, Weimar décide très tôt de prioriser la Lettonie par rapport aux deux autres pays. En effet, il s'agit du pays le plus intéressant des trois États baltes, pour ses ports, ses infrastructures et son irrigation ferroviaire. Lorenz-Meyer, un des plus précoces défenseurs de la *Randstaatenpolitik*, s'exprime en ce sens. « Si le Reich autorise les plus coûteux exports vers la Lettonie, les avantages des Alliés seraient annulés en un rien de temps¹⁹⁴. »

L'accord provisoire germano-letton, qui sert aussi de traité de paix, est signé dès le 15 juillet 1920 sous le nom officiel de « Accord provisoire de reprise des relations entre Lettonie et Allemagne »¹⁹⁵. Pour contourner l'article 117 du traité de Versailles, l'accord est dit « provisoire » et l'Allemagne s'engage à reconnaître la Lettonie *de jure* une fois que les Occidentaux l'auront fait. L'Allemagne obtient la clause NPF dans l'article 4 de l'accord, mais s'engage aussi à payer des réparations de guerre à la Lettonie¹⁹⁶. L'article 7 confirme un projet de crédit destiné à payer ces réparations. L'article 9 témoigne d'une anticipation sur un prochain accord plus abouti¹⁹⁷. On constate donc que malgré la quantité de réparations dues aux Occidentaux, Weimar consent à reconnaître de nouvelles dettes envers des États tels que la Lettonie car il s'agit d'une condition *sine qua non* de la poursuite de sa politique balte. De toutes façons, reconnaître des dettes et les payer effectivement sont deux choses différentes, et quand bien-même, une partie des réparations devrait profiter aux *Auslandsdeutsche*.

Les négociations reprennent le 21 avril 1921 pour un accord plus approfondi. Les Allemands espèrent deux choses du nouveau traité : la révision du taux de change protectionniste qui désavantage les créanciers allemands, et des concessions sur les réformes

¹⁹⁴ HIDDEN (J.), « The Significance of Latvia: A Forgotten Aspect of Weimar “Ostpolitik” », *The Slavonic and East European Review*, 1975, vol.53, n°132, p.392, « if the Reich permits the most expensive exports to Latvia, the competitive gains of the Allies will be cancelled out in the shortest possible time ».

¹⁹⁵ « Возобновление сношений между Латвией и Германией [Rétablissement des relations entre la Lettonie et l'Allemagne] », *Сегодня*, n°154, Riga, 21.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/p_001_sego1920n154|article:DIVL82|issueType:P>, [Consulté le 03.02.2020].

¹⁹⁶ HIDDEN (J.), *The Significance of Latvia ... loc.cit.*, p.396.

¹⁹⁷ *Ibid.*

agraires¹⁹⁸. De l'autre côté, les Lettons veulent introduire la « clause baltique », selon laquelle les conditions du commerce balte sortiraient du cadre de la clause NPF¹⁹⁹. Les Allemands acceptent rapidement la clause baltique tant que celle-ci n'inclut pas la Pologne. Nous ne nous y attarderons pas ici, mais les États baltes cherchent à former une union politique de large envergure, incluant la Finlande et la Pologne. Or tout projet fédératif entre la Pologne et la Baltique constituerait une terrible entrave à la *Randstaatenpolitik*. L'*Auswärtiges Amt* surveille de près l'évolution du projet baltique et s'attache autant que possible à dissuader les Baltes de tisser toutes formes de liens avec leur grand voisin méridional. Du reste, tant que la Pologne en est exclue, la clause baltique n'est pas gênante pour Weimar car les États baltes ont tous le même profil économique. Autrement dit, avec ou sans système préférentiel, le commerce intra-balte reste quasi-nul. Bien que les conditions du nouvel accord soient rapidement entendues, les Lettons ne veulent pas le signer tant que la question des réparations n'est pas réglée. Les Allemands consentent à payer des réparations couvrant la période du 18 novembre 1918 à la fin de l'été 1919²⁰⁰. Les Lettons cependant, s'appuient sur le traité de Versailles et sur le traité de paix russo-letton de 1920 pour demander des réparations couvrant la totalité de la Grande Guerre²⁰¹. Malgré les désaccords, le traité ayant atteint sa forme finale depuis août 1921, il est finalement signé le 27 mars 1922²⁰². Cela n'empêche pas les Lettons de refuser de le ratifier tant que la question des réparations n'est pas réglée. Les négociations de ces accords témoignent bien du fait que la *Randstaatenpolitik* est à l'œuvre avant Rapallo. En concluant des accords commerciaux, avec une priorité sur la Lettonie, Weimar cherche à dépasser les Britanniques pour profiter aux mieux du tremplin balte. Malheureusement pour les espoirs de Londres comme de Berlin, il devient rapidement évident que la Russie soviétique n'arrive pas à s'exprimer pleinement dans la vie économique balte et son

¹⁹⁸ HIDDEN (J.), *The Significance of Latvia...* *loc.cit.*, p.401.

¹⁹⁹ En d'autres termes, les États baltes pourraient convenir de termes commerciaux très avantageux sans qu'une autre partie ne puisse réclamer les mêmes termes par la clause NPF.

²⁰⁰ HIDDEN (J.), *The Significance of Latvia...* *loc.cit.*, p.407.

²⁰¹ *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.116 <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles4.htm>> ; *Traité de paix entre la Lettonie et la Russie*, signé à Riga le 11.08.1920, entré en vigueur le 04.10.1920, art.10. « [...] De même les droits que pourrait revendiquer la Russie contre des personnalités juridiques ou contre d'autres États sont également transmis à l'État letton dans la mesure où ces droits concernent le territoire letton [...] » <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920riga.htm>>, [Consulté le 07.11.2020].

²⁰² « Латвія – латвійско-германскій договір подписанъ [Lettonie – accord germano-letton signé] », *Сегодня*, n°72, Riga, 29.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1922n72|article:DIVL154|issueType:P>, [Consulté le 31.03.2020].

commerce extérieur. Comme leurs concurrents britanniques, les Allemands décident de recentrer leurs objectifs sur leurs intérêts dans le marché balte en tant que tel.

La valorisation des intérêts allemands dans la Baltique se traduit par un besoin d'évincer la concurrence britannique. Sur le tremplin balte puis sur leur concurrence, Londres et Berlin suivent des schémas miroir dans la région. La différence fondamentale entre les deux réside dans la meilleure capacité d'adaptation des Allemands, elle-même probablement due au fait que la Baltique ne constitue pas un enjeu critique pour les Anglais. Les Allemands se montrent capables de persistance mais aussi de fluidité, là où les Britanniques perdent beaucoup de temps à espérer le développement d'un commerce russe conséquent. Dès l'arrivée de von Maltzan à l'*Auswärtiges Amt* en 1920, Weimar abandonne sa politique de défense acharnée des droits des *Auslandsdeutsche*²⁰³. Lorsque les négociations avec la Lettonie sont dans l'impasse en raison des réparations, l'Allemagne consent à changer son ordre de priorité au profit de l'Estonie qui demande des sommes très inférieures. Le journal *Сегодня* commente en juillet 1921 « De toute évidence, l'Allemagne cherche à créer un transit vers la Russie soviétique à travers les ports estoniens²⁰⁴ ». Cependant Weimar n'abandonne pas l'idée du commerce direct avec la Russie. En marge des négociations de Gênes au printemps 1922, elle signe l'accord de Rapallo avec la Russie soviétique.

Cet accord a été traité mille et une fois dans l'historiographie des relations germano-soviétiques. Son importance est incontestable sur de nombreux points. Par commodité, il est d'ailleurs possible de dire « Rapallo » pour faire référence à des évolutions de la relation germano-soviétique ayant eu lieu en amont ou en aval de l'accord lui-même. Sans nier son importance, de nombreux historiens se sont attachés à démontrer en quoi Rapallo ne saurait incarner un basculement fatal et résolu de l'Allemagne dans la sphère de Moscou, et ainsi, ne saurait assumer la terrible importance que beaucoup d'Occidentaux lui assimilent pendant

²⁰³ La première réaction de l'Allemagne est de combattre frontalement les réformes agraires en soutenant les barons baltes à l'international.

Voir « Nouvelles de l'étranger – Lettonie – Les Baltes contre la loi agraire », *Le Temps*, Paris, 04.05.1921 <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k244365b>> [Consulté le 03.02.2020].

Cette approche est abandonnée face à la faible perspective de succès.

Voir HİDEN (J.), *The Baltic States ... op.cit.*

²⁰⁴ « Очевидно, Германия намѣрена временно направить транзитную торговлю съ Совѣтской Россіей черезъ эстонскіе порты. »

« Къ текущему моменту [En ce moment] », *Сегодня*, n°156, Riga, 14.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/p_001_sego1921n156|article:DIVL140|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020]. Dans la phrase suivante, l'auteur explique voir dans les récents progrès avec la Lettonie la cause du ralentissement des négociations avec Riga. Les Baltes voient donc plus ou moins clair dans le jeu des négociations de Weimar, mais cela ne leur permet pas d'inverser la tendance.

et après cette période²⁰⁵. Pour ce qui nous concerne dans cette partie, Rapallo constitue un tournant car il s'agit d'un traité dans lequel les deux parties renoncent totalement à leurs dettes mutuelles²⁰⁶. Dans le cadre des négociations sur les réparations, l'Estonie demande 250 millions de marks or le 10 juin 1922. L'Allemagne réplique par une contre-revendication et demande à l'Estonie 533 millions de marks-or. La tactique est donc on ne peut plus claire, Weimar veut pousser les Estoniens à renoncer à leurs demandes, et de manière générale, l'Allemagne cherche désormais à promouvoir des accords « à la Rapallo » dans le cadre de sa politique des États frontaliers²⁰⁷.

Tallinn ne consent pas à renoncer à ses revendications. Cependant, faisant toujours preuve de flexibilité, Weimar reporte ses tentatives sur Kaunas qui accepte les termes allemands sur le principe de la table rase²⁰⁸. Cela nous amène donc à une des premières preuves de l'efficacité d'un outil sur lequel nous aurons l'occasion de revenir : les négociations bilatérales. En effet, le comportement de la Lituanie pousse l'Estonie à céder en janvier 1923. Des accords accordant la clause NPF sont signés de part et d'autre en mai (Lituanie) et juin (Estonie) 1923²⁰⁹, reportant finalement la pression sur la Lettonie. Incontestablement, Rapallo est un tournant dans la *Randstaatenpolitik* de Weimar car son modèle permet une véritable percée dans la Baltique. Disposant d'accords commerciaux lui garantissant la clause NPF dans les trois pays baltes, l'Allemagne est en mesure de distancer définitivement son concurrent anglais dans la Baltique. En 1923, environ 50% des importations estoniennes proviennent d'Allemagne contre 19% de Grande-Bretagne ; en Lituanie, les chiffres sont respectivement de 80% et de 5%²¹⁰. En dépit des épreuves,

²⁰⁵ On peut citer sur ce point, entre autres, HIDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.* ; BOURNAZEL (R.), *Rapallo, naissance d'un mythe. La politique de la peur dans la France du Bloc National*, Paris, 1974 ; WERTH (N.), *Histoire de l'Union soviétique : de l'Empire russe à la Communauté des États Indépendants (1900-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008 ; HAIGH (R.H.), MORRIS (D.S.), PETERS (A.R.), *German-Soviet Relations ... op.cit.* ; MORGAN (R.P.), « The Political Significance of German-Soviet Trade Negotiations 1922-5 », *The Historical Journal*, vol.6, n°2, 1963, pp.253-271 ; BUFFET (C.), « L'Allemagne entre L'Est et L'Ouest : les relations germano-soviétiques au prisme de Rapallo », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003, vol.210, n°2, pp.7-18 ; VERNET (D.), « L'Ostpolitik de Weimar à Berlin », *Politique étrangère*, 1994, vol.59, n°1, pp.273-281.

²⁰⁶ *Traité de Rapallo*, signé à Rapallo le 16.04.1922, entré en vigueur le 31.01.1923, art.1.

²⁰⁷ HIDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.*, p.125.

²⁰⁸ La Lituanie est par ailleurs reconnaissante à l'Allemagne de ne pas s'opposer à ses revendications sur Klaipėda.

²⁰⁹ « Къ текущему моменту – торговый договоръ между Эстонией и Германіей [En ce moment – l'accord commercial entre l'Estonie et l'Allemagne] », *Сегодня*, n°135, Riga, 28.06.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n135|article:DIVL126|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020] ; HIDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.*, p.128.

²¹⁰ Voir les annexes 2 et 3 sur les importations et exportations baltes.

l'Allemagne parvient donc à mener une efficace politique économique dans les États frontaliers. Contrairement à Londres qui tend à relativiser l'intérêt de la Baltique au cours des années 1920, l'Allemagne cherche d'autant plus d'en faire une tête de pont pour ses ambitions russes. Adolf Köster, envoyé allemand à Riga à partir de 1923 en témoigne :

[...] l'attitude allemande envers la question des États frontaliers ne fait plus l'objet d'aucun doute. Nous avons des intérêts exceptionnellement forts dans les États frontaliers, qui sont d'excellents acheteurs de nos biens. Nous avons un débouché économique dans les États frontaliers pour exploiter le marché russe. Politiquement, nous avons le plus grand intérêt à ce que les États baltes restent loin de conclure une alliance avec la Pologne²¹¹.

Malgré l'enthousiasme de Köster pour ce fameux commerce russe, le problème reste entier. Or ce problème, c'est que le tremplin balte est inopérant, principalement parce que les trois États ont peur de Moscou. La tension qui pèse sur l'Europe de l'Est a d'ailleurs contribué à la consolidation du projet baltique, qui prend une dimension inquiétante avec les accords de Varsovie de mars 1922²¹². Pour faire fonctionner la stratégie allemande, il faut donc changer d'échelle d'action, adopter une approche plus mixte (économique et politique), et trouver un moyen de desserrer les liens de l'union baltique en construction. Fort heureusement, celle-ci montre toujours des signes de faiblesse : le parlement finlandais refuse la ratification des accords de Varsovie en mai 1922²¹³.

²¹¹ « [...] the German attitude to the border states problem can no longer be in any doubt. We have an exceptionally strong interest in the border states, who are excellent buyers of our goods. We have in the border states an economic outpost for exploiting the Russian market. Politically, we have the greatest interest in the Baltic states keeping away from an alliance with Poland. »

HIDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.*, p.134.

²¹² « Результаты Варшавской конференции [Résultats de la conférence de Varsovie] », *Сегодня*, n°62, Riga, 17.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1922n62|article:DIVL26|issueType:P>, [Consulté le 30.03.2020].

²¹³ « Baltic States Convention – Finland's Declaration », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.09.1922, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476649079/citation/13BC72F71608471DPQ/2>>, [Consulté le 04.02.2020].

c. De la Randstaatenpolitik à l'Ostpolitik

Pour que le tremplin balte fonctionne, il faut que les relations se détendent entre les Baltes et les Soviétiques. Or pour que cela soit possible, il faut écarter les Baltes de la Pologne, et couper le cordon sanitaire. Ainsi que le remarque très justement John Hiden, les objectifs économiques et politiques de l'Allemagne convergent de plus en plus. Tout le contraire de la Grande-Bretagne qui rechigne à assumer des responsabilités politiques dans la région, freinant son propre potentiel commercial²¹⁴. En réalité, si les objectifs économiques allemands sont autant en phase avec les objectifs politiques, c'est parce que les premiers sont totalement inféodés aux seconds. Or l'objectif profond de Weimar se résume en un mot : le révisionnisme. C'est l'unique aspiration à long terme de toute politique allemande. L'ensemble des stratégies allemandes sont des étapes intermédiaires, poursuivies pour le bien de cet ultime objectif. Ce qui rend l'économie centrale dans la politique allemande de l'Entre-deux-guerres, c'est que la nouvelle Allemagne est désarmée. Elle se repose donc sur son principal atout pour trouver une nouvelle façon de s'imposer en Europe²¹⁵. Ernst Schmitt, le chef de la délégation allemande à Versailles en 1919, témoigne de ce qu'un tel constat a été fait dès les premiers instants :

Une fois que nous aurons mis fin à la présente paralysie de notre économie, la démographie et le zèle allemands deviendront si forts [souligné dans l'original] que dans des conditions plus ou moins équitables, nous [...] aurons le dessus dans la compétition économique avec les autres nations, ou du moins avec celles de ce continent²¹⁶.

Pour reprendre les termes de Anthony Heywood et David Cameron, « l'utilisation délibérée de la puissance économique allemande comme instrument de politique étrangère²¹⁷ » devient le cœur de la nouvelle stratégie. C'est donc dans ce cadre général qu'il faut placer la politique des États frontaliers abordée précédemment. Celle-ci s'imbrique au sein de la politique

²¹⁴ HIDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.*, p.114-115.

²¹⁵ Bien évidemment, l'industrie est un des piliers de la puissance de Berlin depuis le XIXe siècle. Il s'agit donc d'une innovation dans le sens où la puissance économique allemande est désormais utilisée comme un instrument géopolitique à part entière.

²¹⁶ « Namely once we have overcome the present paralysis of our economy, German manpower and German industriousness will become so strong that under more or less equal conditions, we must [...] gain the upper hand in the economic competition with other nations, or at least with those nations on the continent ».

HEYWOOD (A.) CAMERON (D.), « Germany, Russia and Locarno: The German-Soviet Trade Treaty of 12 October 1925 », dans JOHNSON (G.), *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, Londres, 2004, pp.84-100, p.85. <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>>, [Consulté le 29.09.2020].

²¹⁷ « the conscious use of German economic might as an instrument of foreign policy ».

Ibid.

orientale, elle-même coordonnée avec la politique occidentale, qui sont les deux aspects de la politique étrangère de Weimar²¹⁸.

Revenons au commerce russe, qui nous l'avons dit, n'est pas satisfaisant pour Weimar en 1923. On comprend désormais que s'il pouvait retrouver sa vigueur d'avant-guerre, il contribuerait à renverser le rapport de force en Europe au profit de l'Allemagne. Puisque le tremplin balte est censé être opérationnel depuis 1921, il convient de s'attaquer aux racines du problème : la source des flux. Autrement dit, il faut un accord commercial direct avec la Russie soviétique, quitte à effectivement faire transiter le commerce par les États baltes dans la pratique. « L'accord commercial devait faire partie intégrante de la politique extérieure globale révisionniste de Berlin²¹⁹ ». En septembre 1922, Brockdorff-Rantzau²²⁰ initie l'idée d'un accord pour compléter Rapallo²²¹. Il s'agit là du début d'un travail de longue haleine qui n'aboutit qu'en 1925. Cherchant à obtenir une liberté d'action en Russie et à négocier des entorses au monopole d'État²²², les Allemands se heurtent à un mur. En raison de l'évolution de la *Westpolitik* en 1925²²³, Stresemann décide de signer l'accord le 12 octobre 1925 sur les conditions que les deux parties peuvent accepter. Le niveau des échanges connaît une croissance incontestable suite à cet accord, en particulier pour ce qui est des exportations allemandes dont le chiffre se multiplie par 2,5 entre 1924 et 1925. La hausse des échanges est durable, elle ne connaît pas de rechute et continue même sa croissance jusque dans le troisième quart des années 1920²²⁴. Cela est dû à un effort prolongé de la part de l'Allemagne, qui agit non plus seulement dans les États frontaliers et sa relation avec Moscou, mais qui mène une *Ostpolitik* à l'échelle de l'Europe de l'Est, destinée à fluidifier les échanges. L'accord commercial de 1925 avec Moscou est suivi du traité de Berlin le 24 avril 1926²²⁵,

²¹⁸ La *Westpolitik* œuvre à améliorer les relations de Weimar avec l'Ouest, principalement pour réduire la pression qu'elle subit. L'*Ostpolitik* œuvre à la révision du système de Versailles à l'Est. L'une et l'autre sont complémentaires, bien qu'il soit parfois nécessaire de prioriser la *Westpolitik* selon l'état des relations internationales.

²¹⁹ « the trade treaty was to serve as an integral part of Berlin's overall revisionist foreign policy ».

HEYWOOD (A.), CAMERON (D.), « Germany, Russia and Locarno ... *loc.cit.* ».

²²⁰ Envoyé allemand à Moscou et ancien ministre des Affaires Étrangères.

²²¹ MORGAN (R.P.), *The Political Significance ... loc.cit.*, p.256.

²²² L'URSS pratique un monopole d'État sur le commerce extérieur. Cela permet aux Russes de contrôler toutes les exportations de ressources, mais interdit aussi toute négociation de privé à privé, ce qui leur confère une ascendance considérable.

²²³ Voir *infra*.

²²⁴ Voir les annexes 4 et 5, sur les échanges germano-soviétiques.

²²⁵ « Подписание сов.-германскаго договора – въ началѣ будущей недѣли [Signature de l'accord germano-soviétique au début de la semaine prochaine] », *Сегодня*, n°90, Riga, 24.04.1926, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1926n090|article:DIVL41|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 26.04.2020].

de nature principalement politique. Par ailleurs, Stresemann cherche à provoquer une détente à l'Est pour avorter le projet baltique et ainsi isoler définitivement la Pologne. Sur la suggestion de Köster, Stresemann propose une double garantie germano-soviétique de l'indépendance des pays baltes en avril 1925. Le Letton Meierovics puis l'Estonien Pusta révisent favorablement leur opinion de l'Allemagne, suite à quoi, la mort accidentelle de Meierovics en août 1922 tue ce qu'il restait de volonté de créer une union baltique²²⁶. Pourtant, Stresemann renonce à mettre en œuvre cette fameuse garantie des États baltes, probablement pour ne pas mettre en péril sa détente avec la France selon Hiden²²⁷. Quoi qu'il en soit, ses efforts de 1925 en Europe de l'Est s'avèrent suffisants pour disqualifier le logiciel de Varsovie. L'accord commercial définitif germano-letton est signé le 28 juin 1926, réglant définitivement la question des réparations²²⁸. D'autre part, des négociations soviéto-lettones sont initiées. Si Riga ne parvient pas à obtenir ce qu'elle voulait, notamment une garantie d'indépendance de la part de Moscou, un accord commercial est signé en juin 1927²²⁹. De toute évidence, le cordon sanitaire est définitivement rompu : la Baltique et en particulier la Lettonie, dans la deuxième moitié des années 1920, forme un véritable pont entre Berlin et Moscou.

Après avoir insisté sur l'échec de Londres vis-à-vis du *Russian Trade*, il serait quelque peu trompeur de présenter ainsi le succès de Weimar sans faire mention du terrible prix à payer pour le contact avec les Soviétiques : la prolifération des activités séditionnelles. Les échos de la délétère influence communiste sur l'ordre public allemand ne passent pas inaperçus, y compris dans la Baltique. En 1928 par exemple, le journal letton *Сегодня* relaie non sans indignation les nouvelles de la presse allemande « Moscou honore les putschistes allemands »²³⁰. Douze communistes allemands condamnés pour leur participation à des tentatives de putsch, ont été accueillis et honorés à Moscou, avant d'être envoyés dans les stations balnéaires du Nord-Caucase « pour compenser les dégâts à leur santé subis dans les prisons capitalistes²³¹ ». En réalité, les Allemands sont obligés de fermer les yeux sur les

²²⁶ HIDEN (J.), *The Baltic States ... op.cit.*, p.156-157.

²²⁷ *Ibid.*, p.160.

²²⁸ « Подписанъ латвійско-германскій торговый договоръ [Accord commercial germano-letton signé] », *Сегодня*, n°139, Riga, 29.06.1926, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1926n139|article:DIVL15|issueType:P>>, [Consulté le 26.03.2020].

²²⁹ HIDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.*, p.163.

²³⁰ « Москва чествуетъ германскихъ пучкистовъ. [Moscou honore les putschistes allemands] », *Сегодня*, n°89, Riga, 01.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1928n089|article:DIVL10|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.2020].

²³¹ « для поправленія разстроенаго въ капиталистическихъ тюрьмахъ здоровья ».

Ibid.

exactions des Rouges. Pour les Britanniques, *a fortiori* puisque les échanges sont dérisoires dans les années 1920, le jeu n'en vaut pas la chandelle. À l'inverse, puisque la nouvelle politique allemande repose sur l'hégémonie économique, et que le marché russe ne saurait être remplacé par un autre, Weimar accepte le versant négatif de son rapprochement avec Moscou. En 1923 par exemple, bien qu'un certain Petrov, membre de l'ambassade soviétique à Berlin, soit clairement identifié comme vendeur d'armes aux révolutionnaires, aucune mesure n'est prise contre lui. Le 27 décembre 1923, Éric Wallroth rappelle à Brockdorf-Rantzau la position de la Wilhelmstrasse.

Bien sûr nous devons éviter autant que possible, dans les intérêts de l'Allemagne, toute aggravation susceptible de conduire à une rupture [...] Car ce serait un virage étrange dans notre politique russe, si précautionneusement et laborieusement établie au fil des ans, si l'Allemagne rompait les relations précisément au moment où Tchitchérine aimerait si possible franchir la scène pour rejoindre Mussolini d'un côté, et Poincaré de l'autre²³².

Dans la Baltique non plus, Weimar ne s'oppose pas à l'activité séditeuse des Soviétiques, même après la tentative de putsch en Estonie de 1924²³³. Évidemment, l'Allemagne perdrait beaucoup à voir un gouvernement communiste prendre le pouvoir sur place, mais la réussite de son vaste projet implique de tels risques. Ce n'est qu'au tournant des années 1930 que le vent commence à tourner, alors que la relation germano-soviétique entre dans une nouvelle phase d'interdépendance mutuelle, mais aussi et surtout que la capacité de nuisance des Soviétiques atteint un point critique²³⁴. En août 1931, parmi les experts industriels soviétiques envoyés dans les usines allemandes « la moitié [...] est constituée d'agents expérimentés de la Tchéka²³⁵ ». Des détachements de bolchéviques perpétuent des meurtres de policiers en Allemagne, mais pas uniquement. Selon les données officielles, de janvier à août 1931, 54 membres de partis politiques [autres que le parti communiste] ont été tués²³⁶. Le ministre de l'intérieur Wirth exprime alors le besoin de réagir.

²³² « Of course we must avoid as far as possible in Germany's interests, any aggravation of the situation which might lead to a breach... For it would be an odd development in our Russian policy, so carefully and laboriously built up over the years, if Germany broke off relations precisely at the moment when Chicherin would like if possible to step across the stage with Mussolini in one arm et Poincaré on the other ».

MORGAN (R.P.), « The Political Significance ... *loc.cit.* », p.258.

²³³ HIDDEN (J.) *The Baltic States ... op.cit.*, p.145.

²³⁴ Nous revenons sur l'évolution de la relation germano-soviétique dans le deuxième chapitre de ce mémoire.

²³⁵ « Половина командированных спецовъ состояла изъ испытанныхъ агентовъ чеки ».

СПЕЦЪ, « Какъ Москва организуетъ кровавый терроръ въ Германіи. [Comment Moscou organise une terreur sanglante en Allemagne] », *Сегодня*, n°232, Riga, 23.08.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:sego1931n232|article:DIVL75|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

²³⁶ *Ibid.*

Il est nécessaire d'en finir fermement avec la tactique des demi-mesures et de la défense. Il faut passer à des mesures offensives et des activités décisives, qui doivent frapper chez les terroristes et les partis créant cette terreur, pour chasser tout désir de poursuivre les activités criminelles²³⁷.

Le ministre de la Défense du Reich, Wilhelm Groener, demande à repenser enfin la nature des relations avec Moscou, et de cesser de « jouer à cache-cache²³⁸ ». « Le Komintern organise une terreur sanglante en Allemagne. Ne soyons pas naïfs au point de penser que Moscou n'est pas responsable dans les agissements de sa progéniture²³⁹ ».

²³⁷ « Необходимо рѣзко покончить съ тактикой полумѣръ и обороны. Нужно перейти къ наступательнымъ дѣйствіямъ и провести рядъ рѣшительныхъ мѣропріятій, которые должны отбить у террористовъ и партіи, создающей этотъ терроръ, всякую охоту продолжать свою преступную дѣятельность ».

Ibid.

²³⁸ « Довольно играть в прятки ».

Ibid.

²³⁹ « Коминтернъ организуетъ въ Германіи кровавый терроръ. Нельзя же считать насъ такими наивными и продолжать увѣрять, что Москва не отвѣтственна за дѣйствія ея детища ».

Ibid.

d. L'évolution du commerce germano-balte

Nous avons pu constater deux choses concernant les années 1920 : premièrement, Allemands et Anglais diagnostiquent initialement les mêmes intérêts et les mêmes perspectives de développement que la Baltique peut offrir. Cependant, et c'est le second point, cet espace ne prend pas la même place dans les intérêts généraux des Britanniques que des Allemands. Par conséquent, lorsque les deux parties entrent en concurrence, chacune l'emporte sur les secteurs qui lui sont les plus cruciaux : les Anglais saisissent le haut secteur financier ainsi que le bois et le lin. Les Allemands se saisissent des débouchés du marché balte, du beurre et des œufs, tout en articulant leurs intérêts économiques et politiques en Europe de l'Est. Évidemment, Allemagne et Grande-Bretagne importent et exportent dans la Baltique. On pourrait même schématiser et dire qu'elles vendent les mêmes machines et achètent les mêmes ressources, la seule différence résidant dans les proportions. L'une et l'autre investissent aussi dans la Baltique. Cependant, les tendances qui se dessinent sont plutôt celle de l'acheteur distant pour Londres, et celle du colonisateur économique intrusif pour Weimar. Ces considérations étant parfaitement valables pour les années 1930, nous avons opté pour plus de détail sur les années 1920. En effet, il s'agit de la mise en place et de la consolidation des deux approches. Nous avons vu quels étaient les objectifs de Londres et de Weimar, à quelles difficultés ils ont été confrontés, nous avons vu leurs échecs et leurs réussites. Ainsi, nous comprenons le pourquoi de leurs politiques, mais aussi, nous connaissons l'état d'esprit de leurs acteurs. Les années 1930 connaissent moins de bouleversements pour les Allemands que pour les Britanniques. Berlin garde sa supériorité dans le marché local. À partir de 1933, le ralentissement des échanges germano-soviétiques permet un nouvel essor du commerce germano-balte, nous aurons l'occasion d'y revenir²⁴⁰.

²⁴⁰ Voir *infra*, chapitre V.

Conclusion de chapitre

Assurément, les péripéties britanniques dans la région baltique sont au cours des années 1920, autant marquées par les échecs que par les succès. Incomparablement plus que l'Allemagne ou l'URSS, le Royaume-Uni bénéficie d'une bonne popularité auprès des petits États grâce à une politique bienveillante à leur égard adoptée précocement. Certes, en abandonnant le parti de la contre-révolution en Russie et en apportant une aide aux mouvements nationalistes baltes, Londres se met en bonne position pour exploiter au mieux les opportunités commerciales. Toutefois, après cette prise de position savamment exploitée, la Grande-Bretagne se refuse définitivement à toute implication non-économique en Europe orientale. Malgré une certaine déception de la part des Baltes, en particulier des Estoniens, la popularité du Royaume-Uni reste supérieure, sans commune mesure, à celles de ses rivaux allemands et soviétiques. Néanmoins, alléchés par des perspectives surestimées de « tremplin balte » pour le transit commercial soviétique, les commerçants britanniques misent sur le mauvais cheval. Au terme d'une relation décevante et préjudiciable avec la Russie révolutionnaire, les intérêts de Londres se recentrent sur le plus modeste marché balte en lui-même. La concurrence avec les Allemands s'avère très rude sur le plan commercial comme financier, mais la Grande-Bretagne s'impose comme le deuxième partenaire des États baltes. Saisissant de nouvelles opportunités au cours des années 1930, toujours sans infléchir leur neutralité politique, les Britanniques rencontrent davantage de succès. Les échanges avec les pays baltes sont décuplés, et même le commerce soviétique redevient possible. Sur le long terme donc, et jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, l'entreprise de Londres dans l'espace baltique oriental finit par porter ses fruits.

L'Allemagne quant à elle, fait preuve d'une bien meilleure appréciation de la situation, parvenant à exploiter le tremplin balte et à profiter du contact avec Moscou de façon plus avantageuse que Londres. Certes sujette à une mauvaise image dans l'opinion publique balte, en particulier lettone, Weimar sait jouer à la fois de son importance économique que d'une habile négociation bilatérale pour se rendre indispensable auprès des petits États. Enfin, l'Allemagne se différencie de la Grande-Bretagne de part ses vues à long terme éminemment politiques. Faisant preuve d'une très bonne gestion et harmonisation de ses objectifs, Weimar organise sa politique extérieure selon un système pyramidal dans lequel toutes les stratégies sont menées à une certaine échelle ; chaque objectif étant nécessaire mais aussi inféodé à la

réussite de ceux de l'échelle supérieure. La politique des États frontaliers, l'*Ostpolitik*, la *Westpolitik*, tout s'articule pour le bien d'un unique objectif : la révision du traité de Versailles et l'épanouissement de la puissance allemande. Privé d'armée et limité par le traité de Versailles, le Reich fait reposer sa politique étrangère sur son potentiel économique hors normes qui faisait déjà sa force avant-guerre. Sa bonne hiérarchisation des objectifs lui permet de rencontrer plusieurs succès. Sans aucun doute, l'Allemagne des années 1920 mène la politique la plus efficace parmi toutes les grandes puissances impliquées dans le jeu baltique.

Chapitre II – L’approche diplomatique

Introduction de chapitre

Ne disposant pas d’atouts économiques comparables à ceux de Weimar et Londres, ou n’ayant tout simplement pas de véritables intérêts économiques à défendre dans la Baltique, Paris et Moscou placent leurs pions en suivant un processus essentiellement diplomatique. Dans ce chapitre, nous verrons comment se définissent les objectifs du Kremlin, et en quoi ils s’avèrent converger avec ceux de Weimar. Nous aborderons également les motifs de l’intérêt français en Europe orientale, et pourquoi Paris ne peut compter sur Londres pour l’aider à défendre ses positions.

1. Le Kremlin et la Baltique dans les années 1920

a. L'empire soviétique

En 1919, la grande Russie impériale n'existe plus. Le pouvoir a été balayé par une république, elle-même détruite par un putsch communiste en fin d'année 1917. Le régime qui s'impose alors en Russie constitue indubitablement une fracture avec l'ancien ordre impérial. Les décrets de Lénine, promulgués dès novembre 1917, illustrent les grandes lignes d'orientation du nouveau pouvoir. Ils annoncent de grands progrès, l'ère du communisme et de la liberté ; y compris la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes :

Si une quelconque nation est contenue dans les frontières d'un État donné par la force, si contrairement à son souhait – peu importe qu'il soit exprimé dans la presse, dans les assemblées populaires, dans les décisions des partis ou dans les soulèvements et les révoltes contre l'oppression de l'État – elle n'a pas droit à des élections libres et au retrait complet des soldats de la nation voulant son rattachement [...] pour décider sans la moindre contrainte de sa forme d'existence gouvernementale, alors son rattachement est une annexion, c'est-à-dire une conquête et une violence²⁴¹.

L'ancienne et la nouvelle Russie s'affrontent au cours de la guerre civile, entre 1917 et 1921²⁴². Les Bolchéviques refaçonnent le pays selon leurs concepts idéologiques : nationalisation des terres et des moyens de production, étatsisme économique²⁴³, centralisation, *prodrazviorstka*²⁴⁴, suppression de la monnaie²⁴⁵. Dès 1920, les Rouges prennent le dessus sur la contre-révolution. Le 30 décembre 1922, aux dernières heures de la guerre civile, la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (RSFSR) fusionne

²⁴¹ « Если какая бы то ни была нація удерживается въ границахъ даннаго государства насиліемъ, если ей, вопреки выраженному съ ея стороны желанію – все равно, выражено ли это желаніе в печати, въ народныхъ собраніяхъ, въ рѣшеніяхъ партій или возмущеніяхъ и возстаніяхъ противъ національнаго гнета – не представляется права свободнымъ голосованіемъ, при полномъ выводѣ войска присоединяющей [...] нации, рѣшить безъ малѣйшаго принужденія вопросъ о формахъ государственнаго существованія этой нации, то присоединеніе ея является аннексией, т. е. захватомъ и насиліемъ ».

LÉNINE (V.), *Décret sur la paix*, 1917, voir annexe 9.

²⁴² Les dates classiques utilisées pour délimiter la guerre civile russe sont plus larges, mais l'affrontement entre les Rouges et les Blancs est globalement terminé après 1921. Passé ce cap, les bolchéviques cherchent à consolider leur autorité sur l'ensemble du territoire face au « mouvement vert », ce qui constitue un autre sujet.

²⁴³ Le ВСНХ (VSNKH) ou Conseil Suprême de l'Économie Populaire est créé dès le 15 décembre 1917.

²⁴⁴ Abréviation de *продовольственная развёрстка* littéralement répartition de la production, il s'agit d'un système de collectivisation des biens par réquisition aux producteurs, puis redistribution globale.

²⁴⁵ La politique du communisme de guerre est intenable, elle prend fin avec le début de la NEP en 1922. Certaines mesures sont abandonnées mais le communisme reste évidemment au cœur de la doctrine politique soviétique. Voir NOVE Alec, *An Economic History of the USSR: 1917-1991*, Londres, Penguin Books, 1992, p.79-81.

avec les autres « RSS » pour former l'URSS²⁴⁶. Ses frontières recourent en grande partie celles de l'ancien Empire (sauf à l'Ouest), mais au prix du concept de l'État-nation. À travers l'URSS, on ne parle plus du pays des Russes²⁴⁷, mais du pays des Soviétiques et du communisme²⁴⁸. Le changement de régime n'a d'ailleurs pas que des conséquences internes. La politique extérieure du pays est elle aussi, complètement refondue. En réalité, le régime soviétique ne reconnaît même pas la Russie impériale. Lorsque la France et la Grande-Bretagne demandent le paiement des dettes russes à la conférence de Gênes en 1922²⁴⁹, la RSFSR ne reconnaît pas lesdites dettes. Certes, la Russie avait des dettes envers Paris et Londres, mais la RSFSR n'est pas la Russie. C'est une république communiste et soviétique, un État prolétarien qui n'a rien à voir avec les pays bourgeois, et qui n'a donc, aucun rapport avec la « Russie ». Évidemment, tout cela n'est que pure propagande soviétique, et il convient de comprendre que les communistes ont tout intérêt à amplifier la réalité de la mutation de leur pays²⁵⁰.

Sans aucun doute, il y a bien un changement majeur, de régime et de valeurs, entre Saint-Petersbourg et Moscou, entre la Russie des tsars et la Russie rouge. Certes, ce changement a une importance fondamentale, mais il existe aussi des continuités entre les deux, qui pèsent tout autant et peut-être même davantage. Dès les premières heures du communisme de guerre²⁵¹, les Soviétiques renouent avec les pratiques autoritaires du tsarisme pour ne pas exploser en une infinité de courants anarchistes qui n'auraient profité aucunement au parti bolchévique. Le journal *Сегодня* donne le témoignage suivant en septembre 1919 :

Le changement de la politique des communistes ces derniers temps a joué un grand rôle dans la réduction des tendances anarchistes dans les masses populaires, [les communistes] réalisant que leurs slogans et sermons les conduiraient rapidement à un effondrement général, et par la même occasion, à la mort de leur pouvoir. Ils ont remarquablement changé de front, instaurant la discipline d'ancien régime dans l'armée rouge, retirant la direction des usines des comités de

²⁴⁶ PIERRE (A.), « La nouvelle Fédération russe S.S.S.R. », *L'Europe Nouvelle*, n°5, 03.02.1923, p.145, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454707x>>, [Consulté le 20.11.2020].

²⁴⁷ En réalité tout le monde en Europe se réfère à la Russie lorsque l'acronyme « URSS » est employé, et même on constate pendant très longtemps que le terme le plus utilisé reste « Russie ». Cependant, bien que personne n'adhère à cette vision, l'URSS se considère bel et bien comme une pyramide de nations dont le sommet ne serait plus la Russie mais le communisme et ses idéaux.

²⁴⁸ Soviet (*совет*) signifie conseil/assemblée en russe. Le nouvel État définit son identité non plus par rapport à ce qui fait la Russie, mais par rapport à ce qui fait le communisme. Théoriquement, les Russes ne sont plus qu'un composant d'une large union de peuples rassemblés par l'idéologie.

²⁴⁹ Voir *supra*, chapitre I.

²⁵⁰ Nous ne nierons cependant pas que la scission entre État bourgeois et État prolétarien ait une importance fondamentale dans l'idéologie marxiste-léniniste.

Voir notamment NEMO (P.), *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, Presses Universitaires de France, Quadrige, Paris, 2002, pp.959-961.

²⁵¹ Cette appellation fait référence à la Russie soviétique pendant la guerre civile.

travailleurs pour la donner à des commissaires nommés parmi les anciens industriels, directeurs, etc...²⁵²

Outre une continuité dans les pratiques autoritaires du pouvoir, il est possible de voir une continuité géopolitique entre l'ancienne et la nouvelle Russie. Forcément, la Russie devenue soviétique occupe toujours la même place dans le monde, et ses intérêts sont toujours conditionnés par les mêmes facteurs de politique internationale. D'ailleurs, les acteurs de la diplomatie soviétique en sont parfaitement conscients. Litvinov lui-même déclare à Robert Coulondre qu'il espère que les diplomates de toutes nations sauront garder la « raison d'État » au-dessus des considérations idéologiques²⁵³. Une autre forte survivance de l'ancien Empire est la politique de « russification », poursuivie par l'État soviétique, et dont l'expression la plus extrême sous Staline est probablement supérieure à celle du temps de Nicolas II. L'ambassadeur Robert Coulondre rédige un rapport à ce sujet en février 1937²⁵⁴. Reprenant la politique de colonisation impériale en usage depuis Ivan « le Terrible », nous dit M. Coulondre, Staline envoie des milliers de Russes en Sibérie et en Extrême-Orient. Pour ce qui est des minorités ethniques réparties de part et d'autre des frontières, elles subissent des déportations massives vers l'intérieur du pays. Par exemple, les Caréliens, proches des Finnois, sont déportés massivement sur les rives de la Volga²⁵⁵. Les Ukrainiens occidentaux, proches des territoires ukrainiens polonais, ont subi des déportations vers le cercle polaire, même chose pour les quelques Lettons qui vivent au-delà de leurs frontières. Les strates les plus élevées de la société sont complètement « nettoyées » des éléments allogènes²⁵⁶. On peut citer les Juifs, particulièrement influents et nombreux dans les cercles communistes les plus élevés. Or aujourd'hui, nous dit M. Coulondre, même « l'esprit le moins prévenu constate l'élimination progressive des Juifs du gouvernement d'abord, de l'administration ensuite²⁵⁷ [...] ». Coulondre conclut ainsi : « À travers ces faits complexes, semble donc bien percer une volonté déterminée d'arriver coûte que coûte à la transformation de l'Union soviétique en un État national, au profit de la race dominante²⁵⁸. »

²⁵² ПОЛЯКОВЪ (Б.), « Характеръ сильной власти [Caractéristique d'un État fort] », *Сегодня*, n°10, Riga, 25.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1919n10/article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 23.12.2019].

²⁵³ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, dépêche diplomatique de M. Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, 28.11.1936, n°60, D n°365, pp.81-82.

²⁵⁴ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, dépêche diplomatique de M. Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, 07.02.1937, n°412, D n°28, pp.713-715.

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ *Ibid.*

²⁵⁸ *Ibid.*

Quel que puisse être le discours idéologique, l'URSS est autant le pays du communisme qu'une résurgence nationaliste de la Russie. La politique soviétique dans la Baltique est fortement marquée par les efforts du Kremlin à concilier ces deux identités. En résulte une curieuse articulation entre les idéaux communistes et les intérêts nationaux d'un Empire sous-jacent qui continue de vivre sous couvert du nouveau régime. L'historien russe Constantin Constantinovitch Houdoleï, au sujet de la politique extérieure de Moscou, s'exprime en ces termes :

Dans la politique étrangère de l'État soviétique [...], ont toujours existé deux tendances : l'une est l'aspiration à la révolution socialiste mondiale, ou comme on dit plus tard, le passage du capitalisme au socialisme et au communisme à échelle mondiale, l'autre est une aspiration impériale, en partie héritée du tsarisme. Selon les périodes, l'une ou l'autre ont été portées au premier plan, mais aucune n'était totalement évincée²⁵⁹.

Staline, à travers sa doctrine du « socialisme dans un seul pays » représente le versant le plus impérial de la politique étrangère soviétique. Au contraire, les défenseurs de la doctrine de « révolution permanente » tels Trotski penchent vers une plus grande influence idéologique du communisme en lui-même²⁶⁰. À ce sujet, si comme le dit Robert Coulondre, le messianisme juif porte en lui une tendance internationaliste²⁶¹, il est possible que Staline voie dans la révolution permanente la marque d'une pensée juive opposée à la sienne.

Quoi qu'il en soit, le rapport de la Russie soviétique à la Baltique au cours de l'Entre-deux-guerres est profondément lié à ces considérations. Dès le début de notre période, Moscou mène une double politique envers les États baltes. L'une est fondamentalement révolutionnaire communiste, l'autre est impérialiste. En réalité, les deux approches sont concurrentes, mais le Kremlin adopte toujours un degré de synthèse entre les deux. Dans tous les cas, ces politiques convergent vers un invariable horizon : l'annexion pure et simple des États baltes. Si les intérêts de Londres dans la région sont d'ordre économique ; si les intérêts

²⁵⁹ « Во внешней политике советского государство постоянно [...] присутствовало две тенденции: одна – это стремление к мировой социалистической революции или, как стали говорить позднее, переходу от капитализма к социализму и коммунизму во всемирном масштабе, вторая – имперская, частично унаследованная от царизма. В различные периоды на первый план выходила то одна, то другая, но ни одна из них полностью не исчезла ».

ХУДОЛЕЙ (К.), «Балтийский нейтралитет и советский фактор в 1920-1930-е годы [La neutralité balte et le facteur soviétique dans les années 1920-1930]», *Вестник Санкт-Петербургского Университета*, 2012, vol.6, no3, p.92.

²⁶⁰ L'opposition entre Trotski et Staline sur cette question est réelle, bien qu'il semble que la propension révolutionnaire de Trotski ait été exagérée par la propagande stalinienne. Comme le relève Nicolas Werth, Trotski s'oppose parfois à soutenir la révolution, pour le bien de l'URSS, comme en Chine en 1926. Voir WERTH (N.), *Histoire de l'Union soviétique : de l'Empire russe à la Communauté des États Indépendants (1900-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

²⁶¹ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, dépêche diplomatique de M. Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, 7 février 1937, n°412, D n°28, pp.713-715.

de Weimar sont liés à une vengeance vis-à-vis de la France ; les ambitions de Moscou dans la Baltique reposent sur les États baltes eux-mêmes et leur conquête, d'une manière ou d'une autre. D'une certaine façon, la Russie, même soviétique, ne tolère pas que la Baltique lui échappe, elle se considère amputée par cette perte.

b. De la révolution permanente à l'impérialisme

L'ambivalence de l'URSS se manifeste par la concurrence entre deux doctrines formant les deux faces de la politique soviétique dans la Baltique. La première est celle de la révolution, qui reste prépondérante jusqu'en 1925. À l'origine, pendant les combats de 1919, les Rouges perçoivent la Baltique comme un verrou. En effet, la position stratégique des provinces baltiques en fait aussi bien un tremplin économique pour les Allemands et Anglais qu'un tremplin idéologique pour les Soviétiques. Alors que l'Europe centrale d'après-guerre est spasmée d'insurrections révolutionnaires en Allemagne²⁶² et en Hongrie²⁶³, les bolchéviques estiment qu'un contrôle de la Baltique permettrait à leur révolution de déferler sur l'Europe centrale²⁶⁴. Au début de l'année 1919, la majeure partie de l'Estonie et de la Lettonie sont sous occupation rouge. Des Républiques Socialistes Soviétiques (RSS) sont formées en Lituanie et en Biélorussie, avant de fusionner (RSS lituano-biélorusse). Cependant les succès des armées rouges sont de courte durée, et il devient rapidement impossible d'espérer annexer les États baltes par la voie militaire.

Ainsi la RSFSR signe la paix avec le premier État balte à Tartu en février 1920. L'accord est particulièrement avantageux pour l'Estonie, du moins sur certains points : il confère à Tallinn tous les pouvoirs de l'ancien Empire russe concernant son territoire²⁶⁵ ainsi que 15 millions de roubles-or²⁶⁶. Par-dessus tout, le tracé des frontières entre l'Estonie et la RSFSR est particulièrement surprenant, car il accorde à l'Estonie de larges frontières comprenant des territoires majoritairement russes²⁶⁷. Évidemment, les Rouges n'ont pas spécialement envie de faire de « cadeau » à ce nouvel État estonien. Seulement, Moscou doit renouveler sa stratégie : lever des armées rouges n'a pas permis de faire triompher la

²⁶² Le retour des Freikorps en Allemagne suite à l'échec de la campagne baltique s'accompagne d'un nouveau risque de soulèvement socialiste dans le Reich. « The European Press – Baltic Muteneers Still Active », *The Manchester Guardian*, Manchester, 01.01.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476289324/citation/E7E76EF01D5B485APQ/1>>, [Consulté le 18.01.2020].

²⁶³ MACDONALD (R.), « Hungary's Revolution – Its Lesson to the Peace Conference », *The Observer*, Londres, 26.03.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476175377/citation/C1CEF58ABFA43F5PQ/1>>, [Consulté le 14.01.2020].

²⁶⁴ KEN (O.), RUPASOV (A.), « Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939 », dans PIAHANAU (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, p.46, (<hal-02065018>), [Consulté le 21.10.2019].

²⁶⁵ *Traité de paix entre l'Estonie et la Russie*, signé à Tartu le 02.02.1920, entré en vigueur le 30.03.1920, art.1, art.11, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920tartu.htm>>, [Consulté le 13.11.2020].

²⁶⁶ *Ibid.*, art.12.

²⁶⁷ *Ibid.*, art.2.

révolution partout. Constantin Hudoleï diagnostique très pertinemment la nouvelle procédure soviétique²⁶⁸. Il cite une lettre de Lénine de cette époque (1920) concernant la guerre soviéto-polonaise. Lénine y mentionne la possibilité de laisser Varsovie annexer des territoires non-polonais afin que ces derniers puissent servir de terrain favorable au séparatisme par la suite. « De telles concessions territoriales devaient s'avérer (et dans la plupart des cas se sont avérées) des pièges pour les États qui les acceptent²⁶⁹ ».

Quoi qu'il en soit, il devient rapidement évident que la Russie soviétique n'a pas pour intention de respecter les traités internationaux, y compris la paix de Tartu. Bien que l'article 7 interdise de soutenir la dissidence armée au sein de l'autre partie²⁷⁰, le Komintern, financé par Moscou, se livre à nombre d'activités subversives en Estonie, et dans la Baltique en général. L'exemple de la tentative de putsch communiste à Tallinn dans la nuit du 1^{er} décembre 1924 constitue sans aucun doute l'expression paroxystique de l'activité séditeuse chronique entretenue par les agents soviétiques en Estonie²⁷¹. Ce putsch, en effet, est organisé selon une méthode éprouvée : celle de la révolution d'Octobre 1917. Le journal *Сегодня* en donne les détails le lendemain « Autour de 4h, une série de groupes de communistes de 5 à 10 personnes, armés de fusils, de grenades de poing et revolvers, a tenté de capturer les plus importants et vitaux centres du pouvoir de l'État²⁷² ». Les groupes de communistes armés s'emparent de la gare, du *Riigikogu*, et de la poste. Un groupe capture deux pilotes à l'aéroport et les force à faire décoller des avions, un vers Narva, l'autre vers la RSFSR²⁷³. Les communistes échouent à rentrer dans les bâtiments du ministère de la guerre et des

²⁶⁸ ХУДОЛЕЙ (К.), Балтийский нейтралитет... *loc.cit.*, p.94.

²⁶⁹ «Такие территориальные уступки должны были стать (а в ряде случаев стали) своеобразными ловушками для государств, принявших их.»

ХУДОЛЕЙ (К.), Балтийский нейтралитет... *loc.cit.*, p.94.

²⁷⁰ « Les deux Parties s'engagent : À interdire [...] l'organisation même de simples groupes qui auraient pour but la lutte armée contre l'autre Partie contractante. »

Traité de paix entre l'Estonie et la Russie, signé à Tartu le 02.02.1920, entré en vigueur le 30.03.1920, art.7, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920tartu.htm>>, [Consulté le 13.11.2020].

²⁷¹ « Что происходило въ Ревелъ – Коминтернъ былъ недоволенъ [Ce qu'il s'est passé à Reval – Le Comintern était mécontent] », *Сегодня*, n°274, Riga, 02.12.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1924n274|article:DIVL109|issueType:P>, [Consulté le 12.04.2020].

²⁷² « Около 4 часов утра рядъ коммунистическихъ отрядовъ 5-10 чел., вооруженныхъ винтовками, ручными гранатами и револьверами, пытались захватить наиболее важные и жизненные центры государственной власти. »

« Что происходило въ Ревелъ – Подробности возстанія [Ce qu'il s'est passé à Reval – Les détails du soulèvement] », *Сегодня*, n°274, Riga, 02.12.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1924n274|article:DIVL109|issueType:P>, [Consulté le 12.04.2020].

²⁷³ *Ibid.*

appartements présidentiels²⁷⁴. Un ministre est tué²⁷⁵, mais globalement, l'hostilité permanente de la RSFSR et ses activités en Estonie ont poussé le pays à se préparer à un évènement de cette nature. Par conséquent, la réaction des forces estoniennes sous le commandement du général Laidoner est à la fois rapide et efficace, mettant en échec le plan des communistes. Le journal *Сегодня* commente :

Il ne fait aucun doute que si les putschistes n'avaient pas été rapidement neutralisés, et avaient eu la possibilité de tenir plus longtemps, des détachements de communistes "estoniens" seraient apparus des régions soviétiques frontalières à leur aide, comme en Géorgie, allant soutenir les "travailleurs et paysans estoniens révoltés"²⁷⁶.

Selon les historiens russes Oleg Ken et Alexander Rupasov, c'est en grande partie l'échec du putsch communiste de décembre 1924 à Tallinn qui pousse le Kremlin à faire passer sa stratégie révolutionnaire au second plan. Cette décision est marquée par une résolution du *Politburo* en février 1925²⁷⁷. On pourrait aussi prendre pour repère le XIV^e congrès du PCUS, qui adopte en décembre 1925 la doctrine stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Pour rappel, il s'agit de la pensée selon laquelle les objectifs du communisme ne devraient plus être poursuivis par le moyen d'une révolution internationale. Il est bien évidemment inutile de chercher une date précise pour déterminer quand l'URSS est une puissance « révolutionnaire », et quand elle redevient une puissance « impériale ». Comme expliqué plus tôt, les deux tendances coexistent toujours, et l'ensemble de l'Entre-deux-guerres constitue en réalité un progressif *decrecendo* de l'influence révolutionnaire. Par pratique, nous retiendrons 1925 pour illustrer le changement de l'influence dominante, mais cela reste une schématisation, donc une simplification.

Ainsi, il apparaît que la première moitié des années 1920 connaît globalement une prépondérance des intérêts de la révolution vis-à-vis de la Baltique. Les Baltes eux-mêmes en sont parfaitement conscients, certains articles de presse témoignent de leur clairvoyance

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ « Имѣются вполнѣ определенныя свѣдѣнія, что если бы путчистовъ не были быстро обезврежены и имѣли бы возможность продержаться дольше, то имъ на помощь изъ совѣтскихъ пограничныхъ областей появились бы отряды "эстонскихъ" коммунистовъ, по примѣру грузинскому, идущихъ на помощь "возставшимъ эстонскимъ рабочимъ и крестьянамъ" ».

« Что происходило въ Ревелѣ – По примѣру Грузіи. [Ce qu'il s'est passé à Reval – Selon l'exemple de la Géorgie] », *Сегодня*, n°274, Riga, 02.12.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1924n274|article:DIVL109|issueType:P>, [Consulté le 12.04.2020].

²⁷⁷ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic...» *loc.cit.*, p.47.

quant à la nature de la politique communiste révolutionnaire. Le 19 mars 1922, on peut lire dans *Сегодня* :

Se référant en permanence à sa sympathie sans fin envers les nouveaux États, réitérant inlassablement que seule la Russie soviétique peut assurer l'existence des républiques baltes, le bolchévisme non seulement sème les graines de la discorde éternelle au sein de chacune d'entre elles, mais en plus cherche à utiliser tous les désaccords entre les pays nouvellement formés pour atteindre ses fins ultimes, fatales à toute société organisée sous la forme d'un État légal²⁷⁸.

Voici un extrait du guide de comportement pour les diplomates, émis par la Commission générale chargée du contrôle d'une des ambassades soviétiques dans la Baltique au cours des années 1920 :

Le diplomate soviétique, ainsi que tout honorable travailleur soviétique à l'étranger, est l'implacable et impitoyable ennemi de tout pouvoir officiel et de tous les propriétaires de terres ou de moyens de production. [Il en reste] l'ennemi même dans le cas où il signe un pacte ou une affaire indubitablement profitable à l'autre partie sur le moment. Dans ce cas plus que tout autre, sa main qui signe le pacte ou l'affaire s'agite convulsivement dans l'attente du moment où elle saisira "l'autre partie" par la gorge pour l'étouffer, l'étouffer à mort comme un monstre, comme "une perversion des lois de la nature et de toute vérité"²⁷⁹.

La conséquence de cette politique rouge révolutionnaire et hostile instaure définitivement une relation de menace permanente entre la Russie soviétique et les États baltes. Il s'agit d'un point fondamental sans lequel il est impossible de comprendre les relations soviéto-baltes au cours de l'Entre-deux-guerres. C'est notamment le cas si nous prenons l'exemple du commerce. Naturellement, la Russie soviétique cherche à rester l'un des acteurs principaux de la vie économique et commerciale des États baltes. Dès le départ, le commerce est régulé par les traités de paix de 1920, très clairement dans le but de former un socle favorable à la reprise des affaires. La paix de Tartu prévoit le libre-échange, les Soviétiques sont libres d'utiliser les ports estoniens, disposent de certaines surfaces pour y aménager des

²⁷⁸ « Постоянно ссылаясь на свою безконечную симпатию къ новымъ государственнымъ образованиямъ, неустанно твердя, что только Совѣтская Россія можетъ обеспечитьъ государственное бытие Балтійскихъ республикъ, большевизмъ не только внутри каждой изъ республикъ бросаетъ сѣмена раздора, но и вовнѣ стремится использовать всякие разногласія между новообразованиями для своихъ конечныхъ целей, которые являются гибельными для всякаго организованнаго въ форме правоваго государства общества ».

« Послѣ Варшавы [Après Varsovie] », *Сегодня*, n°64, Riga, 19.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika/2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n64/article:DIVL123|issueType:P>, [Consulté le 31.03.2020].

²⁷⁹ « Советский дипломат и всякий честный советский работник за границей – это непримиримый и беспощадный враг всех официальных властей и всех частных лиц из числа собственников земли и средств производства. Враг даже в том случае, если он подписывает какой-либо договор или заключает сделку, безусловно, выгодную другой стороне в данный момент. Здесь более чем где-либо рука, подписывающая договор или сделку, конвульсивно сжимается в ожидании момента, когда можно будет схватить "другую сторону" за горло и душить, душить насмерть как урода, как "извращение законов природы и всякой правды" ».

ХУДОЛЕЙ (К.), Балтийский нейтралитет... *loc.cit.*, p.97.

entrepôts²⁸⁰. Le traité de paix soviéto-letton octroie la clause NPF aux deux parties, garantit le libre-échange et l'équité de traitement des produits soviétiques et lettons²⁸¹.

Pourtant, force est de constater que la Russie voit son importance choir terriblement dans le commerce balte de l'Entre-deux-guerres. Ce désastre ne manque pas de désespérer les Soviétiques, qui s'efforcent de redresser la barre. Cependant, malgré des efforts certains, les tentatives économiques du Kremlin ne sont pas concluantes, et ne connaissent pas vraiment d'amélioration dans les années 1930. À titre indicatif, le commerce russe représente 50% des échanges lettons d'avant-guerre (d'import et d'export confondus). Au contraire, pendant l'Entre-deux-guerres, ce chiffre est très bas, il se stabilise autour de 5% pendant les années 1930²⁸². Nous avons pu voir précédemment que l'URSS est dans l'incapacité d'exporter au début des années 1920²⁸³, mais que des relations commerciales se développent raisonnablement avec l'Allemagne par la suite, puis avec l'Angleterre au cours des années 1930. Ainsi, la raison pour laquelle le commerce soviéto-balte (transit exclu) est si faible, c'est cette propension révolutionnaire et hostile de l'URSS envers les Baltes évoquée plus haut, qui rend impossible toute confiance.

À partir de 1925 et à plus forte raison dans les années 1930, principalement en raison de l'échec de l'approche révolutionnaire, la diplomatie du Kremlin tend à redevenir celle d'une puissance géopolitique classique. C'est le retour d'un certain « empire russe » sur le plan géopolitique. Ses rapports avec les puissances voisines deviennent ainsi moins uniformément hostiles, plus complexes, envisageant la coopération avec la Wilhelmstrasse, et dans les années 1930, avec le Quai d'Orsay. Bien évidemment, il convient de ne pas se représenter ces deux phases de la politique soviétique de manière trop rigide. La politique

²⁸⁰ « Les marchandises traversant le territoire d'une des Parties contractantes ne doivent être frappées d'aucun droit d'entrée, ni payer de taxe de transit. » « Dans les bassins francs à ouvrir dans le port de Tallinn (Reval) et dans d'autres ports d'Estonie, des emplacements sont réservés à la Russie pour le transbordement et l'emmagasinage des marchandises de ou pour la Russie [...] ».

Traité de paix entre l'Estonie et la Russie, signé à Tartu le 02.02.1920, entré en vigueur le 30.03.1920, art.16, annexe 1 de l'article 16. <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920tartu.htm>> [Consulté le 13.11.2020].

²⁸¹ « les deux parties se réservent l'une et l'autre le traitement de la nation la plus favorisée » « les marchandises passant en transit par le territoire des parties contractantes ne sont soumises à aucun impôt ni droit de douane » « les tarifs de fret appliqués aux marchandises en transit ne peuvent être supérieurs à ceux que supportent les marchandises nationales de même nature ».

Traité de paix entre la Lettonie et la Russie, signé à Riga le 11.08.1920, entré en vigueur le 04.10.1920, art.17, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920riga.htm>> , [Consulté le 07.11.2020].

²⁸² VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée : La Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, p.53.

²⁸³ Pour rappel, jusque vers 1923, bien que les Blancs soient défaits, la guerre civile n'est pas totalement terminée, le pays est largement ravagé, et les Rouges ne sont pas en mesure de produire et exporter efficacement.

extérieure du Kremlin connaît quelques phases de manœuvre « normales » avant 1925, et à l'inverse, les activités de pourrissement au sein des puissances étrangères ne prennent pas totalement fin après 1925. Pour ce qui est des relations soviéto-baltes, la deuxième moitié des années 1920 n'est qu'une très modeste amélioration. Malgré le rétablissement du dialogue, les Baltes se refusent à essayer de développer leur commerce avec Moscou²⁸⁴. Plus tard, la signature de l'accord commercial soviéto-letton déçoit les Baltes, car les Soviets ne respectent pas toujours leurs propres traités²⁸⁵. L'aversion des baltes envers le communisme et l'URSS est donc à prendre comme une constante pour l'ensemble de notre période, prévenant le développement de toute relation saine²⁸⁶. De toutes façons, la balance commerciale n'est pas à l'avantage des Baltes, ce qui les pousse toujours à restreindre les échanges²⁸⁷. Une telle situation pousse les pays baltes en grande partie à se détacher économiquement de l'URSS comparativement à la période d'avant-guerre²⁸⁸.

²⁸⁴ « Возможно ли расширение торговых отношений съ СССР ? [Un élargissement des relations commerciales avec l'URSS est-il possible ?] », *Сегодня*, n°217, Riga, 27.09.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1925n217|article:DIVL644|issueType:P>, [Consulté le 20.03.2020].

²⁸⁵ « Что далъ Латвіи торговый договоръ съ сов. Россіей? [Qu'est-ce que le commerce avec la Russie soviétique a donné à la Lettonie ?] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n001|article:DIVL21|issueType:P>>, [Consulté le 09.08.2020] ; « Комиссія внѣшней торговли сегодня выскажется о торговомъ договорѣ съ СССР. [La commission du commerce extérieur s'exprimera aujourd'hui sur l'accord commercial avec l'URSS] », *Сегодня*, n°14, Riga, 14.01.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n014|article:DIVL35|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>>, [Consulté le 21.08.2020].

²⁸⁶ On peut voir des critiques impitoyables du pouvoir soviétique dans la presse balte au début de la période. Voir par exemple « Конгрессъ торжествующихъ рабовъ [Le congrès des esclaves triomphants] », *Сегодня*, n°2, Riga, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1919n2|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 04.12.2019]. L'opinion publique balte considère unanimement l'URSS comme un état malfaisant, y compris après 1925. La Lituanie constitue un cas particulier sur ce plan.

²⁸⁷ « Экономическая жизнь – Нашъ торговый балансъ съ СССР остановится все пассивнѣй [Vie économique – Notre balance commerciale avec l'URSS est de plus en plus négative] », *Сегодня*, n°159, Riga, 22.07.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1925n159|article:DIVL468|issueType:P>, [Consulté le 20.03.2020].

²⁸⁸ Voir *infra*, chapitre III.

c. La politique bilatérale

La ligne politique de Moscou ne se construit que très progressivement au cours des années 1920. En sommeil sous la prééminence de la doctrine de la révolution permanente jusqu'en 1925, les initiatives diplomatiques du Kremlin sont éparpillées et court-termistes. Dans la deuxième moitié de la décennie en revanche, elles se renforcent et s'approfondissent, suffisamment pour que l'on puisse identifier une ligne géopolitique claire. L'historienne russe Maria Sergueïevna Pavlova va jusqu'à parler d'une « absence de stratégie à Moscou²⁸⁹ » pour la première moitié des années 1920. Sans caricaturer la situation, il est vrai que la posture révolutionnaire initiale de la Russie soviétique semble lui retirer presque toute possibilité de mener une politique extérieure nuancée et réfléchie. Cependant, il faut souligner l'existence de quelques manifestations de manœuvre politique ayant eu lieu avant 1925. Sans aucun doute, le « pacte de Moscou²⁹⁰ » du 12 juillet 1920 en est l'un des exemples les plus forts. S'il s'agit en grande partie d'une réaction du Kremlin dictée par les circonstances, ce traité n'en reste pas moins l'un des plus importants, si ce n'est le plus important de tout l'Entre-deux-guerres concernant l'Europe de l'Est.

Le traité de paix entre la Lituanie et la RSFSR dit « pacte de Moscou » est conclu lorsque la campagne de Piłsudski à l'Est vire à la catastrophe et que les Soviétiques s'emparent de Vilna, la capitale historique de la Lituanie. L'article 2 définit la frontière entre la RSFSR et la Lituanie²⁹¹. Cette frontière est définie selon une multitude de repères : elle passe par « Chafranavo », « Molodetchno » et se termine à « une verste environ du village de Novodeli²⁹² ». Autrement dit, en plus de Vilna, la RSFSR laisse (entre autres) les territoires biélorusses de Grodno, Lida, et Braslav du côté lituanien de la frontière. Cependant, il est mentionné ceci « La frontière entre la Lituanie et la Pologne et celle entre la Lituanie et la

²⁸⁹ «отсутствие у Москвы стратегии».

ПАВЛОВА (М.), «Советско-литовский договор о ненападении 1926 г.: обстоятельства подготовки и ратификации [Le pacte de non-agression soviéto-lituanien de 1926 : circonstances d'élaboration et de ratification]», *Петербургский исторический журнал*, n°2, 2014, pp.153-166, p.153.

²⁹⁰ Le traité de paix entre la Lituanie et la RSFSR est signé à Moscou d'où son appellation « Московский договор » (pacte de Moscou).

« Къ текущему моменту – Миръ между Литвой и Советской Россией [En ce moment – La paix entre la Lituanie et l'Union soviétique] », *Сегодня*, n°147, Riga, 13.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1920n147|article:DIVL123|issueType:P>, [Consulté le 03.04.2020].

²⁹¹ *Traité de paix entre la Lituanie et la Russie*, signé à Moscou le 12.06.1920, entré en vigueur le 14.10.1920, art.2, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920moscou.htm>> , [Consulté le 14.11.2020].

²⁹² Ces trois lieux correspondent aujourd'hui à Шафранова, Маладзечна et Навадзель en Biélorussie.

Latvie seront établies après une entente entre ces États²⁹³ ». À peine un mois plus tard, la guerre connaît un nouveau revirement majeur. Ainsi, les Lituaniens n'ont pas eu le temps d'investir les territoires biélorusses promis par le pacte de Moscou que les Polonais ont déjà repris contrôle de la région. Le traité de paix entre Lituanie et Pologne signé à Suwałki le 7 octobre 1920 trace les frontières entre les deux États sauf concernant la région de Vilna où l'on attend encore l'évacuation des Rouges²⁹⁴. La tension est à son comble. Le lendemain, la Pologne envahit Vilna unilatéralement²⁹⁵, scellant un contentieux qui ne cesse d'empoisonner la géopolitique balte pour le reste de l'Entre-deux-guerres²⁹⁶.

De toute évidence, le Kremlin fait preuve de bonnes capacités stratégiques : il prend le soin de donner de la subtilité à son traité (en précisant ne pas trancher sur la frontière lituano-polonaise) tout en restituant Vilna aux Lituaniens quand même. Comme nous l'avons vu, les circonstances font qu'une telle rétrocession n'a pu avoir lieu, mais il s'agit nonobstant d'une prise de position au moins implicite de la part de la Russie soviétique. Il est assez certain que le pacte de Moscou n'amorce un rapprochement avec la Lituanie que dans un objectif de très court terme, lié à la guerre contre la Pologne. Cependant, ainsi que nous l'avons dit plus haut, une telle action ne manque pas d'enraciner une combinaison géopolitique liant Moscou à Kaunas pour le reste de l'Entre-deux-guerres. Cela constitue donc sans aucun doute un exemple précoce d'initiative diplomatique de la part de la Russie soviétique. Du côté de la Lettonie et de l'Estonie, pro-polonaises pendant la guerre, le pacte de Moscou est réellement perçu négativement. Comme en témoigne le journal *Сегодня*, cet accord érige un voile opaque autour des motivations lituaniennes²⁹⁷.

Pour ce qui est des années qui suivent, la stratégie géopolitique soviétique se dessine progressivement. Contrairement aux Occidentaux qui peinent à différencier les États baltes ;

²⁹³ *Traité de paix entre la Lituanie et la Russie*, signé à Moscou le 12.06.1920, entré en vigueur le 14.10.1920, art.2, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920moscou.htm>>, [Consulté le 14.11.2020].

²⁹⁴ GUESLIN (J.), « Entre illusion et aveuglement : la France face à la question lituanienne 1920-1923 », *Cahiers lituaniens*, Association Alsace-Lituanie, 2001, 2, p.2. ([hal-01405390](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01405390)), [Consulté le 29.01.2020].

²⁹⁵ Varsovie prétend que général Żeligowski, agit selon sa propre initiative en capturant Vilna. En réalité il suit les ordres de Piłsudski. Voir sur ce point DUROSELLE (J.B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.36 ; GUESLIN (J.), *Entre illusion et ... loc.cit.*, p.2 ; PADYCH (C.), « La frontière entre la Lituanie et la Pologne pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001, n°1, p.7-22, p.13.

²⁹⁶ Au cas où les explications ci-dessus pourraient paraître brumeuses, il est possible de se référer à une des cartes de la région en annexe.

²⁹⁷ « Миръ съ Литвой [La paix avec la Lituanie] », *Сегодня*, n°148, Riga, 14.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n148|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 03.04.2020].

et aux Allemands qui n'observent entre ces derniers que des différences de priorité ; les Soviétiques diversifient leurs approches selon les pays. La politique soviétique vis-à-vis de la Lituanie est particulièrement spéciale, nous y reviendrons en détail dans la section suivante. Pour ce qui est de Tallinn et de Riga, qui lui sont fondamentalement hostiles, Moscou adopte une diplomatie de brouillage qui se complète avec la diplomatie de détente de Weimar. En effet, les intérêts des deux puissances convergent, en particulier sur la question polonaise. Si Varsovie parvient à fédérer l'Europe de l'Est autour d'elle, la Pologne pourrait effectivement devenir le cœur d'une confédération capable de neutraliser aussi bien la politique allemande que soviétique²⁹⁸. Par conséquent il est autant de l'intérêt des Soviétiques que des Allemands, de neutraliser le projet baltique, ou du moins d'en exclure la Pologne. Pour parvenir à désamorcer le processus de construction de l'union baltique, Moscou doit agir sur le niveau de menace que les Baltes ressentent. Tchitchérine réaffirme les traités de paix entre les États baltes et la Russie en mars 1922, et cherche maladroitement à gagner leur confiance en allant jusqu'à les mettre en garde de se retrouver esclaves de la diplomatie aventuriste de la France à l'Est. Les Baltes restent très fermés aux paroles soviétiques, comme peut en témoigner l'extrait suivant, issu du journal *Сегодня* :

Les mises en garde contre les conquêtes et l'esclavage sonnent étrange, venant de la bouche de ceux pour qui un esclavage inouï est la base même de leur système, et la conquête, peut-être le dernier moyen de sortir de cette impasse, créée par leur propre système²⁹⁹.

Malheureusement, que cela soit en subventionnant le journal *Новый Путь* en Lettonie, ou en cherchant à corrompre la rédaction du journal *Сегодня*, les Soviétiques restent globalement incapables d'améliorer leur image dans la Baltique³⁰⁰. Le travail des diplomates, reposant sur une stratégie de relations bilatérales de type *divide et impera* fonctionne beaucoup mieux. À titre d'exemple, l'accord soviéto-letton de 1927 donne lieu à une vague d'indignation en

²⁹⁸ « Предостережения же отъ авантюръ и рабства звучать своеобразно въ устахъ людей, для которыхъ неслыханное рабство – основа системы, а авантюра – можетъ быть, послѣдний выходъ изъ тупика, созданнаго этой системой ».

C'est le principe de la barrière de l'Est, et dans les grandes lignes, les objectifs de la France à l'Est. Naturellement, il s'agit d'une stratégie antagoniste par rapport à celle de Moscou aussi bien que celle de Weimar.

²⁹⁹ « Послѣ Варшавы [Après Varsovie] », *Сегодня*, n°64, Riga, 19.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:p_001_sego1922n64|article:DIVL123|issueType:P>, [Consulté le 31.03.2020].

³⁰⁰ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans ПИАНАНУ (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, p.50. ([hal-02065018](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02065018)), [Consulté le 21.10.2019].

Estonie³⁰¹. User de négociations strictement bilatérales avec les États baltes contribue sans aucun doute à tuer le projet d'union baltique à la longue³⁰². Le journaliste et historien Albert Mousset s'exprime en ces termes dans *L'Europe Nouvelle* en 1928 :

On soupçonne, en Estonie, le gouvernement soviétique de chercher à faire obstacle à l'union [baltique] en offrant alternativement à chaque État balte des avantages économiques qu'il refuse aux deux autres. Aussi, les négociations pour l'union douanière letto-estonienne sont-elles en sommeil [...] Les Estoniens voient dans l'accord letto-soviétique une dérogation à l'esprit de solidarité balte. À quoi les Lettons répliquent : si les Estoniens sont dépités de notre traité, que n'en concluent-ils un pareil ? [...] le cabinet de Tallinn semble chercher en ce moment une diversion en Finlande³⁰³.

D'autre part, la politique allemande agit aussi sur la fraternité fennique qui relie les Finnois aux Estoniens. L'objectif est toujours, évidemment, de créer des failles dans la solidarité baltique³⁰⁴. Dans le dernier quart des années 1930, le projet baltique est mort, et Riga se méfie de Varsovie. L'Estonie est la seule à rester relativement pro-polonaise jusqu'au tournant des années 1930 malgré un accord commercial soviéto-estonien signé en 1929³⁰⁵. Les leviers économiques ayant démontré une certaine efficacité avec la Lettonie s'avèrent inefficaces pour réchauffer les relations entre Tallinn et Moscou. Comme nous l'avons dit, le commerce soviéto-balte est globalement faible sur toute la période. Si Moscou peut proposer à Riga de s'accorder sur les ventes du bois et du lin en 1927³⁰⁶, ses priorités sont tout autres au moment de l'accord estonien en 1929³⁰⁷. De plus, les Lettons eux-mêmes se plaignent de plus en plus

³⁰¹ MOUSSET (A.), « Les marches septentrionales de l'Europe. Une enquête aux pays baltes », *L'Europe Nouvelle*, n°558, Paris, 20.10.1928, p.1415, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4552157>>, [Consulté le 15.11.2020].

³⁰² En réalité, nous avons cité plus haut un article de *Сегодня* dans lequel les Lettons se plaignent que les Soviétiques ne respectent pas leurs engagements relatifs à l'accord commercial de 1927. Naturellement, Moscou ne signe pas cet accord à des fins économiques. Son objectif entre presque exclusivement dans le cadre de la politique de division entre Riga et Tallinn.

³⁰³ MOUSSET (A.), « Les marches septentrionales de l'Europe... *loc.cit.*

³⁰⁴ « we must now aspire to [...] as far as possible detach Estonia from the belt of border states. [...] For all that, we should have to try to direct Estonia towards its community with its Finnish neighbours [...] and to deepen the conviction in Estonia that it is not so much a member of the bloc of border states ».

Lettre de von Maltzan à Hentig dans HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p.114.

³⁰⁵ KEN (O.), RUPASOV (A.), « Moscow and the Baltic », *loc.cit.*, p.55.

³⁰⁶ Nous avons vu que la RSFSR est incapable d'exporter à l'époque de l'accord anglo-soviétique (1921). C'est cela qui permet aux Baltes de vendre leurs ressources au mieux. Dans les années qui suivent, les exportations soviétiques tendent à asphyxier les exportations baltes. Sans faire revivre de grand commerce entre Riga et Moscou, l'accord de 1927, outre une tentative d'améliorer son image en Lettonie, est aussi une manœuvre politique relative à l'Estonie.

Voir GUESLIN (J.), *La France et les petits États Baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1933)*, Thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Robert FRANCK, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 2004, p.252-253 (<tel:00126331>), [Consulté le 29.01.2020].

³⁰⁷ La Russie soviétique se lance dans son premier plan quinquennal en 1929, dédiant quasiment toutes ressources nationales à l'industrialisation, la production et l'exportation. Les circonstances ne sont donc pas favorables à des faire des concessions pour améliorer les relations avec l'Estonie.

de leur propre accord commercial avec Moscou, autrefois objet de la jalousie estonienne³⁰⁸.
L'entrée en vigueur de cet accord se situe en pleine dépression économique, relativisant aussi du côté estonien, tout intérêt de coopération avec l'URSS.

³⁰⁸ « Необходимо дополнить латвийско-советский договор [Il est indispensable de compléter l'accord soviéto-letton] », *Сегодня*, n°49, Riga, 18.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n049|article:DIVL44|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020] ; « Латвийско-советский договор – обуза для обѣихъ сторонъ ? [L'accord soviéto-letton – un fardeau pour les deux parties ?] » *Сегодня*, n°70, Riga, 18.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n049|article:DIVL44|issueType:P>>, [Consulté le 18.08.2020].

d. L'axe Moscou-Kaunas-Weimar

Les failles à exploiter dans la construction baltique sont nombreuses. Premièrement, l'union baltique peut être combattue car les intérêts économiques et politiques des Baltes sont contradictoires. Nous l'avons vu, le profil économique similaire des États baltes permet à Moscou de déclencher une concurrence entre Tallinn et Riga dans la deuxième moitié des années 1920. Un autre type de faille à exploiter est lié à la Pologne. En effet, celle-ci est beaucoup plus puissante que ses voisins septentrionaux, et son irrédentisme en Europe de l'Est n'est inconnu de personne. Si entre les conférences de Bulduri (1920) et Varsovie (1922), la peur de l'URSS pousse les Baltes à consentir à une alliance avec la Pologne, le Kremlin cherche à rassurer les États baltes pour ramener la peur qu'ils ont de l'URSS à un niveau similaire à la défiance qu'ils ont de Varsovie³⁰⁹. Naturellement, la Lituanie est déjà conquise sur ce plan en ce qu'elle met la Pologne loin devant l'Union soviétique dans son échelle des menaces.

Si le découpage du pacte de Moscou est rendu caduc avant même sa réalisation, l'intérêt de ce traité réside dans le puissant message qu'il délivre à Kaunas. Ce message est très exactement : la Russie soviétique lutte contre la Pologne, et elle consent à reconnaître une grande Lituanie comme alliée dans le cadre de cette lutte. De toute évidence, le conflit polono-lituanien est la progéniture de la diplomatie soviétique, et il est entièrement à son service. En effet, ce conflit ne peut survivre sur le long terme que parce que Kaunas se sent soutenue par une puissance majeure. Autrement dit, c'est l'appui du Kremlin qui donne au gouvernement lituanien les moyens de son intransigeance. En outre, ce conflit constitue le facteur limitant aussi bien du projet d'union baltique que de la grande stratégie franco-polonaise en Europe de l'Est. Autrement dit, le conflit polono-lituanien est le point critique sur lequel s'alignent parfaitement les intérêts de Kaunas, Weimar et Moscou. Réalisant son intérêt, le commissaire du peuple aux Affaires Étrangères Georges Tchitchérine fait un premier pas en 1923. À l'heure de la crise de Klaipėda et de l'occupation de la Ruhr, le 20 février, il rédige une Note pour proposer un arbitrage sur les frontières polono-lituanienes. Il s'agit bien évidemment d'une attaque diplomatique à la Pologne, d'un soutien à la Lituanie

³⁰⁹ Améliorer l'image de l'URSS auprès des Baltes, nous l'avons vu, est impossible. Cependant, réduire la perception de menace reste envisageable.

comme à l'Allemagne, mais aussi d'une insulte à la SDN qui venait de trancher son propre arbitrage sur la question le 2 février 1923³¹⁰.

Nous l'avons vu, la fin de la politique de révolution permanente permet à l'URSS de redevenir une puissance capable de développer une ligne géopolitique complexe. Le Politburo adopte le 9 avril 1925 la résolution de « torpiller le projet de bloc baltique à l'aide de l'antagonisme polono-lituanien³¹¹ ». Or, la même année, ses membres abandonnent progressivement le projet (la dernière conférence se tient en octobre 1925). Par ailleurs, le ministre des Affaires Étrangères lituanien, Mečislovas Reinys, propose des négociations à l'URSS en vue d'élaborer un pacte bilatéral³¹². Tchitchérine, en acceptant ce pacte, prend la décision de soutenir la Lituanie, et donc d'empêcher la mort de son principal atout dans la région Baltique. Le pacte de non-agression soviéto-lituanien signé le 28 septembre 1926, dans la lignée du pacte de Moscou de 1920, est d'une profondeur et d'une subtilité remarquables, signe que la nouvelle géopolitique soviétique est capable d'exploiter aux mieux les opportunités. Dans son article premier, l'accord maintient la validité du pacte de 1920 sur les frontières lituanienes. Autrement dit, Moscou considère toujours que Vilna appartient à la Lituanie, tant que la guerre se poursuit officiellement entre elle et la Pologne³¹³. Dans le deuxième article, les deux parties s'engagent à respecter leurs souverainetés respectives ainsi que l'inviolabilité de leurs territoires. Enfin, les articles suivants sont des garanties de neutralité mutuelle, et prévoient des mesures de résolution de conflits et d'arbitrage³¹⁴. Le pacte est précédé d'une Note de Tchitchérine le 20 septembre indiquant :

³¹⁰ La presse française semble avoir du mal à comprendre la convergence des intérêts allemands et soviétiques. « La Note de M. Tchitchérine à la Lituanie et à la Pologne », *Le Temps*, Paris, 22.02.1923, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2450225>>, [Consulté le 15.11.2020]. Après la Note de Tchitchérine, les frontières sont confirmées une dernière fois par la conférence des Ambassadeurs le 15 mars 1923. « La reconnaissance des frontières orientales de la Pologne », *Le Temps*, Paris, 16.03.1923, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k245044m>>, [Consulté le 16.11.2020].

³¹¹ « торпедировать с помощью литовско-польского антагонизма проект Балтийского блока ». ПАВЛОВА (М.), « Советско-литовский договор... *loc.cit.* », p.153.

³¹² La Lituanie se sent isolée en 1925. Elle ne parvient pas à ranger la Lettonie dans son camp contre la Pologne, la pression économique des Britanniques crée beaucoup de tensions dans la région de Klaipėda, et l'Allemagne semble de plus en plus menaçante. Les Lituanienes se tournent donc vers la seule puissance n'ayant pas accepté les conclusions de la conférence des Ambassadeurs.

³¹³ ПАВЛОВА (М.), « Советско-литовский договор... *loc.cit.* », p.159.

³¹⁴ *Ibid.*

Le gouvernement de l'Union déclare que l'effective violation des frontières lituaniennes ayant pris place contre la volonté du peuple lituanien, n'a pas ébranlé son attitude quant à la souveraineté territoriale³¹⁵.

Encore une fois, force est de constater que les Soviétiques parviennent admirablement à ramener le conflit polono-lituanien dans une impasse. D'un côté, la paix de Riga implique que l'URSS reconnaisse toujours les frontières du pacte de Moscou tant qu'un compromis n'est pas atteint entre Pologne et Lituanie³¹⁶. De l'autre côté, de par le pacte de non-agression de 1926, l'URSS s'assure qu'un tel compromis soit impossible. En effet, en réitérant son soutien à la Lituanie sur la question vilnoise, Tchitchérine peut être certain que Kaunas ne consentira à aucune concession.

Le traité de 1926 est une grande réussite stratégique de la diplomatie soviétique, mais cela ne se limite pas à un habile maintien du contentieux vilnois. En effet, en restant à l'écoute de la réception du traité, la diplomatie soviétique parvient à exploiter ce dernier à son avantage auprès de la communauté internationale. En effet, pour prévenir toute inquiétude britannique, le *polpred* soviétique à Londres Léonid Krassine engage en octobre un dialogue fructueux avec Austen Chamberlain³¹⁷. Le Kremlin se soucie même de ménager la Pologne, inquiète pour ses terres biélorusses³¹⁸. Ainsi le *polpred* soviétique à Varsovie Piotr Voïkov rassure ses interlocuteurs au maximum³¹⁹, tandis que Tchitchérine envoie une Note le 19 novembre réfutant définitivement toute revendication soviétique sur le territoire national polonais³²⁰. De tels efforts témoignent du fait que la diplomatie soviétique est devenue performante : elle est capable de vision à long terme. L'accord signé avec la Lituanie constitue un coup diplomatique en soi, mais par le maintien d'un très bon dialogue sur la scène internationale, Moscou obtient finalement le beurre et l'argent du beurre. L'URSS voit son image améliorée, permettant la signature de l'accord commercial avec la Lettonie l'année

³¹⁵ « Союзное правительство заявляет, что фактическое нарушение литовских границ, имевшее место против воли литовского народа, не поколебало его отношения к территориальному суверенитету ». *Ibid.*

³¹⁶ « Les deux parties contractantes [RSFSR et Pologne] reconnaissent que pour les territoires situés à l'ouest de la frontière décrite dans l'article II du présent Traité, en tant que ces territoires font objet d'un différend entre la Pologne et la Lituanie, la question de savoir si les territoires en question doivent appartenir à l'un ou à l'autre de ces deux États ne peut intéresser que la Pologne et la Lituanie. »

Traité de paix entre la Pologne d'une part, la Russie et l'Ukraine d'autre part, 18.03.1921, Riga, art.3, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1921riga.htm>>, [Consulté le 16.11.2020].

³¹⁷ ПАВЛОВА (М.), « Советско-литовский договор... *loc.cit.* », p.163.

³¹⁸ Varsovie craint que le traité soviéto-lituanien ne soit une occasion pour Moscou de revendiquer les terres biélorusses perdues lors de la paix de Riga en 1921.

³¹⁹ Voïkov ne parle pas beaucoup du pacte polono-roumain, bien que plusieurs diplomates estiment que cela puisse être un bon argument. En effet, selon les Soviétiques, ce pacte est plus agressif envers l'URSS que ne l'est le pacte soviéto-lituanien envers la Pologne. Voir *infra*, la politique française de la barrière de l'Est.

³²⁰ ПАВЛОВА (М.), « Советско-литовский договор... *loc.cit.* », p.164.

suivante. C'est au contraire la Lituanie qui se retrouve blâmée par ses voisins baltes pour son « protectorat russe »³²¹.

En résumé, la double stratégie diplomatique soviétique dans la deuxième moitié des années 1920 se solde par un double succès. Au Nord, Moscou parvient à réduire son aura négative auprès de la Lettonie, et dans une moindre mesure, de l'Estonie. En utilisant un levier commercial et une diplomatie strictement bilatérale, les Soviétiques introduisent un peu de division dans l'étroite relation esto-lettonne. Le journal soviétique *Известия* commente en 1927 :

Les États baltes se sont détournés « du principe utopique des négociations collectives à la soi-disant table ronde, pour arriver à des accords séparés, plus naturels et appropriés »³²².

Plus que de tuer le projet baltique, Moscou obtient surtout l'éviction de la Pologne comme puissance protectrice des Baltes ou même alliée. À l'Ouest, l'Union soviétique utilise son meilleur atout de la meilleure façon possible. La coopération avec la Lituanie reste restreinte au minimum, tout en permettant la perpétuation du cancer que constitue le contentieux vilnois. Les deux aspects de la stratégie sont tous les deux des succès et ils agissent l'un pour l'autre en synergie. Naturellement, il convient de ne pas surestimer l'efficacité de la politique de Moscou. Si l'objectif premier est globalement atteint, les Baltes considèrent toujours l'Union soviétique avec la plus grande défiance. Cependant, la Pologne étant désormais isolée et le projet baltique enterré, le Kremlin évolue vers une nouvelle ligne destinée à disqualifier définitivement la Pologne en tant qu'adversaire géopolitique. Pour ce faire, la diplomatie soviétique remet en place une stratégie sur deux fronts en interaction. Le premier consiste à neutraliser les liens entre Varsovie et les autres États de la région. Le second consiste à modifier les rapports avec la France. La poursuite de ces stratégies sort partiellement ou complètement du cadre des années 1920. Nous en traiterons dans les chapitres suivants.

³²¹ *Ibid.*

³²² « Балтийские государства отказались от “утопического принципа коллективных договоров за такъ называемымъ круглымъ столомъ и пришли къ болѣ естественной и цѣлесообразной идеѣ сепаратныхъ договоровъ”. »

« Прибалтика Финляндія и СССР. [La Baltique, la Finlande et l'URSS] », *Сегодня*, n°76a, Riga, 04.03.1927, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1927n076a|article:DIVL81|issueType:P>>, [Consulté le 29.04.2020].

2. La politique française de la barrière de l'Est

a. La mésentente cordiale

Si les Allemands et les Soviétiques s'affrontent militairement dans la Baltique en 1919, leurs intérêts les poussent très vite à finalement coopérer pour détruire le projet baltique et le réseau polonais. En fait, les perdants de la Grande Guerre sont les premiers à ressentir le besoin de s'ériger contre le nouvel ordre. Pour aller vite, les puissances révisionnistes se rassemblent naturellement contre les tenants du *statu quo* en Europe de l'Est, à savoir principalement la Pologne et la France à travers elle. Ce qui est étrange, c'est que la France semble si « seule » contre Berlin et Moscou alors qu'elle a gagné la guerre avec l'Angleterre. Pire qu'un isolement, la France se retrouve même parfois combattue par la politique de son allié britannique. Comment est-ce possible ? L'évolution de la relation franco-britannique entre les guerres mondiales est ambivalente et a fait l'objet de nombreux travaux. En réalité, il apparaît que Londres et Paris s'opposent car leurs intérêts sont en partie incompatibles, et que règnent entre eux une incompréhension apparemment insurmontable. L'historiographie nomme traditionnellement ce phénomène « la mésentente cordiale ».

D'ailleurs, la France et l'Angleterre ne sont pas les seuls vainqueurs de la Grande Guerre, il y a aussi (principalement) la Serbie, la Belgique et l'Italie, mais leur effort de guerre n'est pas décisif. Par conséquent ils pèsent très peu dans les négociations à Versailles³²³, et nous devons les ignorer dans ce travail, car ils ne déploient pas spécialement de stratégie dans la Baltique. Enfin, il y a aussi les États-Unis, dont l'effort de guerre n'est pas tellement décisif non plus, mais dont l'importance montante sur la scène internationale ne peut être ignorée. Les États-Unis jouent un rôle important pendant les négociations de paix. Cependant, en dehors des 14 points et de la SDN imposés par Wilson, leur ligne politique revient à la rupture avec l'Europe. Les Américains demandent rapidement le remboursement de leurs prêts après l'Armistice tandis que le Congrès ne ratifie pas le traité de Versailles. Washington refuse de rentrer dans la SDN et se désintéresse des problèmes européens³²⁴. En un mot, le comportement des États-Unis est une version extrême de

³²³ JEANNESSON (S.), « Les diplomates français et la paix au lendemain de la Grande Guerre », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2012, vol.108, n°4, pp.18-22, p.20, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2012-4-page-18.htm>>, [Consulté le 26.10.2020].

³²⁴ MILLET (P.), « La contradiction américaine », *L'Europe Nouvelle*, n°47, Paris, 19.11.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454648c>>, [Consulté le 18.11.2020] ; MILLET (P.), « L'avenir des relations franco-américaines », *L'Europe Nouvelle*, n°48, Paris, 26.11.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454649r>>, [Consulté le 18.11.2020].

l'attitude britannique, tandis que la ligne Wilson ne prévaut finalement pas. Nous nous limiterons donc à la France et à la Grande-Bretagne.

Pour comprendre la source de la division entre Paris et Londres, il faut se pencher sur les intérêts de chacun. Pour commencer, les deux puissances se sont opposées au XVIII^e siècle, car elles étaient concurrentes pour imposer leur hégémonie. Depuis cette époque, le Royaume-Uni est toujours dans une perspective hégémonique. Ainsi, lorsqu'il attaque l'Allemagne le 4 août 1914, c'est toujours pour disqualifier un concurrent géopolitique, en l'occurrence, un concurrent économique et naval. La France en revanche ne raisonne plus sur le même plan car elle connaît un problème démographique majeur. Après avoir été le pays le plus peuplé d'Europe, la France voit l'essentiel de sa transition démographique sacrifiée au cours des guerres napoléoniennes. Depuis, un considérable ralentissement de l'accroissement naturel rend le géant français de plus en plus petit par rapport aux Européens en essor, en particulier l'Allemagne. Ainsi lorsque la France est attaquée le 3 août 1914, elle cherche à récupérer ses terres et détruire la principale menace à son intégrité. Autrement dit, les intérêts sécuritaires de la France et économiques de la Grande Bretagne sont divergents depuis le début de la guerre. Évidemment, il est tout à fait habituel que des puissances se coalisent pour des raisons diverses, mais cela pose problème lorsque le temps vient de refonder le continent à Versailles. La presse semble s'en étonner : « les grandes puissances, qui ont été splendidement unies pendant la guerre, [...] ne sont pourtant pas d'accord les unes avec les autres sur plusieurs points de politique importants voire même vitaux³²⁵ ». Les Britanniques pensent que le secret de la paix est de ne pas trop enfoncer l'Allemagne. À titre d'exemple, prenons une intervention de Mr. Thomas à la chambre des Communes, le 5 mars 1919 :

Le traitement de la France par l'Allemagne en 1870 fut brutal, insensible, indifférent et égoïste. Tout le monde l'admet. Tout le monde admet aussi que ce traitement sema les germes de cette guerre [celle de 1914-1918]. Il a créé dans l'esprit de chaque homme, femme, et enfant français, un sentiment de haine et de revanche ayant trouvé son expression dans cette guerre. Personne ne prétendrait un instant que cette politique ait été un succès³²⁶.

³²⁵ « the Great Powers who have been so splendidly united in the war, [...] are yet by no means wholly at one with one another on many important and even vital matters of policy ».

« The "Humanité's" revelation », *The Manchester Guardian*, Manchester, 14.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476159029/citation/9D410CBD199E489FPQ/26>>, [Consulté le 13.12.2019].

³²⁶ « Germany's treatment of France in 1870 was brutal, callous, indifferent, and selfish. Everyone admits that. Everyone admits as well that that very treatment was responsible for setting the germs of this War. It created in the minds of every French man, woman, and child a spirit of hatred and revenge which found expression even in this War. No one would pretend for a moment that such a policy was a success ».

Parlement du Royaume-Uni, chambre des Communes, *War Indemnities*, 05.03.1919, volume 113, intervention de Mr. Thomas, colonne 548, <<https://bit.ly/3nyFOEw>>, [Consulté le 17.11.2020].

Dans la presse britannique aussi, on peut ressentir cette incompréhension de l'intransigeance de la France envers l'Allemagne³²⁷. Au contraire, à l'occasion d'un entretien avec le journaliste américain Wythe Williams, Clemenceau s'exprime en ces termes :

Mon programme, vous le savez bien, est de mettre l'Allemagne dans une condition telle qu'elle ne pourra pas préparer une nouvelle guerre. Nous voulons des promesses des Américains, mais vous pourriez ne pas les tenir. Ce que nous appelons la paix pourrait n'être finalement qu'un interlude entre deux guerres³²⁸.

En réalité, la divergence n'est pas réellement faute de dialogue. Les Français expliquent régulièrement leurs motivations d'ordre sécuritaire³²⁹. Par conséquent, plus qu'une incompréhension, il semble qu'une incompatibilité des motivations profondes soit la réelle cause de la mésentente entre les alliés. Voyons donc quels sont les intérêts de Londres et Paris après la guerre.

Au début de notre période les Britanniques font face à des difficultés d'ordre économique. Après avoir été le numéro un en la matière, le Royaume-Uni se retrouve lourdement endetté vis-à-vis des États-Unis³³⁰. Or ces mêmes États-Unis connaissent une croissance « champignon » qui ne tarde pas à disputer la primauté économique et commerciale britannique. De plus, au sortir de la guerre, les industries et équipements doivent être modernisés, et un mal nouveau s'installe : le chômage³³¹. Dans de telles conditions, les priorités de Londres sont la reprise du commerce international, et donc le rétablissement de l'Allemagne. En effet, le marché allemand était l'un des principaux débouchés de la production britannique avant-guerre³³². Enfin l'opinion publique britannique, fidèle à sa ligne traditionnelle de non-intervention, est opposée à la perspective de toute guerre prochaine. Ces considérations se ressentent bien dans ce que nous avons détaillé dans le premier chapitre. Dans la Baltique, les Britanniques défendent les perspectives les plus favorables au

³²⁷ « Obstacles to peace », *The Manchester Guardian*, Manchester, 03.03.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476237990/citation/A1F018BC29E44274PQ/14>>, [Consulté le 13.01.2020] ; « The Paris Congress », *The Observer*, Londres, 23.03.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/480736425/citation/4A746A439BD94859PQ/1>>, [Consulté le 14.01.2020]. Dans la presse britannique de 1919, la France est présentée comme le principal obstacle à la paix. On y loue volontiers la miséricorde de Wilson et la mesure de Lloyd George envers l'Allemagne. Les exigences françaises sont perçues comme le résultat d'un mauvais caractère vengeur.

³²⁸ GARRIGUES (J.), *Le monde selon Clemenceau : Formules assassines, traits d'humour, discours et prophéties*, Paris, Tallandier, 2014, p.253, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/le-monde-selon-clemenceau--9791021004320-page-251.htm#pa1>>, [Consulté le 17.11.2020].

³²⁹ Le 27 mars 1919, Clemenceau dit à Wilson « Vous êtes les uns et les autres [USA et GB] à l'abri. Nous ne le sommes pas ». *Ibid.*, p.255.

³³⁰ HIKKANEN-LIEVONEN (M.-L.), *British Trade and Enterprise in the Baltic States: 1919-1925*, Suomen Historiallinen Seura, 1984, p.20.

³³¹ *Ibid.*

³³² *Ibid.*

commerce, tout en fuyant précautionneusement tout contentieux pouvant mener à une guerre. La France quant à elle, souffre immensément plus de la guerre. Pour commencer, elle aussi s'est endettée aux États-Unis, mais en plus, le cœur de son industrie est complètement détruit³³³. Sa démographie poussive depuis plus d'un siècle connaît une grave saignée dans les générations les plus actives³³⁴. Par ailleurs, la France souffre beaucoup de la disparition de son allié russe, qui implique la perte de grandes sommes investies, mais également de la grande alliance française Est-Ouest destinée à contenir l'essor allemand. Ainsi, la France fait face à des difficultés économiques pires que celles du Royaume-Uni, mais à cela s'ajoute la destruction du pays, aussi bien sur le plan matériel qu'humain.

Les Britanniques se sentent en sécurité dans les années 1920. Par conséquent, ils se méfient de l'attitude de la France, dont ils soupçonnent progressivement qu'elle cherche à écraser les vaincus³³⁵. Or on le rappelle, Londres s'oppose toujours à l'impérialisme sur le continent. De l'autre côté, les relations entre la France et l'Allemagne sont marquées par des vengeances successives et réciproques depuis 1870, si ce n'est depuis Napoléon I^{er}. Pour la France, la Grande Guerre est une victoire « à la Pyrrhus » car elle ne fait qu'accentuer le déséquilibre démographique entre elle et l'Allemagne. Ainsi, dès les premiers instants, la France perçoit un danger allemand, et cherche à s'en prémunir sans suicider sa population. Les deux alliés ne convergent donc en réalité que sur un point : la préservation de la paix et le refus d'une guerre prochaine. À Paris, cela signifie prendre les devants pour organiser un ordre européen dans lequel la guerre deviendrait impossible. À Londres, cela signifie maintenir un « équilibre » entre les puissances européennes, en l'occurrence enfoncer la France et alléger la pression sur l'Allemagne³³⁶.

³³³ HOVI (K.), «The Baltic States and the French Economy in the 1920's», dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.35-39, p.35.

³³⁴ Les pertes françaises pendant la première Guerre Mondiale frappent tellement la tranche des 18-27ans que la croissance démographique connaît un arrêt. La population nationale stagne à environ 40millions d'habitants entre 1911 et 1946.

Voir INSEE, *Population de la France métropolitaine de 1846 à 1999* <<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/evolution-population/population-totale/>>, [Consulté le 17.11.2020].

³³⁵ « [France] which was regarded from London at the time as the main disturber of calm and stability in postwar Europe ». JACOBSON (J.), «Locarno, Britain, and the Security of Europe», dans JOHNSON (G.), *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.8-22, p.12, <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>>, [Consulté le 29.09.2020].

³³⁶ En réalité, Londres s'oppose au plus puissant sur le continent. Il s'agit donc de la France au moins jusqu'en 1936. On peut constater que les Britanniques se rangent de nouveau du côté français lorsque le troisième Reich devient le plus fort à la fin des années 1930. Dans les États baltes, cela n'empêche pas une concurrence

L'opposition franco-britannique dans la Baltique se traduit par une concurrence sur des plans divers. Concernant le commerce, la France est disqualifiée très rapidement, car son profil économique n'est pas adapté à une guerre commerciale dans la Baltique. En effet, la France est à la fois plus agraire et moins industrialisée que le Royaume-Uni³³⁷. Son profil est plus « autarcique », ainsi elle n'a globalement pas besoin des productions des Baltes, et les Baltes ne sont pas en capacité d'acheter les productions françaises. Autrement dit, en dépit de ses intérêts politiques réels, la France n'a aucun besoin de la Baltique économiquement parlant. Ses tentatives commerciales sont artificiellement soutenues par son influence politique, mais ne se traduisent par rien de significatif³³⁸. Si la Grande-Bretagne est la seule grande puissance à n'avoir aucun intérêt politique dans la Baltique, la France est la seule à n'y avoir aucun intérêt économique. Sa place dans le commerce balte est ultra-marginale, et même celui avec la Pologne reste globalement faible³³⁹.

Un autre point sur lequel la mésentente cordiale s'illustre dans la Baltique est développé en détail par l'historien étatsunien Donald Stoker³⁴⁰. En effet dès le 12 novembre 1921, la première d'une longue série de conférences se tient à Washington, réunissant l'essentiel des grandes puissances navales du monde. Cette conférence a pour objet d'empêcher un surarmement, dont on craint qu'il puisse favoriser le déclenchement d'un nouveau conflit. Sur ce point d'ailleurs, toutes les puissances réunies semblent faire preuve de relative bonne volonté³⁴¹. En pratique cependant, la conférence navale de Washington permet à la Grande-Bretagne de garder sa supériorité en interdisant la construction de grands navires de guerre au-delà de certains quotas. Naturellement, cela provoque une forte vague d'anglophobie en France. En outre, cette conférence interdit aussi la vente de navires obsolètes. Ainsi, pour pouvoir s'armer sur le plan naval, les pays baltes doivent passer commande de navires neufs au compte-goutte à Paris ou Londres³⁴². Globalement, Finlande et Estonie commandent en Angleterre, tandis que Lettonie et Pologne commandent en France,

commerciale anglo-allemande. Nous apportons plus d'explications dans la partie suivante (l'évolution du jeu baltique).

³³⁷ HOVI (K.), « The Baltic States ... *loc.cit.* », p.35.

³³⁸ La France échange des armes contre du lin pendant les premières années. Certains accords sont signés par la suite comme par exemple celui avec l'Estonie en 1922.

³³⁹ Voir les annexes 2 et 3, sur les imports et exports baltes.

³⁴⁰ STOKER (D.), *Britain, France and the Naval Arms Trade in the Baltic, 1919-1939: Grand Strategy and Failure*, Londres, F. Class, 2003, 242p.

³⁴¹ GALTIER (J.), « Le règlement de la paix – La conférence de Washington sur le désarmement », *Le Temps*, n°22025, Paris, 22.11.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k244566b>>, [Consulté le 18.11.1921] ; « La conférence de Washington sur le désarmement – Le programme naval de la France », *Le Temps*, n°22027, Paris, 24.11.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2445683>>, [Consulté le 18.11.2020].

³⁴² STOKER (D.), *Britain, France and... op.cit.*

mais la rigidité du système imposé favorise le commerce clandestin de sous-marins allemands au début des années 1920. Selon Donald Stoker, les Britanniques font tout pour empêcher la France de construire une marine puissante, considérant qu'elle représente la principale menace à la paix en Europe³⁴³.

Maintenir la viabilité économique de l'Allemagne et contrer les effets amers de Versailles, [cette attitude] s'est transformée plus tard en la politique d'apaisement économique des années 1930.³⁴⁴

Cet *appeasement*, dans les années 1930, pousse les Britanniques à faire des choix contre-intuitifs. On peut citer l'*Anglo-German Naval Agreement*, signé en marge de la deuxième conférence navale de Londres en 1935³⁴⁵. Par ce traité, l'Angleterre autorise à l'Allemagne ce qu'elle interdit à tous les autres États, permettant la remise en question de sa propre suprématie navale³⁴⁶. En 1936, quelques mois avant la remilitarisation de la Rhénanie, l'ambassadeur François-Poncet rappelle avec amertume :

La Grande-Bretagne n'a-t-elle pas, par l'accord naval de l'été dernier, sanctionné le droit de l'Allemagne à réarmer et donné une première approbation à la politique révisionniste³⁴⁷ ?

Jusqu'en 1937³⁴⁸, et même en 1938³⁴⁹, les Britanniques s'opposent aux plans de Paris basés sur la fermeté, au profit d'une approche conciliante avec Berlin, l'*appeasement*.

En résumé, la France s'investit en Europe de l'Est pour encercler l'Allemagne et se prémunir de toute nouvelle guerre contre elle. Quant à la Grande-Bretagne, elle ne coopère pas avec la France car ses intérêts sont différents et impliquent notamment un rétablissement du développement de l'Allemagne dans les années 1920. Pour maintenir un solide « cordon

³⁴³ *Ibid.*

³⁴⁴ « Maintaining Germany's economic viability, and thus countering the bitter seeds of Versailles, later metamorphosed into the policy of economic appeasement in the 1930 ».

HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.19.

³⁴⁵ L'*Anglo-German Naval Agreement* est ironiquement signé le jour anniversaire de la bataille de Waterloo. Il autorise l'Allemagne à construire autant de sous-marins que l'Angleterre, et 35% du tonnage de la flotte britannique pour les navires émergés.

³⁴⁶ STOKER (D.), *Britain, France and... op.cit.*,

³⁴⁷ DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Dépêche diplomatique de M. François-Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Laval ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 02.01.1936, n°3, D n°7, pp.3-9.

³⁴⁸ « Въ Лондонѣ очень довольны результатами переговоровъ между Гитлеромъ и лордомъ Галифаксомъ [À Londres, on est très contents des résultats des négociations entre Hitler et lord Halifax] », *Сегодня*, n°320, Riga, 21.11.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1937n319_2|article:DIVL12|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

³⁴⁹ « Англія готова приступити къ переговорамъ съ Германіей [L'Angleterre est prête à engager des négociations avec l'Allemagne] », *Сегодня*, n°109, Riga, 17.04.1938, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1938n107|article:DIVL208|issueType:P>>, [Consulté le 21.09.2020] ;

HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.22-27.

sanitaire », la France encourage un rapprochement entre la Pologne et les États baltes, une entreprise qui manque de peu de réussir en 1922³⁵⁰. Comme nous avons pu le voir, la stratégie française à l'Est est progressivement détruite par les Allemands et Soviétiques. Cela est compréhensible étant donné que la France ne dispose d'aucune implantation économique dans la région, et ne peut compter sur l'aide d'aucune grande puissance. Contrainte à une approche essentiellement diplomatique, la France parvient cependant à maintenir la « barrière » entre Berlin et Moscou pendant le début des années 1920. Revenons donc plus en détail sur le mode opératoire de la stratégie française, dont le principal instrument n'est autre que l'alliance polonaise.

³⁵⁰ « Результаты Варшавской конференции [Les résultats de la Conférence de Varsovie] », *Сегодня*, n°62, Riga, 17.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n62|article:DIVL26|issueType:P>, [Consulté le 30.03.2020].

b. L'alliance franco-polonaise

Depuis le début du XIXe siècle, la France cherche un allié à l'Est du continent pour pouvoir neutraliser les puissances centrales. Cet allié oriental, que Napoléon I^{er} trouve dans le peuple polonais, puis dans le tsar de Russie avec plus ou moins de succès, est toujours recherché avant et après la Grande Guerre. L'alliance franco-russe qui s'impose progressivement après la guerre de Crimée satisfait les deux parties. Malheureusement, l'Empire ne tient pas aussi bien le choc que la France entre 1914 et 1917. La défaite provoque l'effondrement du régime qui montrait déjà des signes de faiblesse depuis 1905. Preuve que la France tient à son allié oriental, elle intervient en Russie du côté des Blancs jusqu'à ce que la situation soit sans espoir ; tandis que Londres demande déjà à se retirer en 1919³⁵¹. La perte de l'allié russe est un coup terrible pour le système géopolitique français. En effet, comment pourrait-on contenir l'effort vengeur allemand sans lui mettre de barrière à l'Est ? Ainsi dès 1919, Paris envisage de faire renaître une alliance orientale avec la Pologne, mais refuse de s'engager clairement tant qu'il reste de l'espoir dans le mouvement blanc en Russie.

La France n'effectue clairement le choix de la Pologne qu'en 1920, alors que le mouvement blanc est presque totalement vaincu. La Pologne subit des revers face aux Rouges menés par Toukhatchevski. Londres conseille à la Pologne de faire la paix³⁵², mais Paris envoie du matériel et des stratèges militaires (dont Maxime Weygand) pour renverser la situation. Suite à la victoire *in extremis* sur la Vistule près de Varsovie en août 1920³⁵³, les forces polonaises repoussent les Soviétiques sur 400km avant de signer la paix. L'alliance franco-polonaise est conclue le 19 février 1921, complétée d'une convention militaire en février 1922. Cette alliance est accueillie favorablement car les deux peuples ont une opinion positive l'un de l'autre et parce que les intérêts de Paris comme de Varsovie sont dans le maintien du *statu quo*. L'alliance orientale est restaurée, et la France fait reposer ses stratégies sur elle. D'abord opposée à l'annexion des territoires à l'Est de la ligne Curzon, Paris rectifie

³⁵¹ « Towards a Russian Truce – British Proposals to Allies », *The Manchester Guardian*, Manchester, 13.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476230898/citation/6CD57E70427347F4PQ/23>>, [Consulté le 04.12.2019].

³⁵² Voir GUESLIN (J.), « Entre illusion et aveuglement : la France face à la question lituanienne 1920-1923 », *Cahiers lituaniens*, Association Alsace-Lituanie, 2001, 2, p.2, (hal-01405390), [Consulté le 29.01.2020]

³⁵³ « Висла – польско-французская Марна. [La Vistule – la Marne franco-polonaise] », *Сегодня*, n°183, Riga, 27.08.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1920n183|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 02.04.2020]

sa position pour garantir la formation d'une grande Pologne³⁵⁴. Maxime Ganfman formule *a posteriori* ce parti-pris stratégique :

Une Pologne forte devait accomplir la mission historique, celle qui incombe aux Slaves de lutter contre le germanisme, et qui avant la guerre aboutit à l'alliance franco-russe³⁵⁵.

Bien que la France l'ait espéré jusqu'en 1920, l'option russe n'est pas envisageable à cette époque. Quant à l'option polonaise, elle apporte son lot d'inconvénients. En réalité, il y a deux gros problèmes avec la Pologne. Le premier est sa faiblesse : contrairement à l'ancienne Russie, le nouvel allié de la France est un État menacé. Le tiers ouest de la Pologne est directement hérité de territoires perdus par le Reich en 1918. Or l'Allemagne ne tolère pas la perte de ces territoires, et cherche absolument à les récupérer³⁵⁶. De plus, au début de notre période, l'État polonais à peine ressuscité n'est pas en mesure de résister à la pression allemande. C'est l'Occident (et principalement la France) qui doit imposer des mesures pour défendre les intérêts de Varsovie, c'est le cas lors du partage silésien³⁵⁷. C'est aussi le traité de Versailles³⁵⁸ qui contraint l'Allemagne à continuer ses achats en Pologne au même niveau qu'avant-guerre pendant 3 ans, et sans taxes³⁵⁹. D'autre part, la Pologne nourrit une angoisse chronique vis-à-vis des territoires annexés à la Russie soviétique en 1921³⁶⁰. Évidemment,

³⁵⁴ Les Polonais ont colonisé les actuelles Biélorussie et Ukraine au cours de l'époque moderne. Des populations polonaises y sont donc présentes, mais fortement minoritaires. La ligne Curzon est une proposition de frontière destinée à limiter la Pologne aux territoires majoritairement polonais (incluant Lwów mais excluant Vilna). La France y est d'abord favorable, mais argumente ensuite pour que Varsovie annexe une « zone tampon » destinée à la protéger de la Russie soviétique. Voir GUESLIN (J.), « Entre illusion et... *loc.cit.* », p.1 ; PADYCH (C.), « La frontière entre la Lituanie et la Pologne pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001, no1, p.7-22, p.9 <<https://carin.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2001-1-page-7.htm>>, [Consulté le 23.08.2020].

³⁵⁵ « Сильная Польша должна была выполнять историческую миссию, которая выпадала на долю славянства в борьбѣ съ германизмомъ и которая передъ войной привела къ франко-русскому союзу. » ГАНФМАНЪ (М.), « Путешествіе въ Варшаву [Voyage à Varsovie] », *Сегодня*, n°111, Riga, 22.04.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1934n111|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 14.09.2020].

³⁵⁶ Ces territoires sont pourtant majoritairement polonais sur les plans ethnique, linguistique et culturel. Voir annexe 18.

³⁵⁷ La Haute-Silésie fait l'objet d'un plébiscite en 1921, remporté par Allemands suite à une lourde fraude de près de 200 000 voix, issues de personnes extérieures à la région. Des violences éclatent et l'Allemagne envoie des *Freikorps*, justifiant un arbitrage occidental. Lloyd George veut empêcher la Pologne d'annexer la Silésie (pour rappel les Britanniques ont intérêt à un redressement de l'Allemagne). La décision de la SDN en octobre 1921 attribue quasiment toute la région à l'Allemagne, mais réserve le bassin industriel de Katowice à la Pologne. Voir DUROSELLE (J.B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.7-8.

³⁵⁸ *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.268, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles10.htm>>, [Consulté le 09.09.2020].

³⁵⁹ Au vu du déséquilibre commercial entre les deux, cette mesure est nécessaire pour éviter la banqueroute de la Pologne. Voir HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, 495p, p.67.

³⁶⁰ Ces territoires sont aujourd'hui en Biélorussie et en Ukraine, mais quasiment personne n'envisage leurs indépendances car historiquement, ils ont toujours fait partie de la Russie ou de la République des Deux Nations.

Moscou cherche à les récupérer, bien que comme l'Allemagne, elle en soit encore incapable dans les années 1920. Au-delà même de ces terres dont l'Allemagne et la Russie se sentent littéralement amputés, même les territoires centraux de la Pologne sont menacés. En effet, depuis la chute de la *Rzeczpospolita*, Russes et Allemands ont colonisé l'Europe de l'Est, et les uns comme les autres aspirent au fond à une disparition totale et définitive de la Pologne.

Le second problème est l'impérialisme polonais. La Pologne n'est ni un petit État menacé comme l'Estonie, ni une grande puissance menaçante comme l'Allemagne, ou plutôt elle est les deux en même temps. Autrement dit, Varsovie est la proie des impérialismes plus forts qu'elle, mais elle représente elle-même une puissance expansionniste pour les États plus faibles. Au cours des années 1920, c'est d'ailleurs l'irrédentisme polonais qui pose le plus de problèmes à la politique française. Cet aspect impérial de l'identité polonaise est impossible à concilier harmonieusement avec la communauté défensive que le Quai d'Orsay essaie de créer entre les Baltes et la Pologne. Lorsque les Polonais cherchent à conquérir les *kresy* (les « confins ») de leurs anciennes possessions en 1919, ils revendiquent leur souveraineté sur les territoires biélorusses et ukrainiens disputés à la Russie dont nous avons parlé plus haut, mais aussi sur la Lituanie³⁶¹. De part le passé commun des deux nations, les Polonais refusent d'envisager une Lituanie qui ne serait pas refusionnée à la Pologne. Pour Piłsudski d'ailleurs né en Lituanie, les deux nations ne forment qu'une³⁶². Les Lituaniens s'opposent fermement à cette perspective, voyant leur histoire commune avec la Pologne comme une vassalisation plus qu'une union. La Pologne revendique la ville de Vilna et sa région qu'elle annexe en 1920, mais aussi les territoires de Latgale (Lettonie), et de Těšín (Tchécoslovaquie)³⁶³. Cet irrédentisme polonais est particulièrement fort dans la ligne politique de Józef Piłsudski. Après avoir milité pour l'indépendance au sein de l'Empire russe, ce dernier a créé le groupe des « légions polonaises » pour combattre les armées du tsar pendant la Première Guerre mondiale. Autrement dit, les forces polonaises ont combattu du côté ennemi de la France pendant la Grande Guerre.

La population majoritaire y est slave orientale, mais une quantité considérable de colons polonais (et en moindre mesure lituaniens) y sont implantés depuis le XIV^e siècle.

³⁶¹ D'ailleurs, pour être précis, les terres biélorusses de la *Rzeczpospolita* appartenaient autrefois au grand duché de Lituanie et non au Royaume de Pologne. La Biélorussie et l'Ukraine n'ont pas existé en tant que telles, mais nous employons ces termes par commodité, car il y a déjà à cette époque une réalité linguistique.

³⁶² PADYCH (C.), « La frontière entre la Lituanie et la Pologne pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001, n°1, p.7-22, p.17.

³⁶³ DUROSELLE (J.B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.8.

Globalement, la classe politique française soutient fermement les liens avec Varsovie³⁶⁴ bien qu'elle ait le plus grand mal à articuler les intérêts de la France avec la ligne pilsudskiste lorsque celle-ci est au pouvoir³⁶⁵. Du côté des militaires français, l'alliance polonaise ne convainc pas. Beaucoup lui préfèrent l'alliance franco-russe, à mesure que l'URSS recommence à se comporter en puissance classique³⁶⁶. Le maréchal Foch est particulièrement dubitatif quant à la solidité de l'allié polonais, en raison des menaces qui pèsent sur lui et de ses frontières intenable³⁶⁷. Malgré tous ses défauts, la Pologne incarne l'allié oriental nécessaire aux intérêts géostratégiques français, et on s'attache au Quai d'Orsay à fédérer autant que possible les États du cordon autour d'elle, pour constituer une véritable « barrière de l'Est ». C'est un objectif vers lequel les Polonais tendent aussi, mais la coopération Paris-Varsovie est toujours gênée par l'inconstance de la Pologne et de ses intérêts contradictoires. En tant qu'État menacé, la Pologne est au cœur des conférences sur le projet baltique dès 1920³⁶⁸. Cependant, ses prétentions sur les territoires lituaniens et la Latgale jouent forcément contre elle, et poussent les Baltes à se méfier. Il n'y a que Tallinn qui adopte franchement et durablement une diplomatie pro-polonaise³⁶⁹. Cela est probablement dû au fait que l'Estonie est le seul État balte non frontalier de la Pologne, et donc non menacé par elle. Revenons sur les arbitrages de Vilna et Klaipėda, véritables bourbiers diplomatiques pour la France, et liés à l'attitude de la Pologne.

Selon Julien Gueslin³⁷⁰, lorsque la Pologne commence à reculer face aux Rouges en 1920, le Quai d'Orsay cherche à créer un front commun entre Polonais et Lituaniens. En effet, avec l'évolution de la situation, ces derniers menacent de s'entendre avec les

³⁶⁴ HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, 495p, p.70.

³⁶⁵ SAKWA (G.), «The “Renewal” of the Franco-Polish Alliance in 1936 and the Rambouillet Agreement», *The Polish Review*, 1971, vol.16, n°2, pp.45-66, p.45, <<http://www.jstor.org/stable/25776974>>, [Consulté le 12.10.2020].

³⁶⁶ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.70.

³⁶⁷ Contrairement à beaucoup de pays, la Pologne ne dispose d'aucune défense géographique excepté la chaîne des Carpates au Sud. D'est en ouest, le pays est constitué de grandes plaines très faciles à parcourir.

³⁶⁸ ЭСТУРЪ « Къ текущему моменту – Гельсингфорская конференция [En ce moment – La conférence d'Helsingfors] », *Сегодня*, n°16, Riga, 21.01.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:p_001_sego1920n16|article:DIVL188|issueType:P>, [Consulté le 31.01.2020]; « Совѣщаніе конференціи в Гельсингфорсѣ », *Сегодня*, n°15, Riga, 20.01.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:p_001_sego1920n15|article:DIVL151|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020].

³⁶⁹ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans ПІАНАУ (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, p.55, <<hal-02065018>>, [Consulté le 21.10.2019].

³⁷⁰ GUESLIN (J.), « Entre illusion et... *loc.cit* ».

Bolchéviques pour avoir gain de cause dans la région vilnoise. Lorsque les Rouges sont vaincus, la France invite la Pologne à respecter l'intégrité de la Lituanie et sa souveraineté sur sa capitale historique. Malheureusement, nous l'avons vu plus haut, Piłsudski s'arrange pour s'emparer de la ville et sa région avant que la situation ne se sédimente définitivement. Le mal est fait, bien que la Pologne accepte de réprouver Żeligowski. La Lituanie envahie se voit donc contrainte de se rapprocher des Allemands et des Soviétiques, les principaux révisionnistes. Pour éviter que la Lituanie ne se transforme en arme diplomatique germano-soviétique, Paris développe des projets destinés à réitérer la fusion entre la Pologne et la Lituanie³⁷¹. Rétrocession de Vilna et alliance étroite, projet fédéral, tout est bon pour retirer à la barrière de l'Est son dangereux talon d'Achille. La France propose aussi d'organiser un plébiscite dans la ville, mais le vote est empêché par la mauvaise volonté des deux parties³⁷². Dans tous les cas, absolument aucun plan proposé par la France n'est accepté par le gouvernement de Kaunas³⁷³. Il faut dire que tous revenaient à une fusion des deux pays à terme, ce que les Litvaniens ont clairement exprimé comme inacceptable.

De toute évidence, le problème est absolument insoluble comme en témoigne le reste de l'Entre-deux-guerres. Prenant conscience de cela, Paris doit accepter l'état de fait, et surtout faire un choix entre Kaunas et Varsovie. Laroche, tout en regrettant le comportement de la Pologne, déclare devoir maintenir l'alliance en vertu de « considérations bien supérieures qui touchent à l'équilibre européen et à la nécessité d'opposer une digue à l'Allemagne³⁷⁴ ». D'autre part, il déclare « nous n'avons rien à attendre de la Lituanie et ne lui devons que la justice en nous efforçant d'empêcher la Pologne de la brimer³⁷⁵ ». La situation se tend et ne laisse pas place à l'enthousiasme jusqu'en début 1922, lorsque le gouvernement Galvanauskas fait un pas vers la France. Il demande le territoire et la ville de Klaipėda, et propose des débouchés commerciaux à la France en échange. Poincaré veut accepter mais les Britanniques bloquent tout avec leur exigence d'internationalisation du

³⁷¹ *Ibid.*

³⁷² Les Polonais sont alors majoritaires dans la ville tandis que les Litvaniens le sont dans la région de Vilna. Quoi qu'il en soit, il est certain que la population est fortement divisée voire même métissée, et il n'est pas à exclure que des Polonais votent pour le rattachement à la Lituanie ou inversement. Les deux parties ont probablement peur du résultat imprévisible d'un tel plébiscite.

Voir WEEKS (T.), « Vilna, Wilno, Vilnius 1863-1939: Une étude de cas sur les cultures parallèles et sur "l'Autre" invisible », *Revue germanique internationale*, 2010, vol.11, p.86.

³⁷³ GUESLIN (J.), « Entre illusion et... *loc.cit* ».

³⁷⁴ GUESLIN (J.), *La France et les petits États baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Robert FRANCK, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 2004, p.219, <tel:00126331>, [Consulté le 29.01.2020].

³⁷⁵ *Ibid.*, p.220.

Niémen à partir de Grodno³⁷⁶. Finalement, un plan de cession est mis en place en garantissant le libre passage sur le Niémen depuis la Pologne jusqu'à Klaipėda. Craignant que la France ne favorise encore la Pologne au point d'être lésés, les Litvaniens prennent les devants et organisent un coup de force pour s'emparer de Klaipėda eux-mêmes. Le 9 janvier 1923, une révolte organisée éclate dans la ville, suite à quoi, des groupes paramilitaires litvaniens dirigés par Simonaitis repoussent la maigre garnison française et établissent un pouvoir fantoche litvanien³⁷⁷. Le gouvernement de Kaunas prétend évidemment n'avoir aucune autorité sur ces groupes, et feint des négociations avec eux³⁷⁸. Bien qu'il soit tentant de mettre fin à cette mascarade, la France mène déjà une politique d'agression dans la Ruhr, et il serait contre-productif de réprimer les Litvaniens. Ainsi, les grandes puissances acceptent l'annexion de Klaipėda tant que l'internationalisation du Niémen est garantie³⁷⁹.

L'affaire de Klaipėda comme celle de Vilna laissent la France devant le fait accompli mais on peut voir que la réponse apportée tend toujours vers un apaisement des tensions entre la Pologne et la Litvanie. Conformément aux craintes initiales du Quai d'Orsay, le conflit polono-litvanien se révèle être la clef de voûte de la diplomatie soviétique des années 1920. Prenons cependant la peine de voir comment la France conçoit sa politique orientale.

³⁷⁶ Les Britanniques ne sont intéressés que par le commerce dans la Baltique. Par ailleurs, leurs intérêts ne les poussent pas spécialement à participer à la stratégie française à l'Est. Voir *supra*.

³⁷⁷ GUESLIN (J.), « Entre illusion et... *loc.cit* ».

³⁷⁸ « Nouvelles de l'étranger – États baltes – L'affaire de Klaipėda », *Le Temps*, n°22458, Paris, 01.02.1923, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2450013>>, [Consulté le 20.11.2020].

³⁷⁹ Malheureusement pour les marchands britanniques, les Litvaniens expliquent ensuite que cela ne vaut pas en temps de guerre, or la Litvanie est théoriquement en guerre constante avec la Pologne.

c. La grande stratégie orientale

La politique française est caractérisée par son amplitude. Contrairement à Weimar et surtout à Moscou qui mène des stratégies localisées pour atteindre des objectifs clairement délimités, Paris développe un réseau diplomatique à échelle européenne. La stratégie française dont l'objectif est la formation d'une grande barrière de la Baltique à la mer Noire nécessite une savante articulation entre les diplomaties liées à la Petite Entente, à la Pologne et aux États baltes³⁸⁰. Logiquement, la Pologne représente le cœur de l'ensemble, mais comme nous l'avons vu, il n'est pas toujours simple de conjuguer les intérêts de chacun. Par rapport à la Petite Entente, il est impossible de pousser à une candidature polonaise ni même une coopération réelle, puisque Varsovie ne cesse de revendiquer le territoire tchécoslovaque de Těšín. Fort heureusement, Paris peut encourager un rapprochement polono-roumain. Au lendemain des accords de Locarno, le 26 mars 1926, Pologne et Roumanie signent une alliance défensive³⁸¹. Par cette alliance, les deux États s'engagent à entrer en guerre mutuelle en cas d'agression sur leurs territoires, y compris la Bessarabie. Le sud du cordon sanitaire est donc relativement solide en dépit des tensions existant entre Varsovie et Prague.

Pour ce qui est de la Baltique, engager un rapprochement avec la Pologne n'est pas chose aisée puisque Varsovie revendique des territoires lituaniens (région de Vilna) et des territoires revendiqués par les lettons (Latgale). À Helsinki, les cinq États tentent de coordonner leurs négociations de paix avec l'URSS de manière à former un ensemble cohérent qui pourrait avoir l'ascendant dans les négociations³⁸². Malheureusement, une telle

³⁸⁰ En quelques mots, la Petite Entente est le résultat d'un rapprochement entre Prague, Belgrade et Bucarest, initialement pour se défendre contre la Hongrie de Béla Kun. Leur proximité se maintient ensuite de part le risque de restauration habsbourgeoise. L'alliance, signée entre les trois parties en août 1921, intéresse la France qui y voit les potentielles fondations d'une grande barrière entre l'Allemagne et la Russie soviétique. La France devient rapidement le protecteur de la Petite Entente et signe des traités bilatéraux avec chacun des États membres (franco-tchécoslovaque en 1924, les deux autres en 1926). La Petite Entente se renforce par une convention militaire collective en 1932, ainsi qu'un conseil permanent en 1933.

Voir NAMONT (J.-P.), « La Petite Entente, un moyen d'intégration de l'Europe centrale ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2009, vol.30, n°2, pp.45-56, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-45.htm>>, [Consulté 20.10.2020].

³⁸¹ « Подписанъ польско-румынскій гарантійный договоръ [Accord de garantie polono-roumain signé] », *Сегодня*, n°71a, Riga, 29.03.1926, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1926n071_a|article:DIVL16|issueType:P>, [Consulté le 21.11.2020].

³⁸² ЭСТУРЬ « Къ текущему моменту... *loc.cit.* » ; « Рѣчь министра иностранныхъ дѣлъ в Народномъ Совѣтѣ [Le discours du ministre des Affaires Étrangères au conseil populaire] », *Сегодня*, n°58, Riga, 11.03.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n58|article:DIVL153|issueType:P>, [Consulté le 03.02.1920]

entente est impossible car les intérêts ne sont pas conciliables³⁸³. L'Estonie a besoin d'une paix immédiate alors que la Lettonie ne souhaite pas mettre fin aux hostilités avant d'avoir conquis la Latgale. La Lituanie et la Pologne ne peuvent pas non plus s'unir contre l'URSS à cause de leur propre conflit³⁸⁴. À Bulduri, les cinq envisagent une union monétaire, des mesures protectionnistes financières et économiques, une harmonisation des réseaux ferroviaires, l'instauration d'un marché commun, la création d'un bureau « artistico-culturel » commun, et un système d'arbitrage pour les litiges entre les membres³⁸⁵. En dépit de la bonne volonté dont les participants font preuve, ces premières conférences baltiques sont globalement inefficaces. Elles incluent la Finlande et tergiversent sur des sujets trop vastes, trop secondaires et mal définis. Certains sont d'ailleurs irréalisables, donc dépourvus d'intérêt (nationalisation totale des banques et des compagnies d'assurances). En fait, les États baltes cherchent à promouvoir des projets sur les infrastructures, sur la culture et sur l'économie car ils savent qu'un accord concret sur les questions militaires serait trop clivant,

³⁸³ « The Border States Conference », *The Manchester Guardian*, Manchester, 12.08.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476384454/citation/F424E9FF57C246AFPO/2>>, [Consulté le 02.02.2020].

³⁸⁴ Lorsque le pacte de Moscou est signé (voir *supra*, chapitre II) l'avenir de la Lituanie est sujet aux hypothèses, tout comme sa place dans la construction baltique. Certains estiment que la Pologne parviendra à rétablir ses frontières de 1772.

« Министръ иностранныхъ дѣлъ о переговорахъ съ Совѣтской Россіей и о Балтійской конференціи [Le ministre des Affaires Étrangères à propos des négociations avec l'Union soviétique, et de la conférence baltique] », *Сегодня*, n°148, Riga, 14.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n148|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 03.04.2020].

³⁸⁵ « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°170, Riga, 12.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n170|article:DIVL24|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020] ; « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°171, Riga, 13.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n171|article:DIVL111|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020] ; « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°174, Riga, 17.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n174|article:DIVL156|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020] ; « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°175, Riga, 18.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n175|article:DIVL129|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020] ; « Baltic States Arbitration Agreement », *The Manchester Guardian*, Manchester, 20.08.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476382045/citation/B4A062A0E1154202PQ/10>>, [Consulté le 18.01.2020] ; « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°177, Riga, 20.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n177|article:DIVL123|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>, [Consulté le 01.02.2020] ; « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°178, Riga, 21.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n178|article:DIVL111|issueType:P>, [Consulté le 01.02.2020].

et impliquerait une réduction drastique des participants au projet. Pourtant, ce sont justement les questions de sécurité qui rassemblent avant tout ces cinq nations. En France, naturellement, on espère que le projet baltique prendra rapidement la direction d'un bloc militaire concret.

Après l'annexion unilatérale de Vilna et la guerre ouverte entre Lituanie et Pologne, tout projet baltique incluant l'un exclut automatiquement l'autre. Difficile de faire pire, sachant que l'objectif est théoriquement de rassembler les Baltes et les Polonais. Mais le projet ne meurt pas, et Paris cherche toujours à guider les progrès vers à une convention militaire commune. Les conférences et délibérations sur l'union baltique se poursuivent tant bien que mal sans la Lituanie³⁸⁶, et parviennent à aboutir à un acquis intéressant le 17 mars 1922. Les accords de Varsovie, que nous avons pu évoquer précédemment, sont *a priori* un grand succès de la stratégie française. Les États signataires (Pologne, Lettonie, Estonie, Finlande) reconnaissent réciproquement leurs traités conclus avec la RSFSR, et s'engagent à ne signer aucun accord dirigé contre l'un d'entre eux. Ils s'engagent aussi à poursuivre le projet baltique en convenant des traités sur les rapports consulaires, commerciaux, et sur l'arbitrage pacifique des litiges entre États. Enfin et surtout, les membres suggèrent une assistance mutuelle en cas d'attaque subie, sans pour autant qu'il ne s'agisse d'une véritable alliance militaire contraignante³⁸⁷.

Par ailleurs, si la Pologne peut plus ou moins représenter une potentielle menace pour les États baltes, l'Estonie et surtout la Lettonie ont une certaine confiance dans la politique française. En réalité, la peur du régime soviétique à cette époque est tellement forte qu'un rapprochement avec la Pologne est acceptable pour Tallinn et Riga. Le Kremlin organise lui-même une petite conférence à Riga entre la fin de la conférence de Varsovie et le début de la conférence de Gênes³⁸⁸. Moscou se sent menacée par les progrès de la diplomatie franco-polonaise. Tchitchérine propose aux États réunis de convenir d'un discours et de revendications communes à Gênes. Le « protocole de Riga » consiste en une réaffirmation

³⁸⁶ « Польській дипломатъ о союзѣ [Un diplomate polonais au sujet de l'alliance] », *Сегодня*, n°153, Riga, 10.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n153|article:DIVL168|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

³⁸⁷ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée : la Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, p.132.

³⁸⁸ « Эстонія за приглашеніе Москвы [L'Estonie pour l'invitation de Moscou] », *Сегодня*, n°59, Riga, 14.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n59|article:DIVL135|issueType:P>, [Consulté le 26.03.2020].

des traités de paix entre la RSFSR et les États d'Europe de l'Est, en dehors de quoi il n'apporte pas grand-chose de concret³⁸⁹. Pour John Hiden, cette initiative est clairement une tentative de réponse de la part de Lénine aux accords de Varsovie³⁹⁰. Il cherche déjà à opérer une détente avec l'Estonie et la Lettonie³⁹¹, sans grand succès. En effet, malgré les avertissements des Soviétiques, Pusta et Meierovics sont de fervents adeptes de la doctrine « verticale³⁹² ». On peut clairement ressentir le point de vue pro-français que le journal *Сегодня* adopte à cette époque. Dans un article du 19 mars 1922, les accords de Varsovie sont présentés comme particulièrement bénéfiques.

La coordination des décisions de la conférence de Varsovie et des travaux des représentants de la "Petite Entente", qui s'achèvent à peine à Belgrade³⁹³, ont apparemment la même direction – celle de la paix³⁹⁴.

Autrement dit, la politique française réussit son pari de former une communauté à partir des nouveaux États, tous menacés par le révisionnisme allemand et la révolution bolchévique.

Hélas, les réjouissances sont de courte durée pour la France, car les accords de Varsovie constituent l'apogée du projet de confédération-barrière à l'Est incluant la Pologne et la Baltique. De plus, les accords de Varsovie ne sont même pas ratifiés, car la Finlande fait défaut³⁹⁵. Le parlement finlandais refuse en effet la ratification, marquant globalement la fin de l'intérêt finnois pour la Baltique, et le renouveau de son tropisme scandinave. Pour ce qui est des États baltes, nous l'avons vu dans les parties précédentes, Weimar et Berlin parviennent à les écarter de la Pologne. On pourrait se demander pourquoi le réseau si prometteur de mars 1922 connaît un si prompt effondrement. En réalité, les acteurs du projet

³⁸⁹ HAVAS, « Protocole de clôture de la Conférence des États Baltes », *L'Europe Nouvelle*, n°14, Paris, 08.04.1922, p.436, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4546669>>, [Consulté le 21.11.2020].

³⁹⁰ HIDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p.117.

³⁹¹ Encore une preuve que la Russie soviétique effectue parfois des tentatives diplomatiques à perspective de moyen-terme pendant la période « révolutionnaire » antérieure à 1925. Voir la sous partie précédente (le Kremlin et la Baltique dans les années 1920).

³⁹² Voir *infra*, chapitre III.

³⁹³ Le journaliste de *Сегодня* fait ici référence au succès de la conférence de Belgrade achevée le 12 mars 1922. Cette conférence prévoit l'obtention pour la Petite Entente et la Pologne, d'un crédit destiné à leurs reconstructions. Voir MOUSSET (A.), « La Conférence de Belgrade », *L'Europe Nouvelle*, n°12, Paris, pp.364-365, 25.03.1922, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4546664j>>, [Consulté le 21.11.2020].

³⁹⁴ « Координирование рѣшений варшавскаго совѣщания съ результатами работъ представителей "Малой Антанты", только что закончившихся въ Бѣлградѣ, повидимому намѣчено въ томъ же направленіи – мира ». « Послѣ Варшавы [Après Varsovie] », *Сегодня*, n°64, Riga, 19.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n64/article:DIVL123|issueType:P>, [Consulté le 31.03.2020].

³⁹⁵ « Baltic States Convention – Finland's Declaration », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.09.1922, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476649079/citation/13BC72F71608471DPO/2>>, [Consulté le 04.02.2020].

ont fait preuve de bonne volonté, et au grand bonheur du Quai d'Orsay, le projet baltique s'est rapidement orienté vers un début de clauses défensives concrètes. Le véritable problème dans cette entreprise est à chercher du côté de la Pologne, grand allié mais aussi éternel talon d'Achille de la politique française à l'Est. Selon Sophie Vilks, les États baltes ont peur de Varsovie, et l'accord exceptionnel de 1922 n'a pas l'occasion de se renouveler³⁹⁶. Il ne faut cependant pas prendre la non-ratification des accords comme un effondrement total, mais plutôt comme le début du lent déclin de la diplomatie française à l'Est. En effet, la logique des accords reste forte chez les États signataires (Finlande exclue) pendant quelques années, et les efforts allemands et soviétiques témoignent du fait que desserrer ces liens est une entreprise de moyen voire long terme.

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'irrédentisme polonais est au cœur des problèmes. La guerre avec la Lituanie est un choc qui reste imprimé dans les esprits, y compris en Lettonie et Estonie³⁹⁷. Son éviction des plans d'union baltique se fait au prix des relations de confiance. Pour ce qui est de la Petite Entente, nous l'avons vu, ce sont aussi les prétentions polonaises sur la Tchécoslovaquie (Těšín) qui empêchent la formation d'un véritable bloc capable de s'ériger entre Weimar et Berlin. Jusqu'en 1925, les Français continuent leurs efforts pour « réduire discrètement les incompatibilités, les inquiétudes et les hésitations qui se manifestent dans les quatre pays intéressés³⁹⁸ ». En 1926, la signature de l'accord Roumain est une bonne nouvelle (la barrière se solidifie au Sud) mais Piłsudski reprend la tête du gouvernement en octobre. Le retour du déclencheur de la guerre polono-soviétique ne manque pas d'inquiéter Tallinn et Riga, bien que cela soit aussi en partie le résultat d'un grand tapage lituano-soviétique³⁹⁹.

Le lent déclin amorcé en 1922 et entériné par le progrès des politiques allemande et soviétique pousse la stratégie française initiale à un échec irrécupérable. Après 1925, non seulement la Pologne est écartée des États baltes, mais le projet baltique en lui-même, déjà moribond depuis deux ans, est abandonné avec la mort de Meierovics. Cela pousse la France à adopter de nouvelles positions. D'ailleurs, l'Europe de l'Est post-locarnienne n'a plus

³⁹⁶ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.132.

³⁹⁷ « Виленскій и Силезскій вопросы [Les questions silésienne et vilnoise] », *Сегодня*, n°151, Riga, 08.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n151|article:DIVL33|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

³⁹⁸ GUESLIN (J.), *La France et... op.cit.*, p.246.

³⁹⁹ *Ibid.*, p.307-314.

grand-chose à voir avec celle de 1919. La polarisation se renforce entre la Pologne et l'URSS, une donnée qui a pu aider à la politique des accords de Varsovie, mais qui n'est plus aussi favorable après Locarno. Depuis le pacte Rhénan en effet, la priorité est à la stabilisation des frontières orientales de l'Allemagne, or la tension entre Pologne et URSS fait craindre Paris de voir l'Europe de l'Est sombrer dans un affrontement avec les Soviets. Une détente entre Pologne et URSS est envisagée, tout comme une politique de relations directes entre Paris et Moscou. Si le pari d'une grande barrière entre Weimar et Moscou est abandonné, les États baltes continuent de faire partie des plans géostratégiques français. La nouvelle configuration diplomatique, qui repose davantage sur des rapports directs avec le Kremlin, se développe tout au long des années 1930⁴⁰⁰.

⁴⁰⁰ Voir *infra*, chapitre V.

Conclusion de chapitre

Certes unies dans la volonté de préserver la paix et le *statu quo*, disposant d'ailleurs de forces complémentaires, Paris et Londres ne conjuguent pas leurs efforts car leurs intérêts divergent, et leurs conceptions géopolitiques sont opposées. Comme nous l'avons vu précédemment, Londres limite son action dans la Baltique à une compétition commerciale avec l'Allemagne. De son côté, insatisfaite du manque de sécurité que lui apporte le traité de Versailles, la France cherche à neutraliser le futur revanchisme allemand par une politique d'encerclement. En ce sens, Paris déplore que son allié d'outre-manche ne partage pas ses perspectives

Ce que réclame le sens commun européen, ce n'est pas la participation de l'Angleterre à la prochaine guerre, mais une politique anglaise qui rendrait cette guerre impossible. Malheureusement, une politique de ce genre ne point pas encore à l'horizon de l'opinion publique britannique⁴⁰¹.

Devant agir par ses propres moyens uniquement, le Quai d'Orsay mène une stratégie diplomatique « à l'ancienne », fondée sur les contacts multilatéraux et les rapports de force. Privée de son ancien allié russe, la France mise sur une alliance polonaise. Malgré le développement d'une grande influence en Pologne et auprès de la Petite Entente, la France doit céder du terrain face aux progrès de ses rivaux dans les pays baltes. En effet, ses efforts pour la construction de la « Barrière de l'Est », malgré l'éphémère succès de Varsovie en 1922, sont finalement balayés par la collusion germano-soviétique.

Malgré de véritables intérêts commerciaux dans les États baltes, l'URSS réalise rapidement que son action dans la Baltique ne peut pas non plus se reposer sur une approche économique. Par conséquent, le Kremlin accorde beaucoup d'importance à la fluidité de sa politique extérieure, qui fonctionne par phases. Sa diplomatie suit généralement deux objectifs synergiques jusqu'à leur succès ou leur échec. Cette approche lui accorde une bonne capacité d'adaptation car ses objectifs ne se fixent qu'à moyen-terme, et parce qu'elle accorde beaucoup d'importance à l'exploitation des circonstances. En cas d'échec, le Kremlin est d'ailleurs capable de changer ses plans du tout au tout, comme c'est le cas après l'échec de la politique révolutionnaire. Partant de la pire situation possible au début des années 1920,

⁴⁰¹ FRASER (G.) « Les facteurs de l'opinion publique anglaise », *L'Europe Nouvelle*, n°852, Paris, 09.06.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/9-juin-1934/1785/3308279/21>>, [Consulté le 09.03.2021].

Moscou rétablit d'abord sa souveraineté sur son propre territoire. À sa manière, elle parvient ensuite à rompre le cordon sanitaire, de concert avec la Wilhelmstrasse. Cependant, pour des motifs autant politiques, historiques et idéologiques, elle s'avère toujours incapable de gagner la confiance des États baltes.

Chapitre III – La survie des États baltes, tactiques et évolutions

Introduction de chapitre

Les objectifs, stratégies et difficultés des grandes puissances ayant été abordés, restent à définir ceux des États baltes en eux-mêmes. Perçus à raison comme un ensemble, les trois pays n'en partagent pas moins des différences, parfois fondamentales. Sur le plan géopolitique, au cours des années 1920, une séparation entre Lettonie et Estonie d'une part et Lituanie d'autre part, est assez courante de la part des grandes puissances mais aussi des États concernés. À cheval sur les années 1920 et 1930, ce chapitre a pour objet de définir et illustrer aussi bien le comportement géopolitique des Baltes que l'opinion publique ou encore le fonctionnement de ces États en eux-mêmes. Le tout, sur la durée de l'ensemble de la période, avec les évolutions et revirements que cela implique. Enfin, entre petite puissance et grande puissance, entre prédateur et proie, le cas de la Pologne sera plus ou moins abordé dans la plupart des chapitres à compter de celui-ci, tant il s'avère central sur certaines questions liées aussi bien à la Baltique qu'à l'Europe orientale en général.

1. Les stratégies des peuples de la Baltique

a. La Lettonie

Avant tout pour des raisons géographiques, les trois pays baltes sont souvent si ce n'est toujours envisagés comme un ensemble. De toute évidence, le fait de les regrouper n'est pas une erreur de jugement car ils représentent un enjeu géostratégique en tant que tel, y compris dans les yeux des grandes puissances. Les Baltes eux-mêmes sont tout à fait conscients des liens qui les unissent, et auxquels ils se réfèrent volontiers dans l'élaboration et la justification de leurs politiques. Une analyse des relations internationales de l'Entre-deux-guerres permet de cerner aussi bien les similitudes que les points de divergence dans l'attitude géopolitique des trois pays. En la matière, il nous apparaît plutôt juste de qualifier celle de la Lettonie comme d'un entre-deux entre celle de l'Estonie et de la Lituanie. Assez approprié pour représenter la politique balte de manière générale, nous aborderons ici le cheminement letton, avant d'expliquer plus précisément les spécificités estonienne et lituanienne dans la section suivante.

Moins farouche que sa voisine septentrionale, la Lettonie ne rechigne pas à agir sur la scène internationale. Sa ligne politique peut être initialement théorisée et analysée selon le prisme d'une double doctrine, à laquelle on se réfère par les termes de « politique verticale » et « politique horizontale ». Ces termes sont issus d'un entretien de Meierovics lui-même avec la *Gazeta Warszawska* en mars 1922, juste après la signature des accords de Varsovie⁴⁰². La politique horizontale correspondrait pour la Lettonie en un rapprochement envers l'Allemagne et l'URSS, une dynamique vers laquelle elle tend déjà sur le plan économique. La politique verticale, au contraire, consisterait à orienter le bloc baltique vers la Finlande, la Pologne et la Roumanie. En un mot, cela revient à embrasser pleinement la politique franco-polonaise de la barrière de l'Est. En réalité, ces deux orientations sont alors les deux possibilités du développement géopolitique letton. Dans un premier temps, Riga se garde bien de consentir à tout rapprochement politique avec Berlin⁴⁰³, consciente que le renforcement de l'axe horizontal ne ferait qu'affaiblir la paix et le *statu quo*⁴⁰⁴. En outre, l'opinion publique germanophobe rend l'orientation horizontale intenable. Pour autant, y

⁴⁰² HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p.112.

⁴⁰³ Une ouverture politique à l'URSS étant naturellement exclue.

⁴⁰⁴ HIDDEN (J.), *The Baltic States... op.cit.*, p.112.

compris à l'heure des accords de Varsovie, Meierovics n'est pas réellement serein quant à l'orientation verticale, car celle-ci implique la Pologne. Or cette Pologne pourrait s'avérer rapidement un allié écrasant, voire susceptible de phagocyter la Baltique. À cette époque cependant, l'opinion publique n'est pas aussi réservée⁴⁰⁵. Premièrement car la pression soviétique révolutionnaire est très forte, deuxièmement car le pays partage un sentiment francophile important⁴⁰⁶. Néanmoins, les craintes quant à la nuisance de l'État polonais ne manquent pas de ressurgir progressivement. Il semble que Meierovics penche résolument dans le sens de l'axe vertical en 1922, bien que les intérêts lettons sur le plan économique ne puissent être poursuivis sans concessions à l'Allemagne⁴⁰⁷.

Progressivement, le projet politique français en Europe de l'Est se voit contrecarré par le travail de sape de Weimar et Moscou⁴⁰⁸. Confronté à l'évolution de la situation, Meierovics devient de plus en plus sceptique quant à l'intérêt d'une politique verticale, au point d'envisager un changement de cap vers 1925⁴⁰⁹. Après sa mort accidentelle à la fin de l'été, Meierovics est remplacé par Hermanis Albats, lui aussi favorable à l'examen d'une orientation horizontale⁴¹⁰. Alors que Stresemann cherche à réaliser sa version de l'*Ostlocarno* par une garantie germano-soviétique sur la Baltique, Albats œuvre pour la réalisation du projet en essayant une fois de plus d'y attirer la Finlande⁴¹¹. Face au rejet de celle-ci et en dépit d'un recentrage convaincant sur les pays baltes et la Pologne, le projet n'aboutit pas pour les raisons que nous avons évoquées précédemment⁴¹². Comme c'est le cas pour la Pologne, les accords de Locarno ont un effet ambivalent voire négatif pour les pays baltes, car ils permettent à Weimar de calmer ses adversaires à l'Ouest tout en poursuivant sa politique pangermaniste à l'Est⁴¹³. En réalité, la Lettonie ne décide jamais de sacrifier sa

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ En 1919, la France envoie une division navale combattre aux côtés des forces pro-Ulmanis, contrairement aux britanniques qui n'apportent qu'un soutien matériel. Les troupes de Jean Joseph Brisson participent notamment à la défense de Riga contre les *Freikorps* de von der Goltz.

Voir STOKER (D.), *Britain, France and the Naval Arms Trade in the Baltic, 1919-1939: Grand Strategy and Failure*, Londres, F. Cass, 2003.

⁴⁰⁷ *Ibid.*, p.124.

⁴⁰⁸ Ce processus est abordé en profondeur tout au long de la première partie de ce mémoire.

⁴⁰⁹ STOKER (D.), *Britain, France and... op.cit.*, p.155.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p.159.

⁴¹¹ C'est une erreur, car après la résolution du contentieux autour des îles Åland, la Finlande se tourne définitivement vers les pays nordiques et se désintéresse des combinaisons baltiques.

⁴¹² En dépit de la bonne volonté des baltes, ce sont l'Allemagne et l'URSS qui ont le dernier mot dans cette histoire, or Stresemann craint la réaction de Paris en cas de « verrou » germano-soviétique sur la Baltique.

Voir *supra*, chapitre II.

⁴¹³ VILKS-BATTAIA, (S.), *Une indépendance contestée : La Lettonie face aux puissances européennes dans l'Entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, p.136.

politique verticale au profit d'une politique horizontale. Néanmoins, à partir de 1925 et *a fortiori* après Locarno, Riga cherche en quelque sorte à harmoniser les deux. Ce qui apparaît au début des années 1920 comme un choix entre deux orientations à première vue antagonistes se change ainsi en un enjeu d'équilibre. Le successeur d'Albats à la tête du ministère des Affaires Étrangères letton, Fēlikss Cielēns, cherche à son tour en 1927 à réaliser une détente orientale, proposant des pactes de garantie multilatéraux⁴¹⁴. La France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'URSS garantiraient la Lettonie, la Finlande et l'Estonie, et éventuellement la Lituanie. Comme les projets précédents, celui-ci se solde par un échec. Bien que la Lettonie adhère au protocole Litvinov à la fin des années 1920, les inquiétudes ne sont pas apaisées.

L'entrée en fonction de Louis Barthou à la tête du ministère des Affaires Étrangères français en 1934 ravive certains espoirs de Locarno oriental. Barthou propose un large projet de sécurité destiné à garantir l'Europe de l'Est, région baltique comprise. Son travail est intéressant pour plusieurs raisons, nous y reviendrons dans une section dédiée⁴¹⁵. Ulmanis perçoit positivement le projet Barthou et donne un avis favorable à sa réalisation en commun avec l'Estonie le 29 juillet 1934⁴¹⁶. Ayant appris à ne pas trop attendre des grands projets, les acteurs de la politique lettone ne délaissent pas leurs activités dans l'attente de la réalisation du projet Barthou. Ainsi, lorsque celui-ci échoue avec la mort accidentelle de son concepteur le 9 octobre 1934, Riga peut se reposer sur ses propres acquis : une prolongation de son pacte de non-agression avec l'URSS le 5 avril 1934, puis un accord similaire avec l'Allemagne en décembre 1935⁴¹⁷.

Au besoin de sécurité, la Lettonie voit d'abord deux solutions possibles. Ces deux stratégies, d'abord perçues comme un choix, sont ensuite progressivement harmonisées. À la fin des années 1920, les politiques verticale et horizontale perdent leur sens au profit de la seule recherche de la détente et de la sécurité collective. Sur ce point, les espoirs des uns et des autres, ne sont jamais satisfaits.

⁴¹⁴ *Ibid.*, p.138.

⁴¹⁵ Voir *infra*, chapitre VI.

⁴¹⁶ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.148.

⁴¹⁷ *Ibid.*, p.151.

b. L'Estonie et la Lituanie

L'Estonie est parfaitement en accord avec son identité intrinsèque de petite puissance. Sa principale doctrine politique est le maintien de la neutralité la plus stricte⁴¹⁸. Démographiquement le plus faible des trois pays baltes⁴¹⁹, l'Estonie aborde les relations internationales avec anxiété. Au contraire des deux autres peuples baltes, la menace qui pèse sur l'indépendance et la liberté des Estoniens ne semble pas les pousser à l'effervescence géopolitique. La raison est simple : Tallinn se méfie profondément des grandes puissances⁴²⁰. Sa confiance va plutôt vers les petits États paisibles, ne nourrissant pas de projets d'agression. Le rapprochement avec les deux autres États de la Baltique, qu'elle considère légitime et nécessaire, n'est pourtant pas simple à réaliser. Outre une alliance bilatérale avec Riga valable depuis 1923, l'Estonie reste défiante vis-à-vis de Kaunas, trop portée par les courants dangereux du grand jeu politique est-européen à son goût. Les relations de la Lituanie avec les grandes puissances, son opposition à la Pologne puis la tension grandissante autour de Klaipėda, tout cela semble représenter à Tallinn une erreur et un danger. En outre, les Estoniens se sentent liés par l'âme et la culture aux Finnois, avec lesquels ils partagent la même part d'ascendance ouralienne. Le tropisme scandinave de l'Estonie, très peu partagé par les Lettons et Lituaniens, constitue aussi une des particularités de la politique extérieure de Tallinn. Plutôt déçus dans leurs attentes avec la Finlande, les dirigeants estoniens entretiennent des contacts avec leurs homologues suédois vers la fin des années 1920, effectuant des visites mutuelles de temps à autre⁴²¹. Pour autant, les liens avec la Suède ne donnent rien de plus concret, et s'estompent rapidement après le passage au pouvoir autoritaire en 1934. Les Scandinaves en effet, probablement tout aussi attachés à leur neutralité que les Estoniens, refusent toujours de nouer des liens sérieux avec les petits pays

⁴¹⁸ « Эстонія противъ образования политическихъ блоковъ [L'Estonie est contre l'établissement de blocs politiques] », *Сегодня*, n°160, Riga, 13.06.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1937n160_1|article:DIVL24|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

⁴¹⁹ Pour rappel, l'Estonie comporte alors un million d'habitants.

Voit *Демоскоп [Démoscope]*, Институт демографии Национального исследовательского университета «Высшая школа экономики» [Institut de démographie de l'Université de recherche nationale « haute école d'économie »], №883-884, ISSN 1726-2887, 21/31.12.2020, <http://www.demoscope.ru/weekly/ssp/sng_pop.php>, [Consulté le 04.01.2021].

⁴²⁰ « Эстонія противъ образования политическихъ блоковъ [L'Estonie est contre l'établissement de blocs politiques] », *Сегодня*, n°160, Riga, 13.06.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1937n160_1|article:DIVL24|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

⁴²¹ Tõnu (T.), Ain (M.), Tõnis (L.) *et alii*, *History of Estonia*, Tallinn, Avita, 2002, p.246.

de la Baltique. Interrogé par *Сегодня* en juin 1937, le vice-ministre des Affaires Étrangères estonien August Rei fait la déclaration suivante :

Comme les États du Nord, l'Estonie [...] souhaite échapper à la formation de blocs et à toute implication dans la sphère d'intérêts d'autres États, surtout des grandes puissances. La politique extérieure de l'Estonie est basée sur les principes de la SDN et ne [se] reconnaît aucune orientation [géopolitique] particulière⁴²².

Conscients d'avoir pu conquérir leur indépendance grâce au soutien britannique en 1918-1919⁴²³, les Estoniens nourrissent une admiration et une forme d'espoir envers Londres. Progressivement déçus par la nature de l'intérêt britannique pour la région baltique⁴²⁴, les Estoniens respectent et comprennent la réticence politique des Anglais.

Après la tentative de révolte en 1924, les politiciens estoniens comprirent enfin qu'il n'y avait aucun sens à attendre réellement de l'aide de la Grande-Bretagne. Néanmoins, un certain attachement à ce pays demeurait⁴²⁵.

L'opinion publique reste particulièrement tournée vers l'Occident, incarné principalement par le Royaume-Uni, la France et la SDN, des acteurs internationaux perçus comme « gentils ». Contrairement à ses deux voisins du Sud, l'Estonie ne partage aucune frontière commune avec la Pologne. Tallinn ne suit pas Meierovics lorsque celui-ci amorce un équilibrage entre politiques verticale et horizontale vers 1925, pas plus qu'elle ne partage ses méfiances vis-à-vis de l'impérialisme polonais. En réalité, l'Estonie conçoit l'Europe de l'Est d'une manière plus binaire que la Lettonie, car ses deux seuls voisins, et principaux interlocuteurs, sont la Lettonie alliée et l'URSS hostile. Pour Tallinn, une alliance avec Varsovie implique avant tout le soutien à un contrepoids de Moscou. Outre son caractère particulier, les choix du peuple estonien sont conditionnés par son isolement géographique. Un facteur qui ne le pousse pas à prendre en compte le chevauchement des impérialismes au même titre que ne le fait la Lettonie.

⁴²² « Эстонія [...] как и северные государства, желает избежать образования блоков и вмешательства в сферу интересов других государств, особенно великих державъ. Внешняя политика Эстоніи основана на принципахъ Лиги Націй и не признаетъ никакой ориентации. »

Ibid.

⁴²³ Si les Français jouissent de la meilleure image en Lettonie, les Estoniens sont plus reconnaissant envers les Britanniques. Ces derniers ont apporté un soutien matériel et naval prolongé et mené des actions dans le golfe de Finlande en 1919.

Voir par exemple « Fighting in the Baltic », *The Manchester Guardian*, Manchester, 06.06.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476253290/citation/6C4A6828FA4345ADPO/12>>, [Consulté le 15.01.2020].

⁴²⁴ Voir *supra*, chapitre I.

⁴²⁵ « After the attempted revolt of 1924, Estonian politicians finally understood that there was no sense waiting for actual help from Britain. Nevertheless, a certain attachment for that country remained ». Tõnu (T.), Ain (M.), Tõnis (L.) *et alii*, *History of Estonia*, *op.cit.*, p.245.

Dépourvus des tendances isolationnistes des Estoniens, les Litvaniens auraient pu mener une politique plus proche de celle des Lettons. Pourtant, c'est bien la Lituanie qui adopte le comportement le plus original dans la Baltique, cela étant dû avant tout à des facteurs extérieurs. En effet, sans aucun doute sujette aux plus fortes pressions en Europe de l'Est, la politique de l'État lituanien est sous l'emprise d'un complexe obsidional entretenu par la profusion des menaces. Après une lutte pour l'indépendance légèrement plus simple que celles des deux autres⁴²⁶, les Litvaniens sont confrontés à l'impérialisme polonais. Plus peuplé des trois États baltes, la Lituanie n'en reste pas moins un petit pays (2,5 millions d'habitants environs⁴²⁷) pour lequel un affrontement prolongé avec la Pologne n'est pas envisageable. C'est à travers les événements du pacte de Moscou de 1920⁴²⁸ que la Lituanie trouve la clef de sa politique de survie pour la décennie à venir : l'internationalisation du contentieux vilnois. Le blocage du Niémen, la politique triangulaire avec Weimar et Moscou, le maintien d'un état de guerre permanent avec la Pologne, Kaunas use de tous les moyens possibles pour développer un réel pouvoir de nuisance dans l'Europe du Nord-Est. Autrement dit, c'est en attirant l'attention des grandes puissances et en jouant de leurs antagonismes que la politique lituanienne maintient un *statu quo* suffisamment stable pour assurer sa survie, mais suffisamment pénible pour inciter tout le monde à envisager une révision de la question de Vilna. La situation de la Lituanie favorise les initiatives et les prises de risques, on pense notamment au coup de force autour de Klaipėda en 1923⁴²⁹. Au contraire, elle laisse en réalité assez peu de place à la clairvoyance et à la poursuite de stratégies de moyen et long terme.

Au début des années 1930, Kaunas est confrontée à une profonde remise en question de son action. La nouvelle politique polonaise avec Weimar et Moscou sape les deux principaux soutiens de la ligne traditionnelle lituanienne. Pire, à partir du rapprochement Varsovie-Berlin, l'Allemagne entame une réelle politique d'hostilité, se traduisant par une guerre commerciale⁴³⁰ puis des revendications de plus en plus littérales sur Klaipėda⁴³¹.

⁴²⁶ L'Allemagne reconnaît la Lituanie *de jure* dès le 23 mars 1918.

Voir HİDEN (J.), *The Baltic States... op.cit.*

⁴²⁷ *Демоскоп [Démoscope]*, Институт демографии Национального исследовательского университета «Высшая школа экономики» [Institut de démographie de l'Université de recherche nationale « haute école d'économie »], №883-884, ISSN 1726-2887, 21/31.12.2020, <http://www.demoscope.ru/weekly/ssp/sng_pop.php>, [Consulté le 04.01.2021].

⁴²⁸ Ces événements sont abordés dans le troisième chapitre.

⁴²⁹ Cet épisode est traité dans le quatrième chapitre.

⁴³⁰ « О таможенной войнѣ Германіи съ Литвой [À propos de la guerre douanière entre Allemagne et Lituanie] », *Сегодня*, n°14, Riga, 14.01.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1934n014/article:DIVL33|issueType:P>>, [Consulté le 14.09.2020].

⁴³¹ « Литовскій посланникъ въ Прагѣ о литовско-германскихъ отношеніяхъ Балтійской Антантѣ и судьбѣ приговорѣнныхъ клайпедскихъ наци. », *Сегодня*, n°104, Riga, 14.04.1935,

N'ayant pas su renouveler ses tactiques, Kaunas se retrouve sans ligne directrice, et se rabat sur une coopération peu satisfaisante avec les deux autres États baltes. Régulièrement sujet à des crises graves, le gouvernement de Kaunas est le premier à basculer dans une forme dure, dès 1926. Nous y reviendrons dans une section ultérieure (la Baltique autoritaire).

<<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1935n104|article:DIVL24|issueType:P>>, [Consulté le 22.04.2020].

c. L'Union baltique

« Il y a en Russie des aventuriers qui veulent jouer avec le sang humain⁴³² ». C'est là une impression relativement unanime en Estonie et en Lettonie. Cette formule figure parmi une multitude d'autres dans le journal *Сегодня*, illustrant la défiance avec laquelle les Baltes regardent leur voisin rouge. Si tout le monde en Europe de l'Est comprend que Moscou est temporairement paralysée par ses problèmes internes au début des années 1920⁴³³, tout le monde se prépare aussi pour le prochain retour de la Russie dans le rapport de force régional. Sans surprise, les Baltes eux-mêmes sont à l'origine du premier projet multilatéral destiné à protéger les indépendances du Nord-Est de l'Europe : l'union baltique.

Les variantes du projet baltique sont aussi nombreuses que ses origines. En effet, la nécessité de former une confédération semble unanimement partagée dans la région, d'autant plus que les peuples de la Baltique témoignent d'une certaine solidarité. Des volontaires finnois participent à la guerre d'indépendance estonienne, tandis que des Estoniens combattent la *Landeswehr* en Lettonie⁴³⁴, et que Polonais et Lettons s'unissent contre les Rouges en Latgale⁴³⁵. Une telle atmosphère est favorable à l'émergence de plusieurs idées qui se recoupent plus ou moins, et que nous regroupons sous l'appellation de « projet d'union baltique » car elles proposent toutes une forme de rassemblement d'intérêts entre plusieurs pays de la Baltique. La première trace d'une telle idée peut être retrouvée dans un discours du nationaliste estonien Jaan Tõnisson en 1917⁴³⁶. Après avoir milité pour l'indépendance de

⁴³² « [...] в Советской России существуетъ рядъ авантюристовъ, ведущихъ азартную игру на человеческой крови ».

Б П, « Балтійскій союзъ [L'alliance baltique] », *Сегодня*, n°154, Riga, 12.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/p_001_sego1921n154?page:1|issueType:P>, [Consulté le 07.03.2020].

⁴³³ Le pouvoir bolchévique lutte pour sa survie jusqu'en 1920. Jusqu'en 1921 voire 1922, on peut considérer qu'il n'est pas encore maître de tout son territoire.

⁴³⁴ À ce sujet, Meierovics remercie publiquement l'Estonie en 1923, au nom de la Lettonie, pour l'aide apportée pendant la guerre d'indépendance. « Интервью съ З. Мейеровицемъ [Interview avec Z. Meierovics] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/p_001_sego1923n243?page:1|issueType:P>, [Consulté 01.04.2020] ; HIDDEN (J.), *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

⁴³⁵ Le général letton Martins Penikis, lors d'une soirée chez le premier ministre polonais Ponikowski faisant suite au succès de la conférence de Varsovie, reconnaît le rôle joué par l'armée polonaise dans la libération de la Latgale. « Результаты Варшавской конференции [Les résultats de la conférence de Varsovie] », *Сегодня*, n°62, Riga, 17.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n62|article:DIVL26|issueType:P>, [Consulté le 30.03.2020].

⁴³⁶ PIIRIMÄE (K.), « Federalism in the Baltic: Interpretations of Self-Determination and Sovereignty in Estonia in the First Half of the Twentieth Century », *East Central Europe*, vol.39, n°2, 2012, pp.237-265, p.253, <<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=30h&AN=82724510&lang=fr&site=ehost-live>>, [Consulté le 21.11.2019].

l'Estonie sous l'Empire russe, Tõnisson imagine et propose une alliance entre l'Estonie, la Suède et la Finlande. La fraternité finno-estonienne séduit de nombreux intellectuels en Estonie tels que Gustav Suits. En Finlande au contraire, cette perspective ne rencontre pas un grand succès⁴³⁷. Quoiqu'il en soit, Piip et Pusta sont les porteurs du projet le plus prometteur en Estonie, la « ligue baltique ». Celle-ci serait formée sur le modèle du *Commonwealth*, avec un cabinet des Premiers ministres dont les décisions seraient effectives pour les États membres. Les champs de compétence prévus témoignent de l'importance des questions sécuritaires : coordination des politiques de défense, uniformisation des structures militaires, et des taxes portuaires, entre autres⁴³⁸. Pusta propose son projet incluant toute la Scandinavie à la conférence de paix de Paris en 1919, mais ne provoque aucune réaction notable⁴³⁹.

En Lettonie, les promoteurs du projet d'union baltique sont principalement Meierovics, Albats et Cielēns⁴⁴⁰. En Lituanie, dès la guerre d'indépendance, Sleževičius alors premier ministre se prononce très favorablement pour une union des États baltes présentée comme « naturelle »⁴⁴¹. De manière générale, les conférences baltiques consistent à délibérer sur la faisabilité et l'adoption de propositions parmi les dizaines qui émergent des divers pays membres. La conférence de Bulduri voit la présentation et le traitement de 39 projets de conventions⁴⁴². Cependant, ces premières conférences n'aboutissent pas à grand-chose de concret ni d'utile⁴⁴³. L'année suivante, en 1921, les trois pays baltes réunissent leurs ministres des Affaires Étrangères à Riga, sans la participation de Varsovie ni d'Helsinki⁴⁴⁴. Malgré l'intérêt d'une configuration plus restreinte (conditionnée par l'attitude de la Pologne⁴⁴⁵), la

⁴³⁷ *Ibid.*, p.253-254.

⁴³⁸ *Ibid.*, p.255.

⁴³⁹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.131.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p.129.

⁴⁴¹ « Бесѣда съ членами литовской делегации », *Сегодня*, n°2, Riga, 16.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1919n2|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 04.12.2019].

⁴⁴² *Ibid.*, p.131.

⁴⁴³ Voir *supra*, chapitre II.

⁴⁴⁴ « Конференція министровъ иностранныхъ дѣлъ [Conférence des ministres des Affaires Étrangères] », *Сегодня*, n°156, Riga, 14.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n156|article:DIVL46|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].

⁴⁴⁵ Suite à la sédimentation du contentieux vilnois, il est de plus en plus clair que la Pologne et la Lituanie s'excluent mutuellement. Une telle situation est d'ailleurs exprimée par la délégation polonaise à Genève le 16 septembre 1921.

« Условія поляков [Les conditions des polonais] », *Сегодня*, n°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n213|article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

conférence aboutit une fois de plus à l'adoption de résolutions d'importance secondaire⁴⁴⁶. Lors d'un entretien, le ministre lituanien Purickis confirme la ligne de séparation entre d'une part Tallinn et Riga, et d'autre part, Kaunas.

La seule chose qui puisse nous unir, c'est la question de la défense, compte tenu de la possibilité d'une agression de la part de la Russie. Encore faut-il savoir à quel point ce danger est réel, et comment la Russie réagirait à une telle alliance ? Je ne vois pas d'agressivité intentionnelle de la part de cette dernière pour le moment⁴⁴⁷.

Il ne fait aucun doute que les intérêts géopolitiques de la Lituanie ne peuvent se rejoindre avec ceux des deux autres car la Russie soviétique constitue l'un des principaux soutiens de Kaunas depuis le pacte de Moscou⁴⁴⁸. En réalité, les États riverains de la Baltique sont tous globalement menacés par les mêmes puissances, mais leurs rapports de force internes font diverger leurs besoins quant aux modalités d'alliance. La Pologne est dans une opposition frontale avec Moscou, dont elle cherche à devenir l'égal en termes de puissance. Son rêve de restaurer ses frontières du XVIIIe siècle ne s'éteint jamais vraiment, et pousse donc à une alliance si étroite avec Riga et Kaunas que cela reviendrait à une absorption. Les Baltes sentent cette menace, mais ne se rejoignent pas vraiment non plus entre eux. L'Estonie a les yeux rivés vers la Russie soviétique qu'elle craint plus que tout. La Lituanie cherche à constituer une force géopolitique indépendante, face à Weimar, à Moscou, et à Varsovie⁴⁴⁹. Quant à la Lettonie, c'est celle qui prend le mieux en compte la multiplicité des menaces⁴⁵⁰, probablement parce qu'elle est au cœur de la Baltique, et la seule à avoir une frontière à la fois avec la Pologne et l'URSS. De plus, si des affinités ethnolinguistiques rapprochent Lettons et Lituaniens, les Estoniens se sentent plus proches des Finnois. Kaunas est partisane

⁴⁴⁶ ГОРЕВЪ (А.), « Рижская конференция – Результаты бальтійск. конференци. [La conférence de Riga – Résultats de la conférence baltique] », *Сегодня*, n°157, Riga, 15.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1921n157/article:DIVL30|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].

⁴⁴⁷ « Единственно, что насъ можетъ объединить, это вопросъ о самооборонѣ, въ виду возможности нападенія со стороны Россіи. Но здѣсь надо принять во вниманіе, насколько эта опасность носить реальный характеръ, а также, какъ отнесется къ такому союзу Россія. Въ данный моментъ я не вижу агрессивныхъ намѣреній со стороны послѣдней ».

ГОРЕВЪ (А.), « Рижская конференция – Д-ръ Пикучкисъ о результатахъ совѣщанія. [La conférence de Riga – Dr. Purickis au sujet des résultats de la conférence] », *Сегодня*, n°157, Riga, 15.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1921n157/article:DIVL30|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].

⁴⁴⁸ Bien évidemment, la Lituanie est menacée par les Soviets. Cependant, les pays baltes sont tellement menacés de toutes parts, que les nuances se trouvent dans l'échelonnement des menaces. En réalité, Moscou représente pour Kaunas une menace relative mais aussi une aide potentielle contre une menace plus directe : celle de Varsovie. Pour Riga et Tallin, c'est le strict inverse : Varsovie représente un certain danger, mais aussi et surtout une aide potentielle contre les Soviets.

⁴⁴⁹ ПИРИМÄE (K.), « Federalism in the Baltic... *loc.cit.* », p.255.

⁴⁵⁰ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.153.

d'une union baltique restreinte aux trois « États baltes », tandis que l'Estonie ne cesse de regarder vers la Scandinavie.

En fin de compte, les gouvernements baltes sont peu disposés à s'entendre, non faute de bonne volonté, mais à cause de la complexité des rapports de force à échelle macro et microscopique. Les accords de Varsovie de 1922 dont nous avons traité précédemment sont une manœuvre autant franco-polonaise que balte. Après 1922, des conférences baltiques continuent de se tenir en *decrecendo* jusqu'à la mort de Meierovics en 1925⁴⁵¹. Les Français comme les Baltes ont cherché à créer une troisième force en Europe de l'Est, un bloc capable de s'ériger entre l'URSS et l'Allemagne. Malheureusement, les unions les plus larges sont aussi les plus inopérantes. Finlande, Lituanie et Pologne sont sous l'effet de forces centrifuges rendant inefficace toute tentative d'union trop large. Le seul succès de la politique d'union est la restreinte alliance bilatérale esto-lettonne fin 1923⁴⁵². Il s'agit d'une véritable alliance défensive⁴⁵³. À deux, Riga et Tallinn parviennent à s'entendre. Leurs intérêts convergent suffisamment pour justifier la signature d'un tel accord, qui implique la régularisation d'un certain nombre de contentieux restés vifs le long de la frontière esto-lettonne⁴⁵⁴. *Сегодня* fait le commentaire suivant

Évidemment, si on évalue cet accord avec le point de vue des bénéficiaires temporaires [espace dans l'original] et des étroits intérêts matériels et politiques des deux contre-signataires ayant scellé cette convention, alors on peut dire qu'il y a un déficit sur le compte de la Lettonie. Mais si on adopte le point de vue des intérêts communs aux deux États qui forment désormais

⁴⁵¹ HIDDEN (J.), *The Baltic States ... op.cit.*, p.156-157.

⁴⁵² « Соглашение съ Эстонией [Accord avec l'Estonie] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020] ; « Заключение политическаго договора съ Эстонией – Политический договор съ Эстонией », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

⁴⁵³ « Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'aider réciproquement dans le cas où l'une d'elles serait attaquée, sans provocation de sa part, sur ses frontières actuelles. En conséquence, au cas où l'un des Hautes Parties Contractantes serait attaquée, sans provocation de sa part, l'autre se considérera en état de guerre et lui prêtera assistance armée. »

Traité d'alliance défensive entre les Républiques de Lettonie et d'Estonie, signé le 01.11.1923, entré en vigueur le 24.02.1924, art.3, dans VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.321-323.

⁴⁵⁴ Le compromis adopté trace une nouvelle frontière entre les deux États, dite « frontière de Tallent ». La ville de Laura passe donc en Estonie.

« Заключение политическаго договора съ Эстонией. – Соглашение о границахъ. [Conclusion d'un pacte politique avec l'Estonie – Accord sur les frontières] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

une union politique solide, [...] alors il n'est pas difficile pour la Lettonie de comprendre la nécessité de faire des concessions pour une affaire si importante et considérable⁴⁵⁵.

En fait, le projet d'union baltique, qui n'aboutit finalement que sur une alliance esto-lettone, est une tentative de former un « bloc » géopolitique capable de peser pour ses propres intérêts en Europe de l'Est. Il s'agit donc d'une confirmation de l'importance des rapports de force, et du fait que les Baltes en sont pleinement conscients. En dépit de la proximité idéologique qu'ils ont avec l'Occident et des espoirs qu'ils placent dans la SDN, on constate clairement que Riga et Tallinn jouent aussi sur le plan de la *Realpolitik*, avec la tentative de créer une puissance moyenne capable de contrebalancer Moscou. Le projet baltique au sens large a beaucoup de vertus, mais malheureusement, il ne remplit pas la condition la plus élémentaire et indispensable à sa réalisation : le partage de suffisamment d'intérêts en commun.

⁴⁵⁵ « Конечно, если оцѣнивать соглашеніе съ точки зрѣнія временныхъ выгодъ и узкихъ материальныхъ и политическихъ интересовъ обоихъ конгръ-агентовъ, заключившихъ эту конвенцію, то можно сказать, что въ чсетъ Латвіи будетъ записанъ дефицитъ. Но если исходить изъ точки зрѣнія о б щ и х ъ интересовъ обоихъ государствъ, образующихъ теперь крупную политическую единицу, [...] то весьма не трудно со стороны Латвіи понять необходимость уступокъ для столь существеннаго и важнаго дела ».

« Соглашеніе съ Эстоніей [Accord avec l'Estonie] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

d. Les deux portes du commerce balte

Faisant reposer leur économie sur le commerce international et en particulier l'exportation, les États baltes partagent un profil similaire. Cette exportation se limite d'ailleurs aux principales ressources et productions communes aux trois pays : bois, lin, beurre, viande et autres produits alimentaires. Seule l'Estonie dispose de quelques secteurs d'exportation exclusifs, tels que le fameux schiste bitumeux largement abordé dans le chapitre précédent⁴⁵⁶, et dans une moindre mesure, les textiles de coton, lin et laine⁴⁵⁷. Nul doute d'ailleurs, que le manque de complémentarité voire même la concurrence commerciale des États baltes joue contre le processus de rapprochement abordé plus haut. Le modèle commercial des États baltes de l'Entre-deux-guerres est donc fondé sur la production et la commercialisation de produits essentiellement agricoles auprès de puissances industrielles carencées (Royaume-Uni et Allemagne). Or l'historien britannique John Hiden propose dans sa thèse une théorie selon laquelle le commerce avec l'Ouest ne représente au début des années 1920 que l'une des « deux portes » que la Baltique aurait pu emprunter⁴⁵⁸. La porte occidentale ayant logiquement favorisé l'importation de produits industriels et l'exportations de ressources agricoles, au détriment de l'exportation de productions secondaires autrefois destinées à la Russie centrale. D'après Hiden l'absence d'État russe stable en 1918 est probablement le facteur faisant pencher le choix des Baltes vers l'Ouest. Néanmoins, Hiden explique que la Baltique aurait pu miser sur la « porte russe », dont aurait résulté un commerce naturellement différent. La porte russe aurait donc donné aux États baltes un tout autre horizon de développement économique pour l'Entre-deux-guerres, à savoir une probable valorisation des industries à grande échelle autour de Tallinn et Riga, et un recours moins important au secteur agricole.

Le fait que les pays baltes orientent leur commerce vers l'Ouest semble effectivement avoir des conséquences sur leur modèle économique, les chiffres avancés par Hiden sont très parlants. En 1930, 17,4% de la population estonienne, 13,5% de la population lettone peuvent être classées dans le « prolétariat industriel »⁴⁵⁹. Les industries se contentent de secteurs de

⁴⁵⁶ Ce schiste brut est quasi exclusivement transformé en pétrole de schiste au cours des années 1930. Une petite partie est transformée en asphalte, également exportée en Allemagne.

⁴⁵⁷ STEWART (K.), « Trade with the Baltic States – Latvia and Estonia », *The Manchester Guardian*, Manchester, 03.09.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484090645/citation/A8271AE367FB43FDPO/1>>, [Consulté le 04.02.2020].

⁴⁵⁸ *Ibid.* p.184-185.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p.186.

petite ou moyenne envergure, destinés en premier lieu à répondre aux besoins locaux. L'exportation de produits manufacturés est marginale, et ne sert qu'à combler certaines lacunes spécifiques des industries scandinaves. Il s'agit principalement d'ébénisterie en Lettonie, fabrication de contreplaqué en Estonie⁴⁶⁰. Quoi qu'il en soit, si une petite industrie survit, force est de constater qu'elle n'est que très peu stimulée par le commerce des pays baltes. À l'inverse, si les productions agricoles connaissent une baisse temporaire à l'issue des réformes agraires en raison de la mise en jeu de petits propriétaires inexpérimentés, le redressement ne tarde pas à s'effectuer. On peut notamment observer la mise en place de coopératives et autres réseaux dès 1919 pour la collecte et le traitement des produits, contribuant à tirer vers le haut aussi bien le rendement que la qualité des productions baltiques. En Estonie et Lettonie, le nombre de coopératives passe de 60 à 331 entre 1918 et 1939⁴⁶¹.

En outre, il est vrai que certains milieux baltiques, notamment les financiers lettons, sont particulièrement réticents à emprunter la voie orientale. Méfiants quant à des rapports trop libéraux avec la Russie⁴⁶², ils craignent que des contacts approfondis puissent gagner les travailleurs lettons au bolchévisme⁴⁶³. Dans cette optique, les Lettons décident de réparer leurs voies ferrées sur les normes occidentales⁴⁶⁴. Pourtant, ainsi que le relève l'historien letton Aivars Stranga dans un article postérieur à la thèse de John Hiden, des tentatives approfondies sont réellement effectuées pour faire renaître le commerce russo-balte après-guerre. Le 23 mars 1920, les Lettons demandent une concession aux négociations de la paix, concernant les voies ferrées Krutspils-Moscou et Riga-Briansk, cette dernière étant susceptible d'une prolongation jusqu'à Volgograd dans les trois ans⁴⁶⁵. Les négociations du 16 avril font voler le projet en éclat⁴⁶⁶. Un autre projet, émis le 25 mars 1920, prévoit une concession pour lancer des travaux de 40 ans destinés à relier la Volga et la Dvina par canal⁴⁶⁷. Une telle réalisation aurait pu réellement ouvrir aux Baltes la fameuse « porte

⁴⁶⁰ *Ibid.*, p.185.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p.181.

⁴⁶² Ils ont en tête les termes de la paix de Tartu, qui fait quasiment de l'Estonie un espace-franc pour le commerce soviétique.

⁴⁶³ STRANGA (A.), « Latvian-Russian Economic Relations and Soviet Foreign Policy, 1920-1932 », dans LOIT (A.), *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stokholmiensis, Studia Baltica Stokholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.158.

⁴⁶⁴ On rappelle que la norme d'écartement des rails n'est pas la même en Russie et dans le reste de l'Europe.

⁴⁶⁵ STRANGA (A.), « Latvian-Russian Economic ... *loc.cit.* », p.158.

⁴⁶⁶ *Ibid.*

⁴⁶⁷ *Ibid.*

russe » pour reprendre les mots de Hiden. Ce canal aurait connecté Riga aux principales artères du commerce russe, mais aussi à Bakou, la capitale du pétrole, au Caucase et à la mer Caspienne, avec au-delà, les frontières persanes. Le tout par une voie très peu chère, d'autant plus que du temps du Tsar, des projets de canaux étaient envisagés pour relier la Volga aux grands fleuves sibériens, impliquant une connexion directe à l'Asie et au Pacifique.

Conformément à ces plans fantastiques, les navires lettons auraient navigué libres de taxes sur les canaux flambant-neufs, pendant que les navires russes seraient libérés des barrières douanières en empruntant la Dvina⁴⁶⁸.

Or en fin de compte, le traité de paix soviéto-letton, signé le 11 août 1920, ne comprend aucune de ces formidables perspectives, même chose pour le traité lituano-soviétique. Selon Stranga, les négociations n'ont pu aboutir car les Lettons souhaitent reprendre le commerce avec la Russie sans réaliser que les Bolchéviques rompent avec toutes les traditions et les conventions de la pratique commerciale. Par ailleurs, les Lettons surévaluent probablement leur propre attractivité économique en espérant que les Soviétiques leur accorderaient des concessions et autres privilèges. Par la suite, les Soviétiques compromettent tout établissement de relations économiques par leur irrespect continu des traités (manques aux engagements, vols de marchandises⁴⁶⁹ etc.). Si nous revenons sur l'accord soviéto-letton de 1927, on peut constater que les Lettons effectuent consentent à des clauses désavantageuses. Interdiction de toute action judiciaire ou administrative contre l'agence commerciale soviétique, immunité diplomatique pour ses membres, autorisation de louer des terres dans les ports lettons pour y construire des entrepôts, etc. Comme le dit Stranga, « La Lettonie donnait alors aux Russes ce qu'ils avaient obtenu des Estoniens en 1920⁴⁷⁰ ». L'URSS ne conçoit le commerce avec la Baltique que dans une perspective de nuisance, y compris avec l'accord de 1927, par lequel elle inonde le marché avec des prix extrêmement bas⁴⁷¹. En définitive, l'impact du commerce avec l'Ouest sur la détermination du profil économique des États baltes au cours de l'Entre-deux-guerres est réel. Cependant, l'hypothèse selon laquelle le commerce soviéto-balte aurait pu être une opportunité voire une alternative au commerce avec l'Ouest est à remettre en cause. Car en effet, force est de constater à la lumière des travaux d'Aivars Stranga et de ce que nous avons déjà abordé dans

⁴⁶⁸ *Ibid.*, p.159.

⁴⁶⁹ *Ibid.*, p.162.

⁴⁷⁰ « Latvia now gave the Russians that which the Estonians had already granted them in 1920. » *Ibid.*, p.165.

⁴⁷¹ Le niveau des prix n'est pas défini selon les intérêts économiques soviétiques. *Ibid.*, p.167.

le deuxième chapitre, que sa réalisation n'ait pas été aussi réaliste que ne le laisse entendre la théorie des deux portes.

2. Opinion publique et perceptions baltes

a. Philosophie politique des Baltes

Bien qu'un *decrecendo* soit observable du Nord au Sud, les Baltes sont sans aucun doute des adeptes du libéralisme politique. Cela peut se constater dès les premiers temps de leurs indépendances, de part la nature très parlementaire de leurs institutions. Adoptées en 1920 et 1922, les constitutions des trois pays, dites « à la Weimar », traduisent de toute évidence une forte volonté de prévention contre tout abus de pouvoir de la part de l'exécutif. La structure de base des trois républiques baltes est celle d'un parlement monocaméral élu sur le principe de la représentation proportionnelle. La constitution estonienne ne donne même pas de droit de *veto* au chef du gouvernement⁴⁷². Au contraire, la démocratie directe est manifestement recherchée, on peut le constater de part les possibilités laissées au peuple d'intervenir dans le processus législatif par voie référendaire⁴⁷³. Bien que moins libérale, la constitution lettone octroie aussi à la *Saeima* des pouvoirs étendus. Cependant, le président de la République a ici l'initiative des lois⁴⁷⁴. En Lituanie, le président a encore un peu plus de pouvoir, il peut dissoudre le *Seimas*⁴⁷⁵, et surtout, suspendre les libertés fondamentales garanties par la constitution en cas de menace grave à l'État lituanien⁴⁷⁶. Une fois de plus dans le spectre balte, la Lettonie fait office d'entre-deux entre Estonie et Lituanie. Quoiqu'il en soit, les constitutions des trois pays consacrent globalement la supériorité du parlement sur l'exécutif. Le suédois Olav Fagelund Knudsen fait le commentaire suivant :

L'histoire des nations baltes, marquée par des siècles de règne étranger, les a menées à une méfiance envers tout pouvoir en vigueur, quel qu'en soit le type. Cela vaut aussi pour leurs propres gouvernements, une tendance encore évidente de nos jours⁴⁷⁷.

⁴⁷² *Constitution de la République d'Estonie*, adoptée le 15.06.1920, entrée en vigueur le 21.12.1920, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/ee1920.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].

⁴⁷³ *Ibid*, art.29-35.

⁴⁷⁴ *Constitution de la République de Lettonie*, adoptée le 15.02.1922, art.47, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/lv1922-0.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].

⁴⁷⁵ *Constitution de la République de Lituanie*, adoptée le 01.08.1922, art.52, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/lt1922.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].

⁴⁷⁶ *Constitution de la République de Lituanie*, adoptée le 01.08.1922, art.32, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/lt1922.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].

⁴⁷⁷ « The experience of the Baltic nations with centuries of foreign rule had led to a marked distrust of governing power whatever its nature. This extended even to their own governments, a tendency which is still evident today. »

KNUDSEN, (O.), « The Foreign Policies of the Baltic States: Interwar Years and Restoration », *Cooperation and Conflict*, 1993, vol.28, n°1, pp.47-72, <<https://doi.org/10.1177/0010836793028001003>>, [Consulté le 03.02.2020].

Selon lui, le résultat de ce parti pris est celui de gouvernements faibles. Reprenant les arguments habituels formulés par nombre de penseurs adeptes d'un pouvoir plus autoritaire, Knudsen pointe l'inertie de ces régimes, leurs difficultés à faire face à la pression ou à l'urgence, ainsi que leur incapacité structurelle à prendre des mesures impopulaires. Ces considérations, plutôt classiques, constituent en réalité les lacunes effectives inhérentes aux pouvoirs « faibles », auxquelles les Baltes consentent volontiers pour préserver une liberté placée au pinacle des valeurs. Si l'opinion publique reconnaît l'intérêt, voire la nécessité d'un pouvoir autoritaire en Russie par exemple⁴⁷⁸, elle se refuse à l'envisager pour elle-même.

Dès le début des années 1920 en Lettonie, on peut lire des argumentaires alarmistes sur l'état de la démocratie en Europe et sur une apparente « soif de dictatures ». Dans un article de *Сегодня* du 13 octobre 1923, l'auteur cite outre la dictature communiste, des « variantes de droite » incarnées par Mussolini en Italie et De Riviera en Espagne⁴⁷⁹. Craignant un potentiel basculement dictatorial dans toute l'Europe, l'auteur considère même la France comme un régime soumis au « pouvoir quasi autocratique de Poincaré », encore que, « personne n'y envisage d'abolition du suffrage »⁴⁸⁰. En réalité, pour *Сегодня*, seuls le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique sont démocratiques au sens le plus plein du terme. Si les propos tenus dans *Сегодня* peuvent être quelque peu excessifs⁴⁸¹, ils ne manquent pas de traduire l'état d'esprit politique de l'opinion publique Balte. On peut d'ailleurs constater que l'auteur relève le danger de dérive autoritaire en Allemagne, citant déjà Hitler comme potentiel « homme fort » d'une prochaine dictature⁴⁸².

Constituant l'un des symboles les plus forts des décisions politiques des États baltes du début des années 1920, les réformes agraires n'apportent presque que du positif. En effet, les tensions liées à l'expropriation des propriétaires et à l'absence de compensation sont de courte durée car les pays européens ne souhaitent pas entretenir de contentieux pour si peu. L'Allemagne elle-même renonce à une politique de défense frontale des intérêts des

⁴⁷⁸ Поляков (Б.), « Характеръ сильной власти [Caractéristique d'un État fort]», *Сегодня*, n°10, Riga, 25.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/p_001_sego1919n10|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 23.12.2019].

⁴⁷⁹ « Диктатура [Dictature]», *Сегодня*, n°227, Riga, 13.10.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/p_001_sego1923n227|article:DIVL5|query:%D0%93%D0%B8%D1%82%D0%BB%D0%B5%D1%80%D0%B5%7CissueType:P>, [Consulté le 09.02.2020].

⁴⁸⁰ « почти самодержавност[ь] власти Пуанкарэ » ; « никто не говорить о необходимости [...] отмѣны избирательнаго права ».

Ibid.

⁴⁸¹ Il nous paraît notamment inexact de considérer la Troisième République comme un régime autoritaire.

⁴⁸² « Диктатура [Dictature]», *Сегодня*, n°227, Riga, 13.10.1923, *loc.cit.*

*Auslandsdeutsche*⁴⁸³. En revanche, nous avons eu l'occasion de le mentionner plus haut, la croissance agricole des pays baltes bénéficie particulièrement du développement des propriétés privées et de leurs réseaux efficaces de coopératives. En outre, ainsi que le remarquent Hiden et Salmon, les perspectives de partage de terres sont dès 1919 l'un des piliers de la stabilité sociale, et probablement une des causes principales du ralliement massif des Baltes aux mouvement nationalistes plutôt qu'au communisme⁴⁸⁴. Naturellement, les partis agraires sont souvent forts aux parlements. La Lituanie tranche, avec une défense confondue des intérêts paysans et non-paysans dans un parti chrétien-démocrate. En effet, le catholicisme⁴⁸⁵ contribue en Lituanie à transcender les divisions entre paysans et urbains, qui régissent la politique des deux autres pays baltes. Il y a aussi des partis socialistes dans les trois États. En dehors de ces deux axes principaux, la population est partagée en une multitude de partis, dont beaucoup sont principalement des partis identitaires liés à telle ou telle communauté ethnique.

La politique culturelle des pays baltes n'est pas moins libérale que leur conception de la démocratie. Une quantité importante de populations allogènes sont implantées dans l'ensemble des trois pays baltes. Aux côtés de l'estonien, du letton et du lituanien, le yiddish, le polonais, l'allemand, et le russe, sont parlés au sein de cercles de population plus ou moins exclusifs. Or le plus souvent, bien que les communautés⁴⁸⁶ soient implantées dans la Baltique depuis plusieurs siècles, les populations ne tendent pas à s'homogénéiser. Au contraire, les différences sont cultivées et promues de génération en génération, un phénomène encouragé par les gouvernements. John Hiden et Patrick Salmon écrivent à ce sujet :

La question des droits des minorités a préoccupé les constituants des républiques baltes. Elle a trouvé son expression dans des systèmes de représentation proportionnelle pour les élections législatives. En particulier, des tentatives éclairées ont été faites pour consacrer les droits des minorités dans les constitutions baltes⁴⁸⁷.

L'Estonie autorise l'instruction dans leur langue maternelle aux « minorités raciales ». À partir de 1925 avec la loi sur l'autonomie culturelle, toute communauté de plus de 3000 personnes en Estonie peut former son propre système éducatif, son système culturel, et son système caritatif au point de pouvoir lever des « taxes culturelles »⁴⁸⁸. La Lettonie ne va pas

⁴⁸³ Voir *supra*, chapitre II.

⁴⁸⁴ HIDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic Nations... op.cit.*, p.48.

⁴⁸⁵ La minorité polonaise de Lituanie est catholique également.

⁴⁸⁶ Principalement des Juifs, des Polonais, des Allemands et des Russes.

⁴⁸⁷ HIDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic Nations... op.cit.*, p.46.

⁴⁸⁸ *Ibid.*, p.47

aussi loin, mais permet aux Allemands de former un système scolaire communautaire. Les Allemands forment en effet le groupe identitaire le plus influent de tous en Estonie et Lettonie malgré une sensible et continue diminution de leur nombre au cours de l'Entre-deux-guerres. Depuis les origines de la présence germanique dans la Baltique, les intérêts culturels allemands sont invariables, ainsi que le remarque l'historienne française Sophie Vilks :

Les objectifs des Baltes allemands ont de tous temps été la germanisation des terres baltes dans leur ensemble et le renforcement de leur suprématie sur la population locale considérée comme rebelle⁴⁸⁹.

Il convient nonobstant de ne pas réduire l'ensemble de la communauté *Baltendeutsche* aux intérêts des barons⁴⁹⁰. Dans tous les cas, le système éducatif allemand est très puissant, et peut même influencer la politique nationale à travers ses représentants au ministère letton de l'Éducation⁴⁹¹. Les communautés allemandes d'Estonie et de Lettonie reçoivent d'ailleurs un certain soutien financier de la part du Reich afin de conserver une influence culturelle dans la Baltique⁴⁹² que nous qualifierions aujourd'hui de *soft power*⁴⁹³. Dans les années 1930, la majorité de la population allemande de la Baltique adhère au nazisme, le journal *l'Europe Nouvelle* déclare « on peut même affirmer que cette dernière, à l'heure actuelle, est entièrement national-socialiste⁴⁹⁴ ». Dans le cas de Klaipėda (ou Memel), les votes pro-allemands se situent autour de 80% dans la seconde moitié des années 1930. En 1938, la région de Klaipėda, fortement exaltée par les progrès du Reich en Europe, résiste plus directement à la politique de « lituanisation ». Le niveau de séparatisme atteint alors un point critique⁴⁹⁵.

Il apparaît que la politique intérieure des États baltes témoigne d'une volonté générale de préserver les cultures. Faisant le choix de reconnaître et laisser se développer les

⁴⁸⁹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.78.

⁴⁹⁰ GUESLIN (J.), « La France, la naissance des États baltes (Estonie, Lettonie) et le problème de l'influence germanique au début des années vingt », *Nordiques*, Paris : Institut Choiseul ; Caen : Bibliothèque de Caen, Association Norden, 2007, 1, p.10, (hal-01405401), [Consulté le 29.01.2020].

⁴⁹¹ HIDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic Nations... op.cit.*, p.47.

⁴⁹² « Нѣмецкая книга въ балтійскихъ государствахъ [Les livres allemands dans les États baltes] », *Сегодня*, n°143, Riga, 24.05.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n143|article:DIVL117|issueType:P>>, [Consulté le 28.08.2020].

⁴⁹³ GUESLIN (J.), « La France, la naissance des États baltes... *loc.cit.* », p.11.

⁴⁹⁴ MODEL (M.), « Le fascisme et le national-socialisme allemand dans les Pays Baltes », *L'Europe Nouvelle*, n°847, Riga, 23.03.1934, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/5-mai-1934/1785/3308301/6>>, [Consulté le 08.02.2021].

⁴⁹⁵ « Требования клайпедской директории », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n319_2|article:DIVL12|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

mouvements communautaires, permettant aux groupes allogènes de vivre selon leurs propres codes, Lettons et surtout Estoniens ne cherchent pas à imposer leur identité sur leur propre territoire. Cela peut se comprendre à partir du moment où la promotion de la culture balte pourrait provoquer des résistances identitaires de la part de groupes suffisamment importants pour créer des tensions sensibles. D'une certaine façon, se refusant au mélange et adoptant une politique libérale sur le plan culturel, les Baltes protègent autant les autres cultures que la leur. Selon Yves Plasseraud, les États baltes sont encore, au cours des années 20, des « ethno-nations » n'ayant pas la profondeur historique nécessaire pour s'affirmer autrement que par la question ethnique⁴⁹⁶. Manifestement, la Lituanie se distingue encore de ses deux sœurs du Nord par une politique culturelle moins cosmopolite. Supposément porteur d'une histoire sur laquelle il parvient davantage à s'enraciner, l'État lituanien se veut défenseur de la seule culture lituanienne. Cela ne l'empêche pas de rencontrer des difficultés autour de Klaipėda, mais également auprès des minorités polonaises, avec lesquelles des frictions ont parfois lieu⁴⁹⁷. Ces tensions sont probablement exacerbées par le grave conflit entre Kaunas et Varsovie.

En dépit d'un enracinement idéologique fort dans la république, la démocratie, le libéralisme et le parlementarisme, chacun des trois États baltes passe à un régime autoritaire avant la fin de notre période d'étude. À première vue paradoxal, ce basculement est en réalité compréhensible, voire prévisible.

⁴⁹⁶ PLASSERAUD (Y.), « Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus », *Questions de communication*, 2004, vol.6, p.16.

⁴⁹⁷ HIDDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic Nations... op.cit.*, p.47.

b. La Baltique autoritaire

En Estonie et en Lettonie, la démocratie est menacée par la gravité du durcissement des clivages politiques. Les républiques baltes ne survivent pas au tournant des années 1930, dont la crise économique s'avère être le principal catalyseur. Dans le cas de l'Estonie, on peut observer le succès d'une dynamique populiste⁴⁹⁸ avant le coup d'État. En revanche, concernant la Lituanie, son passage précoce à un régime autoritaire n'est pas davantage le résultat d'un débordement de tensions internes que de pressions externes. Nous l'aborderons en dernier.

Tout commence donc, en Estonie, avec la création d'un groupe d'entraide entre anciens combattants de la guerre d'indépendance fondé en 1929. Face à la crise, la « ligue des vétérans » vise à promouvoir la solidarité pour soulager les conditions de vie de ses membres⁴⁹⁹. La ligue commence à entrer dans la scène politique en 1931 en se prononçant en faveur d'un changement de constitution. Le mouvement grandit rapidement et s'ouvre en 1932 aux gens n'ayant pas participé aux combats de l'indépendance. Critiquant la corruption des élites politiques et le besoin d'une réforme profonde, la ligue devient le premier mouvement d'Estonie. La crise politique est alors très aiguë, avec quatre changements de gouvernement entre 1932 et 1933. Le projet de changement de constitution est refusé de justesse par référendum⁵⁰⁰. Les vétérans proposent un projet plus radical, ils développent des tendances démagogiques. Un deuxième projet de constitution est rejeté par référendum. Le projet des vétérans est alors proposé, et validé nettement à l'occasion d'un troisième et ultime référendum⁵⁰¹. Le gouvernement extrêmement impopulaire de Tõnisson démissionne, laissant les élections législatives et présidentielles de 1934 décider de la validation du changement constitutionnel. La popularité du mouvement ne laisse alors planer aucun doute sur les résultats des élections à venir. Päts et Laidoner organisent un coup d'État, réalisé avec succès le 12 mars 1934. Des membres de la ligue sont emprisonnés aux quatre coins du pays (environ 400 personnes emprisonnées). Konstantin Päts instaure un pouvoir autoritaire, appelé « l'ère du silence » dans la mémoire nationale estonienne⁵⁰². Les élections sont

⁴⁹⁸ Bien que le terme de « populiste » soit particulièrement polysémique, nous l'utiliserons par praticité selon une définition plutôt consensuelle. On entend donc ici un mouvement réformateur voire innovant, fondant sa rhétorique politique sur un affrontement entre le peuple et les élites, et puisant sa légitimité dans le référendum.

⁴⁹⁹ Tõnu (T.), Ain (M.), Tõnis (L.) *et alii*, *History of Estonia*, *op.cit.*, p.234.

⁵⁰⁰ 334000 votes favorables, contre 345000 votes défavorables. *Ibid.*, p.235.

⁵⁰¹ 410000 votes favorables contre 157000 votes défavorables. *Ibid.*, p.236.

⁵⁰² *Ibid.*, p.238.

reportées à la fin de la période d'urgence nationale, elle-même de durée indéterminée. Les mandats locaux des vétérans sont annulés. Une purge est menée dans l'administration. Les parlementaires se réunissent à la fin de l'été 1934 pour protester contre le nouveau pouvoir, ils sont dispersés le 2 octobre 1934. Le *Riigikogu* n'est pas officiellement dissout, mais réduit au « silence » pour le reste de la période de l'Entre-deux-guerres.

Contrairement à l'Estonie, la Lettonie ne parvient pas à se rassembler derrière un mouvement populiste comme celui des vétérans. Plus diverse et plus multiculturelle que sa voisine du Nord, la Lettonie agonise sous la pression des forces centrifuges de ses partis. Outre la prolifération de mouvements politiques identitaires liés aux communautés minoritaires⁵⁰³, on peut constater l'apparition d'un mouvement letton germanophobe et antisémite la « croix de feu⁵⁰⁴ ». Malgré l'inquiétude voire les avertissements des organes de presse, la société ne parvient pas à résorber ses divisions⁵⁰⁵. Le système parlementaire est complètement paralysé par la multiplicité des courants, on peut compter 84 partis différents en 1934⁵⁰⁶. Seules des coalitions démagogiques sont capables d'exercer le pouvoir ; les fruits de leur politique, notamment sur le plan économique, sont mitigés⁵⁰⁷. Bien plus que la nomination d'Hitler au titre de chancelier, ce sont les élections législatives remportées par les nazis en mars 1933 qui provoquent un véritable raz-de-marée de pessimisme chez les défenseurs de la démocratie libérale en Lettonie. Se sentant encerclés par l'autocratie et la dictature depuis 1923, les auteurs de *Сегодня* s'expriment ainsi dans un article du 19 mars 1933 :

La foi en la violence, le mépris des droits individuels, le déni des libertés civiles, les massacres de dissidents – toutes ces caractéristiques du bolchévisme sont dans une certaine mesure assimilées par les ennemis du “marxisme” [le nazisme]⁵⁰⁸.

⁵⁰³ Certaines minorités sont d'ailleurs éclatées en plusieurs partis de ce genre.

⁵⁰⁴ L'Ugunkrusts (croix de feu) fondé en 1932, est interdit en 1933. Il continue d'exister sous le nom de Perkonkrusts (croix de foudre).

⁵⁰⁵ « Латвия въ 1932 году. [La Lettonie en 1932]», *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1933n001|article:DIVL87|issueType:P>>, [Consulté le 11.09.2020].

⁵⁰⁶ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.65.

⁵⁰⁷ « Нашъ политическій кризисъ. [Notre crise politique] », *Сегодня*, n°36, Riga, 05.02.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1933n036|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 11.09.2020].

⁵⁰⁸ « Вѣра в насиліе, презрѣніе къ правамъ личности, отрицаніе драгоцѣнныхъ благъ гражданской свободы, жестокіе расправы съ инакомыслящими – всѣ эти особенности большевизма въ известной мѣрѣ усвоены врагами “ марксизма” ».

« Откуда опасность для демократии Латвии ? [D'où vient le danger pour la démocratie lettone ?] », *Сегодня*, n°78, Riga, 19.03.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1933n078|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 09.03.2020].

Au bord de l'implosion, la Lettonie subit un coup d'État dans la nuit du 15 au 16 mai 1934. Kārlis Ulmanis alors président du Conseil réalise un putsch sans violence grâce à l'appui de la garde nationale (les *Aizsargi*). Une trentaine de députés ainsi que quatre cent membres du parti SD sont arrêtés, l'état d'urgence est décrété. Le parlement est dissout, et la Constitution suspendue⁵⁰⁹. Ulmanis se proclame « guide » (*vadonis*) de la patrie, un titre qu'il cumule avec la fonction de président de la République à l'expiration du mandat de Kvisis en 1936.

Le pouvoir autoritaire de Kārlis Ulmanis en Lettonie institue une rupture importante dans la société. La presse est placée sous surveillance et susceptible de censure⁵¹⁰. La différence de discours dans le journal *Сегодня* est très sensible après la mise en place du nouveau pouvoir. Régulièrement voire constamment, les articles adoptent un style panégyrique jusqu'alors inhabituel, et un discours encore plus rassembleur et patriotique qu'auparavant⁵¹¹.

Aujourd'hui, nous ne parlons [...] qu'une langue, celle de l'union du peuple, car un peuple uni – c'est l'authentique et profonde signification du 15 mai. [...] Seul un peuple uni dans sa liberté et son État indépendant peut suivre calmement son chemin, qui mène vers l'avant, qui mène vers le haut⁵¹².

En effet, l'une des priorités du nouveau régime est de débarrasser le pays de ses innombrables et terribles tensions internes. Tous les partis politiques sont interdits, des plus larges aux plus clivants, de l'union paysanne à la croix de foudre⁵¹³. Les priorités politiques du régime d'Ulmanis sont destinées à doter le peuple Letton⁵¹⁴ de symboles le rattachant à

⁵⁰⁹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.65.

⁵¹⁰ Чмыхун (Э.), «Газета "Сегодня" в контексте печати Латвии 1919-1940 гг» [Le journal "Aujourd'hui" dans le contexte de la presse lettone 1919-1940], *Филологические науки [Sciences philologiques]. Вопросы теории и практики [Questions de théorie et de pratique]*, 2017, vol 10, n°76, pp.43-45 ; VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.65 ; MODEL (M.), « Le pouvoir fort en Lettonie », *L'Europe Nouvelle*, n°852, Paris, 09.06.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/9-juin-1934/1785/3308279/21>>, [Consulté le 09.03.2021].

⁵¹¹ Voir en particulier les articles publiés à l'occasion de dates anniversaires. Par exemple « Сь новымъ годомъ ! [Bonne année !] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1937n001_2/article:DIVL13|issueType:P>, [Consulté le 19.09.2020].

⁵¹² « Мы сегодня [...] говоримъ на одномъ языке, на языке объединеннаго народа, т. к. объединенный народъ – вотъ подлинное и глубокое содержание 15 мая. [...] Лишь объединенный народъ въ своемъ свободномъ и независимомъ государстве спокойно можетъ идти по пути, который ведетъ впередъ, который ведетъ ввысь ».

« Глубокое содержание 15-го мая [Le sens profond du 15 mai] », *Сегодня*, n°134, Riga, 15.05.1936, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1936n134|article:DIVL9|issueType:P>>, [Consulté le 17.05.2020].

⁵¹³ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.65.

⁵¹⁴ On rappelle que le peuple letton n'émerge sous une forme nationale que moins de vingt ans auparavant.

une histoire, à des héros, à des monuments⁵¹⁵. La presse lettone relaie les discours du *vadonis* incitant à la cohésion nationale et à la fierté. Ulmanis divise le travail en quatre chambres « corporatives », et deux chambres spéciales rassemblant globalement tous les profils échappant aux quatre chambres de base⁵¹⁶. Le système de chambres est présenté comme une alternative au parlementarisme représentatif. Les quatre chambres de base constituent ensemble le conseil national à l'Économie, tandis que les deux chambres spéciales forment le conseil national à la Culture⁵¹⁷. Quoi qu'il en soit, le développement du système des chambres est lent et encore inachevé à la fin de notre période, en 1940. Bien que théorisés pour constituer les fondations de la « constitution Ulmanis » en préparation, les fameux conseils nationaux ne comptent que 111 membres en mai 1939⁵¹⁸.

L'assemblée générale ne prenait aucune décision, et n'en avait d'ailleurs pas les capacités. [Tout cela] était un spectacle qui ne devait pas éclipser son acteur principal – Ulmanis [...]»⁵¹⁹.

Plus précoce que les deux autres, le régime autoritaire en Lituanie est dû à la même combinaison de tensions. Déjà sujette à une pression très forte au cours des années 1920, la Lituanie supporte mal les problèmes inhérents à son modèle parlementaire (*Seimas* trop puissant et trop instable). Le gouvernement Grinius en place en 1926 est le onzième sur les huit ans d'existence du pays. Comme dans les cas ultérieurs de la Lettonie et de l'Estonie, la démocratie est rompue par un coup d'état mené par des figures majeures de la guerre d'indépendance. Après des initiatives soviétophiles de la part de Grinius et Sleževičius en matière de politique extérieure⁵²⁰, Antanas Smetona⁵²¹ obtient l'appui de l'armée et contraint le *Seimas* et le gouvernement à la démission le 17 décembre 1926. Le lendemain, le nouveau ministère de la Défense donne la justification suivante :

⁵¹⁵ On peut citer les chantiers tels que celui de la « maison de l'unité » à Daugavpils ou celui du « palais de la lumière ». Il y a aussi la construction de la centrale hydroélectrique de Kegums ayant également un intérêt sur le plan de la souveraineté et de l'indépendance énergétique du pays.

« Латвия на портѣ Нового года. [La Lettonie aux portes du nouvel an] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n001_2/article:DIVL55issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

⁵¹⁶ СТРАНГА (А.), « Политическая система режима Карлиса Ульманиса в Латвии (1934-1940) [Le système politique du régime de Kārlis Ulmanis en Lettonie] », *Берегиня 777 Сова*, 2015, vol.26, n°3, Moscou-Voronej, pp.147-148.

⁵¹⁷ *Ibid.*, p.148.

⁵¹⁸ *Ibid.*

⁵¹⁹ « Общее собрание не приняло никакого решения, да и не имело на то никаких полномочий. Это было шоу, которое не должно было затмить главного актёра — Ульманиса [...] ».

Ibid.

⁵²⁰ Nous faisons ici référence au pacte soviéto-lituanien de 1926 abordé plus en détail dans le chapitre II.

⁵²¹ Premier président de la République de Lituanie, figure majeure de la guerre d'indépendance, Antanas Smetona est un nationaliste, professeur d'Histoire à la faculté de sciences humaines de Kovno.

Le coup d'État a été effectué seulement par une armée [qui se sentait] forcée de le faire en raison de la polonisation du pays et de la politique pro-bolchévique poursuivie par le gouvernement [...], ce qui était une menace réelle à l'existence de l'État⁵²².

Les rédactions des journaux les plus influents du pays tels que *Lietuva* sont remplacés par des partisans du nouveau pouvoir⁵²³. Cependant, les putschistes sont habiles, plus subtils et compétents que les gouvernements républicains précédents selon l'historien lituanien Algimantas Kasparavičius⁵²⁴. Smetona est conscient de l'importance de faire reconnaître leur régime à l'international. Les nouvelles élections du *Seimas* sont ouvertes à l'observation de la presse et des diplomates étrangers spécialement invités pour l'occasion. Voldemaras, le Premier ministre et ministre des Affaires Étrangères, organise une conférence de presse prolongée pour justifier les événements récents et répondre à toutes les questions. Malgré de vives critiques à l'Ouest et en particulier en Grande-Bretagne, le régime lituanien est reconnu par la plupart des gouvernements occidentaux y compris les États-Unis⁵²⁵. L'année suivante en 1927, Smetona dissout le *Seimas* et règne sans parlement jusqu'en 1936.

Indubitablement anti-démocratiques et dictatoriaux, les gouvernements autoritaires de la Baltique ont parfois été taxés de fascisme. Nous ne souscrivons pas à cette lecture. Ainsi que le remarque Constantin Constantinovitch Hudoleï, les communistes sont les premiers à formuler une telle appréciation.

Les régimes de A. Smetona, K. Ulmanis et K. Päts se sont déclarés à une époque où au Komintern dominait la perception selon laquelle toutes les forces politiques non communistes étaient fascistes ou social-fascistes⁵²⁶.

La propagande communiste tente de disqualifier ses adversaires politiques en les assimilant au fascisme. Nous ne pouvons donc pas raisonnablement prendre en compte leurs invectives. En Occident, les réactions sont mitigées. Les pouvoirs autoritaires d'Ulmanis et de Smetona sont perçus de manière beaucoup plus prudente dans l'Europe Nouvelle.

⁵²² « The coup d'état was effected exclusively by one army which was forced to do the same due to the Polonisation of the country and the pro-Bolshevik policy pursued by the government [...] which was a real threat to the existence of the state »

KASPARAVIČIUS (A.), « Views of Western Countries on the 1926 Coup d'Etat in Lithuania », *Lithuanian Historical Studies*, 2007, n°12, pp. 115.

⁵²³ *Ibid.*

⁵²⁴ *Ibid.*, p.116.

⁵²⁵ *Ibid.*, p.113.

⁵²⁶ ХУДОЛЕЙ (К.), « Балтийский нейтралитет и советский фактор в 1920-1930-е годы [La neutralité balte et le facteur soviétique dans les années 1920-1930] », *Вестник Санкт-Петербургского Университета*, 2012, vol.6, n°3, p.88.

Le nouveau gouvernement letton est avant tout d'abord essentiellement autoritaire. [...] Mais il n'est pas étranger à toute idée de parlementarisme, car l'action du gouvernement n'est pas dirigée contre la démocratie, ce qui signifie évidemment qu'il ne se propose pas d'établir une dictature⁵²⁷.

Par la suite, une certaine historiographie a pu argumenter que les dictatures baltes seraient fascistes car elles promeuvent un modèle corporatif. Il nous apparaît nonobstant que ces considérations sont irrecevables. Certes, les chambres lettones abordées plus haut sont relativement similaires aux « faisceaux » du fascisme italien, bien que tout cela soit très différent des véritables corporations traditionnelles aussi appelées « jurandes » ou « guildes »⁵²⁸. D'une certaine façon, le régime letton va même plus loin que celui de Mussolini avec ses deux chambres spéciales permettant d'exercer un contrôle d'État sur toutes les branches professionnelles. Il s'agit donc d'une preuve d'autoritarisme, mais il n'est pas possible d'associer tout pouvoir autoritaire (ou même totalitaire) au fascisme, sinon le pouvoir soviétique lui-même serait fasciste.

Sans rentrer dans une tentative de définition du fascisme au sens large, nous pouvons relayer les quatre arguments principaux exposés par Hudoleï sur cette question. Premièrement, les gouvernements baltes sont nationalistes et défensifs, là où les fascistes sont fondamentalement impérialistes et conquérants. Deuxièmement, les Baltes autoritaires promeuvent la défense de leurs cultures, mais en aucun cas de veulent la répandre. En outre, ils ne prétendent pas appartenir à une quelconque « race supérieure ». Troisièmement, les régimes baltiques ne se livrent à aucune pratique d'épuration ethnique. Enfin, aucun des trois pouvoirs baltes n'entreprend de répression massive d'opposants politiques. La peine de mort pour les opposants n'existe qu'en Lituanie, lors des premiers mois du régime. Quant à la quantité de prisonniers politiques, elle est insignifiante en comparaison aux autres régimes autoritaires d'Europe, sans parler des régimes totalitaires⁵²⁹.

S'il est peu probable que A. Smetona, K. Ulmanis et K. Pāts aient prévu un rétablissement de la démocratie, ils ne se préparaient certainement pas à devenir de « petits Hitler »⁵³⁰.

⁵²⁷ MODEL (M.), « Le pouvoir fort... *loc.cit.* ».

⁵²⁸ Bien que le nazisme ou le fascisme se réclament du corporatisme, leurs structures sont entièrement contrôlées par l'État, une antithèse des corporations traditionnelles et autres « corps intermédiaires ».

DE ZARA (P.), « L'élément essentiel du régime faciste : les corporations », *L'Europe Nouvelle*, n°833, Paris, 27.01.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/27-janvier-1934/1785/3308143/15>>, [Consulté le 09.03.2021].

⁵²⁹ ХУДОЛЕЙ (К.), « Балтийский нейтралитет... *loc.cit.* », p.89.

⁵³⁰ *Ibid.*, p.90.

Conclusion de chapitre

Face au délitement rapide de l'action franco-britannique dès 1919, la région baltique devient un espace concurrentiel. L'incapacité de l'Entente à imposer le système versaillais aboutit à une résurgence de la *Realpolitik*⁵³¹. Le réseau franco-polonais, la révolution bolchévique et la conquête économique allemande sont en cohabitation et en compétition. Un relatif équilibre s'installe entre ces forces en mouvement, ménageant une place à l'action des petits États. Désormais coupés de leur arrière-pays russe, les pays baltes dépendent beaucoup des capitaux britanniques et allemands pour assurer leur viabilité économique. Pour Tallinn et Riga qui cherchent à remplacer l'équilibre des forces par un système plus solide, le soutien à la politique franco-polonaise s'avère aussi vain que le projet baltique. Quant à la Lituanie, les circonstances semblent séparer son destin de celui de ses deux sœurs du Nord. Face à une pression immense et ininterrompue, sa poursuite d'un pragmatisme aveugle et court-termiste lui permet certes la survie, mais jamais la sécurité. Ainsi que le note Julien Gueslin,

On pourrait se demander si, à l'inverse de ses voisins, la capacité lituanienne à esquisser toute adaptation à un ordre européen contraire à ses espérances ne lui permet pas de démontrer la réalité persistante de son existence nationale, à défaut de son utilité⁵³².

Politiquement libéraux, favorables au parlementarisme et à la tempérance du pouvoir, les peuples baltes, confrontés à une situation de plus en plus tendue mais aussi à une profonde mutation des stratégies de la part des grandes puissances et de la Pologne, voient leurs gouvernements se raidir. Faisant face aux limites de leurs capacités dans toutes leurs entreprises, les petits pays de la Baltique sont tentés de se réfugier dans le nouveau paradigme occidental des relations internationales.

⁵³¹ Voir *infra*, chapitre IV.

⁵³² GUESLIN (J.), *La France et... op.cit.*, p.404.

Deuxième partie : la géopolitique de l'Entre-deux-guerres

Chapitre IV – Le nouveau système géopolitique

Introduction de chapitre

À présent que l'ensemble des acteurs du jeu baltique sont relativement bien cernés, il convient de reporter notre attention sur les mécanismes de la géopolitique de l'Entre-deux-guerres. Dans ce chapitre, nous tenterons de démontrer que l'ordre de Versailles, matérialisé par les traités de paix de 1919 mais aussi un certain nombre d'accords postérieurs, constitue un pari idéologique de refonte des relations internationales. Porteur non pas d'idées révolutionnaires, mais d'un vieux rêve pacifique, cet ordre Versaillais est à la fois solidement entériné par les vainqueurs de la Grande Guerre, à la fois progressivement abandonné par ses pères fondateurs (à commencer par les États-Unis). Victime de terribles failles, mais aussi d'une guerre mal achevée à l'Est, ce système, que l'on peut également qualifier de wilsonien, entre en concurrence avec les basses réalités des rapports de force. Or c'est dans ce contexte que naît et se stabilise progressivement le *statu quo* donnant lieu au jeu baltique pour les vingt ans séparant les guerres mondiales.

Dans un dernier développement consacré à la fin des années 1920, nous verrons que les grandes puissances, désormais confrontés à la réalité d'un continent à deux vitesses, repensent leurs modes d'action dans l'Europe du Nord-Est. À Locarno, Paris consent à mettre fin à son mode opératoire jugé trop brutal⁵³³. Elle consent à libérer la Ruhr, et cherche à assurer une nouvelle forme de sécurité à l'Est, basée cette-fois sur le paradigme wilsonien et versaillais. À Londres cependant, on n'estime toujours pas que l'Europe de l'Est soit digne d'un engagement politique susceptible de dérapier. Du côté des républiques baltes, la mort du projet confédératif est comblée par un enthousiasme renouvelé pour l'Occident et son système wilsonien. Un angélisme qui n'est pas autant partagé en Pologne. En dépit de tentatives réelles, nous verrons que ce dernier effort de multilatéralisme ne prend décidément pas à l'Est.

⁵³³ Avant 1925, la France mène une politique extérieure tellement rude face à l'Allemagne que l'opinion majoritaire au Royaume-Uni craint l'établissement d'une hégémonie française en Europe.

1. La ruine de l'ancien ordre

a. La plaie ouverte de l'Europe

Suite à l'Armistice de Compiègne du 11 novembre 1918 les Empires vaincus démobilisent leurs troupes et se désagrègent progressivement. Comme au lendemain des guerres napoléoniennes, l'Europe est à retracer entièrement. Les vainqueurs de la Grande Guerre rédigent un traité de paix avec chacune des parties vaincues : avec l'Allemagne (Versailles), l'Autriche (Saint-Germain-en-Laye), la Bulgarie (Neuilly-sur-Seine), la Hongrie (Trianon) et la Turquie (Sèvres⁵³⁴). Ces traités entérinent la disparition des Empires et l'émergence des nouveaux États au cas par cas. Ils imposent des sanctions aux perdants de la guerre, et par-dessus tout, ils établissent les nouvelles règles de la politique internationale, plus que jamais régies par le droit et son nouvel organe : la SDN. On appelle l'ensemble de ce système « le système de Versailles ».

Malheureusement la nouvelle Europe a un point faible, puisque l'un des acteurs de la Grande Guerre s'est retiré avant son dénouement. Sous le poids des défaites militaires, l'Empire russe s'éteint en début d'année 1917. Un an plus tard, à Brest-Litovsk, la paix est signée entre les quatre alliés⁵³⁵ et la Russie soviétique, définissant un cadre en Europe de l'Est⁵³⁶. Le problème est le suivant : la paix de Brest-Litovsk est temporaire et ne définit pas les espaces devant être évacués par l'Allemagne et la Russie après la paix générale⁵³⁷. D'autre part, l'Entente ne signe aucun traité de paix, ni avec son allié disparu de Saint-Pétersbourg, ni avec le pouvoir rouge de Moscou. Par conséquent, l'ensemble des anciennes périphéries russes en Europe de l'Est (ou quasiment) échappe au système de Versailles. C'est notamment le cas de la région baltique. Outre les problèmes externes, le système de Versailles est aussi sujet à des faiblesses internes. Les nouvelles frontières n'effacent pas les plusieurs siècles de

⁵³⁴ L'application du Traité de Sèvres est évitée par les initiatives d'Atatürk, aboutissant au Traité de Lausanne signé le 24.07.1923.

⁵³⁵ Entendre les « alliés » de la Quadruple Alliance (ou Quadruplice), et non l'Entente.

⁵³⁶ *Traité de paix entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part, et la République fédérale russe des soviets d'autre part*, 03.03.1918, Brest-Litovsk, art.3, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1918brest.htm>>, [Consulté le 24.11.2020]. L'article 6 du Traité impose aussi la création d'un État ukrainien.

⁵³⁷ « Dès que la paix générale sera signée et que la démobilisation russe sera complètement terminée, l'Allemagne est disposée à évacuer le territoire sis à l'Est de la ligne dessinée dans le premier paragraphe de l'article 3, dans la mesure où l'article 6 n'en dispose pas autrement. »

Traité de paix entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part, et la République fédérale russe des soviets d'autre part, 03.03.1918, Brest-Litovsk, art.4, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1918brest.htm>>, [Consulté le 24.11.2020].

colonisation allemande en Europe de l'Est. La question des minorités menace de poser problème (tout comme elle posait inversement problème sous les grands Empires d'avant-guerre).

L'absence de cadre juridique dans les territoires exsangues de l'Est laisse place au plus pur et impitoyable système de rapports de force. En l'absence du droit, la seule réalité est celle de l'autorité *de facto*, c'est-à-dire la domination effective. Les États n'ont pas de définition officielle et les frontières sont à la merci du mouvement des armées. Nous l'avons abordé en introduction, les anciennes provinces baltiques sont envahies par les Allemands, les armées rouges, et dans le cas de la Lituanie, par la Pologne. La Pologne elle-même ne tarde pas à entrer en guerre contre la RSFSR. Le même chaos fait rage plus au nord avec la guerre civile en Finlande, mais aussi plus au sud, où les armées roumaines envahissent la Bessarabie⁵³⁸. Même après l'arrêt des combats, la région Baltique reste le théâtre de querelles et de conflits échappant en grande partie à l'arbitrage européen. Outre les graves crises de Vilna et de Klaipėda, la Latgale ainsi que les territoires frontaliers entre Lettonie et Estonie sont l'objet de tensions et de revendications⁵³⁹. Ironiquement, Paris et Londres figurent parmi les derniers à apporter une reconnaissance *de jure* aux pays baltes en 1921, tandis que le premier État à le faire n'est autre que la Russie soviétique dès 1920. Les trois États baltes sont d'ailleurs définis et délimités juridiquement par leurs traités de paix avec Moscou, et non par le traité de Versailles⁵⁴⁰. Même chose pour les frontières orientales de la Pologne⁵⁴¹, cela en grande partie parce que les Occidentaux, en particulier les Français, espèrent longtemps la victoire du mouvement blanc en Russie. Le rétablissement d'un interlocuteur russe légitime reconnu aurait permis le découpage de cet espace oriental à tête reposée.

⁵³⁸ La Bessarabie est un territoire correspondant en grande partie à l'actuelle Moldavie, mais en s'étendant jusqu'à la mer Noire. C'est une région majoritairement roumanophone. Le contentieux soviéto-roumain autour de la Bessarabie est l'un des plus tenaces de l'Entre-deux-guerres.

⁵³⁹ ГОРЕВЪ (А.), « Къ текущему моменту – Латвийско-эстонский конфликтъ близокъ къ разрешению [En ce moment – Le conflit letto-estonien proche de sa résolution] », *Сегодня*, n°69, Riga, 24.03.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n69/article:DIVL169|issueType:P>, [Consulté le 24.11.2020]. La frontière entre Lettonie et Estonie est définie par une convention entre les deux parties signée le 22 mars 1920. La ville de Valga est coupée en deux.

⁵⁴⁰ *Traité de paix entre l'Estonie et la Russie*, signé à Tartu le 02.02.1920, entré en vigueur le 30.03.1920, art.2-3, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920tartu.htm>>, [Consulté le 13.11.2020] ; *Traité de paix entre la Lituanie et la Russie*, signé à Moscou le 12.06.1920, entré en vigueur le 14.10.1920, art.1-2, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920moscou.htm>>, [Consulté le 14.11.2020] ; *Traité de paix entre la Lettonie et la Russie*, signé à Riga le 11.08.1920, entré en vigueur le 04.10.1920, art.2-3, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920riga.htm>>, [Consulté le 07.11.2020].

⁵⁴¹ *Traité de paix entre la Pologne d'une part, la Russie et l'Ukraine d'autre part*, signé à Riga le 18.03.1920, art.2, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1921riga.htm>>, [Consulté le 16.11.1920].

Finalement, la victoire bolchévique finit par imposer son propre découpage à l'issue des guerres menées.

La région Baltique finit donc par s'apaiser plus ou moins en marge de l'Europe de Versailles en 1921. L'Occident reconnaît les formations étatiques *de jure*, achevant de légaliser et stabiliser la zone, du moins théoriquement. En réalité, le statut particulier de la région baltique ne manque pas d'en faire un espace disputé pour le reste de l'Entre-deux-guerres. Pour les États baltes, la concurrence entre les puissances hégémoniques est un poids qui menace leur survie. Cependant, le système des rapports de force est aussi celui qui laisse le plus de place à l'initiative et aux rebondissements. En effet, les États baltes sont eux-mêmes le fruit de cette situation, ayant su imposer leurs indépendances comme un état de fait en 1919.

b. La disparition du concert européen

Il existe en Europe une ancienne conception selon laquelle le secret de la paix repose sur l'équilibre entre les puissances. Poursuivie au cours de l'époque moderne puis du XIXe siècle, cette chimère de l'équilibre vole en éclat avec la Grande Guerre. Comment se fait-il que l'Europe entière se soit lancée dans un conflit acharné alors même que l'équilibre flagrant entre les deux « camps » aurait dû les pousser à l'arbitrage diplomatique ? Au lendemain du plus terrible conflit jusqu'alors enduré, la géopolitique et sa science sont en crise⁵⁴². Le multilatéralisme, les conférences d'ambassadeurs et grands congrès du XIXe siècle, tout cela semble avoir échoué⁵⁴³. Pour beaucoup de penseurs du début du XXe siècle, il est temps de réinventer les relations internationales. Ce besoin de renouveau est comblé par l'émergence d'un mouvement pacifiste légaliste. L'idée de réaliser la paix par le droit, longtemps théorisée mais jamais appliquée, est alors portée par certaines personnes influentes dont notamment le président des États-Unis Woodrow Wilson⁵⁴⁴. Pour beaucoup d'européens cependant, si le pouvoir du droit à prévenir les guerres est discuté depuis longtemps, rares sont ceux qui y croient vraiment.

De fait, le droit international existe depuis des siècles, puisqu'il y a des traités, des pactes, et des conventions entre les États. Mais de tels textes eux-mêmes ne sont jamais que le résultat de négociations, dans lesquelles les intérêts de telle et telle parties ont été accordés, et surtout, pondérés par leurs puissances respectives. Par conséquent, le processus d'élaboration du droit lui-même n'en fait que l'habillage des rapports de force⁵⁴⁵. C'est même

⁵⁴² GUIEU (J.-M.), « Du Concert européen au concert mondial, 1815-2015 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2015, vol.42., n°2, pp.9-20, p.17, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2015-2-page-9.htm>>, [Consulté le 26.10.2020].

⁵⁴³ Bien que l'on arrête généralement l'âge d'or du concert européen à la première moitié du XIXe siècle, on ne saurait nier le maintien de ses pratiques en dépit du développement des nationalismes. Après 1848, les souverains d'Europe cherchent toujours à former une communauté internationale fondée sur le multilatéralisme et certaines valeurs communes. Napoléon III contribue à revitaliser ce système européen en se plaçant en son centre à partir du congrès de Paris de 1856. Les arbitrages autour de la question roumaine ou de celle du *Risorgimento* en témoignent. Même après la chute de l'Empire, le congrès de Berlin de 1878 démontre une fois de plus que le concert des nations sait fonctionner.

Voir BRULEY (Y.), « Le Concert européen à l'époque du Second Empire », *Relations Internationales*, 1997, n°9, pp.145-163.

⁵⁴⁴ Cet idéal n'est pas nouveau en soi, mais il connaît un regain d'intérêt depuis le début du XXe siècle, et en particulier pendant l'Entre-deux-guerres.

⁵⁴⁵ Les rapports de force, sont toujours au cœur des relations internationales, et même au cœur des négociations qui précèdent l'édiction du droit. D'ailleurs, c'est toujours le cas lors de la conférence de paix de Paris de 1919 : les petites puissances peuvent s'exprimer mais c'est le triumvirat Clemenceau-George-Wilson qui tranche. Voir JEANNESSON (S.), « Les diplomates français et la paix au lendemain de la Grande Guerre », *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, 2012, vol.108, n°4, pp.18-22, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2012-4-page-18.htm>>, [Consulté le 26.10.2020].

plutôt l'évolution des rapports de force qui tend simplement à mettre à jour ce droit rigide et figé qui peine à suivre de près les évolutions de la géopolitique. En outre, une fois avalisé, ce fameux droit ne parvient pas à être contraignant lorsque la réalité *de facto* permet de le transgresser, car les États restent pleinement souverains. En réalité, puisque le droit n'est attaché à aucune entité supérieure aux États, il ne peut exister que la *Realpolitik*. Le fait même de proposer la modélisation de cette instance supérieure faisant défaut n'est pas non plus une nouveauté de 1919. Des projets de cette nature existent en Europe quasiment depuis le Moyen-Âge, mais leur faisabilité relève encore de l'utopie iréniste selon les habitants du vieux continent⁵⁴⁶. Peu de diplomates ont soutenu le projet d'arbitrage de la Haye avant la guerre, peu encore sont ceux qui soutiennent le projet de la SDN au lendemain de la guerre⁵⁴⁷. En effet, il est inconcevable de renoncer à la pleine souveraineté des États, par conséquent la SDN pourrait ne pas avoir de grande efficacité.

Quoi qu'il en soit, si les Français restent dubitatifs quant au projet de Wilson, celui-ci est adopté⁵⁴⁸. Effectivement, la Société des nations a un certain mérite, car elle représente un progrès incontestable par rapport à l'ancien concert des nations. Premièrement, il s'agit d'une institution internationale clairement définie juridiquement⁵⁴⁹, là où l'ancienne diplomatie reposait autant voire davantage sur les traditions et règles implicites que sur le droit positif⁵⁵⁰. Deuxièmement, contrairement au concert des nations qui ne rassemblait

⁵⁴⁶ Le rôle de cette instance supérieure capable d'assumer le rôle d'arbitre international a pu être assumé par le pape, dans une certaine mesure, à l'époque féodale. Cependant, dès le bas Moyen-Âge, certains royaumes dont la France en premier lieu, affirment une forte souveraineté remettant en cause le niveau de l'autorité pontificale sur les questions temporelles. Pour certains penseurs de l'époque moderne, un Empire universel, ou à défaut, une instance supérieure, serait une meilleure garantie de paix que le maintien d'un équilibre mécanique entre des forces contraires. Parmi ces penseurs, on peut citer en particulier Charles-Irénée Castel de Saint Pierre et son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*.

Voir BÉLY (L.), « L'invention de la diplomatie », dans FRANK (R.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Le Nœud Gordien, Presses Universitaires de France, pp.107-137, p.130, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/pour-l-histoire-des-relations-internationales--9782130606246-page-107.htm>>, [Consulté le 25.10.2020].

⁵⁴⁷ JEANNESSON (S.), « Les diplomates français... *loc.cit.* », p.21.

⁵⁴⁸ Au sujet de Wilson et de ses exigences, Clemenceau s'exprime en ces termes en 1919 : « Wilson avec ses nobles idéaux considère que sa connaissance est vaste, mais en fait il comprend très peu de choses aux problèmes qui se posent ici [...] [cependant] nous devons faire des concessions ».

GARRIGUES (J.), *Le monde selon Clemenceau : Formules assassines, traits d'humour, discours et prophéties*, Paris, Tallandier, 2014, p.253, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/le-monde-selon-clemenceau--9791021004320-page-251.htm#pa1>>, [Consulté le 17.11.2020].

⁵⁴⁹ *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.1-26. <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/sdn1919.htm>> [Consulté le 09.09.2020].

⁵⁵⁰ La seule base juridique du concert européen se trouve dans l'article 6 du pacte de la Quadruple Alliance signée en 1815. Il est alors simplement question pour les quatre grands vainqueurs de Napoléon de « renouveler à des époques déterminées, [...] des réunions consacrées aux grands intérêts communs et l'examen des mesures [...] jugées les plus salutaires [...] pour le maintien de la paix en Europe ».

Voir GUIEU (J.-M.), « Du Concert européen... *loc.cit.* », p.13.

régulièrement que les cinq grandes puissances européennes⁵⁵¹, la SDN peut accepter en son sein des États de tous les continents, et ce, peu importe leur puissance. Naturellement, une institution d'arbitrage international ayant pour objet de faire respecter le droit dans le monde ne saurait que gagner à compter un maximum de membres. En outre, la SDN reconnaît une égalité juridique entre tous ses membres, contrairement à la « diplomatie de club » de l'ancien concert. En revanche, certaines grandes puissances ne font pas partie de la SDN. Il s'agit peut-être là d'un point sur lequel la Société des nations aurait dû s'inspirer du système précédent.

Alors que la France participe aux négociations du congrès de Vienne en 1815 et intègre ensuite les cinq « grands » du système européen, au XXe siècle, les perdants de la Grande Guerre ne participent pas aux négociations de la paix⁵⁵², et ne sont pas non plus intégrés à la SDN⁵⁵³. Autrement dit, ce qui se propose comme le nouvel ordre international exclut les puissances vaincues, une véritable régression par rapport à l'ancienne géopolitique. En effet, le concert des nations fonctionnait justement grâce à l'implication de toutes les grandes puissances européennes, les poussant à la négociation et au compromis. Le système versaillais s'avère en réalité bien moins multilatéral que son prédécesseur. En n'intégrant ni l'Allemagne ni la Russie, la SDN abandonne l'Europe de l'Est hors du nouveau cadre des relations internationales promouvant la primauté du droit. Elle échoue autant sur le plan de l'universalisme que du multilatéralisme car en dépit de l'égalité juridique entre tous les membres, les grandes puissances européennes siègent en permanence au conseil⁵⁵⁴. De plus, la SDN ne comporte jamais l'Allemagne et l'URSS en son sein simultanément.

Le concert européen du XIXe siècle est une « pratique politique plus qu'une institution », qui « n'a de caractère juridique que par les traités dont il favorise la signature ».

BRULEY (Y.), « Le concert européen... *loc.cit.* », p.156.

⁵⁵¹ La diplomatie multilatérale du XIXe siècle voit les rassemblements de représentants évoluer en fonction des congrès et de leurs circonstances. Outre les diverses nations pouvant être représentées, seules les cinq grandes puissances européennes peuvent être considérées comme membres permanents du concert.

⁵⁵² La conférence de paix de Paris est au départ une conférence préliminaire destinée à accorder les revendications de l'Entente pour les présenter ensuite à la négociation avec les vaincus. Cependant, nous l'avons mentionné précédemment, les intérêts entre Paris Londres et Washington sont difficiles à accorder. Lorsque les négociations sont terminées, il est finalement impossible aux membres de la Quadruplice de contester quoi que ce soit.

Voir GUIEU (J.-M.), « Du concert européen... *loc.cit.* », p.18.

⁵⁵³ *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.1 et annexe 1, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/sdn1919.htm>> [Consulté le 09.09.2020].

⁵⁵⁴ Les grandes puissances n'ont pas de droit de *veto* à proprement parler comme dans l'actuelle ONU, mais elles occupent quand même une place prépondérante qui suffit à paralyser l'organisation lorsque l'intérêt de l'une d'entre-elles est mis en question. Voir GUIEU (J.-M.), « Du concert européen... *loc.cit.* », p.18.

En conséquence, les anciennes périphéries de l'Empire russe ne sont ni dans le système du concert des nations, ni dans celui de Versailles. L'Europe de l'Est n'est ni définie par des frontières *de jure*, ni régulée par la SDN, ni même par la consultation des puissances. Privée de la protection du droit comme de l'arbitrage des diplomates, la région orientale de l'Europe connaît donc une période de retour aux rapports de force dans leur version la plus primaire⁵⁵⁵. Évidemment, la situation finit par se stabiliser, au profit des indépendances baltes d'ailleurs. Dès 1921, Baltes et Occidentaux cherchent à stabiliser la région. Les frontières du *statu quo* sont reconnues *de jure*⁵⁵⁶, et Riga et Tallinn demandent à rejoindre la SDN⁵⁵⁷. Cependant, l'intégration de la Baltique au nouvel ordre européen, peut-être davantage que le reste de l'Europe de l'Est, reste partielle. Le *statu quo* de la région ne satisfait ni Varsovie, ni Kaunas, ni Weimar, ni Moscou. Les arbitrages de la SDN ne sont pas toujours respectés⁵⁵⁸, et d'ailleurs la majorité des États de la région n'en font pas partie. Toujours en l'absence d'une possibilité pour les nations de s'entendre « à l'ancienne », une lutte d'influences s'installe durablement entre d'une part Paris et Varsovie, d'autre part, Weimar et Moscou⁵⁵⁹. Nul doute qu'un congrès entre les grandes puissances aurait harmonisé les intérêts de la France, de l'Allemagne et de la Russie en Europe de l'Est par un partage de la Baltique. Non sans une certaine ironie ici encore, c'est justement la disparition du concert européen et l'instauration de la lutte d'influences qui rend possible la persistance des États baltes au début des années 1920.

La SDN est certainement un organe bancal qui n'a pas manqué de subir de profondes critiques de la part des observateurs postérieurs. Ses échecs et son inefficacité patente sont certainement dues à son manque d'autorité ainsi qu'à sa composition incohérente. Cependant, il faut bien dire qu'il s'agit de la première tentative de modélisation poussée d'institution internationale. D'ailleurs, les contemporains de la Société des nations sont eux-mêmes parfaitement conscients des points faibles de l'organisation. Pour les diplomates en particulier, difficile de ne pas voir « ce qui manque » par rapport à l'ancien système, qui

⁵⁵⁵ Principalement entre le début de 1919 et la fin de 1920.

⁵⁵⁶ Voir le chapitre II.

⁵⁵⁷ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.91.

⁵⁵⁸ La conférence des ambassadeurs, organe de la SDN, tranche pour le maintien de la région vilnoise dans l'État polonais le 15 mars 1923. Tchitchérine déclare clairement ne pas reconnaître l'autorité de cette conférence, puisqu'il n'est pas membre de la SDN. Le gouvernement de Kaunas ne reconnaît pas non plus le résultat de cette conférence et continue de revendiquer Vilna comme capitale jusqu'à la fin de notre période. Voir le chapitre II.

⁵⁵⁹ Pour des raisons de faisabilité, nous ne pouvons proposer un récit exhaustif de cette lutte d'influences. Nous en abordons donc les principaux épisodes dans les deux premiers chapitres.

permettait paradoxalement davantage de dialogue international. Assumant sa composition de grandes puissances, le concert des nations ménageait une place sinon à tous les acteurs géopolitiques, au moins aux principaux. Or nous l'avons dit, la Société des nations ne se crée qu'autour des défenseurs du nouvel ordre international. En outre, l'atmosphère spéciale et nouvelle de Genève, où s'expriment principalement les experts et les juges, contribue à tuer l'ancienne diplomatie. Pour beaucoup de diplomates, comme par exemple Jules Cambon, la diplomatie en elle-même, c'est-à-dire le dialogue entre les acteurs géopolitiques selon leurs intérêts, ne saurait jamais disparaître. En revanche, la SDN peut faire disparaître ceux qui ont le savoir-faire de la diplomatie au profit des experts et des juristes⁵⁶⁰.

Il existe cependant quelques enthousiastes du nouveau système, comme le fameux Aristide Briand qui va jusqu'à proposer un projet d'union fédérale en 1929. Conscients du manque d'efficacité de la SDN, les Européens des années 1920 envisagent de la réformer. En réalité, les projets de réforme apparaissent presque en même temps que l'organisation elle-même. Le plus prometteur est celui dit du « Protocole de Genève », destiné à faire de la SDN un véritable système de sécurité. Il prévoit la systématisation d'un arbitrage international pour tout type de litige et contraint à l'application des sanctions énoncées dans l'article 16 du pacte de la SDN⁵⁶¹. Le protocole est recommandé par l'Assemblée de la Société des nations à l'unanimité. En 1924, dix États signent le protocole, dont la France et la Tchécoslovaquie. Malheureusement, les Britanniques, soutenus par leurs *Dominions*, refusent de signer, faisant couler toute perspective de faire de la SDN un système juridique ayant un quelconque caractère contraignant sérieux⁵⁶². Comme toujours, Londres craint d'avoir à assumer des responsabilités pour assurer l'arbitrage et la sécurité dans des régions qui ne l'intéressent nullement. Le délégué canadien Dandurand résume bien l'état d'esprit des anglo-saxons par sa métaphore : le protocole de Genève est une assurance mondiale contre les incendies, mais les États du Commonwealth vivent dans des maisons ignifugées⁵⁶³.

⁵⁶⁰ JEANNESSON (S.), « Les diplomates français... *loc.cit.* », p.22.

⁵⁶¹ *Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes*, publié le 02.10.1924, art.1-21, <<https://www.refworld.org/docid/40421a204.html>>, [Consulté le 26.11.2020] ; *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.16, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/sdn1919.htm>> [Consulté le 09.09.2020].

⁵⁶² GUESLIN Julien, *La France et les petits Etats baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Robert FRANCK, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 2004, p243, <<tel-00126331>>, [Consulté le 29.01.2020]. Londres est cohérente avec sa ligne politique de retrait que nous avons pu définir précédemment. Les Britanniques refusent les projets susceptibles de les rendre responsables à l'international.

⁵⁶³ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.74.

On pourrait aussi mentionner le projet de Jacques Seydoux, diplomate et économiste palois s'exprimant en 1928 pour l'aménagement d'un « conseil diplomatique » au sein de la SDN⁵⁶⁴. Celui-ci pourrait être incarné par la conférence des ambassadeurs. Une proposition qui a le mérite de permettre le retour des pratiques du concert et de ses techniques éprouvées, sans remettre en cause l'ordre versaillais et les progrès du droit international. En fin de compte, l'inertie de la SDN due à son très grand nombre de participants ne permet de réussir aucun projet de réforme, d'autant plus que les Britanniques sont globalement opposés à toute perspective contraignante. Ainsi, ni le projet de Seydoux, ni le protocole de Genève ne sont réalisés.

⁵⁶⁴ JEANNESSON (S.), « Les diplomates français... *loc.cit.* », p.22.

c. L'équilibre baltique

Les États baltes (on exclut ici la Lituanie) se rangent sans aucun doute dans le camp des enthousiastes de l'ordre versaillais, au moins jusqu'en 1933. Ils demandent à rejoindre la SDN dès les premiers temps de leurs indépendances⁵⁶⁵, se prononcent indéniablement en faveur du multilatéralisme, et font preuve de bonne volonté voire d'initiative dans les projets de Genève. C'est le cas par exemple, sur les questions de désarmement⁵⁶⁶. Cependant, bien qu'ils placent beaucoup d'espoir dans la SDN, les Baltes réalisent aussi que la stabilité de leur région repose davantage sur une opposition mécanique que sur un compromis diplomatique. Bien que cela n'enlève rien à leur sincère idéalisme, il y a fort à croire que Riga et Tallinn sont conscientes que c'est avant tout la *Realpolitik* qui les retient du gouffre pour le moment. Du moins, il est permis de le croire car leurs actions vont dans ce sens. En effet, les Baltes favorisent globalement les Occidentaux par rapport à Weimar et Moscou, sans pour autant refuser tout contact avec ces derniers. Avec l'Allemagne notamment, les liens économiques voire même politiques sont envisagés⁵⁶⁷. Consciemment ou non, les Baltes orientent leur politique pour le maintien d'un équilibre des influences entre les puissances, sur le plan commercial comme sur le plan géopolitique.

Une fois de plus, la Lituanie reste aussi un cas particulier, en raison des fortes tensions géopolitiques dont elle constitue l'épicentre. Contrairement à Riga et Tallinn, le gouvernement lituanien ne se permet aucune forme d'idéalisme envers le système versaillais. Sans aucun doute plus menacée que ses deux voisines baltes, la Lituanie ne connaît que le pragmatisme et le court, voire moyen terme dans sa politique. Elle n'a donc aucune allégeance idéologique, ni envers le système de Versailles, ni envers le système des rapports de force, et joue d'autant plus sur les deux tableaux pour arriver à ses fins. Le pouvoir de Kaunas, qu'il soit républicain ou autoritaire⁵⁶⁸, cherche à rétablir son intégrité territoriale.

⁵⁶⁵ Après le refus de leur première candidature en décembre 1920, les trois États baltes rejoignent la SDN le 22 septembre 1921. Voir VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.91.

⁵⁶⁶ « Эстонский проект разоружения [Le projet estonien de désarmement] », *Сегодня*, n°194, Riga, 28.08.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1924n194|article:DIVL285|issueType:P>, [Consulté le 11.03.2020].

⁵⁶⁷ Les Baltes (on exclut ici la Lituanie) cherchent à favoriser les contacts économiques avec l'Occident et en particulier avec Londres malgré une certaine supériorité allemande qui se déclare très tôt, et qu'ils ne combattent pas non plus. Sur le plan diplomatique, Pusta et Meierovics se rangent essentiellement du côté du système franco-polonais. Le rapport de force glisse au profit des révisionnistes vers le milieu des années 1920, mais les prises de position des baltes sont salutaires pour ralentir et atténuer cette évolution. Voir *supra*, chapitre III.

⁵⁶⁸ Les États baltes sont initialement des républiques parlementaires, mais finissent tous par basculer vers des régimes plus autoritaires. La Lituanie connaît ce glissement plus tôt que les deux autres, probablement car il

Pour cela, il n'hésite pas à faire feu de tout bois, en rejoignant la SDN comme en se rapprochant de l'Allemagne et de l'Union soviétique⁵⁶⁹. À ce sujet, peu après la décision de la Conférence des Ambassadeurs et la note de Tchitchérine autour du problème vilnois⁵⁷⁰, le journal *Le Temps* s'exprime en ces termes :

D'abord, la Lituanie vient précisément de demander que l'on convoque d'urgence le conseil de la Société des nations. Il est vrai que le gouvernement lituanien avait précédemment repoussé la décision du même conseil ; mais sa conduite contradictoire n'implique nullement qu'il préfère la médiation de Moscou à l'arbitrage de Genève. La Lituanie a agi, envers la Société des nations, comme un fidèle envers un saint qui ne l'a pas exaucé : elle l'a maudit, puis elle revient lui demander sa protection. Et, pour qu'il se décide à la favoriser cette fois, elle lui montre de loin le diable rouge de Moscou qui, dit-elle, lui fait des avances⁵⁷¹.

En raison de l'amputation de son territoire national déjà restreint, le pouvoir de Kaunas ne cherche qu'à rétablir son intégrité, peu importe les moyens employés. En ce sens, comme les deux autres États, la Lituanie ne fait fondamentalement obstacle ni aux Occidentaux ni aux révisionnistes. Cependant, contrairement aux deux autres, elle ne constitue pas un défenseur du *statu quo*. Sa revendication de Vilna constitue en soi un révisionnisme, et sa politique contribue davantage à la rupture de l'équilibre plutôt qu'à son maintien.

En fin de compte, l'entre-deux-guerres est davantage une période de renouveau qu'une période d'innovations. Le système de Versailles n'est qu'une refonte continentale plus profonde que celle de Vienne, elle-même plus aboutie que les précédentes⁵⁷². Quant aux moyens de tempérer la perpétuelle lutte entre les nations, les Empires et leurs intérêts, l'adoption de la SDN n'est qu'une renaissance de l'esprit de concert, lui-même étant une approche plus évoluée que celle de ménager un équilibre dans les rapports de force. Cependant, la Société des nations est très différente du concert, à la fois plus approfondie, mieux définie et plus universelle, mais paradoxalement moins multilatérale, et pourrait-on dire, moins efficace⁵⁷³. Les terres baltes et leurs habitants en 1919 se situent dans la zone de subduction entre l'Europe de Versailles à l'Ouest et la guerre civile à l'Est. Autrement dit,

s'agit d'un pays qui connaît une pression supérieure aux deux autres. Nous reviendrons sur la politique balte dans le deuxième chapitre de ce mémoire (l'échec du nouveau système géopolitique).

⁵⁶⁹ La Lituanie cherche initialement à obtenir le soutien de l'Occident face à l'agression polonaise. Suite aux réactions de Paris et de Londres, elle saisit n'importe quelle opportunité, qu'elle soit d'un côté ou de l'autre de la lutte d'influences.

⁵⁷⁰ Voir *supra*, chapitre II.

⁵⁷¹ « Bulletin du jour – La note de M. Tchitchérine », *Le Temps*, n°22479, Paris, 22.02.1923, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2450225>>, [Consulté le 15.11.2020].

⁵⁷² Il est possible de remonter ainsi jusqu'aux accords de Westphalie, considérés comme le premier grand traité de paix multilatéral européen.

⁵⁷³ La SDN pourrait être plus efficace si elle évoluait vers plus d'autorité, comme on l'espère en 1924, ou plus de dialogue et de négociations, comme cela est envisagé par Seydoux en 1928. Malheureusement, ce n'est pas le cas, et elle ne parvient jamais à inclure l'ensemble des grandes puissances.

lorsque la situation se stabilise, l'Europe de l'Ouest passe du concert des nations à la SDN, tandis que l'Est régresse aux rapports de force, tempérés seulement par le vieux principe de l'équilibre. Dans ces conditions, sans les garanties du droit ni de la diplomatie, les considérations de puissance jouent un rôle prépondérant. C'est d'ailleurs en grande partie parce que la Baltique et la Pologne ont un rapport de force déséquilibré, que le projet de « barrière de l'Est » peine à se concrétiser. Le journal dantzickois *Danziger Zeitung* fait le diagnostic suivant dès septembre 1921 relayé dans *Сегодня* :

Le fait que la Pologne soit politiquement et économiquement plus forte suscite des craintes, particulièrement observables en Lituanie, ce qui est un obstacle à une alliance des républiques baltiques rapide⁵⁷⁴.

Pour les Baltes, puis pour les grandes puissances, cette situation n'est pas satisfaisante. Le principe de l'équilibre est trop instable, trop vulnérable aux initiatives risquées. De plus en plus à mesure que Weimar et Moscou gagnent du terrain sur la stratégie franco-polonaise, il devient évident que l'établissement d'un véritable compromis est nécessaire avant la rupture définitive de l'équilibre⁵⁷⁵.

⁵⁷⁴ « Въ виду того, что Польша политически и экономически сильнѣ Балтійскихъ республикъ, она возбуждаетъ среди остальныхъ республикъ недовѣріе къ себѣ, что особенно наблюдается въ Литвѣ и является препятствіемъ къ немедленному созданію союза Балтійскихъ республикъ » .
« Балтійские проблемы. Необходимость Балтійскаго союза [Les problèmes baltiques. La nécessité d'une alliance baltique] », *Сегодня*, n°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1921n213|article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

⁵⁷⁵ Ce compromis est réalisé à l'Ouest à travers le double accomplissement Dawes/Locarno. Voir *infra*.

2. La marque orpheline de Wilson

a. Dissonance entre principes légaux et raison d'État

Outre la sensible incapacité de la SDN à assurer la paix et la sécurité en Europe, l'ordre wilsonien est porteur d'une idéologie nouvelle à laquelle la France n'adhère initialement pas. Au cours des négociations de paix de la Grande Guerre, Clemenceau envisage un temps de suivre l'exemple de Richelieu aux négociations de Westphalie. En héritier de la tradition de *Realpolitik* à la française, « le Tigre » est conscient que la menace de l'impérialisme allemand ne peut être neutralisée que par le démantèlement de l'Empire en plusieurs États. En l'occurrence, sa proposition est de créer un État tampon en Rhénanie. Après tout, le sort réservé à l'Autriche-Hongrie et à l'Empire ottoman est bien plus radical. Pourtant, Londres et Washington s'inscrivent en faux et poussent la France à abandonner ce projet. Ce n'est qu'en échange de traités de garantie avec les États-Unis et le Royaume-Uni que Paris consent à renoncer à la fragmentation de l'Allemagne. Signés le 28 juin 1919, les traités de garantie franco-américain et franco-britannique prévoient une alliance militaire immédiate des trois parties en cas d'agression allemande injustifiée des frontières françaises ou belges⁵⁷⁶. Cependant, ces traités contiennent une clause de solidarité impliquant que l'annulation de l'un des deux entraîne l'annulation de l'autre⁵⁷⁷. Or malheureusement, les promesses des Anglo-Saxons sont déshonorées : le Sénat étatsunien refuse d'assumer toute responsabilité en Europe, rendant le projet de garantie impossible, au plus grand bonheur des Britanniques⁵⁷⁸. Une fois de plus, la France se sent trahie par ses alliés, contrainte à abandonner ce qu'elle considérait comme la clef de voûte de la paix, sans contrepartie. En réalité, Britanniques et Américains vont à l'encontre de Paris car leurs intérêts sont opposés concernant l'Allemagne, principalement pour des raisons économiques⁵⁷⁹. Pourtant, c'est aussi et surtout grâce à l'habillage des principes wilsoniens que la position anglo-saxonne l'emporte. En effet, Vienne et Istanbul exerçaient leur domination sur de nombreux peuples, justifiant la scission de leurs États. Au contraire, l'Empire allemand est beaucoup plus homogène, si l'on exclut notamment les territoires qu'il cède à la Pologne. Ainsi, en vertu du

⁵⁷⁶ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.11.

⁵⁷⁷ *Ibid.*

⁵⁷⁸ *Ibid.* ; HIKKANEN-LIEVONEN (M.-L.), *British Trade and Enterprise in the Baltic States: 1919-1925*, Suomen Historiallinen Seura, 1984, p.30.

⁵⁷⁹ Ce point est développé dans le chapitre II.

principe de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il est difficile de justifier la destruction de l'Empire allemand car celui-ci est considéré comme un État-nation⁵⁸⁰. L'idéologie wilsonienne, progressiste, est alors incompatible avec l'idée d'un retour, d'une régression sur cet acquis du XIXe siècle qu'est l'unité allemande. Or en réalité, cette idéologie du droit des nationalités brandie par Wilson n'est qu'un retour des idées de Napoléon III, sur lesquelles les Français n'ont, au fond, rien à redire. Ce n'est donc qu'en vertu d'appréciations géostratégiques que la France s'oppose à ses deux alliés. Or sur ce point, Wilson et Lloyd George estiment que les craintes de Paris sont infondées.

Non sans une certaine ironie, les Américains sont finalement les plus en rupture avec la vision wilsonienne. En effet, nous l'avons évoqué précédemment, Wilson n'est pas soutenu par les institutions ni l'opinion politique étatsuniennes, majoritairement isolationnistes. Contrairement à la France qui tente péniblement de faire concorder ses intérêts nationaux avec le nouvel ordre européen, les États-Unis refusent de ratifier le Traité de Versailles, refusent de rejoindre la SDN, et refusent de participer à l'arbitrage international à travers la Conférence des Ambassadeurs. De toute évidence, le comportement de Washington est problématique pour l'Europe de l'Entre-deux-guerres. D'un côté, Wilson impose une vision idéologique de détente, s'opposant aux sanctions radicales et aux réparations trop élevées. D'un autre côté, les États-Unis ne veulent souffrir d'aucun délai pour le remboursement des dettes interalliées, poussant les États les plus meurtris (dont la France) à se reposer sur les réparations allemandes pour les payer⁵⁸¹. Le retrait des États-Unis du système wilsonien constitue en soi une des principales causes de l'instabilité européenne des années 1920-1930⁵⁸².

Hybride bâtard de deux conceptions opposées, le Traité de Versailles porte autant la marque de la *Realpolitik* française que celle des idéaux wilsoniens. La pensée anglo-saxonne est magistralement résumée par John Maynard Keynes. Dans un essai publié en 1919, ce

⁵⁸⁰ Évidemment, l'homogénéité allemande reste une appréciation subjective. Il est possible d'observer des différences linguistiques et culturelles factuelles entre les différentes régions de l'Allemagne, comme entre la Bavière et la Prusse par exemple. Quant à savoir si ces différences ont une importance, cela relève surtout d'un parti-pris politique. On peut constater dans le cas de l'Italie, qu'il est possible d'unifier la nation sans considérer les variantes dialectales comme un obstacle. Au contraire, on peut voir avec l'exemple de la Russie, que la sécession de l'Ukraine est légitimée sur la base de ces mêmes variantes dialectales.

⁵⁸¹ Ce phénomène se reproduit au cours de l'Entre-deux-guerres. Les États-Unis octroient des prêts importants aux banques européennes au cours des années 1920, mais exigent des remboursements immédiats tout en effectuant des retraits massifs suite à la crise économique de 1929. De nombreuses banques européennes font faillite dont la banque autrichienne *Kredit Anstalt* à Vienne.

Voir DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.139.

⁵⁸² DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.34.

dernier dénonce ouvertement les clauses économiques intransigeantes que la France⁵⁸³ est parvenue à intégrer au traité⁵⁸⁴. Naturellement, si l'essai de Keynes connaît un succès incontestable en termes de ventes (y compris en France), il ne manque pas d'essuyer nombre de critiques et de réfutations. On peut citer notamment celle d'Étienne Mantoux, effectuée *a posteriori*, constatant avec recul les erreurs de Keynes dans un ouvrage publié *post mortem* en 1946.

[...] le Traité qui devait détruire l'organisation économique de l'Europe, non seulement n'eut pas cet effet, mais n'empêcha même pas l'activité économique de se relever jusqu'à des niveaux qui dépassèrent souvent ceux d'avant 1914, malgré tous les ravages causés par quatre années de guerre ininterrompue⁵⁸⁵.

Contraires et irréconciliables, les conceptions française et anglo-saxonne s'affrontent au sein même des termes de la paix. Fruit d'un affrontement de stratégies, le Traité de Versailles est à la fois intransigeant et laxiste, car il contient en lui la dissonance de ce double paradigme. En résumé, c'est un compromis maladroit et décevant pour toutes les parties.

⁵⁸³ Bien que nous ne les mentionnions pas, la Belgique et l'Italie sont généralement solidaires des vues françaises à Versailles.

⁵⁸⁴ KEYNES (J.), *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Éditions de la Nouvelle Revue Française, 1920, <http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/consequences_paix_1/paix_1.html>, [Consulté le 19.01.2021].

⁵⁸⁵ MANTOUX (É.), *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Paris, Gallimard, 1946, p.259, <http://classiques.uqac.ca/classiques/mantoux_etienne/paix_calomniee/paix_calomniee.html>, [Consulté le 19.01.2021].

b. Locarno

Le vieux continent au début des années 1920 n'est pas des plus tranquilles. L'Ouest est tacitement fracturé entre Paris et Londres qui adoptent des comportements antagonistes vis-à-vis de l'Allemagne. Cette Allemagne, d'ailleurs, ne remplit pas ses obligations en termes de réparations, ce qui ajoute de la tension à la tension, et se traduit par une escalade de fermeté de la part de la France⁵⁸⁶. Quant à l'Est, l'URSS est tout simplement hors du système de Versailles, et la zone de contact entre elle et l'Europe centrale est soumise à la loi des rapports de force. De toute évidence, la paix a été mal conclue à l'Ouest et mal imposée à l'Est, laissant le continent dans un état d'instabilité insupportable. Pour y remédier, les grandes puissances (sauf l'URSS) cherchent à atteindre un véritable compromis capable de mettre fin aux tensions qui empoisonnent ce début d'après-guerre. Les Britanniques s'investissent politiquement, et même les États-Unis se penchent sur le problème. Puisque le processus de détente en Europe de l'Ouest échappe en grande partie à notre sujet, nous nous focaliserons directement sur sa conclusion et ses conséquences. Un compromis est atteint entre les intérêts de Londres, Paris et Weimar, il se traduit par deux points clefs : le plan Dawes et les accords de Locarno.

Le plan Dawes est un ré-échelonnage des paiements de réparations que doit effectuer l'Allemagne, réalisé par un comité d'experts sous la direction de l'Américain Charles Dawes. Il consiste à étaler les paiements sur une plus grande période, et octroyer un prêt de 200 millions de dollars à l'Allemagne. Ce plan est adopté à l'issue de la conférence de Londres, le 16 août 1924. Il s'agit sans aucun doute d'une détente qui permet de soulager les relations franco-allemandes particulièrement calamiteuses depuis 1923. La Ruhr est libérée, mais les Allemands protestent car ils ne parviennent pas à obtenir l'évacuation de Düsseldorf⁵⁸⁷. Quant aux accords de Locarno, signés les 15 et 16 octobre 1925, il s'agit d'un regroupement de sept traités internationaux, dont le plus important est sans aucun doute le pacte Rhéan. Par ce dernier, France, Allemagne, Italie, Belgique et Grande-Bretagne s'accordent pour bannir toute menace de guerre, et garantir collectivement les frontières germano-belges et

⁵⁸⁶ Les troupes françaises occupent la Rhénanie, et depuis 1923, la Ruhr.

⁵⁸⁷ « Conference Ended – Dawes Scheme to be Applied », *The Times*, n°43733, Londres, 19.08.1924, p.10, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS167974674/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=7fc1cdb1>>, [Consulté le 30.11.2020].

germano-françaises, ainsi que le statut démilitarisé de la Rhénanie⁵⁸⁸. Toute violation de ces frontières ou remilitarisation de la Rhénanie, engage les États signataires à former une coalition contre le rompeur du *statu quo*⁵⁸⁹. Les accords de Locarno sont accompagnés de la libération de Düsseldorf et de l'entrée de la République de Weimar dans la SDN. Ce dernier point fait d'ailleurs partie de ceux qui posent le plus problème lors des négociations⁵⁹⁰. À ce sujet, Nemanov note dans *Сегодня* que si les participants à la conférence de Locarno ont fait leur possible pour ne pas évoquer l'URSS « comme si elle n'existait pas », ils ont quand même dû en parler par rapport à l'article 16 du pacte de la SDN⁵⁹¹. Ne parvenant pas à s'assurer du soutien de Stresemann, les puissances locarniennes décident de dispenser l'Allemagne de toute obligation en s'inspirant d'une formule de l'article 11 du protocole de Genève⁵⁹². Ainsi l'Allemagne se trouve-t-elle exemptée des obligations de l'article 16, sous prétexte de son désarmement. Les Français peinent à pardonner aux Britanniques le blocage de ce même protocole quelques temps auparavant.

M. Chamberlain, qui enterrait le protocole en mars dernier, y cherche lui-même avec empressement la base même du pacte de garantie ? On peut mesurer aujourd'hui le chemin qui a été parcouru en six mois. En tant qu'instrument universel de la paix européenne, le protocole est abandonné ou ajourné ; mais il est plus vivant que jamais comme règlement d'administration du covenant et comme fondement de tous les accords régionaux par lesquels on cherche à le remplacer⁵⁹³.

⁵⁸⁸ « Les Hautes Parties contractantes garantissent individuellement et collectivement [...] le maintien du *statu quo* territorial résultant des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France, et l'inviolabilité desdites frontières telles qu'elles sont fixées par ou en exécution du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'observation des dispositions des articles 42 et 43 dudit Traité, concernant la zone démilitarisée ». « L'Allemagne et la Belgique, de même que l'Allemagne et la France s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre ».

Traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, signé à Locarno le 16.10.1925, entré en vigueur le 01.12.1925, art.1-2, <<https://www.wdl.org/fr/item/11586/>>, [Consulté le 01.12.2020].

⁵⁸⁹ « [...] En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent Traité ou de contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage dès à présent à prêter immédiatement son assistance à la Partie contre laquelle une telle violation ou contravention aura été dirigée [...] en raison soit du franchissement de la frontière soit, soit de l'ouverture des hostilités, ou du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire ».

Ibid., art.4.

⁵⁹⁰ Le problème concerne les obligations de solidarité économique et militaire entre les membres de la SDN. *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28 juin 1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.16.

⁵⁹¹ НЕМАНОВЪ (Л.), « Восточная или западная ориентация ? [Orientation orientale ou occidentale ?] », *Сегодня*, n°232, Riga, 15.10.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:p_001_sego1925n232|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 21.03.2020].

⁵⁹² « dans la mesure que lui permettent sa situation géographique et les conditions spéciales de ses armements ».

⁵⁹³ « La logique du protocole, ou comment on revient de Locarno à Genève », *L'Europe Nouvelle*, n°400, Paris, 17.10.1925, p.1370, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k455061t/f2.item>>, [Consulté le 01.12.2020].

La déception des Français est compréhensible, car ils se sentent entravés en permanence par leur allié anglais dans leurs projets de sécurité universelle. Pour autant, si Locarno est un projet de paix strictement régional, il est efficace et très bien conçu, et c'est justement sa dimension restreinte qui le rend réalisable⁵⁹⁴. Jon Jacobson présente la chose ainsi :

Avec l'établissement des réparations [selon le plan] Dawes, les traités de sécurité de Locarno mirent fin à la "guerre après la guerre" [...] Locarno réinventa la paix après la Grande Guerre sur des termes mis-à-jours, post 1919⁵⁹⁵.

En réalité, il n'y a pas grand-chose à reprocher à la détente locarnienne en elle-même. C'est plutôt le manque de consultations mutuelles entre Paris et Londres qui tendent à minimiser l'efficacité du pacte sur le long terme⁵⁹⁶.

Les Français ne sont pas les seuls à regretter l'établissement d'un système de sécurité plus global. En effet, les Baltes sont peut-être même les plus clairvoyants dans cette histoire, car ils comprennent instantanément que Locarno constitue la fin d'une ère en Europe de l'Est. En effet, la détente entre la France et l'Allemagne pourrait se ressentir, d'autant plus que les accords de Locarno semblent ne limiter aucunement ni le révisionnisme allemand, ni la relation germano-soviétique. Nemanov est notamment déçu que les Occidentaux aient accepté de céder face à l'Allemagne sur les obligations de l'article 16 de la SDN, aussi bien militaires qu'économiques. De plus, Stresemann refuse de prendre part à toute action contre l'URSS, même si celle-ci venait à agresser la Roumanie, la Pologne ou un autre État de la SDN. Autrement dit, l'Allemagne souhaite entrer dans la SDN, mais en refusant ses articles 10 et 16⁵⁹⁷. Cette relative inquiétude n'est pas partagée en Pologne, où l'on estime l'accord d'arbitrage germano-polonais⁵⁹⁸ comme une victoire satisfaisante pour la sécurité des frontières⁵⁹⁹. La confiance des Polonais n'est cependant que de courte durée, car Locarno marque le début des graves complications géopolitiques pour Varsovie⁶⁰⁰.

⁵⁹⁴ Dans le cadre d'un projet plus large, les Britanniques auraient encore et toujours refusé de s'engager au-delà du Rhin, quant à l'Allemagne, elle n'aurait pas garanti des frontières qu'elle veut violer à terme.

⁵⁹⁵ JACOBSON (J.), «Locarno, Britain and the Security of Europe», dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.8-22, p.8, <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>>, [Consulté le 29.09.2020].

⁵⁹⁶ *Ibid.*

⁵⁹⁷ НЕМАНОВЪ (Л.), « Восточная или западная... *op.cit.* ».

⁵⁹⁸ Cela fait partie des sept accords de Locarno, avec le pacte Rhénan et les autres traités d'arbitrage.

⁵⁹⁹ « Успешное окончание конференции Локарно – Варшава довольна Локарно [Succès de la conclusion de la conférence de Locarno – Varsovie satisfaite de Locarno] », *Сегодня*, n°234, Riga, 17.10.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/p_001_sego1925n234|article:DIVL393|issueType:P>, [Consulté le 25.03.2020].

⁶⁰⁰ ПАВЛОВА (М.), «Советско-литовский договор о ненападении 1926 г.: обстоятельства подготовки и ратификации [Le pacte de non-agression soviéto-lituanien de 1926 : circonstances d'élaboration et de

Nous l'avons dit, le traité de Versailles peine à s'imposer en Europe. Les lendemains de la guerre ne ressemblent pas à une véritable paix, en particulier à l'Est et le long du Rhin. En effet, la réelle paix de l'Entre-deux-guerres est finalement davantage établie par Dawes et Locarno que par Versailles. Cependant, si Versailles ne parvient pas directement à stabiliser l'Europe, elle reste la matrice du nouveau système géopolitique⁶⁰¹. C'est précisément dans le sillage de ce nouveau paradigme légal et idéologique que sont signés les traités de Dawes et Locarno. En un mot, ces deux traités ne sont autre que l'accomplissement du rêve pacifiste versaillais. Or, il n'est pas à exclure qu'un problème subsiste outre la qualité des accords locarniens. Ce problème, selon les critiques « réalistes », réside dans le nouveau paradigme des relations internationales lui-même⁶⁰². En effet il est possible de voir dans Locarno les prémices de l'attitude britannique d'*appeasement*, qui détruit le seul obstacle sérieux au révisionnisme allemand : « un solide endiguement de l'Allemagne par la France, soutenu par une solide entente franco-britannique⁶⁰³ ». L'historien britannique Patrick O. Cohrs résume la pensée « réaliste » en ces termes :

Il a été suggéré que le Premier ministre travailliste britannique et secrétaire des Affaires Étrangères, Ramsay MacDonald, provoqua la fin de la « prédominance » française en Europe en permettant à la haute finance anglo-américaine de lui imposer le plan Dawes de 1924. Son successeur conservateur en tant que secrétaire des Affaires Étrangères, Austen Chamberlain, scelle ensuite la « défaite » de la France à Locarno. Entre eux, ils remettent en question le *statu quo* de Versailles et l'équilibre des forces en Europe, préparant le terrain pour Hitler⁶⁰⁴.

De leur côté, les Britanniques n'ont jamais pensé que le retour à la *Realpolitik* soit une solution au problème de l'antagonisme franco-allemand. Après Versailles, l'ère du pacifisme qui commence en 1924 est sans aucun doute une victoire de la part de Londres, qui parvient cette fois-ci à imposer sa vision des relations internationales en Occident.

Si les débats ont encore lieu pour ce qui est des conséquences de Locarno à l'Ouest, il existe un assez large consensus pour dire que la détente locarnienne est clairement délétère

ratification]», *Петербургский исторический журнал*, n°2, 2014, pp.153-166, p.154. Il existe toutefois des optimistes convaincus par Locarno, tels par exemple le ministre des Affaires Étrangères polonais Aleksander Skrzyński.

⁶⁰¹ Voir *supra*.

⁶⁰² Les termes « idéaliste » et « réaliste » font référence à deux approches, la première cherchant avant tout à agir en accord avec des principes et des idéaux, la seconde cherchant à toujours rester en accord avec le réel. Naturellement, cela n'implique pas nécessairement que toute conception idéaliste soit utopique, ni que toute action réaliste soit cynique ou immorale.

⁶⁰³ « [...] a strong French containment of Germany, backed by a strong Anglo-French entente ».

COHRS (P.), « The Quest for a New Concert of Europe: British Pursuits of German Rehabilitation and European Stability in the 1920s », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited :European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.23-40, p.23, <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>>, [Consulté le 29.09.2020].

⁶⁰⁴ *Ibid.*, p.24.

en Europe de l'Est⁶⁰⁵. En effet, Locarno marque le véritable retour de l'Allemagne dans le rang des grandes puissances internationales, tout en diminuant les risques de coalition franco-britannique contre elle. Par ricochet, cette détente à l'Ouest et le besoin de la maintenir retire une part de vigueur à l'opposition entre les influences franco-polonaise et germano-soviétique à l'Est. Dans le même temps, l'absence de système de sécurité à l'Est permet à Weimar de développer sa politique de pangermanisme et de révisionnisme. En fait, pour les Baltes le fait que les grandes puissances parviennent à s'entendre est plutôt une mauvaise nouvelle en soi. La détente occidentale fragilise d'autant plus le précaire équilibre des forces qui maintient l'Europe orientale en place au début des années 1920. Julien Gueslin fait le commentaire suivant

Les logiques de paix, liées à la reconnaissance de l'URSS ou aux accords de Locarno, recèlent une certaine part d'ambiguïté. Pour les États baltes, cela pourrait être dangereux si les réconciliations entre puissances aboutissent à la détermination de sphères d'influence et compromettent leurs indépendances récentes⁶⁰⁶.

Toutefois, si Locarno est une calamité pour l'équilibre est-européen, les Baltes le prennent aussi pour un message d'espoir : l'espoir de voir naître une détente de type locarnien à l'Est dans laquelle ils sauraient trouver leur place. Un compromis capable de remplacer définitivement l'équilibre mourant par un système de sécurité soumis au droit et à l'arbitrage international, un « Locarno oriental ».

⁶⁰⁵ On peut citer par exemple : ПАВЛОВА (М.), «Советско-литовский договор... *loc.cit.* », p.154-155 ; VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.136 ; НЕHN (P.), *A Low Dishonest Decade- The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.70 ; HIKKANEN-LIEVONEN (M.-L.), *British Trade and Enterprise in the Baltic States: 1919-1925*, Suomen Historiallinen Seura, 1984, p.32-33 ; HIDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic Nations and Europe: Estonia Latvia and Lithuania in the Twentieth Century – Revised Edition*, Londres, Longman, 1994, p.72 ; KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans PIAHANAU (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, p.52, [\[hal-02065018\]](#), [Consulté le 21.10.2019].

⁶⁰⁶ GUESLIN (J.), *La France... op.cit.*, p.428.

3. L'adoption du multilatéralisme

a. Le briandisme

Le bilan des premières années d'après-guerre est amer pour la diplomatie française. Premièrement, la politique d'influences et de rapports de force est bannie. Deuxièmement la barrière de l'Est n'a pas fonctionné. Troisièmement les trois petits États baltes représentent toujours un enjeu géopolitique majeur en dépit de leur grande fragilité. Une redéfinition profonde de la politique est de mise. Pour rappel, l'opposition frontale avec Weimar devient de moins en moins tenable, en particulier depuis Locarno. L'Allemagne mène un double jeu : celui de la détente avec les Occidentaux (*Westpolitik*), et de la collaboration avec Moscou (*Ostpolitik*). Pour atteindre son second objectif, Stresemann cherche au cours des années 1920 à créer le « pont » baltique entre Allemagne et URSS. Ce plan s'achève cependant sur un échec⁶⁰⁷.

En dépit des résultats inégaux de sa politique prélocarnienne, la France reste attachée à son objectif ultime : empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre⁶⁰⁸. Ainsi, elle cherche toujours à assurer la sécurité en Europe de l'Est. Cependant, dans la seconde moitié des années 1920, l'entente mutuelle est sensée régner entre Paris et Weimar. Le *statu quo* ne peut donc plus être protégé par une politique reposant sur le principe des « blocs », des rapports de force et de leur affrontement. Ainsi, sans abandonner ses objectifs, la France semble changer de mode opératoire : elle mène sa politique résolument engagée dans le sens du libéralisme, de la SDN et du multilatéralisme. Ce faisant, Paris rencontre encore l'enthousiasme des Baltes qui ne demandent rien de mieux que le rapprochement avec l'Ouest dont ils espèrent les crédits et la protection⁶⁰⁹. Sur le plan économique, Paris et Londres s'accordent, promouvant tous les deux l'abolition des barrières douanières en Europe⁶¹⁰. Sur le plan géostratégique en revanche, la France reste en désaccord avec son allié,

⁶⁰⁷ Voir *supra*, chapitre I.

⁶⁰⁸ Voir *supra*, chapitre II.

⁶⁰⁹ GUESLIN (J.), *La France... op.cit.*, p.388.

⁶¹⁰ Cette question fait débat dans la Baltique. Dans les cercles politiques, il existe des défenseurs acharnés de l'union douanière esto-lettonne tels que Pusta. Dans les cercles économiques en revanche, Lettons et Estoniens sont plutôt protectionnistes, les premiers voulant se protéger contre le pôle textile de Narva, les seconds, contre le dynamisme portuaire de Riga. L'union douanière est discutée depuis le début des années 1920, mais de toute évidence, les intérêts commerciaux des pays baltes ne convergent pas.

Voir *Ibid.*, p.386.

Le journal *Сегодня*, pourtant très favorable aux projets baltiques, se fait pourtant un assez constant relai des argumentations protectionnistes.

au grand bonheur des Baltes. De manière générale, l'opposition entre Paris et Londres est la même depuis le début de l'après-guerre. Londres veut imposer le nouvel ordre européen de manière radicale : la primauté du droit, au service du libéralisme (politique et économique) et du désarmement, eux-mêmes garants de la paix. En d'autres termes, la politique britannique s'apparente pleinement au courant « idéaliste », là où celle de la France peine à renoncer à certains réflexes d'ordre « réaliste ». Paris propose des programmes de désarmement beaucoup plus timides, voire même s'oppose à certaines mesures tant que la sécurité n'est pas garantie au préalable⁶¹¹. Une position mesurée sur laquelle des États menacés tels que les pays baltes ne peuvent qu'être d'accord⁶¹². Globalement, la deuxième moitié des années 1920 voit les politiques française et baltes converger à Genève. Aristide Briand en particulier jouit d'une image extraordinaire à Tallinn et Riga⁶¹³. Évidemment, les Britanniques ne sont pas disposés à le suivre pour intégrer l'Europe de l'Est à la sécurité de la SDN. C'est le socialiste letton Cielēns qui se permet en 1927 de verbaliser l'opinion balte à ce sujet. Dans un discours célèbre à la session de septembre 1927 de la SDN, il fait part de sérieuses réserves quant à l'efficacité du système versaillais. Locarno laisse l'Europe de l'Est sans protection tandis que la SDN semble de moins en moins capable de devenir efficace, en particulier depuis 1924⁶¹⁴. Là où les autres représentants baltiques n'ont pas osé se plaindre à Genève, le discours de Cielēns provoque un raz-de-marée médiatique⁶¹⁵. La déclaration du premier ministre lituanien Voldemaras semble même passer inaperçu après la sienne⁶¹⁶.

Peut-être sous le coup du discours de Cielēns, la Société des nations prend une résolution le 10 décembre 1927 pour œuvrer dans le sens d'une détente dans la Baltique, plus

Voir par exemple « Противъ таможенной унии », *Сегодня*, n°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n213|article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

⁶¹¹ *Ibid.*, p.391.

⁶¹² Les Soviétiques, qui participent à la Commission préparatoire de désarmement de 1927, abondent dans le sens du désarmement immédiat et inconditionnel. Un tel comportement ne manque pas de ranger solidement les baltes dans le camp français (qui, de fait, milite pour le droit à rester armé en l'état). La Belgique et les États des Balkans suivent la même ligne. Voir *Ibid.*, p.391-392.

⁶¹³ Aristide Briand est le ministre des Affaires Étrangères français à partir de 1926.

⁶¹⁴ Depuis le protocole de Genève, il est devenu clair que les Britanniques s'opposent à tout ce qui pourrait les lier aux États menacés.

⁶¹⁵ НЕМАНОВ (Г.) « Балтійскій день въ Лигѣ Націй. [Le jour balte à la Société des nations] », *Сегодня*, n°205, Riga, 13.09.1927, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1927n205|article:DIVL71|issueType:P>>, [Consulté le 05.12.2020].

⁶¹⁶ La Lituanie est déjà habituellement critique à l'égard de la SDN. Elle s'exprime ici pour sa dissolution, puisque son efficacité semble nulle. Une telle déclaration ne surprend personne, et peut-être même, n'intéresse personne contrairement au long plaidoyer de Cielēns. Évidemment, la communication tonitruante de Voldemaras contribue à annuler le semblant de sympathie que pouvait avoir l'opinion internationale pour le gouvernement de Kaunas sur l'affaire vilnoise. Voir *Ibid.*

précisément autour du problème de Vilna. Il est proposé à Varsovie et Kaunas de renouer le dialogue pour parvenir à une réconciliation, ou du moins mettre un terme à leur état d'hostilité permanente. Le Premier ministre lituanien Augustinas Voldemaras se déclare favorable à cette initiative dans sa Note du 26 février 1928⁶¹⁷, à laquelle le ministre des Affaires Étrangères polonais Zaleski répond positivement en mars⁶¹⁸. Une conférence entre les deux parties prend place à Königsberg le 30 mars 1928. Bien évidemment, les espoirs autour de la conférence ne sont pas surestimés en Europe de l'Est. *Сегодня* commente « Personne ne prévoit que la conférence règle intégralement le conflit lituano-polonais. Hélas, personne n'attend cela de la conférence [car] il est impossible de l'espérer⁶¹⁹ ». Les Britanniques soutiennent la décision de la SDN en 1927 car la fin de la guerre entre Kaunas et Varsovie implique pour eux la liberté de transit sur le Niémen⁶²⁰. D'ailleurs, Londres s'assure que les dispositions de libre passage soient prises quel que soit le résultat de la conférence⁶²¹. La France cherche toujours à assurer un Locarno oriental. Quant aux Polonais, ils ont tout à gagner, et rien à perdre de ces négociations. Ils détiennent Vilna et savent que l'URSS n'est pas disposée à entrer en guerre pour soutenir Kaunas⁶²². À ce sujet, le journal *Le Temps* commente

[Voldemaras] ne trouvera nulle part en Europe d'appui pour une politique d'hostilité ouverte ou déguisée à l'égard de la Pologne et que personne n'est disposé à permettre que la paix puisse être compromise pour la question de Wilna, de quelque manière qu'on veuille la poser⁶²³.

⁶¹⁷ « League and the Vilna Problem – Lithuanian Note to Warsaw », *The Manchester Guardian*, Manchester, 01.03.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477601349/citation/A55B097C177F4267PQ/2>>, [Consulté le 17.06.2020].

⁶¹⁸ « Польша приняла литовское предложение [La Pologne a accepté la proposition lituanienne] », *Сегодня*, n°76, Riga, 19.03.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n076/article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.2020].

⁶¹⁹ « Никто не предполагает, что конференция разрешить литовско-польский конфликт в полном объеме [...] Увы, этого никто не ждет от конференции и ждать не может ». « Перспективы Кенигсберга [Les perspectives de Königsberg] », *Сегодня*, n°89, Riga, 01.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n089/article:DIVL10|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.2020].

⁶²⁰ « Bulletin du jour – Pologne et Lituanie », *Le Temps*, n°24251, Paris, 10.01.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k246898m>>, [Consulté le 04.08.2020].

⁶²¹ « Polish-Lithuanian Negotiations – Further Meeting Arranged », *The Manchester Guardian*, Manchester, 05.11.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477678330/citation/A55B097C177F4267PQ/4>>, [Consulté le 17.06.2020].

⁶²² Selon Ken et Rupasov, les diplomates soviétiques vont jusqu'à rappeler explicitement à Voldemaras que Moscou ne le suivrait pas en cas de conflit ouvert avec la Pologne. KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans ПИАНАНУ (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, p.55, <<hal-02065018>>, [Consulté le 21.10.2019].

⁶²³ « Bulletin du jour – Pologne et Lituanie », *Le Temps*, n°24251, Paris, 10.01.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k246898m>>, [Consulté le 04.08.2020].

Malheureusement, la conférence se heurte presque instantanément à des difficultés, et ce, car le gouvernement de Kaunas n'a pas intérêt à une réconciliation. Évidemment, l'état de guerre ne profite en soi à personne, mais apaiser la région ne ferait en fait que retirer aux Lituanais le seul levier de pression dont ils peuvent encore se servir. C'est pourquoi ils ne donnent pas de réponse claire aux propositions de départ sur la normalisation des relations postales et télégraphiques, ferroviaires et fluviales⁶²⁴. Les Lituanais sont dans une position d'infériorité : leur capitale est perdue *de facto*, et appartient *de jure* à la Pologne. Le maintien de la tension dans la région est en fait une arme dont s'est saisie Kaunas pour internationaliser le problème sur le long terme. La violence est donc la seule raison qui empêche la communauté internationale de « tourner la page » de cette histoire en laissant Vilna à la Pologne avec de moins en moins d'ambiguïté. Ainsi Voldemaras place ses propres exigences comme des prérequis à la discussion sur celles de Zaleski, à savoir le versement de réparations pour les actions de Żeligowski en 1920, et la signature d'un pacte de sécurité⁶²⁵. De leur côté, les Polonais se réfugient derrière leur interprétation de la décision de la SDN pour évacuer ces questions⁶²⁶. Voldemaras s'en plaint en ces termes :

[...] les pouvoirs de la délégation polonaise se bornent à une minime partie des décisions de Genève, c'est-à-dire au rétablissement des relations entre les deux pays et au maintien de la paix. À notre avis [...] le règlement de la question des dommages résultant de l'action du général Żeligowski est entièrement liée à ces questions, ainsi que la question de la sécurité de la Lituanie, soulevée par certains agissements, tolérés par la Pologne, de groupes d'émigrants armés. Cela touche de très près le problème auquel, selon la décision de la Société des nations, il ne devrait pas être touché, quoique le moindre résultat satisfaisant de notre conférence ne soit guère possible sans une discussion franche des points principaux⁶²⁷.

Les négociations aboutissent à une impasse le 2 février 1928⁶²⁸. La conférence est réintroduite le 3 novembre 1928⁶²⁹, mais ne donne rien de plus. Les négociations s'arrêtent

⁶²⁴ « Взаимные требования Литвы и Польши. [Les exigences mutuelles de la Lituanie et de la Pologne] », *Сегодня*, n°89, Riga, 01.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n089|article:DIVL10|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.1928].

⁶²⁵ « Сегодня разрывъ литовско-польскихъ переговоровъ ? [Rupture des pourparlers lituano-estoniens aujourd'hui ?] », *Сегодня*, n°90, Riga, 02.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n090|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>>, [Consulté le 31.05.2020].

⁶²⁶ « Bulletin du jour – Le différend polono-lituanien », *Le Temps*, n°24435, Paris, 12.06.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2471090>>, [Consulté le 03.07.2020].

⁶²⁷ « Nouvelles de l'étranger – La conférence polono-lituanienne de Königsberg », *Le Temps*, n°24334, Paris, 02.04.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2469931>>, [Consulté le 05.07.2020].

⁶²⁸ « Polish Pact with Lithuania – Offer Refused », *The Manchester Guardian*, Manchester, 14.05.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477642192/citation/A55B097C177F4267PQ/6>>, [Consulté le 17.06.2020].

⁶²⁹ « Polish-Lithuanian Negotiations – Further Meeting Arranged », *The Manchester Guardian*, Manchester, 05.11.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477678330/citation/A55B097C177F4267PQ/4>>, [Consulté le 17.06.2020].

définitivement le 7 novembre 1928 suite au refus de Zaleski de conférer un statut spécial à Vilna et Grodno.

En France, la nouvelle orientation politique de fait pas l'unanimité. Les universalistes ne sont pas les plus nombreux, et l'opinion publique penche en bonne partie pour le retour à une politique prélocarnienne plus prosaïque. On se reproche dans la presse de trop œuvrer pour l'intérêt général, et non plus suffisamment pour l'intérêt national⁶³⁰. Du moins, c'est un des points de convergence des opposants à Aristide Briand. Des voix s'élèvent pour protester, voyant venir le risque que Paris soit seule à assumer la protection de l'Europe. Puisque les Britanniques refusent de s'engager, les Français ne peuvent accepter de faire de la SDN un contrat de protection à sens unique, de la France envers les petits États. De petits États qui, selon la presse, ne devraient pas avoir « l'audace de se plaindre et de réclamer » davantage de protection, eux qui « se sont cachés dans des trous de souris » pendant la Grande Guerre⁶³¹.

La ligne briandiste ne peut pas compter sur autant de soutien qu'espéré de la part de l'opinion publique. Cela n'empêche pas Briand de poursuivre ses idéaux, ni de redoubler au contraire de ferveur et de lyrisme dans ses propos. La plus grande entreprise occidentale de sécurité à échelle globale est menée à bien le 27 août 1928. Il s'agit du Pacte de Paris ou « Pacte Briand-Kellogg », signé par 15 puissances auxquelles se rajoutent 16 autres États avant sa ratification. Il implique la condamnation de la guerre et le renoncement à son recours comme un instrument de politique extérieure⁶³², ainsi que le besoin de toujours recourir à des moyens pacifiques pour régler les contentieux internationaux⁶³³. Bien qu'il soit signé en dehors de la SDN⁶³⁴, ce pacte partage beaucoup des défauts de la nouvelle diplomatie universelle. Il n'ajoute que peu voire pas de dissuasion effective à son autorité morale, et rassemble tellement d'États signataires que sa ratification n'est possible que près d'un an plus tard. Autre grosse erreur, aucune invitation n'est envoyée à l'URSS pour se rattacher au pacte. Fidèle à elle-même, la diplomatie soviétique se montre capable de saisir au mieux cette opportunité.

⁶³⁰ GUESLIN (J.), *La France... op.cit.*, p.403.

⁶³¹ *Ibid.*, p.401.

⁶³² *Pacte Briand-Kellogg*, signé à Paris le 27 août 1928, entré en vigueur le 24 juin 1929, art.1, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1928briand-kellogg.htm>>, [Consulté le 05.12.2020].

⁶³³ *Ibid.*, art.2.

⁶³⁴ « Bulletin du jour – Le projet du pacte général de paix », *Le Temps*, n°24332, Paris, 31.03.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2469918>>, [Consulté le 05.07.2020].

b. Le protocole Litvinov

Après avoir tenté une argumentation douteuse contre le pacte de Paris en y dénonçant une action antisoviétique⁶³⁵, Moscou trouve une sortie par le haut avec le Protocole Litvinov⁶³⁶. Tirant argument des délais du pacte Kellogg, Litvinov propose en décembre 1928 d'en ratifier immédiatement les termes à échelle régionale⁶³⁷. Pour rappel, Moscou faisait jusqu'alors office de repoussoir politique dans les pays de l'Est. Avec le protocole Litvinov, l'URSS sort de son impasse diplomatique et se place comme le plus grand défenseur local de la paix. Le protocole, proposé à Kaunas et Varsovie, pourrait donc donner le résultat que la conférence d'arbitrage de Königsberg n'a su atteindre. De plus, par un pacte de sécurité trilatéral, outre le fait de doubler les Occidentaux sur la détente à l'Est, l'Union soviétique parviendrait à isoler la Pologne de ses alliés baltes et roumain exclus de la formule⁶³⁸. Prenons un exemple pour expliciter ce point : en cas d'agression soviétique sur la Bessarabie (éventualité qui n'est pas complètement farfelue à cette époque), le protocole Litvinov interdirait à la Pologne d'entrer en guerre dans le camp de la Roumanie. Même mécanisme dans le cas d'une invasion soviétique de la Baltique. « À première vue, cela paraît assez impressionnant⁶³⁹ » reconnaît *Le Temps* en janvier 1929.

Une fois de plus, Moscou avance ses pions tout en maîtrisant la rhétorique pacifiste de l'Occident. La Pologne parvient cependant à user de son influence régionale pour

⁶³⁵ « Москва и пактъ Келлога [Moscou et le pacte Kellogg] », *Сегодня*, n°202, Riga, 29.07.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n202|article:DIVL20|issueType:P>>, [Consulté le 05.06.2020] ; « СССР не прочь подписать ноту Келлога. [L'URSS n'est pas contre le fait de signer la Note de Kellogg] », *Сегодня*, n°202, Riga, 29.07.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n202|article:DIVL20|issueType:P>>, [Consulté le 05.06.2020] ; « Чичеринъ ждѣть приглашенія въ Парижъ [Tchitchérine attend une invitation à Paris] », *Сегодня*, n°210, Riga, 06.08.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n210|article:DIVL46|issueType:P>>, [Consulté le 09.06.2020].

⁶³⁶ Maxime Litvinov est alors l'adjoint du *polpred* Tchitchérine.

⁶³⁷ KEN (O.), RUPASOV (A.), « Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939 », dans ПІАНАНУ (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, p.55, (<hal-02065018>), [Consulté le 21.10.2019] ;

« New Soviet Peace Treaty Plan – Anticipating Kellogg Pact », *The Manchester Guardian*, Manchester, 01.01.1929, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477740444/55870F9B9D5047DBPQ/1?accountid=14563>>, [Consulté 23.08.2020]

⁶³⁸ « Ф. Цѣленсъ о подписаніи литвиновскаго протокола [F. Cielēns à propos de la signature du protocole Litvinov] », *Сегодня*, n°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1929n042|page:2|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

⁶³⁹ « Bulletin du jour – La manœuvre des Soviets », *Le Temps*, n°24609, Paris, 04.01.1929, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2473087>>, [Consulté le 23.08.2020].

contacter les États limitrophes, et répondre par une contre-proposition incluant la Baltique et la Roumanie⁶⁴⁰. Comme le dit *Le Temps* en février 1929, le Kremlin ne se résout pas à bloquer la procédure, et accepte donc le contrat à cinq⁶⁴¹, s'interdisant toute entreprise de prédation à court ou moyen terme. En dépit d'une manœuvre soviétique au premier abord inquiétante, le retournement incite les États baltes à rejoindre le projet⁶⁴². Le protocole est signé à Moscou le 9 février 1929. En fin de compte, l'initiative de Litvinov, aussi géniale soit-elle, est déjouée par la diplomatie polonaise, pour donner un résultat inverse à ce qui était espéré. Très apprécié de la Baltique à la Roumanie⁶⁴³, ce protocole est ironiquement ce qui s'avère le plus proche d'un « Locarno oriental » à la fin des années 1920. Cette affaire permet toutefois à Moscou de briser le mur invisible auquel elle faisait face dans ses relations avec les États frontaliers jusqu'alors. Un tel pas effectué ne manque pas de lui servir dans sa politique des années 1930.

⁶⁴⁰ « Польша ждєть рѣшенія Румыніи. [La Pologne attend la décision de la Roumanie] », *Сєгодня*, n°6, Riga, 05.01.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n006|article:DIVL14|issueType:P>>, [Consulté le 17.08.2020].

⁶⁴¹ « The Eastern Kellogg Pact », *The Manchester Guardian*, Manchester, 06.02.1929, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477756796/730709A52A743DBPQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 23.08.2020].

« Литва подпишетъ литвиновскій протоколъ впоследствіи. [La Lituanie signera le protocole Litvinov plus tard] », *Сєгодня*, n°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n042|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.1929].

⁶⁴² « Латвія въ вопросѣ о литвиновскомъ протоколѣ дѣйствовала вполнѣ самостоятельно [Dans la question du protocole Litvinov, la Lettonie a agi de manière totalement indépendante] », *Сєгодня*, n°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n042|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020] ; « Ф. Цєленсѣ о подписаніи литвиновскаго протокола [F. Cielēns au sujet de la signature du protocole Litvinov] », *Сєгодня*, n°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n042|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

⁶⁴³ « Le règlement de la paix – Le protocole de Moscou pour la mise en valeur immédiate du pacte Kellogg », *Le Temps*, n°24652, Paris, 16.02.1929, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k247357k>>, [Consulté le 25.08.2020].

c. Le projet fils de l'Union baltique : l'Entente baltique

L'Estonie et la Lituanie, bien qu'animées par des conceptions différentes de la géopolitique et de ce que doivent être les actions des petits États, se rejoignent globalement dans la poursuite d'une double chimère qui les distingue de la Lituanie. La première étant l'Union baltique⁶⁴⁴, la seconde, la SDN⁶⁴⁵. Comme nous avons pu l'évoquer dans le chapitre III, les nouveaux États sont initialement protégés par un phénomène d'équilibre entre les influences des grandes puissances. En toute logique, la rupture de cet équilibre par la victoire de l'une ou de l'autre des parties concurrentes se traduirait par un partage de la Baltique. Ainsi les États baltes se trouvent être les premiers promoteurs d'un projet multilatéral dans la région⁶⁴⁶. Contrairement à ce qui peut être proposé par d'autres puissances à des époques plus tardives, ce projet n'est pas un système de sécurité, mais une simple tentative de faire d'États faibles une entité forte. Les pays baltes cherchent donc à s'entendre pour représenter une force géopolitique en tant que tels, un raisonnement qui connaît un regain d'intérêt au cours des années 1930.

L'espoir et la détermination de faire renaître le projet apparaissent avec le choc que constitue l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne. L'année 1933 est marquée en janvier par la nomination d'Hitler à la chancellerie du Reich, en mars par l'élection des nazis à près de 44% des suffrages exprimés, et en octobre par le retrait de la conférence de désarmement et de la SDN. Les bouleversements de l'opinion publique se constatent particulièrement à travers le journal *Сегодня*, grand défenseur des projets baltiques en leur temps, qui exprime d'abord sa sidération quant à la tournure tragique des relations internationales, puis la menace qui pèse de plus en plus concrètement sur les pays baltes, et bien sûr le besoin de conclure enfin une alliance. Ce nouvel élan étant partagé dans une certaine mesure en Estonie, il rend possible une ultime tentative de construction multilatérale. Les ministres des Affaires Étrangères estonien et letton se rencontrent le 27 mai 1933, et prennent la décision de s'adresser ensemble à la Lituanie. Pour la première fois, le rêve fédéral balte prend forme sans prétendre inclure la Pologne. En effet, suite aux multiples échecs des années 1920, le gouvernement letton est pleinement conscient que des relations approfondies avec la Pologne

⁶⁴⁴ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée : La Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, p.130.

⁶⁴⁵ *Ibid.*

⁶⁴⁶ Concernant les années 1920, nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer tous les problèmes de l'Union baltique, et d'en aborder tous les échecs dans le chapitre III.

sont impossibles ou dangereuses. Tripier, Ministre de France à Riga, propose une analyse de la stabilisation des relations entre Pologne et Lettonie dans les années 1930 :

Les rapports entre la Lettonie et la Pologne ne semblent pas pouvoir dépasser un certain degré d'intimité à cause [...] des Polonais de la Latgale [...] à cause aussi de diverses appréhensions lettones : celle d'une amitié polonaise qui prendrait facilement des allures protectrices et associerait en outre Riga aux querelles éventuelles de Varsovie ; celle, plus vague mais quelque fois perceptible, d'une combinaison polono-allemande qui donnait à la Pologne Libau en échange du Couloir ; bref tout un ordre de défiances dont le voisinage est l'un des éléments principaux, l'autre étant la différence des caractères, des esprits et du développement historique, catholique et latin pour les uns, luthérien et germanique pour les autres⁶⁴⁷.

Le 17 février 1934, un premier traité d'Entente est signé entre Tallinn et Riga, instaurant des conférences périodiques (biannuelles) des ministres des Affaires Étrangères des pays membres⁶⁴⁸. Du côté de Kaunas, les réticences de toujours valent encore. Smetona déclare clairement considérer l'union baltique comme dispensable, *a fortiori* si une influence polonaise est à l'œuvre. Les prémices d'un retournement de situation sont annoncées par le discours encourageant du nouveau ministre des Affaires Étrangères Dovas Zaunius en 1933. Le Ministre de France à Kaunas, René Ristelhueber note cependant :

Je ne dois pas dissimuler que ces sentiments paraissent peu concorder avec ceux du gouvernement dont il fait partie. [...] Les trois petits peuples baltiques donnent trop souvent l'impression de s'observer jalousement sans réelle volonté de compréhension⁶⁴⁹.

Malgré une inertie incontestable, la ligne lituanienne rejoint progressivement celle de ses deux voisins du Nord car la nouvelle donne géopolitique se traduit par la perte du principal socle de sa politique de nuisance⁶⁵⁰. Zaunius exprime son soutien au projet baltique le 24 février 1934⁶⁵¹. Pour la première fois, les trois pays baltes envisagent une union restreinte, trilatérale, excluant aussi bien la Finlande que la Pologne. Cependant, Kaunas d'une part, et Riga et Tallinn d'autre part, ne peuvent s'entendre sur des termes sérieux en raison des problèmes autour de Vilna et de Klaipėda. Par conséquent, le traité d'entente et de collaboration des trois États baltes signé à Genève le 12 septembre 1934 n'est pas un pacte défensif contraignant⁶⁵². De fait, l'Entente baltique n'est pas complètement dénuée d'intérêt,

⁶⁴⁷ DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Télégramme de M. Tripier, Ministre de France à Riga, à M. Flandin, ministre des Affaires Étrangères, Riga, 25.03.1936, n°501, T n°28, pp.653-654.

⁶⁴⁸ *Ibid.*, p.163.

⁶⁴⁹ DDF 1932-1939, Série I, Tome III, 17.03.1933 – 15.07.1933, dépêche diplomatique de M. Ristelhueber Ministre de France à Kaunas, à M. Paul-Boncour ministre des Affaires Étrangères, Kaunas, 04.06.1933, n°360, D n°81, pp.351-353.

⁶⁵⁰ Le pacte germano-polonais de 1934, le rapprochement franco-soviétique de 1932 et la détente soviétique vis-à-vis de l'Europe de l'Est rendent l'ancienne politique lituanienne inopérante. Pour plus de détails sur celle-ci, voir *supra* (l'axe Moscou-Kaunas-Weimar).

⁶⁵¹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.161.

⁶⁵² *Ibid.*, p.171.

car elle permet un rapprochement diplomatique-politique des trois pays baltes. Ces derniers se concertent régulièrement et tendent à mieux harmoniser leurs politiques internationales dans la mesure du possible.

Elle permet une coopération étroite des trois États dans les domaines de l'économie et de la culture, ainsi que des rencontres régulières entre les premiers ministres pour résoudre les questions politiques. Pour ce qui est d'assurer à la sécurité, l'accord n'eut aucune importance notable⁶⁵³.

La meilleure harmonisation des intérêts baltes en termes de politique extérieure est sans aucun doute un progrès dans le sens de l'importance et de la cohérence sur la scène internationale. Cependant, il y a fort à parier que l'Entente baltique en elle-même ne soit que la consécration d'un rapprochement qui aurait eu lieu dans tous les cas puisque la nouvelle donne géopolitique en Europe de l'Est retire à Kaunas tout l'intérêt de son ancienne politique. Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est qu'en dépit de l'argumentation de la presse⁶⁵⁴, le besoin et de sécurité effective sur le plan géostratégique n'est toujours pas satisfait car l'Entente baltique est incontestablement le résultat d'un nouvel échec à la réalisation d'une alliance militaire défensive. De toute évidence, il convient de reconnaître qu'une telle alliance n'est pas possible puisque les besoins de sécurité estoniens et lettons sont incompatibles avec la prise de risque que constitue un véritable rapprochement avec un pays aussi menacé que la Lituanie, dont les contentieux sont plus vifs que jamais.

La deuxième moitié des années 1930 ne permet aucune amélioration de la situation. L'étourdissante explosion de la tension internationale provoque en effet une nouvelle phase de divergence au sein de l'Entente baltique. Confrontés à leurs différences fondamentales de conceptions géopolitiques, les États baltes développent et entretiennent des défiances mutuelles. Obsédée par le danger soviétique, l'Estonie reproche à la Lettonie de ne pas entretenir une armée suffisamment conséquente et suffisamment préparée à repousser une

⁶⁵³ « It foresaw close co-operation of the three states in the spheres of economy and culture, as well as regular meetings of the prime ministers to solve political problems. As to ensuring security, the agreement did not have any noteworthy importance ».

TÖNU (T.), AIN (M.), TÖNIS (L.) *et alii*, *History of Estonia*, *op.cit.*, p.247.

⁶⁵⁴ « Балтийская Антанта является фактомъ, съ которымъ нужно считаться [L'Entente baltique devient un état de fait à prendre en compte] », *Сегодня*, n°354, Riga, 23.12.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pp|issue:/sego1934n354|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 13.03.2020] ;

« Договоръ о Балтийскомъ Антантѣ вчера вступилъ въ силу [Le pacte de l'Entente baltique est entré en vigueur hier] », *Сегодня*, n°305, Riga, 04.11.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1934n305|article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 20.04.2020].

invasion rouge⁶⁵⁵. La Lituanie est au contraire braquée contre l'Allemagne et la Pologne⁶⁵⁶. Comme toujours, la Lettonie ne priorise pas la menace allemande sur la menace soviétique ou inversement, ce qui ne lui permet aucune entente pleine avec les objectifs géostratégiques de ses deux alliées⁶⁵⁷.

⁶⁵⁵ DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Dépêche diplomatique du Commandant Abraham, Attaché militaire de France par intérim à Riga, à M. Daladier ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, Riga, 14.07.1936, n°447, D n°3868 (secrète), pp.683-685.

⁶⁵⁶ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.193.

⁶⁵⁷ *Ibid.*

Conclusion de chapitre

C'est bel et bien un monde nouveau que le système de Versailles entend construire. Un monde plus normé, plus universel, refusant la loi du plus fort. Hélas, la réalisation de cet idéal se heurte à des difficultés dès les premiers instants, aboutissant à un résultat bâtard entre progrès et régression. Ironiquement, les États-Unis refusent eux-mêmes d'assumer le nouvel ordre international légaliste et universaliste que Wilson impose à l'Europe en 1919. Le Royaume-Uni en reste cependant un fervent défenseur, bien plus que la France qui n'y adhère qu'en partie. L'échec partiel du nouveau système se rapproche d'un échec total concernant l'Europe de l'Est. En l'absence d'un congrès européen, le chaos prévient toute résolution des tensions par un accord entre les grandes puissances. Ce chaos, qui encourage l'initiative armée, permet aussi bien la naissance des États baltes que la guerre de conquête de Piłsudski en Ukraine et Biélorussie.

Ironiquement, c'est donc ce chaos initial qui rend non seulement possible l'existence des États baltes, mais qui leur garantit également une relative marge d'action dont ils se saisissent pour préserver au mieux leur survie. L'absence persistante de système de sécurité à l'Est fait de cet antique et mécanique principe de l'équilibre entre les forces, le seul et unique garant de la paix. En fin de compte, ce nouvel ordre européen sort à la fois perdant et vainqueur de sa concurrence avec l'ancien ordre des rapports de force. Perdant car l'Europe de l'Est y échappe encore et toujours. Vainqueur, car à l'Ouest, son autorité est finalement renforcée par le succès des accords de Locarno. Or ce différentiel ne manque pas de changer la donne de la géopolitique européenne pour les deux derniers tiers de notre période, ainsi que nous le verrons dans les chapitres suivants.

À la fin des années 1920, les efforts déployés par Paris pour instaurer l'ordre wilsonien à l'Est ne sont pas concluants. Conférences de désarmement, arbitrage international, projets de « Locarno oriental », tous les moyens sont pourtant mis en œuvre.

Briand, avec une incontestable sincérité, mais peut-être aussi un certain manque de réalisme, se laissait emporter vers l'idéal d'une paix universelle et définitive, fondée sur la bonne volonté des gouvernements et sur le système de la conciliation et de l'arbitrage⁶⁵⁸.

⁶⁵⁸ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.83.

En effet, la politique briandiste aurait pu contribuer à faire de la SDN un espace légal efficace, mais Londres n'est toujours pas disposée à suivre Paris pour garantir la sécurité des petits États. En effet, l'instabilité orientale ne tourmente pas le Royaume-Uni outre mesure, lui qui se sent extérieur aux problèmes des confins du continent. En dépit d'efforts et de résultats incontestables, le Quai d'Orsay ne parvient donc pas à surmonter les deux principales faiblesses de la France : le manque d'assise économique dans la Baltique et l'échec permanent à tenter de rallier les Britanniques à ses efforts à l'Est. Si le « Locarno oriental » est défendu et nominalelement souhaité par tout le monde, les Français ne peuvent qu'aller aux devants de grandes déceptions car Londres, Weimar et Moscou restent opposés à un véritable système de sécurité⁶⁵⁹.

Le protocole Litvinov n'est qu'une reprise du pacte Briand-Kellogg, soit une condamnation de la guerre et de son utilisation géopolitique. Comme tous les traités qui ne prennent pas en compte les rapports de force pour assurer leur viabilité, il n'apporte qu'une protection illusoire. La seule autorité du pacte étant celle du droit, la sécurité de la Baltique n'est assurée que tant que Moscou prend le parti d'adopter les codes de l'Occident. Quant au révisionnisme allemand en Europe de l'Est, il reste sans entrave. En réalité, l'équilibre post-locarnien, altéré, faussement renforcé d'accords superficiels et non-contraignants, est encore plus dangereux que l'équilibre initial qui ne nourrissait aucune illusion sur sa vulnérabilité. Entravée par des échafaudages juridiques n'apportant pourtant aucune protection réelle, l'Europe de l'Est est peut-être moins stable à la fin des années 1920 que lorsque toutes les parties étaient en concurrence frontale.

⁶⁵⁹ En réalité, Londres n'y est opposée que dans la mesure où elle pourrait être impliquée.

Chapitre V – La mutation des stratégies

Introduction de chapitre

Après la douloureuse crise économique qui marque le passage aux années 1930, Paris, Moscou et Berlin procèdent quasiment à une inversion des alliances. Dans ce chapitre, nous expliquerons que cette évolution s'articule intégralement autour d'un changement de cap dans la politique extérieure de Varsovie. Ses conséquences, naturellement, seront absolument fondamentales dans les derniers chapitres de ce mémoire. Par ailleurs, bien qu'une telle chose puisse transparaître superficiellement, l'essoufflement de la relation économique germano-soviétique n'est pas entièrement due à des oppositions politiques, et encore moins à la nouvelle tournure des alliances. Dans tous les cas, au début des années 1930, la Baltique reste au cœur des ruptures géopolitiques et économiques du grand théâtre est-européen. L'ensemble des profonds changements que nous aborderons font de la région un environnement foncièrement différent de celui des années 1920, allant jusqu'à remettre en cause la traditionnelle séparation entre Lituanie d'une part, et Estonie et Lettonie d'autre part.

1. Le repositionnement géopolitique de la Pologne

a. Le germe de la discorde entre Paris et Varsovie

Les répercussions de Locarno sur l'équilibre est-européen sont multiples. Parmi les changements les plus importants, il y a du côté du Quai d'Orsay l'abandon du développement du cordon sanitaire, avec Varsovie en son cœur. Les Polonais soupçonnent que les garanties de l'Ouest ont été obtenues à leurs dépens⁶⁶⁰. Certes, la Pologne est sans aucun doute le plus grand perdant de l'ordre locarnien, et l'un des États les plus menacés d'Europe de l'Est. En réaction, Varsovie agit de plus en plus selon sa propre initiative. Le coup d'État de Piłsudski en 1926 marque sans aucun doute un tournant en la matière⁶⁶¹. Progressivement au cours des années 1930, les relations entre la France et la Pologne sont de plus en plus tendues, allant jusqu'à constituer un véritable poison pour la géostratégie française dans la deuxième moitié des années 1930. Le premier grain de sable est jeté dans l'engrenage franco-polonais par la diplomatie soviétique en 1930. En effet, après l'épisode du protocole Litvinov, le Kremlin mise sur une amélioration de ses relations avec Varsovie pour agir sur les liens qui la rattachent à la France. Comme à son habitude, Moscou aborde la question sur le plan bilatéral, cherchant d'une part à conclure un pacte de non-agression avec la Pologne, tout en refroidissant d'autre part ses relations avec Paris. La Pologne n'est pas défavorable à un apaisement avec Moscou comme garantie supplémentaire au protocole Litvinov⁶⁶². Du côté français cependant, le plus important reste de garder la main sur son allié oriental⁶⁶³. Litvinov méprise l'ambassadeur de France Herbette en décembre 1929⁶⁶⁴, qui démissionne peu

⁶⁶⁰ НЕНН (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.70.

⁶⁶¹ « Триумвиратъ Пилсудскій-Скржинскій-Пониковскій (?) [Triumvirat Piłsudski-Skrzynski-Ponikowski (?)] », *Сегодня*, n°107, Riga, 16.05.1926, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1926n107|article:DIVL89|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 26.04.2020].

⁶⁶² « Почему можетъ произойти временное сближение Польши и СССР. [Pourquoi un rapprochement temporaire de la Pologne et de l'URSS est possible] », *Сегодня*, n°252, Riga, 11.09.1932, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1932n252|article:DIVL32|issueType:P>>, [Consulté le 08.11.2020].

⁶⁶³ « При переговорахъ съ СССР Франція не забудетъ интересовъ Польши. [La France n'oubliera pas les intérêts de la Pologne dans ses négociations avec l'URSS] », *Сегодня*, n°239, Riga, 30.08.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n239|article:DIVL23|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

⁶⁶⁴ « Жесты г. Литвинова [Les gestes de M. Litvinov] », *Сегодня*, n°360, Riga, 29.12.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n360|article:DIVL14|issueType:P>>, [Consulté le 21.08.2020].

après⁶⁶⁵. Évidemment, le Quai d'Orsay réagit rapidement aux manœuvres du Kremlin en prenant les devants des négociations entre Moscou et Varsovie. Litvinov s'y oppose autant que possible. Il déclare que « le gouvernement soviétique n'a pas la moindre intention de mener des négociations avec Varsovie à travers la capitale d'un autre État (implicitement la France)⁶⁶⁶ ». D'autre part, Litvinov laisse entendre la possibilité de signer un pacte similaire avec la France par la suite⁶⁶⁷. De toute évidence, il ne s'agit pas d'une promesse creuse puisque des négociations ont bien lieu entre Berthelot et Dovgalevsky, en plus d'un projet d'accord commercial⁶⁶⁸ signé plus tard, en 1934⁶⁶⁹. Le pacte de non-agression franco-soviétique est prêt le 10 octobre 1931, mais la France en conditionne la ratification au succès des négociations soviéto-polonaises⁶⁷⁰, elles-mêmes menées à condition que des accords de non-agression soient signés avec la Roumanie et les pays baltes. Une fois de plus, le Kremlin fait preuve d'une attitude plus opportuniste que planificatrice. Litvinov est tout à fait en mesure de renoncer à une diplomatie différée entre Paris et Varsovie au profit d'une détente globale avec l'ensemble du bloc français. Une telle évolution ne saurait que reporter un peu de pression sur l'Allemagne, et renforcer le sentiment de sécurité à l'Est tant que l'effort du plan quinquennal est en cours⁶⁷¹. Les pactes de non-agression soviétiques aboutissent tous en 1932, avec la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne et même la Roumanie⁶⁷². Le pacte

⁶⁶⁵ « Разногласія между Эрбеттомъ Литвиновымъ. [Désaccords entre Herbette et Litvinov] », *Сегодня*, n°77, Riga, 18.03.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n077|article:DIVL24|issueType:P>>, [Consulté le 28.09.2020].

⁶⁶⁶ « СССР не будет вести переговоров при посредстве Франції [L'URSS ne mènera pas de négociations par l'intermédiaire de la France] », *Сегодня*, n°239, Riga, 30.08.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n239|article:DIVL23|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

⁶⁶⁷ DDF 1932-1939, Série I, Tome II, 15nov1932 – 17mar1933, Note du département pour le président du Conseil, Paris, 23nov1932, n°29, pp.53-61.

⁶⁶⁸ « Франція намірена заключить торговий договір съ СССР. [La France a l'intention de conclure un accord commercial avec l'URSS] », *Сегодня*, n°119, Riga, 30.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n119|article:DIVL77|issueType:P>>, [Consulté le 03.09.2020].

⁶⁶⁹ MOUSSET (A.), « L'accord commercial franco-soviétique », *L'Europe Nouvelle*, n°831, Paris, 13.01.1934, p.27, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k29524354.item>>, [Consulté le 17.12.2020].

⁶⁷⁰ DDF 1932-1939, Série I, Tome II, 15.11.1932 – 17.03.1933, Note du département pour le président du Conseil, Paris, 23nov1932, n°29, pp.53-61.

⁶⁷¹ L'Union soviétique n'a pas de raison de refuser un rapprochement avec la France, car celui-ci ne remet pas en question ses liens avec Weimar.

⁶⁷² Les relations diplomatiques entre Moscou et Bucarest sont compliquées en raison du contentieux bessarabien. Puisqu'un pacte de non-agression consiste à ne jamais mener d'attaque sur le territoire de l'autre partie, en signer un avec la Roumanie reviendrait pour l'URSS à reconnaître que la Bessarabie fait partie du territoire roumain. Le pacte signé en 1932 engage l'URSS à renoncer à la violence pour régler ses questions litigieuses avec la Roumanie.

franco-soviétique, lui-même prêt depuis 1931, est alors ratifié⁶⁷³. À la grande satisfaction des intérêts français, l'Allemagne est la première touchée par ces accords. L'*Auswärtiges Amt* est conscient d'avoir perdu l'exclusivité de la relation avec Moscou au profit de ses adversaires géopolitiques. Une exclusivité sur laquelle repose l'*Ostpolitik* depuis Rapallo (1922) et Berlin (1926). La presse allemande exprime des craintes de se faire évincer de Russie par l'industrie et le capital français. Un écho que l'ambassadeur de France à Berlin ne manque pas de relever⁶⁷⁴, bien qu'en réalité la France ne soit pas en mesure de remplacer ni même concurrencer le poids économique allemand en URSS. Sans aucun doute, l'accomplissement de 1932 est profitable à Paris et Moscou, mais les circonstances de son élaboration sèment un germe néfaste dans les relations franco-polonaises.

Pour autant, ce germe semble passer relativement inaperçu dans la presse européenne. Ce n'est que quelques années plus tard, alors que la mésentente ronge plus clairement l'alliance, que certains observateurs parviennent à en détecter les prémices autour de cette affaire. En 1934, le rédacteur en chef de *Сегодня* Maxime Ganfman commente :

Le rapprochement entre l'URSS et la Pologne, atténuant l'un des dangers pesant sur la Pologne, a révélé la nouvelle ligne de la diplomatie polonaise d'importance globale. Certes, cette ligne a rapidement été harmonisée avec la dynamique française des relations vis-à-vis de la Russie soviétique. Mais déjà un certain "froid" entre Paris et Varsovie était devenu notable⁶⁷⁵.

Selon Paul Hehn, le pacte soviéto-polonais de 1932 marque bel et bien le premier pas hors de la relation d'État client que la Pologne entretenait avec la France jusqu'alors⁶⁷⁶.

⁶⁷³ DDF 1932-1939, Série I, Tome II, 15.11.1932 – 17.03.1933, Note du département pour le président du Conseil, Paris, 23nov1932, n°29, pp.53-61.

⁶⁷⁴ DDF 1932-1939, Série I, Tome II, 15.11.1932 – 17.03.1933, Dépêche diplomatique de M. François-Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Herriot ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 1^{er} déc 1932, n°53, D n°1111, pp.101-103.

⁶⁷⁵ «Сближение между СССР и Польшей, ослабив одной из опасностей для Польши, обнаружило новую линию польской дипломатии, имѣющую общее значение. Правда, эта линия вскорѣ была согласована съ французскимъ курсомъ въ отношеніи къ Совѣтской Россіи. Но уже тогда нѣкоторый "холодокъ" между Парижемъ и Варшавой сталъ замѣтенъ».

ГАНФМАН (М.), « Путешествіе въ Варшаву », *Сегодня*, n°111, Riga, 22.04.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1934n111|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 14.09.2020].

⁶⁷⁶ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.71.

b. L'ambiguïté des relations germano-polonaises

Les relations germano-polonaises ont toujours été tendues dans les années 1920. Pour rappel, la Pologne est créée en partie sur des territoires perdus par l'Allemagne. Intégrée au réseau d'alliances français, elle constitue l'un des principaux contrepoids à l'influence des révisionnistes au début de l'Entre-deux-guerres. Comme dans la Baltique, l'Allemagne utilise alors le levier économique pour faire pression sur la Pologne et ses territoires contestés. Varsovie mène une véritable guerre commerciale contre l'Allemagne, instaurant de fortes restrictions sur les produits allemands en 1922⁶⁷⁷. Contre toute attente, la Pologne sort vainqueur de ce bras de fer économique. Suite aux sérieuses grèves britanniques de 1926, elle trouve un marché en Angleterre pour déverser son charbon tandis que la fermeture du marché polonais est lourdement dommageable pour l'industrie allemande⁶⁷⁸. Les Polonais développent le port de Gdynia pour éviter une trop forte dépendance vis-à-vis de Danzig. En 1932, les deux ports assument un tonnage équivalent. Ce sont finalement les années 1930 qui marquent un tournant dans les relations germano-polonaises. Piłsudski, fort de la situation entre les deux pays, obtient un accord commercial avec l'Allemagne en 1930, mettant fin à la guerre commerciale⁶⁷⁹.

Les dernières années du régime de Weimar sont marquées par un abandon des méthodes de conciliation de Stresemann. Au début des années 1930, Weimar reporte sans aucun doute une pression importante sur l'Europe centrale, Autriche et Tchécoslovaquie principalement⁶⁸⁰. C'est finalement l'établissement des conceptions piłsudskistes d'une part, et du nazisme d'autre part qui donne lieu à un véritable renouveau des rapports entre Varsovie et Berlin, d'autant plus que les deux phénomènes sont relativement simultanés. Józef Beck remplace Zaleski à la tête du ministère des Affaires Étrangères en novembre 1932, tandis qu'Hitler est nommé chancelier en Allemagne à peine trois mois plus tard⁶⁸¹. La Pologne ne

⁶⁷⁷ *Ibid.*, p.67.

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ « Bulletin du jour – Le problème naval – L'accord commercial germano-polonais », *Le Temps*, n°25047, Paris, 20.03.1930, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2478061>>, [Consulté le 30.08.2020] ;

« Польско-германский торговый договор [L'accord commercial germano-polonais] », *Сегодня*, n°79, Riga, 20.03.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n079|article:DIVL193|issueType:P>>, [Consulté le 30.08.2020].

⁶⁸⁰ « Когда уляжется тревога ? [Quand l'alarme se tassera-t-elle ?] », *Сегодня*, n°88, Riga, 29.03.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n088|article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 01.09.2020].

⁶⁸¹ Hitler est nommé chancelier en janvier 1933. Le parti nazi remporte les élections en mars.

manque pas de rompre la synergie qu'elle entretenait avec Paris jusqu'alors, allant parfois jusqu'à s'opposer à la France à Genève. En effet, le retour du pilsudskisme marque le retour de l'impérialisme sur le devant de la scène politique polonaise. Piłsudski rêve toujours d'une très grande Pologne, bien plus étendue notamment à l'Est, recouvrant la Lituanie et les anciens *kresy* pour former une grande puissance de la Baltique à la mer Noire⁶⁸². En l'état des choses, la première priorité de Piłsudski reste le géant rouge, un point sur lequel une entente avec les nazis est possible. Ces derniers tendent à rejoindre la nouvelle Pologne sur de nombreux points d'ordre géopolitique. En effet, Varsovie nourrit une méfiance obsessionnelle envers la Tchécoslovaquie, trop francophile et trop soviétophile à son goût. Elle reproche à Prague d'avoir annexé Těšín en 1919, mais la soupçonne aussi d'exalter le nationalisme ukrainien en Galicie, et de préparer des bases aériennes pour les avions soviétiques en vue d'une poussée rouge vers l'Europe centrale⁶⁸³.

Bien que les nazis maintiennent leurs revendications sur la Poméranie, la Silésie et Danzig, Piłsudski et Beck entretiennent un dialogue régulier avec Hitler, qui s'avère plus conciliant que ses prédécesseurs⁶⁸⁴. Après tout, Hitler est un Autrichien, et non un Prussien anti-Polonais⁶⁸⁵. Bien qu'il méprise aussi les Slaves, sa vision de l'Allemagne est différente, et ses priorités, plus tournées vers l'Ouest. Piłsudski et Beck discutent avec Hitler et Göring d'attaquer l'URSS ensemble, de conquérir la Lituanie et l'Ukraine pour la Pologne, de rendre Danzig et la Poméranie à l'Allemagne⁶⁸⁶. En janvier 1934, Berlin et Varsovie signent un pacte de non-agression. Du côté allemand, l'intérêt est le même que lorsque la France a initié son rapprochement avec Moscou. En réchauffant ses relations avec la Pologne, Berlin affaiblit l'un des piliers de la force de son principal adversaire géopolitique. Pour Piłsudski, cet accord permet de reporter les contentieux allemands à plus tard afin de mener une politique spécifiquement antisoviétique. Ironiquement, les Polonais les plus sceptiques quant à cet accord s'avèrent être des pilsudskistes n'ayant pas approuvé les nouvelles initiatives⁶⁸⁷. Le pacte germano-polonais, du plus mauvais augure pour la France, est plutôt bien perçu à

⁶⁸² Piłsudski est convaincu que la Pologne doit dominer l'Europe de l'Est pour pouvoir s'imposer durablement entre l'Allemagne et la Russie. On fait parfois référence à sa doctrine à travers le terme *Międzymorze* ou *Intermarium*. Quoi qu'il en soit, qu'elle soit envisagée sous forme d'alliance, de fédération ou d'annexion, la domination polonaise sur l'Europe de l'Est n'est jamais réalisée.

⁶⁸³ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.86.

⁶⁸⁴ *Ibid*, p.86.

⁶⁸⁵ *Ibid*, p.76.

⁶⁸⁶ *Ibid*, p.86.

⁶⁸⁷ « Польско-германскія отношенія [Les relations germano-polonaises] », *Сегодня*, n°84, Riga, 25.03.1943, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1934n084|article:DIVL72|issueType:P>>, [Consulté le 14/09/2020].

Londres. Combiné au pacte soviéto-polonais de 1932, les Anglais y voient un Locarno oriental⁶⁸⁸. L'opinion publique britannique se réjouit aussi bien de l'apaisement entre Berlin et Varsovie que du délitement de la synergie franco-polonaise dans laquelle elle voyait depuis longtemps un danger pour la paix. Le journal *The Times* fait le commentaire suivant :

On peut espérer que la France tirera leçon de ce pacte. La Pologne, prétend-on, se détache désormais des combinaisons de l'Europe de l'Ouest, et suivra son propre et paisible chemin. L'Allemagne fera de même ; elle ne conclura pas d'alliances ni traités de garantie, mais sera prête à négocier directement avec les pays avec lesquels elle a de profonds désaccords⁶⁸⁹.

En réalité, si la Pologne semble maintenir un certain équilibre, voire même une symétrie dans ses accords avec l'Allemagne et l'URSS, sa politique réelle est loin de suivre la même impartialité. Le fait est que Varsovie mène une véritable politique antisoviétique dans les années 1930, tout en convergeant globalement avec les positions de Berlin, ne manquant pas d'effrayer les pays baltes⁶⁹⁰. La presse allemande elle-même relève avec satisfaction les interventions de Beck à Genève dans lesquelles il s'écarte de plus en plus des objectifs de la sécurité collective⁶⁹¹. Pour Robert Coulondre, Varsovie tente de constituer un troisième bloc entre l'Allemagne et l'Union soviétique⁶⁹² en affaiblissant la SDN « déjà frappée d'impuissance, en préconisant une politique de temporisation et de faiblesse⁶⁹³ ». Dans les milieux diplomatiques de l'Europe de l'Est, personne ne nourrit d'illusions sur les intentions de la Pologne, elle qui s'oppose au projet Barthou comme à une réforme de la SDN, et qui semble prête à collaborer avec le nazisme contre la Tchécoslovaquie⁶⁹⁴. Pour

⁶⁸⁸ « An "Eastern Locarno" – German-Polish Agreement – A Ten-Year Pact of Non-Aggression », *The Times*, n°45663, Londres, 27.01.1934, p.10, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS167979579/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=27312c5d>>, [Consulté le 17.12.2020].

⁶⁸⁹ « It is hoped here that France will learn a lesson from the pact. Poland, it is claimed, has now detached herself from the constellations of Western Europe, and will go her way alone and peaceful. Germany will do the same; she will conclude no alliances or treaties of guarantee, but will be ready to negotiate direct with the countries with whom she has outstanding disagreements ».

« German-Polish Pact – Opinions in the Capitals », *The Times*, n°45664, Londres, 29.01.1934, p.12, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS201927229/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=b7f368e7>>, [Consulté le 17.12.2020]

⁶⁹⁰ DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Télégramme de M. Tripiet Ministre de France à Riga, à M. Flandin ministre des Affaires Étrangères, Riga, 25mar36, n°501, T n°28, pp.653-654.

⁶⁹¹ DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Dépêche diplomatique de M. François-Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Laval ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 22jan1936, n°97, D n°135, pp.143-144.

⁶⁹² La Pologne essaie encore et toujours de devenir une grande puissance à l'Est, ici à travers l'éventuel bloc *Międzymorze*.

« Черноморский проект Польши [Le projet polonais en mer Noire] », *Сегодня*, n°343, Riga, 11.12.1932, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1932n343|article:DIVL94|issueType:P>>, [Consulté le 10.09.2020].

⁶⁹³ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Dépêche diplomatique de M. Coulondre ambassadeur de France à Moscou, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Moscou, 28.12.1936, n°218, D n°403, pp.365-368.

⁶⁹⁴ *Ibid.*

Litvinov c'est très clair : Beck est l'agent de l'Allemagne. L'ambassadeur de France à Moscou Robert Coulondre en témoigne en janvier 1937 : « [Litvinov] refuse d'admettre une modification quelconque de sa ligne politique [celle de la Pologne], qui restera parallèle à celle de l'Allemagne aussi longtemps que M. Beck la tracera⁶⁹⁵ ».

Du côté allemand, le rapprochement temporaire avec la Pologne est perçu comme une nécessité aussi fondamentale que la destruction de la Tchécoslovaquie. L'ambassadeur de France à Berlin M. François-Poncet propose une excellente analyse sur cette question en février 1938

C'est Prague que le *Deutschtum* rencontre toujours au travers de ses projets d'expansion. Les alliances contractées par l'État tchèque avec Paris et Moscou, la position même de cet État sont des obstacles sur la route du Danube et des Balkans. C'est à Prague également que s'est, en quelque sorte, réfugiée la conscience de l'unité slave, ce "panslavisme" [...] qui a autrefois été l'un des cauchemars de l'Empire de Guillaume II. [...] On sait, d'ailleurs, très bien ici que la plupart des pays slaves, moins évolués que la Bohême, en sont toujours au point de vue de l'esprit national, au stade où se trouvaient "les Allemagnes" du Moyen-Âge [...] l'un d'entre eux, la Pologne s'est maintenu et reconstitué envers et contre la Russie tsariste, c'est-à-dire contre une forme oppressive du panslavisme⁶⁹⁶.

Le troisième Reich n'est pas ignorant quant à ces sentiments panslaves dormants, et cherche à diviser les peuples slaves en entretenant une certaine amitié avec la Pologne tant que la question tchécoslovaque n'est pas encore réglée. Comme toujours, les Allemands de l'Est (Prussiens, Silésiens, Poméraniens) restent profondément anti-polonais, et gardent les yeux rivés sur les intérêts allemands dans les pays baltes « les postes avancés du germanisme dans la Baltique⁶⁹⁷ ». Pour Hitler cependant, la priorité est à l'Europe centrale, où la Bohême constitue une dangereuse excroissance slave au cœur des territoires germaniques. Par ailleurs, ses priorités sont aussi déterminées par des impératifs d'ordre plus matériel⁶⁹⁸. Le 4 février 1938, par la volonté du Führer, les voix les plus fortes des intérêts prussiens sont mises à la retraite. Selon le commentaire de François Poncet, il s'agit d'une version plus douce des purges staliniennes⁶⁹⁹. Ribbentrop prend la direction de la Wilhelmstrasse, faisant passer la

⁶⁹⁵ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Télégramme de M. Coulondre ambassadeur de France à Moscou, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Moscou, 12.01.1937, n°284, T n°32, p.471.

⁶⁹⁶ DDF 1932-1939, Série II, Tome VIII, 17.01.1938 – 20.02.1938, Dépêche de M. François Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 09.02.1938, n°132, D n°160, pp.262-269.

⁶⁹⁷ *Ibid.*

⁶⁹⁸ L'Allemagne nazie mène une politique effrénée difficile à maintenir sur de nombreux plans. En 1938, la question des ressources (que nous aborderons dans une section ultérieure) atteint un niveau d'alerte critique. Les nazis y voient une solution dans le pillage de la Tchéquie.

⁶⁹⁹ DDF 1932-1939, Série II, Tome VIII, 17.01.1938 – 20.02.1938, Dépêche de M. François Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 09.02.1938, n°132, D n°160, pp.262-269.

question tchécoslovaque comme priorité numéro 1. Dans cette optique, l'Allemagne tient à ses liens avec Varsovie, et est même prête à certains sacrifices pour la maintenir.

Malgré l'existence d'un lourd contentieux territorial entre la Pologne et l'Allemagne, leur rapprochement voire même leur collaboration est indéniable au cours des années 1930. Ne pouvant satisfaire leurs ambitions par leurs propres moyens, les deux parties consentent à une forme d'entraide. En effet, les priorités de la Pologne et de l'Allemagne se recoupent en grande partie : la révision du statu quo, l'expansion, la lutte contre l'influence soviétique et la destruction (ou du moins la neutralisation) de l'État tchécoslovaque. Pour autant, « l'alliance germano-polonaise », s'il est possible de l'appeler ainsi, reste un rapprochement contre-intuitif pour les deux parties, dont chacune réalise pleinement qu'il ne peut être que temporaire. Varsovie comme Berlin savent que cette entente doit être trahie un jour ou l'autre, et tentent de s'y préparer.

c. Le sort de l'alliance franco-polonaise

Mise à l'épreuve par Locarno, l'avènement d'Hitler, le pacte franco-soviétique et le pacte germano-polonais, l'alliance franco-polonaise vacille progressivement. Nous l'avons vu dans le chapitre II, cette alliance est aussi soumise aux aléas des régimes en place de part et d'autre. Après le coup d'État de Piłsudski en 1926, la politique de répression des minorités ukrainiennes répugne la gauche française⁷⁰⁰. À partir des années 1930, certains hommes politiques de premier rang tels que Herriot parlent ouvertement de l'éventualité de refroidir l'alliance avec Varsovie par une révision de ses fondations juridiques de 1921 (en particulier sur les clauses militaires)⁷⁰¹. Le processus des accords de non-agression avec l'URSS révèle déjà les premières failles de l'entente entre Paris et Varsovie. Après l'accord germano-polonais de 1934, le réseau d'alliances françaises à l'Est est rendu quasi-inopérant. La Pologne elle-même se détache volontairement de la France au cours des années 1930, bien que l'alliance entre Paris et Varsovie ne soit en fin de compte jamais formellement remise en cause. Le principal obstacle au maintien d'un front diplomatique commun franco-polonais est le rapprochement entre Paris et Moscou. Józef Beck le note lui-même dans ses mémoires *a posteriori* :

L'élément essentiel à l'origine des différences entre les politiques polonaise et française n'était pas la question allemande, mais invariablement, la façon d'aborder le problème russe⁷⁰².

En réalité, si l'on se rapporte aux travaux de Oleg Ken et Alexander Rupasov, un rapprochement voire une entente soviéto-polonaise fait véritablement l'objet de propositions sérieuses en 1933 de la part de Staline⁷⁰³. Pourtant, les piłsudskistes sont manifestement restés fermés aux propositions du Kremlin. De toute évidence, le rapprochement avec Berlin est plus intéressant car il autorise un impérialisme polonais contre Kaunas mais également contre Prague. En outre, si une collusion avec Hitler ou Staline revient à un pacte avec le diable, le diable rouge semble encore et toujours plus dangereux que le diable allemand. L'URSS reste perçue par les États d'Europe de l'Est comme le danger le plus imminent, y compris en Pologne. Par conséquent, l'accord d'assistance mutuelle franco-soviétique de

⁷⁰⁰ *Ibid*, p.71 et p.86.

⁷⁰¹ *Ibid*, p.71.

⁷⁰² HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.94, extrait des mémoires de Józef Beck.

⁷⁰³ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans PIAHANAU (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.58-59, [\[hal-02065018\]](#), [Consulté le 21.10.2019].

1935⁷⁰⁴ et les liens entre Paris et Prague ne manquent pas d'inquiéter Varsovie. Ironiquement, c'est au départ l'initiative polonaise de détente avec Moscou qui précipite le rapprochement franco-soviétique. L'arrivée au pouvoir du front populaire en France en 1936, persuade les pilsudskistes que Paris est devenue la marionnette du Kremlin⁷⁰⁵.

Les relations franco-polonaises se dégradent gravement à partir de 1934 et approchent du point de non-retour en 1936. Contre toute attente, la France, sous un gouvernement de gauche qui plus est, décide de relancer l'alliance polonaise. En effet, malgré l'évolution encourageante de la relation franco-soviétique, le Quai d'Orsay reste frileux à l'idée de remplacer totalement l'allié polonais par l'URSS, principalement par peur du communisme et par doute sur la fiabilité de Staline. Léon Blum décide donc d'inverser la tendance à Varsovie et envoie le général Gamelin en Pologne du 12 au 16 août 1936 dans l'objectif d'exploiter la bonne volonté du maréchal polonais Śmigły-Rydz⁷⁰⁶. Beck parvient cependant à convaincre Śmigły-Rydz de rester fermé à toutes les propositions françaises consistant en un rapprochement avec la Tchécoslovaquie⁷⁰⁷. Conscient que les orientations géopolitiques ne sauraient être réconciliées, Blum prend le parti de faire renaître l'alliance franco-polonaise sur la base exclusive des questions militaires⁷⁰⁸. Étant donné le cruel besoin de la Pologne de moderniser son équipement militaire, le renouveau de l'alliance conclu à Rambouillet le 6 septembre 1936 prévoit les mesures suivantes : la France effectue un prêt à la Pologne de 2 milliards de francs échelonné sur quatre ans, tandis que la Pologne achète le matériel militaire français.

Au départ, Rambouillet est considéré à tort comme une réussite dans le milieu diplomatique français. Léon Noël s'exprime en ces termes en janvier 1937 :

Sans tirer de tout ceci des conclusions [...] exagérément optimistes, il n'en est pas moins permis de dire que l'octroi de crédits à la Pologne se présente [...] sur le plan politique comme sur le plan économique comme une opération efficace⁷⁰⁹.

⁷⁰⁴ Nous reviendrons sur cet accord dans une partie ultérieure.

⁷⁰⁵ SAKWA (G.), « The "Renewal" of the Franco-Polish Alliance in 1936, and the Rambouillet Agreement », *The Polish Review*, 1971, vol.16, n°2, p.65, <<http://www.jstor.org/stable/25776974>>, [Consulté le 12.10.2020].

⁷⁰⁶ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.87.

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ SAKWA (G.), « The "Renewal" of the Franco-Polish Alliance in 1936, and the Rambouillet Agreement », *The Polish Review*, 1971, vol.16, n°2, p.65, <<http://www.jstor.org/stable/25776974>>, [Consulté le 12.10.2020].

⁷⁰⁹ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Télégramme de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, 09.01.1937, n°266, T n°21-24 (confidentiel), p.443.

Malheureusement, son application se révèle particulièrement compliquée. Bien que la France remplisse ses engagements du côté des versements, la Pologne nationalise certaines installations françaises sur son territoire poussant Schneider à refuser de prendre ses commandes de matériel militaire⁷¹⁰. Les commandes sont donc péniblement assurées par le ministère de la Guerre, déjà saturé par les impératifs du réarmement français. Léon Noël commente en janvier 1938 :

Les plus intéressantes [commandes polonaises] aussi bien pour notre économie qu'au point de vue de notre défense nationale n'ont pas ici reçu d'exécution à la seule exception de quelques commandes de détail⁷¹¹.

En dépit de tous les efforts déployés par la France pour honorer ses engagements, la Pologne ne respecte pas l'article 6 de l'accord de Rambouillet⁷¹². Varsovie utilise le financement français pour son réarmement, mais refuse d'utiliser les usines françaises (ou à capitaux français) proportionnellement à leur importance. Hélas en dépit de toutes ses relances, Léon Noël ne parvient jamais à pousser les Polonais à respecter les termes de l'accord. Il note dans sa dépêche à Georges Bonnet :

Il apparaît [...] que [...] le service des commandes du ministère de la Guerre témoigne d'un empressement modéré à se conformer aux dispositions de l'article 6 dont il nous est malheureusement assez difficile de contrôler de près l'application⁷¹³.

Rambouillet déçoit aussi les attentes du Quai d'Orsay sur le plan géostratégique. Les efforts de la France pour faire revivre l'alliance, ses concessions et ses ouvertures s'avèrent globalement vains, puisque Varsovie refuse toujours de réviser sa politique en Europe centrale et orientale. Ainsi, en dépit de la tentative du Front populaire, l'alliance franco-polonaise reste impraticable, sans pour autant être rompue. Une situation ambiguë particulièrement délétère qui pèse négativement sur l'équilibre européen. Piłsudski commet une erreur de jugement en pensant que sa politique lui permettrait de diriger l'agressivité de Berlin contre la France⁷¹⁴. Or premièrement, l'Allemagne n'est pas encore en mesure d'affronter Paris en 1936, et deuxièmement, la stratégie d'Hitler à terme est d'attaquer la Pologne en retenant la France, et non l'inverse. En fait, Beck surestime totalement les

⁷¹⁰ DDF 1932-1939, Série II, Tome VIII, 17.01.1938 – 20.02.1938, Télégramme de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, 20.01.1938, n°11, T n°70 (secret), pp.13-14.

⁷¹¹ *Ibid.*

⁷¹² DDF 1932-1939, Série II, Tome X, 10.06.1938 – 02.09.1938, Dépêche diplomatique de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Bonnet ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, .06.08.1938, n°335, D n°440, pp.605-606.

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ SAKWA (G.), « The "Renewal" of the Franco-Polish Alliance in 1936, and the Rambouillet Agreement », *The Polish Review*, 1971, vol.16, n°2, p.66, <<http://www.jstor.org/stable/25776974>>, [Consulté le 12.10.2020].

capacités diplomatiques et militaires de la Pologne, alors que seule une alliance solide entre Paris, Prague et Varsovie aurait pu repousser et mettre en échec la *Wehrmacht* à la fin des années 1930⁷¹⁵.

⁷¹⁵ *Ibid.*

d. L'impasse de la politique pilsudskiste

Contrairement à ce qui peut être dit dans le *Times*⁷¹⁶, la Pologne n'agit pas uniquement pour se protéger en signant les pactes de non-agression. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre II⁷¹⁷, les intérêts de la Pologne sont mixtes entre le besoin de stabilité et de sécurité à l'Est, et les ambitions de révision et d'impérialisme. L'allié polonais sur lequel repose la stratégie française des années 1920 penche plutôt pour le *statu quo*, mais le retour de Piłsudski et surtout le triomphe de sa vision poussent Varsovie à renouer avec une politique plus agressive, comme entre 1919 et 1921. Au tournant des années 1930, la Pologne cherche à s'imposer comme une grande puissance, et n'hésite pas à en singer le comportement notamment en exigeant des colonies hors d'Europe. Beck s'exprime comme les autres nations coloniales « La Pologne [...] cherche des endroits vers lesquels sa population pourrait émigrer et desquels elle pourrait tirer des ressources pour son industrie⁷¹⁸ ». Au cours des années 1930, Varsovie tire notamment argument de sa considérable population juive pour demander le contrôle de la Palestine et en faire une colonie polonaise. Les Britanniques cependant, ne sont pas disposés à partager leurs colonies. L'ambassadeur polonais à Londres essuie donc un refus en 1936 de la part de Howard Kennard. « Compte-t-il que nous lui apportions sur un plateau une de nos colonies, avec les capitaux nécessaires pour l'exploiter ?⁷¹⁹ ». Pour ce qui est de la France, Beck ne récolte que des réponses évasives lorsqu'il demande à Delbos l'autorisation de déverser sa population juive à Madagascar en 1937⁷²⁰. Selon Léon Noël, les revendications coloniales sont encore un moyen d'aligner la rhétorique polonaise sur celle de l'Allemagne⁷²¹.

Toujours dans l'optique de s'imposer aux yeux de tous comme une grande puissance, la Pologne réaffirme son irrédentisme et durcit sa politique extérieure, allant jusqu'à menacer

⁷¹⁶ « German-Polish Pact – Opinions in the Capitals », *The Times*, n°45664, Londres, 29.01.1934, p.12, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS201927229/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=b7f368e7>>, [Consulté le 17.12.2020].

⁷¹⁷ Plus précisément dans la section « l'alliance franco-polonaise ».

⁷¹⁸ « Poland [...] is looking for places to which her population can emigrate and from which she can procure raw materials for industries ».

HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.70.

⁷¹⁹ DDF 1932-1939, Série II, Tome III, 19.07.1936 – 19.11.1936, Télégramme de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, 14.10.1936, n°348, T n°872, p.552.

⁷²⁰ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.70.

⁷²¹ *Ibid*, p.71.

d'envahir la Prusse orientale à plusieurs reprises (avant l'avènement du régime nazi)⁷²². Par la suite, dans toutes ses entreprises, Varsovie semble opérer un mimétisme du comportement du Reich. Elle s'éloigne de la SDN, fait obstruction au projet de sécurité de Barthou et menace les États qui lui sont frontaliers. À la fin des années 1930, Varsovie semble suivre le rythme d'escalade de violence de Berlin. Après l'annexion de l'Autriche, la Pologne menace la Lituanie d'invasion en mars 1938. N'ayant jamais pu imposer sa souveraineté sur Vilna⁷²³, Varsovie envoie un ultimatum pour forcer Kaunas à abandonner ses revendications et reprendre des relations normales avec elle. Isolée, la Lituanie cède face à la Pologne⁷²⁴. En fin d'année 1938, pendant la crise diplomatique autour des Sudètes, la Pologne envoie un ultimatum à la Tchécoslovaquie pour envahir et annexer le territoire de Těšín⁷²⁵. Par la suite, Pologne et Hongrie fomentent un partage de la Slovaquie en prévoyant le déclenchement puis le soutien d'insurrections⁷²⁶. Les méfiances mutuelles font cependant stagner le projet à l'état de suggestion, laissant le champ libre à Hitler pour faire de la Slovaquie un État satellite du Reich.

En 1938, le colonel Koc est remplacé par Skwarczyński, membre du mouvement *Sanacja*. À Berlin, les interprétations sont claires : le gouvernement met un terme définitif à ses tentatives d'élaborer une doctrine géostratégique⁷²⁷. Les dirigeants de Varsovie opèrent donc un nouveau pas vers l'établissement d'une ligne en accord avec la « pure tradition de Piłsudski », à savoir le refus de toute idéologie directrice, et la poursuite immédiate de l'intérêt national⁷²⁸. Or cette politique ne manque pas de mener à certaines incohérences. En misant sur un rapprochement temporaire avec l'Allemagne sans rompre totalement ses liens avec Paris, la nouvelle diplomatie polonaise cherche à exploiter deux stratégies incompatibles. En outre, sa *Realpolitik* court-termiste semble donner les mêmes résultats que

⁷²² *Ibid.*, p.70.

⁷²³ « Литва по-прежнему не признает решения совещания посоловъ по виленскому вопросу [La Lituanie ne reconnaît toujours pas la décision de la Conférence des ambassadeurs sur la question vilnoise] », *Сегодня*, n°78, Riga, 19.03.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1933n078|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 09.03.2020].

⁷²⁴ « Литовский сейм единогласно одобрил рѣшение правительства принять польскій ультиматумъ [Le Seimas lituanien a unanimement accepté la décision du gouvernement de céder à l'ultimatum polonais] », *Сегодня*, n°79, Riga, 20.03.1938, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n079|article:DIVL21|issueType:P>>, [Consulté le 21.09.2020].

⁷²⁵ НЕИИ (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.87.

⁷²⁶ *Ibid.*, p.90.

⁷²⁷ DDF 1932-1939, Série II, Tome VIII, 17.01.1938 – 20.02.1938, Dépêche de M. François Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 09.02.1938, n°132, D n°160, pp.263-269.

⁷²⁸ *Ibid.*

celle de Voldemaras lors de la décennie précédente. Exploitant la possibilité d'un rapprochement avec Moscou en 1930 tout en reprochant par la suite à la France ses liens avec le Kremlin, la Pologne pilsudskiste décide de tendre la main à l'Allemagne. Ce faisant, Varsovie contribue à précipiter la rupture de l'équilibre européen qui existait entre le réseau d'alliances français et les efforts révisionnistes allemands. Le bilan de la politique polonaise est donc celui du sabotage du seul contrepoids efficace à Berlin. Lors de son entretien avec le général Musse en été 1938, Stachiewicz témoigne de l'amère posture polonaise⁷²⁹. Sur un ton plaintif, voire même de reproche à l'égard de Paris, le général regrette que la France ne se soit pas opposée à Hitler plus tôt⁷³⁰. Par ailleurs, il exprime clairement espérer que la France renonce à défendre la Tchécoslovaquie. Le général polonais témoigne le plus grand mépris pour le gouvernement de Prague, dont il n'attend que la chute pour récupérer Těšín.

La situation présente est intenable. La faute des dirigeants tchèques qui ont fait une politique de mégalomanie, sans rapport avec les moyens réels de leur État. Ils ont fait le malheur de l'Europe ; ils ont été son mauvais génie ; ils vous ont mis (vous, la France) dans une situation très difficile ; si l'Allemagne attaquait la Tchécoslovaquie, le sort de ce pays serait réglé avant que votre mobilisation soit terminée. Alors que pourriez-vous faire ? Et l'Angleterre ne marchera pas pour maintenir trois millions d'Allemands sous le joug tchèque⁷³¹.

Stachiewicz conclut ainsi : l'Allemagne continuera de progresser en Europe centrale, et il n'y a rien à faire contre leur progression. Il faudrait attendre deux ans de plus, que le réarmement anglais arrive à son terme pour s'opposer ensemble à Berlin⁷³². Ironiquement, Stachiewicz semble ne pas réaliser que la prochaine cible du Reich n'est autre que la Pologne elle-même.

À son plus grand désarroi, la Pologne reste dans les faits, une puissance moyenne. Une place difficile à assumer qui rend compliqué le rapprochement avec les petits États de la Baltique dans les années 1920. Sa « politique de grande puissance » des années 1930 ne donne globalement rien de positif. Le projet fédératif *Międzymorze* est impossible quels qu'en soient les contours : la Scandinavie ne consent jamais à sacrifier sa neutralité, et la Baltique se détourne définitivement de Varsovie après 1934. Par la suite, la Pologne cherche à former un bloc avec Bucarest et Budapest. Refusant d'admettre que Hongrie et Roumanie

⁷²⁹ DDF 1932-1939, Série II, Tome X, 10.06.1938 – 02.11.1938, Dépêche du général Musse, attaché militaire de France à Varsovie, à M. Daladier, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, Varsovie, 10.06.1938, n°12, n°60 (secret), pp.25-30.

⁷³⁰ En réalité, la France est opposée à l'Allemagne depuis 1919. De toute évidence, Stachiewicz pointe ici la terrible erreur du 7 mars 1936, où la France n'a pas réagi avec force à la violation des accords de Locarno par la remilitarisation de la Rhénanie. Un événement qui entache fortement la réputation de la France en Europe de l'Est.

⁷³¹ DDF 1932-1939, Série II, Tome X, 10.06.1938 – 02.09.1938, Dépêche du général Musse, attaché militaire de France à Varsovie, à M. Daladier, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, Varsovie, 10.06.1938, n°12, n°60 (secret), pp.25-30.

⁷³² *Ibid.*

s'excluent mutuellement, la diplomatie polonaise ne fait qu'accentuer son isolement⁷³³. En outre, une grande partie si ce n'est la totalité des reproches de Stachiewicz à Prague et à Paris sont imputables à Varsovie en premier lieu. Le manque de doctrine directrice ou simplement de réflexion à long terme pousse la Pologne à représenter le principal pivot autour duquel s'opère progressivement la rupture de l'équilibre est-européen pendant les années 1930.

⁷³³ *Ibid.*

2. Le lien germano-soviétique

a. De Stresemann à l'accord Piatakov

Depuis Rapallo, les deux Empires déçus de la Grande Guerre cherchent à se rapprocher, et donc à percer la « barrière de l'Est » érigée par la diplomatie française. La première reprise formelle et directe du commerce est entérinée par l'accord commercial germano-soviétique le 12 octobre 1925⁷³⁴. Bien qu'un tel rapprochement ne fasse pas l'unanimité au sein de l'*Auswärtiges Amt* ni de l'industrie ou du monde des affaires allemands⁷³⁵, le traité de 1925 provoque une croissance incontestable des échanges jusqu'en 1931⁷³⁶. Grâce à un florissement du commerce et au traité de Berlin signé un an plus tard, Weimar parvient à faire de sa relation avec Moscou un instrument de politique extérieure. La tentative de Stresemann au milieu des années 1920 de provoquer une détente Est-Ouest dans la Baltique afin d'y saper l'influence franco-polonaise en est l'un des meilleurs exemples. Certes, le projet de double garantie sur les pays baltes est finalement abandonné pour le bien de la détente locarnienne. Cependant, pour Stresemann, la relation directe de l'Allemagne avec l'URSS reste un redoutable atout géopolitique auquel il refuse catégoriquement de renoncer en dépit de l'insistance de Chamberlain⁷³⁷.

À l'issue de plusieurs années d'âpres négociations, l'Allemagne signe avec l'URSS le 14 avril 1931 un accord commercial important. Reprenant le modèle de celui de l'accord de 1925, ce nouvel accord dit « accord Piatakov » est particulièrement favorable à l'URSS, qui plus est en période de crise économique exceptionnelle. En réalité, cet accord constitue un tournant majeur dans la nature des relations commerciales germano-soviétiques. Bien entendu, il ne manque pas de faire couler beaucoup d'encre dans la presse européenne de l'époque qui ne comprend globalement pas ce qui a pu motiver Weimar à de telles concessions. Selon l'opinion majoritaire, le Kremlin aurait exploité le terrible niveau du chômage allemand pour forcer Weimar à consentir à des termes désavantageux. L'article « *Успѣхъ Москвы* » de Maxime Ganfman paru dans *Сегодня* le 24 avril 1931 propose à ce sujet une analyse intéressante à contre-courant. Lucide sur le fait que les Allemands ne

⁷³⁴ Voir *supra*, chapitre II.

⁷³⁵ HEYWOOD (A.) et CAMERON (D.), « Germany, Russia and Locarno : The German-Soviet Trade Treaty of 12 October 1925 », dans : JOHNSON (G.), *Locarno Revisited : European Diplomacy 1920-1929*, 2004, Routledge, <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>>, p.84 [Consulté le 29.09.2020].

⁷³⁶ HÖFFDING (W.), « German Trade with the Soviet Union », *The Slavonic and East European Review*, 1936, Vol.14, n°41, p.480.

⁷³⁷ Voir *supra*, chapitre IV.

sauraient s'être fait duper, Ganfman est persuadé que Weimar atteint ses propres intérêts à travers cet accord, et qu'il ne s'agit pas que de renflouer leurs usines de nouvelles commandes en période de crise. Or sur ce point, Ganfman a raison. Bien qu'il ne comprenne pas encore complètement ce que le commerce soviétique peut représenter pour Weimar, Ganfman pressent que la réponse se trouve sur le plan géopolitique et non économique.

Mais les politiques allemands gardent cette idée que d'après la situation internationale actuelle, l'orientation vers l'Est doit rester un des moyens de soutenir la position extérieure de l'Allemagne. [...] l'humeur en Europe de l'Ouest, particulièrement en France, pousse Berlin à aller davantage à la rencontre de Moscou⁷³⁸.

Ce qui pousse les observateurs internationaux à voir les échanges comme une asymétrie en faveur de l'URSS se trouve dans la nature du commerce en lui-même. Pour commencer, l'Union soviétique exerce un monopole d'État, ce qui interdit toute négociation de privé à privé et lui confère une ascendance considérable. Ce monopole, ici incarné par la délégation du commerce soviétique à Berlin, est tellement puissant qu'il décourage de nombreuses nations capitalistes⁷³⁹. Pour afficher la même unité, les Allemands mettent en place le *Russland-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft*⁷⁴⁰. Autre problème qui frappe d'ailleurs le commerce anglo-soviétique depuis 1921, l'URSS ne peut pas passer de grandes commandes, et c'est toujours le cas en 1931. « La situation des finances soviétiques est telle que les paiements-comptants pour la réalisation des projets "grandioses" du plan quinquennal s'avèrent impossibles⁷⁴¹ ». Ainsi dès 1925, pour permettre aux Soviétiques de passer commande, l'Allemagne consent à un prêt de 100 millions de Reichsmarks. L'agence IFAGO⁷⁴² assure le rôle d'intermédiaire financier entre les industriels allemands et les acheteurs soviétiques⁷⁴³. Enfin, le *Interministerieller Ausschuss*⁷⁴⁴, prend en charge les demandes de garantie d'État de la part des firmes allemandes. En effet, dès 1925, les prêts étaient garantis par l'État allemand à 30%. Or il se trouve que l'accord de 1931 prévoit un crédit de 300 millions de RM, avec 2% d'intérêt, échelonné sur 2 ans et demi, et garanti par le Reich à hauteur de

⁷³⁸ ГАНФМАНЪ (М.), « "Успѣхъ" Москвы [Le "succès" de Moscou] », *Сегодня*, n°113, Riga, 24.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n113|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 02.09.2020].

⁷³⁹ C'est notamment le cas du Royaume-Uni et de la France dans les années 1920.

⁷⁴⁰ « Comité russe du commerce allemand » au sein duquel se coordonnent les industriels allemands.

⁷⁴¹ КСЕНОСЪ, « Германно-совѣтский "флиртъ" ». [Le "flirt" germano-soviétique] », *Сегодня*, n°106, Riga, 17.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n106|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 02.09.2020].

⁷⁴² *Industriefinanzierungs-Aktiengesellschaft Ost* (société de financement de l'industrie Est).

⁷⁴³ HÖFFDING (W.), « German Trade... *loc.cit.* », p.475.

⁷⁴⁴ Comité interministériel.

70%⁷⁴⁵. Aussi bien la taille que la durée du crédit ont été augmentés par rapport à 1925, mais aussi et surtout, le niveau de couverture de la part de l'État. Une fois de plus, l'Allemagne consent à utiliser sa puissance économique pour avancer ses pions sur le plan géopolitique.

Les [nouvelles] commandes sont liées à toute la politique extérieure allemande, à tout son "jeu" qui nécessite toujours une proximité avec les Soviétiques comme élément central. Pour un tel élément central, il faut payer. Et l'un des moyens d'un tel paiement s'avère être le crédit, accordé par les industriels allemands et soutenu par l'État⁷⁴⁶.

Naturellement, de telles conditions permettent une explosion des commandes soviétiques, qui passent d'un montant de 2,5 milliards de roubles en 1926-7, à 3,8 milliards en 1931⁷⁴⁷. L'ampleur du commerce germano-soviétique est alors telle qu'en 1932, 46,5% des importations soviétiques proviennent d'Allemagne. L'accord Piatakov provoque littéralement le pic le plus élevé des échanges allemands vers l'Union soviétique de toute la période de l'Entre-deux-guerres⁷⁴⁸.

Pour autant, cet accord aurait pu ne jamais voir le jour, car initialement, les négociations sont proches de l'impasse. Du côté soviétique, la prise de pouvoir de Staline, la fin de la NEP et la volonté d'équilibrer la balance commerciale sont autant d'entraves à une entente sur les termes économiques. Par conséquent, Moscou ne consent à aucun compromis. Quant aux Allemands, « ils se sont battus, ont posé leurs conditions, et pendant un certain temps, on pouvait penser que tout allait échouer⁷⁴⁹ ». En fin de compte, la crise économique globale se combine avec d'une part, les difficultés des Soviétiques à remplir leur premier plan quinquennal (1928-1932), et d'autre part, le récent contentieux diplomatique franco-allemand autour de l'*Anschluss* douanier⁷⁵⁰. Seul un tel alignement des astres politico-

⁷⁴⁵ « Nouvelles de l'étranger – Allemagne – Les commandes soviétiques à l'industrie », *Le Temps*, n°25438, Paris, 17.04.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248299p>>, [Consulté le 07.09.2020].

⁷⁴⁶ « Заказы звязаны со всѣмъ внѣшнеполитическимъ курсомъ Германіи, со всей "игрой", которая до сихъ поръ требуетъ какъ одного изъ главныхъ козырей близости къ совѣтамъ. За этотъ козырь нужно платить. И одинъ изъ средствъ такого платежа являются кредиты, данные германскими промышленниками при поддержкѣ правительства ».

ГАНФМАН (М.), « Успѣхъ Москвы », *Сегодня*, n°113, Riga, 24.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n113|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 02.09.2020].

⁷⁴⁷ ERICSON (E.), *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, 1999, Westport Connecticut, Praeger, p.14.

⁷⁴⁸ Si l'on considère que les différents accords commerciaux du « pacte germano-soviétique » signés entre 1939 et 1940 peuvent être considérés comme un seul phénomène, alors leur importance surpasse celle de l'accord Piatakov. Sinon, ce dernier reste l'accord le plus considérable en tant que tel sur notre période.

⁷⁴⁹ КСЕНОСЪ, « Германно-совѣтскій "флиртъ" ». », *Сегодня*, n°106, Riga, 17.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1931n106|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 02.09.2020]

⁷⁵⁰ « Bulletin du jour – L'Allemagne et l'Autriche », *Le Temps*, n°25412, Paris, 22.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2482654>>, [Consulté le 07.09.2020].

économiques permet aux négociations de sortir de l'impasse, aboutissant à un accord d'une échelle nouvelle.

Conclu avant tout comme une concession économique consentie pour des perspectives politiques, l'accord Piatakov ne satisfait pas les espoirs allemands sur ce point. En effet, l'Allemagne des années 1930 se retrouve très vite dans l'incapacité d'utiliser le levier de sa relation soviétique tel que le prévoyait Stresemann. Comme nous avons pu l'évoquer précédemment, il se trouve que les rapports entre Berlin et Moscou se refroidissent pendant les années 1930. C'est le cas depuis le rapprochement franco-soviétique de 1932, et l'avènement des nazis en 1933 trace une croix sur toute perspective de coopération politique avec Moscou. En outre, on peut réellement observer un chassé-croisé entre la Pologne et l'URSS dans le milieu géopolitique est-européen et ses relations avec le Quai d'Orsay et la Wilhelmstrasse⁷⁵¹. Ironiquement, les fruits de l'accord Piatakov en Allemagne sont plutôt d'ordre économique. L'importance des commandes soviétiques permettent la survie des usines qui assurent le réarmement allemand trois ans plus tard. Quant aux prêts, ils accentuent la dette soviétique envers l'Allemagne, un avantage que le troisième Reich ne manque pas d'exploiter au cours des années 1930.

⁷⁵¹ Voir *supra*, chapitre V.

b. Les difficultés du commerce entre Berlin et Moscou

Les premières difficultés du commerce germano-soviétique concernent le transit. Pour commencer, les infrastructures soviétiques sont horriblement sous-développées. Le recours aux routes est inenvisageable, et le pays n'est pas assez irrigué sur le plan ferroviaire. Les trains sont saturés, en particulier le transsibérien⁷⁵². Pour couronner le tout, les normes d'écartement des rails soviétiques sont différentes de celles de tous les autres pays européens⁷⁵³, ce qui crée de monstrueuses complications pour l'échange des biens. Le commerce maritime a l'avantage de ne pas connaître ces problèmes. Il y a la possibilité d'utiliser les ports soviétiques de la mer Noire, mais cela implique l'utilisation de circuits ferroviaires supplémentaires dans les pays d'Europe centrale. Bref, toutes ces difficultés augmentent relativement l'intérêt de passer par la voie maritime baltique. Cependant, les ports baltes, allemands et soviétiques, bien qu'ils représentent la meilleure option, ne peuvent évidemment pas assumer la totalité du transit.

Outre les difficultés pratiques, l'état du commerce en lui-même n'est pas toujours au meilleur niveau dans les années 1930. Passée la singularité contextuelle ayant permis de conclure l'accord Piatakov, les réticences reprennent entre les deux parties. On peut observer une baisse des importations soviétiques en 1933 aussi brutale que la hausse de 1931⁷⁵⁴. L'historiographie a longtemps interprété cette chute comme une conséquence de l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933. Pourtant, comme le remarque l'historien étatsunien Edward E. Ericson, Hitler n'a pas d'intérêt à rompre brutalement les liens entre l'Allemagne et l'URSS. En mai 1933 d'ailleurs, il réaffirme la validité du traité de Berlin, signé dix ans plus tôt⁷⁵⁵. La réelle cause du reflux des échanges est que les prêts allemands arrivent à leur terme. Staline, qui prévoyait déjà un certain reflux commercial, est contraint d'accentuer la dynamique pour pouvoir effectuer les remboursements. Là encore, une synergie peut être observée dans le comportement de part et d'autre. L'URSS interrompt les commandes, l'Allemagne commence son réarmement. Ses usines produisent donc désormais pour

⁷⁵² *Ibid.*, p.3.

⁷⁵³ HEYWOOD (A.), « The Baltic Economic 'Bridge': Some Early Soviet Perspectives », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, p.80.

⁷⁵⁴ HÖFFDING (W.), « German Trade... *loc.cit.* », p.484 ; « СССР сокращает заграничные заказы [L'URSS réduit les commandes à l'étranger] », *Сегодня*, n°17, Riga, 17.01.1932, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:sego1932n017|article:DIVL207|issueType:P>>, [Consulté le 08.09.2020].

⁷⁵⁵ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.15.

l'intérieur. Enfin, le « plan nouveau » de Hjalmar Schacht⁷⁵⁶ prévoit de grandes importations de ressources soviétiques (principalement pétrole, caoutchouc et métaux), contribuant encore à cette inversion de la balance commerciale. En 1933 déjà, la vapeur est complètement renversée au point de faire se résorber considérablement la dette soviétique. Entre 1931 et 1935, l'endettement de l'URSS à l'Allemagne passe de 1,4 milliards de roubles à seulement 139 millions de roubles⁷⁵⁷. Le commerce germano-soviétique du début des années 1930 est donc de nature inverse à celui de la décennie précédente, le pivot s'effectuant autour de l'accord Piatakov. En fait, après le *boom* provoqué par l'accord, les deux parties ont intérêt à une réduction des commandes soviétiques, et globalement, un maintien des exportations vers l'Allemagne.

En fin de compte, le commerce germano-soviétique des années 1930 était destiné à s'équilibrer. Cependant des circonstances exceptionnelles aboutissent à la signature de l'accord Piatakov. Par son ampleur extraordinaire, celui-ci accélère tellement l'équipement industriel et l'endettement soviétiques qu'il provoque une contre-tendance dans les années qui suivent, aboutissant à une inversion de la balance commerciale. Cette inversion profite aux deux parties dans un premier temps. En Allemagne, la politique ruineuse des nazis maintient l'économie nationale en permanence au bord du gouffre. L'importation massive et salutaire d'or soviétique, effectuée sur le compte de la dette créée par l'accord Piatakov, permet à la Reichsbank d'éviter la banqueroute⁷⁵⁸. Les véritables difficultés surviennent donc lorsque l'Union soviétique termine de rembourser ses dettes à l'approche de 1936. Dès lors, le rapport de force entre les deux puissances⁷⁵⁹ s'inverse : les Allemands se retrouvent coincés pour importer les ressources soviétiques par manque de liquidités, tandis que l'URSS est déjà devenue la deuxième puissance industrielle mondiale, et exige donc des clauses supplémentaires pour le renouvellement d'un accord. Les demandes des Soviets sont généralement la fin de la rhétorique nazie anticommuniste, la reconnaissance de l'URSS comme État légitime, et la possibilité d'acheter des armes et des technologies⁷⁶⁰. Pour Hitler, ces exigences sont inacceptables. Refusant inflexiblement toute concession aux Soviets, l'Allemagne se lance dans une traversée du désert pour toute la seconde moitié des années

⁷⁵⁶ La stratégie d'autarcie du Reich (développée dans la section suivante) nécessite au préalable des importations accrues.

⁷⁵⁷ HÖFFDING (W.), « German Trade ... » *loc.cit.*, p.483

⁷⁵⁸ Voir les annexes 4 et 6 sur les importations allemandes d'or soviétique, ainsi que sur les réserves d'or de la Reichsbank entre 1932 et 1934.

⁷⁵⁹ Il est ici question du rapport de force dans les négociations commerciales.

⁷⁶⁰ ERICSON (E.), *Feeding the German...* *op.cit.*, p.24.

1930. La baisse du commerce avec l'URSS, combinée aux impératifs du réarmement, mettent l'Allemagne dans une situation critique permanente, à la limite de l'effondrement.

En Allemagne, le besoin de compenser la baisse des échanges se traduit par un nouvel essor du commerce avec la Baltique. En effet, les États baltes sont en mesure de fournir à Berlin une partie des ressources dont elle a besoin. Il s'agit en premier lieu de ressources alimentaires, en particulier graisses et huiles qui font cruellement défaut. Malgré tous les progrès de l'agriculture allemande sous le régime nazi, ses productions ne couvrent que 40% des besoins en la matière en 1939⁷⁶¹. En outre, la Baltique est aussi pourvoyeuse d'énergie dans le cas de l'huile de schiste estonienne. Il existe à l'origine plusieurs compagnies de forage en Estonie. L'une d'entre elles, *Eesti Kiviõli*, fondée en 1922, est essentiellement détenue par la banque *G. Scheel & Co.*⁷⁶², elle-même soutenue par du capital de la banque allemande *Bankhaus Mendelssohn & Co.* La compagnie *Eesti Kiviõli* entre donc à l'origine dans le cadre de la politique des *Auslandsdeutsche*⁷⁶³ que Weimar s'efforce d'aider après l'expropriation massive des réformes agraires. Le soutien financier allemand franchit un nouveau cap pendant la crise de la fin des années 1920. Pour éviter la faillite d'*Eesti Kiviõli*, la marine allemande décide d'acheter son huile de schiste. Alors que Berlin se lance dans une course aux ressources et que les échanges avec l'URSS sont en baisse, le Reich se lance dans une véritable conquête du marché du schiste estonien. Cet hydrocarbure de qualité supérieure aux ersatz de pétrole devient alors l'un des principaux enjeux du développement tardif du commerce germano-balte.

Entre 1935 et 1938, Berlin signe des contrats avec toutes les compagnies de forage en Estonie, dont *Eesti Kiviõli*, mais aussi *Esimene Eesti Põlevkivitööstus*, ou encore la société suédoise *Estländska Oljeskifferkonsortiet*⁷⁶⁴. Ces contrats engagent les compagnies de forage à fournir de grandes quantités d'huile de schiste aux Allemands, en échange de crédits destinés au développement des usines. Les besoins des nazis conditionnent le secteur du schiste estonien à se spécialiser sur la production quasi exclusive de l'huile de schiste au détriment de toute autre (gaz par exemple). En effet, la plupart des compagnies de forages se

⁷⁶¹ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.2.

⁷⁶² Il s'agit de la banque balte-allemande la plus puissante de la région.

⁷⁶³ Voir *supra*, chapitre II.

⁷⁶⁴ HOLMBERG (R.), LAESTADIUS (S.) *et alii*, *Survival of the Unfit: Path Dependence and the Estonian Oil Shale Industry*, Linköping Université de Linköping, études en arts et sciences n°427, département de la Technologie et du Changement Social, 2008, p.119

retrouvent rapidement dans une situation de monopsonne allemand⁷⁶⁵. En 1939, la quasi-totalité de l'huile de schiste produite en Estonie est exportée en Allemagne⁷⁶⁶.

Le développement du commerce germano-balte est tel que les importations en provenance des pays baltes passe du simple au double entre 1934 et 1939 (même chose avec la Pologne). Cependant, pour plusieurs raisons, le commerce avec la Baltique n'apporte pas de solution définitive à la pénurie permanente de l'Allemagne. Premièrement, car les productions baltes ne sont pas assez diversifiées pour couvrir toutes les carences de l'Allemagne. Deuxièmement, car les quantités de ressources produites ne sont pas assez conséquentes pour subvenir à la consommation de l'armement pharaonique du Reich. Troisièmement, car la Baltique elle-même est absorbée par l'URSS à la fin de la période, ce qui repose la question du commerce avec Moscou.

⁷⁶⁵ *Ibid.*, p.120.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, p.122.

c. L'aigle et l'ours

Le développement d'une relation franco-soviétique, le glissement de la Pologne et l'avènement des nazis provoquent une modification de la nature du lien politique entre Berlin et Moscou. Pour des raisons idéologiques évidentes, le troisième Reich est viscéralement opposé à toute perspective de coopération géopolitique avec l'URSS, un pays d'*untermenschen* dirigé par une clique judéo-bolchévique⁷⁶⁷. Après tout, la destinée du peuple allemand serait de détruire les États d'Europe de l'Est pour s'y tailler le fameux *Lebensraum*. Toutefois, malgré une animosité apparemment terrible sur le plan rhétorique, les relations germano-soviétiques frappent avant tout par leurs continuités avant et après l'instauration du régime nazi, du moins sur le plan économique et commercial. Même si Weimar et en particulier Stresemann ont envisagé la possibilité d'utiliser l'alliance soviétique comme un atout géopolitique, le premier intérêt réel et profond de cette relation, de part et d'autre, a toujours été de nature économique⁷⁶⁸. Cela est dû au fait que l'Allemagne et la Russie sont en position d'interdépendance depuis le XIXe siècle, une donnée qui ne change pas au cours des années 1930.

Le territoire allemand est relativement pauvre en ressources⁷⁶⁹, y compris alimentaires⁷⁷⁰. La seule matière première importante produite par l'Allemagne est le charbon, ce qui est évidemment insuffisant pour son industrie, pire encore pour son armement. Or le territoire russe abonde justement des ressources stratégiques et alimentaires dont l'Allemagne a besoin (mais manque justement de charbon⁷⁷¹). En revanche, la Russie (puis l'URSS) connaît un retard industriel qu'elle essaie de compenser par l'importation de machines et outils allemands⁷⁷². Étant donné l'état de l'économie soviétique au début de la période, l'importation de produits allemands se trouve être conditionnée dès 1925 par le niveau des crédits que les Allemands sont disposés à accorder. Lors d'une réunion du parti en avril 1923, Krassine déclare :

⁷⁶⁷ Pour rappel, les nazis sont profondément anticomunistes et considèrent les Slaves et les Juifs comme des sous-hommes.

⁷⁶⁸ Voir *supra*, chapitre I.

⁷⁶⁹ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.1.

⁷⁷⁰ Le problème des ressources alimentaires et d'autant plus important que l'Allemagne connaît un puissant essor démographique.

⁷⁷¹ « СССР готовится къ войнѣ », *Сегодня*, n°238, Riga, 03.09.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n238|article:DIVL19|issueType:P>>, [Consulté le 12.06.2020].

⁷⁷² ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.1.

Le principal objectif de notre politique extérieure est l'obtention de crédits qui nous sont nécessaires pour la régénérescence de notre économie paysanne, du transport, de l'industrie et de la stabilisation de notre rouble⁷⁷³.

En un mot, la Russie produit les ressources et l'Allemagne fournit la technologie. Le schéma est tellement parfait qu'il correspond littéralement à celui de l'avantage comparatif théorisé par Ricardo⁷⁷⁴. En réalité, la complémentarité économique des deux nations est totale, aussi bien à l'époque du kaiser et du tsar qu'à celle de Hitler et Staline. Par conséquent, en dépit d'une réelle dégradation des relations diplomatiques dans les années 1930, l'intérêt voire même la nécessité économique des deux parties reste donc de poursuivre et d'approfondir le commerce, bien que nazis et soviétiques cherchent un moyen de le contourner après 1934.

En Allemagne, les experts qui se penchent sur la question des ressources ne voient que trois approches possibles : l'autarcie, la prédation, ou l'importation⁷⁷⁵. En réalité, Hitler ne choisit pas, mais décide d'appliquer les trois en même temps. Le plan nouveau de Schacht, suivi du *Vierjahresplan* (plan quadriennal) adopté en octobre 1936 visent à harmoniser l'armement et le développement de l'autarcie. Les scientifiques allemands développent des technologies de production de ressources de substitution appelées *ersatz*⁷⁷⁶. Il s'agit entre autres de procédés de fabrication de gaz à partir de charbon, de cuir artificiel, de caoutchouc artificiel, de remplacement du cuivre par de l'aluminium⁷⁷⁷. Cependant, la plupart des productions d'*ersatz* nécessitent tout de même d'importer des ressources, comme par exemple de la bauxite pour fabriquer de l'aluminium, ou même tout simplement du caoutchouc, nécessaire pour produire l'*ersatz* de caoutchouc. Globalement, ces technologies permettent néanmoins de réduire considérablement la dépendance du Reich aux ressources extérieures. L'*ersatz* de caoutchouc permet par exemple d'en importer deux fois moins, un gain considérable. La politique nazie protège et promeut aussi l'agriculture allemande, permettant de réduire la part d'importations alimentaires à 13% en 1939 (contre 35% sous

⁷⁷³ « Главная цель нашей внешней политики есть получение кредитов, которые нам нужны для восстановления крестьянского хозяйства, для транспорта, для промышленности и для стабилизации нашего рубля ».

МЛЕЧИН (Л.), *МИД – Тайная дипломатия кремля. Внешняя политика России: от Ленина и Троцкого – до Путина и Медведева* [МАЕ – *La diplomatie secrète du Kremlin. Politique extérieure de la Russie : de Lénine et Trotsky à Poutine et Medvedev*], Moscou, Издательство Центрполиграф, 2011, p.82.

⁷⁷⁴ Cette théorie de l'économiste classique britannique David Ricardo stipule qu'en matière de commerce international, le meilleur schéma pour toutes les parties est celui de la spécialisation des productions, et du libre-échange.

⁷⁷⁵ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.1.

⁷⁷⁶ CHAUSSIER (H.), « La politique allemande d'autarchie et d'*ersatz* », *L'Europe Nouvelle*, n°885, Paris, 26.01.1935, pp.91-93, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k29524888>>, [Consulté le 24.12.2020].

⁷⁷⁷ GERHARD (G.), « The Nazis Turn to "Ersatz" », *The North American Review*, 1934, vol.38, n°5, p.464, <<https://www.jstor.org/stable/25114536>>, [Consulté le 08.10.2020].

Weimar en 1927)⁷⁷⁸. Quoi qu'il en soit, malgré des résultats incontestables, une véritable autarcie reste toujours impossible. Vers la fin des années 1930, la crise des ressources atteint un point critique tel que l'économie du Reich court au désastre selon Schacht et Göring en 1938⁷⁷⁹. La fragilité économique du Reich ne passe d'ailleurs pas inaperçue auprès des États baltes⁷⁸⁰. La seule solution immédiate s'avère être celle de la prédation, par l'annexion immédiate de l'Autriche et le pillage de la Tchécoslovaquie. Les réserves d'armes, d'or, de ressources et de monnaie, en plus des usines obtenues en territoires annexés constituent une bouffée d'oxygène pour le fonctionnement du Reich au bord du gouffre⁷⁸¹. Pourtant, la conquête ne peut pas répondre à tous les problèmes, en particulier parce que l'annexion de nouveaux territoires ne fait qu'aggraver le déficit alimentaire.

Il apparaît donc que l'importation massive de ressources est inévitable, et en la matière, le recours à l'URSS l'est tout autant. Sachant qu'Hitler prévoit une guerre avec l'Ouest, le blocus britannique qui s'ensuivrait impliquerait l'impossibilité des échanges par voie maritime atlantique. L'Union soviétique est donc la seule à pouvoir combler efficacement les principales carences de l'Allemagne. Faisons un petit tour d'horizon des ressources les plus essentielles. Dans les années 1930, il n'y a que deux producteurs de pétrole, l'URSS et la Roumanie. Or dans le cas du pétrole roumain, Français et Britanniques s'arrangent pour monopoliser les productions⁷⁸². La seule façon pour Berlin de s'en procurer massivement est donc d'importer du pétrole soviétique. Les premiers producteurs de fer en Europe sont l'URSS et la France, suivis de loin par la Suède et le Royaume-Uni⁷⁸³. L'importation de fer suédois est possible mais son acheminement est rendu impossible pendant l'hiver en raison du gel du nord de la Baltique⁷⁸⁴. En outre, ici aussi, les Français s'arrangent avec les industriels suédois pour faire monter les prix et limiter les achats

⁷⁷⁸ ERICSON (E.), *Feeding the German...* *op.cit.*, p.2.

⁷⁷⁹ *Ibid.*, p.28.

⁷⁸⁰ « Заграничный долгъ Германій – 11 миллиардовъ марокъ », *Сегодня*, n°24, Riga, 24.01.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1937n024_1|article:DIVL57|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

⁷⁸¹ *Ibid.*, p.29.

⁷⁸² « Германія получила право експлоатації только новыхъ нефтяныхъ источниковъ въ Румыніи. », *Сегодня*, n°85, Riga, 26.03.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n085_1|article:DIVL74|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 15.04.2020].

⁷⁸³ ALBITRECCIA (A.), « La production du minerai de fer en Europe », *Annales de géographie*, 1939, vol.48, n°272, p.194, <https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1939_num_48_272_11549>, [Consulté le 21.12.2020].

⁷⁸⁴ Les mines de fer suédois se trouvent essentiellement dans le nord du pays, une région complètement bloquée par le gel en hiver. Voir annexe 11.

allemands⁷⁸⁵. Une fois de plus, l'importation soviétique est indispensable. Les métaux nécessaires pour le traitement de renforcement de l'acier⁷⁸⁶ importés d'Afrique du Sud, ne peuvent être remplacés que par leurs équivalents soviétiques en cas de blocus maritime⁷⁸⁷. Pour ce qui est du caoutchouc, les principaux producteurs sont la Malaisie et l'Indonésie, sous contrôle britannique et néerlandais. La seule possibilité d'en importer serait donc de passer par l'intermédiaire soviétique. Enfin, les deux gros producteurs alimentaires en Europe sont la France et l'URSS (Ukraine), et à travers elle, la Mandchourie (soja)⁷⁸⁸. La conclusion reste invariablement la même, seule l'URSS peut apporter une réponse aux besoins de ressources allemands⁷⁸⁹. En dépit de toutes les acrobaties imaginables, Hitler reste conscient de devoir tôt ou tard reprendre le commerce de masse avec Moscou, bien que les clauses fixées par les Soviets ne lui conviennent pas.

Du côté soviétique, la fin de la NEP et la prise de pouvoir de Staline marquent aussi la poursuite d'une politique d'indépendance vis-à-vis des produits allemands. L'enjeu est l'industrialisation du pays, à travers les fameux plans quinquennaux. Très ambitieux voire irréalisables⁷⁹⁰, ces plans ont pour objectif de rendre l'URSS indépendante des importations allemandes à terme. Selon les chiffres officiels, les plans sont réalisés, voire même surpassés. Dans la réalité, les résultats sont vraisemblablement très inégaux selon les secteurs, allant du très bon au désastreux⁷⁹¹. Le deuxième plan quinquennal est mieux conçu que le premier, et prend en compte l'amélioration du niveau de vie de la population dans ses objectifs initiaux. Dans les faits cependant, l'effort de développement est invariablement vampirisé par les secteurs de l'industrie lourde et de l'armement⁷⁹². Il est certain que les plans quinquennaux n'ont pas été aussi réussis que ne le laissent entendre les chiffres officiels ou la propagande soviétique. Dans la Baltique, les observateurs sont plutôt critiques quant à leur efficacité

⁷⁸⁵ HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.40.

⁷⁸⁶ Tungstène, nickel, molybdène et manganèse principalement.

⁷⁸⁷ Le chrome peut être importé de Turquie ou de Chine mais il faudrait recourir aux ports et infrastructures soviétiques.

⁷⁸⁸ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.3.

⁷⁸⁹ Évidemment, le problème ne se poserait pas si la *Kriegsmarine* surpassait la *Royal Navy*, mais pendant les années 1930, une telle perspective n'est pas envisageable, *a fortiori* en pénurie de ressources.

⁷⁹⁰ NOVE (A.), *An Economic History of the USSR: 1917-1991*, Londres, Penguin Books, 1992, p.226.

⁷⁹¹ *Ibid.*, pp.227-228 ; « Экономический планъ СССР отмечаетъ положительные и отрицательные стороны хозяйственнаго положенія [Le plan économique de l'URSS relève les points positifs et négatifs de sa condition économique] », *Сегодня*, n°88, Riga, 01.04.1927, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:sego1937n088_2|article:DIVL43|issueType:P>,

[Consulté le 19.09.2020].

⁷⁹² NOVE (A.), *An Economic History... op.cit.*, pp.229-230.

notamment à l'époque du premier plan. En effet, un article du journal *Сегодня* note à cette époque que l'URSS utilise l'argument du sabotage et du complot intérieur pour expliquer l'échec de la planification dans certains secteurs⁷⁹³. Les observateurs occidentaux sont beaucoup plus inquiets quant au développement industriel soviétique⁷⁹⁴.

L'URSS a toujours besoin d'importer des machines et outils à la fin de l'Entre-deux-guerres (et même plus tard). Cependant, il s'agit d'équipement spécialisé, sur un certain nombre de secteurs encore en développement. Au cours du premier plan quinquennal, 78% des outils et machines installés sont importés. Ce chiffre baisse à 10% au cours du deuxième plan quinquennal⁷⁹⁵. Tous les équipements basiques de l'industrialisation et de la production d'armes sont produits en URSS à partir de 1937. Il y a donc un réel développement industriel permis par les plans quinquennaux, dont les résultats sont probablement plus inégaux que surfaits. Les progrès en matière de sidérurgie sont particulièrement impressionnants. Ces succès contribuent à donner un ascendant à l'URSS dans ses négociations avec Berlin au sujet de la reprise du commerce. En effet, l'Union soviétique n'est pas dans la même situation d'urgence que le Reich, une configuration valable dès le courant de l'année 1935.

L'URSS finit cependant par rencontrer des difficultés à la fin de la période à cause des purges staliniennes. Suite aux échecs du premier plan quinquennal, Staline décide de mettre fin à la propagande égalitariste au sein des usines. Une hiérarchie des salaires est mise en place pour favoriser l'« émulation socialiste »⁷⁹⁶. Lors du deuxième plan quinquennal, outre l'émulation ouvrière encouragée par le stakhanovisme, Staline instaure les Grandes Purges pour se débarrasser de beaucoup de personnes. Les procès de Moscou de 1936 frappent d'abord les supposés terroristes trotskystes (Zinoviev et Kamenev notamment), puis les fameux « saboteurs » de l'économie soviétique⁷⁹⁷. Piatakov est exécuté en 1937⁷⁹⁸. Les purges frappent aussi bien la classe politique que la population. Le milieu diplomatique et l'armée sont aussi fortement touchés en 1937. Les conséquences sur la production sont calamiteuses, et les besoins d'importation industrielle recommencent à grimper sérieusement

⁷⁹³ « Взволновались изъ-за провала пятилѣтки. [On s'inquiète de l'échec du plan quinquennal] », *Сегодня*, n°28, Riga, 28.01.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n028|article:DIVL158|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

⁷⁹⁴ Voir le passage sur la crainte en Occident du dumping soviétique dans le premier chapitre de ce mémoire.

⁷⁹⁵ NOVE (A.), *An Economic History of the USSR: 1917-1991*, Londres, Penguin Books, 1992, p.231-232.

⁷⁹⁶ DULLIN (S.), *Histoire de l'URSS*, Paris, La Découverte, 2009, p.37.

⁷⁹⁷ « Новая «чистка» въ Сов.России [Nouvelle «purge» en Russie soviétique] », *Сегодня*, n°82, Riga, 22.03.1936, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1936n082|article:DIVL40|issueType:P>>, [Consulté le 15.05.2020].

⁷⁹⁸ *Ibid.*, p.38.

en 1937⁷⁹⁹. L'arrivée d'incompétents aux rennes de la négociation soviétique en Allemagne empêche cependant la réalisation d'un accord satisfaisant⁸⁰⁰. À la fin des années 1930, l'Allemagne comme l'Union soviétique ont besoin d'un véritable renouveau de leur commerce mutuel.

⁷⁹⁹ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.27.

⁸⁰⁰ *Ibid.*, p.28.

Conclusion de chapitre

Les bouleversements résultant de la crise économique de 1929 font évoluer l'équilibre des forces au profit d'une nouvelle donne géopolitique. Sur le plan économique, outre les États baltes⁸⁰¹, les gouvernements britannique et allemand sont frappés de plein fouet. À Londres, le roi Georges V est forcé d'intervenir pour former un gouvernement d'union nationale comprenant à la fois MacDonald et Baldwin⁸⁰². En Allemagne, la crise n'est surmontée que par un considérable approfondissement des échanges avec Moscou, et la victoire du parti nazi. C'est d'ailleurs cette prise de pouvoir des nazis en Allemagne qui amorce la fin de l'hégémonie des Prussiens à l'*Auswärtiges Amt*, permettant une véritable collusion germano-polonaise. En effet, les perturbations générales ne manquent pas d'éprouver les constructions et orientations politiques des années 1920. Certes première parmi les lésés de Locarno et de nouveau sous l'autorité de Piłsudski, la Pologne adopte une nouvelle ligne géopolitique au tournant des années 1930. Rompant avec la politique française mais pas franchement, se tournant vers l'Allemagne mais pas totalement, Varsovie renverse les réseaux d'alliances est-européens. Paul Hehn le résume ainsi : « l'accord germano-polonais de 1934 a vicié la valeur de l'alliance polonaise pour la France, et mena à l'alliance franco-soviétique de juin 1935, irritant Varsovie comme Berlin⁸⁰³ ». Sur la relation germano-soviétique enfin, en dépit d'une aversion idéologique réaffirmée, Allemands et Soviétiques réalisent pleinement la réalité, si ce n'est la gravité de leur dépendance économique mutuelle.

⁸⁰¹ La crise provoque a des répercussions graves sur la politique baltique, en particulier en Estonie et Lettonie. Les deux États basculent dans l'autoritarisme en 1934. Voir *supra*, chapitre III.

⁸⁰² « Bulletin du jour – La démission du cabinet MacDonald », *Le Temps*, n°25567, Paris, 25.08.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248476g>>, [Consulté le 07.09.2020].

⁸⁰³ « The German-Polish agreement in 1934 vitiated the value of the Polish alliance for France and led to the Franco-Soviet Alliance of June 1935, irritating both Warsaw and Berlin ». HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.86.

Troisième partie : le retour de la *Realpolitik*

Chapitre VI – L'échec du multilatéralisme

Introduction de chapitre

La dernière partie des années 1930 est marquée par un retour général aux pratiques de la *Realpolitik* (sauf pour la Grande-Bretagne qui garde toujours ses distances avec la politique orientale). Dans ce chapitre, nous tenterons d'expliquer en quoi la France, qui renoue avec son mode opératoire pré-locarnien basé sur les réseaux d'alliances, échoue une fois de plus à établir un système de sécurité en Europe orientale. Nous verrons pourquoi les défenseurs du *statu quo* désormais représentés par Paris, Moscou et Prague, ne parviennent pas à conjuguer leurs efforts contre les révisionnistes. Enfin, nous tenterons d'analyser le niveau d'efficacité des différents types d'initiatives géopolitiques concernant la Baltique et l'Europe du Nord-Est du début de notre période à la fin des années 1930 (1939-1940 exclus).

1. Le retour des réalités profondes

a. Les rapports de force

Avant tout, il est nécessaire de rappeler que les tendances générales que nous traçons ne valent pas pour le Royaume-Uni. En effet, alors que les principaux acteurs du jeu baltique renouent avec la *Realpolitik*, les théoriciens de l'*appeasement* sont de plus en plus dominants à Londres. Convaincus que le tournant récent des relations européennes ne peut mener qu'à une prochaine guerre, ces derniers sont convaincus que seule une politique britannique de conciliation avec l'Allemagne peut prévenir le continent de sombrer dans une nouvelle catastrophe. Le *Irish Times* publie à ce sujet un des articles les plus radicaux. Le retour des anciennes pratiques géopolitiques est naturellement perçu comme très dangereux, en particulier de la part de la France, principal problème de l'Europe. En effet, « avec ses rêves d'Empire et son complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne⁸⁰⁴ », Paris menace le continent, ou de son hégémonie, ou d'un nouvel embrasement. La solution de la paix européenne est simple : il faut que la Grande-Bretagne sauve l'Allemagne de l'impérialisme français, avant que Moscou ne s'en charge⁸⁰⁵. En effet, si l'Union soviétique parvenait à s'allier avec l'Allemagne, elle menacerait le monde. Une sympathie rapide et franche de la part de Londres envers Berlin s'avère donc être la seule éventualité capable de « tout sauver, et ce, dans l'intérêt de tous les pays, y compris de la France⁸⁰⁶ ».

Concernant les autres acteurs du jeu baltique, si l'Allemagne et l'URSS n'ont jamais abandonné la *Realpolitik*, la conséquence directe de la faillite du système wilsonien pour les puissances occidentales n'est autre qu'un certain retour aux anciennes notions de la géopolitique, avec en première position celle des rapports de force. Cette évolution se remarque clairement dans l'opinion publique lettone vers le deuxième tiers des années

⁸⁰⁴ « with her dreams of empire and her inferiority complex where Germany is concerned ».
« The Power of France », *The Irish Times*, Dublin, 30.12.1931, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/521745161/75A83060C6334944PQ/2?accountid=14563>>, [Consulté 04.09.2020].

⁸⁰⁵ *Ibid.*

⁸⁰⁶ « Quick sympathy with Germany can save everything, and is in the interests of all the countries, including France ».
Ibid.

1930⁸⁰⁷, mais la capacité des petits États à exploiter les rapports de force est inférieure à celle des grandes puissances. Plus naturelle en France qu’au Royaume-Uni, cette évolution est déjà sensible au début des années 1930⁸⁰⁸. Rompant avec l’approche briandiste, ou plutôt renouant avec sa fermeté pré-locarnienne, le Quai d’Orsay n’hésite pas à faire usage de la puissance dans l’exercice de sa politique. Il est possible, à ce propos, de revenir sur le déroulement de la crise diplomatique autour de l’union douanière austro-allemande. En effet, le parti grand-allemand d’Autriche (*großdeutsch*) envisage le développement des liens voire le rattachement à Berlin, une tendance dont l’existence remonte au XIXe siècle. Or après le traité de Versailles et la dissolution de l’Empire habsbourgeois, l’Autriche apparaît de plus en plus comme une anomalie dans l’unité allemande. Après quelques rencontres en 1930, le ministre de la justice autrichien M. Schuerff évoque un projet d’accord commercial avec l’Allemagne en mars 1931⁸⁰⁹. La réaction française est immédiate et intransigeante. La presse ne manque pas de décrier le projet, le qualifiant d’« *Anschluss* douanier⁸¹⁰ ». D’après un article du journal *Le Temps* du 22 mars 1931, les manœuvres austro-allemandes n’ont qu’un objet politique, car le rapprochement économique est assez peu intéressant en soi⁸¹¹.

L’industrie allemande [...] ne tient pas à devoir partager avec l’industrie autrichienne et à devoir faire les frais de l’aide à assurer à celle-ci. Les négociations en vue d’un accord commercial entre Vienne et Berlin ont été plus laborieuses qu’avec n’importe quel autre gouvernement [...] ⁸¹²

Bien que la France se soit toujours prononcée contre le rapprochement austro-allemand, note l’auteur de l’article, ce que l’on nous présente comme un accord commercial ressemble fort à une union douanière⁸¹³. Évidemment, *Le Temps* ne manque pas de rappeler que l’unification allemande s’est effectuée au XIXe siècle à partir d’une union douanière (*Zollverein*)⁸¹⁴. Pour

⁸⁰⁷ « Что грядущий годъ намъ готовить ? [Que nous prépare l’année prochaine ?] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1934n001|article:DIVL1|issueType:P>>, [Consulté le 13.09.2020].

⁸⁰⁸ Reprenant ses efforts diplomatiques de bloc en Europe orientale, la France parvient à ne pas complètement subir le retournement de la Pologne. Voir *supra*, chapitre V.

⁸⁰⁹ « Nouvelles de l’étranger – Pour l’« *Anschluss* économique », *Le Temps*, n°25411, Paris, 21.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248264r>>, [Consulté le 07.09.2020].

⁸¹⁰ *Anschluss* signifie jonction ou annexion.

⁸¹¹ Les économiques allemande et autrichienne ne sont pas complémentaires.

⁸¹² « Bulletin du jour – L’Allemagne et l’Autriche », *Le Temps*, n°25412, Paris, 22.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2482654>>, [Consulté le 07.09.2020].

⁸¹³ *Ibid.*

⁸¹⁴ « Bulletin du jour – L’accord économique austro-allemand », *Le Temps*, n°25413, Paris, 23.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248267w>>, [Consulté le 07.09.2020].

L'Europe nouvelle, nul doute que le rapprochement progressif est destiné à faire accepter l'*Anschluss* à la majorité de la population autrichienne⁸¹⁵.

Il n'est pas possible que l'on ne comprenne pas l'inopportunité d'une telle initiative, même si elle devait être entreprise dans la meilleure intention. S'il s'agit d'un effort loyal, pourquoi des négociations conduites en grand mystère ? Pourquoi vouloir mettre les puissances devant un fait accompli ?⁸¹⁶

Percevant cet accord comme l'amorce d'une pente glissante alors qu'elle vient d'évacuer la Rhénanie, la France souhaite donner une réponse ferme. Or il ne fait aucun doute que les juristes allemands et autrichiens soient en mesure d'argumenter en faveur du projet d'union douanière. En effet, son interdiction par l'intermédiaire du Traité de Versailles n'est pas des plus évidentes⁸¹⁷. Après la sollicitation de la Petite Entente et la SDN, puis le report de la question à la cour permanente de justice internationale de la Haye⁸¹⁸, le projet est finalement enterré par la pression exercée par la France seule. En effet, la crise ravage l'Europe à la fin du printemps 1931. La *Kredit Anstalt*, principale banque autrichienne, fait faillite le 12 mai. Le cabinet est dissout le 16 juin, tandis que l'Allemagne, atteinte à son tour, ferme ses banques et réclame un moratoire pour les réparations⁸¹⁹. Le Royaume-Uni, créancier de l'Allemagne, en subit les répercussions à l'heure de la crise politique et de la destruction du gouvernement MacDonald⁸²⁰. Vienne fait appel à la SDN le 7 août pour obtenir une aide pour ses difficultés financières. La France étant alors la seule grande puissance relativement épargnée par la crise, « cela équivalait à faire appel à la France⁸²¹ ». En vertu d'un excellent rapport de force, Paul-Boncour et Basdevant défendent le parti français sans opposition à la Cour permanente de la Haye : Curtius et Schober consentent à renoncer à leur projet pour obtenir l'aide immédiate relative à la crise⁸²².

⁸¹⁵ WEISS (L.), « Mittel-Europa », *L'Europe nouvelle*, n°685, Paris, 28.03.1931, pp.406-408, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/28-mars-1931/1785/3307835/9>>, [Consulté le 22.01.2021].

⁸¹⁶ « Bulletin du jour – L'accord économique austro-allemand », *Le Temps*, n°25413, Paris, 23.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248267w>>, [Consulté le 07.09.2020].

⁸¹⁷ « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières fixées par le présent traité, passé entre cet État et les principales puissances alliées et associées ; elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations ». *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.80, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles4.htm>> [Consulté le 09.09.2020].

⁸¹⁸ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, p.139.

⁸¹⁹ *Ibid.*

⁸²⁰ « Bulletin du jour – La démission du cabinet MacDonald », *Le Temps*, n°25567, Paris, 25.08.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248476g>>, [Consulté le 07.09.2020].

⁸²¹ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.139.

⁸²² « Bulletin du jour – La renonciation à l'union douanière austro-allemande », *Le Temps*, n°25577, Paris, 04.09.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2484876>>, [Consulté le 08.09.2020].

Si la France des années 1930 repense sa politique extérieure au travers du prisme des rapports de force, il en va de même pour les autres grandes puissances (sauf pour le Royaume-Uni). Si on exclut l'exploitation de sa domination économique et culturelle pour s'implanter dans la Baltique au détriment de Londres, l'Allemagne, qui rappelons-le, n'a jamais abandonné la *Realpolitik*⁸²³, ne fait initialement pas usage des rapports de force car ceux-ci ne vont que rarement en sa faveur au cours des années 1920. Au cours des années 1930 cependant, en particulier après le repositionnement géopolitique de la Pologne⁸²⁴, la diplomatie nazie prend sans aucun doute un tournant beaucoup plus agressif. Après tout, le rapprochement entre Berlin et Varsovie lui-même est dû aux prémices du réarmement allemand et à sa politique pangermaniste en Europe de l'Est, poussant la Pologne à chercher un moratoire pour sa sécurité. L'usage de la pression et du rapport de force atteint son paroxysme après la remilitarisation de la Rhénanie, avec notamment les ultimatums envoyés à la Tchécoslovaquie (1938) et à la Lituanie (1939). Réalisant de nouveau le besoin pressant d'augmenter leur poids dans la balance des rapports de force, les États baltes œuvrent pour la réalisation de l'Entente baltique avec plus ou moins de succès⁸²⁵. Quant à la Pologne, profitant de son ascendant parmi les États d'Europe de l'Est et de sa trêve temporaire avec l'Allemagne, elle décide d'adopter cette même diplomatie agressive. Varsovie adresse des ultimatums à Prague 1938 et à Kaunas 1938.

⁸²³ Les motivations profondes de l'Allemagne ainsi que sa façon d'aborder les questions géopolitiques en témoignent depuis le début de notre période. Voir la seconde partie du chapitre I (l'*Ostpolitik* de Weimar).

⁸²⁴ Voir *supra*, chapitre V.

⁸²⁵ *Ibid.*

b. Le projet Barthou

Face à l'inutilité du protocole Litvinov, à l'échec du projet européen de Briand et à celui du « pacte à quatre » d'inspiration italienne, Paris cherche toujours un moyen de pérenniser l'équilibre précaire du *statu quo* oriental. En début d'année 1934, le Kremlin propose à l'Allemagne de garantir l'inviolabilité des États baltes. Le refus de Berlin ne manque pas de détériorer son image, mais aucun progrès n'est acquis sur le plan de la sécurité⁸²⁶. C'est alors que Louis Barthou, ministre des Affaires Étrangères français en 1934, élabore un pacte de sécurité collective destiné à garantir l'Europe de l'Est. Le pacte est composé de trois traités⁸²⁷. Le premier, appelé « pacte oriental » est un traité de garantie réciproque et d'assistance mutuelle entre URSS, pays baltes, Pologne, Tchécoslovaquie et Allemagne. Cependant, plutôt que d'engager mutuellement toutes les parties, il ne lie que les États frontaliers entre eux⁸²⁸. Le deuxième traité comprend une alliance franco-soviétique⁸²⁹, l'adhésion de l'URSS au pacte de Locarno, et l'adhésion de la France au pacte oriental. Le troisième traité prévoit l'adhésion de l'URSS à la SDN⁸³⁰. Attardons-nous quelques instants sur ce pacte qui sans aucun doute représente un intérêt supérieur aux tentatives qui le précèdent. Prenant en compte les réalités géopolitiques est-européennes, le projet Barthou parvient subtilement à proposer un pacte de sécurité réaliste utilisant les rapports de force entre les États visés pour garantir sa propre cohérence et viabilité.

Le fait que le pacte oriental implique des garanties et alliances défensives de proche en proche entre les divers États impliqués est une véritable marque de réalisme politique dont sont dépourvus tous les autres projets de sécurité dits « Locarno oriental ». Nous tenterons d'en mettre en lumière les deux principales implications. Premièrement, ainsi que le remarque Sophie Vilks, cela permet de ne pas faire s'engager mutuellement Berlin et Moscou de manière directe, mais de placer quand même la Pologne sous la protection des deux

⁸²⁶ « Французская печать объ отказѣ Германіи гарантировать независимость балтійскихъ государствъ [La presse française à propos du refus de l'Allemagne de garantir l'indépendance des États baltes] », *Сегодня*, n°118, Riga, 29.04.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1934n118|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 18.09.2020].

⁸²⁷ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.171.

⁸²⁸ Par exemple, en cas d'invasion de la Lettonie, seuls les États frontaliers de la Lettonie seraient appelés à lui venir en aide, et non l'intégralité des membres du pacte oriental.

⁸²⁹ Le début des années 1930 voit s'effectuer un chassé-croisé entre les alliances prévalant lors de la décennie précédente. La France interrompt la coopération germano-soviétique tandis que l'Allemagne retourne l'alliance franco-polonaise. Voir le chapitre V.

⁸³⁰ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.171.

parties⁸³¹. Autrement dit, l'agencement des puissances soviétique et allemande dans le pacte permet pour la sécurité de l'Europe de l'Est, l'ajout d'une garantie géostratégique à la garantie juridique du traité. En outre, l'adhésion de Paris au pacte oriental fait entrer en jeu la France dans la somme des forces impliquées. Enfin, l'alliance franco-soviétique rend possible une réaction décisive en cas de défection de la part de Berlin. Le projet est reçu favorablement en Grande-Bretagne, mais aussi dans les pays baltes⁸³². Lettonie et Estonie réalisent pleinement que Paris et Moscou cherchent à neutraliser l'Allemagne, mais le corollaire de cette orientation revient à sécuriser la Baltique⁸³³. Selon Maxime Ganfman, la diplomatie de Moscou témoigne de son incapacité à nuire directement aux pays baltes, bien que ses prétentions à long terme, tout comme le programme du Komintern ne laissent planer aucun doute sur le danger rouge⁸³⁴. Le projet Barthou représente donc la meilleure occasion de s'en prémunir, tout en opposant également une barrière aux vues pangermanistes de Berlin ressenties comme plus pressantes. Tallinn et Riga donnent ainsi leur avis favorable en commun le 29 juillet 1934⁸³⁵. Kaunas réagit dans le même sens deux semaines plus tard⁸³⁶. Londres donne également un avis favorable dès le 10 juillet⁸³⁷, sans oublier évidemment l'URSS, enthousiaste du projet depuis sa première évocation à Genève le 18 mai⁸³⁸. Selon Sophie Vilks, Litvinov voit dans le projet Barthou le meilleur rempart possible contre le *Drang Nach Osten*⁸³⁹. Naturellement, Berlin y est opposée, quand bien même un nouveau refus de sa part serait mal vu en Europe. Néanmoins, le système de Barthou est conçu de telle manière que la sécurité de l'Europe de l'Est est garantie vis-à-vis de l'Allemagne, indépendamment de son choix d'adhérer ou non au pacte.

⁸³¹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée : La Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012, p.146.

⁸³² « Франція стремится окружить Германию цепью отъ Балтійскаго побережья до Дуная [La France cherche à enchaîner l'Allemagne du Danube aux rives de la Baltique] », *Сегодня*, n°104, Riga, 14.04.1935, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1935n104|article:DIVL24|issueType:P>>, [Consulté le 22.04.2020].

⁸³³ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.147.

⁸³⁴ ГАНФМАНЪ (М.), « “Гарантийный” договоръ и починъ Латвіи [Le pacte de “garantie” et la soumission de la Lettonie] », *Сегодня*, n°118, Riga, 29.04.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1934n118|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 18.09.2020].

⁸³⁵ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.148.

⁸³⁶ *Ibid.*

⁸³⁷ MASSIP (J.), « Le voyage de M. Barthou et l'opinion anglaise », *L'Europe Nouvelle*, n°858, Paris, 21.07.1934, p.732-733, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/21-juillet-1934/1785/3308257/12>>, [Consulté le 09.02.2021].

⁸³⁸ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.170.

⁸³⁹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.149.

En effet, cela nous amène à la seconde force du projet. Le caractère progressif des alliances défensives apporte une subtilité notable : contrairement aux pactes classiques de type Briand ou Litvinov, un État adhérent ne renonce pas illusoirement à son pouvoir de nuisance, mais garantit par son implication une entrave au pouvoir de nuisance des autres États. Pour faire simple, que l'Allemagne entre ou non dans le projet, le révisionnisme à l'Est lui est interdit car une attaque de sa part reviendrait à entrer en guerre contre la France et l'URSS dans tous les cas. En réalité, ce qui se joue avec l'adhésion de l'Allemagne, c'est la sécurité de l'Europe de l'Est vis-à-vis de l'impérialisme soviétique, et non du sien. Autrement dit, le pacte est fait de manière à ce que les États adhérent non pour se contrôler, mais pour contrôler les autres. Malgré les réticences initiales, il apparaît donc clair que Berlin n'a pas vraiment intérêt à refuser le projet. Toutefois, en dépit de toutes ses qualités, le pacte oriental est un échec quasi-total. Le seul acquis de Louis Barthou est l'entrée de l'URSS à la SDN⁸⁴⁰.

Certes, le projet Barthou fait face à une terrible faille, bien qu'il s'agisse en réalité d'une faille extrinsèque. S'il aurait probablement pu être conclu au début des années 1930, il arrive manifestement trop tard, et c'est là que réside le problème. En effet, en 1934, c'est la Pologne qui fournit un soutien à Hitler contre la réalisation du projet. Pour rappel, Varsovie, déçue par Locarno, desserre ses liens avec Paris au début des années 1930 pour obtenir des gages de sécurité à l'Est et à l'Ouest. Cependant, nous l'avons développé dans un chapitre précédent, la Wilhelmstrasse parvient à récupérer la Pologne, lui faisant miroiter une alliance temporaire favorable à son développement régional. Or le pacte germano-polonais de janvier 1934, clef de voûte de cette nouvelle orientation, marque le point de non-retour au-delà duquel Varsovie ne trouve plus d'intérêt dans les projets français. En effet, le projet Barthou place encore l'inviolabilité de la Pologne au cœur du processus de sécurité orientale, alors même que celle-ci n'est plus favorable au *statu quo*, mais au révisionnisme. Les conditions qu'elle exige en témoignent. Varsovie déclare ne vouloir entrer dans le pacte oriental qu'à condition d'en exclure la Lituanie et la Tchécoslovaquie, et en refusant l'accès militaire soviétique sur son territoire⁸⁴¹. En fin de compte, c'est la collusion germano-polonaise qui fait voler en éclat la supposée alliance entre Paris et Varsovie. Le refus du pacte de la Pologne

⁸⁴⁰ PERNOT (M.), « Du nouveau à l'Est », *L'Europe Nouvelle*, n°867, Paris, 22.09.1934, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/22-septembre-1934/1785/3308219/3>>, [Consulté le 08.02.2021].

⁸⁴¹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.148.

aux côtés de l'Allemagne est le véritable facteur poussant le projet à l'impasse. La mort de Louis Barthou lors d'un attentat terroriste croate⁸⁴² enterre définitivement le projet.

D'après Jean Baptiste Duroselle, Louis Barthou est convaincu de l'intérêt d'une alliance franco-soviétique, en dépit de ses positions anticommunistes⁸⁴³. Il ne nourrit aucune illusion sur le gouvernement britannique, et estime que les seules puissances fiables pour intervenir contre l'Allemagne sont l'Italie et l'URSS. En outre, Barthou reste dubitatif quant aux capacités militaires de l'Italie, ce qui explique éventuellement pourquoi Rome comme Londres sont absentes de son système de sécurité. À sa mort, son successeur à la tête du Quai d'Orsay, Pierre Laval, est conscient que l'impasse polonaise est inextricable et que le projet doit être redéfini⁸⁴⁴. Laval entreprend donc de rediriger l'effort diplomatique dans le sens d'un traité d'assistance mutuelle franco-soviétique (auquel se rattache la Tchécoslovaquie) signé le 2 mai 1935. Hélas, ce traité n'est pas une véritable alliance défensive, car il est inféodé à la SDN et à Locarno⁸⁴⁵. Autrement dit, dans le cas d'une agression allemande, Paris et Moscou ne sauraient se porter assistance qu'avec l'accord de Londres et Rome, et uniquement par la mise en place des sanctions que le Conseil de la SDN consentirait alors à mettre en œuvre. Les États baltes, intéressés par le projet Barthou, restent neutres vis-à-vis de la version définitive réalisée sous Laval⁸⁴⁶.

En fin de compte, il apparaît une fois de plus en 1935, après l'échec du projet Barthou, que les grandes puissances aboutissent encore à des mesures de précautions limitées, juridiquement complexes, et incapables de garantir le statu quo dans l'espace critique baltique et est-européen.

⁸⁴² Louis Barthou meurt d'une balle perdue le 9 octobre 1934 lors de l'assassinat à Marseille du roi Alexandre Karageorgevitch de Yougoslavie. Le tueur est en réalité un nationaliste bulgare, mais l'attentat est effectivement commandité par le mouvement nationaliste croate Oustacha.

DOMINOIS (F.), « La Croatie et l'attentat de Marseille », *L'Europe Nouvelle*, n°870, Paris, 13.10.1934, pp.1017-1018, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/13-octobre-1934/1785/3308207/9>>, [Consulté le 09.02.2021].

⁸⁴³ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.171.

⁸⁴⁴ « Вокруг Восточного пакта [Autour du pacte oriental] », *Голосъ Народа – Вѣстникъ Русской Народной Мысли*, n°42, Riga, 03.03.1935, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppjissue:/gona1933n042|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 09.02.2021].

⁸⁴⁵ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.180.

⁸⁴⁶ « Балтійскія госуларства и Восточный пактъ [Les États baltes et le pacte oriental] », *Голосъ Народа – Вѣстникъ Русской Народной Мысли*, n°43, Riga, 10.03.1935, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppjissue:/gona1933n043|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 09.02.2021].

c. Réputation et fiabilité entre les grandes puissances

Le traité d'assistance mutuelle franco-soviétique réalisé en 1935 est une piètre consolation de l'échec de la diplomatie de Barthou. Quant au pacte soviéto-tchécoslovaque signé le 16 mai 1935, son application est sujette à l'intervention française⁸⁴⁷. En clair, Moscou ne s'engage à protéger la Tchécoslovaquie que dans le cas où la France intervient pour sa défense, alors que la France elle-même ne le prévoit qu'avec le soutien de Londres. De plus, l'assistance mutuelle franco-soviétique, ainsi que nous l'avons vu plus haut, est elle aussi conditionnée par le comportement de puissances tierces. En amont de cet enchevêtrement d'engagements et de responsabilités semble donc trôner le Royaume-Uni, dont les réticences à l'intervention sont notoires. Néanmoins, bien que liées par des traités imparfaits, Paris, Prague et Moscou forment en 1935 un « camp », un groupement géopolitique rassemblé autour de la volonté de contenir l'Allemagne, et de protéger le *statu quo* dans la Baltique et en Europe centrale. Ensemble, les trois puissances peuvent prétendre à une importance de premier rang en termes de rapports de force, ainsi peut-on espérer des liens trilatéraux plus solides entre Paris, Prague et Moscou, entendons une véritable alliance militaire indépendante.

Pourtant, et contre toute attente, non seulement Paris et Moscou ne renforcent pas leurs liens, mais voient le développement de l'Allemagne échapper à leur contrôle. Dans la seconde moitié des années 1930, la France cesse progressivement d'être un acteur majeur en Europe orientale. En 1938, la Tchécoslovaquie est abandonnée à Hitler, scellant la fin de la coopération franco-russe. En réalité, les relations entre Paris et Moscou ne sont pas approfondies en raison d'une profonde défiance entre les parties. Nous tenterons d'expliquer que cette défiance est alimentée par des doutes croissants sur la fiabilité de la France sur le plan géostratégique, ainsi qu'un manque de crédibilité de la part de l'Armée Rouge.

Héritière d'une réputation militaire pluriséculaire et grand vainqueur de la Première Guerre mondiale, la France jouit en 1919 d'une aura unique. Capitalisant sur cette image qu'elle estime pleinement méritée par le sacrifice du peuple, la diplomatie française parvient à fédérer les États autour d'elle en se présentant comme le principal rempart contre le révisionnisme. Cependant, lors du dernier quart de l'Entre-deux-guerres, la situation bascule du tout au tout. Un premier coup est porté au prestige français le 7 mars 1936 avec la

⁸⁴⁷ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.181.

remilitarisation allemande de la Rhénanie⁸⁴⁸. Constituant une violation de Locarno et de Versailles, une telle action représente un parfait *casus belli* contre Berlin. Pourtant, aucune des puissances locarniennes ne réagit fermement, décrédibilisant une fois de plus le nouvel ordre européen, mais aussi et surtout la France. En réalité, si Hitler n'est pas en mesure de résister aux puissances locarniennes, il est conscient que l'application de sanctions contre lui est hautement improbable. Pour aller vite, Paris, Rome et Londres sont dans une situation délicate et ne peuvent pas apporter de réponse forte dans l'immédiat car l'infraction allemande survient habilement dans un contexte particulier. En effet, le gouvernement nazi condamne en 1935 le traité d'assistance mutuelle franco-soviétique sous prétexte que celui-ci serait contraire aux accords de Locarno. Évidemment, ce n'est pas le cas⁸⁴⁹, mais dans la pratique, c'est la justification utilisée par Berlin pour enfreindre le Pacte rhénan.

Les puissances locarniennes ne sont pas disposées à entrer en guerre pour si peu (déploiement de troupes en Rhénanie). Pourtant, une telle action fait voler en éclats le système de sécurité tout entier, posant en urgence un problème de taille. Du côté français, l'enjeu est pleinement réalisé⁸⁵⁰. Cependant, toute action commune avec l'Italie est impossible tant que le contentieux autour de l'invasion de l'Éthiopie n'est pas tassé⁸⁵¹. Enfin, le Royaume-Uni reste encore et toujours dépendant d'une opinion publique ne partageant pas les vues de la politique française⁸⁵². Bien qu'une part croissante de voix s'élèvent contre la position trop complaisante de Londres envers Berlin⁸⁵³, l'opinion majoritaire reste encore

⁸⁴⁸ « Le pacte de Locarno est dénoncé par le Reich – Entrée de troupes allemandes dans la zone rhénane démilitarisée », *Le Temps*, n°27214, Paris, 08.03.1936, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2627809>>, [Consulté le 26.05.2020].

⁸⁴⁹ « Letters to the Editor – Britain and the Franco-Soviet Pact – The Principal Reasons for Uneasiness », *The Manchester Guardian*, Manchester, 29.12.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484112031/citation/5D5F20C4A40A45C0PQ/1>>, [Consulté le 24.05.2020].

⁸⁵⁰ « Bulletin du jour – Le défi allemand », *Le Temps*, n°27215, Paris, 09.03.1936, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k262781p>>, [Consulté le 27.05.2020].

⁸⁵¹ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.188.

⁸⁵² Le journal *Сегодня* fait un petit tour d'horizon de la presse britannique. Il y est globalement exprimé qu'un accord doit être trouvé, mais tout en refusant catégoriquement la perspective d'une intervention coercitive.

« Английская печать призывает Германию дать положительный ответ [La presse anglaise appelle l'Allemagne à donner une réponse positive] », *Сегодня*, n°82, Riga, 22.03.1936, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1936n082|article:DIVL40|issueType:P>>, [Consulté le 15.05.2020].

Le Guardian reçoit des questions inquiètes, on demande si le Royaume-Uni, en vertu de Locarno, devrait entrer en guerre contre l'Allemagne « si la France était assez folle pour attaquer ».

« The Franco-Soviet Pact – Its Bearing on Locarno », *The Manchester Guardian*, Manchester, 16.03.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484018213/citation/A5C3E8DB746C47D9PQ/17>>, [Consulté le 23.05.2020].

⁸⁵³ KAYSER (J.), « Letters to the Editor – The Anglo-German Naval Agreement – A Bad Impression in France », *The Manchester Guardian*, Manchester, 22.06.2021, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/483845380/citation/DE3E9114CD694209PQ/5>>, [Consulté le 04.02.2020].

opposée à un virage plus sévère. Ainsi en 1936, le gouvernement n'est pas encore en mesure d'entreprendre ne serait-ce que des sanctions économiques impopulaires.

À ces difficultés, relatives à la liquidation de l'aventure éthiopienne, s'ajoute une aversion évidente de l'Angleterre à appliquer des sanctions économiques à un pays qui, comme l'Allemagne, a avec la Grande-Bretagne des relations commerciales et financières importantes⁸⁵⁴.

Faute de réaction claire et rapide, les procédures s'enlisent et la réalité de fait de la remilitarisation de la Rhénanie s'impose rapidement. Une fois de plus, la France qui n'attendait pas grand-chose de l'Italie se sent contrecarrée par son allié supposé britannique. Pour le diplomate français Dulong, la Grande-Bretagne témoigne « de son désir évident de ménager l'Allemagne, et de son indifférence à tout ce qui concerne la sécurité collective dans l'Est européen⁸⁵⁵ ». Notons bien sûr, comme cela est souvent rappelé, que la France aurait pu se dresser seule contre l'Allemagne, car l'équilibre des forces militaires le lui permet largement. Difficile cependant, de s'imaginer les conséquences qu'aurait pu avoir un nouvel écrasement de l'Allemagne par la France⁸⁵⁶. Quoiqu'il en soit, par son inaction, Paris voit sa réputation ébranlée auprès de tous les États qui voyaient en elle une garantie contre l'impérialisme allemand. À la lumière de cet événement, les pays baltes mesurent la fragilité de la paix et la gravité de leur isolement. Revoyant la fiabilité de l'Occident à la baisse, Munters fait aveu d'une perte de confiance envers la SDN, et d'une nécessité pour Riga de conclure un pacte avec Varsovie ou Moscou⁸⁵⁷. Du côté lituanien, les échos sont similaires :

Le gouvernement de Kaunas qui entretient les meilleurs rapports avec l'U.R.S.S. a témoigné d'autant plus d'empressement à accepter l'invitation adressée par le chef d'État-major soviétique au chef d'État-major lithuanien que, d'après ce qu'on l'avait rapporté ici confidentiellement, le gouvernement estonien aurait, contre toute attente, répondu aussitôt favorablement à la proposition des Soviets, sans même consulter le gouvernement letton auquel le lie cependant une alliance militaire⁸⁵⁸.

⁸⁵⁴ « Les suites de la violation par l'Allemagne du pacte de Locarno », *Le Temps*, n°27221, Paris, 15.03.1936, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k262787z>>, [Consulté le 24.05.2020].

⁸⁵⁵ DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Dépêche diplomatique de M. Dulong Ministre de France à Kaunas, à M. Flandin ministre des Affaires Étrangères, Kaunas, 07.05.1936, n°181, D n°61, pp.275-277.

⁸⁵⁶ Si la France avait usé de la force pour calmer Berlin, il est probable que la collusion germano-polonaise aurait pris fin, et globalement, que le réseau français prenne l'ascendant en Europe centrale et orientale. Face à une telle perspective, les craintes britanniques d'hégémonie française auraient probablement été ravivées. Nous ne sommes pas adeptes de l'uchronie, mais de toute évidence, il est probable que la France ait eu des scrupules à faire une nouvelle démonstration de force.

⁸⁵⁷ DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Télégramme de M. Tripier Ministre de France à Riga, à M. Flandin ministre des Affaires Étrangères, Riga, 21.04.1936, n°169, T n°43 (confidentiel), pp.169-170.

⁸⁵⁸ DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1939, Dépêche diplomatique de M. Dulong Ministre de France à Kaunas, à M. Flandin ministre des Affaires Étrangères, Kaunas, 07.05.1936, n°181, D n°61, pp.275-277.

En un mot, le principal atout de la France, sa crédibilité, est sapé en un seul évènement. Au même titre que le Royaume-Uni ou l'URSS, elle devient une puissance dont l'Europe doute de l'engagement. Face à ce revers, la diplomatie française fait dès lors face à une opinion publique pessimiste, poussant à adhérer progressivement à la doctrine britannique de l'*appeasement*.

Plus les fruits de la victoire s'avéraient amers, plus la France était déterminée à embrasser son unique trésor, son peuple : en réalité, il n'y avait plus rien digne de son sacrifice. [...] Et dans l'absence d'un objectif commun et manifeste unissant la nation, les divisions sociales, qui durant les cent-cinquante dernières années avaient entraîné maintes fois la guerre civile, se sont accentuées, inhibant d'autant plus toute action nationale⁸⁵⁹.

L'opinion publique, élément de pression fondamental dans un régime parlementaire et électoral, pousse le gouvernement à de nouvelles défections, notamment après l'*Anschluss*. Minée par la succession de ses manquements depuis la Rhénanie, le prestige de la France est ruiné après Munich en 1938, réduisant à néant son influence en Europe de l'Est.

Progressivement, et malgré des efforts pour s'allier à l'Ouest jusqu'en 1939⁸⁶⁰, l'URSS nourrit des doutes sur le bien-fondé d'une alliance avec la France, dont la fiabilité semble de plus en plus douteuse. Une véritable alliance aurait toutefois pu être conclue avant Munich si les méfiances n'étaient pas à double sens. Certes, certaines personnalités telles que Barthou et Herriot, mais aussi Pétain, Weygand et Gamelin militent de longue date pour une alliance concrète avec le Kremlin⁸⁶¹. Cependant, ils ne font pas l'unanimité. Beaucoup en France nourrissent des doutes sur l'honnêteté et la fiabilité de Staline, à commencer par Laval⁸⁶². Or ces doutes ne vont qu'en s'amplifiant avec le temps, au fur et à mesure de l'avancée des purges qui nuisent grandement à la crédibilité de l'Armée Rouge. Les ravages sont si profonds et si graves que les Soviétiques ne peuvent les dissimuler aux yeux des militaires baltes invités en 1936. De retour d'URSS, le chef d'État-major estonien Nikolai Reek est sûr de la qualité de ses hommes et de la médiocrité des rouges. Lors d'un entretien avec un militaire français, il assure que « quatre divisions estoniennes tiendraient tête à douze de

⁸⁵⁹ « The more the fruits of victory proved illusory the stronger grew in France the determination to husband that unique treasure, her human material: truly there was nothing worth its sacrifice. [...] And in the absence of a patent common purpose uniting the nation, social divisions which in the preceding one hundred and fifty years had repeatedly resulted in civil war, became accentuated, inhibiting still further national action ».

HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.63.

⁸⁶⁰ Voir *infra*, chapitre VII.

⁸⁶¹ DUROSELLE (J.-B.), *Histoire des relations... op.cit.*, p.170.

⁸⁶² *Ibid.*, p.180.

l'armée rouge⁸⁶³ ». Selon lui, les purges ont rendu l'armée faible. Les nouveaux commandants sont mal assurés, n'osent pas parler, se sentent surveillés, or « pas de chefs sans liberté d'esprit⁸⁶⁴ ». Il faudrait des années avant que l'Armée Rouge ne devienne efficace⁸⁶⁵. Le déroulement de la guerre soviéto-finlandaise de 1939 (sans rien retirer au mérite de la défense finnoise) abonde dans le sens d'une telle analyse.

Reposant en partie sur le bluff, la remilitarisation de la Rhénanie n'en est pas moins un coup de force de la part de Berlin. Un coup porté au bon moment, capable de chambouler les esprits européens et de porter le discrédit sur la France. Face à des alliés hésitants, l'opinion française craint de courir seule aux devants d'un nouveau sacrifice, auquel elle se refuse, laissant la fermeté de la politique allemande sans répondant. Du côté soviétique, les purges retirent au corps militaire sa crédibilité, son pouvoir de dissuasion, principal facteur utile de l'armée en tant de paix. Ne parvenant plus à se montrer fiables et crédibles aux yeux des autres, Paris et Moscou n'inspirent plus confiance à la fin de l'Entre-deux-guerres, prévenant tout engagement dans une alliance, y compris entre eux-mêmes.

⁸⁶³ DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Dépêche diplomatique du Commandant Abraham attaché militaire de France par intérim à Riga, à M. Daladier ministre de la Défense nationale et de la Guerre, Riga, 14.07.1936, n°447, D n°3868, (secrète), pp.683-685.

⁸⁶⁴ *Ibid.*

⁸⁶⁵ *Ibid.*

2. Multilatéralisme et bilatéralisme

a. Les diverses approches de la diplomatie multilatérale

À la lumière de tout ce qui a été abordé jusqu'à présent, il est possible d'identifier trois types d'initiatives politiques destinées à garantir le *statu quo*. Il y a d'une part les projets de sécurité, au sein desquels nous voyons deux catégories, et il y a d'autre part les formations d'alliances multilatérales. Face à la montée constante et progressive de la tension internationale, l'ensemble des stratégies sont mises en œuvre, testées, éprouvées, le plus souvent sous différentes formes. À la fin de ce grand terrain d'expérimentation que constitue l'Entre-deux-guerres, des conclusions peuvent être tirées sur les fruits des différentes tentatives de constructions diplomatiques au service de la paix.

Parmi les projets de sécurité, la première catégorie est celle du système wilsonien, bien illustrée dans le projet Briand-Kellogg et son application anticipée, le protocole Litvinov, ou encore le traité de Versailles lui-même. Ancrés dans la nouvelle idéologie, ces traités et pactes rompent avec les pratiques d'avant-guerre, et substituent des précautions juridiques à la sécurité géopolitique⁸⁶⁶. Mis en avant par les grandes puissances occidentales, ce système est adossé à l'arbitrage international. La Conférence des ambassadeurs par exemple, est supposée régler les litiges et contentieux internationaux à tête reposée pour éviter qu'ils n'entraînent des conflits. Si l'arbitrage de la Conférence sur le problème vilnois paraît particulièrement maladroit et partial, on ne saurait lui reprocher de n'avoir su dénouer avec justesse un problème proprement insoluble. En réalité, le véritable point faible de l'ordre wilsonien n'est pas sa capacité à se légitimer, mais plutôt son recours exclusif au droit international, alors même que celui-ci peine à être coercitif. On peut constater que le pacte Briand-Kellogg est violé sans opposer de résistance en 1938 au travers des divers ultimatums. Pour ce qui est du traité de Versailles, ses divers points sont enfreints un à un au cours de l'Entre-deux-guerres, de la question des réparations à la démilitarisation de la Rhénanie en passant par les frontières des États. Tout cela, en dépit des quelques maigres mesures théoriques prévues par la SDN en cas de violation du droit⁸⁶⁷. La raison de cette impuissance est que le traité de Versailles condamne l'impérialisme allemand tout en laissant à

⁸⁶⁶ Voir *supra*, chapitre IV.

⁸⁶⁷ *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.16, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles.htm>>, [Consulté le 09.09.2020].

l'Allemagne les moyens permettant de le réaliser⁸⁶⁸. Quant au pacte Briand-Kellogg qui interdit toute violence dans les relations internationales sans prendre de mesure particulière, sa démarche s'apparente à celle d'un vœu pieux. Il apparaît donc clairement que les projets de sécurité de ce type ne sont que des barrières légales, autrement dit, des tigres de papier. Par conséquent, il ne s'agit pas d'une solution sérieuse aux problèmes de sécurité et il est aisé de comprendre pourquoi de tels systèmes sont inutiles.

L'autre catégorie de programmes de sécurité mérite davantage d'attention, bien que leur efficacité ne soit jamais pour autant garantie à cent pour cent. C'est le cas notamment des accords de Locarno et du projet Barthou. Les deux projets sont d'échelle régionale et tendent à apporter des réponses précises à des menaces précises. L'équilibre des forces impliqué est pris en compte pour assurer la viabilité du programme, et dans le cas du projet Barthou, la capacité dissuasive du pacte permet même un effet sur une puissance se refusant à entrer dans les termes de l'accord. Plutôt réalistes et bien construits, les deux projets sont mis en échec par des facteurs échappant à leur conception en tant que telle. Contraints de respecter la scrupuleuse prudence britannique, les signataires de Locarno manquent à comprendre et anticiper les externalités négatives du pacte sur la géopolitique de l'Europe orientale⁸⁶⁹. Pour autant, l'accord, toujours en vigueur au cours des années 1930, y compris après l'échec du plan Barthou, aurait pu s'avérer efficace jusqu'à la remilitarisation de la Rhénanie. En effet, en théorie, selon l'article 4 du Pacte Rhénan, les puissances locarniennes auraient pu entreprendre des mesures fortes pour contraindre l'Allemagne à évacuer la zone démilitarisée⁸⁷⁰. Il apparaît donc que le traité de Locarno en lui-même permet une certaine efficacité pour garantir la sécurité à l'Ouest, du moins tant qu'il est encore en vigueur, c'est-à-dire jusqu'à l'absence de réponse au problème rhénan du 7 mars 1936 qui entérine sa caducité de fait. En réalité, l'atonie des puissances locarniennes de 1936 est elle-même le

⁸⁶⁸ Voir *supra*, chapitre I.

⁸⁶⁹ ПАВЛОВА (М.), «Советско-литовский договор о ненападении 1926 г.: обстоятельства подготовки и ратификации [Le pacte de non-agression soviéto-lituanien de 1926 : circonstances d'élaboration et de ratification]», *Петербургский исторический журнал*, n°2, 2014, pp.153-166, p.154.

⁸⁷⁰ « En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent Traité ou de contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage dès à présent à prêter immédiatement son assistance à la Partie contre laquelle une telle violation ou contravention aura été dirigée dès que ladite Puissance aura pu se rendre compte que cette violation constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison soit du franchissement de la frontière, soit de l'ouverture des hostilités ou du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire. [...] »

Traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, signé à Locarno le 16.10.1925, entré en vigueur le 01.12.1925, art.4, alinéa 3, <<https://www.wdl.org/fr/item/11586/>>, [Consulté le 01.12.2020].

résultat d'un manque total de coopération franco-britannique depuis 1925⁸⁷¹. Ainsi, la principale faille de Locarno est probablement de reposer sur des puissances ayant renoncé à la force⁸⁷².

Quant au projet Barthou, c'est probablement le plan de sécurité le mieux conçu de l'Entre-deux-guerres. Or ici le véritable problème, qui suffit d'ailleurs à avorter le projet, c'est que la France n'arrive pas à remettre en question son pari sur la Pologne de manière rationnelle. En témoigne le texte de Maurice Pernot dans *l'Europe Nouvelle* au lendemain du pacte germano-polonais de 1934 :

Il ne tiendrait qu'à la Pologne de compléter le système baltique et de consolider la paix dans l'Europe du nord-est en réglant avec la Lithuanie un différend que la politique allemande a tant d'intérêt à prolonger. Malheureusement ce n'est point dans cette voie raisonnable que s'est engagé le gouvernement de Varsovie⁸⁷³.

De toute évidence, le regard français majoritaire sur l'Europe de l'Est continue de considérer la Pologne comme la clef de la question balte et est-européenne. Manifestement, misant sur Varsovie depuis 1920, la France semble ne pas vouloir admettre le fait que la Pologne nourrit des ambitions impérialistes incompatibles avec une politique de défense du *statu quo*. En ce sens, une collaboration germano-polonaise circonstancielle et éphémère sur la scène diplomatique paraît naturelle voire inévitable après le refroidissement des relations entre Paris et Varsovie en 1932⁸⁷⁴. Pour fonctionner, le projet Barthou aurait dû être proposé avant 1934. Sinon, la diplomatie française aurait dû accepter de voir moins grand, et surtout de remettre en question la nature de ses liens avec la Pologne qui sape littéralement tous ses plans relatifs à la Baltique⁸⁷⁵, à la Tchécoslovaquie⁸⁷⁶ et à l'URSS⁸⁷⁷.

⁸⁷¹ JACOBSON (J.), « Locarno, Britain, and the Security of Europe », dans Johnson (G.), *Locarno Revisited: European Diplomacy 1929-1929*, Routledge, p.13, <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>>, [Consulté le 29.09.2020].

⁸⁷² L'Italie fasciste ne fait certes pas partie des États « wilsoniens » ayant renoncé à la force, mais c'est cependant le cas de la Grande Bretagne. Quant à la France, force est de constater que malgré son retour à la *Realpolitik*, elle cherche toujours une coopération avec Londres, dont elle refuse de se passer sur la question rhénane.

⁸⁷³ PERNOT (M.), « Du nouveau à l'Est », *L'Europe Nouvelle*, n°867, Paris, 22.09.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/22-septembre-1934/1785/3308219/3>>, [Consulté le 09.03.2021].

⁸⁷⁴ Voir *supra*, chapitre V.

⁸⁷⁵ « Балтийские проблемы. Необходимость Балтийского союза [Les problèmes baltiques. La nécessité d'une alliance baltique] », *Сегодня*, n°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n213/article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

⁸⁷⁶ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.86.

⁸⁷⁷ DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Télégramme de M. Coulondre ambassadeur de France à Moscou, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Moscou, 12.01.1937, n°284, T n°32, p.471.

Différents des grands projets d'arbitrage ou de garantie, les alliances multilatérales sont une autre tentative de réponse aux questions de sécurité. L'Union baltique et la Petite Entente en sont de bons exemples. Initiées par de petites puissances n'étant pas en mesure de proposer et garantir un ordre continental, les alliances régionales ont pour objet de rassembler plusieurs États dans un bloc pour favoriser aussi bien leur développement que leur défense. Cela revient donc à agir directement sur les rapports de force pour dissuader les agressions, non sur le plan légal, mais à cent pour cent sur le plan de la « mécanique » géostratégique. En ce sens, nous pouvons reconnaître dans ces tentatives un certain réalisme politique. Cependant, le principe même d'une alliance régionale pousse à chercher l'union la plus grande, la plus vaste, et *in fine*, la plus potentiellement puissante. Or c'est souvent dans cette perspective que les projets d'alliances régionales se fourvoient. Définis par l'Histoire, la démographie, la géographie, l'économie et les structures politiques⁸⁷⁸, les intérêts d'un État sont rarement et/ou difficilement conciliables avec ceux d'un autre État, en particulier voisin. Par conséquent, plus une alliance est large, plus le facteur d'incompatibilité s'accroît, et ce, de manière exponentielle. Les rédacteurs de *Сегодня* eux-mêmes le réalisent progressivement. C'est plus ou moins ce à quoi ils concluent lors de leur réaction à un article du *Chicago Tribune* en 1930, dans laquelle ils expliquent que les analyses américaines promouvant des alliances immenses en Europe de l'Est relèvent d'une compréhension très superficielle des intérêts et des politiques des États concernés⁸⁷⁹. Pourtant, il est nécessaire de rappeler que les premiers penseurs baltes ne sont à l'origine pas moins naïfs que le journaliste américain de 1930⁸⁸⁰. Le projet baltique en effet, éternel chantier de l'Entre-deux-guerres largement abordé dans ce mémoire, se perd constamment dans des perspectives irréelles.

Chimère polymorphe et évolutive souffrant de ne jamais être mise à plat par peur d'essayer un refus définitif, le projet baltique est toujours mal défini. À la recherche d'une

⁸⁷⁸ Nous faisons ici référence aux « forces profondes » des relations internationales, concept proposé et défini par Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle.

RENOUVIN (P.), DUROSELLE (J.-B.), *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand-Colin, 1991.

⁸⁷⁹ « Американский проект балтийской федераций [Le projet américain de fédération baltique] », *Сегодня*, n°30, Riga, 30.01.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n030|article:DIVL138|issueType:P>>, [Consulté le 26.08.2020].

⁸⁸⁰ On pense notamment aux premiers rêves de Tõnisson sur une grande alliance régionale.

PIIRIMÄE (K.), « Federalism in the Baltic: Interpretations of Self-Determination and Sovereignty in Estonia in the First Half of the Twentieth Century », *East Central Europe*, vol.39, n°2, 2012, pp.237-265, p.253, <<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=30h&AN=82724510&lang=fr&site=ehost-live>>, [Consulté le 21.11.2019].

grande alliance, les promoteurs du projet s'attardent sur l'inclusion d'États perçus à tort comme des « amis », la Finlande par exemple. Le projet initial est donc confronté à cet excès de multilatéralisme, incluant à l'instar du plan Barthou, des éléments qui empêchent son accomplissement. Ensuite, même en évinçant la Finlande et la Lituanie, en dépit des conférences et de leurs résolutions, la supposée Union baltique souffre de l'inefficacité intrinsèque aux accords purement performatifs tels que le pacte Briand-Kellogg. Concernant l'Entente baltique des années 1930, qui écarte Varsovie au profit de Kaunas, le diagnostic reste le même. De fait, les intérêts des trois États ne sont pas assez convergents pour aboutir à une structure qui puisse être prise au sérieux.

b. L'efficacité des initiatives bilatérales

Parallèlement au développement précédent, il est possible de dresser le bilan des fruits du bilatéralisme à la fin de notre période. En réalité, l'Entre-deux-guerres est parsemé d'autant de tentatives bilatérales que multilatérales. En dehors de l'Allemagne qui s'investit essentiellement dans des rapports bilatéraux et de la Grande-Bretagne qui ne consent qu'à certains grands pactes, la plupart des acteurs diplomatiques, qu'il s'agisse des Baltes ou de puissances plus importantes, misent sur les deux tableaux, parfois même simultanément. En revenant sur les divers exemples de l'Entre-deux-guerres, il est possible de constater que ce sont les approches bilatérales qui semblent fonctionner le mieux à tous les coups.

Si nous avons eu tout le loisir d'expliquer en quoi l'Union baltique est un fiasco, nous tenterons de démontrer ici en quoi l'Entente baltique est le résultat d'une erreur de jugement de la part des Baltes. Car en effet, derrière tous les projets baltiques se cache une alliance bilatérale fonctionnelle. L'erreur des Baltes, jusqu'au bout, est de croire à la faisabilité d'une extension de cette alliance à une tierce partie. Le même type d'écueil est à l'origine de l'échec d'intégrer la Pologne à la Petite Entente. En effet, les trois pays baltes partagent trois avis différents sur la géopolitique européenne. Or ces trois avis peuvent être représentés sous la forme d'un *continuum*, la Lettonie ayant des positions intermédiaires entre celles des deux autres sur la plupart des questions⁸⁸¹. Par conséquent, si Riga et Tallinn peuvent s'accorder sur leurs points de convergence, ces dits points de convergence sont précisément incompatibles avec Kaunas. On pense notamment à la question polonaise. Si la Lituanie est théoriquement en guerre avec la Pologne jusqu'à l'ultimatum de 1938, l'Estonie ne cesse jamais de voir en elle un allié, y compris après l'accord germano-polonais. En 1936, Reek et Maasing soutiennent à l'envoyé militaire français à Riga que la Pologne est totalement digne de confiance. On peut la comparer à l'Italie d'avant-guerre, mais le moment venu, elle sera avec nous, disent-ils⁸⁸².

De part son positionnement médian, la Lettonie s'entend avec l'Estonie, mais aussi avec la Lituanie. En réalité, les points de convergence entre Kaunas et Riga auraient pu

⁸⁸¹ Voir *supra*, chapitre III.

⁸⁸² DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Dépêche diplomatique du Commandant Abraham attaché militaire de France par intérim à Riga, à M. Daladier ministre de la Défense nationale et de la Guerre, Riga, 14.07.1936, n°447, D n°3868 (secrète), pp.683-685.

aboutir à une alliance lituano-lettonne qui aurait marginalisé l'Estonie. En 1923, suite à la conclusion de l'alliance esto-lettonne, le journal *Сегодня* fait le commentaire suivant :

Un accord avec la Lituanie se heurterait à des difficultés encore plus petites, car les discussions à propos des frontières et des règlements mutuels n'ont jamais été aussi tendus que ceux qui viennent d'être réglés entre la Lettonie et l'Estonie⁸⁸³.

Le fait est que l'alliance esto-lettonne n'est en soi pas plus naturelle qu'une alliance lituano-lettonne. Par conséquent, les bonnes ententes de part et d'autre nourrissent l'illusion de la faisabilité d'un rapprochement général entre deux parties proprement antagonistes.

Indubitablement, le seul acquis sérieux de toute l'affaire d'union baltique est bien cette alliance bilatérale esto-lettonne signée en 1923, bien qu'une alliance entre Kaunas et Riga ait été possible en lieu et place de celle-ci. Par ailleurs, la seule réussite de la tentative de lier la « barrière de l'Est » à la Petite Entente réside dans l'alliance polono-roumaine. En réalité, il n'y a à aucun moment entre 1919 et 1939, de possibilité plus large qu'une alliance strictement bilatérale entre Varsovie et Bucarest en raison de l'antagonisme tchécoslovaquo-polonais. La première catégorie de relations bilatérales nous semble donc être la petite part réaliste au sein des projets régionaux abordés dans la question précédente.

L'alliance franco-polonaise peut aussi être assimilée à cette analyse. À l'instar de l'Entente baltique, une alliance entre Paris et Varsovie est incompatible avec une alliance entre Paris et Moscou (et Prague). Une fois de plus, la volonté de composer avec tout le monde, de mettre d'accord toutes les parties, se heurte à la dure réalité que seuls peu d'États partagent en fait les mêmes objectifs sur la scène internationale. Au cours des années 1920, l'ensemble des puissances gravitant de près ou de loin autour de la position géopolitique du Quai d'Orsay contient les éléments centrifuges qui font exploser le conglomérat au tournant des années 1930. En effet, au sein d'une alliance trop grande, certains membres sont contraints de défendre des positions contraires à leur volonté politique, ce qui ne peut mener qu'à la vassalisation ou à la rupture. En fin de compte, après des années de tentatives

⁸⁸³ « Соглашение съ Литвой натолкнется даже на меньшія затрудненія, такъ какъ споры о границахъ, а равно о взаимныхъ расчетахъ никогда не носили столь остраго характера, какъ улаженные только что аналогичные споры между Латвіей и Эстоніей ». « Соглашение съ Эстоніей [Accord avec l'Estonie] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

infructueuses, les seules structures encore valables en 1939 sont les plus solides : les alliances bilatérales esto-lettone et franco-polonaise⁸⁸⁴.

La relation germano-soviétique diffère des autres relations bilatérales car elle a l'avantage de se développer en tant que telle sans être parasitée par des mirages multilatéraux. En dépit des difficultés apportées par l'Occident dans les années 1920, en dépit d'un fort antagonisme politique dans les années 1930, deux interlocuteurs parviennent toujours à s'entendre. De toute évidence, si la relation germano-soviétique n'est jamais une véritable alliance, elle fait preuve d'une flexibilité et d'une évolutivité dont les combinaisons plus élargies sont incapables. Alliant progressivement coopération économique et géopolitique dans les années 1920, Berlin et Moscou modifient les modalités de leurs liens à plusieurs reprises au cours des années 1930, à mesure que les acteurs se repositionnent sur l'échiquier européen.

Cela étant dit, il convient désormais de rappeler que la flexibilité des rapports bilatéraux peut être utilisée pour, comme contre le *statu quo*. En effet, c'est dans la diplomatie agressive que ce type de relation révèle sa plus grande force. Refuser le multilatéralisme peut être utilisé comme un avantage de la part d'un État bénéficiant d'un rapport de force favorable, ou d'un ascendant économique avec son interlocuteur. En ce sens, manipulée par une grande puissance, la diplomatie bilatérale peut servir aussi bien à saper l'influence d'une puissance rivale que d'aboutir à des traités constructifs, si ce n'est les deux à la fois. Rappelons-en les exemples les plus frappants abordés au long de ce mémoire.

C'est en brisant le bloc balte et en développant des relations bilatérales que Weimar parvient à obtenir ses accords commerciaux au début des années 1920. C'est grâce au même procédé que Moscou atteint ses objectifs dans la Baltique, séparant Riga et Tallinn dans ses négociations. Évidemment, de 1920 à 1926, le Kremlin remporte ses plus grands succès géopolitiques au travers de son lien direct avec le gouvernement lituanien. Enfin, de la fin des années 1920 au début des années 1930, c'est en jouant de rapports bilatéraux que Moscou puis Berlin parviennent à modifier le comportement de la Pologne de manière irréversible. En 1932, suite à un échec multilatéral, c'est en s'adressant directement à Vienne que la France impose l'abandon de l'*Anschluss* douanier⁸⁸⁵. La diplomatie bilatérale est non

⁸⁸⁴ Dans le cas de l'alliance franco-polonaise, bien qu'elle soit honorée, de profondes méfiances restent vives, ainsi que des reproches de part et d'autre.

⁸⁸⁵ Pour l'ensemble de ces éléments, voir *supra*, chapitres I à VI.

seulement efficace, mais elle s'avère aussi le seul moyen viable pour entrer en concurrence contre les conglomérats diplomatiques. L'ensemble de notre période permet de dresser l'impressionnant bilan de 20 ans de *Realpolitik* allemande, jouant parfois sur les rapports de force, parfois avec le bâton, parfois avec la carotte, parvenant toujours à défaire les systèmes et les ententes.

Le bilan des stratégies bilatérales soviétiques est certainement moins impressionnant. D'après Constantin Constantinovitch Hudoleï, cela est dû principalement à l'idéologie communiste délétère qui influe négativement sur le profil des diplomates, espions, journalistes et collaborateurs soviétiques à l'étranger⁸⁸⁶. En effet, ces derniers voient et analysent absolument tout à la lumière des dogmes marxistes-léninistes. Cela se traduit notamment par une manie de tout relier au principe de la « lutte des classes », aboutissant à des compréhensions simplistes. Les agents soviétiques ont pour la plupart une pensée manichéenne selon laquelle l'URSS défend le « bien » et dispose de la légitimité pour s'exprimer au nom du monde entier, ou plutôt des prolétaires du monde entier, ce qui revient au même⁸⁸⁷.

Si l'on se fie aux rapports des diplomates soviétiques [...], le Balte moyen a toujours soutenu la politique soviétique et a toujours admiré J. Staline, alors que les cercles dirigeants [...] sont complètement dépendants de l'Allemagne et de l'Angleterre, s'avérant par conséquent être les pyromanes de la guerre et les instigateurs de complots et provocations antisoviétiques⁸⁸⁸. [...] Qu'un petit pays veuille être neutre et tente d'échapper à des implications dans les conflits des grandes puissances, les agents soviétiques ne le comprenaient tout simplement pas⁸⁸⁹.

La grande vague de purges de 1936-1937 contribue à rendre les agents soviétiques encore plus incompetents. Litvinov lui-même s'en plaint, déclarant avoir trop souvent affaire à des documents délirants⁸⁹⁰. Le *Narkomindel* (ministère des Affaires Étrangères) est purgé une deuxième fois en 1939 après le renvoi de Litvinov⁸⁹¹. Le nouveau personnel sous Molotov est donc composé de travailleurs du parti disciplinés. La plupart n'ont pas de connaissances

⁸⁸⁶ ХУДОЛЕЙ (К.), Балтийский нейтралитет... *loc.cit.*, p.96.

⁸⁸⁷ *Ibid.*, p.97.

⁸⁸⁸ « Если посмотреть донесения совестих дипломатов [...], то простые люди балтийских государств всегда поддерживали советскую политику и восхищались И. Сталиным, а правящие круги [...] в полностью зависят от Англии и Германии, являются-же поджигателями войны и организаторами антисоветских заговоров и провокации ».

Ibid.

⁸⁸⁹ « Того, что маленькая страна хочет быть нейтральной и пытается избежать вовлечения в конфликт великих держав, советские внешнеполитические работники просто не понимали ».

Ibid.

⁸⁹⁰ *Ibid.*

⁸⁹¹ МЛЕЧИН (Л.), *МИД – Тайная дипломатия кремля. Внешняя политика России: от Ленина и Троцкого – до Путина и Медведева [МАЕ – La diplomatie secrète du Kremlin. Politique extérieure de la Russie : de Lénine et Trotsky à Poutine et Medvdev]*, Moscou, Издательство Центрполиграф, 2011, p.177.

en géopolitique, et ne savent pas parler de langues étrangères⁸⁹². Malgré ses qualités et ses coups de génie, il est assez clair que la diplomatie soviétique souffre considérablement de la médiocrité de ses agents principalement due à un aveuglement idéologique. En outre, les échecs de Kaunas dans les années 1920 et de Varsovie dans les années 1930 témoignent du fait que l'usage des rapports directs et le recherche de l'intérêt national ne sont pas en mesure de compenser le manque de vision à long terme.

⁸⁹² *Ibid.*

Conclusion de chapitre

De retour avec des initiatives réalistes, le Quai d'Orsay mène une diplomatie plus efficace. Il échoue toutefois à faire le deuil de son alliance polonaise, pourtant irrécyclable avec une orientation soviéto-tchécoslovaque. Assurément, Paris et Moscou faillissent à préserver leur crédibilité, sur le plan géopolitique pour l'une, sur le plan militaire pour l'autre. Pourtant, et le camp du *statu quo* l'apprend à ses dépens, sans cette capacité à paraître fiable, aucune relation de confiance, et donc aucune coopération n'est possible. Enfin, de manière globale et quels que soient les exemples analysés, une même et invariable conclusion semble s'imposer sur la nature des relations internationales. En effet, le multilatéralisme, en dépit de toutes ses qualités, présente un risque. Ce risque, c'est un piège dans lequel tombent tous ceux qui ne peuvent s'empêcher de voir trop grand, trop ambitieux. En ce sens, malgré une véritable volonté d'efficacité, tout excès de multilatéralisme conduit à se voir ramené sur le plan de l'idéalisme et de l'inefficacité. En dépit de tentatives claires de pratiquer le réalisme politique, Français, Estoniens et Lettons dans les années 1930 finissent toujours par tenter de mélanger des éléments insolubles. En découle assurément la question du « bon » multilatéralisme, celui qui serait justement calibré et ne rassemblerait donc que des acteurs partageants de véritables intérêts compatibles. Or, force est de constater que dans une période aussi tendue que celle des années 1930, les positions géopolitiques sont tellement crispées qu'aucune collaboration plus large que le bilatéralisme ne semble possible dans notre arène du Nord-Est européen. Au contraire, les relations bilatérales présentent cet avantage, de part la négociation en face à face, de parvenir à s'entendre sur certains plans, alors même qu'un certain antagonisme peut subsister par ailleurs. C'est notamment le cas de la relation germano-soviétique, comme de la relation germano-polonaise.

Chapitre VII – La Baltique dans la tempête

Introduction de chapitre

Notre dernier chapitre a naturellement pour objet de conclure les réflexions de ce mémoire. Étant donné que notre plan s'efforce, autant que faire se peut, de respecter le sens chronologique, nous consacrons à ce dernier développement le récit de la fin des indépendances baltiques. Alors que la plupart des problématiques ont trouvé leurs réponses dans les six chapitres précédents (nous l'espérons), nous estimons que la fermeture de notre période chronologique apporte une ultime confirmation à la plupart des théories que nous avons produites. Nous verrons dans un premier temps, en quoi les accords de Munich constituent une rupture du principe d'équilibre que nous avons développé jusqu'à présent. Nous constaterons également la rapidité avec laquelle Hitler et Staline aboutissent à un accord, alors que le rapprochement trilatéral entre Paris, Berlin et Moscou est terriblement laborieux. Sans aucun doute, l'incapacité de l'Union soviétique et de l'Occident à s'inspirer confiance mutuelle n'est pas étrangère à cet aboutissement, pas moins que l'interdépendance économique germano-soviétique. Bien entendu, nous ne manquerons pas d'expliquer les circonstances de la disparition des États baltes, et d'exposer de notre mieux les enjeux historiographiques contemporains autour de ces questions.

1. La rupture de l'équilibre

a. La disqualification de l'Ouest

Depuis la remilitarisation de la Rhénanie, les puissances occidentales et en premier lieu la France perdent progressivement leur influence en Europe de l'Est. Se sentant sur une pente glissante, les politiciens français se résolvent à faire preuve de fermeté, et ne pas céder à la tendance de l'opinion publique. Suite à la réalisation de l'*Anschluss*, le Reich reporte une immense pression sur la Tchécoslovaquie. Dans ce contexte tendu autour de la question des Sudètes, le président du Conseil et ministre de la Défense Édouard Daladier est conscient qu'une nouvelle défection de l'Ouest pourrait briser définitivement ce qui retient encore le continent au bord du gouffre.

Se concertant avec Neville Chamberlain pour mettre en place une certaine compatibilité militaire, Daladier obtient des signaux positifs et reste confiant quant au soutien britannique bien que ces derniers cherchent encore à trouver une solution par l'apaisement⁸⁹³. Ainsi, jusqu'en août 1938, Édouard Daladier reste fermement décidé à honorer son alliance avec la Tchécoslovaquie, et donc à entrer en guerre contre l'Allemagne si nécessaire⁸⁹⁴. Cependant, sa détermination s'effondre lorsque Chamberlain refuse finalement de promettre une intervention aux côtés de Paris et Prague⁸⁹⁵. En effet, Chamberlain pense avoir gagné la confiance d'Hitler après leur entrevue à Bad Godesberg en septembre⁸⁹⁶, et l'opinion publique britannique reste largement persuadée qu'une guerre est impossible. En effet, l'économiste anglais libéral sir Norman Angell, prix Nobel de la paix en 1933, produit une analyse largement relayée dans la presse, selon laquelle l'Allemagne ne peut pas déclencher les hostilités⁸⁹⁷. Pour aller vite, son argumentation part du principe que l'opinion allemande ne veut pas d'une nouvelle guerre. Il en déduit donc que toute agression de Berlin dresserait la population contre le pouvoir. De plus, bien que tout l'effort industriel allemand soit dirigé

⁸⁹³ « Англія готова приступити къ переговорамъ съ Германіей [L'Angleterre est prête à entamer des négociations avec l'Allemagne] », *Сегодня*, n°107, Riga, 17.04.1938, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n107/article:DIVL208issueType:P>>, [Consulté le 21.09.2020].

⁸⁹⁴ НЕНН (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.22-27.

⁸⁹⁵ *Ibid.*

⁸⁹⁶ *Ibid.*

⁸⁹⁷ « Можеть ли Германія начать европейскую войну ? [L'Allemagne peut-elle initier une guerre européenne ?] », *Сегодня*, n°237, Riga, 28.08.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n237_1/article:DIVL60issueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

depuis 1934 dans l'armement, Sir Angell reste convaincu que l'instabilité de l'économie devrait dissuader tout gouvernement sensé de se lancer dans une guerre⁸⁹⁸. Le correspondant du *Daily Expert* à Berlin publie un article servant une argumentation similaire⁸⁹⁹.

Aux délibérations britanniques s'ajoute le fait que la Pologne refuse de se rapprocher de la Tchécoslovaquie, en dépit des efforts du Quai d'Orsay depuis l'*Anschluss*⁹⁰⁰. Varsovie répond encore et toujours que Prague est un nid d'activistes pro-soviétiques et anti-polonais. En mars, la Pologne envoie un *ultimatum* de 24h au gouvernement lituanien pour exiger son abandon immédiat et définitif de toute revendication sur Vilna, ainsi qu'une reprise incessante de relations normales⁹⁰¹. Pire, le général Stachiewicz avertit le général Musse que la Pologne n'entrerait pas en guerre aux côtés de la France dans le cas d'une intervention destinée à protéger la Tchécoslovaquie⁹⁰². À Paris et à l'Ouest en général, nombreux sont ceux qui se demandent si la Pologne n'a pas signé un pacte secret avec Berlin⁹⁰³. Daladier confie à l'ambassadeur soviétique à Paris « Non seulement nous ne pouvons pas compter sur le soutien polonais, mais nous n'avons pas la certitude que la Pologne ne nous frappera pas dans le dos⁹⁰⁴ ».

En fin de compte, Daladier déshonore l'alliance de la France envers Prague lors des accords de Munich le 30 septembre 1938, conservant ainsi son alliance avec Varsovie (les deux s'excluant mutuellement). Ainsi, le pacte de défense soviéto-tchécoslovaque ne peut être déclenché, bien que dans tous les cas, plusieurs historiens se soient montrés sceptiques quant à savoir si l'URSS aurait effectivement apporté son aide⁹⁰⁵. La collusion franco-soviétique est dès lors réduite à néant. Après Munich, la France perd toute crédibilité et influence en Europe de l'Est en dehors de son alliance avec la Pologne. La conséquence directe de ce basculement est l'isolement totale de la Baltique entre Berlin et Moscou.

⁸⁹⁸ *Ibid.*

⁸⁹⁹ *Ibid.*

⁹⁰⁰ HEHN (P.), *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, p.22-27.

⁹⁰¹ « Литовский сейм единогласно одобрил решение правительства принять польский ультиматум [Le Seimas lituanien a unanimement accepté la décision du gouvernement de céder à l'ultimatum polonais] », *Сегодня*, n°79, Riga, 20.03.1938, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1938n079|article:DIVL21|issueType:P>>, [Consulté le 21.09.2020].

⁹⁰² DDF 1932-1939, Série II, Tome X, 10.06.1938 – 02.09.1938, Dépêche du général Musse, attaché militaire de France à Varsovie, à M. Daladier, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, Varsovie, 10.06.1938, n°12, n°60 (secret), pp.25-30.

⁹⁰³ HEHN (P.), *A Low Dishonest... op.cit.*, p.89.

⁹⁰⁴ *Ibid.*

⁹⁰⁵ *Ibid.*

En effet, c'est le point de notre chapitre IV, la Baltique, encore plus que le reste de l'Europe orientale, est le théâtre d'une concurrence permanente entre les grandes puissances ; et c'est précisément ce profond antagonisme entre les parties qui rend possible l'émergence des États baltes en 1919. Pendant tout le reste de la période, ce jeu de poids et contrepoids entre les influences impérialistes et occidentales est en vérité la seule mécanique rendant possible un réel équilibre garant de la survie temporaire de petits États⁹⁰⁶. Toutes les constructions vouées à substituer cet équilibre précaire à un ordre plus normé se soldent par des échecs. Ainsi, les prétendus acquis de l'arbitrage international, des systèmes de sécurité et autres pactes de non-agression ne sont qu'une mascarade. Une mascarade qui se volatilise précisément quand le véritable garant de la sécurité, l'équilibre baltique, est rompu par l'éviction définitive de la dernière puissance occidentale impliquée à l'Est. L'intégration de la Bohême à l'Empire allemand et l'ultimatum sur Klaipėda en témoignent. À partir de Munich, l'équilibre balte ne tient plus que sur l'antagonisme germano-soviétique. L'historien et diplomate russe Alexandre Guérasimovitch Dongarov développe cette idée de « point de non-retour⁹⁰⁷ ». Selon lui, dans les années 1920 comme dans les années 1930, lorsque l'Allemagne ou l'URSS tente un pas en avant pour asseoir son hégémonie sur la Baltique, elle est non seulement contrecarrée par l'impérialisme rival et concurrent, mais aussi par la médiation des puissances de l'Ouest⁹⁰⁸. Ainsi en ce sens, le point de non-retour au-delà duquel l'équilibre baltique de l'Entre-deux-guerres ne vaut plus, doit bien être fixé aux accords de Munich⁹⁰⁹. Le résultat de la rupture de cet équilibre est le suivant, nous reprenons les mots d'Alexandre Dongarov :

Si auparavant, dans un autre contexte international et sous surveillance franco-britannique, il [l'antagonisme germano-soviétique] pouvait avoir un caractère sous-jacent, il en était désormais autrement. Laissées à elles-mêmes, Moscou et Berlin se sont entraînées dans une lutte ouverte pour l'«héritage baltique»⁹¹⁰.

⁹⁰⁶ C'est là le phénomène que nous pensons voir dans la notion de « compromis balte » évoquée par Julien Gueslin.

⁹⁰⁷ « Точка невозврата ».

ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики (август 1939 — август 1940) » [L'URSS et les pays baltes (août 1939 – août 1940)], *Россия и современный мир [La Russie et le monde contemporain]*, 2010, №2, p.158.

⁹⁰⁸ Nos propres recherches nous poussent à être plus dubitatifs quant au caractère décisif de la médiation britannique, dont nous constatons que l'engagement à l'Est est toujours fondamentalement réticent.

⁹⁰⁹ ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики (август 1939 — август 1940) » [L'URSS et les pays baltes (août 1939 – août 1940)], *Россия и современный мир [La Russie et le monde contemporain]*, 2010, №2, p.158.

⁹¹⁰ « Если раньше, в иной международной обстановке и под англо-французским приглядом, оно носило сугубо латентный характер, то теперь дело обстояло иначе. Оставшись одни за один, Москва и Берлин втягивались в открытую борьбу за “прибалтийское наследство” ».

Ibid.

La conséquence de cette nouvelle donne, compte tenu du fait que Berlin et Moscou ont cruellement besoin l'une de l'autre sur le plan économique à la fin des années 1930⁹¹¹, ne peut aboutir qu'au partage de la Baltique. Ce partage est effectué lors du fameux « pacte germano-soviétique » Molotov-Ribbentrop de 1939.

Le gouvernement letton se veut rassurant après la survenue des événements de Munich. En novembre 1938, le ministre des Affaires Étrangères letton Vilhelms Munters propose l'analyse suivante : L'Occident réalise une fois de plus son inconduite, il est fort probable que ce soit la dernière⁹¹². Par conséquent, Hitler a vraisemblablement bénéficié d'un alignement des astres, une situation par définition exceptionnelle. Ainsi, s'il nourrissait d'autres ambitions, il aurait profité de cette même situation pour les affirmer, car il n'y en aura plus d'autre⁹¹³. La réflexion en soi n'est pas mauvaise, mais il semble décidément que personne, pas même les Baltes, ne réalise vraiment ce qui se passe en Allemagne. La lecture que l'article donne aux événements est celle d'une refonte des décombres de l'Empire austro-hongrois, or, « Rien de tel ne s'observe dans notre partie de l'Europe⁹¹⁴ ». Selon Alexandre Dongarov, il semble effectivement que la rupture de l'équilibre européen à Munich n'ait pas provoqué de vague de panique dans la Baltique.

En lisant une énorme quantité de leurs documents diplomatiques de cette période, nous n'avons trouvé qu'une seule référence à Munich en tant qu'évènement marquant pour les petits États d'Europe⁹¹⁵ [...]

Il semble donc que les Baltes voient dans Munich une opportunité, comme les Occidentaux, de se retirer de toute implication à échelle continentale. En pratique, leur seule réaction est une proclamation de stricte neutralité⁹¹⁶. Dongarov estime qu'il s'agit presque d'une violation de leurs obligations liées à l'article 16 de la SDN⁹¹⁷, cependant un tel comportement

⁹¹¹ Ce point est mis en évidence dans la section « l'aigle et l'ours » comprise dans le troisième développement du chapitre V.

⁹¹² « Международное положение [Situation internationale] », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938 <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n319_2|article:DIVL12|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

⁹¹³ *Ibid.*

⁹¹⁴ « Ничего подобного в нашей части Европы не наблюдается ».

Ibid.

⁹¹⁵ « Прочитав огромное количество их дипломатических документов того периода, мы набрали лишь на одно упоминание Мюнхена как рубежного события в жизни малых стран Европы [...] ».

ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... *loc.cit* », p.161.

⁹¹⁶ *Ibid.*, p.162.

⁹¹⁷ L'article 16 de la convention de la SDN implique théoriquement une intervention de ses États membres dans le cas d'une violation de la part d'un État définissable comme agresseur. Une neutralité réellement stricte revient donc à un refus de l'article 16.

ne saurait certes pas leur être reproché alors que les idéaux de la sécurité collective sont abandonnés par leurs propres pères fondateurs.

Dans tous les cas, Dongarov semble estimer que les Baltes ne saisissent pas la portée géopolitique de Munich. Il reste toutefois possible de soupçonner que Munters ne soit pas dupe, en dépit du ton rassurant qu'il souhaite donner à son texte, et du comportement des États baltes. En effet, ce même Munters, ainsi que ses homologues estonien et lituanien ont démontré jusqu'alors une bonne compréhension du principe d'équilibre⁹¹⁸. Quoi qu'il en soit, la politique de neutralité des Baltes ne prouve pas leur incompréhension des mécaniques profondes de la géopolitique. Le ministre letton est vraisemblablement conscient que le point de non-retour est franchi, il le reconnaît sans détour : ce qu'il restait du système européen d'après-guerre vient de mourir⁹¹⁹. En avalisant la modification des frontières de Versailles, les puissances occidentales ouvrent finalement la porte à la révision. Tout ce qui compte désormais, déclare Munters, c'est l'axe-germano-soviétique, et la capacité des Baltes à maintenir plus que jamais la neutralité la plus stricte⁹²⁰. De toute évidence, plus rien ne dépend des petits États à ce moment-là, une réalité probablement difficile à supporter pour les régimes baltiques. Le journal *Сегодня* redouble de publications épидictiques ainsi que de glorification du « Guide⁹²¹ » (avec une majuscule) de la nation lettone⁹²².

Traité de Versailles, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, art.16, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles10.htm>>, [Consulté le 09.09.2020].

⁹¹⁸ On pense notamment à leur réaction après la remilitarisation de la Rhénanie, première étape de la disqualification de la France dans l'équilibre des forces. Voir *supra*, chapitre VI.

⁹¹⁹ « Международное положение », *Сегодня*, *loc.cit.*

⁹²⁰ *Ibid.*

⁹²¹ *Вождь* dans *Сегодня*, le terme letton est *Vadonis*.

⁹²² « Латвия на порть Нового года [La Lettonie aux portes de la nouvelle année] », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n001_2|article:DIVL55|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020] ; « Двадцатилѣтіе нашего государства [Les vingt ans de notre État] », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n319_2|article:DIVL12|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7Cissuetype:P>, [Consulté le 23.09.2020].

b. L'entente avec l'Ouest ou la neutralité avec Hitler

En dépit des innombrables discours fédérateurs et rassurants diffusés dans la presse, la rupture de l'équilibre européen ne manque pas de faire déferler une vague de tension sur les États d'Europe orientale y compris la Pologne⁹²³. De fait, à la fin de l'été 1939, l'URSS et l'Allemagne, devenus seuls maîtres de la géopolitique est-européenne, s'entendent au moyen du fameux pacte germano-soviétique quelques jours avant le début de la Seconde Guerre mondiale. En réalité, tout comme « le traité de Versailles » peut faire référence à tous les autres traités de paix de la fin de la Grande Guerre, « le pacte germano-soviétique » peut faire référence à un certain nombre d'accords signés entre Berlin et Moscou en 1939 et 1940. Nous préférons donc des termes plus précis dans ce chapitre. Il y a d'une part le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939 ainsi que sa modification du 27 septembre 1939⁹²⁴, qui constituent le cœur de l'accord politique germano-soviétique. D'autre part, il y a le versant économique de cette relation, matérialisée par d'autres traités. Ce sont notamment les nouveaux accords commerciaux du 19-20 août 1939⁹²⁵ et du 11 février 1940⁹²⁶.

De toute évidence, le pacte germano-soviétique est un évènement majeur et un tournant. Certes, il constitue une rupture avec la doctrine et la politique du Kremlin depuis le début des années 1930. Cependant, le pacte germano-soviétique est aussi une suite logique aux évènements de l'Entre-deux-guerres, en continuité avec toute la relation germano-soviétique depuis le début de la période, voire même depuis le XIXe siècle. En réalité, le pacte germano-soviétique de 1939 n'est ni évident, ni nécessaire, pas plus qu'il n'est contre-nature. Pour Moscou, jusqu'au dernier moment, il n'est que l'une des deux voies possibles, ce que nous tenterons de mettre en lumière dans cette section. Cela n'empêche pas la presse soviétique, au lendemain de la signature du pacte Molotov-Ribbentrop, de présenter des argumentaires justifiant le caractère naturel et bien-fondé d'une telle issue. N'envisageant

⁹²³ « Польша готова бороться съ любымъ противникомъ [La Pologne est prête à se battre avec n'importe quel adversaire] », *Сегодня*, n°85, Riga, 26.03.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n085_1|article:DIVL74|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 15.04.2020].

⁹²⁴ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans ПИАНАНУ (A.), *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, p.71, <[hal-02065018](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02065018)>, [Consulté le 21.10.2019] ; ERTL (A.), *Toward an Understanding of Europe: A Political Economic Précis of Continental Integration*, Universal-Publishers, Boca Raton (Floride) 2008, p.405.

⁹²⁵ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.57.

⁹²⁶ *Ibid.*, p.104.

pas une seconde la perspective de l'alliance contraire, la *Pravda* assure au peuple qu'il marche effectivement dans le « sens de l'Histoire ».

Désormais nous pouvons dire que la lutte entre l'Union soviétique et l'Allemagne est finalement terminée. Pendant longtemps, certains “gentlemen” se sont efforcés tenacement de monter deux grands peuples, les deux plus grandes puissances européennes, l'URSS et l'Allemagne, l'une contre l'autre. Ils ont déployé pour ça tous les efforts, mais en fin de compte, ont dû admettre que leurs plans se sont soldés par un échec⁹²⁷.

Or malgré la déliquescence politique des puissances d'Europe de l'Ouest, force est de reconnaître que l'URSS ne voit rien d'évident dans un rapprochement avec l'Allemagne en début d'année 1939. Il se trouve d'ailleurs que des négociations actives ont lieu entre Paris, Londres et Moscou. Dans l'optique de s'opposer à l'Allemagne, Staline envisage de recourir aux anciens alliés de la Russie de la Grande Guerre. Évidemment, puisque ces négociations n'aboutissent finalement pas, la sincérité de Staline dans cette démarche a été naturellement remise en cause. Bien que ce débat historiographique ne nous concerne pas vraiment, notons qu'il existe deux écoles⁹²⁸. L'une estime que Staline mène deux fers au feu, et que les efforts déployés pour l'alliance avec l'Ouest témoignent d'une véritable bonne volonté en dépit de son accord final avec Hitler. L'autre n'y voit qu'une diversion. Fatalement, le débat est resté quelque peu tendu tout au long de la guerre froide. L'historien britannique Geoffrey Roberts propose en 1996 une argumentation solide démontrant que les négociations avec l'Ouest sont non seulement honnêtes, mais constituent le « plan A » de Staline⁹²⁹. Son travail fait essentiellement référence aux sources d'archives russes.

Les négociations avec l'Ouest sont ouvertes en avril 1939 à l'initiative du Kremlin⁹³⁰, environs un mois après l'invasion de Prague par les Allemands. Forcément, cinq ans d'*appeasement* britannique infructueux, auquel s'est récemment rattachée la France, ne poussent pas Staline à la confiance. Un pacte politico-militaire est proposé, mais les Occidentaux ne sont pas perçus comme fiables. Le 19 mars 1939, le *polpred* soviétique à Londres Ivan Maïski reçoit le message suivant de la part de Litvinov :

Les événements de Tchécoslovaquie semblent avoir réveillé l'opinion publique en Angleterre et en France... Toutefois, si Hitler n'effectue pas de nouvelles actions expansionnistes dans un futur proche, voire s'il a un nouveau geste pacifique, Chamberlain et Daladier défendront de nouveau

⁹²⁷ « “Правда” и “Известия” о сов.-германской дружбѣ [La Pravda et Izvestia sur l'amitié germano-soviétique] », *Сегодня*, n°242, Riga, 03.09.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n242_4|article:DIVL307|issueType:P>, [Consulté le 04.10.2020].

⁹²⁸ ROBERTS (G.), « The Alliance that Failed : Moscow and the Triple Alliance Negotiations, 1939 », *European History Quarterly*, vol.26, n°3, London, 1996, pp.383-384, <<http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/026569149602600303>>, [Consulté le 21.11.2019].

⁹²⁹ *Ibid.*

⁹³⁰ *Ibid.*, p.404.

la ligne de Munich. [...] L'humeur établie dans les cercles gouvernementaux en faveur d'une coopération avec l'URSS ne peut donc pas être considérée comme pérenne⁹³¹.

Cependant, bien que des relations soient possibles avec Berlin, le Kremlin reste distant, et refuse de signer de nouveaux accords commerciaux. Pour rappel, après les grands échanges de la période Piatakov, le commerce germano-soviétique connaît un irrésistible déclin. Schacht et Göring échouent à restimuler la dynamique car l'interdépendance entre les deux puissances bascule progressivement du côté de Moscou. Cependant, les purges stalinienne finissent par plomber l'effort productiviste des Soviétiques, mettant fin à leur relative ascendance sur Berlin⁹³². Depuis, en dépit d'une réelle interdépendance de plus en plus pressante, les négociations restent globalement au point mort, aboutissant à plusieurs impasses entre 1938 et 1939, en atteste travail d'Edward Ericson⁹³³. En effet, l'URSS est désormais liée aux adversaires de l'Allemagne sur la scène géopolitique depuis près d'une dizaine d'années.

Cherchant une entente avec Paris et Londres, mais conscient que l'opinion publique occidentale est opposée à une nouvelle guerre, le Kremlin cherche à éviter que sa potentielle alliance ne soit utilisée à l'Ouest que pour redoubler de dissuasion auprès d'Hitler. La diplomatie soviétique adopte donc une posture laconique. Elle reste sur ses positions sur un ton passif-agressif, et laisse le silence envahir les négociations jusqu'à obtention d'un accord sur ses termes inflexibles⁹³⁴. Les occidentaux sont cependant trop méfiants pour accepter les termes soviétiques, s'ensuit donc une longue période de négociations infructueuses exaspérant toutes les parties. Le 17 juillet, agacé par la stérilité des pourparlers, Molotov écrit à Suritz et Maïski⁹³⁵

Nous martelons qu'un pacte militaire est indissociable d'un accord politico-militaire, ce qui est remis en question pour le projet d'accord, et nous rejetons catégoriquement la proposition franco-britannique selon laquelle nous devrions d'abord nous entendre sur la partie "politique" du traité avant de se pencher sur un accord militaire. Cette proposition franco-britannique malhonnête entend scinder en deux traités ce qui devrait n'en constituer qu'un, et contredit notre proposition initiale de conclure l'intégralité du traité simultanément, y compris sa partie militaire, qui est d'ailleurs la plus importante et la plus politique. Vous comprenez que si l'accord global n'inclut pas un accord militaire concret, le traité ne sera rien qu'une déclaration vide, ce que nous ne

⁹³¹ « The Czechoslovak events seem to have aroused public opinion in England and in France ... Nonetheless, if in the immediate future Hitler does not commit any new acts of expansion and perhaps even makes a new peace gesture, Chamberlain and Daladier will again start defending the Munich line. [...] The mood built up in government circles in favour of co-operation with the USSR cannot therefore be considered a lasting one ». *Ibid*, p.387.

⁹³² Nous rappelons rapidement ces phénomènes mais ceux-ci sont expliqués plus en détail dans notre chapitre V.

⁹³³ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.28-36.

⁹³⁴ ROBERTS (G.), « The Alliance that Failed... loc.cit », p.384.

⁹³⁵ Suritz et Maïski sont alors respectivement les *polpred* soviétiques en France et au Royaume-Uni.

pouvons accepter. Seuls des escrocs et des tricheurs tels que s'avèrent être les négociateurs franco-britanniques pourraient prétendre que notre demande de conclure un accord politique et militaire est quelque chose de nouveau dans les négociations... Il semble que rien ne sortira de ces interminables négociations. Ils ne pourront alors blâmer qu'eux-mêmes⁹³⁶.

La position des occidentaux connaît cependant une évolution en juillet, aboutissant quasiment à un accord politico-militaire impliquant le déclenchement d'une guerre en cas d'agression directe ou indirecte sur n'importe quel État d'Europe de l'Est (Baltique comprise) et sans paix séparée⁹³⁷. Le seul point encore en discussion concerne alors les modalités d'intervention soviétique, qui impliquent un accès militaire total sur les territoires roumain et polonais. Dans l'urgence, Moscou demande aux occidentaux de s'arranger avec Varsovie et Bucarest⁹³⁸. La France refuse cependant d'assurer le rôle d'intermédiaire avec ces États. Après avoir péniblement réussi à s'entendre sur tous les autres points, Soviétiques et Occidentaux se heurtent à un nouvel obstacle en août⁹³⁹. En outre, il y a aussi le problème balte : en effet, pour l'URSS, les petits États neutres de sa façade occidentale sont perçus comme une terrible faiblesse. Selon les estimations de Toukhatchevski, l'armée allemande pourrait contrôler la Lituanie en quelques jours, ce qui ne manquerait pas de faire ployer Riga⁹⁴⁰. De toute évidence, si une guerre éclate, la *Wehrmacht* se rendrait maîtresse des pays baltes avant l'Armée Rouge. Or si la Baltique tombe rapidement aux mains des Allemands, ces derniers, utilisant les bases locales, pourraient mener des raids aériens réguliers sur Kronstadt et Leningrad.

Pour éviter de se faire dépasser par les Allemands dans la Baltique, les Soviétiques cherchent à y stationner leurs troupes. En août 1939, Moscou propose que Paris et Londres

⁹³⁶ « We are insisting that a military pact is an inseparable part of a military-political agreement, which is what the draft treaty under discussion is, and categorically reject the Anglo-French proposal that we should first agree on the "political" part of the treaty and only then turn to the question of a military agreement. This dishonest Anglo-French proposal splits up what should be a single treaty into two separate treaties and contradicts our basic proposal to conclude the whole treaty simultaneously, including its military part, which is actually the most important and most political part of the treaty. You understand that if the overall agreement does not include as an integral part of an absolutely concrete military agreement, the treaty will be nothing but an empty declaration, and this is something we cannot accept. Only crooks and cheats such as the negotiators of the Anglo-French side have shown themselves to be all this time could pretend that our demands for the conclusion of a political and military agreement are something new in the negotiations... It seems nothing will come of the endless negotiations. Then they will have no one but themselves to blame ».

ROBERTS (G.), « The Alliance that Failed... *loc.cit.* », p.404.

⁹³⁷ *Ibid.*, p.401.

⁹³⁸ La Pologne refuse catégoriquement de laisser les troupes soviétiques pénétrer son territoire. À ce stade, seule la France, en raison de ses restes d'influence, pourrait tenter de trouver un compromis pour ménager les craintes des Polonais tout en assurant les besoins pratiques des Soviétiques.

⁹³⁹ ROBERTS (G.), « The Alliance that Failed... *loc.cit.*, p.406.

⁹⁴⁰ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », p.66, [\[hal-02065018\]](#), [Consulté le 21.10.2019].

s'entendent avec les États baltes pour déployer temporairement des garnisons dans leurs ports et îles vulnérables⁹⁴¹. Par ailleurs, la *Baltflot*⁹⁴² soviétique serait basée sur les îles Åland et Moonsund, et dans les ports de Ainaži, Hanko, Haapsalu, Pärnu et Liepāja⁹⁴³. Or sur ce point également, les Occidentaux rechignent à faire des efforts pour rassurer le Kremlin.

De toute évidence, les Soviétiques sont exaspérés par la lenteur des progrès avec l'Ouest, tandis que les Allemands sont directs, très clairs, et proposent des termes avantageux. Cependant, il semble que ce soit réellement l'impasse des relations trilatérales avec l'Occident qui donne le véritable aval à la reprise des échanges avec Berlin. Les Soviétiques envisagent sérieusement de remettre en question leur « plan A » lorsque la question de l'accès militaire reste sans issue alors que la crise de Danzig s'aggrave en août 1939. Les négociations avec les Allemands s'ouvrent le 12 août. Le 17 août, Vorochilov exerce une pression sur les franco-britanniques en ajournant les négociations, tandis que Molotov propose un pacte de non-agression aux Allemands⁹⁴⁴. Un accord commercial germano-soviétique est convenu le 19 août, mais Molotov retarde sa signature d'un jour. « Les Soviétiques semblent avoir donné une dernière chance aux Occidentaux de répondre à l'enchère allemande⁹⁴⁵ ». Les négociations avec l'Ouest sont définitivement interrompues le 21 août 1939 face à l'impasse des accès militaires en Pologne et en Roumanie⁹⁴⁶.

Selon Geoffrey Roberts, il ne fait quasiment aucun doute que Moscou aurait privilégié une alliance concrète avec l'Ouest si celle-ci était possible⁹⁴⁷. En effet, Staline est parfaitement conscient que la neutralité signée avec Hitler n'est qu'un sursis⁹⁴⁸. Du côté de la France et de la Grande-Bretagne, il y a aussi une véritable déception. Édouard Daladier prend la parole à la radio le 25 août. Son discours est diffusé dans tout l'Occident, de part et d'autre de l'Atlantique puis relayé dans toute l'Europe, y compris dans la Baltique. Dans ce discours, Daladier insiste sur son alliance avec la Pologne, qu'il ne compte pas déshonorer. Il revient également sur l'échec du projet trilatéral avec Moscou :

⁹⁴¹ *Ibid.*, p.70.

⁹⁴² *Балтфлот*.

⁹⁴³ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », p.70, [\(hal-02065018\)](#), [Consulté le 21.10.2019].

⁹⁴⁴ ROBERTS (G.), « The Alliance that Failed... *loc.cit.*, p.407.

⁹⁴⁵ « The Soviets appear to have been giving the West one final chance to match the German bid ».

ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.57.

⁹⁴⁶ ROBERTS (G.), « The Alliance that Failed... *loc.cit.* », p.407.

⁹⁴⁷ *Ibid.*, pp.383-409.

⁹⁴⁸ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.1.

Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour garantir la réussite des négociations. Personnellement, je croyais fermement en leur succès, jusqu'à ce que l'URSS signe un pacte [avec l'Allemagne] lui permettant de se dérober de toutes les déclarations et résolutions prises auparavant⁹⁴⁹.

Quoi qu'il en soit, il reste certain que les négociations ont été terriblement entravées par la méfiance franco-britannique envers Moscou, et inversement. Quant à une hypothétique préférence personnelle de Staline pour une alliance avec l'Ouest ou avec l'Allemagne, il apparaît qu'elle est dans tous les cas moins décisive que la détermination d'Hitler et l'indécision de Daladier et Chamberlain.

Revenons désormais sur cet accord germano-soviétique en lui-même, dont les conséquences pour la Baltique et l'Europe en général sont décisives. Sur le plan économique, on peut constater un considérable renouveau des échanges entre Berlin et Moscou. L'accord du 20 août 1939 engage l'Allemagne à réaliser des commandes soviétiques pour une valeur de 200 millions de RM⁹⁵⁰. Berlin s'engage également à exporter en URSS pour 180 millions de RM en plus des 60 millions couverts par le commerce préexistant. Mêmes quantités (180 millions et 60 millions) pour l'URSS, qui s'engage aussi à exporter pour encore 200 à 300 millions de RM pour rembourser le nouveau crédit et ce qu'il reste des anciens⁹⁵¹. Le volume total théorique des échanges pour les deux ans à venir est donc aux alentours d'un milliard de RM⁹⁵². Comme d'habitude, les Soviétiques souhaitent des armes, technologies et équipement industriel, et les Allemands veulent des ressources. On rappelle que l'effort militaro-industriel allemand est alors poussé dans ses derniers retranchements depuis plus de cinq ans, période pendant laquelle l'économie du Reich a échappé de peu à l'effondrement⁹⁵³. La poursuite de l'effort aurait été impossible sans renouveler l'accès à la manne soviétique. Conscients de cette réalité, les Allemands cherchent à exploiter au maximum les ressources soviétiques avant qu'un inévitable affrontement finisse par éclater⁹⁵⁴. De son côté, Staline est persuadé que l'Allemagne et la France s'affronteront jusqu'à l'agonie comme dans la précédente guerre, ce qui lui laisse le temps de parachever sa préparation pour avoir le dernier

⁹⁴⁹ « Мы сдѣлали все, что было в нашихъ силахъ, чтобы обеспечить успѣхъ этихъ переговоровъ. Я лично твердо вѣрилъ въ ихъ успѣхъ, какъ вдругъ СССР подписалъ пактъ, который позволилъ ему избавиться отъ всѣхъ заявленій и рѣшеній, принятыхъ раньше ».

« Французы, мы выполнимъ нашъ долгъ ! [Français, nous remplirons notre devoir !] », *Сегодня*, n°235, Riga, 27.08.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n235_3|article:DIVL147|issueType:P>, [Consulté le 15.04.2020].

⁹⁵⁰ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.57.

⁹⁵¹ *Ibid.*

⁹⁵² *Ibid.*

⁹⁵³ Voir *supra*, chapitre V.

⁹⁵⁴ ERICSON (E.), *Feeding the German... op.cit.*, p.58.

mot. En consentant aux accords, Staline octroie au Reich ses ressources sans lesquelles rien n'est possible. L'URSS établit dès lors un contrôle quasi complet sur l'économie allemande, se réservant le pouvoir d'exercer un chantage, voire même de trancher sur le futur affrontement à l'ouest⁹⁵⁵.

Quelques mois plus tard, le nouvel accord commercial germano-soviétique signé le 11 février 1940 approfondit encore les modalités d'échange. Ici les Soviets s'engagent à livrer pour 650 millions de RM sur les dix-huit mois à venir. Les Allemands prennent le même engagement, mais étalé sur vingt-sept mois⁹⁵⁶. L'accord comprend aussi des avantages sur les frais de transports de soja mandchou et de charbon allemand, entre autres. Les quantités de ressources et produits à exporter sont planifiées. Au total, cela représente environ un million de tonnes de céréales, 900 tonnes de pétrole, plus de 500 tonnes de métaux, contre des technologies d'*ersatz*, du charbon, et encore des machines-outils, tourelles et navires⁹⁵⁷. Il est probablement judicieux de s'attarder sur le fait que les Allemands parviennent à obtenir davantage de temps que les Soviets pour fournir une quantité de biens de valeur pourtant égale (650 millions RM). L'échelonnage des livraisons allemandes étant réparti sur une période plus longue, les livraisons effectives chaque mois sont inférieures. De plus, le début de la guerre entre le Reich et l'Union soviétique en juin 1941 interrompt les échanges environ 15 mois après la signature de l'accord. On comprend donc que sur une telle période, l'URSS doit effectuer plus de 80% des livraisons prévues, contre seulement 55% de la part de l'Allemagne. Nous pouvons vraisemblablement supposer que ce calcul est déjà prémédité du côté allemand au moment de l'élaboration de l'accord de février 1940, d'autant plus que le taux de respect des livraisons de la part de l'Allemagne n'est en moyenne que de 58,2%, tandis que les Soviets s'acquittent de 71,9% de leurs obligations⁹⁵⁸.

Bien que le commerce soit absolument fondamental pour la suite des événements, le versant le plus spectaculaire du pacte germano-soviétique est sans aucun doute géopolitique. Lors du pacte Molotov-Ribbentrop, outre la conclusion d'un pacte de non-agression entre elles⁹⁵⁹, Allemagne et URSS se partagent l'Europe du Nord-Est en s'accordant sur leurs

⁹⁵⁵ *Ibid.*

⁹⁵⁶ *Ibid.*, p.104.

⁹⁵⁷ *Ibid.*

⁹⁵⁸ Voir annexes 7 et 8 sur le niveau de respect des termes des accords commerciaux du pacte germano-soviétique.

⁹⁵⁹ « Les deux parties contractantes s'engagent à s'abstenir entre elles de tout acte de violence, de toute action agressive et de toute agression, et cela aussi bien isolément qu'en liaison avec d'autres puissances ».

futures conquêtes de ses États. La ligne de démarcation entre les futures conquêtes allemandes et soviétiques passe par la frontière lituano-lettonne, et se poursuit au sud, à peu près 150km à l'ouest de la ligne Curzon⁹⁶⁰. Autrement dit, la Lituanie (à laquelle Berlin et Moscou s'entendent pour rattacher la région vilnoise) et l'ouest de l'État de Pologne reviennent à l'Allemagne, tandis que la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et l'est de l'État de Pologne (principalement les territoires biélorusses) reviennent à l'URSS⁹⁶¹. Environ un mois plus tard, le 28 septembre, alors que la Pologne est envahie et que Varsovie capitule, Berlin et Moscou signent un protocole additionnel au pacte Molotov-Ribbentrop, attribuant la Lituanie à la sphère d'influence soviétique⁹⁶². De la même façon que les nations européennes « se partagent » l'Afrique à Berlin en 1885, prévoyant des zones d'influence sachant qu'aucune puissance externe ne pourrait les en empêcher ; Hitler et Staline se partagent ici la Pologne et la Baltique, sachant que l'ensemble des protections juridiques n'ont jamais rien valu de concret en dehors de l'implication géopolitique de l'Ouest désormais révolue⁹⁶³.

Quoi qu'il en soit, le pacte germano-soviétique scelle sans aucun doute le sort de la région baltique. Perçue comme un tremplin économique par Londres et Berlin depuis 1919, la Baltique apparaît à la fin des années 1930 comme un tremplin géostratégique. Ce tremplin est perçu comme un danger par le Kremlin en particulier. Or le partage de la région avec l'Allemagne apporte une réponse au « problème balte⁹⁶⁴ ». Pour le Reich également, octroyer

« Au cas où l'une des deux parties contractantes serait l'objet d'un acte de guerre de la part d'une autre puissance, l'autre partie n'assistera, sous aucune forme, cette tierce puissance ».

« Aucune des deux parties contractantes ne participera à un groupement de puissances dirigé, directement ou indirectement, contre l'autre partie ».

Pacte Molotov-Ribbentrop, signé à Moscou le 28.08.1939, art.1,2,4 <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1939gersov.htm>>, [Consulté le 28.02.2021].

⁹⁶⁰ « Dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des zones appartenant à l'État polonais, les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS seront délimitées approximativement par les fleuves Narev, Vistule et San ».

Pacte Molotov-Ribbentrop, signé à Moscou le 28.08.1939, protocole secret, art.2, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1939gersov.htm>>, [Consulté le 28.02.2021].

⁹⁶¹ « Dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des zones appartenant aux États baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie), la frontière septentrionale de la Lituanie constituera la limite des sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS. En fonction de quoi, les droits de la Lituanie sur la zone de Vilna sont reconnus par les deux parties ».

Pacte Molotov-Ribbentrop, signé à Moscou le 28.08.1939, protocole secret, art.1, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1939gersov.htm>>, [Consulté le 28.02.2021].

⁹⁶² KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », p.71, <hal-02065018>, [Consulté le 21.10.2019] ; ERTL (A.), *Toward an Understanding... op.cit.*, p.405.

⁹⁶³ Au moment du pacte Molotov-Ribbentrop, les pactes de non-agression, le protocole Litvinov et le pacte Briand-Kellogg sont encore en vigueur, mais il est évident que leur autorité est nulle, c'est pourquoi Berlin et Moscou n'en tiennent pas compte.

⁹⁶⁴ *The Baltic problem.*

KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », pp.70-71, <hal-02065018>, [Consulté le 21.10.2019].

les pays baltes à l'URSS est un bon calcul, lui qui a tant besoin du commerce soviétique. En effet, pour Moscou, la façade portuaire balte représente le meilleur transit possible en termes de capacité de flux⁹⁶⁵. Le 10 juin 1940, un nouvel accord germano-soviétique est signé pour entériner toutes les nouvelles frontières. En même temps, l'Allemagne salue l'augmentation de la flotte commerciale soviétique dans la Baltique⁹⁶⁶. Véritable clef de l'équilibre en Europe de l'Est, la Baltique est au cœur du pacte germano-soviétique quel que soit l'angle de considération abordé.

⁹⁶⁵ Voir *supra*, chapitre V.

⁹⁶⁶ « Совѣтско-германскій договоръ о ликвидаціи пограничныхъ споровъ », *Сегодня*, n°166, Riga, 16.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n166_2|article:DIVL207|issueType:P>, [Consulté le 28.09.2020].

c. Les États baltes en 1939, une quelconque marge d'action ?

Ainsi que nous avons pu le dire précédemment, les États baltes ne sont plus vraiment en mesure de contrôler leur destin après Munich, c'est-à-dire après la rupture de l'équilibre. Cependant, force est de constater que leur activité n'est pas nulle au cours de 1939, alors que les négociations sont en chantier entre Paris, Londres, Moscou et Berlin. Tout commence avec les Notes de Litvinov du 28 mars 1939. Le contexte est le suivant : l'Allemagne enchaîne les démonstrations de puissance. Après l'*Anschluss*, Munich, l'absorption de la Tchéquie et l'invasion de Klaipėda (le tout, sans combats), l'URSS supposément opposée à Berlin voit sa crédibilité s'effondrer. Depuis les événements de Rhénanie, les coups de force allemands ne sont plus contrebalancés par personne⁹⁶⁷. Face à une telle escalade, le Kremlin craint que l'Allemagne ne poursuive sa percée dans la Baltique⁹⁶⁸. Ainsi, pour inverser cette dangereuse tendance, Litvinov fournit une Note aux représentants estonien et letton à Moscou le 28 mars⁹⁶⁹. Dans ces notes, il est dit que l'Union soviétique ne saurait tolérer aucune « hégémonie politique, économique ou d'une autre nature de la part d'un État tiers⁹⁷⁰ » en Estonie ou Lettonie.

[L'URSS est prête à] démontrer concrètement, en cas de besoin, ses intérêts dans la sauvegarde complète de la République d'Estonie, de l'existence de son gouvernement autonome, et de son indépendance politique et économique⁹⁷¹.

Même chose pour la Lettonie, mais pas la Lituanie, car celle-ci n'est pas frontalière de l'Union soviétique. Une troisième Note est envoyée à Berlin, pour formuler clairement et directement l'avertissement que le Kremlin ne tolérerait aucune autre propagation d'un État tiers dans la Baltique, et ferait usage de sa force militaire si besoin⁹⁷². Pour leur part, Tallinn comme Riga déclinent les Notes soviétiques, de peur de l'instauration *de facto* d'un protectorat.

⁹⁶⁷ Voir *supra*, chapitre VI.

⁹⁶⁸ Comme les Allemands se sont servis de la Belgique contre la France, les Soviétiques estiment que la région baltique représente un risque majeur pour leur défense sur le plan géostratégique. Voir *supra*.

⁹⁶⁹ ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... *loc.cit.* », p.159 ; VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.234.

⁹⁷⁰ « политического, экономического или иного господства третьего государства ».

ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... *loc.cit.* », p.159.

⁹⁷¹ « [СССР готов] на деле доказать, в случае надобности, его заинтересованность в целостном сохранении Эстонской Республикой ее самостоятельного государственного существования, и политической и экономической независимости ».

Ibid.

⁹⁷² *Ibid.*, p.160.

Quoi qu'il en soit, dans son état de pénurie, le Reich n'est pas en mesure d'entrer en guerre contre l'URSS (ni contre aucune autre grande puissance). Cherchant déjà à trouver une entente avec Moscou, l'Allemagne renonce à toute progression dans la Baltique après mars 1939. Des pactes de non-agression germano-baltes sont signés⁹⁷³, « absolument inutiles pour elle [l'Allemagne], mais destinés à faire preuve de bonne volonté envers Moscou, et de la disposition de Berlin à prendre en compte les intérêts de sécurité de l'URSS dans la région baltique⁹⁷⁴ ». Selon Alexandre Dongarov, c'est grâce à cette démonstration de fermeté que le Kremlin parvient à lancer des négociations sérieuses et approfondies avec l'Ouest le 17 avril⁹⁷⁵. La plupart des historiens que nous avons pu lire restent plutôt elliptiques vis-à-vis de ces Notes, voire carrément silencieux. Sophie Vilks balaie cet épisode comme une énième tentative soviétique d'instaurer son hégémonie sur la région. À l'inverse, Dongarov estime que ces Notes ont constitué une véritable occasion manquée pour les Baltes de sauvegarder leur indépendance, car une coopération de leur part aurait permis un assouplissement des relations avec l'URSS, éventuellement de manière décisive. Malgré tout, il nous paraît encore difficile de supposer que les Baltes aient pu changer leur destin en réagissant différemment aux Notes de Litvinov. Il reste fort probable que Staline aurait quand même mis fin à l'indépendance de la Baltique, ne serait-ce que pour résoudre le « problème balte » sur le plan géostratégique⁹⁷⁶.

⁹⁷³ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.234.

⁹⁷⁴ « абсолютно бесполезные для неё, но призванные продемонстрировать Москве добрую волю и готовность Берлина учитывать интересы безопасности СССР в Балтийском регионе ». ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... loc.cit », p.160.

⁹⁷⁵ Concernant ces négociations, voir *supra*.

⁹⁷⁶ Aucune solution ne peut être aussi satisfaisante que de déployer des troupes dans la Baltique pour s'assurer directement de sa sécurité, ce qui est finalement mis en place par les pactes d'assistance mutuelle. On peut cependant considérer que les États baltes ne sont, dès lors, plus réellement souverains, ni indépendants.

2. La fin de l'indépendance des pays baltes

a. Les pactes d'assistance mutuelle

Quelques jours après avoir obtenu carte blanche de la part de Berlin pour progresser dans la Baltique, le Kremlin commence à placer ses pions. Des contacts sont initiés avec Tallinn et Riga pour proposer un accord commercial⁹⁷⁷. Après des échanges très fluides, le ministre estonien des Affaires Étrangères Selter est invité à Moscou pour y rencontrer Molotov. Ce dernier lui propose alors le 24 septembre, la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle incluant pour l'URSS la possibilité de stationner des troupes en Estonie⁹⁷⁸. Quant à l'accord commercial, il est conditionné à la conclusion de ce pacte. L'Estonie signe effectivement le pacte d'assistance mutuelle le 28 septembre, suivie par la Lettonie le 5 octobre⁹⁷⁹ et la Lituanie le 10 octobre⁹⁸⁰. De toute évidence, Riga et Tallinn réalisent qu'il ne leur reste plus grand espoir. Alors que les négociations avec l'Ouest sont abandonnées, que la Pologne est vaincue, que l'Allemagne et l'URSS s'entendent, accepter les termes des Soviétiques est probablement plus sage que de les refuser. Pour Sophie Vilks, les États baltes sont contraints de signer ces pactes⁹⁸¹.

Évidemment, les signatures des États baltes à ces pactes ont été obtenues par le biais d'une forte pression politique, et sous la menace de l'implication de forces armées (le 26 septembre 1939, le commissaire du peuple à la Défense de l'URSS C.I. Vorochilov émet un ordre de préparation pour des actions militaires contre l'Estonie et la Lettonie)⁹⁸².

Il est possible de considérer ces pactes d'assistance-mutuelle comme la fin de l'indépendance des États baltes, comme le font Sophie Vilks, Oleg Ken et Alexander Rupasov⁹⁸³. L'opinion publique refuse cependant de reconnaître cette réalité, cherchant à se

⁹⁷⁷ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », p.71, [\(hal-02065018\)](#), [Consulté le 21.10.2019].

⁹⁷⁸ *Ibid.*, p.72 ; VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.239.

⁹⁷⁹ « Въ одномъ изъ ближайшихъ засѣданій правительства – ратификація латвійско-совѣтскаго пакта [Dans l'une des prochaines séances du gouvernement – ratification du pacte soviéto-letton] », *Сегодня*, n°278, Riga, 08.10.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 14.04.1939].

⁹⁸⁰ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », p.72, [\(hal-02065018\)](#), [Consulté le 21.10.2019].

⁹⁸¹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.239.

⁹⁸² « Конечно, подписи стран Балтии под этими договорами были получены в результате сильнейшего политического давления и под угрозой применения вооружённой силы (26 сентября 39 нарком обороны СССР К.Е. Ворошилов издал приказ о подготовке боевых действий против Эстонии и Латвии) ». ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... *loc.cit.* », p.165.

⁹⁸³ KEN (O.), RUPASOV (A.), «Moscow and the Baltic... *loc.cit.* », p.72, [\(hal-02065018\)](#), [Consulté le 21.10.2019].

persuader de ce qu'elle considérait comme tel quelques mois auparavant. En particulier, le journal estonien *Päevaleht* propose le 6 octobre de formidables acrobaties intellectuelles destinées à prouver que l'Estonie reste « quasiment » neutre et indépendante :

La neutralité dans son sens strict, c'est la non-intervention dans les conflits des autres États, la volonté d'éviter de soutenir l'un ou l'autre des belligérants. Une assistance, ou l'obligation d'une assistance, par essence, ne peuvent pas être en accord avec la neutralité de l'État. On peut cependant se représenter [l'idée] qu'un État revendique la neutralité à l'égard d'une partie des pays, restant neutre en cas de conflit, et qu'envers d'autres, plus proches de ses intérêts, il puisse convenir d'une assistance sous forme de conseils ou par la force. [...] Nous voudrions cependant souligner que ce faisant, l'Estonie ne s'est pas complètement séparée de la famille des États neutres. L'Estonie dans certains cas reste neutre⁹⁸⁴.

Si une attaque sur l'URSS engagerait militairement l'Estonie aux côtés de Moscou, Tammer, auteur de l'article et rédacteur de *Päevaleht*, indique cependant qu'une telle perspective est peu probable. Aucune petite puissance ne s'y risquerait, les Occidentaux ne peuvent plus rentrer dans la mer Baltique, quant à l'Allemagne, elle vient de signer un pacte de non-agression avec l'Union soviétique⁹⁸⁵. Tammer explique même que puisque l'aide militaire que l'Estonie peut apporter à l'URSS n'est pas comparable à celle que l'URSS peut apporter à l'Estonie, la conclusion d'un tel pacte revient pour Moscou à offrir sa protection sans contrepartie, tout en respectant la souveraineté nationale de Tallinn⁹⁸⁶.

Il nous semble que l'Estonie peut, après conclusion du pacte d'assistance mutuelle, se classer dans le groupe des États neutres, comme l'Irlande par exemple, qui octroie à la flotte anglaise des droits de notoriété commune. Actuellement, l'Estonie n'a aucune obligation à remplir, si seulement elle se présente un jour – l'évolution du cours de la guerre nous le montrera⁹⁸⁷.

La Lituanie se trouve plus ou moins dans la même situation, mais bénéficie d'une raison supplémentaire d'accepter le pacte avec Moscou. En effet, la Pologne n'étant plus,

⁹⁸⁴ « Нейтралитетъ, по своему абсолютному значенію – это невмѣшательство въ конфликты другихъ государствъ, стремленіе избѣгать поддержки той или другой воюющей сторонѣ. Оказаніе помощи или обязанность оказывать помощь, въ сущности, не можетъ быть согласовано съ нейтралитетомъ государства. Можно, однако, представить себѣ положеніе что претендующее на нейтралитетъ государство по отношенію къ части государствъ, въ случае любого конфликта, остается нейтральнымъ, а другимъ, которые ближе его интересамъ, все же согласна оказать помощь силой и совѣтомъ. [...] Мы хотѣли бы, однако, указать, что темъ самымъ Эстонія не вполне разсталась съ семей нейтральныхъ государствъ. Эстонія въ нѣкоторыхъ случаяхъ все еще остается нейтральнымъ государствомъ ».
« Эстонскій нейтралитетъ и договоръ о взаимной помощи съ СССР [La neutralité estonienne et le pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS] », *Сегодня*, no278, Riga, 08.10.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 14.04.2020].

⁹⁸⁵ *Ibid.*

⁹⁸⁶ *Ibid.*

⁹⁸⁷ « Намъ кажется, что Эстонія и послѣ заключенія пакта о взаимопомощи съ Сов. Союзомъ можетъ и впредь себя причислять къ группѣ нейтральныхъ государствъ, напр., Ирландія, которая тоже предоставила англійскому флоту извѣстные права ».
Ibid.

l'URSS stipule dans son pacte d'assistance mutuelle la rétrocession de la région vilnoise à la Lituanie⁹⁸⁸. Ce territoire ayant constitué presque l'alpha et l'oméga de la politique lituanienne depuis 1920, les réjouissances liées à son recouvrement tendent à occuper plus de place que la perte de souveraineté du pays en lui-même. Sept mois après la signature du pacte d'assistance mutuelle, Vilna renoue avec l'État lituanien⁹⁸⁹. Le déplacement d'Antanas Smetona dans la capitale historique est un évènement majeur. Une politique de lituanisation est fortement envisagée. En mai 1940, plusieurs facultés de l'Université de Lituanie sont installées à Vilna, tandis qu'un théâtre d'opéra et de drames lituaniens est ouvert⁹⁹⁰. Fort heureusement, les Polonais sont catholiques, mais la langue à utiliser dans les églises constitue tout de même un sujet de tension entre communautés⁹⁹¹.

Sans aucun doute, le choix du Kremlin d'appliquer un protectorat sur la Baltique est plus judicieux qu'une invasion militaire dans le contexte de 1939. En effet, les pactes d'assistance mutuelle permettent juridiquement de ne pas violer les pactes de non-agression ni le protocole Litvinov. En y mettant les formes, Moscou peut donc se dispenser du courroux de l'Ouest, que personne ne pense voir s'effondrer brutalement face à l'Allemagne en 1940. Si l'on se fie aux travaux d'Alexandre Dongarov, l'Union soviétique craint même de devoir subir les conséquences d'une dégradation excessive de ses relations avec l'Occident. En effet, les États-majors franco-britanniques envisagent alors des frappes dans les régions pétrolières de Bakou et Grozny ainsi que sur les réseaux ferroviaires alimentant le commerce germano-soviétique⁹⁹². Reste à savoir à quel point cette éventualité est prise au sérieux. Il est peu probable qu'elle ait suffi à dissuader Staline d'envahir la Baltique en cas de refus des États baltes, mais de fait, la réussite de l'instauration protectorat permet d'éviter tous les problèmes. Concernant la Finlande, le recours à la force s'avère finalement nécessaire, et les Occidentaux restent passifs. Enfin, la « soviétisation » d'un territoire ne s'opère généralement pas sans passer par les étapes clefs : fermeture des frontières, élimination des « éléments étrangers⁹⁹³ », nationalisation des propriétés⁹⁹⁴. Il est plutôt évident qu'un tel

⁹⁸⁸ « О чемъ говорятъ въ Каунасѣ и Вильнюсѣ [Ce dont on parle à Kaunas et Vilnius] », *Сегодня*, n°148, Riga, 29.05.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n148_3|article:DIVL59|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 28.09.2020].

⁹⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁹⁰ *Ibid.*

⁹⁹¹ *Ibid.*

⁹⁹² ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... *loc.cit* », p.166.

⁹⁹³ « чуждые элементы ».

⁹⁹⁴ ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... *loc.cit* », p.166.

traitement des *Auslandsdeutsche* ou même des *Reichsdeutsche* de la Baltique aurait nui aux relations germano-soviétiques. Or l'Union soviétique s'engage le 28 septembre 1939 à ne pas entraver l'évacuation des Allemands de la Baltique, dont le rapatriement est amorcé depuis juin⁹⁹⁵. Enfin, Moscou n'a ni la législation, ni l'appareil, ni l'expérience de mener une soviétisation « douce », et dans tous les cas, celle-ci ne peut être *in fine* que contraignante⁹⁹⁶. Par conséquent, tout porte à penser que celle-ci peut, et doit être reportée autant que possible tant que les pactes signés avec les États baltes permettent à Moscou de placer ses garnisons.

⁹⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁹⁶ *Ibid.*

b. La « décision finale de la question balte⁹⁹⁷ »

Le 16 juin 1940, Molotov convoque le représentant letton à Moscou pour lui faire une déclaration importante. Prétendant s'appuyer sur des données avérées, il accuse la Lettonie de n'avoir pas supprimé son alliance militaire avec l'Estonie pourtant dirigée contre l'URSS⁹⁹⁸. En outre, Riga et Tallinn auraient invité Kaunas à les rejoindre, et contacterait actuellement Helsinki pour fomenter contre Moscou⁹⁹⁹. Il s'agit donc d'une menace que l'Union soviétique se doit de neutraliser. Pire, il s'agit d'une trahison, d'un coup de poignard dans le dos de la part des Baltes, alors que les Soviets proposaient leur protection et respectaient l'ensemble des termes des traités¹⁰⁰⁰. À l'issue de ce réquisitoire, Molotov annonce la sanction :

Le gouvernement soviétique estime que la situation actuelle ne saurait être tolérée plus longtemps. Le gouvernement de l'URSS estime absolument nécessaire et urgent :

- 1) Que soit formé immédiatement en Lettonie un gouvernement prêt à l'entrée en vigueur honnête du pacte soviéto-letton d'assistance mutuelle.
- 2) Que soit immédiatement accordé un libre passage des soldats soviétiques sur le territoire de la Lettonie, et de les placer dans les places importantes de la Lettonie en quantité suffisante pour garantir l'accomplissement du pacte soviéto-letton d'assistance mutuelle et prévenir les éventuelles actions de provocation contre la garnison soviétique en Lettonie.

Le gouvernement soviétique estime ces exigences comme une condition élémentaire sans laquelle le pacte soviéto-letton d'assistance mutuelle ne saurait s'accomplir honnêtement¹⁰⁰¹.

Le message est transmis à la Lettonie le 16 juin, qui cède aux exigences soviétiques. Le même jour, le même ultimatum est envoyé à l'Estonie, qui donne les mêmes réponses¹⁰⁰². En

⁹⁹⁷ « окончательное решение прибалтийского вопроса ».

⁹⁹⁸ « Заявление сов. союза Латвии и Эстонии [La déclaration de l'Union soviétique à la Lettonie et à l'Estonie] », *Сегодня*, n°168, Riga, 18.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1940n168_2?page:1|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

⁹⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰⁰¹ « Совѣтское правительство считаетъ, что подобное положеніе не можетъ быть дальше терпимо. Правительство СССР считаетъ совершенно необходимымъ и неотложнымъ:

- 1) чтобы немедленно было сформировано въ Латвіи такое правительство, которое было бы способно и готово обезпечить честное проведеніе въ жизнь совѣтско-латвійскаго пакта о взаимопомощи
- 2) чтобы немедленно былъ обезпечен свободный пропускъ на территорию Латвіи совѣтскихъ воинскихъ частей для размещенія ихъ въ важнѣйшихъ центрахъ Латвіи въ количествѣ, достаточномъ для того, чтобы обезпечить возможность осуществленія совѣтско-латвійскаго пакта о взаимопомощи и предотвратить возможные провокационные действия противъ совѣтскаго гарнизона в Латвіи.

Совѣтское правительство считаетъ исполненіе этихъ требованій тѣмъ элементарнымъ условіемъ, безъ котораго невозможно добиться того, чтобы совѣтско-латвійскій пактъ о взаимопомощи выполнялся чѣстно и добросовѣстно ».

Ibid.

¹⁰⁰² *Ibid.*

Lituanie, l'ultimatum arrive le 14 juin. Antanas Smetona s'exile tandis que Merkys prend la tête du gouvernement et procède à l'élection d'un *Seimas* populaire. Le nouveau gouvernement lituanien est en fonction le 17 juin¹⁰⁰³. Deux jours plus tard, le premier ministre lituanien Paleckis prononce un discours dans lequel il critique l'ancien gouvernement, une dictature personnelle et ploutocratique, tandis que le nouveau gouvernement entend servir le peuple et veiller à la réalisation du pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS¹⁰⁰⁴. Le nationalisme et le chauvinisme sont condamnés, suivis d'une exhortation générale à laisser entrer les troupes soviétiques sans encombre dans le territoire¹⁰⁰⁵.

En Lettonie, avant de quitter le pouvoir, Kārlis Ulmanis refuse de s'avouer vaincu. Il prend la parole une dernière fois, et prétend avoir approuvé librement les propositions soviétiques¹⁰⁰⁶.

Dans notre pays à partir de ce matin, entrent les soldats soviétiques. Cela se produit avec la connaissance et l'aval du gouvernement, qui découle lui-même des relations d'amitié existant entre la Lettonie et l'Union soviétique¹⁰⁰⁷.

La population s'érige contre l'arrivée de l'Armée Rouge. Des mesures de maintien de l'ordre exceptionnelles sont prises, bien que l'ambassade soviétique cherche à diffuser un récit beaucoup plus apaisé de la situation¹⁰⁰⁸. La censure de la presse bat son plein. Le journal *Сегодня* est liquidé, son dernier numéro libre sort le 21 juin 1940 alors que la plupart de ses rédacteurs importants ont quitté le pays dans les huit mois précédents¹⁰⁰⁹. Les publications se poursuivent cependant quelques jours, suivant une ligne résolument pro-soviétique, parfois sous le nom de *Сегодня в Латвии* (aujourd'hui en Lettonie) et ses déclinaisons locales. Le

¹⁰⁰³ « Составъ новаго литовскаго правительства [Composition du nouveau gouvernement lituanien] », *Сегодня*, n°168, Riga, 18.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pp|issue:/sego1940n168_2|page:1|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰⁰⁴ « Служение народу – цель новаго литовскаго правительства [Servir le peuple – l'objectif du nouveau gouvernement lituanien] », *Сегодня*, n°169, Riga, 19.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1940n169_2|article:DIVL49|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁰⁶ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.241.

¹⁰⁰⁷ « Обращение президента государства къ народу [Discours du président au peuple] », *Сегодня*, n°168, Riga, 18.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1940n169_2|article:DIVL49|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰⁰⁸ « Сообщение полпредства СССР [Message de l'ambassade d'URSS] », *Сегодня*, n°169, Riga, 19.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pa|issue:/sego1940n169_2|article:DIVL49|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰⁰⁹ ЧМЫХУН (Э.), «Газета “Сегодня” в контексте печати Латвии 1919-1940 гг» [Le journal "Aujourd'hui" dans le contexte de la presse lettone 1919-1940], *Филологические науки [Sciences philologiques]. Вопросы теории и практики [Questions de théorie et de pratique]*, 2017, vol 10, n°76, pp.43-45.

22 juin, le nouveau gouvernement letton est en place¹⁰¹⁰. Suivant le modèle du nouveau gouvernement lituanien, il se livre à la critique du régime d'Ulmanis, relayé par *Сегодня в Латвии* :

Le vieux gouvernement a chu. Il n'était pas juste envers tous, il ne souhaitait pas comprendre les intérêts du peuple, il n'a pas garanti la réalisation honnête du pacte d'assistance mutuelle, conclu le 5 octobre 1939 avec l'Union soviétique et a conclu en secret [...] une alliance militaire avec les anciens gouvernements d'Estonie et de Lituanie¹⁰¹¹.

Le même processus s'observe en Estonie, à travers le nouveau journal *Rahva Hel*, mais aussi *Päevaleht*¹⁰¹².

Après la destitution des gouvernements, la réélection des parlements, les pouvoirs communistes s'attachent à la destruction des particularités des régimes baltiques. Le 27 juin 1940, le nouveau gouvernement letton supprime les six chambres « corporatives »¹⁰¹³. Leurs fonctions sont attribuées à de nouveaux soviets composés de prolétaires¹⁰¹⁴. À l'issue d'environ un mois de transition, les assemblées des États baltes se proclament républiques socialistes soviétiques, et demandent leur rattachement à l'URSS¹⁰¹⁵. Le 3, le 5 et le 6 août, les RSS de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie sont respectivement et officiellement incorporées à l'URSS¹⁰¹⁶.

¹⁰¹⁰ « Составлено новое правительство [Nouveau gouvernement composé] », *Сегодня*, no, Riga, 22.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n171_3|article:DIVL11|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰¹¹ « Старое правительство пало. Оно не было справедливо ко всѣмъ, оно не хотѣло понять интересы народа, оно не было способно обезпечить честное выполнение договора о взаимопомощи, заключеннаго 5 октября 1939гъ съ Совѣтскимъ Союзомъ и тайно отъ Совѣтскаго Союза заключило военный союзъ съ бывшими правительствами Эстоніи и Литвы. »

« Декларация новаго правительства Латвіи [Déclaration du nouveau gouvernement de Lettonie] », *Сегодня въ Латгалии*, n°172, Daugavpils, 22.06.1940, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppissue:/sego1940n172|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰¹² « Эстонская печать о декларации новаго правительства [La presse estonienne à propos des déclarations du nouveau gouvernement] », *Сегодня*, n°175, Riga, 27.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppissue:/sego1940n175_4|page:1|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰¹³ « Ликвидируются все 6 камеръ [On liquide les 6 chambres] », *Сегодня*, n°176, Riga, 28.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n176_2|article:DIVL81|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰¹⁴ *Ibid.*

¹⁰¹⁵ « Исторический день – Декларация Сейма о государственной власти [Jour historique – Déclaration de la Saeima sur le pouvoir de l'État] », *Для Вас*, n°31, Riga, 28.07.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_003_dlva1940s01n31|article:DIVL99|query:%D0%A1%D0%A1%D0%A1%D0%A0%7Cissuetype:P>, [Consulté le 27.09.2020].

¹⁰¹⁶ « Латвийская ССР принята в состав Союза Советских Социалистических Республик [La RSS de Lettonie est acceptée au sein de l'Union des Républiques Socialistes Sociétiques] », *Для Вас*, n°33, Riga, 11.08.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppissue:/p_003_dlva1940s01n33|article:DIVL24|page:2|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020] ; ERTL (A.), *Toward an Understanding ... op.cit.*, p.394.

Il est certes possible de se questionner sur la stratégie de Staline entre 1939 et 1940. Contre toute attente, après huit mois de bon déroulement du plan soviétique dans le cadre des pactes d'assistance mutuelle, Staline en vient à sa brutale « décision finale de la question balte », c'est-à-dire l'annexion. Le principal facteur de cette accélération est la tournure des événements dans la guerre entre France et Allemagne. Après la prise de Paris et l'écrasement des troupes alliées sur le continent, Hitler pourrait en effet reporter son attention à l'Est, et revenir sur ses si généreux termes de partage, en particulier au sujet de la Baltique¹⁰¹⁷. En réalité, nous savons désormais que c'est à ce moment qu'il demande la réalisation d'un plan d'invasion de l'Union soviétique (le plan Barbarossa, appliqué un an plus tard)¹⁰¹⁸. Pour Moscou, il convient donc d'annexer les trois pays baltes au plus vite. À ce sujet d'ailleurs, les Allemands ne sont pas dupes. L'envoyé à Riga von Kotze note :

Les troupes rentrantes sont tellement nombreuses, [...] qu'il est impossible d'estimer qu'une occupation aussi massive soit nécessaire pour la seule soumission de la Lettonie. Je pense qu'une réflexion sur l'Allemagne et ses possibilités a joué un rôle dans les activités soviétiques, et que les plans des Russes sont de nature défensive¹⁰¹⁹.

Pour Alexandre Dongarov, du début à la fin, l'URSS ne cherche qu'à se protéger, et n'envisage l'invasion des États baltes que dans une perspective strictement défensive. Les Baltes, selon lui, avaient l'opportunité d'infléchir le cours des événements à l'époque des Notes de Litvinov¹⁰²⁰. Nous ne souscrivons pas à cette conclusion. En effet, dans l'éventualité où les États baltes étaient parvenus à satisfaire Staline sur le danger géostratégique qu'ils représentent, le changement de cap de juin 1940 semble indiquer que la décision finale n'aurait pu être différente. De fait, si les Baltes avaient consenti à laisser entrer des garnisons et postes avancés soviétiques sur leurs terres et leurs îles, la situation serait la même qu'après la signature des pactes d'assistance mutuelle. Or nous pouvons constater qu'après la chute de l'Ouest, ces précautions ne sont plus en mesure de rassurer Staline. La conquête de la région semble donc inévitable à moins de remettre également en question le pacte Molotov-Ribbentrop et de compter sur une triple alliance Paris-Londres-Moscou. Assurément, une uchronie de cette nature sort de l'objet de notre travail.

¹⁰¹⁷ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.242 ; ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... loc.cit », p.167.

¹⁰¹⁸ ДОНГАРОВ (А.), « СССР и страны прибалтики... loc.cit », p.167.

¹⁰¹⁹ « Вступающие войска столь многочисленны, что ... невозможно представить, чтобы только для подчинения Латвии необходима такая обширная оккупация. Я думаю, что в русских мероприятиях сыграла свою роль мысль о Германии и имеющихся у неё возможностях, и что планы русских имеют оборонительный характер ».

Ibid.

¹⁰²⁰ *Ibid.*

Nous sommes davantage disposés à considérer, à l'instar de Sophie Vilks, que les pactes d'assistance mutuelle ne sont rien de moins que la première étape du long processus de soviétisation¹⁰²¹. Cependant, il reste notable que le mode opératoire de cette soviétisation ne trahit aucune précipitation de la part de Moscou, du moins dans sa première phase (avant juin 1940). Il semble donc que si l'URSS nourrit sans aucun doute un impérialisme sur l'Europe de l'Est, Staline semble tout de même chercher à éviter d'assumer pleinement le rôle d'envahisseur. Jusqu'en juillet 1940, toutes les formes sont respectées pour tenter de maquiller l'invasion. Le protocole Litvinov et les pactes de non-agression sont superficiellement (c'est-à-dire juridiquement) respectés. Aucun affrontement n'est déclenché contre les forces baltes, des manifestations pro-soviétiques sont organisées en Estonie¹⁰²², et dans les trois pays, l'instauration des nouveaux régimes se pare de l'habillage des élections¹⁰²³.

¹⁰²¹ VILKS-BATTAIA (S.), *Une indépendance contestée... op.cit.*, p.239.

¹⁰²² ERTL (A.), *Toward an Understanding... op.cit.*, p.394.

¹⁰²³ En réalité, les élections législatives organisées par les Soviétiques ne laissent la possibilité de voter que pour une seule liste (communiste).

Voir ERTL (A.), *Toward an Understanding... op.cit.*, p.394 ; WETTIG (G.), *Stalin and the Cold War in Europe: the Emergence and Development of East-West Conflict, 1939-1953*, Rowman & Littlefield, 2008, p.21.

Conclusion de chapitre

Nous ne pouvons, à la lumière des ultimes évènements, que réitérer nos analyses précédentes. Ainsi que nous avons tenté de le démontrer dans de nombreux chapitres, l'équilibre géopolitique a toujours été le seul et unique garant de la paix dans la Baltique. Il n'est donc pas surprenant de constater que sa disparition entraîne la caducité de toutes les précautions juridiques à la révision des indépendances baltes. Concernant le processus de soviétisation de la Baltique, nous espérons avoir su relayer des positionnements historiographiques encore en débat, en particulier sur les intentions soviétiques. Au vu de nos propres recherches, et de notre propre approche de la question, nous ne pouvons pas résolument trancher entre l'hypothèse prédatrice et l'hypothèse défensive. Il nous apparaît nonobstant que la seconde reste plus difficile à défendre.

Conclusion générale

« Tout ce que ces pays ont réalisé ou échoué était finalement sans importance¹⁰²⁴ ». Tel est le commentaire de John Hiden et Patrick Salmon au sujet des initiatives politiques des États baltes. Certes dépassés par les événements, ils finissent absorbés par le géant rouge, par la puissance envers laquelle ils ont pourtant nourri tant de défiances au cours de leurs vingt ans d'indépendance. La soviétisation de la Baltique est menée dès 1940 avec brutalité et précipitation. Nationalisation et collectivisation des terres et des propriétés, persécution des Églises et des élites, répression politique organisée par la Tchéka¹⁰²⁵, tout est mis en œuvre pour mettre ce nouveau territoire sous contrôle avant la guerre avec l'Allemagne. Beaucoup des personnalités dont nous avons pu parler dans ce mémoire, à l'instar de Kārlis Ulmanis, finissent leur vie déportés ou exécutés en Russie. En outre, comme lors des précédentes purges stalinienne, la population n'échappe pas aux mauvais traitements. Dans la seule nuit du 13 au 14 juin 1940, 15 500 Lettons (dont 2 400 âgés de moins de dix ans), 11 000 Estoniens et 21 000 Lituaniens sont arrêtés et déportés dans les goulags soviétiques¹⁰²⁶. En dépit de ses rebondissements multiples, l'aventure baltique s'achève de manière tragique. En ce qui nous concerne, l'étude des États baltes, de la Pologne, et des grandes puissances se livrant à une rivalité d'influence, s'avère sans aucun doute riche en enseignements. Cette étude a été menée dans l'objet de trouver des réponses à un certain nombre de problématiques liées à la géopolitique balte, ses mécanismes, ses stratégies et leurs efficacités. Nous présentons ici nos conclusions, corroborées par nos observations et réflexions sur notre objet de travail, tout en admettant naturellement la possible présence d'erreurs de notre part. Nous espérons bien entendu que ce champ marginal de la recherche francophone en histoire connaisse quantités de nouvelles contributions à l'avenir.

Nous pensons avoir apporté une démonstration du fait que les États baltes sont une conséquence de l'incapacité de fait des grandes puissances de se partager l'Europe de l'Est à tête reposée. La conclusion de notre période en apporte la confirmation, après vingt ans de luttes, les deux grandes puissances encore en jeu s'entendent sur un partage de la Baltique et

¹⁰²⁴ « Whatever these countries did or failed to do was ultimately immaterial ».

HIDEN (J.), SALMON (P.), *The Baltic Nations and Europe: Estonia Latvia and Lithuania in the Twentieth Century – Revisited Edition*, Londres, Longman, 1994, p.63.

¹⁰²⁵ SOULET (J.-F.), *Histoire de l'Europe de l'Est – De la seconde guerre mondiale à nos jours*, Armand Colin, 2011, p.22.

¹⁰²⁶ *Ibid.*

mettent fin aux indépendances sans difficultés. Au vu de ce que nous avons pu aborder dans nos développements, l'impossibilité de recourir à un tel partage au début de la période tient à la disparition du concert européen. En outre, le phénomène est d'autant accentué que les grandes monarchies héréditaires d'Europe s'effondrent à l'issue de la Grande Guerre, et que les nouveaux pouvoirs ne témoignent pas de la même plasticité, ni de la même tempérance¹⁰²⁷. Un Empire dynastique tel que l'ancienne Russie, assagi par des siècles de règne, une grande stabilité du pouvoir et une vision à très long terme, aurait renoncé à une partie de l'Europe de l'Est comme l'Empire habsbourgeois dût autrefois renoncer à l'Italie. Il y a donc de quoi, pour la France en 1919, espérer le succès du mouvement blanc en Russie, qui outre la question des dettes rétablirait une stabilité et une sécurité aux confins du continent. Pourtant, depuis les acquis du XIXe siècle, un facteur idéologique rentre inévitablement en compte. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, bien qu'éminemment flou et indéfinissable¹⁰²⁸, rend le soutien aux pouvoirs réactionnaires de plus en plus difficile à assumer à l'Ouest. Enfin, et non des moindres, le dernier facteur empêchant le partage de la Baltique réside dans la prolifération des acteurs géopolitiques. En 1919, Weimar et Moscou, mais aussi Paris, Londres et même Varsovie entretiennent une concurrence dans le territoire baltique. La multiplicité des parties décuple les obstacles à la possibilité d'une partition. Même regroupés en blocs par la suite, les grands acteurs du jeu baltique se trouvent en réalité dans l'incapacité de partager le territoire en zones d'influences car aucune combinaison ne pourrait être acceptée de manière unanime. Il s'agit en effet à la fin des années 1930, après la progressive mise hors-jeu de la Grande-Bretagne, de la France, et enfin de la Pologne, d'une réduction de l'arène Baltique à un duel entre Allemands et Soviétiques, donnant lieu à la possibilité d'un partage. En outre, cette idéologie des nationalités et du libéralisme politique s'avère également être un frein à la conduite d'une *Realpolitik* efficace. Ce phénomène s'illustre notamment lorsque la France doit renoncer à la fragmentation de l'Allemagne en 1919 sous la pression de ses alliés anglo-saxons. Incarnant

¹⁰²⁷ On pense notamment à la Russie révolutionnaire à ce moment-là.

¹⁰²⁸ Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est en quelque sorte une reconnaissance de la légitimité des nationalismes. Pourtant, la nation n'a jamais été définie de manière universelle, ou du moins elle répond à plusieurs conceptions distinctes. Une conception ethnique de la nation rendrait certaines questions identitaires insolubles, telles que les indépendances ukrainienne et biélorusse par exemple. À l'inverse, il y a ceux qui perçoivent la nation comme un fruit de l'Histoire. C'est manifestement l'interprétation que veut avoir la Pologne, mais cela ne permet pas de légitimer l'émergence de nouvelles nations, baltiques par exemple. Quoi qu'il en soit, la nation, les peuples et leur droit à l'indépendance, ces notions relèvent davantage des sensibilités politiques que du droit positif supposément clair et applicable.

cette dynamique humaniste, la SDN et son idéal de paix par le droit s'avèrent tout à fait inopérants, tout comme les tentatives d'arbitrage autour de Vilna.

Il apparaît globalement que la France est tiraillée entre d'une part le besoin d'efficacité et de fermeté, d'autre part ses penchants libéraux et humanistes. Nous le constatons très clairement à travers les différentes phases de son action politique lors des deux décennies de notre sujet. La Grande-Bretagne, quant à elle, s'avère capable d'une constance inflexible dans sa politique extérieure, ne tolérant qu'un faible niveau d'investissement et de responsabilités au-delà du Rhin. Résultat de sa politique à l'Ouest, les accords de Locarno et leurs répercussions sur l'écosystème baltique témoignent des réelles capacités de Londres. Pourtant, même après Locarno, le Royaume-Uni ne saisit aucune opportunité pour défendre son influence et ses projets dans la partie orientale de l'Europe. Pour des raisons idéologiques, Londres ne pense pas que la paix doive être protégée par une politique d'intervention à l'Est. N'ayant peut-être pas non plus prétention à épargner l'entièreté du continent, les Anglais voient dans le choix de la neutralité, la garantie au moins de tenir la guerre hors de leurs propres obligations. Or sur ce point, les Baltes semblent partager le même sentiment. En effet, que cela se manifeste à travers la stratégie d'équilibre lettone ou l'isolationnisme estonien, la neutralité semble définir toute ligne politique à long terme, en tant que secret de la paix.

L'étude de notre période met en lumière l'impossibilité d'une synergie politique de la part des puissances aspirant à la paix, à savoir la France, le Royaume-Uni et les États baltes. Entre Paris et Londres, le cœur du problème réside dans une profonde divergence d'intérêts dont toute la fracture est déjà à l'œuvre dans les termes du traité de Versailles. Il est coutumier de dire que la plupart des guerres sont dues aux mauvais termes de la paix précédente. Concernant la paix de Versailles, nous avons eu l'occasion de développer cette question, et pouvons désormais affirmer qu'il s'agit d'un compromis ne servant ni vraiment les intérêts des Anglo-Saxons, ni réellement ceux de la France. D'une part, l'Allemagne se voit imposer d'innombrables entraves juridiques, en faisant une nation désarmée, initialement incapable de négocier ses tarifs douaniers, économiquement bridée et assujettie au paiement de considérables réparations. De toute évidence, cela ne sert pas les intérêts du Royaume-Uni, craignant le retour d'une hégémonie française sur le continent, et qui souhaite appuyer son propre redressement sur une Allemagne économiquement saine. D'autre part cependant, le

traité de Versailles et la refonte de Weimar renforcent l'unité et la centralisation du Reich¹⁰²⁹, qui restait jusqu'alors une confédération. Au début des années 1920, l'Allemagne¹⁰³⁰ jouit d'une unité politique lui ayant jusqu'alors toujours fait défaut, renforcée par une centralisation inédite¹⁰³¹ et une honte revancharde nourrie autant par la défaite que par les réparations réclamées aux Prussiens comme aux autres Allemands. Pour couronner le tout, le système versaillais entérine la dissolution de tous les autres blocs, ne laissant quasi intacte que la puissance allemande. Détruisant les Empires de Vienne, d'Istanbul et de Saint-Pétersbourg, la nouvelle Europe met en jeu une irrésistible force gravitationnelle autour de Berlin, prémisse de l'Anschluss, de la crise des Sudètes et de Danzig. Ne pouvant se résoudre à définir une ligne commune, Paris et Londres sont le plus souvent en opposition sur les questions de la géopolitique européenne, comme elles le furent lors de l'élaboration de la paix de Versailles. Contrecarré dans sa volonté de neutraliser les facteurs de puissance donnant l'avantage aux révisionnistes, le Quai d'Orsay ne peut infléchir seul l'évolution des relations internationales. De plus, la France fait face, comme tous les régimes démocratiques et en particulier parlementaires, à une discontinuité de sa politique extérieure, et à la pression de l'opinion publique lorsque celle-ci va à l'encontre de la doctrine géopolitique poursuivie¹⁰³². Quant à l'Estonie, à la Lettonie et à la Grande-Bretagne, elles en viennent finalement à se refuser les moyens d'une politique active et commune pour le bien de leur stratégie de neutralité.

Comme en miroir de ce que nous constatons pour les défenseurs du *statu quo*, il apparaît que les puissances révisionnistes, principalement Allemagne et Russie soviétique ne présentent pas les faiblesses évoquées ci-dessus. Résolument impérialistes, ne cherchant pas

¹⁰²⁹ La Constitution formule clairement que le droit impérial supplante le droit régional. En outre, dans le cas où un Land ne se plie pas à l'autorité centrale, le président du Reich est en mesure de suspendre la constitution d'un État fédéré et d'employer l'armée pour en reprendre le contrôle.

Constitution de Weimar, approuvée par l'Assemblée nationale le 31.07.1919, promulguée à Schwarzbourg le 11.08.1919, art.13, art.48, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/de1919.htm>>, [Consulté le 31.03.2021].

¹⁰³⁰ Il est certes nécessaire de rappeler que la nouvelle Allemagne ne s'impose qu'à l'issue d'une victoire contre les mouvements révolutionnaires, en particulier en Bavière.

¹⁰³¹ Le gouvernement du Reich centralise l'autorité sur les questions de la politique extérieure, du commandement de l'Armée, de la gestion des chemins de fer, des ponts et des voies fluviales. La constitution coupe les revenus des Länder pour les attribuer au pouvoir central, notamment par voie fiscale. Selon Jean-Marie Flonneau, la constitution de Weimar est le résultat d'une volonté d'aboutir à un État républicain le plus « étroitement centralisé [...] possible ».

Voir FLONNEAU (J.-M.), *Le Reich Allemand. De Bismarck à Hitler – 1848-1945*, Armand Colin, 2003, p.97.

¹⁰³² Naturellement, l'opinion publique s'impose progressivement comme un acteur politique important depuis le XIXe siècle, et son poids doit être pris en compte, même par des régimes plus autoritaires. C'est cependant dans les républiques, lorsque les dirigeants font face aux impératifs pressants de l'élection ou de la réélection, que l'opinion publique devient une force si prépondérante.

nécessairement à faire coïncider leurs politiques avec des idéaux humanistes et libéraux, Berlin et Moscou se donnent les moyens de mener une véritable *Realpolitik*. Pourtant en concurrence frontale pour l'expansion sur les territoires d'Europe orientale, les révisionnistes font preuve à multiples reprises, ironiquement, d'une véritable capacité mutuelle à s'entendre. À l'instar de ce que nous disions plus haut sur les anciens Empires dynastiques, il apparaît que les puissances impérialistes font preuve de moins de rigidité que les Occidentaux, eux qui s'auto-contrainent parfois à élaborer leurs stratégies politiques par rapport à des principes supérieurs. Naturellement, nous ne disconvierons pas du fait que de tels principes puissent avoir une valeur morale, mais l'étude de la géopolitique balte de l'Entre-deux-guerres nous enseigne assurément l'importance primordiale de la flexibilité comme élément d'efficacité. C'est également pour des questions de souplesse que les initiatives bilatérales semblent toujours porter plus de fruits que les initiatives multilatérales. Ces dernières en effet, sont rigides et fragiles, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement vaines ou inapplicables.

Il existe enfin une troisième catégorie d'acteurs, incarnée par la Lituanie et la Pologne, dont les cheminements tortueux illustrent une ambiguïté profonde. Kaunas et Varsovie nourrissent autant un dessein révisionniste qu'un besoin de sécurité face aux prédateurs allemand et soviétique. Il semble que la particularité et l'ambivalence de ces États ne soit pas comprise dans toute leur complexité par les Occidentaux. Menant une véritable politique réaliste de défense de leurs intérêts nationaux, articulant avec fluidité leurs priorités de revendications ou de sécurité, Kaunas et Varsovie figurent pourtant parmi les grands perdants du jeu balte. Ils sont donc tout désignés pour réinstaurer un recul nécessaire à nos observations précédentes. Ainsi que nous l'avons vu dans ce mémoire, Pologne et Lituanie effectuent des erreurs fatales rendant leurs politiques infécondes, il s'agit principalement d'un manque de vision à long terme, et d'une surestimation de ses forces en particulier pour la Pologne. Pour autant, il nous semble que ces deux États, foncièrement animés par la volonté de vivre, ont su faire de leurs existences un état de fait âprement défendu. Leur disparition au terme des années 1930 est avant tout due à la rupture de l'équilibre est-européen qui retire aux petites puissances toute emprise sur le cours des événements.

Il ne fait aucun doute que seuls les acteurs se donnant les moyens d'agir sur les facteurs de puissance ont des politiques que nous saurions qualifier de réalistes. Il s'agit pour l'Allemagne de se saisir de sa nouvelle et immense force, l'unité nationale, lui permettant de

remplacer l'ancienne clef de voûte de sa puissance (le militarisme) par son plus grand atout traditionnel : l'économie. La politique de Berlin dans la Baltique en est l'illustration parfaite, celle de l'utilisation de sa prépondérance économique comme moyen d'action géopolitique. La Russie soviétique parvient également à avoir une action réaliste et efficace dès lors qu'elle abandonne son idéal révolutionnaire. Investissant la scène diplomatique, le Kremlin fait preuve d'un cynisme à toute épreuve, envisageant la collaboration avec toutes les parties, reprenant en apparence les idéaux Occidentaux, menant avec habileté une diplomatie triangulaire avec la Lituanie. Quelles qu'aient pu être les errances dues à l'inefficacité du régime communiste ou aux effets néfastes des purges, le réalisme ne fait jamais défaut à Moscou, lui permettant d'assumer tous les revirements nécessaires à la défense finale et effective de ses intérêts.

Que dire enfin sur les véritables ressorts profonds de la paix ? Que dire du mécanisme de la stabilité géopolitique, sur lequel agissent, ou du moins tentent d'agir toutes les puissances ? Nous pourrions être tentés, de prime abord et par souci de nuance, de supposer que la paix est permise par la somme des mesures de précaution, regroupant ainsi au même plan l'équilibre des puissances, le droit international positif et son arbitrage, les institutions internationales, et la prudence voire la neutralité des acteurs. Force est de constater toutefois que notre étude illustre une autre réalité. Nous constatons en effet que la rupture du seul équilibre des puissances suffit à renverser la paix, en dépit du maintien de tous les autres facteurs, nous poussant à conclure que ces derniers n'ont qu'une importance négligeable. Le maintien de l'équilibre en lui-même est permis par la multipolarité de l'arène géopolitique prévenant le partage, ainsi que par la stabilisation des nombreux facteurs du rapport de force. C'est donc tout naturellement que les politiques réalistes se focalisent sur ces facteurs, qu'elles soient menées pour la sauvegarde de l'équilibre ou pour son renversement. La paix est donc, dans notre cadre temporel et notre espace baltique, la traduction de cet équilibre entre facteurs géopolitiques, idéologiques, économiques et géostratégiques. En cas de rupture de l'équilibre, les grandes puissances se mettent en mouvement et refondent le cadre géopolitique jusqu'à atteindre un nouveau point d'équilibre.

À la recherche de la paix, la stratégie du refuge dans la neutralité, observable dans les États baltes, le Royaume-Uni ou la Finlande, repose donc sur l'aléatoire, car elle consiste à renoncer à toute influence sur ces fameux paramètres, ces facteurs d'équilibre. Seule une recherche active de la paix, à travers une lecture lucide de la situation internationale, peut

avoir une efficacité. En ce sens, notre étude souligne le danger des approches multilatérales, sans aucun doute plus séduisantes mais surtout plus hasardeuses. Si le nombre fait la force, les tentatives de barrière de l'Est ou d'Union baltique témoignent du fait que les grands projets partagent ce défaut de vouloir créer une coopération totale, alors même que les intérêts de plusieurs États ne sauraient converger que sur un plan réduit.

Après la Seconde Guerre mondiale, le continent européen tout entier entre dans un nouveau rapport de force. À bien des égards, la guerre froide semble suivre les mêmes mécanismes tectoniques que ceux que nous avons identifiés dans la Baltique. La présence de seulement deux parties concurrentes permet le partage de l'Europe entre les « blocs », suite à quoi la paix et la stabilité sont garanties par le maintien de l'équilibre¹⁰³³. Enfin, c'est encore la rupture de cet équilibre, à l'approche des années 1990, qui s'accompagne du retour des guerres et des tensions¹⁰³⁴.

¹⁰³³ L'équilibre est d'autant plus renforcé par la parité des arsenaux nucléaires qui rend très dissuasive toute perspective de débordement.

¹⁰³⁴ On pense notamment aux tensions liées à la chute des régimes communistes en Roumanie et Albanie, aux guerres yougoslaves, au Kosovo, aux guerres du Caucase (Haut-Karabakh, Géorgie, Abkhazie, Ossétie, Tchétchénie), et à celles de l'Ukraine (Dniestr et plus récemment Donbass).

Sources

Sources de presse

Quotidien français *Le Temps* :

- « États baltes – La propriété foncière en Lettonie », *Le Temps*, n°21799, Paris, 09.04.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k244340r>>, [Consulté le 02.02.2020].
- « Nouvelles de l'étranger – Lettonie – Les Baltes contre la loi agraire », *Le Temps*, Paris, 04.05.1921 <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k244365b>> [Consulté le 03.02.2020].
- « Lettonie – La réforme agraire et la Constituante », *Le Temps*, n°21983, Paris, 11.10.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2445246>>, [Consulté le 03.02.2020].
- « Bulletin du jour – Pologne et Lituanie », *Le Temps*, n°24251, Paris, 10.01.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k246898m>>, [Consulté le 04.08.2020].
- « Nouvelles de l'étranger – La conférence polono-lituanienne de Königsberg », *Le Temps*, n°24334, Paris, 02.04.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2469931>>, [Consulté le 05.07.2020].
- « Bulletin du jour – Le différend polono-lituanien », *Le Temps*, n°24435, Paris, 12.06.1928, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2471090>>, [Consulté le 03.07.2020].
- « Bulletin du jour – La manœuvre des Soviets », *Le Temps*, n°24609, Paris, 04.01.1929, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2473087>>, [Consulté le 23.08.2020].
- « Le règlement de la paix – Le protocole de Moscou pour la mise en valeur immédiate du pacte Kellogg », *Le Temps*, n°24652, Paris, 16.02.1929, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k247357k>>, [Consulté le 25.08.2020].
- « Bulletin du jour – Le problème naval – L'accord commercial germano-polonais », *Le Temps*, n°25047, Paris, 20.03.1930, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2478061>>, [Consulté le 30.08.2020].
- « Bulletin du jour – L'Angleterre et les Soviets », *Le Temps*, n°25078, Paris, 20.04.1930, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k247841h>>, [Consulté le 30.08.2020].
- « Nouvelles de l'étranger – Pour l'“Anschluss économique” », *Le Temps*, n°25411, Paris, 21.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248264r>>, [Consulté le 07.09.2020].
- « Bulletin du jour – L'Allemagne et l'Autriche », *Le Temps*, n°25412, Paris, 22.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2482654>>, [Consulté le 07.09.2020].
- « Bulletin du jour – L'accord économique austro-allemand », *Le Temps*, n°25413, Paris, 23.03.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248267w>>, [Consulté le 07.09.2020].

- « Nouvelles de l'étranger – Allemagne – Les commandes soviétiques à l'industrie », *Le Temps*, n°25438, Paris, 17.04.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248299p>>, [Consulté le 07.09.2020].
- « Bulletin du jour – La démission du cabinet MacDonald », *Le Temps*, n°25567, Paris, 25.08.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k248476g>>, [Consulté le 07.09.2020].
- « Bulletin du jour – La renonciation à l'union douanière austro-allemande », *Le Temps*, n°25577, Paris, 04.09.1931, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2484876>>, [Consulté le 08.09.2020].
- « Le pacte de Locarno est dénoncé par le Reich – Entrée de troupes allemandes dans la zone rhénane démilitarisée », *Le Temps*, n°27214, Paris, 08.03.1936, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2627809>>, [Consulté le 26.05.2020].
- « Bulletin du jour – Le défi allemand », *Le Temps*, n°27215, Paris, 09.03.1936, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k262781p>>, [Consulté le 27.05.2020].
- « Les suites de la violation par l'Allemagne du pacte de Locarno », *Le Temps*, n°27221, Paris, 15.03.1936, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k262787z>>, [Consulté le 24.05.2020].

Hebdomadaire français *L'Europe Nouvelle* :

- MILLET Philippe, « La contradiction américaine », *L'Europe Nouvelle*, n°47, Paris, 19.11.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454648c>>, [Consulté le 18.11.2020].
- MILLET Philippe, « L'avenir des relations franco-américaines », *L'Europe Nouvelle*, n°48, Paris, 26.11.1921, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454649r>>, [Consulté le 18.11.2020].
- MOUSSET Albert, « La Conférence de Belgrade », *L'Europe Nouvelle*, n°12, Paris, pp.364-365, 25.03.1922, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454664j>>, [Consulté le 21.11.2020].
- « Protocole de clôture de la Conférence des États Baltes », *L'Europe Nouvelle*, n°14, Paris, 08.04.1922, p.436, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4546669>>, [Consulté le 21.11.2020].
- PIERRE (A.), « La nouvelle Fédération russe S.S.S.R. », *L'Europe Nouvelle*, n°5, 03.02.1923, p.145, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k454707x>>, [Consulté le 20.11.2020].
- « La logique du protocole, ou comment on revient de Locarno à Genève », *L'Europe Nouvelle*, n°400, Paris, 17.10.1925, p.1370, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k455061t/f2.item>>, [Consulté le 01.12.2020].
- MOUSSET Albert, « Les marches septentrionales de l'Europe. Une enquête aux pays baltes », *L'Europe Nouvelle*, n°558, Paris, 20.10.1928, p.1415, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4552157>>, [Consulté le 15.11.2020].
- WEISS Louise, « Mittel-Europa », *L'Europe nouvelle*, n°685, Paris, 28.03.1931, pp.406-408, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/28-mars-1931/1785/3307835/9>>, [Consulté le 22.01.2021].
- MOUSSET Albert, « L'accord commercial franco-soviétique », *L'Europe Nouvelle*, n°831, Paris, 13.01.1934, p.27, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k29524354.item>>, [Consulté le 17.12.2020].
- DE ZARA Philippe, « L'élément essentiel du régime faciste : les corporations », *L'Europe Nouvelle*, n°833, Paris, 27.01.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/27-janvier-1934/1785/3308143/15>>, [Consulté le 09.03.2021].
- MODEL Michel, « Le fascisme et le national-socialisme allemand dans les Pays Baltes », *L'Europe Nouvelle*, n°847, Riga, 23.03.1934, <<https://www.retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/5-mai-1934/1785/3308301/6>>, [Consulté le 08.02.2021].
- FRASER (G.) « Les facteurs de l'opinion publique anglaise », *L'Europe Nouvelle*, n°852, Paris, 09.06.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/9-juin-1934/1785/3308279/21>>, [Consulté le 09.03.2021].
- MODEL Michel, « Le pouvoir fort en Lettonie », *L'Europe Nouvelle*, n°852, Paris, 09.06.1934, <<http://www.retronews.fr/journal/l-europe-nouvelle/9-juin-1934/1785/3308279/21>>, [Consulté le 09.03.2021].

- MASSIP Jean, « Le voyage de M. Barthou et l'opinion anglaise », *L'Europe Nouvelle*, n°858, Paris, 21.07.1934, p.732-733, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/21-juillet-1934/1785/3308257/12>>, [Consulté le 09.02.2021].
- PERNOT Maurice, « Du nouveau à l'Est », *L'Europe Nouvelle*, n°867, Paris, 22.09.1934, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/22-septembre-1934/1785/3308219/3>>, [Consulté le 08.02.2021].
- DOMINOIS (F.), « La Croatie et l'attentat de Marseille », *L'Europe Nouvelle*, n°870, Paris, 13.10.1934, pp.1017-1018, <<https://www-retronews-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/l-europe-nouvelle/13-octobre-1934/1785/3308207/9>>, [Consulté le 09.02.2021].
- CHAUSSIER Hector, « La politique allemande d'autarchie et d'ersatz », *L'Europe Nouvelle*, n°885, Paris, 26.01.1935, pp.91-93, <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k29524888>>, [Consulté le 24.12.2020].

Quotidien britannique *The Manchester Guardian* :

- « Towards a Russian Truce – British Proposals to Allies », *The Manchester Guardian*, Manchester, 13.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476230898/citation/6CD57E70427347F4PQ/23>>, [Consulté le 04.12.2019].

- « The "Humanité's" Revelation », *The Manchester Guardian*, Manchester, 14.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476159029/citation/9D410CBD199E489FPQ/26>>, [Consulté le 13.12.2019].

- SOSKICE David, « The Allied Policy in Russia – a New Departure », *The Manchester Guardian*, Manchester, 26.01.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/480935469/citation/20FAAA083A3E4215PQ/45>>, [Consulté le 14.12.2019].

- « Obstacles to peace », *The Manchester Guardian*, Manchester, 03.03.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476237990/citation/A1F018BC29E44274PQ/14>> , [Consulté le 13.01.2020].

- GOODE William, « The Stricken Baltic Provinces – Commercial Suffocation », *The Manchester Guardian*, Manchester, 27.05.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476190131/citation/6C4A6828FA4345ADPQ/16>>, [Consulté le 15.01.2020].

- « Fighting in the Baltic », *The Manchester Guardian*, Manchester, 06.06.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476253290/citation/6C4A6828FA4345ADPQ/12>>, [Consulté le 15.01.2020].

- « The Baltic Provinces », *The Manchester Guardian*, Manchester, 25.06.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476244670/citation/6C4A6828FA4345ADPQ/4>>, [Consulté le 15.01.1919].

- « Britain and the Baltic States », *The Manchester Guardian*, Manchester, 27.09.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476231926/citation/6C4A6828FA4345ADPQ/9>>, [Consulté le 15.01.2020].

- « The European Press – Baltic Muteneers Still Active », *The Manchester Guardian*, Manchester, 01.01.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476289324/citation/E7E76EF01D5B485APQ/1>>, [Consulté le 18.01.2020].

- « Relaxing on Russian Blockade: Hostilities Over? », *The Manchester Guardian*, Manchester, 19.01.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476288563/citation/7485BB42D7904602PQ/7>> [Consulté le 19.01.2020].

- « Russia and the Allies Trading Plan », *The Manchester Guardian*, Manchester, 20.01.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476328862/citation/7485BB42D7904602PQ/19>>, [Consulté le 19.01.2020].

- « The Blockade of Russia – No Instructions to the Baltic Fleet », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.02.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardiano>

[bserver/docview/476335683/citation/1D7AFC94DF014521PQ/17>](#), [Consulté le 19.01.2020].

- « The Russian Trade Agreement – Full Text », *The Manchester Guardian*, Manchester, 17.03.1921, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476452197/citation/66AE018D99634ED7PQ/2>>, [Consulté le 04.02.2020].

- « Baltic States Convention – Finland’s Declaration », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.09.1922, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476649079/citation/13BC72F71608471DPQ/2>>, [Consulté le 04.02.2020].

- « British Fleet’s Visit to Baltic Ports », *The Manchester Guardian*, Manchester, 29.05.1925, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477036660/citation/926B92438B3245F1PQ/4>>, [Consulté le 04.02.2020].

- « League and the Vilna Problem – Lithuanian Note to Warsaw », *The Manchester Guardian*, Manchester, 01.03.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477601349/citation/A55B097C177F4267PQ/2>>, [Consulté le 17.06.2020].

- « Polish Pact with Lithuania – Offer Refused », *The Manchester Guardian*, Manchester, 14.05.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477642192/citation/A55B097C177F4267PQ/6>>, [Consulté le 17.06.2020].

- « Polish-Lithuanian Negotiations – Further Meeting Arranged », *The Manchester Guardian*, Manchester, 05.11.1928, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/477678330/citation/A55B097C177F4267PQ/4>>, [Consulté le 17.06.2020].

- « New Soviet Peace Treaty Plan – Anticipating Kellogg Pact », *The Manchester Guardian*, Manchester, 01.01.1929, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477740444/55870F9B9D5047DBPQ/1?accountid=14563>>, [Consulté 23.08.2020].

- « The Eastern Kellogg Pact », *The Manchester Guardian*, Manchester, 06.02.1929, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/477756796/730709A52A743DBPQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 22.08.2020].

- « The Russian Trade Agreement », *The Manchester Guardian*, Manchester, 19.04.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478050815/4C77603E27654D9CPQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 29.08.2020].

- « Soviet “Dumping” : Moscow and the Campaign Abroad », *The Manchester Guardian*, Manchester, 04.10.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478145844/572C8B4351D4FF9PQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 30.08.2020].

- « Anti-Dumping Measures: Soviet Reprisals – New Decree Directed Against France », *The Manchester Guardian*, Manchester, 23.10.1930, <<https://search-proquest-com.ressources->

[electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478130838/1258162C208D4E1BPQ/3?accountid=14563](https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478130838/1258162C208D4E1BPQ/3?accountid=14563)], [Consulté le 30.08.2020].

- « “Dumping” debated in Commons », *The Manchester Guardian*, Manchester, 27.11.1930, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/478134210/D9148BF5A5124665PQ/1?accountid=14563>>, [Consulté le 30.08.2020].

- « KAYSER (J.), « Letters to the Editor – The Anglo-German Naval Agreement – A Bad Impression in France », *The Manchester Guardian*, Manchester, 22.06.2021, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/483845380/citation/DE3E9114CD694209PQ/5>>, [Consulté le 04.02.2020].

- « The Franco-Soviet Pact – Its Bearing on Locarno », *The Manchester Guardian*, Manchester, 16.03.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484018213/citation/A5C3E8DB746C47D9PQ/17>>, [Consulté le 23.05.2020].

- STEWART Kenneth, « Trade with the Baltic States », *The Manchester Guardian*, Manchester, 02.09.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484087369/citation/A8271AE367FB43FDPQ/3>> [Consulté le 04.02.2020].

- STEWART Kenneth, « Trade with the Baltic States – Latvia and Estonia », *The Manchester Guardian*, Manchester, 03.09.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484090645/citation/A8271AE367FB43FDPQ/1>>, [Consulté le 04.02.2020].

- « Letters to the Editor – Britain and the Franco-Soviet Pact – The Principal Reasons for Uneasiness », *The Manchester Guardian*, Manchester, 29.12.1936, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/484112031/citation/5D5F20C4A40A45C0PQ/1>>, [Consulté le 24.05.2020].

Quotidien britannique *The Observer* :

- « The Paris Congress », *The Observer*, Londres, 23.03.1919,
<<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/480736425/citation/4A746A439BD94859PQ/1>>, [Consulté le 14.01.2020].

- MACDONALD Ramsay, « Hungary's Revolution – Its Lesson to the Peace Conference », *The Observer*, Londres, 26.03.1919, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/476175377/citation/C1CEF58ABFA43F5PQ/1>>, [Consulté le 14.01.2020].

Quotidien irlandais *The Irish Times* :

- « Baltic Trade », *The Irish Times*, Dublin, 17.02.1920, <<http://search.proquest.com/hnpguardianobserver/docview/517115448/citation/B4A062A0E1154202PQ/1>>, [Consulté le 18.01.2020].

- « The Power of France », *The Irish Times*, Dublin, 30.12.1931, <<https://search-proquest-com.ressources-electroniques.univ-lille.fr/hnpguardianobserver/docview/521745161/75A83060C6334944PQ/2?accountid=14563>>, [Consulté 04.09.2020].

Quotidien britannique *The Times* :

- « Conference Ended – Dawes Scheme to be Applied », *The Times*, n°43733, Londres, 19.08.1924, p.10, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS167974674/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=7fc1cdb1>>, [Consulté le 30.11.2020].

- « An “Eastern Locarno” – German-Polish Agreement – A Ten-Year Pact of Non-Aggression », *The Times*, n°45663, Londres, 27.01.1934, p.10, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS167979579/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=27312c5d>>, [Consulté le 17.12.2020].

- « German-Polish Pact – Opinions in the Capitals », *The Times*, n°45664, Londres, 29.01.1934, p.12, <<http://link.gale.com/apps/doc/CS201927229/TTDA?u=unilille&sid=zotero&xid=b7f368e7>>, [Consulté le 17.12.2020].

Quotidien letton *Сегодня* :

- « Бесѣда съ членами литовской делегации », *Сегодня*, н°2, Riga, 16.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1919n2|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 04.12.2019].

- « Конгрессъ торжествующихъ рабовъ [Le congrès des esclaves triomphants] », *Сегодня*, н°2, Riga, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1919n2|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 04.12.2019].

- Поляковъ (Б.), « Характеръ сильной власти [Caractéristique d'un État fort] », *Сегодня*, н°10, Riga, 25.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1919n10|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 23.12.2019].

- « Латвія – Къ уходу германскихъ войскъ изъ Курлядіи [Lettonie – Vers l'évacuation des soldats allemands de Courlande] », *Сегодня*, н°10, Riga, 25.09.1919, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/p_001_sego1919n10|article:DIVL191|page:3|block:P3_T B00003|issueType:P>, [Consulté le 23.12.2019].

- « Совѣщаніе конференціи в Гельсингфорсѣ », *Сегодня*, н°15, Riga, 20.01.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n15|article:DIVL151|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020].

- Эстуръ, « Къ текущему моменту — Гельсингфорская конференція », *Сегодня*, н°16, Riga, 21.01.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n16|article:DIVL188|issueType:P>, [Consulté le 31.01.2020].

- Эльяшовъ (М.), « Снятіе блокады », *Сегодня*, н°27, 03.02.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n27|article:DIVL10|issueType:P>, [Consulté le 31.01.2020].

- « Рѣчь министра иностранныхъ дѣлъ в Народномъ Совѣтѣ [Le discours du ministre des Affaires Étrangères au conseil populaire] », *Сегодня*, н°58, Riga, 11.03.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n58|article:DIVL153|issueType:P>, [Consulté le 03.02.1920]

- « Къ текущему моменту – Миръ между Литвой и Советской Россией [En ce moment – La paix entre la Lituanie et l'Union soviétique] », *Сегодня*, н°147, Riga, 13.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n147|article:DIVL123|issueType:P>, [Consulté le 03.04.2020].

- « Миръ съ Литвой [La paix avec la Lituanie] », *Сегодня*, n°148, Riga, 14.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n148|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 03.04.2020].
- « Министръ иностранныхъ дѣлъ о переговорахъ съ Совѣтской Россіей и о Балтійской конференціи [Le ministre des Affaires Étrangères à propos des négociations avec l'Union soviétique, et de la conférence baltique] », *Сегодня*, n°148, Riga, 14.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n148|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 03.04.2020].
- « Возобновленіе сношеній между Латвіей и Германіей [Rétablissement des relations entre la Lettonie et l'Allemagne] », *Сегодня*, n°154, Riga, 21.07.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n154|article:DIVL82|issueType:P>, [Consulté le 03.02.2020].
- « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°170, Riga, 12.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n170|article:DIVL24|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020].
- « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°171, Riga, 13.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n171|article:DIVL111|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020].
- « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°174, Riga, 17.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n174|article:DIVL156|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 02.02.2020].
- « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°175, Riga, 18.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n175|article:DIVL129|issueType:P>, [Consulté le 02.02.2020].
- « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°177, Riga, 20.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n177|article:DIVL123|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 01.02.2020].
- « Балтійская конференція [La conférence baltique] », *Сегодня*, n°178, Riga, 21.08.1920, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1920n178|article:DIVL111|issueType:P>, [Consulté le 01.02.2020].

- « Висла – польско-французская Марна. [La Vistule – la Marne franco-polonaise] », *Сегодня*, н°183, Riga, 27.08.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1920n183|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 02.04.2020].
- « Виленский и Силезский вопросы [Les questions silésienne et vilnoise] », *Сегодня*, н°151, Riga, 08.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n151|article:DIVL33|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].
- « Польский дипломат о союзъ [Un diplomate polonais au sujet de l'alliance] », *Сегодня*, н°153, Riga, 10.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n153|article:DIVL168|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].
- Б П, « Балтийский союзъ [L'alliance baltique] », *Сегодня*, н°154, Riga, 12.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:ppissue:/p_001_sego1921n154|page:1|issueType:P>, [Consulté le 07.03.2020].
- « Конференция министровъ иностранныхъ дѣлъ [Conférence des ministres des Affaires Étrangères] », *Сегодня*, н°156, Riga, 14.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n156|article:DIVL46|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].
- « Къ текущему моменту [En ce moment] », *Сегодня*, н°156, Riga, 14.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n156|article:DIVL140|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].
- ГОРЕВЪ (А.), « Рижская конференция – Результаты балтийск. конференции. [La conférence de Riga – Résultats de la conférence baltique] », *Сегодня*, н°157, Riga, 15.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n157|article:DIVL30|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].
- ГОРЕВЪ (А.), « Рижская конференция – Д-ръ Пикучкисъ о результатахъ совѣщания. [La conférence de Riga – Dr. Purickis au sujet des résultats de la conférence] », *Сегодня*, н°157, Riga, 15.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n157|article:DIVL30|issueType:P>, [Consulté le 05.03.2020].
- « Конкуренция между британской и германской торговлей [La concurrence entre les commerce britannique et allemand] », *Сегодня*, н°159, Riga, 17.07.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_001_sego1921n159|article:DIVL170|issueType:P>, [Consulté le 07.03.2020].

- « Балтійские проблемы. Необходимость Балтійскаго союза [Les problèmes baltiques. La nécessité d'une alliance baltique] », *Сегодня*, н°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n213|article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

- « Услови́я поляков [Les conditions des polonais] », *Сегодня*, н°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n213|article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

- « Противъ таможенной уніи », *Сегодня*, н°213, Riga, 18.09.1921, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1921n213|article:DIVL190|issueType:P>, [Consulté le 04.03.2020].

- « Эстонія за приглашеніе Москвы [L'Estonie pour l'invitation de Moscou] », *Сегодня*, н°59, Riga, 14.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n59|article:DIVL135|issueType:P>, [Consulté le 26.03.2020].

- Зивъ (В.), « Мы торгуемъ очень плохо [Nous commerçons très mal] », *Сегодня*, н°61, Riga, 16.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n61|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 29.03.2020].

- « Результаты Варшавской конференціи [Résultats de la conférence de Varsovie] », *Сегодня*, н°62, Riga, 17.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n62|article:DIVL26|issueType:P>, [Consulté le 30.03.2020].

- « Послѣ Варшавы [Après Varsovie] », *Сегодня*, н°64, Riga, 19.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n64|article:DIVL123|issueType:P>, [Consulté le 31.03.2020].

- « Латвія – латвійско-германскій договоръ подписанъ [Lettonie – accord germano-letton signé] », *Сегодня*, н°72, Riga, 29.03.1922, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1922n72|article:DIVL154|issueType:P>, [Consulté le 31.03.2020].

- « Къ текущему моменту – торговый договоръ между Эстоніей и Германіей [En ce moment – l'accord commercial entre l'Estonie et l'Allemagne] », *Сегодня*, н°135, Riga, 28.06.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n135|article:DIVL126|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

- « Диктатура [Dictature]», *Сегодня*, н°227, Riga, 13.10.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n227|article:DIVL5|query:%D0%93%D>

[0%B8%D1%82%D0%BB%D0%B5%D1%80%D0%B5%7CissueType:P>](#), [Consulté le 09.02.2020].

- « Соглашение съ Эстонией [Accord avec l'Estonie] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

- « Интервью съ З. Мейеровицеъ [Interview avec Z. Meierovics] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/p_001_sego1923n243|page:1|issueType:P>, [Consulté 01.04.2020].

- « Заключение политическаго договора съ Эстонией. – Соглашение о границахъ. [Conclusion d'un pacte politique avec l'Estonie – Accord sur les frontières] », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

- « Заключение политическаго договора съ Эстонией – Политическйй договоръ съ Эстонией », *Сегодня*, n°243, Riga, 02.11.1923, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1923n243|article:DIVL90|issueType:P>, [Consulté le 01.04.2020].

- « Эстонскйй проектъ разоруженя [Le projet estonien de désarmement] », *Сегодня*, n°194, Riga, 28.08.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1924n194|article:DIVL285|issueType:P>, [Consulté le 11.03.2020].

- « Что происходило въ Ревелѣ – Подробности возстаня [Ce qu'il s'est passé à Reval – Les détails du soulèvement] », *Сегодня*, n°274, Riga, 02.12.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1924n274|article:DIVL109|issueType:P>, [Consulté le 12.04.2020].

- « Что происходило въ Ревелѣ – По примѣру Грузи. [Ce qu'il s'est passé à Reval – Selon l'exemple de la Géorgie] », *Сегодня*, n°274, Riga, 02.12.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1924n274|article:DIVL109|issueType:P>, [Consulté le 12.04.2020].

- « Что происходило въ Ревелѣ – Коминтернъ былъ недоволенъ [Ce qu'il s'est passé à Reval – Le Comintern était mécontent] », *Сегодня*, n°274, Riga, 02.12.1924, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1924n274|article:DIVL109|issueType:P>, [Consulté le 12.04.2020].

- « Экономическая жизнь – Нашъ торговый балансъ съ СССР остановится все пассивнѣй [Vie économique – Notre balance commerciale avec l'URSS est de plus en plus négative] », *Сегодня*, н°159, Riga, 22.07.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1925n159|article:DIVL468|issueType:P>, [Consulté le 20.03.2020].

- « Возможно ли расширение торговыхъ отношений съ СССР ? [Un élargissement des relations commerciales avec l'URSS est-il possible ?] », *Сегодня*, н°217, Riga, 27.09.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1925n217|article:DIVL644|issueType:P>, [Consulté le 20.03.2020].

- НЕМАНОВЪ (Л.), « Восточная или западная ориентация ? [Orientation orientale ou occidentale ?] », *Сегодня*, н°232, Riga, 15.10.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1925n232|article:DIVL5|issueType:P>, [Consulté le 21.03.2020].

- « Успешное окончание конференціи Локарно – Варшава довольна Локарно [Succès de la conclusion de la conférence de Locarno – Varsovie satisfaite de Locarno] », *Сегодня*, н°234, Riga, 17.10.1925, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/p_001_sego1925n234|article:DIVL393|issueType:P>, [Consulté le 25.03.2020].

- « Подписание сов.-германскаго договора – въ началѣ будущей недѣли [Signature de l'accord germano-soviétique au début de la semaine prochaine] », *Сегодня*, н°90, Riga, 24.04.1926, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1926n090|article:DIVL41|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 26.04.2020].

- « Триумвиратъ Пилсудскій-Скржинскій-Пониковскій (?) [Triumvirat Pilsudski-Skrzynski-Ponikowski (?)] », *Сегодня*, н°107, Riga, 16.05.1926, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1926n107|article:DIVL89|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 26.04.2020].

- « Подписанъ латвійско-германскій торговый договоръ [Accord commercial germano-letton signé] », *Сегодня*, н°139, Riga, 29.06.1926, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1926n139|article:DIVL15|issueType:P>>, [Consulté le 26.03.2020].

- « Что послѣдуетъ за нотой Англии [Qu'est-ce qui suivra la note de l'Angleterre ?] », *Сегодня*, н°46, Riga, 26.02.1927, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1927n046|article:DIVL48|issueType:P>>, [Consulté le 29.04.2020].

- « Прибалтика Финляндия и СССР. [La Baltique, la Finlande et l'URSS] », *Сегодня*, n°7 ба, Riga, 04.03.1927, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1927n076a|article:DIVL81|issueType:P>>, [Consulté le 29.04.2020].
- « Польша приняла литовское предложение [La Pologne a accepté la proposition lituanienne] », *Сегодня*, n°76, Riga, 19.03.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n076|article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.2020].
- « Перспективы Кенигсберга [Les perspectives de Königsberg] », *Сегодня*, n°89, Riga, 01.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n089|article:DIVL10|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.2020].
- « Москва чествует германских путчистов. [Moscou honore les putschistes allemands] », *Сегодня*, n°89, Riga, 01.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n089|article:DIVL10|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.2020].
- « Взаимные требования Литвы и Польши. [Les exigences mutuelles de la Lituanie et de la Pologne] », *Сегодня*, n°89, Riga, 01.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n089|article:DIVL10|issueType:P>>, [Consulté le 28.05.1928].
- « Сегодня разрыв литовско-польских переговоров? [Rupture des pourparlers lituano-estoniens aujourd'hui ?] », *Сегодня*, n°90, Riga, 02.04.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n090|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 31.05.2020].
- ЛААМАНЬ (Э.), « “Балтийские ворота на Восток” [Les portes de l'Est par la Baltique] », *Сегодня*, n°174, Riga, 26.06.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n174_3|article:DIVL147|issueType:P>, [Consulté le 22.09.2020].
- « Москва и пакт Келлога [Moscou et le pacte Kellogg] », *Сегодня*, n°202, Riga, 29.07.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n202|article:DIVL20|issueType:P>>, [Consulté le 05.06.2020].
- « СССР не прочь подписать ноту Келлога. [L'URSS n'est pas contre le fait de signer la Note de Kellogg] », *Сегодня*, n°202, Riga, 29.07.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n202|article:DIVL20|issueType:P>>, [Consulté le 05.06.2020].

- « Чичеринъ ждеть приглашенія въ Парижъ [Tchitchérine attend une invitation à Paris] », *Сегодня*, н°210, Riga, 06.08.1928, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n210|article:DIVL46|issueType:P>>, [Consulté le 09.06.2020].
- « СССР готовится къ войнѣ », *Сегодня*, н°238, Riga, 03.09.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1928n238|article:DIVL19|issueType:P>>, [Consulté le 12.06.2020].
- « Что даль Латвіи торговый договоръ съ сов. Россіей? [Qu'est-ce que le commerce avec la Russie soviétique a donné à la Lettonie ?] », *Сегодня*, н°1, Riga, 01.01.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n001|article:DIVL21|issueType:P>>, [Consulté le 09.08.2020].
- « Польша ждеть рѣшенія Румыніи. [La Pologne attend la décision de la Roumanie] », *Сегодня*, н°6, Riga, 05.01.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n006|article:DIVL14|issueType:P>>, [Consulté le 17.08.2020].
- « Комиссія внѣшней торговли сегодня выскажется о торговомъ договорѣ съ СССР. [La commission du commerce extérieur s'exprimera aujourd'hui sur l'accord commercial avec l'URSS] », *Сегодня*, н°14, Riga, 14.01.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n014|article:DIVL35|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 21.08.2020].
- « Литва подпишетъ литвиновскій протоколъ впоследствіи. [La Lituanie signera le protocole Litvinov plus tard] », *Сегодня*, н°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n042|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.1929].
- « Латвія въ вопросѣ о литвиновскомъ протоколѣ дѣйствовала вполнѣ самостоятельно [Dans la question du protocole Litvinov, la Lettonie a agi de manière totalement indépendante] », *Сегодня*, н°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n042|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].
- « Ф. Целенсъ о подписаніи литвиновскаго протокола [F. Cielēns au sujet de la signature du protocole Litvinov] », *Сегодня*, н°42, Riga, 11.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n042|article:DIVL11|query:%D0%A1%D0%B5>

[%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P,>](#) [Consulté le 08.04.2020].

- « Необходимо дополнить латвийско-советский договор [Il est indispensable de compléter l'accord soviéto-letton] », *Сегодня*, n°49, Riga, 18.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n049|article:DIVL44|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

- « Латвийско-советский договор – обуза для обеих сторон ? [L'accord soviéto-letton – un fardeau pour les deux parties ?] » *Сегодня*, n°70, Riga, 18.02.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n049|article:DIVL44|issueType:P>>, [Consulté le 18.08.2020].

- « Жесты г. Литвинова [Les gestes de M. Litvinov] », *Сегодня*, n°360, Riga, 29.12.1929, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n360|article:DIVL14|issueType:P>>, [Consulté le 21.08.2020].

- « Взволновались изъ-за провала пятилѣтки. [On s'inquiète de l'échec du plan quinquennal] », *Сегодня*, n°28, Riga, 28.01.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1929n028|article:DIVL158|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

- « Американский проект балтийской федераций [Le projet américain de fédération baltique] », *Сегодня*, n°30, Riga, 30.01.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n030|article:DIVL138|issueType:P>>, [Consulté le 26.08.2020].

- « Разногласия между Эрбеттомъ Литвиновымъ. [Désaccords entre Herbertte et Litvinov] », *Сегодня*, n°77, Riga, 18.03.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n077|article:DIVL24|issueType:P>>, [Consulté le 28.09.2020].

- « Польско-германский торговый договор [L'accord commercial germano-polonais] », *Сегодня*, n°79, Riga, 20.03.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n079|article:DIVL193|issueType:P>>, [Consulté le 30.08.2020].

- « Нѣмецкая книга въ балтийскихъ государствахъ [Les livres allemands dans les États baltes] », *Сегодня*, n°143, Riga, 24.05.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n143|article:DIVL117|issueType:P>>, [Consulté le 28.08.2020].

- « Москва угрожаетъ Германии [Moscou menace l'Allemagne] », *Сегодня*, n°267, Riga, 27.09.1930, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1930n267|article:DIVL117|issueType:P>>, [Consulté le 28.08.2020].

[dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1930n267|article:DIVL67|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P](http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1930n267|article:DIVL67|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P)», [Consulté le 29.08.2020].

- « Когда уляжется тревога ? [Quand l'alarme se tasserat-elle ?] », *Сегодня*, n°88, Riga, 29.03.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n088|article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 01.09.2020].

- КСЕНОСЬ, « Германо-советский "флирт". [Le "flirt" germano-soviétique] », *Сегодня*, n°106, Riga, 17.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n106|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 02.09.2020].

- ГАНФМАНЬ Максимъ, « "Успѣхъ" Москвы [Le "succès" de Moscou] », *Сегодня*, n°113, Riga, 24.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n113|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 02.09.2020].

- « Франция намерена заключить торговый договоръ съ СССР. [La France a l'intention de conclure un accord commercial avec l'URSS] », *Сегодня*, n°119, Riga, 30.04.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n119|article:DIVL77|issueType:P>>, [Consulté le 03.09.2020].

- СПЕЦЪ, « Какъ Москва организуетъ кровавый терроръ въ Германи. [Comment Moscou organise une terreur sanglante en Allemagne] », *Сегодня*, n°232, Riga, 23.08.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n232|article:DIVL75|issueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

- « При переговорахъ съ СССР Франция не забудетъ интересовъ Польши. [La France n'oubliera pas les intérêts de la Pologne dans ses négociations avec l'URSS] », *Сегодня*, n°239, Riga, 30.08.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n239|article:DIVL23|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

- « СССР не будет вести переговоров при посредстве Францій [L'URSS ne mènera pas de négociations par l'intermédiaire de la France] », *Сегодня*, n°239, Riga, 30.08.1931, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1931n239|article:DIVL23|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>>, [Consulté le 08.04.2020].

- « СССР сокращает заграничные заказы [L'URSS réduit les commandes à l'étranger] », *Сегодня*, n°17, Riga, 17.01.1932, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1932n017|article:DIVL207|issueType:P>>, [Consulté le 08.09.2020].

- « Почему может произойти временное сближение Польши и СССР. [Pourquoi un rapprochement temporaire de la Pologne et de l'URSS est possible] », *Сегодня*, n°252, Riga, 11.09.1932, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1932n252|article:DIVL32|issueType:P>>, [Consulté le 08.11.2020].
- « Черноморский проект Польши [Le projet polonais en mer Noire] », *Сегодня*, n°343, Riga, 11.12.1932, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1932n343|article:DIVL94|issueType:P>>, [Consulté le 10.09.2020].
- « Латвия в 1932 году. [La Lettonie en 1932] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1933n001|article:DIVL87|issueType:P>>, [Consulté le 11.09.2020].
- « Нашъ политическій кризисъ. [Notre crise politique] », *Сегодня*, n°36, Riga, 05.02.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1933n036|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 11.09.2020].
- « Откуда опасность для демократіи Латвіи ? [D'où vient le danger pour la démocratie lettone ?] », *Сегодня*, n°78, Riga, 19.03.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1933n078|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 09.03.2020].
- « Литва по-прежнему не признаетъ решения совещанія посоловъ по виленскому вопросу [La Lituanie ne reconnaît toujours pas la décision de la Conférence des ambassadeurs sur la question vilnoise] », *Сегодня*, n°78, Riga, 19.03.1933, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1933n078|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 09.03.2020].
- « Что грядущій годъ намъ готовитъ ? [Que nous prépare l'année prochaine ?] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1934n001|article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 13.09.2020].
- « О таможенной войнѣ Германіи съ Литвой [À propos de la guerre douanière entre Allemagne et Lituanie] », *Сегодня*, n°14, Riga, 14.01.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1934n014|article:DIVL33|issueType:P>>, [Consulté le 14.09.2020].
- « Польско-германскія отношенія [Les relations germano-polonaises] », *Сегодня*, n°84, Riga, 25.03.1943, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1934n084|article:DIVL72|issueType:P>>, [Consulté le 14/09/2020].

- « Путешествіе въ Варшаву [Voyage à Varsovie] », *Сегодня*, n°111, Riga, 22.04.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1934n111|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 14.09.2020].
- ГАНФМАНЪ Максимъ, « “Гарантійный” договоръ и починъ Латвіи [Le pacte de “garantie” et la soumission de la Lettonie] », *Сегодня*, n°118, Riga, 29.04.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1934n118|article:DIVL12|issueType:P>>, [Consulté le 18.09.2020].
- « Договоръ о Балтійскомъ Антантѣ вчера вступилъ въ силу [Le pacte de l’Entente baltique est entré en vigueur hier] », *Сегодня*, n°305, Riga, 04.11.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1934n305|article:DIVL11|issueType:P>>, [Consulté le 20.04.2020].
- « Балтійская Антанта является фактомъ, съ которымъ нужно считаться [L’Entente baltique devient un état de fait à prendre en compte] », *Сегодня*, n°354, Riga, 23.12.1934, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1934n354|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 13.03.2020].
- « Франція стремится окружить Германію цепью отъ Балтійскаго побережья до Дуная [La France cherche à enchaîner l’Allemagne du Danube aux rives de la Baltique] », *Сегодня*, n°104, Riga, 14.04.1935, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1935n104|article:DIVL24|issueType:P>>, [Consulté le 22.04.2020].
- « Англійская печать призываетъ Германію дать положительный ответъ [La presse anglaise appelle l’Allemagne à donner une réponse positive] », *Сегодня*, n°82, Riga, 22.03.1936, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1936n082|article:DIVL40|issueType:P>>, [Consulté le 15.05.2020].
- « Новая “чистка” въ Сов.Россіи [Nouvelle “purge” en Russie soviétique] », *Сегодня*, n°82, Riga, 22.03.1936, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1936n082|article:DIVL40|issueType:P>>, [Consulté le 15.05.2020].
- « Глубокое содержаніе 15-го мая [Le sens profond du 15 mai] », *Сегодня*, n°134, Riga, 15.05.1936, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1936n134|article:DIVL9|issueType:P>>, [Consulté le 17.05.2020].
- « Съ новымъ годомъ ! [Bonne année !] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1937n001_2|article:DIVL13|issueType:P>, [Consulté le 19.09.2020].

- « Экономическій планъ СССР отмечаетъ положительные и отрицательные стороны хозяйственнаго положенія [Le plan économique de l'URSS relève les points positifs et négatifs de sa condition économique] », *Сегодня*, n°88, Riga, 01.04.1927, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1937n088_2|article:DIVL43|issueType:P>, [Consulté le 19.09.2020].

- « Эстонія противъ образованія политическихъ блоковъ [L'Estonie est contre l'établissement de blocs politiques] », *Сегодня*, n°160, Riga, 13.06.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1937n160_1|article:DIVL24|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

- « Въ Лондонѣ очень довольны результатами переговоровъ между Гитлеромъ и лордомъ Галифаксомъ [À Londres, on est très contents des résultats des négociations entre Hitler et lord Halifax] », *Сегодня*, n°320, Riga, 21.11.1937, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1937n319_2|article:DIVL12|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

- « Латвія на портѣ Новаго года. [La Lettonie aux portes du nouvel an] », *Сегодня*, n°1, Riga, 01.01.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1938n001_2|article:DIVL55|issueType:P>, [Consulté le 20.09.2020].

- « Литвоскій сеймъ единогласно одобрилъ рѣшеніе правительства принять польскій ультиматумъ [Le Seimas lituanien a unanimement accepté la décision du gouvernement de céder à l'ultimatum polonais] », *Сегодня*, n°79, Riga, 20.03.1938, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1938n079|article:DIVL21|issueType:P>>, [Consulté le 21.09.2020].

- « Англія готова приступить къ переговорамъ съ Германіей [L'Angleterre est prête à engager des négociations avec l'Allemagne] », *Сегодня*, n°109, Riga, 17.04.1938, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1938n107|article:DIVL208|issueType:P>>, [Consulté le 21.09.2020].

- « Можетъ ли Германія начать европейскую войну ? [L'Allemagne peut-elle initier une guerre européenne ?] », *Сегодня*, n°237, Riga, 28.08.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1938n237_1|article:DIVL60|issueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

- « Международное положеніе [Situation internationale] », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938 <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1938n319_2|article:DIVL12|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7C|issueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

- « Двадцатилѣтіе нашего государства [Les vingt ans de notre État] », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n319_2|article:DIVL12|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

- « Требования клайпедской директории [Les exigences du directoire de Klaipėda] », *Сегодня*, n°319, Riga, 18.11.1938, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1938n319_2|article:DIVL12|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 23.09.2020].

- « Польша готова бороться съ любымъ противникомъ [La Pologne est prête à se battre avec n'importe quel adversaire] », *Сегодня*, n°85, Riga, 26.03.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n085_1|article:DIVL74|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 15.04.2020].

- « Германия получила право эксплуатаціи только новыхъ нефтяныхъ источниковъ въ Румыніи. », *Сегодня*, n°85, Riga, 26.03.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n085_1|article:DIVL74|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 15.04.2020].

- « Французы, мы выполнимъ нашъ долгъ ! [Français, nous remplirons notre devoir !] », *Сегодня*, n°235, Riga, 27.08.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n235_3|article:DIVL147|issueType:P>, [Consulté le 15.04.2020].

- « “Правда” и “Извѣстія” о сов.-германской дружбѣ [La Pravda et Izvestia sur l'amitié germano-soviétique] », *Сегодня*, n°242, Riga, 03.09.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n242_4|article:DIVL307|issueType:P>, [Consulté le 04.10.2020].

- « Въ одномъ изъ ближайшихъ засѣданіи правительства – ратификація латвійско-совѣтскаго пакта [Dans l'une des prochaines séances du gouvernement – ratification du pacte soviéto-letton] », *Сегодня*, n°278, Riga, 08.10.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 14.04.1939].

- « Эстонскій нейтралитетъ и договоръ о взаимной помощи съ СССР [La neutralité estonienne et le pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS] », *Сегодня*, no278, Riga, 08.10.1939, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 14.04.1939].

[dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P](http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1939n278_1|article:DIVL22|query:%D1%81%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P)», [Consulté le 14.04.2020].

- « О чемъ говорятъ въ Каунасъ и Вильнюсъ [Ce dont on parle à Kaunas et Vilnius] », *Сегодня*, n°148, Riga, 29.05.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n148_3|article:DIVL59|query:%D0%A1%D0%B5%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8F%7CissueType:P>, [Consulté le 28.09.2020].

- « Совѣтско-германскій договоръ о ликвидаціи пограничныхъ споровъ », *Сегодня*, n°166, Riga, 16.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n166_2|article:DIVL207|issueType:P>, [Consulté le 28.09.2020].

- « Заявленіе сов. союза Латвіи и Эстоніи [La déclaration de l'Union soviétique à la Lettonie et à l'Estonie] », *Сегодня*, n°168, Riga, 18.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1940n168_2|page:1|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Обращеніе президента государства къ народу [Discours du président au peuple] », *Сегодня*, n°168, Riga, 18.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n169_2|article:DIVL49|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Составъ новаго литовскаго правительства [Composition du nouveau gouvernement lituanien] », *Сегодня*, n°168, Riga, 18.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1940n168_2|page:1|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Служеніе народу – цель новаго литовскаго правительства [Servir le peuple – l'objectif du nouveau gouvernement lituanien] », *Сегодня*, n°169, Riga, 19.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n169_2|article:DIVL49|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Сообщение полпредства СССР [Message de l'ambassade d'URSS] », *Сегодня*, n°169, Riga, 19.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:palissue:/sego1940n169_2|article:DIVL49|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Декларация новаго правительства Латвіи [Déclaration du nouveau gouvernement de Lettonie] », *Сегодня въ Латгалии*, n°172, Daugavpils, 22.06.1940, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1940n172|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Составлено новое правительство [Nouveau gouvernement composé] », *Сегодня*, n°171, Riga, 22.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1940n171_3|article:DIVL11|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Эстонская печать о декларации нового правительства [La presse estonienne à propos des déclarations du nouveau gouvernement] », *Сегодня*, n°175, Riga, 27.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/sego1940n175_4|page:1|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Ликвидируются все 6 камеръ [On liquide les 6 chambres] », *Сегодня*, n°176, Riga, 28.06.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/sego1940n176_2|article:DIVL81|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

Hebdomadaire letton illustré *Для Вас* :

- « Исторический день – Декларация Сейма о государственной власти [Jour historique – Déclaration de la *Saeima* sur le pouvoir de l'État] », *Для Вас*, n°31, Riga, 28.07.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:paissue:/p_003_dlva1940s01n31|article:DIVL99|query:%D0%A1%D0%A1%D0%A1%D0%A0%7CissueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

- « Латвийская ССР принята в состав Союза Советских Социалистических Республик [La RSS de Lettonie est acceptée au sein de l'Union des Républiques Socialistes Sociétiques] », *Для Вас*, n°33, Riga, 11.08.1940, <http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pplissue:/p_003_dlva1940s01n33|article:DIVL24|page:2|issueType:P>, [Consulté le 27.09.2020].

Hebdomadaire letton *Голос Народа* :

- « Вокругъ Восточнаго пакта [Autour du pacte oriental] », *Голосъ Народа – Вѣстникъ Русской Народной Мысли*, n°42, Riga, 03.03.1935, <<http://www.periodika.lv/periodika2-viewer/view/index-dev.html?lang=fr#panel:pp|issue:/gona1933n042|page:1|issueType:P>>, [Consulté le 09.02.2021].

Livres ou articles ayant valeur de source

- ALBITRECCIA Antoine, « La production du minerai de fer en Europe », *Annales de géographie*, 1939, vol.48, n°272, pp.194,199, <https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1939_num_48_272_11549>, [Consulté le 21.12.2020].
- GERHARD George, « The Nazis Turn to “Ersatz” », *The North American Review*, 1934, vol.38, n°5, pp.461-466, publié par University of Northern Iowa, <<https://www.jstor.org/stable/25114536>>, [Consulté le 30.04.2020].
- HÖFFDING Wassily, « German Trade with the Soviet Union », *The Slavonic and East European Review*, 1936, vol.14, n°41, pp.473-494, publié par the Modern Humanities Research Association and University College London, School of Slavonic and East European Studies, <<https://www.jstor.org/stable/4203147>>, [Consulté le 30.04.2020].
- KEYNES John Maynard, *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Éditions de la Nouvelle Revue Française, 1920, <http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/consequences_paix_1/paix_1.html>, [Consulté le 19.01.2021].
- MANTOUX Étienne, *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, Paris, Gallimard, 1946, p.259, <http://classiques.uqac.ca/classiques/mantoux_etienne/paix_calomniee/paix_calomniee.html>, [Consulté le 19.01.2021].

Documents Diplomatiques Français

- DDF 1932-1939, Série I, Tome II, 15.11.1932 – 17.03.1933, Note du département pour le président du Conseil, Paris, 23.11.1932, n°29, pp.53-61.
- DDF 1932-1939, Série I, Tome II, 15.11.1932 – 17.03.1933, Dépêche diplomatique de M. François-Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Herriot ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 01.12.1932, n°53, D n°1111, pp.101-103.
- DDF 1932-1939, Série I, Tome III, 17.03.1933 – 15.07.1933, dépêche diplomatique de M. Ristelhueber Ministre de France à Kaunas, à M. Paul-Boncour ministre des Affaires Étrangères, Kaunas, 04.06.1933, n°360, D n°81, pp.351-353.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Dépêche diplomatique de M. François-Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Laval ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 02.01.1936, n°3, D n°7, pp.3-9.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Dépêche diplomatique de M. François-Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Laval ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 22.01.1936, n°97, D n°135, pp.143-144.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome I, 01.01.1936 – 31.03.1936, Télégramme de M. Tripier, Ministre de France à Riga, à M. Flandin, ministre des Affaires Étrangères, Riga, 25.03.1936, n°501, T n°28, pp.653-654.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Télégramme de M. Tripier Ministre de France à Riga, à M. Flandin ministre des Affaires Étrangères, Riga, 21.04.1936, n°169, T n°43 (confidentiel), pp.169-170.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Dépêche diplomatique de M. Dulong Ministre de France à Kaunas, à M. Flandin ministre des Affaires Étrangères, Kaunas, 07.05.1936, n°181, D n°61, pp.275-277.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome II, 01.04.1936 – 18.07.1936, Dépêche diplomatique du Commandant Abraham, Attaché militaire de France par intérim à Riga, à M. Daladier ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, Riga, 14.07.1936, n°447, D n°3868 (secrète), pp.683-685.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome III, 19.07.1936 – 19.11.1936, Télégramme de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, 14.10.1936, n°348, T n°872, p.552.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, dépêche diplomatique de M. Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, 28.11.1936, n°60, D n°365, pp.81-82.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Dépêche diplomatique de M. Coulondre ambassadeur de France à Moscou, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Moscou, 28.12.1936, n°218, D n°403, pp.365-368.

- DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Télégramme de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, 09.01.1937, n°266, T n°21-24 (confidentiel), p.443.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, Télégramme de M. Coulondre ambassadeur de France à Moscou, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Moscou, 12.01.1937, n°284, T n°32, p.471.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome IV, 20.11.1936 – 19.02.1937, dépêche diplomatique de M. Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, 07.02.1937, n°412, D n°28, pp.713-715.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome VIII, 17.01.1938 – 20.02.1938, Télégramme de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, 20.01.1938, n°11, T n°70 (secret), pp.13-14.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome VIII, 17.01.1938 – 20.02.1938, Dépêche de M. François Poncet ambassadeur de France à Berlin, à M. Delbos ministre des Affaires Étrangères, Berlin, 09.02.1938, n°132, D n°160, pp.262-269.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome X, 10.06.1938 – 02.11.1938, Dépêche du général Musse, attaché militaire de France à Varsovie, à M. Daladier, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, Varsovie, 10.06.1938, n°12, n°60 (secret), pp.25-30.
- DDF 1932-1939, Série II, Tome X, 10.06.1938 – 02.09.1938, Dépêche diplomatique de M. Léon Noël ambassadeur de France à Varsovie, à M. Bonnet ministre des Affaires Étrangères, Varsovie, .06.08.1938, n°335, D n°440, pp.605-606.

Sources parlementaires britanniques

- Parlement du Royaume-Uni, chambre des Lords, *Export Credit Facilities*, 13.02.1935, vol.95, colonne 915, intervention de Lord STRABOLGI, <<https://bit.ly/32r2ePY>>, [Consulté le 09.11.2020].
- Parlement du Royaume-Uni, chambre des Communes, *Revenue Departments*, 01.03.1934, vol.286, colonnes 1290-1291, intervention de RUNCIMAN (W.), <<https://bit.ly/3ldLV0t>>, [Consulté le 09.11.2020].
- Parlement du Royaume-Uni, chambre des Communes, *War Indemnities*, 05.03.1919, volume 113, intervention de Mr. Thomas, colonne 548, <<https://bit.ly/3nyFOEw>>, [Consulté le 17.11.2020].

Sources de droit

- *Traité de Versailles*, signé à Versailles le 28.06.1919, entré en vigueur le 10.01.1920, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles.htm>> [Consulté le 09.09.2020].
- *Constitution de Weimar*, approuvée par l'Assemblée nationale le 31.07.1919, promulguée à Schwarzbourg le 11.08.1919, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/de1919.htm>>, [Consulté le 31.03.2021].
- *Traité de paix entre l'Estonie et la Russie*, signé à Tartu le 02.02.1920, entré en vigueur le 30.03.1920, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920tartu.htm>>, [Consulté le 13.11.2020].
- *Constitution de la République d'Estonie*, adoptée le 15.06.1920, entrée en vigueur le 21.12.1920, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/ee1920.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].
- *Traité de paix entre la Lituanie et la Russie*, signé à Moscou le 12.06.1920, entré en vigueur le 14.10.1920, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920moscou.htm>>, [Consulté le 14.11.2020].
- *Traité de paix entre la Lettonie et la Russie*, signé à Riga le 11.08.1920, entré en vigueur le 04.10.1920, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1920riga.htm>>, [Consulté le 07.11.2020].
- *Traité de paix entre la Pologne d'une part, la Russie et l'Ukraine d'autre part*, 18.03.1921, Riga, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1921riga.htm>>, [Consulté le 16.11.2020].
- *Constitution de la République de Lettonie*, adoptée par l'Assemblée constituante le 15.02.1922, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/lv1922-0.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].
- *Traité de Rapallo*, signé à Rapallo le 16.04.1922, entré en vigueur le 31.01.1923, <https://avalon.law.yale.edu/20th_century/rapallo_001.asp>, [Consulté le 12.10.2020].
- *Constitution de la République de Lituanie*, adoptée le 01.08.1922, <<https://mjp.univ-perp.fr/constit/lt1922.htm>>, [Consulté le 25.09.2020].
- *Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes*, publié le 02.10.1924, <<https://www.refworld.org/docid/40421a204.html>>, [Consulté le 26.11.2020].
- *Traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie*, signé à Locarno le 16.10.1925, entré en vigueur le 01.12.1925, <<https://www.wdl.org/fr/item/11586/>>, [Consulté le 01.12.2020].
- *Pacte Briand-Kellogg*, signé à Paris le 27 août 1928, entré en vigueur le 24 juin 1929, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1928briand-kellogg.htm>>, [Consulté le 05.12.2020].
- *Pacte Molotov-Ribbentrop*, signé à Moscou le 28.08.1939, <<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1939gersov.htm>>, [Consulté le 28.02.2021].

Bibliographie

ANDREW Christopher, « The British Secret Service and Anglo-Soviet Relations in the 1920s Part I: From the Trade Negotiations to the Zinoviev Letter », *The Historical Journal*, 1977, vol.20, n°3, p.673-706.

AVENEL Jean-David et GIUDICELLI Pierre, *L'indépendance des pays de la Baltique : 1918-1920*, Paris, Economica, 2004, 191p.

BALABKINS Nicholas W., « Latvia's Foreign Trade in the Interwar Period (1920-1940) », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.89-105.

BÉLY Lucien, « L'invention de la diplomatie », dans FRANK (R.), *Pour l'histoire des relations internationales*, 2012, Le Nœud Gordien, Presses Universitaires de France, pp.107-137, p.130, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/pour-l-histoire-des-relations-internationales--9782130606246-page-107.htm>>, [Consulté le 25.10.2020].

BROUÉ Pierre, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, Les éditions de minuit, 1971, 981p.

BRULEY Yves, « Le Concert européen à l'époque du Second Empire », *Relations Internationales*, 1997, n°9, pp.145-163.

BUFFET Cyril, « L'Allemagne entre l'Est et l'Ouest : les relations germano-soviétiques au prisme de Rapallo », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003, vol.210, n°2, p.7-18.

CHAMPONNOIS, Suzanne et de LABRIOLLE François, *La Lettonie, de la servitude à la liberté*, Paris, Editions Karthala, 1999, 346p.

COHRS Patrick O., « The Quest for a New Concert of Europe : British Pursuits of German Rehabilitation and European Stability in the 1920s », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited : European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.23-40 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

DELAPLAGNE (J.), *La diplomatie des confins – La place de la Lettonie dans la diplomatie française (1918-2018)*, Mémoire de recherche sous la direction de Franck PETITEVILLE et Sylvie LEMASSON, Institut d'Études Politiques de Grenoble, 2017, <[dumas-01892083](https://doi.org/10.1017/978270611892083)>, [Consulté le 01.04.2021].

DENIS Juliette, « "Vers l'Est, vers l'Ouest" », *Monde(s)*, 21 novembre 2018, vol.14, n°2, p. 145-164.

DULLIN Sabine, *Histoire de l'URSS*, Paris, 3^e édition, La Découverte, 2009, 122p.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Tome 1, 12^e édition, Armand Colin, 2001, 469p.

ERICSON Edward E., *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Westport Connecticut, Praeger, 1999.

ERTL Alan W., *Toward an Understanding of Europe: A Political Economic Précis of Continental Integration*, Universal-Publishers, Boca Raton (Floride) 2008, p.405.

FLONNEAU (J.-M.), *Le Reich Allemand. De Bismarck à Hitler – 1848-1945*, Armand Colin, Collection U, 2003.

FRANC Claude, « Histoire militaire – La soviétisation des États baltes et la Pologne orientale », *Revue Défense Nationale*, 2020, vol.829, n°4, pp.123-125.

GARELLI François, *La Baltique : d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Editions Rive droite, 1997, 231p.

GELNNY M. V, « The Anglo-Soviet Trade Agreement March 1921 », *Journal of Contemporary History*, 1970, vol.5, n°2, p.63-82.

GIRAULT René, « Les relations franco-soviétiques devant la crise économique de 1929 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1980, vol.27, n°2, pp. 237-257, <<http://www.jstor.com/stable/20528591>> [Consulté le 29.08.2020].

GUARRIGUES Jean, *Le monde selon Clemenceau : Formules assassines, traits d'humour, discours et prophéties*, Paris, Tallandier, 2014, p.253, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/le-monde-selon-clemenceau--9791021004320-page-251.htm#pa1>>, [Consulté le 17.11.2020].

GUESLIN Julien, *La France et les petits Etats baltes : réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Robert FRANCK, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I, 2004, <[tel-00126331](tel:00126331)>, [Consulté le 29.01.2020].

GUESLIN Julien, « La France, la naissance des États baltes (Estonie, Lettonie) et le problème de l'influence germanique au début des années vingt », *Nordiques*, Paris : Institut Choiseul ; Caen : Bibliothèque de Caen, Association Norden, 2007, 1, <<hal-01405401>>, [Consulté le 29.01.2020].

GUESLIN Julien, « Entre illusion et aveuglement : la France face à la question lituanienne 1920-1923 », *Cahiers lituaniens*, Association Alsace-Lituanie, 2001, 2, <<hal-01405390>>, [Consulté le 29.01.2020].

GUESLIN Julien, « Un nouveau Drang nach Osten ? La France face à la menace des corps francs dans les pays baltiques (1919) », *Revue internationale d'histoire militaire*, 2003. <<hal-01405399>>

GUIEU (Jean-Michel), « Du Concert européen au concert mondial, 1815-2015 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2015, vol.42., n°2, pp.9-20, p.17, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2015-2-page-9.htm>>, [Consulté le 26.10.2020].

HAIGH Robert Henry, MORRIS D. S., PETERS A. R., *German-Soviet Relations in the Weimar Era : Friendship From Necessity*, Aldershot, Angleterre, Gower Publishing Company Limited, 1985, 206p.

HARRIETTE Flory, « The Arcos Raid and the Rupture of Anglo-Soviet Relations, 1927 », *The Journal of Contemporary History*, 1977, vol.12, n°4, pp.707-723.

HEHN Paul N., *A Low Dishonest Decade – The Great Powers, Eastern Europe, and the Economic Origins of World War II, 1930-1941*, Londres, Continuum, 2002, 495p.

HERMAN John, « Soviet Peace Efforts on the Eve of World War Two : a Review of the Soviet Documents », *Journal of Contemporary History*, Juillet 1980, vol.15, n°3, p.577-602.

HEYWOOD Anthony, « The Baltic Economic 'Bridge' : Some Early Soviet Perspectives », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.63-85.

HEYWOOD Anthony et CAMERON David, « Germany, Russia and Locarno: The German-Soviet Trade Treaty of 12 October 1925 », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.84-100 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

HIDEN John, *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

HIDEN John, « The Significance of Latvia: A Forgotten Aspect of Weimar 'Ostpolitik' », *The Slavonic and East European Review*, 1975, vol.53, n°132, p.389-413.

HIDEN John, « Banking in the Baltic: The Anglo-German Experience after 1919 », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.307-319.

HIDEN John, SALMON Patrick, *The Baltic Nations and Europe: Estonia Latvia and Lithuania in the Twentieth Century – Revised Edition*, Londres, Longman, 1994, 202p.

HIKKANEN-LIEVONEN Merja-Liisa, *British Trade and Enterprise in the Baltic States: 1919-1925*, Suomen Historiallien Seura, 1984.

HOLMBERG Rurik, LAESTADIUS Staffan *et alii*, *Survival of the Unfit: Path Dependence and the Estonian Oil Shale Industry*, Université de Linköping, Studies in Arts and Science №427, Department of Technology and Social Change, 2008, 345p.

HOVI Kalervo, « The Baltic States and the French Economy in the 1920s », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.35-39.

JACOBSON Jon, « Locarno, Britain and the Security of Europe », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited: European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.8-22 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

JEANNESSON Stanislas, « Les diplomates français et la paix au lendemain de la Grande Guerre », *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, 2012, vol.108, n°4, pp.18-22. <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2012-4-page-18.htm> [Consulté le 26.10.2020].

KASPARAVIČIUS Algimantas, « Views of Western Countries on the 1926 Coup d'Etat in Lithuania », *Lithuanian Historical Studies*, 2007, n°12, pp. 113-140.

KEIGER John, « Poincaré, Briand and Locarno: Continuity in French Diplomacy in the 1920s », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited :European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, Londres, 2004, pp.66-74 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

KEN Oleg, RUPASOV Alexander, «Moscow and the Baltic States: Experience of Relationships, 1917-1939», dans PIAHANAU Aliaxandr, *Great Power Policies Towards Central Europe 1914-1945*, E-International Relations, Bristol, 2019, pp.43-75, [hal-02065018](https://doi.org/10.1080/00141801.2019.1640018), [Consulté le 21.10.2019].

KITCHING Carolyn, «Locarno and the Irrelevance of Disarmament», dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited :European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.112-123 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

KNUDSEN Olav F., « The Foreign Policies of the Baltic States : Interwar Years and Restoration », *Cooperation and Conflict*, vol. 28, n°1, 1993, pp.47-72 <<https://doi.org/10.1177/0010836793028001003>> [Consulté le 03.02.2020].

LANE A. Thomas, « The Winding Down of British Trade with the Baltic States, 1939-1940 : The View from Whitehall », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.291-303.

MANNE Robert, « The Foreign Office and the Failure of the Anglo-Soviet Rapprochement », *Journal of Contemporary History*, Octobre 1980, vol.16, n°4, p.725-755.

MORGAN R.P., « The Political Significance of German-Soviet Trade Negotiations, 1922-5 », *The Historical Journal*, vol. 6, n°2, 1963, pp. 253-271 <<https://www.jstor.org/stable/3020490>>, [Consulté le 29.09.2020].

NAMONT Jean-Philippe, « La Petite Entente, un moyen d'intégration de l'Europe centrale ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2009, vol.30, n°2, pp.45-56, <<https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2009-2-page-45.htm>>, [Consulté 20.10.2020].

NEMO Philippe, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, Presses Universitaires de France, Quadrige, Paris, 2002.

NOVE Alec, *An Economic History of the USSR :1917-1991*, Londres, Penguin Books, 1992, 471p.

PADYCH Claire, « La frontière entre la Lituanie et la Pologne pendant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2001, n°1, p.7-22, <<https://carin.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2001-1-page-7.htm>> [Consulté le 23.08.2020].

PIIRIMÄE Kaarel, « Federalism in the Baltic: Interpretations of Self-Determination and Sovereignty in Estonia in the First Half of the Twentieth Century », *East Central Europe*, vol.39, n°2, 2012, pp.237-265.

PLASSERAUD Yves, « Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus », *Questions de communication*, 2004, vol.6, n°2, p.15-32.

PLASSERAUD Yves, « Riga : la cohabitation de sociétés rivales », *Revue germanique internationale*, 24 juin 2010, n°11, p.143-159.

RENOUVIN Pierre, DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand-Colin, 1991.

ROBERTS Geoffrey, « The Alliance that Failed : Moscow and the Triple Alliance Negotiations, 1939 », *European History Quarterly*, vol. 26, №3, London, 1996, pp.383-414, <<http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/026569149602600303>>, [Consulté le 21.11.2019].

SAKWA George, « The “Renewal” of the Franco-Polish Alliance in 1936 and the Rambouillet Agreement », *The Polish Review*, 1971, vol.16, n°2, pp.45-66, <<http://www.jstor.org/stable/25776974>> [Consulté le 12.10.2020].

SERGEEV Evgeny, « Anglo-Soviet Relations in the Context of the Baltic Problem, 1918-1922 », *Lithuanian Studies*, 2017, vol.21, n°1, pp.61-78.

SOULET Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est – De la seconde guerre mondiale à nos jours*, Armand Colin, Collection U, 2011, 304p.

STOKER Donald J, *Britain, France and the Naval Arms Trade in the Baltic, 1919-1939: Grand Strategy and Failure*, Londres, F. Cass, 2003, 242p.

STRANGA Aivars, « Latvian-Russian Economic Relations and Soviet Foreign Policy, 1920-1932 », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States*

as *New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.157-175.

TÖNU Tannberg, AIN Mäesalu, TÖNIS Lukas *et alii*, *History of Estonia*, Tallinn, Avita, 2002, 335p.

VALGE Jaak, « The Tartu Peace Treaty and the Economic Development of the Republic of Estonia », dans LOIT Alexander, *Emancipation and Interdependence – The Baltic States as New Entities in the International Economy*, Acta Universitatis Stockholmiensis, Studia Baltica Stockholmiensa 13, Stockholm, Almqvist & Wiksell International, 1994, pp.177-191.

VARSLAVĀNS Alberts, « Baltic Alliance and International Politics in the First Part of the 1920's », dans : Acta Universitatis Stokholmensis Studia Baltica Stokholmiensa 3 *The Baltic in International Relations between the Two World Wars*, 1998.

VERNET Daniel, « L'Ostpolitik de Weimar à Berlin », *Politique étrangère*, 1994, vol.59, n°1, p.273-281.

VILKS-BATTAIA Sophie, *Une indépendance contestée : La Lettonie face aux puissances européennes dans l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2012.

WEEKS Theodore, « Vilna, Wilno, Vilnius 1863-1939: Une étude de cas sur les cultures parallèles et sur "l'Autre" invisible », *Revue germanique internationale*, 2010, vol.11, pp.79-102.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique : De l'Empire russe à la Communauté des États Indépendants (1900-1991)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

WETTIG Gerhard, *Stalin and the Cold War in Europe: the Emergence and Development of East-West Conflict, 1939-1953*, Rowman & Littlefield, 2008.

WRIGHT Jonathan, « Stresemann : A Mind Map », dans JOHNSON Gaynor, *Locarno Revisited : European Diplomacy 1920-1929*, Routledge, pp.101-111 <<http://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203327753>> [Consulté le 29.09.2020].

АБЫЗОВ Юрий [Youri Abyzov], *Газета «Сегодня». 1919-1940. Ростись*. [en ligne] <http://www.lork.lv/images/Publikaciji/Bibliografija/Gazeta_Segodnja.pdf> [consulté le 15.10.2019].

ДОНГАРОВ Александр Герасимович [Alexdandr Gerasimovic Dongarov], « СССР и страны прибалтики (август 1939 — август 1940) » [L'URSS et les pays baltes (août 1939 – août 1940)], *Россия и современный мир [La Russie et le monde contemporain]*, 2010, №2, pp.157-167.

МЛЕЧИН Леонид [Léonid Mletchin], *МИД – Тайная дипломатия кремля. Внешняя политика России : от Ленина и Троцкого – до Путина и Медведева [МАЕ – La*

diplomatie secrète du Kremlin. Politique extérieure de la Russie : de Lénine et Trotsky à Poutine et Medvedev], Moscou, Издательство Центрполиграф, 2^{ème} édition, 2011, 847p.

ПАВЛОВА Мария Сереевна [Maria Sergueïevna Pavlova], «Советско-литовский договор о ненападении 1926 г.: обстоятельства подготовки и ратификации» [Le pacte de non-agression soviéto-lituanien de 1926 : circonstances d'élaboration et de ratification], *Петербургский исторический журнал* [Journal d'Histoire de Saint-Pétersbourg], №2, 2014, pp.153-166.

СТРАНГА Айварс, « Политическая система режима Карлиса Ульманиса в Латвии (1934-1940) [Le système politique du régime de Karlis Ulmais en Lettonie (1934-1940)] », *Берегиня 777 Сова*, 2015, №3(26), Москва-Воронеж, ISSN 2077-6365.

ЧМЫХУН Элина Игоревна [Elina Igorevna Tchmyhun], «Газета “Сегодня” в контексте печати Латвии 1919-1940 гг» [Le journal "Aujourd'hui " dans le contexte de la presse lettone 1919-1940], *Филологические науки* [Sciences philologiques]. *Вопросы теории и практики* [Questions de théorie et de pratique], 2017, vol 10, n°76, pp.43-45.

ХУДОЛЕЙ Константин Константинович [Constantin Constantinovitch Hudoleï], «Балтийский нейтралитет и советский фактор в 1920-1930-е годы» [La neutralité baltique et le facteur soviétique dans les années 1920-1930], *Вестник Санкт-Петербургского Университета* [Le messenger de l'Université de Saint-Pétersbourg], 2012, vol.6, №3, pp.88-102.

Annexes

1. Table de concordance des noms (toponymes).

Allemand	Estonien	Letton	Lituanien	Russe	Polonais
	Heinaste	Ainaži	Ainažiai	Ainaji	
Bilderlingshof		Bulduri	Buldurai		
Düna		Daugava		Dvina	
Dünaburg		Daugavpils	Daugpilis	Dvinsk	
Dorpat	Tartu			Youriev	
Hapsal	Haapsalu	Hāpsalu	Hapsalu	Gapsal	
Kauen		Kauņa	Kaunas		Kowno
Königsberg				Kaliningrad	
Kurland		Kurzeme		Kourlyandia	
		Latgale		Latgalia	
Libau		Liepāja	Liepoja	Libava	Lipawa
Livland		Vidzeme		Livonia	
Klaipėda			Klaipėda		Kłajpeda
Mitau		Jelgava		Mitava	
Ösel	Saaremaa			Èzel	
Pernau	Pärnu			Pernov	
Reval	Tallinn			Revel	
Rigastrand		Jurmala			
Tilsit				Sovetsk	
Walk	Valga	Valka			
Werro	Võru			Vyrou	
Wesenberg	Rakvere				
Wilna		Viļņa	Vilnius	Vilna	Wilno
Windau		Ventspils	Ventspilis		

2 .Tableau des importations baltiques en pourcentage de valeur totale.

	Estonie			Lettonie			Lituanie		
	1923	1927	1930	1923	1927	1930	1923	1927	1930
Allemagne	10,8	29,8	30,1	7,6	26,4	26,6	43,3	51,6	59,9
Belgique	9,0	5,4	1,9	19,7	10,8	6,4	1,8	2,0	2,0
Danemark	6,2	3,5	7,7	3,2	1,9	1,6	2,5	0,3	1,3
Estonie	-	-	-	1,4		1,4			0,1
Finlande	8,5	4,8	2,7	0,3	1,2	0,7		0,2	
France	1,5	1,2	4,2	6,6	2,2	5,2	1,2	1,1	0,7
Lettonie	8,0	5,2	1,7	-	-	-	15,9	8,8	6,9
Lituanie				1,7		2,7	-	-	-
Norvège	0,4	1,6	1,1		0,4			0,1	
Royaume- Uni	34,1	31,4	32,3	46,3	34,1	28,4	26,9	24,3	19,5
Suède	10,0	4,4	4,0	1,4	1,4	1,1		1,6	1,2
URSS	6,7	6,3	4,5	3,7	1,7	14,1		0,5	1,6

Source : HIDDEN John, *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p.200.

3. Tableau des exportations baltiques en pourcentage de valeur totale.

	Estonie			Lettonie			Lituanie		
	1923	1927	1930	1923	1927	1930	1923	1927	1930
Allemagne	51,0	26,5	28,3	45,2	40,6	37,2	80,9	53,2	48,5
Belgique	2,3	1,9	1,9	2,4	1,8	1,9		1,2	2,4
Danemark	3,1	1,7	2,1	3,1	6,7	1,9	0,1	1,1	1,7
Estonie	-	-	-	2,4		1,3			1,1
Finlande	3,2	2,2	2,2	0,4	0,7	0,8	0,5	0,7	
France	0,6	3,5	4,2	1,4	2,3	3,2	0,3	1,3	3,0
Lettonie	3,8	3,1	2,7	-	-	-	3,3		4,3
Lituanie				5,4		3,1	-	-	-
Norvège	0,1	0,3	0,1		0,1		0,3	0,4	
Suède	3,2	5,1	4,8	2,4	4,2	3,0	0,2	1,9	2,4
Royaume- Uni	17,7	14,3	8,6	17,0	10,6	8,5	5,3	6,7	7,7
URSS	4,0	9,1	9,3	3,6	7,3	5,9		2,4	4,4

Source : HIDDEN John, *The Baltic States and Weimar Ostpolitik*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p.201.

4. Tableau des importations allemandes en provenance d'URSS (ou de Russie) en millions de Reichsmarks, en comparaison avec les importations totales.

	Importations totales	Importations en provenance d'URSS	Importations d'or en provenance d'URSS
1912	10691	1528	-
1913	10770	1425	-
1923	6161	147	-
1924	9317	141	-
1925	12362	230	-
1926	10001	323	43
1927	14228	433	44
1928	14051	379	1345
1929	13447	426	1
1930	10393	436	0
1931	6727	304	247
1932	4667	271	204
1933	4204	194	202
1934	4451	210	227
1935	4159	215	16
1936	4218	93	0
1937	5468	65	0
1938	5449	47	0
1939	4797	30	0
1940	5012	391	0
1941 (six premiers mois)	3283	216	27

Source : ERICSON Edward E., *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Westport Connecticut, Praeger, 1999, p.187.

5. Tableau des importations soviétiques en provenance d'Allemagne en millions de roubles, avec le pourcentage correspondant des importations totales.

	Importations soviétiques en provenance d'Allemagne	Pourcentage des importations totales
1913	2276	47,5
1922-1923	214	41,3
1923-1924	157	19,3
1924-1925	357	14,2
1925-1926	613	23,2
1926-1927	563	22,6
1927-1928	866	26,3
1929	678	22,1
1930	874	23,7
1931	1431	37,2
1932	1142	46,5
1933	515	42,4
1934	100	12,4
1935	75	8,9
1936	245	22,8
1937	151	14,9
1938	50	4,6
1939	42	5,6
1940	316	29,0

Source : ERICSON Edward E., *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Westport Connecticut, Praeger, 1999, p.189.

6. Tableau de l'évolution des réserves d'or de la Reichsbank en millions de Reichsmarks, entre 1932 et 1934.

	Réserves d'or de la Reichsbank
1932	920
1933	396
1934	84

Source : HÖFFDING Wassily, « German Trade with the Soviet Union », *The Slavonic and East European Review*, 1936, vol.14, n°41, p.487.

7. Tableau de représentation du niveau de respect des termes des traités germano-soviétiques passés entre 1939 et 1940, en pourcentage des termes honorés.

	Accord commercial du 19.08.1939	Accord de crédit du 19.08.1939	Accord du 11.02.1940
Mai 1940	99,8	90,3	25,5
Juin 1940	97,6	93,0	32,2
Juillet 1940	111,0	105,3	50,4
Août 1940	55,0	76,1	29,7
Septembre 1940	58,5	80,0	33,5
Octobre 1940	61,8	79,3	37,1
Novembre 1940	58,5	83,5	42,8
Décembre 1940	58,9	98,5	61,3
Janvier 1941	61,2	99,4	67,7
Février 1941	60,9	95,6	81,5
Mars 1941	61,7	96,5	90,0
Avril 1941	61,6	99,0	98,0
Mai 1941	63,2	99,2	106,6
Moyenne	70	92	58,2

Source : ERICSON Edward E., *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Westport Connecticut, Praeger, 1999, p.193.

8. Tableau de représentation du niveau de respect des termes des traités germano-soviétiques passés entre 1939 et 1940, en pourcentage des termes honorés.

	Accord du 19.08.1939	Accord du 11.02.1940
Mai 1940	44,1	28,2
Juin 1940	45,9	51,7
Juillet 1940	51,0	77,1
Août 1940	32,1	51,3
Septembre 1940	39,2	55,3
Octobre 1940	44,5	59,2
Novembre 1940	49,2	62,7
Décembre 1940	51,4	84,1
Janvier 1940	55,5	87,6
Février 1940	62,0	90,3
Mars 1940	64,8	94,3
Avril 1940	68,7	94,7
Mai 1940	67,4	98,1
Moyenne	52	71,9

Source : ERICSON Edward E., *Feeding the German Eagle: Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933-1941*, Westport Connecticut, Praeger, 1999, p.194.

9. Lénine, *Décret sur la paix*, adopté le 08.11.1917 par le Congrès des Soviets.

ДЕКРЕТЪ О МИРѢ,

ПРИНЯТЫЙ ЕДИНОГЛАСНО НА ЗАСѢДАНІИ ВСЕРОССИЙСКАГО СЪѢЗДА
СОВѢТОВЪ РАБОЧИХЪ, СОЛДАТСКИХЪ И КРЕСТЬЯНСКИХЪ ДЕПУТА-
ТОВЪ 26 ОКТЯБРЯ 1917 Г.

Рабочее и крестьянское Правительство, созданное революціей 24—25 октября и опирающееся на Совѣты Рабочихъ, Солдатскихъ и Крестьянскихъ Депутатовъ, предлагаетъ всѣмъ воюющимъ народамъ и ихъ правительствамъ начать немедленно переговоры о справедливомъ демократическомъ мирѣ.

Справедливымъ или демократическимъ миромъ, котораго жаждетъ подавляющее большинство истощенныхъ, измученныхъ и истерзанныхъ войной рабочихъ и трудящихся классовъ всѣхъ воюющихъ странъ,—миромъ, котораго самымъ определеннымъ и настойчивымъ образомъ требовали русскіе рабочіе и крестьяне послѣ сверженія царской монархіи,—такимъ миромъ Правительство считаетъ немедленный миръ безъ аннексій (т. е. безъ захвата чужихъ земель, безъ насильственного присоединенія чужихъ народностей) и безъ контрибуцій.

Такой миръ предлагаетъ Правительство Россіи заключить всѣмъ воюющимъ народамъ немедленно, выражая готовность сдѣлать безъ малѣйшей оттяжки тотчасъ же всѣ рѣшительные шаги впредь до окончательнаго утвержденія всѣхъ условій такого мира полномочными собраниями народныхъ представителей всѣхъ странъ и всѣхъ націй.

Подъ аннексіей или захватомъ чужихъ земель Правительство понимаетъ, сообразно правовому сознанию демократіи вообще и трудящихся классовъ въ особенности, всякое присоединеніе къ большому или сильному государству малой или слабой народности безъ точно, ясно и добровольно выраженнаго согласія и желанія этой народности, независимо отъ того, когда это насильственное присоединеніе совершено, независимо также отъ того, насколько развитой или отсталой является насильственно присоединяемая или насильственно удерживаемая въ границахъ даннаго государства нація. Независимо, наконецъ, отъ того, въ Европѣ или въ далекихъ заокеанскихъ странахъ эта нація живетъ.

Если какая бы то ни была нація удерживается въ границахъ даннаго государства насиліемъ, если ей, вопреки выраженному съ ея стороны желанію—все равно, выражено ли это желаніе въ печати, въ народныхъ собраніяхъ, въ рѣшеніяхъ партій или возмущеніяхъ и возстаніяхъ противъ національнаго гнета—не представляется права свободнымъ голосованіемъ, при полномъ выводѣ войска присоединяющей или вообще болѣе сильной націи, рѣшить безъ малѣйшаго принужденія вопросъ о формахъ государственнаго существованія этой націи, то присоединеніе ея является аннексіей, т. е. захватомъ и насиліемъ.

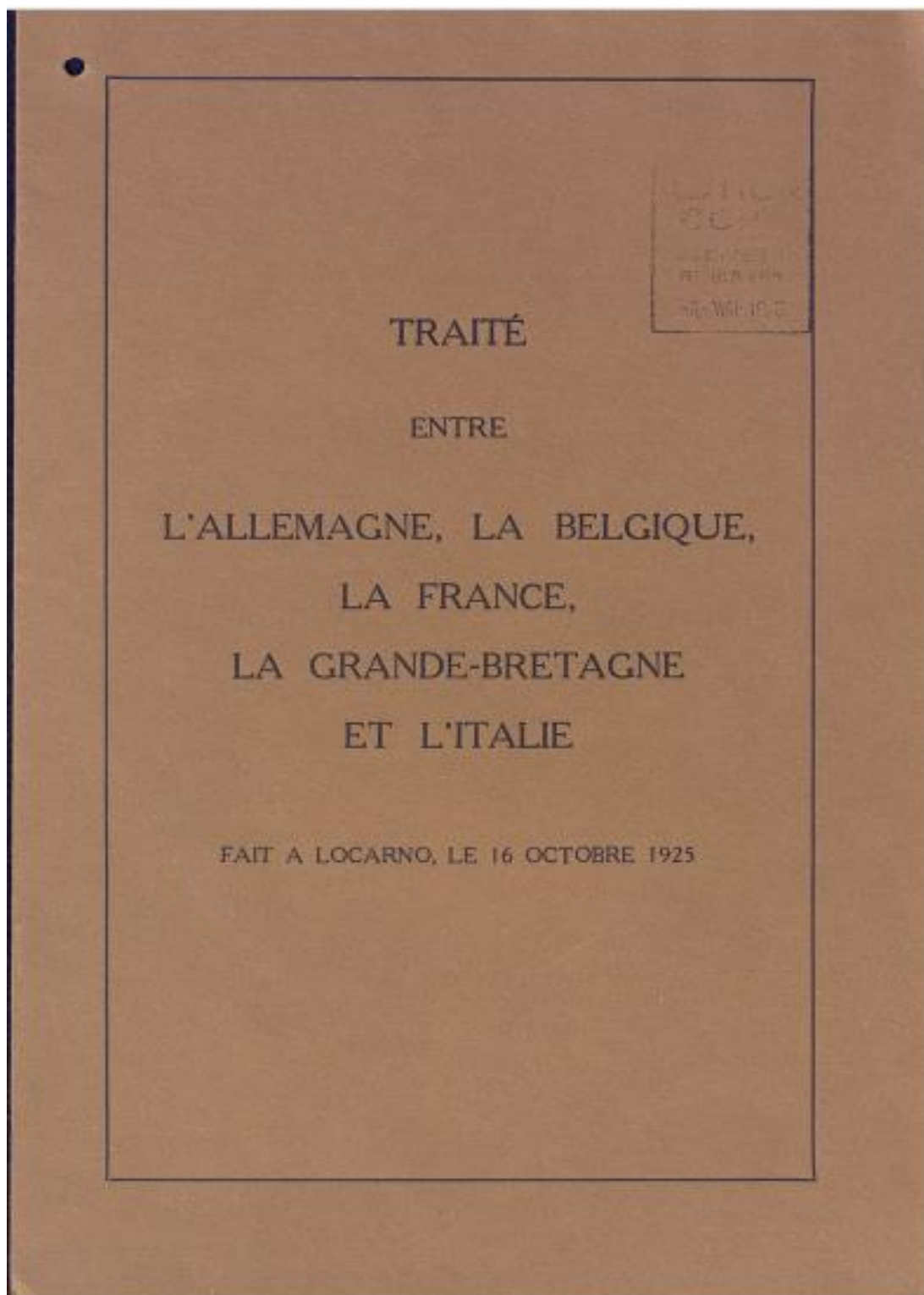
Продолжать эту войну изъ-за того, какъ раздѣлить между сильными и богатыми націями захваченныя ими слабыя народности, Правительство считаетъ величайшимъ преступленіемъ противъ человѣчества и торжественно заявляетъ свою рѣшимость немедленно подписать условія мира, прекращающаго эту войну на указанныхъ, равно справедливыхъ для всѣхъ безъ изъятія народностей, условіяхъ.

Вмѣстѣ съ тѣмъ Правительство заявляетъ, что оно отнюдь не считаетъ вышеуказанныхъ условій мира ультимативными, т. е. соглашается рассмотреть и всія другія условія мира, наставляя

Н. н. 1126.



10. Document original des accords de Locarno (1925).



LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ;

Soucieux de satisfaire au désir de sécurité et de protection qui anime les nations qui ont eu à subir le fléau de la guerre de 1914-1918 ;

Constatant l'abrogation des traités de neutralisation de la Belgique, et conscients de la nécessité d'assurer la paix dans la zone qui a été si fréquemment le théâtre des conflits européens ;

Et également animés du sincère désir de donner à toutes les Puissances signataires intéressées des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des traités en vigueur entre elles ;

Ont résolu de conclure un Traité à ces fins et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND : —

D^r Hans LUTHER, Chancelier de l'Empire ;
D^r Gustav STRESEMANN, Ministre des Affaires Etrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES : —

M. Emile VANDERVELDE, Ministre des Affaires Etrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE : —

M. Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES : —

Le Très Honorable Stanley BALDWIN, M.P., Premier Lord de la Trésorerie et Premier Ministre ;

Le Très Honorable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M.P., Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE : —

L'Honorable Vittorio SCIALOJA, Sénateur du Royaume ;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article Premier.

Les Hautes Parties contractantes garantissent individuellement et collectivement, ainsi qu'il est stipulé dans les articles ci-après, le maintien du *statu quo* territorial résultant des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France, et l'inviolabilité desdites frontières telles qu'elles sont fixées par ou en exécution du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'observation des dispositions des articles 42 et 43 dudit Traité, concernant la zone démilitarisée.

Article 2.

L'Allemagne et la Belgique et de même l'Allemagne et la France s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre.

Toutefois cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit :

- 1^o De l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement de l'alinéa précédent ou à une contravention flagrante aux articles 42 ou 43 dudit Traité de Versailles lorsqu'une telle contravention constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire ;
- 2^o D'une action en application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations ;
- 3^o D'une action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations, ou en application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, pourvu que dans ce dernier cas cette action soit dirigée contre un Etat qui le premier s'est livré à une attaque.

Article 3.

Prenant en considération les engagements respectivement pris par elles dans l'article 2 du présent Traité, l'Allemagne et la Belgique, et l'Allemagne et la France s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions, de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires :

Toutes questions au sujet desquelles les Parties se contesteront réciproquement un droit seront soumises à des juges, à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer.

Toute autre question sera soumise à une commission de conciliation et, si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant le Conseil de la Société des Nations, statuant conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

Article 4.

1^o Si l'une des Hautes Parties contractantes estime qu'une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles a été ou est commise, elle portera immédiatement la question devant le Conseil de la Société des Nations.

2^o Dès que le Conseil de la Société des Nations aura constaté qu'une telle violation ou contravention a été commise, il en donnera sans délai avis aux Puissances signataires du présent Traité, et chacune d'elles s'engage à prêter, en pareil cas, immédiatement son assistance à la Puissance contre laquelle l'acte incriminé aura été dirigé.

3^o En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent Traité ou de contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage dès à présent à prêter immédiatement son assistance à la Partie contre laquelle une telle violation ou contravention aura été dirigée dès que ladite Puissance aura pu se rendre compte que cette violation constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison soit du franchissement de la frontière, soit de l'ouverture des hostilités ou du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire. Néanmoins, le Conseil de la Société des Nations, saisi de la question conformément au premier paragraphe du présent article, fera connaître le résultat de ses constatations. Les Hautes Parties contractantes s'engagent en pareil cas à agir en conformité avec les recommandations du Conseil qui auraient recueilli l'unanimité des voix, à l'exclusion des voix des représentants des Parties engagées dans les hostilités.

Article 5.

La stipulation de l'article 3 du présent Traité est placée sous la garantie des Hautes Parties contractantes ainsi qu'il est prévu ci-après :

Si l'une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuse de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire et commet une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, les dispositions de l'article 4 du présent Traité s'appliqueront.

Dans le cas où, sans commettre une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuserait de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire, l'autre Partie saisira le Conseil de la Société des Nations, qui proposera les mesures à prendre ; les Hautes Parties contractantes se conformeront à ces propositions.

Article 6.

Les dispositions du présent Traité ne portent pas atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes du Traité de Versailles, ainsi que des arrangements complémentaires, y compris ceux signés à Londres le 30 août 1924.

Article 7.

Le présent Traité, destiné à assurer le maintien de la paix et conforme au Pacte de la Société des Nations, ne pourra être interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 8.

Le présent Traité sera enregistré à la Société des Nations conformément au Pacte de la Société. Il restera en vigueur jusqu'à ce que, sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes notifiée aux autres Puissances signataires trois mois d'avance, le Conseil, votant à la majorité des deux tiers au moins, constate que la Société des Nations assure aux Hautes Parties contractantes des garanties suffisantes, et le Traité cessera alors ses effets à l'expiration d'un délai d'une année.

Article 9.

Le présent Traité n'imposera aucune obligation à aucun des Dominions britanniques ou à l'Inde, à moins que le Gouvernement de ce Dominion ou de l'Inde ne signifie qu'il accepte ces obligations.

Article 10.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront déposées à Genève dans les archives de la Société des Nations aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès que toutes les ratifications auront été déposées et que l'Allemagne sera devenue Membre de la Société des Nations.

Le présent Traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire Général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Locarno le seize octobre, mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) (Signé) HANS LUTHER.
(L. S.) (Signé) GUSTAV STRESEMANN
(L. S.) (Signé) EMILE VANDERVELDE
(L. S.) (Signé) ARI. BRIAND
(L. S.) (Signé) STANLEY BALDWIN.
(L. S.) (Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN
(L. S.) (Signé) VITTORIO SCIALOJA

Pour copie conforme.

Pour le Secrétaire Général :

Directeur de la Section juridique.

Le présent Traité fait en six exemplaires, dont deux
archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire Général sera prié
de remettre à chacune des Hautes Parties contractantes des copies
certifiées conformes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le
présent Traité.

Fait à Locarno le seize octobre, mil neuf cent vingt-deux.

Gaetano Salvemini

André Bresson

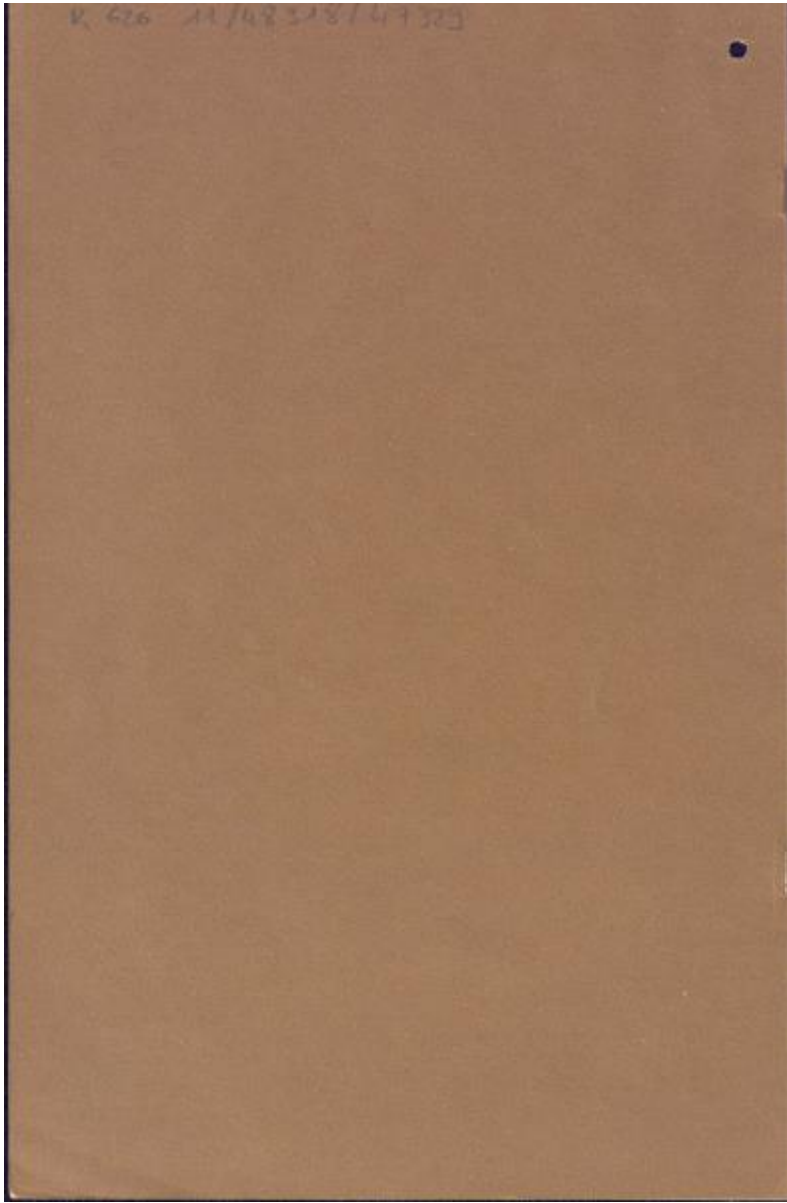
Emile Van Servelle

Alfred Zimmern

Stanley Baldwin

Alexander Chamberlain

Arthur Sialoj

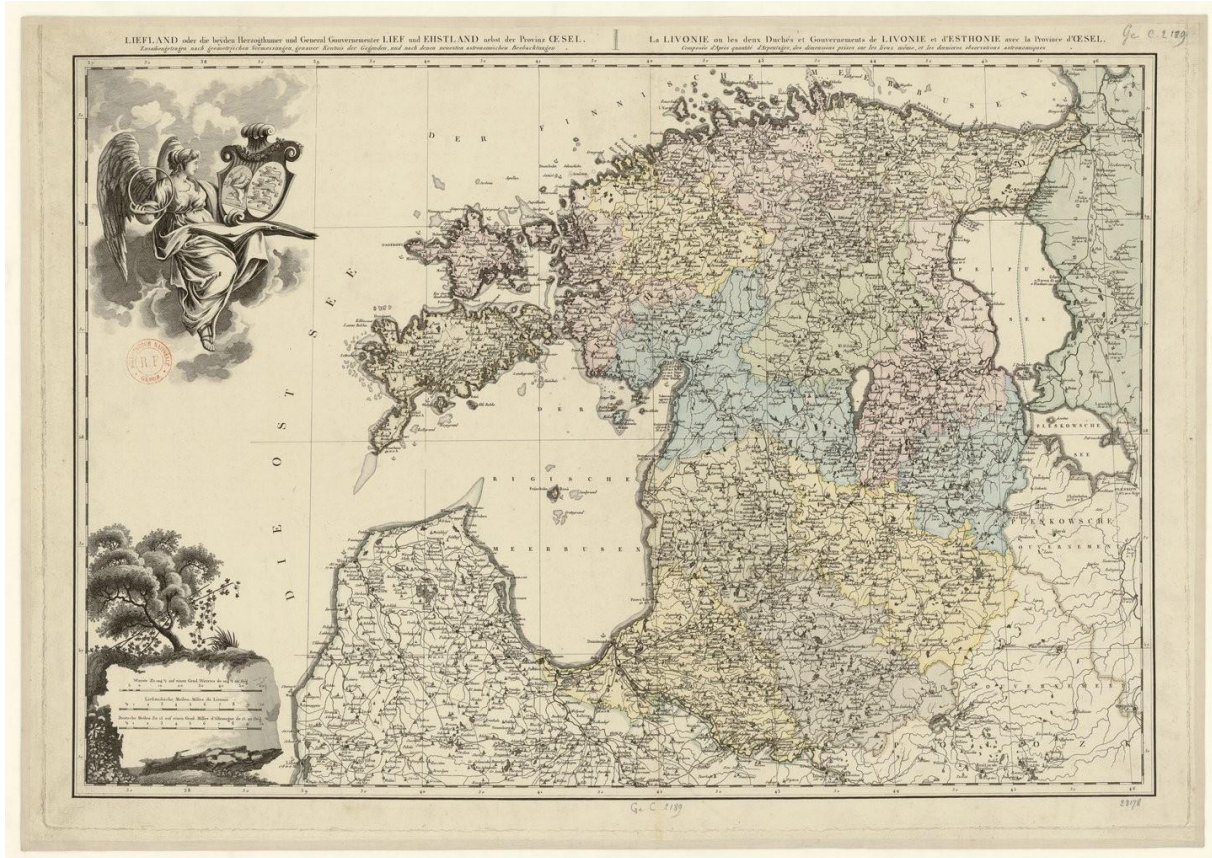


<https://www.wdl.org/fr/item/11586/>

11. Image satellite de la mer Baltique orientale en hiver.



12. Carte de Livonie au XVIIIe siècle.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

<<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb407303333>>

13. Carte de Joseph Forest sur les provinces baltiques au sein de l'Empire russe avant 1918.



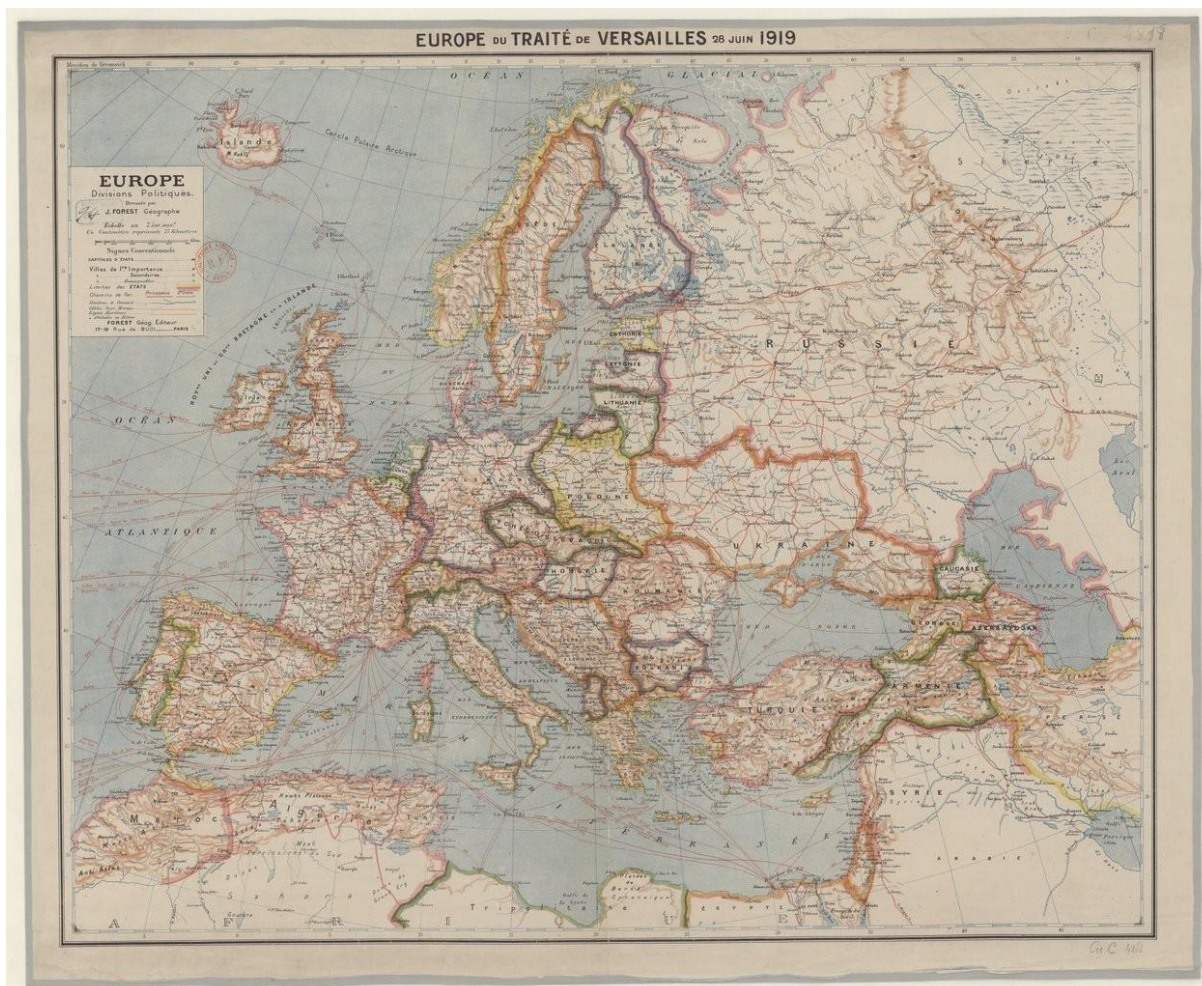
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40717324d>

14. Carte de Charles Lassailly sur la Baltique orientale en 1918.



<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40771867v>

15. Carte de l'Europe de Versailles réalisée par Joseph Forest.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40686535n>

16. Carte des États baltes en 1919 par Kümmerly & Frey.



<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40686530x>

17. Carte de la Baltique au moment de la signature du pacte de Moscou du 12.06.1920.



<https://www.hipkiss.org/cgi-bin/zoom.pl?id=194>

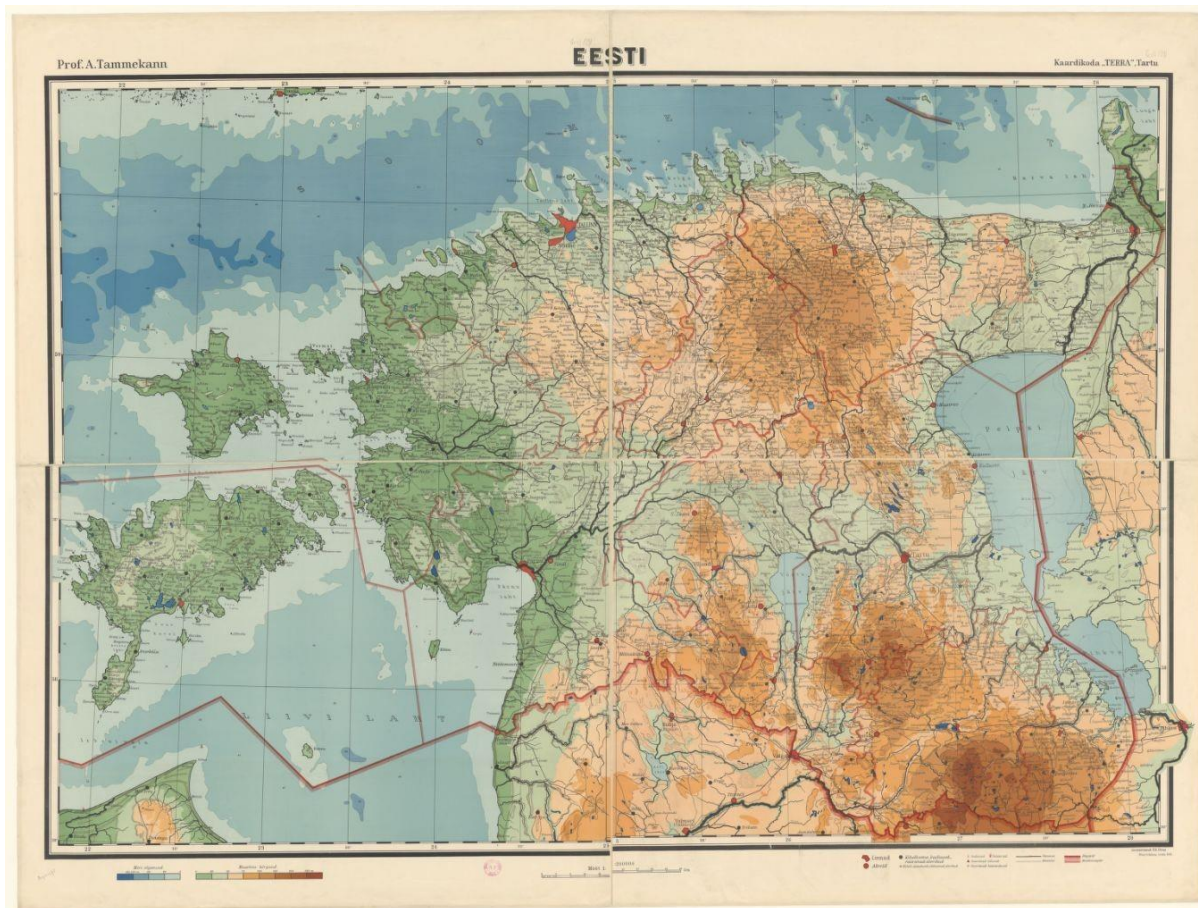
18. Carte ethnographique de la Pologne établie en 1919.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40713883b>

20. Carte physique de l'Estonie réalisée par A. Tammerkann (1934).



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

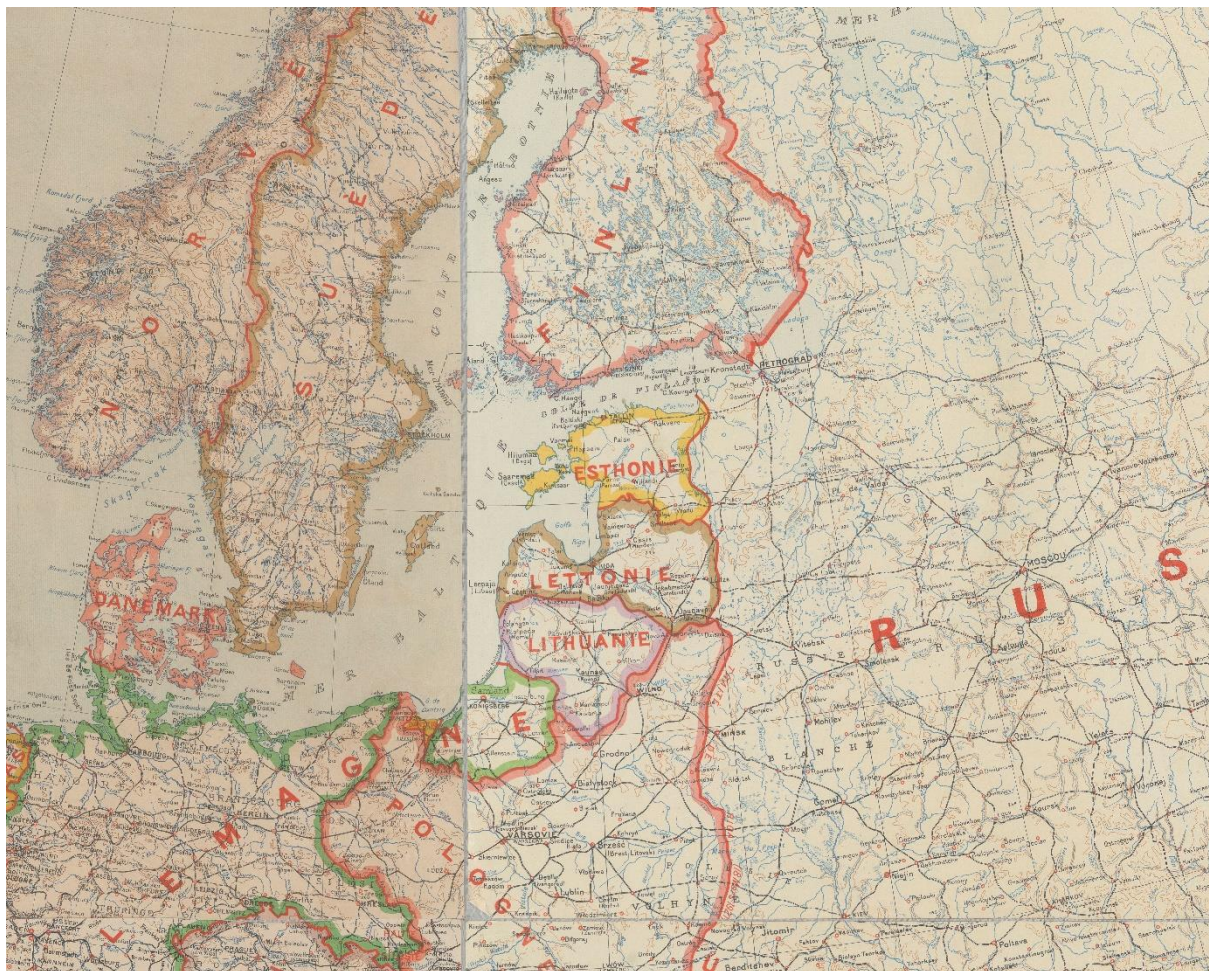
<<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40728738n>>

21. Carte de la région baltique en 1925, réalisée par E. Blondel La Rougery.



<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb406865407>

22. Carte de l'Europe du Nord-Est dressée et publiée par le Service géographique de l'Armée française (1935).



<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb452878947>

23. Carte de la région baltique en début d'année 1941 publiée par le *Deutsche Allgemeine Zeitung*.



<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb407079794>

Index

A

Albats Hermanis..... 115, 122
Angell-Lane Ralph Norman 240
Arkhangelsk 10, 38
Armistice du 11 novembre 1918..... 6, 144

B

Baldwin Stanley, 1er comte Baldwin de Bewdley..... 210
Banque d'Angleterre..... 46, 47
Banque d'Estonie 46, 47
Barthou Louis 14, 116, 185, 193, 218, 219, 220, 221,
222, 225, 228, 229, 231, 278
Beck Józef 183, 184, 185, 188, 189, 190, 192
Becos Traders 41, 44
Blum Léon 189
Bonnet Georges 190, 305
Boudionny Simon Mikhaïlovitch 8
Briand Aristide .. 151, 165, 168, 176, 177, 218, 220, 227,
231, 252, 307, 312
Bureau politique du parti communiste de l'Union
soviétique 42, 79, 89

C

Chamberlain Arthur Neville 240
Chamberlain Joseph Austen . 34, 90, 160, 162, 196, 240,
246, 247, 250
Churchill Winston Leonard Spencer Churchill..... 31
Cielēns Fēlikss 34, 116, 122, 165, 166, 170, 171, 292
Clemenceau Georges Eugène Benjamin 94, 147, 148,
156, 310
Clémenceau Georges Eugène Benjamin 310
Commerce anglo-soviétique ... 36, 38, 39, 40, 41, 42, 44,
51, 52, 53, 65, 197, 280
Coulondre Robert 74, 75, 185, 186, 229, 304, 305

D

Daladier Édouard 175, 194, 226, 232, 240, 241, 246,
247, 249, 250, 304, 305
Dawes 24, 155, 159, 161, 162, 284
Dawes Charles Gates 159
De Hohenzollern Frédéric Guillaume Victor Albert... 186
Delbos Yvon 185, 186, 189, 190, 192, 193, 229, 304, 305
Düsseldorf 159
Dvina 127, 128, 317

E

Empire russe . 16, 32, 36, 39, 57, 61, 73, 74, 75, 77, 101,
122, 144, 150, 314, 335
Estonie 11, 12, 13, 17, 32, 34, 37, 38, 43, 47, 51, 61, 77,
78, 79, 81, 85, 86, 88, 102, 107, 109, 117, 118, 123,
124, 125, 126, 141, 150, 153, 165, 173, 219, 232,
234, 254, 256, 257, 260, 314, 317

F

Finlande 6, 8, 12, 16, 36, 37, 51, 59, 86, 91, 96, 106,
107, 108, 114, 115, 117, 118, 122, 124, 145, 173,
181, 231, 252, 258, 272, 291, 318, 319
Foch Ferdinand 102
France ... 5, 6, 7, 9, 13, 14, 15, 16, 20, 21, 24, 33, 39, 41,
49, 50, 53, 54, 56, 61, 65, 73, 74, 75, 76, 84, 85, 86,
91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 103,
104, 105, 107, 108, 109, 111, 115, 116, 118, 131,
133, 141, 143, 148, 149, 150, 151, 156, 157, 158,
159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 168, 173, 175,
176, 177, 180, 181, 182, 184, 185, 186, 188, 189,
190, 192, 193, 194, 197, 206, 210, 213, 214, 215,
216, 217, 218, 219, 220, 222, 223, 224, 225, 226,
228, 229, 232, 234, 240, 241, 244, 246, 247, 248,
249, 250, 254, 263, 268, 269, 280, 281, 283, 294,
296, 304, 305, 307, 309, 310, 313, 314, 318, 319
François-Poncet André. 97, 182, 185, 186, 193, 304, 305

G

Gamelin Maurice..... 189, 225
Ganfman Maxime Hippolytovitch 20, 100, 182, 196, 219
Gdansk 54
Gênes (conférence de)..... 40, 41, 60, 73, 107
Georg Scheel and Company 45, 202
George Frederik Ernst Albert, roi d'Angleterre 210
Göring Hermann Wilhelm 184, 206, 247
Graf von der Goltz Gustav Adolf Joachim Rüdiger ... 7, 8,
115
Grinius Kazys 138
Grodno 83, 104, 168
Groener Karl Eduard Wilhelm 67

H

Helsinki..... 105, 122, 260
Herriot Édouard 182, 188, 225, 304

Hitler Adolf.. 97, 131, 136, 140, 162, 172, 183, 184, 186,
188, 190, 193, 194, 200, 201, 205, 206, 220, 222,
223, 239, 240, 243, 245, 246, 247, 249, 250, 252,
263, 270, 297, 310

I

Internationale communiste 67, 78, 139, 219
Ioudenitch Nikolaï Nikolaïevitch 31

K

Kaliningrad 4, 166, 170, 291, 317
Kamenev Lev Borissovitch Rosenfeld..... 208
Kaunas 61, 84, 88, 90, 103, 117, 119, 123, 134, 150,
154, 165, 166, 167, 170, 173, 174, 188, 193, 217,
219, 224, 225, 231, 232, 233, 236, 258, 260, 271,
299, 304, 317
Kellogg Franck Billings.....168, 170, 171, 177, 227, 231,
252, 275, 280, 291
Kennard Howard William 192
Kenworthy Joseph Montague 52, 306
Klaipėda 11, 33, 34, 36, 44, 50, 54, 61, 88, 89, 102, 103,
104, 117, 119, 133, 134, 145, 173, 242, 254, 298,
317
Koc Adam Ignacy..... 193
Köster Adolf 62, 65
Krassine Léonid Borisovitch 90, 204
Kviesis Alberts 137

L

Latvijas Republikas Saeima 130, 262, 301
Laval Pierre 97, 185, 221, 225, 304
Lénine Vladimir Ilitch Oulianov 37, 72, 78, 108, 205,
235, 315, 325
Léon Blum 189
Lettonie5, 6, 9, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 20, 30, 37, 43, 46,
48, 50, 55, 56, 58, 59, 60, 61, 65, 77, 81, 82, 84, 85,
86, 89, 90, 91, 97, 101, 106, 107, 109, 113, 114, 115,
116, 118, 121, 122, 123, 124, 127, 128, 130, 131,
132, 133, 135, 136, 137, 138, 145, 171, 172, 173,
174, 179, 181, 210, 218, 219, 232, 233, 244, 252,
254, 256, 260, 261, 262, 263, 270, 275, 277, 285,
286, 288, 292, 295, 296, 297, 299, 301, 307, 309,
310, 314, 315, 318, 319
Lietuvos Respublikos Seimas ... 130, 138, 139, 193, 241,
261, 297
Lituanie ... 6, 9, 11, 13, 16, 31, 36, 44, 48, 49, 50, 56, 61,
77, 82, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 99, 100, 101, 103,
104, 106, 107, 109, 113, 114, 116, 117, 119, 122,
123, 124, 130, 132, 134, 135, 138, 140, 141, 145,
153, 154, 155, 165, 166, 167, 171, 172, 174, 175,
179, 184, 193, 217, 220, 229, 231, 232, 233, 248,
252, 254, 256, 258, 261, 262, 271, 272, 275, 285,
286, 291, 292, 295, 307, 310, 313, 318, 319, 341

Litvinov Maxime Maximovitch ... 74, 116, 170, 171, 177,
180, 181, 186, 218, 219, 220, 227, 235, 246, 252,
254, 255, 258, 263, 264, 292, 293

Lloyd George David31, 33, 38, 40, 41, 94, 100, 157
Locarno (accords de).....14, 17, 24, 35, 63, 64, 95, 105,
110, 115, 116, 143, 155, 159, 160, 161, 162, 163,
164, 165, 166, 171, 176, 177, 180, 185, 188, 194,
196, 210, 218, 220, 221, 223, 224, 228, 229, 269,
276, 277, 281, 284, 290, 307, 309, 311, 312, 314,
326

M

MacDonald James Ramsay. 8, 42, 51, 77, 162, 210, 216,
276, 282
Maïski Ivan Mikhaïlovitch (Jan Lachowiecki)..... 246, 247
Malcolm 46
McKenna Reginald 44, 48
Meierovics, Zigfrīds Anna..... 33, 65, 108, 109, 114, 115,
118, 121, 122, 124, 153, 289
Ministère des Affaires Étrangères britannique 6, 33, 34,
42, 48, 49, 312
Molotov Viatcheslav Mikhaïlovitch .. 235, 243, 245, 247,
249, 251, 252, 256, 260, 263, 307
Mousset Albert 86
Munters Vilhelms 224, 243, 244

N

Narva..... 37, 78, 164
National Metal Bank 46
Noël Léon 189, 190, 192, 304, 305

O

Office des Affaires Étrangères allemand .. 59, 60, 66, 81,
112, 182, 186, 196, 199, 210, 220

P

Paleckis Justas 261
Päts Konstantin 6, 135, 139, 140
Paul-Boncour Joseph..... 173, 216, 304
Pétain Philippe 225
Petite Entente ...105, 108, 109, 111, 216, 230, 232, 233,
313
Piatakov (accord) 196, 198, 199, 200, 201
Piatakov Guéorgui Léonidovitch 199, 201, 208, 247
Piip Ants 122
Piłsudski Józef Klemens.... 8, 83, 84, 101, 103, 109, 176,
180, 183, 184, 188, 190, 192, 193, 210
Plan Dawes..... 155, 159, 161, 162, 284
Politique allemande des États frontaliers 54, 57, 58, 59,
61, 63, 70
Politique occidentale allemande..... 64, 70, 164
Politique orientale allemande.. 7, 16, 32, 54, 58, 61, 63,
64, 70, 86, 108, 114, 121, 164, 182, 217, 311, 314,
318, 319

Poméranie 54, 184
 Prusse Orientale 11, 45, 54, 157, 193
 Pusta Kaarel 65, 108, 122, 153, 164

R

Rambouillet (accords de) 17, 102, 189, 190, 313
 Rapallo (accords de)....40, 59, 60, 61, 64, 182, 196, 307, 309
 Reek Nikolai Bazõkov 225, 232
 Rei August 118
 République de Pologne . 5, 6, 8, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 24, 49, 54, 59, 62, 63, 65, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 111, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 122, 123, 124, 141, 143, 145, 155, 157, 161, 166, 167, 170, 171, 172, 173, 175, 180, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 199, 203, 204, 210, 215, 217, 218, 220, 229, 232, 234, 241, 242, 245, 248, 249, 252, 256, 258, 267, 268, 271, 275, 291, 292, 294, 295, 298, 307, 310, 313, 340
 République de Weimar7, 8, 9, 11, 13, 14, 20, 29, 30, 39, 44, 48, 50, 53, 54, 55, 56, 58, 60, 61, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 77, 81, 89, 93, 94, 95, 97, 100, 101, 103, 105, 110, 111, 114, 115, 116, 119, 124, 126, 131, 143, 144, 149, 150, 153, 154, 156, 157, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 172, 175, 181, 183, 184, 185, 186, 187, 190, 192, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 209, 210, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 228, 232, 235, 240, 242, 243, 245, 246, 247, 250, 251, 252, 254, 255, 256, 257, 258, 263, 267, 268, 269, 270, 271, 275, 276, 286, 288, 293, 294, 295, 296, 297, 307, 309, 318, 319, 321
 République des Deux Nations 100, 101
 République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie9, 16, 29, 34, 37, 38, 39, 49, 59, 60, 64, 73, 75, 78, 80, 82, 83, 84, 86, 88, 100, 105, 108, 123, 144, 145, 182, 208, 270, 272, 292, 296
 Révolution permanente 75, 77, 83, 89
 Rhénanie97, 156, 159, 160, 194, 216, 217, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 240, 244, 254
 Ricardo David 205
 Ristelhueber René 173, 304
 Roumanie54, 105, 114, 161, 170, 171, 181, 195, 206, 249, 273, 292
 Royaume de Belgique .92, 158, 159, 160, 165, 228, 254, 307, 318, 319
 Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord9, 13, 14, 22, 29, 30, 32, 33, 34, 37, 41, 42, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 61, 63, 68, 69, 73, 93, 94, 96, 97, 116, 118, 126, 131, 139, 143, 156, 159, 160, 176, 177, 197, 206, 213, 214, 215, 216, 217, 219, 222, 223, 224, 225, 228, 232, 247, 249, 268, 269, 272, 306, 307, 318, 319
 Ruhr 88, 104, 143, 159
 Runciman Walter 52, 306

Russes Blancs 8, 72, 81, 99

S

San Remo (conférence de)38
 Scandinavie 14, 122, 124, 194
 Schacht Hjalmar 201, 205, 247
 Scheel Klaus 45
 Schmitt Ernst 63
 Schneider et Cie 190
 Selter Karl 256
 Silésie 54, 100, 184
 Skrzyński Aleksander Józef 162
 Skwarczyński Adam 193
 Sleževičius Mykolas 122, 138
 Smetona Antanas6, 138, 139, 140, 173, 258, 261
 Śmigły-Rydz Edward 189
 Société des nations15, 21, 23, 47, 89, 92, 100, 118, 125, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 160, 161, 164, 165, 166, 167, 168, 172, 177, 185, 193, 216, 218, 220, 221, 224, 227, 244, 269
 Stachiewicz Wacław Teofil 194, 195, 241
 Staline Joseph Vissarionovitch Djougachvili. 74, 75, 188, 189, 198, 200, 205, 207, 208, 225, 235, 239, 246, 249, 250, 252, 255, 258, 263, 264
 Stewart Kenneth 50
 Suritz Yakov Zakharovitch 247

T

Tartu 17, 37, 77, 78, 80, 81, 127, 145, 307, 314, 317
 Tchécoslovaquie .54, 101, 109, 151, 183, 185, 186, 189, 193, 194, 206, 217, 218, 220, 221, 222, 229, 240, 241, 246
 Tchitchérine Guéorgui Vassiliévitch ... 66, 85, 88, 89, 90, 107, 150, 154, 170, 292
 Těšín 101, 105, 109, 184, 193, 194
 Tilden-Smith Richard 46
 Tõnisson Jaan 121, 135, 230
 Toukhatchevski Mikhaïl Nikolaïevitch 99, 248

U

Ulmanis Kārlis6, 7, 20, 115, 116, 137, 138, 139, 140, 261, 262, 267
 Union des Républiques Socialistes Soviétiques 5, 15, 16, 39, 61, 74, 75, 83, 88, 91, 106, 154, 170, 181, 185, 197, 198, 201, 206, 208, 209, 214, 239, 246, 251, 254, 257, 258, 260, 261, 262, 263, 285, 286, 299, 314

V

Ventspils 32, 37, 317
 Vilnius . 4, 8, 13, 33, 83, 84, 89, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 107, 119, 145, 150, 154, 166, 167, 168, 173, 193, 241, 252, 258, 269, 280, 314, 317
 Voïkov Piotr Lazarévitch 90

Voldemaras Augustinas 139, 165, 166, 167, 194
Volga 74, 127
Volgograd..... 32, 127
Von Brockdorff-Rantzau Ulrich 64
Von Hentig Werner Otto 86
Von Maltzan Adolf Georg (Ago) 60, 86
Von Ribbentrop Joachim....186, 243, 245, 251, 252, 264,
307
Vorochilov Climent Iéfrémovitch 249, 256

W

Wallroth Erich 66

Weygand Maxime99, 225
Williams Wythe94
Wilson Thomas Woodrow..... 54, 92, 94, 147, 148, 156,
157, 176

Z

Zaleski August 166, 167, 168, 183
Żeligowski Lucjan 84, 103, 167
Zinoviev Grigoriy Ievseievitch Radomyski. 42, 208, 309

Table des matières

Avant-propos	4
Introduction générale.....	5
Première partie : La région baltique, stratégies et enjeux	27
Chapitre I – L’approche économique	29
Introduction de chapitre.....	29
1. <i>British Trade and Banking</i>	30
a. L’implication des Britanniques dans la Baltique.....	30
b. L’obsession du <i>Russian Trade</i>	36
c. Les nouvelles perspectives	43
d. L’évolution du commerce britannique	48
2. <i>L’Ostpolitik</i> de Weimar.....	54
a. L’Allemagne à la conquête de la Baltique.....	54
b. La « table rase » pour débloquer le commerce germano-balte.....	58
c. De la <i>Randstaatenpolitik</i> à l’ <i>Ostpolitik</i>	63
d. L’évolution du commerce germano-balte	68
Conclusion de chapitre	69
Chapitre II – L’approche diplomatique	71
Introduction de chapitre.....	71
1. Le Kremlin et la Baltique dans les années 1920	72
a. L’empire soviétique	72
b. De la révolution permanente à l’impérialisme	77
c. La politique bilatérale	83
d. L’axe Moscou-Kaunas-Weimar	88
2. La politique française de la barrière de l’Est.....	92
a. La mésentente cordiale	92
b. L’alliance franco-polonaise	99
c. La grande stratégie orientale.....	105
Conclusion de chapitre	111
Chapitre III – La survie des États baltes, tactiques et évolutions.....	113
Introduction de chapitre.....	113
1. Les stratégies des peuples de la Baltique	114

a. La Lettonie.....	114
b. L'Estonie et la Lituanie	117
c. L'Union baltique.....	121
d. Les deux portes du commerce balte	126
2. Opinion publique et perceptions baltes	130
a. Philosophie politique des Baltes	130
b. La Baltique autoritaire.....	135
Conclusion de chapitre	141
Deuxième partie : la géopolitique de l'Entre-deux-guerres	142
Chapitre IV – Le nouveau système géopolitique	143
Introduction de chapitre.....	143
1. La ruine de l'ancien ordre	144
a. La plaie ouverte de l'Europe	144
b. La disparition du concert européen	147
c. L'équilibre baltique	153
2. La marque orpheline de Wilson	156
a. Dissonance entre principes légaux et raison d'État	156
b. Locarno.....	159
3. L'adoption du multilatéralisme	164
a. Le briandisme	164
b. Le protocole Litvinov	169
c. Le projet fils de l'Union baltique : l'Entente baltique.....	171
Conclusion de chapitre	175
Chapitre V – La mutation des stratégies	177
Introduction de chapitre.....	177
1. Le repositionnement géopolitique de la Pologne	178
a. Le germe de la discorde entre Paris et Varsovie	178
b. L'ambiguïté des relations germano-polonaises	181
c. Le sort de l'alliance franco-polonaise	186
d. L'impasse de la politique pilsudskiste.....	190
2. Le lien germano-soviétique	194
a. De Stresemann à l'accord Piatakov	194
b. Les difficultés du commerce entre Berlin et Moscou.....	198
c. L'aigle et l'ours	202
Conclusion de chapitre	208

Troisième partie : le retour de la <i>Realpolitik</i>	209
Chapitre VI – L'échec du multilatéralisme	211
Introduction de chapitre.....	211
1. Le retour des réalités profondes	212
a. Les rapports de force	212
b. Le projet Barthou.....	216
c. Réputation et fiabilité entre les grandes puissances	220
2. Multilatéralisme et bilatéralisme	225
a. Les diverses approches de la diplomatie multilatérale	225
b. L'efficacité des initiatives bilatérales.....	230
Conclusion de chapitre	235
Chapitre VII – La Baltique dans la tempête	237
Introduction de chapitre.....	237
1. La rupture de l'équilibre.....	238
a. La disqualification de l'Ouest.....	238
b. L'entente avec l'Ouest ou la neutralité avec Hitler	243
c. Les États baltes en 1939, une quelconque marge d'action ?	252
2. La fin de l'indépendance des pays baltes	254
a. Les pactes d'assistance mutuelle	254
b. La « décision finale de la question balte »	258
Conclusion de chapitre	263
Conclusion générale	265
Sources	273
Bibliographie	307
Annexes	315
Index	345
Table des matières	349

